LA RUSSIE LIBRE

DU MÊME AUTEUR

Le Théâtre Grec moderne (Éditions de la *Revue d'Art dramatique*) . . . . 1 vol.

Les Théâtres anglais (Bibliothèque-Charpentier. Eugène Fasquelle, édit.). . . . . 1 vol.

En écoutant Tolstoï (Eugène Fasquelle, édit.). 1 vol.

EN PRÉPARATION

Le Théâtre du Peuple.

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE

DIX EXEMPLAIRES NUMÉROTÉS SUR PAPIER DU JAPON

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette.— 10481.

GEORGES BOURDON

LA RUSSIE LIBRE

— L'AUBE RUSSE —

PARIS
BIBLIOTHÈQUE CHARPENTIER
EUGÈNE FASQUELLE, ÉDITEUR
11, RUE DE GRENELLE, 11

1905



NOTE LIMINAIRE

Ce livre est celui d'un témoin.

L'auteur a écouté des hommes et regardé des actes. Il note des gestes et des paroles, il raconte des événements.

Il le fait avec sérieux et conscience. Il n'a mis ici que de la vérité; tout ce que ce livre enferme d'ambition et de passion n'est que pour la vérité; il se convainc d'y avoir atteint, dans la mesure permise à l'infirmité humaine. Par ce témoignage qu'il se rend sans humilité, on connaîtra sa bonne foi.

Ceci est le procès-verbal d'un moment d'histoire pathétique. Les choses qui y sont consignées, nul courtisan n'a osé les faire entendre à l'autocratie; mais ce sont celles-là qu'il faudrait lui dire. Assurément, l'Empereur Nicolas ne lira pas ce livre. Les derniers fidèles du régime, les serviteurs de la dynastie pourront le regretter.

G. B.

PREMIÈRE PARTIE

LE SANG

I

QUELQUE CHOSE FINIT

Une bombe emporte Plœhwe. — Le soulagement de la Russie. — L'Empereur aux obsèques. — Plœhwe dans son cabinet. — Ses grandes pensées sur la guerre et les Juifs. — La faillite d'un système. — Le prince Sviatopolk Mirsky. — Un « événement historique ». — « J'ai mes défauts ». — Appel à la confiance. — L'espérance de la Russie.

Le 15/28 juillet 1904, la bombe de la gare de Varsovie, à Saint-Pétersbourg, emporta M. de Plœhwe, et la Russie fut sans larmes.

Tous ceux qui avaient éprouvé l'étreinte de cette main brutale connurent soudain la joie de vivre, et ceux-là, c'était à peu près tout ce qui respirait dans l'Empire. C'était le peuple innombrable, accablé sous le poids d'une dictature de fer. C'étaient les Juifs, les Polonais, les Finlandais, les Arméniens, les gens de Lithuanie, d'Esthonie, de Livonie, d'Ingrie, de Volhynie, de Courlande, de Petite-Russie, de Bessarabie, les Circassiens, les Géorgiens, les Tatars, les Kalmouks, les Kirghiz, et puis les Samoièdes, les Ostiaks, les Vogouls et les Erzes, tous les allogènes enfin que la force a précipités sous le sceptre moscovite, car Plœhwe ne leur pardonnait ni leur défaite

ni leur dépendance, et, craignant un rebelle dans chaque Russe, il tenait pour ennemi tout sujet étranger. C'étaient les industriels, les avocats, les médecins, les écrivains, tout ce qui travaille, tout ce qui parle, tout ce qui pense, car la parole est un crime et la pensée une sédition. Crime d'agir, crime de vivre, crime d'être autre chose qu'une petite masse inerte et morte : dans tout être vivant, l'œil soupçonneux de cet Allemand déraciné discerne la possibilité d'une intelligence qui juge et d'une volonté qui entreprend. C'étaient aussi les fonctionnaires, abaissés sous son injurieuse discipline, instruits enfin de la fragilité de l'édifice conçu par leur chef. C'étaient les conservateurs, à qui la rigidité d'une façade d'épouvante ne faisait point illusion, et qui, au fond de leur pensée, ne pardonnaient au dictateur ni de discréditer vainement le régime, ni d'oser exercer sur leurs propres personnes ses procédés de basse police. C'était l'Empereur, son maître, son premier protégé, sa première victime, l'Empereur chimérique qu'il tenait effaré sous sa loi, à qui il arrachait par la terreur les décisions que son despotisme tranquille jetait sur l'immense Empire comme une pluie de mitraille.

Tant qu'il vécut, les bouches retinrent le cri des âmes angoissées. Dans l'instant qu'il fut détruit, les cœurs soudain se dilatèrent, et les Russes un moment se donnèrent l'illusion qu'ils avaient des langues pour parler. Il fut remarquable que, si les journaux à l'envi s'accordèrent à condamner le meurtre, il y eut entre eux en même temps comme une conjuration tacite pour se dispenser de plaindre la victime. Phénomène significatif, dans ce pays où le silence même est une manifestation, et qui devait se reproduire sept mois après, lorsqu'une autre bombe, au Kremlin, disjoignit les membres du grand-duc Serge.

On lui fit des funérailles solennelles. Il est d'usage qu'à la mort d'un bon serviteur de la monarchie, l'Em-

pereur, dans les jours qui précèdent les obsèques, prenne part aux prières qui sont dites dans la chambre mortuaire, et qu'à la levée du corps, lui-même appuie sur son épaule l'un des brancards où repose le cercueil. Nicolas l'avait fait pour Sipiaguine, prédécesseur de Plœhwe, détruit comme lui ; et même l'Impératrice l'avait accompagné auprès du cadavre de son ministre. On observa que l'Empereur, une fois seulement, accomplit le devoir traditionnel, et qu'à l'heure où ce qui restait de Plœhwe descendit le large escalier de pierre du palais ministériel de la Fontanka, il jugea suffisant de diriger le cortège funèbre et superflu d'assurer au cadavre le concours d'un impérial porteur. L'Impératrice ne se montra point; elle devait, quelque temps après, mettre au monde le grand-duc héritier, et son état de santé parut à son absence un prétexte suffisant. Comment Nicolas, dans ces heures dramatiques, n'eût-il point mesuré tout à coup la vaine et meurtrière folie de ce régime de geôle, où il avait été à la fois gardien et prisonnier, et dont cette mort même proclamait l'éclatante faillite? Comment, dans le moment que, par ce meurtre qui atteignait son grand ingénieur, tout l'appareil compliqué et mystérieux de la police était faussé par le geste d'un petit homme brun debout sur un trottoir, n'eût-il point aperçu la vanité des méthodes par lesquelles le ministre avait justement prétendu assurer la propre sécurité de son souverain? Et, dans cette réserve de l'autocrate, n'y eut-il pas quelque chose comme de la rancune et du dépit?

A deux reprises, quelques mois auparavant, envoyé par le *Figaro*, j'avais eu avec M. de Plœhwe des entretiens assez longs dans le somptueux cabinet de travail que Sipiaguine avait fait restaurer, et où, parmi les hautes colonnes de marbre, je pensais me trouver au milieu d'un palais de tragédie. Il m'apparut avec une tournure de bourgeois et le visage placide d'un

1.

honnête marchand débonnaire. Il était assez grand, avec des épaules larges, un embonpoint commençant, des mains épaisses et rudes, et toute sa personne, dédaigneuse du panache et des retentissantes formules, exprimait la force paisible et la sécurité. Il avait le teint pâle, les lèvres roses, un sourire énigmatique et blafard qui tirait un peu le rouleau de sa grosse moustache blanche, des cheveux gris presque blancs, des narines largement ouvertes. Mais surtout je vis ses yeux, ses petits yeux bleus, extrêmement doux et perçants, qui se posaient sur vous avec une expression de bonté cordiale, vous dévisageaient avec nonchalance, et dont les caresses vous enveloppaient tout de suite d'une confiance affectueuse. Il parla, et sa voix me ravit. Il s'exprimait avec lenteur, laissant couler ses mots d'un air distrait et volontairement hésitant, mais en homme qui les pèse et a délibéré sur les choses qu'il doit dire. Ses yeux, pendant ce temps, erraient au plafond ou sur les meubles, et parfois, d'un brusque mouvement, revenaient sur moi pour s'en évader aussitôt. On devinait chez lui, avec des habitudes de circonspection, une curiosité policière en permanence et la volonté de plaire. Ce doux bourgeois avait une âme de roi nègre. Comme je lui demandais quelle solution il entrevoyait dans l'avenir à la question juive, il me répondit avec négligence :

— Le sionisme en est peut-être une.....

— Le sionisme, c'est-à-dire l'exode?

— Mais oui, l'exode.....

Alors je fis :

— Combien y a-t-il de Juifs en Russie?

Et, de son air indifférent et distrait, il laissa tomber, en se croisant les mains sur le ventre :

— Cinq millions à peu près, je crois.

C'est lui aussi qui, jouant la confiance, m'affirmait à ce moment (février 1904) que la guerre japonaise serait sans

conséquences sur la politique intérieure de la Russie, « l'agression des Nippons ayant permis au sentiment national de se retrouver et de s'exprimer avec une puissance telle que toutes les parties de l'Empire en étaient rapprochées et resserrées, qu'elle avait suscité une magnifique explosion de patriotisme, et que dès lors il n'était plus question de querelles intérieures, de conflits de races, de religions ou d'intérêts ».

M. de Plœhwe était moins indifférent qu'il ne voulait paraître à sa bonne renommée, moins rassuré aussi qu'il n'affectait sur l'efficacité de son terrorisme policier. A la fin de notre premier entretien, m'accompagnant jusqu'à la porte de son cabinet de travail, il sembla soudain se souvenir qu'il avait oublié une recommandation essentielle, et, souriant, il fit :

— Si vous rapportez notre conversation, je vous prie de ne pas me nommer. Je connais un peu vos journaux; il y en a beaucoup qui me guettent, et, dame, je ne tiens pas à me livrer à eux délibérément. Vous comprenez?

Il croyait en son étoile. Il avait fait cette folle gageure d'entrer dans les âmes en révolte et de les dompter une à une, comme si, me disait l'un de ses plus proches collaborateurs, il était possible qu'un homme tînt dans sa paume un peuple de cent trente millions d'hommes! J'imagine pourtant qu'il y eut des heures sombres où apparurent à ses veilles de sinistres fantômes. Ce complot qui l'abattit fut, à notre connaissance, le quatrième. Aucun ne le surprit. Que celui-ci eût échoué, Plœhwe savait qu'il serait suivi d'un cinquième et puis d'un sixième, et que, toute sa vie, il serait la cible où s'acharnerait la volonté destructrice de la redoutable Sainte-Vehme des terroristes. Duel saisissant, où peut-être l'avantage des armes n'était pas au ministre tout-puissant. Il y apportait une sérénité vigoureuse et un courage souriant qui achèvent de donner son caractère à cet

homme rose et replet, et lui constituent une espèce de grandeur. Une dame me rapporta ce mot qu'il lui dit un jour :

— Si je dois être assassiné, ce sera certainement un jeudi, parce que l'on sait que, ce jour-là, je prends le train pour aller faire mon rapport à l'Empereur.

C'est un jeudi qu'il mourut, et les plaques de fer de sa voiture blindée n'eurent point d'autre efficacité que d'écraser ses chairs avec une violence plus sauvage.

Ce n'est pas un homme, c'est un système que le geste de Sasonov avait fauché. Ce système avait des thuriféraires, il n'avait point de partisans. Tandis que le tribunal jugeait Sasonov, la foule groupée devant le Palais de justice criait : « Acquittez-le! il a délivré la patrie de son tyran! » Les libéraux avaient osé approuver l'acte. Et, depuis longtemps, des conservateurs courageux avouaient dans le privé les inquiétudes que leur donnait l'entreprise insensée du potentat. Il y en eut même qui s'enhardirent à le lui dire en face. Un publiciste, M. Syromiatnikov, aussi connu par son zèle autocratique que par la vigueur de sa polémique, écrivait à Plœhwe, le 6 juillet 1902 :

« La Russie ne peut pas vivre sans un pouvoir fort, et le pouvoir fort doit savoir parler; sinon, d'autres à sa place élèveront la voix. Que le pouvoir parle raisonnablement et ouvertement; autrement, le gouvernement ne sera plus, aux yeux de la société, qu'une coterie d'associés clandestins, occupés à leurs affaires personnelles et à celles de leurs amis. La société doit connaître ce que fait le gouvernement et pourquoi il le fait; sinon, elle travaillera inconsciemment au profit de la révolution. On ne peut pas gouverner la Russie en secret, car la Russie s'est éveillée. On ne peut pas davantage la gouverner par la police, car les forces de la police sont limi-

tées, et nous avons connu des temps où les révolutionnaires se sont faits policiers, et les policiers révolutionnaires. Par une parole forte et loyale, vous dissiperez l'atmosphère de révolte créée par votre prédécesseur, et vous pacifierez la société. »

Dans un raccourci hardi, un autre conservateur, résumant la politique de l'ancien ministre, me disait :

— L'organisateur de la révolution en Russie, c'est Plœhwe.

Plœhwe disparu, le prince Sviatopolk Mirsky lui succéda. M. Vatatsi, appelé depuis par M. Bouliguine au poste d'adjoint au ministre de l'Intérieur, et qui est l'un des hommes les plus fins de la jeune Russie, l'un de ceux à qui les postes les plus éminents semblent réservés dans l'avenir, M. Vatatsi m'a dit : « Le prince Mirsky est un événement historique. »

Cet événement historique, l'Empereur mit du temps à l'installer au gouvernement. Ce n'est pas qu'il répugnât aux idées du prince. L'Empereur ne répugne en principe à aucune idée ; les actes seuls lui font peur. D'ailleurs, il ignorait, en le faisant appeler, celles de l'homme à qui il allait confier la conduite de son gouvernement. Il n'obéissait point, comme on l'a dit à tort, aux suggestions de M. Witte. Il n'est pas prouvé que M. Witte, d'ailleurs ami personnel du prince Mirsky et qui le tutoie, se soit intéressé particulièrement à sa nomination, et il est vraisemblale qu'un bon moyen pour lui d'assurer le succès de son candidat eût été d'en recommander un autre. Mais, si étrange que cela soit, l'artisan le plus sûr de l'élévation du prince fut Maria Feodorovna, l'impératrice mère, la veuve du grand réacteur Alexandre III, la grande servante du conservatisme obstiné, la grande maîtresse de l'âme fugace de son impérial fils, et qui, même après la disgrâce du ministre qu'elle avait fait, ne ménagea

point les témoignages de l'estime où elle le tenait.

Nicolas appelle donc, de la province de Vilna qu'il gouvernait alors, le prince Sviatopolk Mirsky :

— Je vous offre, lui dit-il, le ministère de l'Intérieur.

— Mais, Sire, fait le prince en souriant, c'est que j'ai mes défauts...

— Et quels défauts?

— Eh bien, Sire, voici.

Et Mirsky, ouvrant son âme, exposa en phrases abondantes moins un programme précis de gouvernement que les idées directrices d'une administration sage et libérale. Ces idées étaient généreuses et pouvaient sembler hardies. A la tyrannie policière d'un Sipiaguine et d'un Plœhwe, il opposait une politique de bienveillance et de bonté. A Plœhwe, pour qui l'autocratie était d'institution divine et immuable, et qui considérait tout sujet comme un révolté possible, il répondait : L'autocratie n'est qu'une forme de gouvernement changeante et perfectible, et tout sujet est un citoyen qui a droit à sa part de liberté, un homme qui a droit à sa part d'humanité. A la défiance il substituait la confiance. C'était son mot. Confiance, confiance, ayons confiance dans les destinées de la patrie, dans la sagesse des hommes, dans leur loyauté, dans leur vertu, ayons confiance dans les forces de la vie. L'une de ses premières paroles officielles fut : « Le gouvernement ne peut s'exercer avec fruit que s'il s'appuie avec confiance et sympathie sur la société et sur ses représentants élus. »

Nicolas écoutait la parole chaleureuse de cet homme sincère. Nicolas est un rêveur et un doux, de qui la destinée est d'opposer l'irréparable cruauté des actes à la bienveillance de l'intention. Il fut pris à l'enchantement des propos du prince, et il fit simplement :

— Vos défauts me plaisent tout à fait. Je vous nomme ministre.

Dès lors, il pensa que sa tâche était accomplie, et que la Russie était heureuse.

Sviatopolk Mirsky était-il partisan de la liberté de la presse, de réunion, d'association, de pensée? Songeait-il, à vingt-trois ans de distance, à reprendre par la persuasion cette dictature de la liberté que le grand ministre Loris Melikov avait tenté d'imposer par la force? Apercevait-il l'aboutissement nécessaire de son action libérale, l'établissement d'un régime parlementaire, l'autocratie ouvrant le lit de la monarchie constitutionnelle?... Ce n'est pas probable. Mirsky, le philanthrope, le rêveur, le maladif Mirsky fut un homme d'intentions, non un homme d'action. Avec plus de flamme intérieure, il eût fait un apôtre. Pour qu'il devînt un chef et un fondateur de liberté, il lui manquait les caractères essentiels qui marquent les hautes volontés et suscitent les énergies génératrices.

N'importe! le prince Sviatopolk Mirsky fut cet événement historique dont parlait M. Vatatsi. Il n'avait pas plus tôt prononcé les mots de confiance et de liberté, qu'un grand espoir embrasa l'Empire, et que cent trente millions de voix surgirent en fête des entrailles douloureuses de la terre russe. Si jamais encore le cœur de la nation ne s'était ouvert avec tant de spontanéité, d'enthousiasme et de religieuse espérance, ce n'était pas cependant la première fois qu'il se mettait à nu sous les yeux de l'autocratie. Le libéralisme avait parlé déjà. Depuis quatre-vingts ans, il courait à travers les veines du peuple russe. Tantôt apparent, dans les périodes où la circulation était le plus active, où le pouvoir se montrait le plus faible ou le moins exigeant, tantôt refoulé, aux moments où l'autocratie, prise de peur devant ses progrès, déchaînait contre lui toutes ses forces organisées, il était latent. Cet arbre morne, désolé, incliné vers la terre comme un moribond, que vous considérez

tristement sous le ciel d'hiver, au bord de la rivière glacée, est vivant cependant. La sève chemine obscurément dans ses moelles refroidies. Le printemps vient. Sous l'abondance du flot généreux, le tronc palpite, l'écorce éclate : voici un bourgeon, voici une fleur, voici mille fleurs, et c'est la vie, c'est toute la vie passionnée et victorieuse qui couronne le tronc desséché. Ainsi de l'arbre russe. Le prince Sviatopolk Mirsky fut le bon jardinier dont les soins firent éclore les bourgeons. Et voici les bourgeons qui pointent vers le ciel l'espoir des fleurs prochaines. Mais l'on ne comprendrait rien à l'éclosion de ce printemps, si l'on oubliait qu'il fut annoncé, préparé par les souffles tièdes du passé.

II

LES RACINES DU LIBÉRALISME

La Russie libérale et la France révolutionnaire. — Les rêves d'Alexandre Ier. — Spéranski. — Les Décabristes : le 14/26 décembre 1825. — Nicolas 1er, champion de la contre-révolution. — La première insurrection polonaise. — De Sébastopol surgit le libéral. — Alexandre II, « le Tsar Libérateur ». — Les paysans sont affranchis. — Les réformes. — L'espoir des libéraux. — Deuxième insurrection polonaise. — La Terreur nihiliste. — Loris Mélikov. — La Constitution est signée, Alexandre assassiné. — Alexandre III. — La réaction. — Le libéralisme se recueille. — Nicolas II et la guerre japonaise. — Unité du mouvement actuel.

La Russie libérale est fille de la France révolutionnaire. Ce n'est pas impunément qu'Alexandre Ier, à la tête de ses armées, était entré, aux côtés du roi de Prusse, par l'Arc de Triomphe de Napoléon, dans Paris vaincu. Alors le frémissant Paris était pareil à une pile électrique, et quiconque y portait la main était brûlé par l'étincelle de liberté. Ces soldats, ces officiers qui, du fond de la vaste Russie, venaient de traverser l'Europe pour conquérir la ville de la Révolution, avaient des yeux pour voir et des bouches pour raconter. Les triomphateurs, ce n'étaient pas eux. Ils pouvaient bien nous imposer une contribution de guerre, laisser dans notre Champagne et dans notre Lorraine, en signe de notre humiliation et de

2

leurs victoires, 25.000 hommes et 84 canons, n'importe! Le glaive qui perçait la patrie n'atteignait pas l'idée, et l'idée se vengeait. Les armées de l'Europe coalisée étaient au cœur de la France, mais la pensée française était au cœur de l'Europe. Le Russe Pestel, qui devait payer de sa vie sa participation au mouvement révolutionnaire de 1825, écrivait : « Je vis que la plupart des institutions essentielles ont été conservées en France, lors du rétablissement de la monarchie, comme choses bienfaisantes, tandis qu'auparavant nous tous, et moi tout le premier, nous nous soulevions contre cette révolution; j'en ai conclu qu'apparemment elle n'était pas si mauvaise qu'on nous la représentait, et même qu'elle avait beaucoup de bon; je fus confirmé dans mon idée en considérant que les Etats où elle n'avait pas eu lieu continuaient à être privés de beaucoup de droits et de libertés. »

Les révolutionnaires comme ce Pestel, qui allait, lui, d'emblée jusqu'à la République, n'étaient pas les seuls à accueillir l'idée libérale. L'Empereur lui-même, l'Empereur qui avait dit : « Je poursuivrai Napoléon jusqu'à mon dernier homme et mon dernier rouble », l'Empereur Alexandre, en regagnant sa capitale, s'y retrouvait un peu moins autocrate qu'il n'en était parti. Quand il s'écriait, dans sa proclamation à ses troupes : « Nous avons rendu à l'Europe sa liberté et son indépendauce », se doutait-il qu'à la pointe de son épée victorieuse il rapportait à son pays les premiers espoirs de la liberté et les germes de son affranchissement? A Paris, dans le salon de Mme de Krüdener, il avait connu Benjamin Constant, Chateaubriand, Mme Récamier. De retour dans son palais, il y était repris par d'anciens rêves de justice, de fraternité, de bonté. Il évoquait la pensée réformatrice qui avait éclairé les premières années de son règne. Il se souvenait d'avoir rompu jadis avec le régime despotique pratiqué par son père, le violent Paul Ier, relâché les règle-

ments de la censure, aboli, pour les prêtres et les gentilshommes, les châtiments corporels, songé à émanciper les serfs, à rédiger un code de justice, discuté même quelque chose qui ressemblait à un projet de constitution, accepté que ses conseillers parlassent devant lui des « obligations » de la monarchie, des « droits » des sujets, donné au Conseil de l'Empire la capacité législative, réformé l'administration, la justice, les finances. Sans doute, deux ans auparavant, dominé par les influences réactionnaires, il avait envoyé en disgrâce son ministre libéral Spéranski, et il s'était livré sans contrepoids à la réaction d'Araktchéiev, à laquelle il ne devait plus échapper. Tout de même, jusqu'à la fin de sa vie, il laissa flotter dans sa pensée, comme tourmenté de remords, le souvenir de ses premières ambitions généreuses ; un an après la campagne de France, il rappelait Spéranski, le nommait gouverneur de province, et quand il mourut, en 1825, à Taganrog, ce fier et indécis monarque, continuant son rêve, murmura en soupirant : « J'ai vécu et je vais mourir républicain. »

Dans la minute qui suivit sa mort, se produisit la première crise révolutionnaire. Elle avait été préparée par le retour des armées russes dans leur pays. C'est à ce moment, écrit Nicolas Tourguéniev, « que les idées libérales commencèrent à se propager en Russie ». Préparée aussi par les œuvres des écrivains français du dix-huitième siècle qui, depuis Catherine II, avaient commencé de pénétrer la culture russe. Préparée surtout par les Sociétés secrètes dont les affiliés se répandaient à travers la Russie, la Pologne, les provinces baltiques. C'étaient la franc-maçonnerie, l'*Union du Salut*, qui se change, en 1818, en *Union du Bien public*, compte parmi ses membres des hommes comme le prince Troubetzkoï, Mouraviev, Nicolas Tourguéniev, Orlov, Glinka, les princes Feodor Chakovskoï et Obolenski, et se transforme en deux autres sociétés,

la *Société du Nord* (Saint-Pétersbourg) et la *Société du Midi* (Petite Russie), où le colonel Pestel, apôtre de la République, déclare qu'il ne reculera pas, s'il le faut, devant la suppression de l'Empereur. Ces sociétés, comme aussi celles des *Slaves réunis* et la *Société Patriotique* de Pologne, furent, en Russie, l'embryon du parti libéral. C'est elles qui fomentèrent le mouvement de 1825, où, pour la première fois dans la longue histoire de l'Empire, s'affirma dramatiquement un désaccord entre la nation et l'autocratie.

Après Alexandre, la couronne, en l'absence d'héritier direct, devait héréditairement revenir à son frère Constantin; mais trois ans auparavant, Constantin avait spontanément renoncé au trône, et l'Empereur, acceptant cette renonciation, avait conféré les droits héréditaires à son troisième frère Nicolas. Fait singulier, le manifeste impérial avait été tenu secret et rédigé à l'insu même de Nicolas.

Alexandre mort, le 1er décembre, à Taganrog, Nicolas, à Pétersbourg, prête loyalement serment et fait prêter serment au successeur légal, le grand-duc Constantin ; mais en même temps Constantin, à Varsovie, averti des dispositions prises par l'Empereur, prêtait et faisait prêter le même serment de fidélité à Nicolas. Durant douze jours, la Russie connaît cet embarras de posséder à la fois deux souverains auxquels les troupes, ici et là, ont juré obéissance, car le 12 décembre seulement, Nicolas reçoit de Constantin le message qui l'informe de sa renonciation antérieure et de l'existence de l'acte secret enfermé à l'Ouspienski Sobor de Moscou. Alors Nicolas, s'inclinant devant la volonté de son frère, révoque son serment précédent, se proclame Empereur en vertu de la double volonté d'Alexandre et de Constantin.

Mais les sociétés secrètes qui, déjà, avaient pris de la

puissance, les premiers libéraux que les réformes d'Alexandre, vingt ans auparavant, avaient mis en appétit de changements plus profonds, les éléments ardents de la population de l'Empire, les utopistes qui rêvaient de république, les réalistes qui commençaient d'exiger des libertés, ne manquèrent pas de profiter du trouble de l'autocratie. Ils le firent avec vigueur. La *Société du Nord* commande l'action. Elle répand le bruit que la renonciation de Constantin est apocryphe, que lui-même est prisonnier à Varsovie, que Nicolas est un usurpateur. Elle ameute la foule, gagne les troupes, y compris une partie de la garde et les équipages de la flotte, et, le 14/26 décembre, le peuple et la troupe confondus se ruent sur la place du Sénat, sur la place Saint-Isaac, sur la place du Palais d'Hiver. Les soldats crient : « Vive Constantin ! » Le peuple crie : « Vive la Constitution ! » Les troupes restées fidèles entrent en ligne. Des officiers sont tués ou blessés. Le vieux Miloradovitch, gouverneur de Pétersbourg, est tué. Le Métropolite, en grand appareil sacerdotal, est un moment la cible des conjurés, et sa mitre est traversée par quatre balles. L'Empereur paraît au balcon du Palais d'Hiver, harangue la foule, qui, déjà lasse de ce commencement de manifestation, se disperse. Les soldats résistent encore. L'Empereur les fait mitrailler. A sept heures du soir, l'autocratie a remporté sa première victoire sur le peuple.

Ainsi finit la fameuse journée de décembre 1825. Elle est illustre dans les fastes de l'émancipation populaire. Elle montra le premier tressaillement de liberté d'un peuple séculairement opprimé.

La révolte domptée ne désarma qu'à demi. Mais, ayant essayé, un mois après, de reprendre l'offensive, elle est définitivement vaincue. Deux cent cinquante conjurés comparaissent devant une Haute-Cour. Cent vingt et un

sont condamnés. Cinq d'entre eux, Pestel, Ryléiev, Serge Mouraviev-Apostol, Bestouiev-Rioumine, Kakhovski, sont pendus. Ryléiev dit : « Je mourrai sans crainte. » Pestel : « Mon tort est d'avoir voulu récolter la moisson avant les semailles. »

Cette révolution d'apprentis a un caractère définitif. A des hommes généreux, entreprenants et sincères, qui, dans la mémoire de la Russie, sont restés les héroïques *Décabristes*, elle opposa la mâle vigueur et l'intrépide volonté d'un souverain qui, à cette heure comme dans toute sa vie, incarna l'intransigeante autocratie, sûre d'elle-même et immuable en ses desseins. Et ce duel d'un jour est un moment symbolique de cette lutte permanente entre l'exigence du prince et l'impatience des sujets, que quatre-vingts ans d'efforts ont nourrie, et qui nous montre aujourd'hui un corps à corps peut-être décisif. Pour les libéraux, pour les révolutionnaires d'à présent, les décabristes sont le modèle et l'exemple. Pour eux aussi, Nicolas Ier qui, durant trente années, fut en Europe le champion de la contre-révolution, demeure le type déjà légendaire de l'autocrate inflexible. Il fut le haineux contempteur de tout ce qui dans le monde représentait le principe de liberté. La France, avec sa grande Révolution, avec les révolutions de 1830 et 1848, l'exaspérait. Il éclatait contre la Belgique, contre l'Italie. Il se prodiguait avec une allègre colère contre la Hongrie, contre la Roumanie, coupables aussi du crime de liberté. Il salua comme un retour au bon sens et à la vérité le coup d'Etat de 51. Il dit : « La France a donné l'exemple du mal, elle donnera l'exemple du bien. J'ai foi dans la sagesse de Louis-Napoléon. »

Après les décabristes de 1825, Nicolas sabra les révolutionnaires polonais de 1831. Pour avoir proclamé au mois de janvier la déchéance des Romanov, la diète polonaise est supprimée, la constitution abolie ; de même les

ministères, de même l'armée nationale : la Pologne devient une province de l'Empire, administrée de Pétersbourg par des fonctionnaires de l'Empire, gouvernée à Varsovie par un représentant impérial.

Sous l'implacable autorité de Nicolas, la crainte clouait les bouches libérales. Mais l'autocratie, mère du libéralisme, allait lui donner l'occasion de se manifester avec une force inquiétante. Une nation n'est pas une maison de commerce. Une nation est un organisme vivant, dont toutes les parties fabriquent la vie en même temps qu'elles la reçoivent. Le cœur n'est pas un maître omnipotent qui commande aux organes. Il est le régulateur qui distribue à travers les artères le sang que le corps tout entier a élaboré. Le vice fondamental du système autocratique est de haïr la vie et de répudier les organes. A se nourrir de soi-même, il s'étiole et se gangrène, et, vienne l'heure d'un effort pressant, on découvre soudain que sa puissance n'est qu'une apparence et sa vie une illusion. Sous les murs de Sébastopol éclata la débilité foncière du régime. Et soudain, tout ce qui raisonnait en Russie, tout ce qui avait une intelligence pour comprendre et juger, une volonté pour agir, aperçut et dénonça les périls que faisait courir à la nation un pouvoir sans base et sans frein. Des réunions clandestines s'organisent de toutes parts, des résolutions sont prises, des libelles circulent; l'Empereur, les ministres, la bureaucratie, l'armée, rien n'est épargné; on dévoile l'incapacité, on affirme la corruption, on insinue la trahison : « Réveille-toi, ô Russie, écrit un agitateur mystérieux, lève-toi, dresse-toi, calme, devant le trône du despote, demande-lui compte du désastre national. Dis-lui hardiment que son trône n'est pas l'autel de Dieu, et que Dieu ne nous a pas condamnés à être éternellement des esclaves. »

Nicolas, alors au déclin de sa vie, entendit ces voix, et peut-être les comprit-il. Il mourut bravement, comme

il avait vécu, ayant sans doute voulu mourir, laissant l'ennemi campé sur le sol national, et toutes les voix de la patrie ardentes contre son pouvoir. Il avait prononcé cette parole, où il est permis de découvrir un doute et peut-être un aveu : « Mon successeur fera ce qu'il voudra ; moi je ne peux changer. »

Son successeur, c'est Alexandre II, le « grand Tsar Libérateur », le souverain énergique et généreux à qui son pére avait dit : « Le fardeau te sera lourd », qui le trouva léger quand il put accomplir le bien, et qui eût donné à son pays la Constitution, si une bombe imbécile, lancée par la main d'un nihiliste absurde, et chargée peut-être par la meurtrière astuce d'un privilégié inquiet, n'était venue briser sa vie dans le moment même où il donnait sa signature à cette grande réforme. Si les décabristes avaient été les premiers à faire entendre, un peu rudement, la voix de la liberté, Alexandre II fut le premier qui daigna l'écouter. Le premier il reconnut, dans le manifeste qui suivit la guerre de Crimée, la nécessité « des efforts combinés du gouvernement et de la nation ». Il prononça cette parole mémorable, qui fut, dans la lignée des Tsars moscovites, le premier aveu de la force populaire : « Accomplissons les réformes d'en haut, sans attendre qu'elles nous soient imposées d'en bas. »

Le 19 février/3 mars 1861, il publie le manifeste qui libère vingt-trois millions de serfs et donne aux paysans la terre, moyennant un droit de rachat. En 1862 et 1865, il rédige un code de justice qui est un monument d'équité et édicte jusqu'à l'élection des juges de paix. Il crée les zemstvos de district et les zemstvos de gouvernement, composés par voie élective, et qui correspondent à nos conseils d'arrondissement et à nos conseils généraux. Il abolit, dans l'armée et dans les tribunaux impériaux,

les peines corporelles, réforme les règlements de la censure, développe l'industrie, l'instruction publique, ouvre des écoles primaires, des gymnases, des Universités, des Instituts de jeunes filles, construit 10,000 kilomètres de chemins de fer, pousse enfin son pays vers le progrès matériel et moral, donne au libéralisme les premières satisfactions qu'il eût reçues en Russie.

Sans doute ces réformes n'étaient pas complètes, et les libéraux attendaient davantage. L'historien qui n'entend pas faire œuvre de parti doit tenir compte des circonstances et des caractères. Un peuple tenu en servage pendant des siècles ne peut pas d'un coup sauter de la pleine soumission à la pleine liberté. Fait considérable, que l'autocrate russe, déchirant le testament qui l'a fait maître, brisant une séculaire tradition d'absolutisme, reconnaisse à des sujets le droit de disposer d'eux-mêmes et de posséder, le droit d'être jugés selon la justice, de faire entendre leurs voix dans des conseils élus, substitue à l'arbitraire administratif des textes de loi auxquels il n'a manqué que d'être respectés par ses successeurs, tempère le souverain bon plaisir par des parcelles de conscience nationale, enfin donne à la liberté des gages, menus sans doute et insuffisants au regard de la justice intégrale, pourtant sérieux et décisifs, d'une bonne volonté certaine. L'opinion publique ne s'y trompa point. Une immense espérance gonfla les cœurs russes. La littérature du temps l'exprime avec une abondance lyrique. Un journal écrit : « Le cœur tressaille de joie dans l'attente des grandes réformes sociales qui sont sur le point d'être effectuées. » On parle ouvertement de la convocation d'un sobor, de ce « zemski sobor » qui est si bien dans la tradition russe, et qui, en tant de conjonctures, fut le recours de l'autocratie, alors que les tsars de Moscou n'avaient point encore oublié leurs racines populaires. En 1862, la noblesse de Tver, dans une séance officielle,

demande l'abolition des privilèges et la réunion d'un sobor; à peu près en même temps, celle de Toula émet un vœu semblable, et déjà elle appelle ce sobor du seul nom qui lui convienne dans les circonstances actuelles : les États généraux.

Pourquoi faut-il que les efforts d'Alexandre II aient été méconnus et contrariés par les entreprises d'un groupe d'hommes impatients à l'excès? En 1861, trente-six jours après qu'il avait signé la libération des serfs, Alexandre se trouve, à Varsovie, en face d'une sédition du peuple qui demande « une patrie », c'est-à-dire sa constitution. La troupe est lancée. Sur la masse populaire, mêlée de femmes, d'enfants, de vieillards, qui déferle à travers les rues, paisible, profonde, formidable par sa majesté passive, immobile devant les sommations de se disperser; sur ce peuple qui ne demande rien d'autre que de recouvrer son ancienne liberté constitutionnelle et la charte que Nicolas lui a ravie, les soldats déchargent leurs fusils, couchent sur le sol deux cents morts et plusieurs centaines de blessés. Répétition tragique des journées sanglantes du 2 mai, du 21 et du 23 juin 1905, où l'autocratie russe conquit sur le peuple polonais ses plus récents triomphes.

A ce même Alexandre, il était réservé encore de voir jaillir du sol russe un parti terriblement impérieux [et pourvu de méthodes simplificatrices : les nihilistes. C'étaient des hommes qui, ayant commencé par faire de la philosophie, logiquement entraînés par l'impératif catégorique de leurs doctrines, finirent par faire des bombes. Il est affligeant de constater que le seul « Tsar libérateur » fut justement celui de tous les souverains russes au temps duquel éclatèrent le plus de bombes, et qui du reste périt par l'une d'elles. En 1866, attentat de Karakozov, au Jardin d'été. En 1867, attentat de Bérézovski, à Paris. En 1869, publication par Bakounine du programme du parti. En 1873, procès de Nétchaiev; pro-

cès de Pierre Alexéiev ou des Cinquante. En 1878, procès de Mychkine ou des Cent cinquante-trois. Attentat de de Vera Zassoulitch contre le gouverneur de Saint-Pétersbourg, qui déjà s'appelait le général Trépov, père du Trépov de 1905. Procès de cette Vera Zassoulitch, lequel prend soudain une ampleur extraordinaire, met à nu les intimités d'un effrayant régime policier, l'arbitraire, érigé en mode de gouvernement, d'une administration dont le grand moteur est cette redoutable, mystérieuse et terrible *troisième section*, celle de la police secrète, aussi sournoise et impitoyable que le Conseil des Dix, mais sans la légalité, aussi sanguinaire que le comité secret des nihilistes, mais sans l'excuse d'être un parti d'opposition qui, si sauvages que soient ses armes, peut répondre du moins qu'il prend celles qu'on lui laisse. Émotion publique, scandale, acquittement par le jury de Vera Zassoulitch.

Cinq jours après, attentat contre Matveiev, recteur de l'Université de Kiev. Dans la même semaine, attentat à Kiev contre un officier de gendarmerie. A Saint-Pétersbourg, le 15 août 1878, assassinat dans la rue du général Mezentsev, chef de la *troisième section*. Apparition de journaux révolutionnaires clandestins, comme la *Volonté nationale* et *Terre et Liberté*. En 1879, assassinat du gouverneur de Kharkhov, prince Krapotkine. Attentats encore à Odessa, à Moscou, à Pétersbourg, à Kiev, à Arkhangel; incendies à Orembourg, Ouralsk, Irbit, Perm, Moscou, Nijni-Novgorod. Le 14 avril 1879, attentat de Soloviev contre l'Empereur. Le 1er décembre, attentat contre le train impérial, qui saute au moment d'entrer à Moscou, mais qui, par chance, ne portait pas le souverain. Le 4 décembre, publication de la sentence de mort de l'Empereur. Le 17 février 1880, la salle à manger du Palais d'Hiver saute un quart d'heure avant que la Cour y fît son entrée : Alexandre doit la vie au retard d'un invité.

Il n'est pas de mois, presque pas de semaine, où, sur un point de l'Empire, une bombe n'éclate, une balle ne siffle, un poignard ne brille. Quand ce n'est pas le Maître qui est visé, c'est un ministre, un fonctionnaire, un chef de police, un officier, souvent un obscur tchinovnik. Toutes ces entreprises, que ne désavoue pas l'opinion publique, décèlent un état latent de trouble, de désespoir, de révolte. Elles témoignent aussi l'existence d'un parti sévère dans le jugement, implacable dans l'exécution, intrépide dans l'action. Le gouvernement s'affole, déraille, oppose l'incohérence de la répression à la méthode de l'attaque. Des villes sont mises en état de siège, des patrouilles y circulent incessamment, la police politique est renforcée, les pouvoirs des gouverneurs accrus : on exécute, on emprisonne, on déporte ; sur les routes sibériennes, de longues théories de condamnés défilent tristement à travers le steppe glacé ; la plupart sont innocents ; ayant d'abord protesté, ils se sont résignés enfin, dans la misère et la lassitude. Funestes débris humains, comme ils se seraient épargné les vaines révoltes, s'ils avaient compris qu'entre les mains de la police, ils n'étaient que la justification de son existence, quelque chose de semblable à ces guenilles que l'on suspend à des branches d'arbres en croix pour épouvanter les oiseaux pillards !

Ce qui achève d'étonner et d'alarmer le régime, c'est qu'il sait bien que ces nihilistes ne sont pas de ces gueux que nulle société ne néglige de traiter comme d'irréductibles bandits, et à qui elle ne laisse en effet d'autres moyens de se prolonger dans la vie que d'être ces bandits-là. La *troisième section* n'ignore pas, et elle a dit à l'Empereur, que le parti nihiliste se recrute principalement parmi les hommes qui ont de la naissance ou de l'instruction, parmi les aristocrates, les savants, les étudiants, et que leur mode d'agir est d'autant plus redou-

table qu'il n'est pas le geste irréfléchi de révoltés en délire, mais l'acte délibéré de volontés conscientes. Ils écrivent froidement, en 1879 : « L'assassinat, que des corps d'armée tout entiers ne peuvent empêcher, qui ne peut être prévenu par des légions d'espions, si habiles, si subtils, si rusés qu'ils soient, voilà le moyen suprême des amis de la liberté. »

Alexandre, souverain intelligent, indécis, mais généreux, s'indigna que l'on méconnût ses intentions les plus sérieuses. Poussé par ses ministres, il agit sans pitié dans la répression. Mais à l'heure même où il confiait à Loris Mélikov, avec la charge de ministre de l'intérieur, des pouvoirs dictatoriaux, il acceptait le plan de réformes libérales que lui soumettait ce ministre autoritaire. Le moment approchait où la Russie allait avoir sa représentation nationale, sous une forme imparfaite sans doute, mais qui eût permis à la nation de parler, en attendant qu'elle pût ordonner. Les ministres avaient délibéré sur le projet que leur communiquait Loris Mélikov et qu'approuvait Alexandre. Abaza, Valouiev l'appuyaient vigoureusement. L'ensemble du ministère n'y faisait point d'objections ouvertes. Deux hommes cependant se déployaient avec énergie contre lui dans les conseils privés de l'Empereur : c'étaient Pobédonostsev, déjà procureur-général au Saint-Synode, et le ministre de la justice Nabokov, tous deux partisans de l'autocratie sans mélange et sûrs de l'appui des grands-ducs et de la famille impériale.

En dépit de ces résistances, Alexandre se décide. Le 1/13 mars, il envoie à la *Gazette du Sénat* et au *Messager du Gouvernement* le texte d'un rescrit qui devait paraître le lendemain et qui était la mise en marche de la réforme. Puis il se rend aux écuries de la cour, déjeune au palais de sa cousine, la quitte à deux heures et demie pour rentrer au Palais d'hiver, longe en voiture découverte,

escorté d'un peloton de cavalerie, le canal Catherine, essuie une première bombe qui tue plusieurs soldats de l'escorte, saute de sa voiture disjointe, s'avance vers Ryssakov, sur qui l'on s'est jeté, lui dit, avec un grand accent de pitié : « Malheureux ! pourquoi as-tu fait cela ? » Ryssakov, farouche, l'œil sombre et le regard droit sur l'Empereur, répond : « Je t'ai manqué, mais il y en a d'autres qui auront plus de chance ! » Alexandre fait quelques pas à pied. Dix mètres plus loin, une seconde bombe, lancée par Gelnikov, éclate entre ses pieds, et quand la fumée est dissipée, on aperçoit, gisant sur le trottoir, l'Empereur, le ventre ouvert, les jambes fracassées, le visage ravagé. Le lendemain, Alexandre III montait sur le trône; le 11 mai, il évoquait dans un manifeste ce pouvoir autocratique « qu'il tenait de Dieu et qu'il avait pour devoir de fortifier et de maintenir »; et la Russie attend encore sa Constitution.

Alexandre III régna treize ans. Ce fut pour restaurer avec vigueur la notion de l'autocratie absolue. En vain, au début du règne, le réactionnaire Ignatiev, successeur de Loris Mélikov, propose de donner une apparence de satisfaction à l'opinion en appelant à Saint-Pétersbourg les délégués des zemstvos, et d'adoucir le régime de la presse. Alexandre ne cède rien. Quelques attentats nihilistes, en 1881, 1882, 1884, des troubles universitaires en 1882, en 1887, n'eurent d'autre résultat que de l'affermir dans sa politique de réaction. Par sa volonté, la russification à outrance est poursuivie en Pologne, en Finlande, dans les provinces baltiques, au Caucase, chargeant de rancune le cœur des peuples conquis. Les massacres antisémitiques se reproduisent par intervalles.

Alors la presse est muette et le libéralisme se recueille. Il sent obscurément que le meurtre d'Alexandre II fut, selon un mot célèbre, plus qu'un crime, une faute. Il apaise ses impatiences par des publications clandestines

et une fermentation de cercles privés. Il rassemble ses forces, il attend que les intelligences s'ouvrent à la liberté, il attend surtout que l'autocratie, ayant, avec Alexandre III, repris le dessus et donné à son corps moribond une apparence de vitalité, dénonce elle-même sa propre débilité et s'engage dans quelque entreprise qui soudain démasque ses tares intimes. Alexandre III sut éviter au régime les aventures. Il fortifia au contraire la position extérieure de la Russie par l'alliance française, préméditée et conclue avec habileté. Il avait vu la faillite de l'alliance des trois Empereurs, déjà ébranlée par la révélation de la duplicité de Bismarck, qui, en 1879, en 1882, en 1884, négociait secrètement avec l'Autriche à l'insu de la Russie, et la formation de la Triplice, qui laissait la Russie isolée à l'Est, comme la France, depuis vingt ans, le demeurait à l'ouest. En même temps, il menait en Asie une politique active, accomplissait ou commençait des travaux considérables, ceux du Transcaucasien et du Transsibérien, et, suggéré par son ministre Witte, poussait fortement, et peut-être imprudemment, le développement de l'industrie nationale, aidé dans ses entreprises par les abondants capitaux de la France.

L'occasion qui servirait le libéralisme, ce n'est pas Alexandre, c'est son fils, qui devait la lui fournir. Alexandre nourrit du moins la révolution en ceci, que, dans une nation qui s'éveille au sens de la liberté, toute politique de réaction dépose dans le champ de l'opinion publique des germes de souffrance qui un jour poussent en fleurs rouges de colère et de révolte. La croissance, si elle n'est pas apparente, est interne. L'historien en doit la notation. Frivolité d'un médiocre observateur, de supposer que les agitations du moment actuel sont des générations soudaines et spontanées. Elles attestent un travail ancien, et continuent, si elles ne concluent, l'effort

de quatre-vingts années. C'est au mois de décembre 1825, c'est sur la place du Sénat et sur la place Saint-Isaac, c'est dans le sang de Pestel, de Ryléiev et de leurs affiliés, que la cause libérale reçut le baptême. C'est dans la poitrine du gouverneur Miloradovitch que l'autocratie essuya sa première blessure. C'est dans les tranchées de Sébastopol qu'elle découvrit sa gangrène. Depuis quatre-vingts ans, c'est toujours aux heures où quelque vaste entreprise, engagée par l'autocratie, eût dû manifester et renforcer sa puissance, que le libéralisme a fait retentir sa plainte et son espérance. Il est, à toutes les époques critiques, le marqueur du mauvais destin. Il est l'annonciateur qui, à chaque expérience, signale le désordre, l'incapacité, l'infirmité originelle d'un régime qui a trahi sa faiblesse à tous les moments où le devoir national lui eût imposé de montrer sa force.

Ce peuple russe, ces Slaves si doux, si débonnaires, si enclins aux jeux futiles et à un certain fatalisme contemplatif, offrent ce paradoxe d'être gouvernés par la monarchie la plus guerrière, la plus accapareuse du monde moderne. A l'Est, au Midi, à l'Ouest, elle n'a pas cessé de porter ses armes avides. Et pourtant, chacune de ces chevauchées militaires a dénoncé avec éclat la malfaçon d'un outil pourtant indispensable à la réalisation de ses rêves orgueilleux. Chaque fois aussi, le libéralisme s'en est constitué le critique passionné. Et chaque fois il a fallu céder à l'exigence de l'heure et consentir une partie des concessions qu'il réclamait. Pour un pouvoir branlant, une guerre favorable est un sûr moyen de s'affermir. Vérité historique pour tous les gouvernements du monde, erreur pour l'autocratie russe. Toutes les guerres qu'elle a soutenues depuis un siècle, même les plus heureuses, se sont terminées pour elle, à l'intérieur, par un déficit. Si le territoire national s'est trouvé chaque fois un peu plus grand qu'il n'était auparavant,

chaque fois aussi l'autocratie s'est découvert une mutilation nouvelle. Après la campagne de France, se forment les sociétés secrètes dont l'action aboutira au mouvement décabriste. Après la guerre de Perse, après la première guerre de Turquie, l'insurrection polonaise de 1831. Après la guerre de Crimée, les premières mesures libérales d'Alexandre II. Après la troisième guerre de Turquie et les traités de San-Stéfano et de Berlin, la furieuse période du nihilisme. Les campagnes du Caucase, du Turkestan, d'Afghanistan, si elles sont pour la Russie des occasions de s'agrandir, sont pour le libéralisme des occasions d'exiger, pour l'autocratie des raisons de céder.

Quel prodige, si la guerre japonaise n'eût pas été une occasion nouvelle! En vérité, le pouvoir a fait cette fois à l'opposition la partie trop belle. En dépit de la censure, de la domestication d'une partie de la presse et des sybilliques confidences qu'il plaît parfois au gouvernement de faire au public par l'intermédiaire du *Messager officiel*, l'incapacité des chefs, l'insuffisance des troupes, la désorganisation administrative, sont des faits dont l'ennemi se charge de faire la preuve; la vénalité et la corruption sont des misères que la discrétion des intéressés ne voile pas éternellement, et, quant à la débilité d'un pouvoir infirme, il n'y a qu'à regarder son visage pour y surprendre la décomposition.

Comment les libéraux peuvent associer, au milieu des conjonctures d'une guerre, leur devoir de patriotisme et leur appétit de liberté, comment ils prétendent les concilier dans l'unité du devoir national, c'est ce que nous verrons plus tard. Ce qu'il importe, c'est de montrer la filiation qui rattache le mouvement actuel aux mouvements précédents, de distinguer, dans l'effort libéral, une poussée unique et permanente, dont les manifestations peuvent être diverses, mais qui, d'époque en

époque, s'atteste constante, harmonieuse, grandissante.

Le caractère du mouvement de 1905, c'est son unité. De 1878 à 1881, alors que sévissait la terreur des bombes, on vit le libéralisme s'abstenir de s'affirmer et craindre les compromissions du nihilisme. Les nihilistes aujourd'hui ont changé de nom. Ils s'appellent, d'un mot de mélodrame, les terroristes. A côté d'eux et des purs libéraux, voici les radicaux, les social-démocrates, les différents partis nationaux. Tous ces partis sont aujourd'hui, sinon ouvertement et par une convention précise, du moins tacitement, associés pour la même œuvre. Des souscriptions sont levées sur toute la surface de l'Empire. L'aristocrate, l'industriel, le propriétaire, le rentier, le riche libéral qui donne son obole n'est pas très curieux de sa destination. Il ne désire pas qu'on lui dise si elle servira à subventionner un journal, à alimenter l'imprimerie clandestine d'où sortiront des placards destinés aux ouvriers ou aux paysans, ou si elle ne paiera pas la capsule qui fera éclater une bombe sous une voiture. Voilà ce qu'il faut savoir, si l'on veut mesurer la puissance de l'opposition.

III

LE PREMIER PAS

Sviatopolk Mirsky devant les partis. — Les zemstvos s'agitent. — Le Congrès de novembre 1904. — M. Chipov. — La Charte. — Le paragraphe 11. — Une date historique. — Les délégués chez Mirsky. — La Noblesse contre l'Autocratie. — Le tressaillement de l'opinion. — Les réunions de famille au Palais d'Hiver. — Le grand-duc Serge. — Pobédonostsev. — L'agitation se propage. — Serge se surpasse à Moscou. — Le rescrit du 12/25 décembre et Witte. — Le rescrit expliqué. — Il y aura une loi... plus tard. — L'agitation continue. — C'est une révolution, dit le prince Troubetzkoï.

Le prince Sviatopolk Mirsky n'avait pas plus tôt prononcé le mot de liberté et fait appel à la confiance, que tous ces partis se mettaient en mouvement. Ce fut tout à coup, d'un bout à l'autre de l'Empire, comme si l'on eût soulevé le couvercle d'une chaudière, et, dans un bouillonnement joyeux, la vapeur s'élança vers le ciel. Mirsky eut-il la pleine conscience de la libération qu'il accomplit alors dans les esprits? Lorsqu'il desserra les mâchoires qui broyaient la presse, lorsqu'il autorisa des réunions qui n'étaient point dédiées à l'exaltation du régime, lorsqu'il ferma les yeux sur une multitude de manifestations politiques où l'on ne célébrait son libéralisme que pour mieux accabler l'autocratie, aperçut-il avec précision la

puissance de l'œuvre qui s'élaborait autour de lui? Et surtout discerna-t-il les conséquences dernières de ses actes?

Un très haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, l'un des plus hauts après le ministre, me dit : « Mirsky a su très exactement ce qu'il faisait, et il n'a eu qu'un regret, celui d'être arrêté dans son œuvre. » Mais un ministre m'affirma : « La faute de Mirsky est de n'avoir pas su jusqu'où il voulait et pouvait aller. » Un autre fonctionnaire important du ministère de l'Intérieur, un conservateur attaché au régime, « Excellence » lui aussi, et qui tutoie le prince, me dit à son tour : « On a prêté au prince Mirsky, par sa faute, des projets qui ne sont pas tout à fait les siens, et il est un peu responsable de toutes les difficultés de notre situation. D'abord l'opinion a espéré de lui beaucoup plus qu'il ne projetait en réalité de lui donner. Ensuite son programme même, il n'a pas eu la liberté de l'appliquer. — Qui l'en a empêché? — Ah! des influences se sont produites. En premier lieu, celle du grand-duc Serge, qui a agi de tout son poids contre lui. Voilà le mal, Monsieur. Les grands-ducs s'occupent trop de politique, se mêlent de trop de choses, touchent à tout et paralysent incessamment la volonté personnelle de l'Empereur. Ce qu'il nous faudrait, puisque nous sommes en autocratie, c'est un autocrate. »

Que le prince Sviatopolk Mirsky ait délibérément entrepris de susciter, après tant d'années de recueillement, une nouvelle et décisive agitation en vue de l'établissement d'une Constitution, à coup sûr cela n'est pas. Mais que, impressionné par le jaillissement des forces libérales, il fût disposé à se rallier finalement à l'idée constitutionnelle, cela est probable, sinon certain.

Quoi qu'il en soit, ce fut pour le prince une grande merveille que l'éclosion libérale qui suivit ses premières paroles, et je l'ai su par des témoignages sérieux. Les

zemstvos furent les premiers à coordonner le mouvement et à donner une voix à l'espérance populaire. Créés, le 13 janvier 1864, par un oukase d'Alexandre II, ils n'existent sans doute que dans trente-quatre gouvernements, et l'Empire compte quatre-vingt-dix-neuf gouvernements ou provinces, dont cinquante dans la seule Russie d'Europe; mais, zemstvos de district (conseils d'arrondissement) et zemstvos de gouvernement (conseils généraux), ils sont, avec les doumas (conseils municipaux), bien que composés de soixante-dix pour cent de nobles, les seuls essais de représentation populaire. La misère affreuse des paysans, leur sauvage ignorance, la rigueur de l'impôt qui les écrase, l'arbitraire administratif, le viol permanent de la justice et de la légalité, l'arrogance et la dureté des fonctionnaires, enfin le poids terrible de la meule bureaucratique, qui donc est capable de mesurer tous ces maux, sinon les seuls hommes qui soient en contact direct avec la masse du peuple? Et comment aussi des élus ne seraient-ils pas les partisans désignés d'un régime où des collèges électoraux plus vastes enverraient, dans des assemblées élargies, des délégués de compétence plus étendue?

Au mois de novembre 1904, près d'une centaine de membres de zemstvos s'assemblent à Saint-Pétersbourg. Ils y ont été convoqués par un noble, M. Chipov, président de l'ouprava (Bureau) du zemstvo de Moscou, que l'on connaissait déjà pour une victime du libéralisme, frappée par Plœhwe. M. Chipov n'est pas de ces anarchistes extravagants qui mettent en péril la sécurité des États. C'est un conservateur réformiste, qui a fait ce rêve de concilier l'autocratie et la Constitution, et d'instaurer un régime qui placerait à côté du Tsar, souverain maître et souverain arbitre, une assemblée élue : programme modeste, mais qui, pour M. de Plœhwe, était déjà un dévergondage de pensée.

Ces représentants de zemstvos, pour la plupart présidents de ces assemblées, se réunissent donc à Pétersbourg sous prétexte de se mettre d'accord sur certaines questions « d'ordre économique et social ». Sous cette phraséologie, entendez que l'on ne songeait qu'à la Constitution. Le prince Mirsky avait vu cette assemblée avec faveur. Sur son intervention, l'Empereur avait d'abord accordé qu'elle se réunît officiellement. A peine connue cette autorisation, tous les soutiens du conservatisme outrancier étaient entrés en bataille contre ce qu'ils appelaient la faiblesse impériale : c'étaient le grand-duc Serge, Pobédonostsev, aussi, dit-on, l'Impératrice mère, et ceux qu'ils entraînaient à leur suite. Nicolas, qui trouvait ce projet sympathique et qui avait dit oui à son ministre, dit oui à son oncle, avec un égal empressement, et l'autorisation fut rapportée. Du moins, Mirsky permit que la réunion fût officieuse, si elle ne pouvait être officielle.

Les délégués tiennent quatre séances : le 6/19 novembre, chez M. Korsakov, avocat, membre du zemstvo de Tver; le 7/20, chez M. Brentcheninov, du zemstvo des Pskof; le 8/21, chez M. Nabokov, membre de la douma de Pétersbourg; le 9/22, de nouveau chez M. Korsakov. Ils sont là un peu plus de cent. A côté des membres de zemstvos, quelques personnages, notoirement connus pour leurs libres opinions ou pour les gages qu'ils ont donnés à la cause libérale, ont été appelés à participer à l'œuvre commune : de ce nombre, M. Nabokov, jurisconsulte, ancien professeur de droit à l'Université, ancien gentilhomme de la Cour, et membre de la douma de Saint-Pétersbourg.

Sur la condamnation de la bureaucratie et des procédés gouvernementaux, l'unanimité se fait à la première rencontre. Quand il s'agit de déterminer un mode de reconstruction, deux tendances se dessinent : les uns vont d'emblée à la monarchie constitutionnelle et demandent un Parlement des députés de la nation ; les autres, moins

affranchis de la tradition, comme M. Chipov, ou disposés à réduire leurs exigences dans l'espoir d'aboutir plus vite, se contenteraient d'un régime qui, sauvegardant les prérogatives et les pouvoirs de l'autocratie, lui adjoindrait, sous forme de section du Conseil d'Empire ou sous telle autre, une assemblée élue chargée du contrôle des finances et de l'administration, et de la présentation des lois. A vrai dire, ces deux tendances ne s'opposent pas longtemps l'une à l'autre : dès le début, il apparaît que les premiers sont infiniment plus nombreux que les seconds, et 70 voix sanctionnent les paragraphes 10 et 11 du manifeste, qui posent le principe constitutionnel, et dont le dernier est ainsi conçu :

« Etant données la gravité et l'importance de la situation intérieure et de la situation extérieure actuelles, l'Assemblée privée exprime l'espoir que le pouvoir suprême convoquera des représentants du peuple librement élus pour diriger la Patrie avec leur concours vers une nouvelle voie , en se fondant sur les principes de droit et sur la collaboration des pouvoirs publics et du peuple. »

Mais la volonté essentielle et fondamentale du Congrès s'affirme avec force et éclat dans le vote unanime des dix autres paragraphes, acclamés le 8 chez M. Nabokov. Ils disent qu'il y a divorce entre le gouvernement et la nation ; que l'émancipation sociale a été systématiquement entravée par le gouvernement, qu'une centralisation administrative forcenée a supprimé toute initiative et toute liberté dans les institutions locales. Ils dénoncent l'arbitraire de la bureaucratie, qui a tué la confiance de la nation. Ils affirment que l'union du pouvoir et du peuple est indispensable à la vie nationale et sociale. Ils revendiquent l'inviolabilité de la personne et du domicile, la responsabilité des fonctionnaires, la liberté de conscience et de religion, la liberté de la parole et de la presse, la liberté

de réunion et d'association, l'égalité de tous les citoyens — ce mot est prononcé pour la première fois en Russie dans un document solennel — dans la possession de leurs droits civils et politiques. Ils marquent la pitoyable condition des paysans et indiquent les remèdes immédiatement nécessaires : supprimer toute distinction de classes entre eux et les autres citoyens; reconnaître plus d'initiative à leurs organes locaux; leur donner la justice.

Quand ils eurent discuté et voté chacun de ces onze paragraphes, qui allaient constituer la Charte provisoire du parti libéral et en quelque sorte la « Déclaration des Droits » de la pensée russe, majorité et minorité se retrouvèrent pour ratifier unanimement l'ensemble, et, ce 8/21 novembre, chez M. Nabokov qui tremblait d'allégresse, cette centaine de délégués, avec la claire conscience qu'ils accomplissaient un acte historique et qu'ils notaient à cette minute le battement du cœur de 130 millions d'hommes, un à un défilèrent devant la table où reposait le document et y inscrivirent leur signature. « Ce jour, me dit M. Nabokov, fut le plus beau de ma vie, et j'ai pensé à faire placer ici, en souvenir, une plaque commémorative. »

Une délégation incontinent se rend chez le prince Sviatopolk Mirsky. Il la reçoit avec affabilité. Lorsque les délégués lui remettent le texte des résolutions qu'ils viennent de signer, il prend le papier, le lit, sourit, et dit :

— Voilà qui est fort bien, mais que voulez-vous que je fasse de ce papier?

— Excellence, nous désirons qu'il soit communiqué à Sa Majesté.

— Je n'en ferai rien. C'est à moi, prince Sviatopolk Mirsky, que vous le confiez. J'ai pris beaucoup de plaisir à le lire. Nous en causerons ensemble, si vous le désirez. Mais le prince n'en dira rien au ministre qui, officiellement, doit l'ignorer.

Cependant, comme ils insistaient, le prince, bienveillant, consentit à leur promettre que, sans communiquer à l'Empereur le texte de leurs délibérations, ce qu'il n'avait pas le droit de faire, il lui en indiquerait le sens, mais toujours, ajouta-t-il, officieusement, et non comme un devoir de sa charge.

Grande victoire pour le libéralisme. Jusqu'à ce jour, pendant quatre-vingts ans, il ne s'était nourri que de publications clandestines, de journaux et de placards secrets, de parlottes intimes, de réunions privées, que la folle tyrannie du pouvoir faisait ressembler à des conspirations. Dans les conjonctures présentes, est-ce que ce jeu, dangereux et vain, allait recommencer? A l'heure où il convenait d'agir, ces Slaves si lents à enfanter de l'énergie allaient-ils continuer de pérorer et de cultiver le bacille libéral en vase clos? C'était donner au régime trop d'avantages. Que pouvaient, cette fois encore, contre la formidable centralisation administrative, contre la masse pesante d'une bureaucratie séculaire, les petites agitations désordonnées d'une foule qui se bouscule sur une place ou d'un peuple de bavards qui dispersent leurs fureurs à voix basse? Il fallait à la nation une voix, à l'opposition une méthode, contre l'autocratie une menace. L'acte du 8 novembre fut cette menace et fournit cette méthode. Les libéraux venaient de tirer d'eux-mêmes un organisme constitué et vigoureux; et l'autocratie vit se dresser en face d'elle, sérieux et grave, un pouvoir où il lui fut permis de distinguer, si elle le voulut, le pouvoir de demain. Elle put comprendre dès lors qu'il ne lui suffirait plus, comme dans les occasions précédentes, de sourire aux espérances libérales ou alternativement de se ruer contre elles. Les balles, bonnes pour le bon peuple, la Sibérie ou les cachots, bons pour les journalistes en fièvre ou les agitateurs en travail, n'étaient plus une politique suffisante contre des hommes qui, froidement,

sans déclamation, sans injures, s'assemblaient ouvertement et se bornaient à réclamer des droits reconnus à tous les autres hommes de la terre civilisée, et cette fois l'heure était venue de discuter. Discuter, l'autocratie entend bien ce que signifie le mot : il veut dire céder.

Un plus grand sujet d'amertume était réservé au régime. Qui donc apercevait-il parmi ces mauvais citoyens qui dénonçaient son incapacité et son arbitraire? Les gens de la noblesse, de sa noblesse. Soixante-dix pour cent de nobles environ, nous l'avons dit, composent les zemstvos. Le metteur en scène de ces petits Etats Généraux, M. Chipov, est un noble. Paradoxe, pensaient les gouvernants, qu'une noblesse, jadis gorgée de privilèges, se dresse aujourd'hui contre un pouvoir dont elle est, depuis des siècles, par définition et par tradition, l'appui le plus solide! « Noblesse oblige », me dit quelqu'un; et les nobles, pas plus que le reste de la nation, n'ont pu assister impassibles, pendant des générations, aux excès inouïs d'un régime qui n'a respecté ni les personnes, ni les lois, ni les libertés les plus élémentaires, ni même sa propre dignité. Au surplus, si les anciens boyards furent les collaborateurs directs, et parfois les maîtres, de l'autocrate, quelle destinée est aujourd'hui celle de la noblesse? Elle n'a plus que de rares privilèges, son action dans l'Etat est nulle. Le grand ordonnateur, le grand dispensateur, le maître souverain, omnipotent, audacieux, inflexible, c'est la Bureaucratie. Elle tient dans ses mains jusqu'à l'autocrate et le bride, même s'il est pourvu, comme Alexandre III, d'une volonté agissante.

D'autres raisons encore devaient diriger la noblesse vers la salutaire opposition. Si, créant les zemstvos, Alexandre II songea certainement à une expérience de représentation populaire et y vit un acheminement vers une assemblée élue, ses deux successeurs, Alexandre III et Nicolas, l'un et l'autre de vues étroites, et dominés, le

premier, par le souvenir de l'effroyable période de terreur qui avait précédé son avènement, le second, par le respect superstitieux de la mémoire de son père lui confiant la défense de l'autocratie, pensèrent à tort que cette institution contenait à elle seule tout le principe électif. Ils ne pressentirent pas davantage que les nobles, privés de leurs anciennes prérogatives, allaient être poussés à ambitionner un rôle social, que ces assemblées à demi populaires leur en fourniraient le moyen, qu'ils auraient d'ailleurs intérêt à se faire les représentants de ces paysans qui sont leurs fermiers, et comment espérer devenir les députés de la misère et du malheur, s'ils ne se hâtaient point de prononcer les mots de réformes et de liberté?

Observons que l'étonnement du pouvoir se doubla d'inquiétude. L'hostilité de la noblesse lui est plus redoutable que celle de l' « intelligence ». C'est en majorité parmi les nobles qu'il choisit ses gouverneurs, tous ses hauts fonctionnaires, tous les exécuteurs de sa pensée dominatrice. Je ne sais qui a dit que la Russie est une prison où se meuvent cent trente millions de prisonniers et un million de gardiens. Que deviendra le régime, si les chefs de ces gardiens, soudain frappés de folie, se mettent à fraterniser avec les prisonniers?

L'opinion tressaillit au bruit de la manifestation des zemstvos. Divulguées de toutes les manières et colportées à travers l'Empire, ces onze résolutions sont passionnément commentées. La nation aimait ses zemstvos. Elle avait souffert des violences dont les avait accablés Ploehwe, qui était allé, au début de la guerre, jusqu'à leur interdire de se concerter pour participer en commun aux frais d'un train sanitaire destiné aux soldats d'Extrême-Orient. Elle avait su gré au prince Mirsky de rappeler M. Pétrounkévitch, du zemstvo de Tver, exilé par son prédécesseur. Elle accueillit avec des transports l'ini-

tiative qu'ils avaient prise, et elle les remercia d'avoir osé exprimer si nettement ce qu'elle pensait si violemment. De toutes parts, des assemblées, officielles ou privées, adhèrent au texte du 8 novembre ou formulent des déclarations analogues : c'est une réunion de maréchaux de noblesse à Moscou; c'est la douma de Moscou, celle de Saint-Pétersbourg, celles des principales villes de l'Empire; ce sont des avocats, des ingénieurs, des littérateurs, des étudiants; c'est jusqu'à des corps notoirement connus pour leurs sentiments conservateurs, comme le zemstvo de Poltava, qui vote à l'Empereur une adresse où, parmi les formules de respect et de dévouement, il déclare indispensables au bien de la nation l'établissement d'un régime de liberté et la disparition de l'arbitraire.

La nouvelle du vote de la Déclaration se propage comme un excitant, affermit les courages, exalte les esprits. A vrai dire, depuis quelque temps, il ne se passait guère de semaine où l'on ne manifestât. Toute occasion est bonne pour organiser un cortège, agiter des bras, pousser des cris. Que crie-t-on? On crie : « Vive la démocratie! Vive la liberté! A bas la guerre! A bas l'autocratie! » C'est tout. C'est suffisant.

Ces manifestations sont devenues l'ordinaire de la vie pétersbourgeoise. Le 28 novembre/11 décembre, ce sont les socialistes et les étudiants qui se rassemblent en foule sur la perspective Nevski, entre le pont de Police et la Sadovaia, tiennent des meetings en plein air, lisent à haute voix des placards dont chacun est un crime de lèse-majesté. Le sang coule. Le 30 novembre/13 décembre, on juge Sasonov, le destructeur de Ploehwe, et son complice Sikorski. Devant le Palais de justice, la foule crie : « Acquittez-le! Il a délivré la Patrie de son tyran! » En même temps, ouvriers et étudiants, brisant les sottes préventions qui jusqu'à ce jour les avaient séparés, se réunissent à l'Institut Polytechnique sur l'invitation des

élèves de cet établissement, à l'occasion de la fête de leur école et, tous ensemble, d'une commune voix, chantant *la Marseillaise* autour du drapeau rouge déployé, terminent les couplets par le refrain qui commence à devenir le cri de ralliement : A bas l'autocratie! A bas la guerre! Les étudiants de Moscou ne sont pas plus calmes que ceux de Pétersbourg.

Sasonov, pour avoir supprimé un potentat, n'est condamné qu'aux travaux forcés à perpétuité. La sentence est à peine rendue, que l'Empereur réduit sa peine à quatorze ans. Celle de Sikorski, qui était de vingt ans, est remise de moitié. Il a fallu pour cela, par une mesure exceptionnelle et stupéfiante, donner un effet rétroactif à un récent manifeste impérial. Par tant de magnanimité, l'autocratie pense témoigner la sincérité d'un zèle libéral et réformiste dont elle cherche déjà à répandre le bruit. On se répète que de fréquentes conférences de famille ont lieu dans le cabinet de l'Empereur. On y discute moins des formules de grande politique nationale que les expédients d'une politique de salut. On se groupe pour la sauvegarde et l'avenir de l'autocratie. Nicolas, dit-on, n'est pas encore lassé des rêves de libéralisme de Mirsky; on ajoute que la jeune impératrice, Alexandra Feodorovna, l'encourage dans cette folle chimère ; que l'impératrice-mère, Maria Feodorovna, connue pour sa ténacité réactionnaire, laquelle n'est, chez elle, qu'une forme de fidélité au souvenir de son mari, commence cependant à fléchir, dans la crainte que la résistance ne coûte trop cher à son fils. Mais, dans ces réunions intimes, l'âpre et violent contempteur de toute réforme, l'entêté sergent de l'autocratie intégrale dont il est prêt à devenir l'exécuteur pourvu qu'elle vive, c'est l'oncle, le grand-duc Serge, le gouverneur-général de Moscou, de qui le front étroit n'enferme pas une pensée qui soit de générosité, dont la bouche ne profère pas une parole qui ne soit

d'autorité. Et, derrière Serge, voici le fanatique médiéval, le doctrinaire passionné, le dur et l'impitoyable front d'un logicien frénétique : Pobédonostsev. Sur toutes ces délibérations impériales, dont chacune a une valeur historique, tragiquement s'estompe l'ombre de son profil mince. Il est l'homme perpétuellement malade et perpétuellement debout ; il est celui qui ne fait rien, qui ne sait rien, et sans qui rien ne se fait ; il est le conseiller impérieux et craint que l'on n'aime pas, mais de qui l'on redoute le blâme, car ses petits yeux perçants et glacés d'inquisiteur ont des lueurs de bûcher, et ses lèvres ne semblent se disjoindre que pour proférer des sentences. Il est celui qui parle au nom de la religion, et son Empereur est un fanatique ; celui qui parle au nom du père mort, qui dit : « Tel jour, il a fait cela ; tel autre jour, il a prononcé telle parole ; à cette date, il vous a fait telle recommandation » ; et il sait que la parole du père est pour le fils toute la sagesse et toute la vertu. Contre l'âpreté et la violence de pensée d'un Serge et d'un Pobédonostsev, que pèsent les fumées d'un cerveau sans volonté !

Cependant, l'agitation ne cesse pas. L'Université de Moscou manifeste. La Pologne, la Finlande entrent en rumeur. La diète finlandaise rédige une pétition où elle proteste une fois de plus contre l'illégalité des mesures gouvernementales qui ont arraché à la nation les libertés qu'elle tenait de sa Constitution et que la parole des Tsars lui avait garanties. En Bessarabie, les paysans affamés poursuivent déjà leurs propriétaires, qui fuient dans les villes. Un fait notable dans l'histoire de l'opposition se produit en même temps : les délégués de huit groupes révolutionnaires, parmi lesquels ceux des partis polonais, letton, géorgien, arménien, finlandais, s'assemblent, s'accordent sur un programme commun, et stipulent, pour chaque nationalité, « le droit de décider elle-même par des lois de son développement national ».

Le 13/26 décembre, s'ouvre la session des zemstvos de gouvernement. Bien que le ministre de l'Intérieur leur ait interdit, par une circulaire spéciale, toute discussion politique, la plupart expriment, discrètement ou brutalement, leur adhésion aux décisions du Congrès de novembre. A Moscou, le président, prince Troubetzkoï, fait un tableau des maux de la guerre et de la crise intérieure qui secouent la Russie. « Tout cela, dit-il, pèse sur le peuple russe comme un joug terriblement lourd. » Il vante la bonne volonté du ministre Mirsky, et il ajoute, soutenu par les acclamations de l'assemblée et d'un public de 1.500 personnes : « La patrie va entrer dans une ère de prospérité fondée sur les principes élémentaires de la légalité, de l'inviolabilité des personnes, de l'égalité en droit de tous les citoyens, ainsi que de la liberté de parole et de la liberté de conscience. »

Le président du zemstvo de Tchernigov, Moukhanov, en même temps maréchal de la noblesse du même gouvernement et chambellan à la Cour, ose envoyer directement à l'Empereur un télégramme où il lui demande des réformes et la liberté politique. En marge de ce télégramme, Nicolas écrit de sa main et fait consigner au *Messager officiel* cette annotation : « Je trouve audacieuse et bien maladroite la conduite de ce président. » Peu de temps après, Moukhanov est destitué de ses fonctions de chambellan. Son acte est d'une telle hardiesse qu'un conservateur, le commentant devant moi, n'y trouve que cette explication : « Moukhanov était ivre. » Ainsi l'agitation s'étend, et c'est l'ensemble des zemstvos qui ratifient bientôt l'acte de cent citoyens.

La fête de l'Empereur (6/19 décembre) était passée depuis plusieurs jours, et l'opinion commençait à montrer quelque impatience que la parole escomptée n'eût point retenti. On se rendait bien compte qu'à un tel degré

d'effervescence, une intervention était devenue nécessaire. Loin de diminuer et de s'affaiblir, les manifestations se continuaient et s'amplifiaient, comme un flot poussé par l'autre flot. Le gouvernement se terrait. Les gouverneurs de provinces étaient sans ordres. Qu'il consentît ou qu'il blâmât, le ministre de l'Intérieur n'avait ni un geste ni une parole. Le Palais d'hiver semblait le logis d'un sphinx. On savait cependant qu'un acte impérial se préparait ; on savait aussi quelle en serait la substance ; on savait que, dans plusieurs entretiens, le Tsar avait pris son parti de donner au libéralisme quelques satisfactions, et l'on attendait dans la fièvre. Quel jour plus favorable à la promulgation d'un rescrit capital que le jour de la fête du souverain ! Le souverain était muet.

Rien n'était venu. Le 6/19 décembre, Pétersbourg n'avait pas vu de manifeste, mais il y avait eu du sang à Moscou. Dans la rue Tverskaia, où s'érige le palais du gouverneur, une foule s'était précipitée, drapeau rouge en tête, sous les fenêtres du grand-duc Serge. Serge se surpassa. Par son ordre, la répression eut un éclat sans pareil. Coups de revolver, coups de sabre, coups de nagaïka, la police et les cosaques avaient brillamment travaillé. Le peuple y mit du sien, car les troubles recommencèrent le lendemain : de bons cadavres d'étudiants et d'étudiantes étaient le gain de ces deux journées. Les blessés encombraient les pharmacies. Les postes de police regorgeaient de prisonniers. Serge, grand-maître de la manière forte, contempla son œuvre avec satisfaction, et l'on dit même qu'il l'offrit à l'Empereur à titre de modèle : il n'oublia point la part qui revenait à son fidèle lieutenant, le préfet Trépov. Il n'eut pas longtemps à se congratuler, car ce fut l'événement de cette journée qui lui coûta la vie.

Le rescrit parut enfin. Il parut malgré le grand-duc,

malgré Pobédonostsev, malgré les résistances du ministre de la Justice Mouraviev. Il parut le 12/25 décembre, deux jours avant l'anniversaire du mouvement décabriste de 1825, dont on célébrait la commémoration dans des réunions passionnées, comme celle qui assembla un millier d'intellectuels à la salle Pavlov à Saint-Pétersbourg. Ce rescrit, adressé au Sénat, avait fait l'objet de plusieurs délibérations des ministres, entre autres les 7/20 et 8/21 décembre. C'est à M. Witte, président du Comité des Ministres, assisté, entre autres, du grand-duc Serge et de l'impératrice-mère, que l'on doit l'amputation importante que subit ce document, et, contrairement à ce que l'on supputait des opinions de ce haut et mystérieux personnage, ce n'est pas dans le sens libéral, mais dans le sens autocratique et réactionnaire que brilla cette fois son génie. Le texte initial contenait, en effet, un troisième paragraphe, où était formulée l'adhésion au projet d'une consultation électorale (« Inviter des personnages élus, tirés de la société, à prendre part aux assemblées législatives de l'Empire »); et c'est après que M. Witte eut besogné pour montrer à l'Empereur, probablement sans grands efforts, la diminution qui en résulterait pour le principe autocratique, qu'il fut supprimé.

Ce rescrit, ingénûment escompté par l'opinion, ne fut en somme que le geste contraint d'un monarque qui se résigne à distribuer à son peuple impatient un peu de la poudre d'illusion. Affirmant, dès la première phrase, qu'il entend ne rien modifier « aux principes inébranlables sur lesquels est fondé l'Empire », c'est-à-dire au principe autocratique, il ajoute que, si sa sollicitude est acquise aux besoins du pays, il convient de « distinguer entre les intérêts réels du peuple » et « des tendances qui trop fréquemment s'orientent dans de fausses directions ». Entendez que les « fausses directions », c'est ici la Constitution. La « classe

la plus nombreuse » est celle des paysans : c'est à eux que va « la plus vive sollicitude » du souverain ; on assurera « d'une façon durable la sécurité de cette classe ». La loi sera « protégée », appliquée intégralement, égale pour tous. L'arbitraire sera puni. Aux institutions locales et municipales, on conférera l'indépendance nécessaire, « dans les limites fixées par la loi » ; à côté des zemstvos, on créera des organismes de compétence moindre. Les tribunaux seront indépendants ; l'égalité des personnes y sera absolue. On créera des assurances ouvrières. On revisera les lois d'exception. On revisera les lois religieuses, on pratiquera la tolérance, on fera disparaître « toutes les limitations à la liberté religieuse qui ne sont pas directement indiquées dans la loi ». On revisera les ordonnances relatives aux étrangers et à certains « nationaux », lisez aux Juifs. On donnera « à la parole imprimée des limites clairement spécifiées par la loi : ainsi sera accordée à la presse nationale la faculté de remplir dignement sa noble mission et d'être la véritable interprète des efforts raisonnables faits pour le bien de la Russie ». Sur ces principes, « une série de grandes innovations intérieures » seront prescrites « dans un avenir très prochain ». Le Comité des Ministres est chargé d'étudier et de mettre en œuvre les réformes dont le sens est ci-dessus indiqué.

Considérez le vague de toutes ces promesses et les réserves dont chacune d'elles s'enveloppe. Nulle affirmation qui ne comporte sa restriction. S'il s'agit des « intérêts du peuple », il faut distinguer ce qui y « répond réellement ». S'il est question d'accomplir une réforme, il faut que « le besoin s'en affirme avec certitude ». Si l'on étend les droits des étrangers et des nationaux, on s'inspirera néanmoins « des intérêts actuels de l'Empire et du bien du peuple russe ». La presse sera libre, mais à la condition d'être « la véritable interprète des efforts

raisonnables faits pour le bien de la Russie », etc... O surprise, c'est une *réforme* de prescrire, par exemple, l'application de la loi, l'indépendance des tribunaux, l'égalité devant la justice, le châtiment des violateurs de la loi! Même cette probité gouvernementale dont on fait la promesse est à échéance : ce n'est pas tout de suite qu'on la verra fleurir. Il faut pour cela convoquer, interroger le Comité des Ministres, et le premier soin de ce Comité, saisi du rescrit impérial, fut de désigner pour chacune des questions soulevées une série de commissions spéciales, dont aucune n'a encore terminé ses travaux.

Accordons néanmoins que, si la valeur intrinsèque de de ce document est secondaire, sa valeur représentative est considérable. Il signifie l'irrésistible force de l'opposition, la poussée du libéralisme, l'inquiétude du régime soudain alarmé de ses progrès. Il est encore un gage de la bonne volonté impériale, et ceci ne contredit point cela. Ce ne sont pas les conseils de résistance violente qui faisaient défaut à Nicolas. La majorité des membres de sa famille, qui sentent bien le péril d'une concession génératrice de concessions plus grandes, l'incitent sans réserve à une politique de réaction. Sans doute, au point de convergence où sont arrivées cette fois l'insuffisance du régime et l'exigence de l'opinion, c'est une loi historique que la résistance, surtout violente, serait vaine, et, au prix de quelques satisfactions passagères, précipiterait la ruine. Mais les gouvernements n'aiment point s'avouer ces choses. Ils se croient aisément plus forts qu'ils ne sont, et, quand ils portent, comme celui-ci, un long passé d'absolutisme et de domination, comment douteraient-ils que leurs fonctionnaires, leurs soldats, leurs canons, tout l'appareil de la force brutale et d'une administration domestiquée, fussent capables de venir à bout de la mauvaise humeur de

quelques bandes d'agités? Si une concession apparut à l'Empereur de bonne politique, il est bien probable, du moins, qu'il eut le sentiment que cette concession n'était pas indispensable, et que d'autres méthodes le pouvaient conduire à son but, la pacification des esprits. Parce qu'il choisit celle-ci, parce que, s'adressant à la nation russe, il se décida à reconnaître et à dire, lui, l'autocrate, que ses griefs étaient justes, que ses revendications étaient raisonnables, il faut tenir le rescrit du 12 décembre comme un acte de haute et décisive signification; et même si ses termes sont vagues, même si l'événement devait attester que, dans l'esprit de son auteur, il ne fut qu'une circulaire ajoutée à d'autres circulaires, si nulle réforme sérieuse, virilement étudiée et honnêtement promulguée, n'en est sortie, n'importe! Il prononce le mot de réformes, il est, depuis Alexandre II, le premier balbutiement libéral du régime, le premier pas de l'autocratie apeurée et consciente vers la liquidation.

Mais voici qui complète et éclaire le document. Immédiatement après le rescrit, un communiqué inséré au *Messager du Gouvernement* en est l'ironique et irrécusable commentaire. Par ce communiqué, il est obligeamment rappelé qu'il demeure interdit, soit dans les journaux, soit dans des réunions ou conférences quelconques, de discuter le régime politique de l'Empire : voilà bien pour la presse l'occasion de « remplir dignement, selon le vœu impérial, sa noble mission »!

Au reste, l'opinion ne s'abuse pas. Impatiente quand elle escomptait le document, déçue lorsqu'il paraît, il est bientôt pour elle comme s'il n'existait pas. On lui avait annoncé la visite d'un certain personnage ; ce personnage ne vient pas ; on envoie à sa place un bouffon ; elle hausse les épaules, s'irrite davantage et passe. Ni le tumulte de la rue, ni la rumeur des zemstvos et des corps constitués ne diminue ou ne s'atténue après le 12 décembre. Il y a

des attentats au Caucase, en Pologne, à Moscou, une révolte à Sébastopol. Il y a des grèves qui commencent à s'organiser. Il y a surtout le langage expressif des journaux et l'attitude ouvertement révolutionnaire des zemstvos. Celui de Moscou clôt prématurément sa session en déclarant que ses membres « n'ont plus le calme et la tranquillité nécessaires à la discussion des affaires ». Celui de Tchernigov se dissout en même temps parce que, depuis quatre jours, ses membres n'assistent plus aux séances. Celui de Poltava, sur une proposition qui lui est faite de célébrer le quarantième anniversaire de sa création, décide de remettre à plus tard cette commémoration, lorsque les « conditions auront changé et se prêteront mieux à des manifestations de réjouissance ». Un grand nombre imitent l'exemple de ces assemblées, les uns en spécifiant les raisons de leur conduite, les autres par la défection de leurs membres.

En vain le gouvernement se hâte d'impressionner l'opinion. Depuis huit jours à peine le rescrit est connu, et déjà le Comité des Ministres, sous la présidence de M. Witte, a tenu deux séances. Le chef de la censure, M. Zvériev, est déplacé. Mais on n'est plus dupe des attitudes. Par 99 voix contre 36, l'assemblée de la noblesse de Tver déclare « que la solution des problèmes indiqués dans l'oukase n'est possible que par la participation active des représentants de la nation librement élus ». Le zemstvo de Saratov demande que les délégués des zemstvos soient appelés à délibérer avec le Comité des Ministres. La douma de Pétersbourg demande la convocation d'une assemblée générale de délégués de toutes les doumas russes. L'opinion unanime tient l'acte pour non avenu. Six mois plus tôt, il eû produit sur elle un effet important ; à cette heure, il vient trop tard ou il est insuffisant. Les événements poussent la Russie avec une rapidité incroyable. C'est la malchance de ce régime de ne point savoir faire les choses à temps ;

il ne comprend pas que le pays est pressé, et vous verrez qu'il attendra, pour caresser la bête, qu'elle soit devenue enragée. Il dédaigne les adjurations les plus sérieuses et les moins suspectes. Un homme connu pour ses sentiments loyalistes et pour la modération de son esprit, le prince Troubetzkoï, président du zemstvo de Moscou, écrit au prince Sviatopolk Mirsky une lettre saisissante et prophétique. « La Russie, écrit-il, traverse en ce moment une époque d'anarchie et de révolution. Ce qui se passe à l'heure actuelle n'est pas seulement la manifestation d'une effervescence juvénile, mais bien plutôt l'aboutissement logique de la situation générale dans laquelle se trouve aujourd'hui la société. L'état de choses actuel est extrêmement dangereux pour la société tout entière, et *particulièrement menaçant pour la personne sacrée de l'Empereur*... J'ai essayé de faire comprendre à l'Empereur que ce qui *se passe actuellement n'est pas une simple émeute*, *mais une Révolution*... Ce n'est pas le moment de se taire, alors que la patrie est en danger. »

Vains propos. Tant d'avertissements, tant d'adresses, tant de votes symptomatiques, comme celui de la douma de Moscou, qui refuse les crédits de la gendarmerie municipale, en raison de la brutalité de la répression du 6 décembre, n'ouvrent pas les yeux de l'Empereur. Il se borne à retirer ses fonctions au général Trépov, grand maître de police de Moscou, à accepter la démission du grand-duc Serge, gouverneur général ; mais en même temps, on annonce que le prince Mirsky a déjà, à plusieurs reprises, offert la sienne, et l'on sait que, virtuellement, il n'est plus ministre de l'Intérieur. Le communiqué du 14 décembre avait donné au rescrit sa signification. La retraite de Mirsky signifiera la faillite des efforts d'un honnête homme et le renoncement de l'autocratie à d'éphémères desseins de réformes.

C'est alors que les choses vont se précipiter. Les ouvriers, jusqu'à ce jour silencieux et résignés, se montrent à leur tour. Les grèves de Pétersbourg, la journée sanglante du 9 janvier, seront pour le régime l'avertissement suprême, qu'il n'entendra point.

IV

LE POPE GEORGES GAPONE
CHEF DES OUVRIERS

La police organisatrice de révolution. — Les malices de Zoubatov. — Les Unions officielles. — Le professeur Ozérov. — La grande bataille de Plœhwe et de Witte. — Les inspections de fabriques. — Les malheurs de Zoubatov. — Le pope Georges Gapone. — Gapone et le métropolite. — La propagande.

Quelqu'un m'a dit ce mot : « La police qui, chez nous, organise tant de choses, y a organisé la Révolution. »

Sous sa forme paradoxale, ce mot exprime une part de vérité. Si la journée du 9/22 janvier est l'œuvre des « Unions d'ouvriers », les unions d'ouvriers sont la création du ministère de l'Intérieur.

— La police secrète de Moscou, me dit un homme qui fut mêlé de très près à tout le mouvement ouvrier, avait jadis pour chef un fonctionnaire très intelligent, M. Zoubatov. Ce Zoubatov, ancien étudiant à l'Université, ancien bibliothécaire à Moscou, avait des lettres et pouvait se targuer de quelque supériorité intellectuelle sur la plupart de ses collègues policiers. Mais c'était un personnage d'une moralité très douteuse. Ayant quitté le service des bibliothèques, il entre dans la police secrète,

et il fait en même temps partie d'une organisation socialiste révolutionnaire. Ce double jeu provocateur a duré trois ans. J'ai lu des rapports qu'il avait faits. Il y dénonçait les hommes qui s'étaient confiés à lui. Il y trahissait des amis. Je pourrais vous nommer cent personnages que son atroce délation a envoyés en prison ou en exil. Voulez-vous quelques noms? Danielov, Telechkovitch, Foundaminsky, Solomonov, qui le tutoyait, et bien d'autres. Ce furent les débuts de sa carrière. Vers 1900, Zoubatov eut un jour une idée qui ravit ses chefs, le grand-duc Serge, gouverneur de la ville, le général Trépov, grand maître de la police, et, muni de leur autorisation et de leur appui, il la vint soumettre à son ministre, M. Sipiaguine.

« De son cabinet de police secrète, plongeant sur la ville, il avait observé les progrès inquiétants de la propagande socialiste parmi les ouvriers. Ancien révolutionnaire lui-même, ou du moins initié au mouvement révolutionnaire, il ne s'en laissait point conter sur la bénignité de ces doctrines. C'est alors que son génie se découvre, qu'il change de politique, et qu'il imagine de fonder la « Révolution officielle ». Le plus sûr moyen, pensait-il, de détourner les ouvriers de leurs tentateurs, était que le gouvernement en personne constituât pour eux des associations où ils pourraient débattre leurs intérêts corporatifs; on essaierait d'y attirer les éléments les plus avancés; les délégués de Zoubatov sauraient y faire parler les moins bavards : ainsi l'on pourrait, au fur et à mesure, faucher dans leur éclosion les épis trop menaçants, et cueillir la révolution dans ses pousses les plus vigoureuses. C'est le projet qu'il exposa à Sipiaguine.

« Incontinent, Sipiaguine l'agréa. Ce ministre, qui préludait avec succès au règne de Plœhwe, entra immédiatement dans la pensée subtile de Zoubatov, et celui-ci reçut la mission d'organiser à Moscou la première « Union

ouvrière ». Il y fut aidé par un homme honnête et de bonne foi, celui-là, le professeur Ozérov, qui, du point de vue libéral, avait fait, en 1900, sur cette question, une série d'articles remarqués dans le *Courrier du Nord*, libre journal que dirigeait alors le prince Vladimir Bariatinsky, et qui fut depuis supprimé pour son indépendance. Le professeur Ozérov fut la première dupe de Zoubatov. Grâce à eux, cette « Union » de Moscou réussit brillamment. Zoubatov poursuivit ses succès. Bientôt des associations semblables étaient constituées à Minsk, à Odessa, à Vilna, à Pétersbourg, dans tous les centres ouvriers de l'Empire, et peu à peu, la classe ouvrière se jetant avidement sur ces comités, où elle avait licence d'exprimer ouvertement ses doléances et de rédiger ses revendications économiques, y prenait conscience d'elle-même et y acquérait des notions de solidarité que l'on regretterait bientôt de lui avoir révélées.

« Mais si le succès fut grand, et si l'amour-propre de Zoubatov put s'en réjouir, cependant il ne fut pas tel qu'il l'avait souhaité sans doute. Que voulait-il? Asservir les ouvriers au pouvoir central, percer dans tous les ateliers de l'Empire une fenêtre où se posterait un œil policier. Or, comme il était fatal, la masse ouvrière, en fermentation obscure, encore inconsciente, mais impatiente de se connaître, d'échanger ses amertumes, de confondre ses volontés chétives, de dénombrer ses forces, fit bientôt, par sa seule adhésion, un organe vivant et fort de ces unions où l'on n'avait vu qu'un instrument de règne. D'elles-mêmes, par un travail naturel, les forces mauvaises s'éliminèrent, comme un corps sain assimile ou expulse les éléments impurs. Et ces « Unions d'ouvriers » devinrent en vérité ce qu'il fallait qu'elles fussent : des Unions ouvrières, de pensée, de souffle et d'action nettement populaires.

« Les représentants du pouvoir furent les derniers à

s'apercevoir de cette transformation insensible et continue.

« Jusqu'au mois de janvier, les relations furent les meilleures du monde entre eux et les ouvriers. Le ministère leur attribuait des subventions, les aidait à trouver, à louer, à aménager des locaux de réunions, y organisait des concerts, des causeries, où chacun était libre de discuter ses intérêts, où l'on enseignait la haine de la politique, disant que c'était là vaine besogne d' « intellectuels » et d'étudiants. Un conflit économique se produisait-il sur quelque point, le pouvoir inclinait à soutenir, dans la mesure où il le pouvait, les réclamations ouvrières. Il est remarquable de constater que la première grève générale qui éclata en Russie fut organisée à Odessa, en 1900 ou 1901, par l'Union officielle, et que, sur l'intervention du préfet de la ville, qui contraignit les patrons à céder, elle se termina à leur avantage. Et le gouvernement se montra satisfait de ces favorables institutions au point de récompenser leur initiateur, Zoubatov, en l'appelant à Pétersbourg au ministère de l'Intérieur. »

Cependant, succédant à Sipiaguine, un homme s'installait à la Fontanka, qui avait le coup d'œil prompt et le geste vigoureux : c'était M. de Plœhwe. Aussitôt s'engageait, terrible, un duel passionné entre lui et le ministre tout-puissant qui, depuis dix ans, tenait en mains le pouvoir, M. Witte. Ces deux hommes étaient nés ennemis. L'un et l'autre autoritaires, orgueilleux, jaloux du commandement, celui-ci rude et brutal, épris des grandes entreprises et des pensées d'avenir, celui-là insinuant et souple, besognant au jour le jour, ouvrageant dans le mystère et croyant à de petits moyens pour de courts desseins, ils devaient se heurter dès le moment qu'ils se rencontreraient, et une question ouvrière fut justement l'occasion de leur premier engagement. En 1899, on avait institué au ministère des Finances, que gérait M. Witte, un service d'inspecteurs de fabriques de circonscription, annexé

au département du Commerce et des Manufactures. Cet organisme nouveau était le quatrième de ceux qui contrôlaient le travail, et les ouvriers se trouvèrent ainsi placés sous quatre modes successifs de surveillance : les inspections des fabriques, les inspections supérieures, les inspections de circonscription, enfin le département du Commerce et des Manufactures.

Plœhwe n'entendait pas qu'une classe aussi importante que celle des ouvriers échappât, fût-ce dans la plus petite mesure, à son exclusive dépendance. Reprenant avec énergie une ancienne prétention que ses prédécesseurs, depuis 1887, sans répit, avaient formulée, il réclama la direction absolue du contrôle des usines, et fit si bien qu'il l'obtint, malgré Witte : en vertu de l'acte du 12 mai 1903, l'inspection demeura nominalement au ministère des Finances, mais fut exercée en fait par les gouverneurs, c'est-à-dire par le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire par la police. Ce fut sa première victoire sur son énergique adversaire. Dès lors, les inspecteurs de fabriques ne furent plus, grâce à ses soins, que des hommes de police affublés d'un nom plus reluisant, et, quand il se mit à étudier la matière qu'il allait confier à leur zèle, il fronça le sourcil.

Ces unions d'ouvriers ne lui dirent rien de bon. Elles lui apparurent, selon l'expression russe, comme un « bâton à deux bouts », dont l'un ne le rassurait guère. Il n'aimait pas trop que des hommes s'assemblassent pour délibérer. Réaliste de gouvernement, il avait de la défiance pour ces parlotes dites économiques, et il savait qu'il est bien difficile à des hommes réunis de ne point parler politique, alors que la tentation est si forte d'exprimer ce qui s'agite en soi obscurément. Enfin il considérait avec un peu d'inquiétude l'esprit aventureux et chimérique de ce Zoubatov, qui brûlait sans cesse de se signaler par quelque invention originale ; il lui en voulait

de cette grève d'Odessa, où ses agents avaient dû s'employer à une tâche qu'il jugeait antisociale, et, n'étant point de ceux qui ménagent les transitions, dans la même minute où il réfléchit sur ces choses, il le soupçonna de jouer double jeu et résolut de le briser sans retard.

Il l'appelle, et fait venir en même temps son propre adjoint, le général de Wahl, ancien préfet de Pétersbourg, et, de cette voix brève qu'il savait prendre :

— Général, dit-il en s'adressant à Wahl, j'ai voulu que vous assistiez à cet entretien. Car nous avons parmi nous un traître, et ce traître, c'est M. Zoubatov, que voilà.

Zoubatov se récrie, mais Plœhwe :

— Allez, monsieur, je vous chasse.

Et Zoubatov est révoqué, avec défense de paraître dans les deux capitales. Il n'eut même pas le bénéfice de la mansuétude de ceux qu'il avait en somme si bien servis : à son intention, ils ont créé le nom de *zoubatovchina* pour désigner une besogne d'agent provocateur. Et l'importun policier entraîna dans sa déroute le très honorable professeur Ozérov lui-même, qui, bien que radical avéré, ne fut point à l'abri des injustes soupçons de ses amis politiques.

Zoubatov frappé, M. de Plœhwe n'osa pas aller plus loin ni supprimer les unions d'ouvriers. Il se contenta de les contrôler et de les surveiller en plaçant à leur tête des agents sûrs.

L'homme qui, pendant un an, guida les destinées de celles de Pétersbourg, fut le pope Gapone.

Ce pope Gapone, mince, maigre, sec, ardent, et comme brûlé d'un feu profond, a trente-cinq ans. Il est fils de paysan, né dans la province de Poltava, et du même village que le vicaire de Pétersbourg, Antonin, évêque de Narva et Gdov. Ne concluons point de son origine qu'il ait une âme fruste et un esprit inculte. Bien des fils de paysans

se sont illustrés ou élevés en Russie : témoins entre autres, le grand écrivain Tchékhov, et Maxime Gorki, et cet évêque Antonin lui-même. Au vrai, bien que simple berger dans sa jeunesse, il est passé par le séminaire, fut statisticien du zemstvo, entra à l'Académie de théologie, y écrivit un livre sur la situation de la classe ouvrière en Russie, et obtint un diplôme. Déjà il s'était fait exclure du séminaire pour ses tendances politiques; mais ce n'est que plus tard, sous l'influence d'une enthousiaste jeune fille dont il fit sa femme, qu'il décida de se vouer à la propagande des idées libérales et qu'il reçut la prêtrise, parce que, dit-il, c'est dans l'union du clergé et du peuple qu'est pour la nation la plus grande chance de salut.

Qu'est au juste ce Gapone? Ses adversaires affirment que c'est un mauvais drôle, chassé d'une institution charitable de Pétersbourg pour viol ou enlèvement d'une jeune fille, chassé de Moscou pour détournement d'objets sacrés, et coupable en outre d'abus de confiance à l'égard du gouvernement, qui lui donnait des subsides, et des ouvriers, qu'il a frustrés en s'enfuyant avec l'argent de leur caisse.

Sur les deux premiers griefs, je suis en mesure d'affirmer que l'on calomnie Gapone et qu'il est innocent de tant de forfaits. Sur le troisième, calomnie encore. Il n'a frustré les ouvriers en aucune manière. Il vivait pauvrement. Il a mis intégralement à leur service non seulement les subsides que le gouvernement, à Pétersbourg comme dans les autres villes, versait aux caisses des unions, mais encore ses propres ressources, les trois mille roubles que lui valait un poste d'aumônier de prison. Il faisait le bien. Depuis longtemps, il soulageait de son mieux les misères; il se rendait dans les asiles de nuit, il visitait les malheureux, ces *bossiaks* (« pieds-nus ») qui sont l'ulcère des bas-fonds russes. Un jour, il avait enlevé de

ses pieds ses propres bottes pour les donner à un pauvre homme. Ses amis vantent sa sincérité, son éloquence simple et enflammée, dépourvue de rhétorique, mais pressante et grave, « à la façon de celle de Lamennais », me dit un « intellectuel », et surtout cette espèce de « magnétisme » qui semblait émaner de sa personne.

Son action fut puissante, prompte et secrète. Le 4 février 1904, il devient membre de l'une des cinq sections alors existantes des unions d'ouvriers de Saint-Pétersbourg, et, seul intellectuel parmi tous ces travailleurs, seul à porter parmi eux un habit qui ne fût pas un costume de travail, deux mois après, il est élu président général de l'ensemble des sections.

Il se rend aussitôt auprès du métropolite Antoine, grâce à qui il avait reçu la prêtrise, et qui, jusqu'au dernier jour, lui garda sa bienveillance ; il lui demande sa bénédiction :

— Non, mon enfant, fait le métropolite, non, je ne vous donnerai pas ma bénédiction, car ce que vous faites là n'est point l'affaire d'un prêtre.

Gapone s'en passe, et, par une propagande enthousiaste, par des réunions quotidiennes et peu nombreuses, il travaille au développement de l'œuvre ouvrière. Au bout de peu de mois, il constitue sept sections nouvelles : six à Pétersbourg, une à Kolpino, ce qui porte leur nombre à douze dans la région de Pétersbourg; la cotisation est de 50 kopecks (1 fr. 30 par mois); le nombre des adhérents grossit dans des proportions incroyables : à l'heure où s'ouvrira la grève, son armée — disciplinée, ardente, invulnérable — sera, non de 6.000 soldats, comme on l'a dit à tort, comme les hommes du gouvernement aimaient à le répéter, comme le général Trépov me le dit, mais de 25.000 à 30.000, chiffre authentique.

Quelle sorte de propagande Gapone faisait dans ses

douze sections; par quels mots magiques il entraîna cette masse ouvrière qui, avant sa venue, semblait dormir dans l'indifférence; comment il put amener ces hommes à signer, au nombre de cent trente-cinq mille, cette pétition que l'Empereur ne voulut point recevoir; par quel sortilège il les conduisit contre les baïonnettes des régiments impériaux; et comment, en même temps, cette action demeura clandestine; comment les libéraux, les révolutionnaires purent, les uns et les autres, se tromper aux intentions de Gapone, le soupçonner, l'accuser de n'accomplir qu'une basse besogne de police, affecter de se désintéresser d'efforts qui les servaient si puissamment, et se trouver désemparés, indécis, stupéfaits, au soir de cette journée du 9, qui les surprit autant qu'elle surprit le gouvernement : voilà ce qu'il importe de savoir pour comprendre le sens de la manifestation.

V

LA GRÈVE

Aux usines Poutilov. — On est bien gardé. — La grève n'est pas une grève. — Les affiches de M. Smyrnov. — Les revendications ouvrières. — La journée de huit heures. — La grève s'étend. — Aux *Novosti*. — 1.614 établissements chôment. — Le gouvernement rêve aux étoiles. — Pour la sécurité du général.

Avant de découvrir le mécanisme secret qui mit en branle un peuple de trois cent mille hommes pour la grève générale de Pétersbourg, il est bon de connaître l'historique de cette grève, dont l'affreuse conclusion devait ébranler la Russie et émouvoir le monde. Et c'est M. Smyrnov en personne, le directeur des usines Poutilov, d'où partit le premier signal, qui en fera le récit.

Hors de la ville, loin derrière la lointaine porte de Narva, presque au bout de la chaussée de Péterhof, les usines Poutilov sont l'établissement le plus considérable de Saint-Pétersbourg, et peut-être de la Russie entière. Ses treize mille ouvriers, jour et nuit, y travaillent le fer. On y fabrique des locomotives, des wagons de marchandises et de voyageurs, des tôles, de l'acier en barre, des canons de campagne, des balles, des boulets, des obus,

des shrapnells, toute la collection des projectiles meurtriers inventés par la férocité des hommes, des tourelles de cuirassés, des bateaux dragueurs, et même, depuis peu, des contre-torpilleurs. Usine formidable qui rappelle ces poignantes cités de fer que M. Jules Huret a visitées en Amérique et où tous les modes de transport, tous les engins de savantes destructions sont réalisés par un corps d'ingénieurs en recherche constante et par des bataillons d'ouvriers cyclopéens.

Les établissements Poutilov, dont les immenses ateliers noirs, fermés de vitres brisées qui leur font des yeux crevés, s'étalent, bêtes aveugles, sur plus de cent hectares, à travers une immense plaine, au sud-ouest de la ville, enveloppés d'un faubourg vivant, grouillant, où s'entasse un peuple de travail, sont exploités par une Société anonyme, où M. Smyrnov a le poste de directeur général des usines. C'est un homme de quarante-cinq ans environ, de haute taille et de solide carrure, une tête rouge, énergique et rude, avec des yeux bleus et un poil roux, un torse bombé sous une vareuse d'uniforme à pattes d'épaulettes et à boutons d'argent. Il a une sœur qui est un écrivain célèbre, Mme Smyrnova, veuve d'un acteur très connu du Théâtre Impérial, M. Sasonov.

Le jour où je le vis était le sixième après celui où les journaux, soufflés par le gouvernement, avaient annoncé la fin irrévocable de la grève et la reprise du travail. Tandis que mon traîneau côtoie la longue ligne des murs ou des barrières de planches des usines, une foule d'ouvriers se pressent cependant sur la chaussée, les mains aux poches dans le froid du matin, et regardent curieusement le voyageur qui s'aventure parmi eux. Ce n'est pas la première fois que je me mêle à une foule russe. J'ai déjà vu, à Pétersbourg et à Moscou, des sorties d'ateliers. Mais, pour la première fois, je crois lire dans les regards et sur les visages creusés de ces hommes une expression

d'énergie et une vivacité entreprenante qui ne sont point les caractères ordinaires de la molle résignation slave.

Des agents de police, des cavaliers circulent au milieu d'eux. Dans l'antichambre des bureaux de l'administration, je me heurte à un grand diable gris jaune, qui monte la faction, baïonnette au canon. L'usine est bien gardée. Ainsi m'apparaît le spectacle d'apaisement et de réconciliation qui m'avait été annoncé par les fonctionnaires officiels.

— Monsieur, me dit M. Smyrnov en souriant d'un air bonhomme, le caractère de cette grève, c'est qu'elle n'est pas une grève.

Et comme mes yeux sans doute exprimèrent quelque stupeur :

— Je veux dire que cette grève n'a été qu'un prétexte, ce que nous appelons en russe « une pierre d'essai ». Les ouvriers ont voulu éprouver leurs forces et savoir de quoi ils seraient capables. Ils ont réussi (*sic*), et, l'expérience faite, ils sont rentrés à l'atelier. Voilà toute la chose. Quant à l'historique même de l'événement, vous allez le connaître et vous verrez de quel côté étaient les torts. »

M. Smyrnov m'explique alors ceci : le 29 décembre/11 janvier, quatre ouvriers, délégués par « l'Union des ouvriers des usines et fabriques de Pétersbourg », viennent lui demander la réintégration de quatre ouvriers renvoyés, les nommés Sergounine, Soubbotine, Fédorov et Oukolov, et le renvoi du contremaître Tétiavkine, auteur, selon leur dire, de l'injustice commise. Comment céder à une telle requête et, par là, compromettre le juste prestige de l'autorité patronale? M. Smyrnov ne cède pas. Le lendemain, par une affiche placardée dans tous les ateliers, il répond en substance :

« De mes renseignements il résulte, en premier lieu, qu'aucun des ouvriers nommés n'a protesté personnelle-

ment; en second lieu que, parmi eux, un seul a été renvoyé pour mauvais travail; des trois autres, l'un n'a même pas reçu d'avertissement, le second a été l'objet d'une simple menace, parce qu'il s'obstinait à ne rien faire, le troisième est parti spontanément. Je considère votre réclamation comme déplacée. Elle pouvait venir directement des ouvriers intéressés, non d'une institution dont je ne conteste pas la légalité, mais qui n'émane pas spécialement de l'usine. Votre députation m'a menacé. Elle m'a informé que cette affaire pourrait mal finir pour l'usine elle-même. Dans ces conditions, je crois nécessaire d'informer tous les ouvriers que, l'Union m'ayant paru dépasser l'objet de ses statuts, j'en ai informé le préfet de police. »

— La vérité, me dit M. Smyrnov, c'est qu'il n'y avait là-dessous que des commérages. Je ne pouvais céder aux exigences des ouvriers, sous peine de renoncer à toute autorité, mais j'ai fait de mon mieux pour les apaiser. Ici, devant cette fenêtre, je leur ai offert d'examiner moi-même l'affaire avec des représentants qu'ils désigneraient. Ils ont refusé, alléguant que leur opinion était faite et que toute enquête était inutile. Et leur réponse à mon affiche a été de proclamer la grève. C'est cette « Union des ouvriers », qui comptait quelques milliers de membres, et qu'avait autorisée M. de Plœhwe, qui en prit l'initiative, et les ouvriers non affiliés suivirent. »

Dans la journée du 3 janvier, nouvelle affiche de M. Smyrnov. Il revient sur l'affaire des quatre ouvriers, affirme sa volonté de garder le contremaître suspecté, exprime l'espoir que les ouvriers écouteront la voix du bon sens, les engage à regagner leurs ateliers, sous la promesse qu'il n'y aura ni renvoi ni amende, ajoute que si, dans trois jours, le travail n'est pas repris, tout le personnel sera licencié.

En réplique, le 4 au matin, des équipes d'ouvriers sont aux portes et en interdisent l'accès à ceux qui viennent au travail. Ils déchirent les affiches apposées la veille sur

les murs; dans la journée seulement, la force publique, qui, jusqu'à ce moment, se désintéressait complètement de cette agitation de treize mille travailleurs, intervient, l'usine est occupée militairement, et les débits de vins des environs sont fermés.

Les grévistes se tiennent aux alentours. Ils sont calmes; nul conflit entre eux et la troupe. A six heures, une députation de quarante membres se présente à M. Smyrnov, qui la reçoit aussitôt. Ils déploient devant lui une longue liste de revendications, en tête de laquelle figure la démission du directeur lui-même. Ils poursuivent en exigeant, outre la réintégration des ouvriers congédiés et la révocation de Tétiavkine : la journée de huit heures; la fixation des salaires à la tâche par une Commission composée des patrons et de délégués ouvriers, ayant des droits égaux; l'institution d'une Commission identique, sans l'avis de laquelle aucun renvoi ne pourra être prononcé, et qui réglera tous les incidents d'ateliers; la fixation du salaire minimum à un rouble par jour pour les hommes, à soixante-dix kopecks pour les femmes; la suppression des travaux supplémentaires, lesquels, en cas d'absolue nécessité, seront payés du double salaire; le paiement des malfaçons au taux des ouvrages ordinaires; la création d'une crèche réservée aux enfants du personnel; l'obligation pour le service médical de se montrer plus attentif envers les ouvriers malades, particulièrement envers les blessés; l'amélioration des conditions sanitaires de certains ateliers; le paiement aux ouvriers des jours de grève.

Le Conseil de direction, composé du directeur et de trois administrateurs, se réunit d'urgence et repousse en bloc ces prétentions.

— Franchement, fait M. Smyrnov, pouvions-nous accepter cela? La journée de huit heures, c'est la ruine de l'usine. Savez-vous que, chez nous, le temps de travail

est, pour le jour, de neuf heures et demie, pour la nuit, de neuf heures, c'est-à-dire moins long que dans la plupart des usines étrangères, et notamment que chez vous, en France? En Angleterre, l'ouvrier d'usine fournit 60 heures de travail de jour par semaine; le nôtre ne nous en donne que 57 1/2. Ne faut-il pas aussi faire le compte des jours fériés, qui sont très nombreux en Russie?

« Parlons aussi des salaires. Sur nos 13.000 ouvriers, 200 ou 300 gagnent 100 roubles 50 par mois (près de 267 francs), et le gain moyen de l'ensemble de nos ouvriers, y compris les femmes et les enfants, est de 43 roubles (114 francs environ); ces trois derniers mois, il fut de 45 roubles. Nos ouvriers, en moyenne, gagnent plus que ne gagnent les Français. Les manœuvres seuls sont moins payés, 70 kopecks chez nous (1 fr. 85), 2 fr. 50 chez vous.

— Mais aussi la vie est plus chère ici qu'en France?

— Pour vous, dans la ville, oui, assurément; pour un ouvrier, dans les faubourgs, elle est certainement moins chère.

« Non, je vous le répète, toutes ces revendications, tous ces programmes n'étaient que des prétextes, poursuit M. Smyrnov sans hâte, avec son jovial sourire et de son ton bonhomme. Nos ouvriers ne se sont jamais plaints. Encore un fois, cette grève n'aurait jamais éclaté, s'ils n'avaient pas voulu en faire « une pierre d'essai ».

— A quoi bon, fis-je, si réellement ils n'ont pas à se plaindre d'une vie trop dure?

— Ah! voilà, il faut connaître la foule. Il y avait parmi eux deux catégories d'individus : ceux qui ont toujours une tendance au mécontentement, et, à côté d'eux, certains qui songeaient à des bouleversements politiques. Parmi eux, le prêtre Gapone, un orgueilleux, affamé de commandement, un homme sans instruction, sans élo-

quence, mais sachant cependant parler aux ouvriers, ignorant des questions ouvrières aussi bien en Russie qu'à l'étranger.

« Ceux-ci se sont bien gardés de rien dire aux autres de leurs projets secrets. Ils se sont uniquement adressés à leurs appétits. Ils leur ont parlé salaires et journée de huit heures, toutes choses qu'ils n'ont même pas inventées, et qu'ils ont trouvées toutes formulées dans vos programmes socialistes. Gapone se vantait de son influence auprès des ministres. Ses amis répétaient que le gouvernement était tout prêt à intervenir en leur faveur, qu'il leur suffirait pour cela de remettre une pétition à l'Empereur... Et voilà comment fut organisée la journée du 9! »

Tel fut le récit de M. Smyrnov. Il est exact dans sa substance, et les ouvriers ne contredisent pas les faits. Mais tandis que le directeur multipliait affiches et proclamations et tenait avec les délégués de ses ateliers d'infructueuses palabres, la masse ouvrière de Pétersbourg s'enflammait à son tour au tison déposé le 29 décembre à l'usine Poutilov, et les unions se chargeaient d'agiter les torches. Le soir du 4 janvier, plusieurs sections se réunissent à l'occasion de ces événements. Celle de Narva décide de faire sien et de communiquer aux autres tout ce qu'il y a de général dans les revendications soumises à M. Smyrnov. Elle les confirme et les complète par l'adjonction des six paragraphes suivants :

I. Suppression absolue des travaux supplémentaires; II. Abolition des perquisitions chez les ouvriers; III. Suppression des amendes pour interruption de travail pendant trois jours; IV. Paiement, pendant les jours de maladie, de 50 p. 100 des salaires; V. Paiement du salaire intégral, si la maladie a été occasionnée par le travail; VI. Soins gratuits aux ouvriers et à leurs familles.

L'exemple des ateliers Poutilov est soudain contagieux. Un proverbe russe dit : Moscou a brûlé par la simple flamme d'une chandelle. Tout Pétersbourg s'éclaire à la petite lueur qui a brillé, le soir du 29 décembre, le long de la chaussée de Péterhof. Le 4 janvier, à deux heures, les 2.500 ouvriers de l'ex-usine métallurgique Berde, actuellement Société franco-russe, proclament la grève, la confirment le lendemain. Ici, comme à l'usine Poutilov, c'est la guerre.

C'est la guerre aussi, dans le quartier de Nevsky, à l'usine de constructions maritimes, à la manufacture de coton, à la manufacture de tissage, au tissage d'Ekatérinhof, dont les ouvriers, le même jour, abandonnent les ateliers. Puis c'est le tour des usines d'Oboukhov et de Kolpino. Puis, aux chantiers de la Baltique, suivent la fabrique de cartouches, la manufacture d'armes; puis, la fonderie mécanique Alexandrovsky, la fabrique anglaise Thornton, la fabrique de drap du baron Stieglitz, la brasserie Dourdine, la distillerie d'eau-de-vie de l'Etat, les distilleries Keller, Beckmann, la fabrique russo-américaine de caoutchouc, la savonnerie Yonkov, la fabrique de cartes à jouer de l'Etat, la fabrique de papier Vargounine, la fonderie mécanique Atlas, les typographies Wolff et Max, les trois importants établissements Nobel, Lessner, Phénix, etc... Le soir du 7, *soixante-quatorze* établissements sont fermés, et *quatre-vingt-treize mille* ouvriers ont proclamé la grève.

Mais le feu gagne. Toute la ville frémit. Dans les faubourgs, la masse des grévistes emplit les vastes rues de sa houle silencieuse. Des émissaires en nombre visitent les usines encore ouvertes, soufflent à travers les ateliers en rumeur le vent de la grève, appellent leurs camarades au devoir de solidarité, les y contraignent s'ils résistent, ne dédaignent pas un seuil, si humble qu'il soit, pénètrent jusque dans les petits ate-

liers, dans les boutiques, où quelques ouvriers travaillent obscurément, soulèvent tout le peuple du travail pour une revendication solennelle. Les imprimeries elles-mêmes, les journaux, qui pourtant sont leurs trompettes de renommée, ne sont pas épargnés. Leurs typographies reçoivent les impérieuses adjurations des « débaucheurs ». Ils se présentent à deux ou trois cents aux *Novosti*, journal libéral. Le directeur, M. Notovitch, leur délègue son collaborateur, M. Katlovker.

— Que faites-vous? dit celui-ci. N'avez-vous pas besoin des journaux? Ne savez-vous pas que nous sommes avec vous?

— Qu'importe! s'exclament ces logiciens. Vous n'êtes pas libre, vous ne pouvez ni parler selon votre conscience, ni même publier la vérité des faits. Vous êtes aussi impuissant pour nous que contre le pouvoir. La grève!

Pour la dernière fois, les journaux paraissent le 7 janvier. Pendant plus d'une semaine, Pétersbourg n'aura, pour toutes lectures, que le *Messager du Gouvernement* et la *Gazette de la Préfecture*.

Dans la journée du 8, l'œuvre est accomplie : *mille six cent quatorze* établissements de toutes sortes, ceux qui fournissent les armées et fabriquent des plaques de blindage aussi bien que ceux qui alimentent l'industrie privée, sont en chômage. La grève générale est intégrale. Levée prodigieuse d'une armée de travailleurs, et telle que le monde sans doute n'en a jamais vue de semblable. La fièvre du combat, la sympathie de l'opinion, l'inquiétude maintenant avérée du pouvoir, l'excitent, la grisent, décuplent ses volontés et ses forces. Elle s'enivre d'événements tragiques : le 2/15 janvier, ce coup de revolver qu'un étudiant tire, à la gare de Moscou, contre le général Trépov, dit-on, en réalité contre le grand-duc Serge, ainsi qu'on l'a su plus tard ; le 6/19, ce mystérieux coup de mitraille qui traverse la Néva, passe au-dessus de la

tête de l'Empereur occupé à bénir les eaux, et va briser un lustre dans le Palais d'hiver. Le lendemain, Nicolas et la Cour partent à Tsarskoé-Sélo : ils y sont restés plus de cinq mois.

Jusqu'au matin du 9, toute l'action du gouvernement est en ceci, que l'Empereur quitte sa capitale. Depuis dix jours que dure la grève, depuis dix jours qu'elle s'enfle et se multiplie comme le débordement d'un fleuve, le pouvoir a affecté de l'ignorer. Le prince Sviatopolk Mirsky, visiblement effaré et théoriquement démissionnaire, se désintéresse de ces choses. Le préfet de la ville, le général Foullon, assiste impassible à la désertion des ateliers. Le général Foullon est d'ailleurs un homme bienveillant et doux, qui répugne aux mesures de violence, et à qui l'on a fait injustement, en France et à l'étranger, une détestable réputation de férocité. Les troupes nombreuses qui stationnent à Pétersbourg sont, pendant ces dix jours, restées dans leurs casernes. On s'est contenté de garder l'usine Poutilov, où l'on redoute la colère de la masse. On a envoyé quelques détachements à la porte d'autres établissements; et chaque fois, comme à la fabrique de tabac Chapsal, ces détachements se sont retirés devant les grévistes qui se présentaient. Bien mieux, si l'on ne peut pas dire qu'il y ait eu protection de la grève, il y a eu, du moins, un parti pris de ne rien faire qui puisse surexciter les ouvriers en s'opposant à son développement. J'ai recueilli plus d'une anecdote démonstrative. En voici une. Dans une rue de Vassili-Ostrov, proche du logis d'un général, se trouve une manufacture qui n'avait pas encore cessé le travail et dont la porte était assiégée par une foule de grévistes « débaucheurs ». Grand ennui pour le général, qui se voit bloqué chez lui et craint un mouvement de foule dangereux pour la sécurité de son domicile. Que fait la police? Un

de ses officiers se rend auprès du directeur de la manufacture et lui donne le conseil aimable de licencier immédiatement ses ouvriers pour éviter des désordres possibles.

Ainsi le pouvoir débonnaire préludait à la tuerie.

VI

LES OUVRIERS SE PRÉPARENT

Une pièce se joue dans la coulisse. — Le Comité central des Unions. — On manifestera au mois de mai. — Poutilov précipite les événements. — Grève politique ou économique? — L'organisation. — Les révolutionnaires et les libéraux contre Gapone. — 250.000 grévistes mobilisés en six jours. — Gapone se multiplie. — Les serments. — Constitution, vaincre ou mourir. — Un mouvement romantique. — La fièvre. — La pétition. — On se défie des « Messieurs ». — Le peuple et les Japonais. — Les femmes ont peur. — La grande veille. — Les informations du *Messager*. — Gapone donne rendez-vous à Nicolas. — La police se meut. — Lettre d'Anna à Michel. — Les intellectuels se montrent. — Gorki et le Comité des Dix. — « Ce sont des blagues », dit le baron.

Tandis que M. Smyrnov, que la Société franco-russe, que tous les chefs d'établissements, successivement gagnés par le fléau, s'épuisaient à persuader les ouvriers, rédigeaient des affiches et s'escrimaient en discussions, dans la coulisse une pièce se jouait qu'ils ne soupçonnaient pas, et, sans qu'ils s'en doutassent, ils y tenaient un rôle. Tous ces délégués, tous ces grévistes n'étaient que les personnages apparents d'un drame dont la substance échappait aux patrons, et les patrons eux-mêmes n'étaient que des pantins dont un metteur en scène mystérieux tirait les ficelles.

Ce metteur en scène, c'était le Comité central des douze unions d'ouvriers de Saint-Pétersbourg. Déjà, le

27 décembre/9 janvier, deux jours avant la première démarche faite auprès de M. Smyrnov, trois cent cinquante ouvriers, représentant tous les établissements et toutes les industries, s'étaient réunis pour se concerter sur la situation ouvrière, avaient décidé de demander aux patrons la réintégration de leurs camarades congédiés, de prévenir le gouvernement qu'ils ne répondaient point de la tranquillité des ouvriers de la ville, et, deux jours après, la première rencontre des délégués et de M. Smyrnov n'avait été que la mise en œuvre de ces inquiétantes décisions.

Longuement et à plusieurs reprises, je me suis entretenu avec des hommes qui furent étroitement mêlés aux mouvements préparatoires de la crise et à la crise elle-même, et qu'il m'est, on le comprendra, interdit de désigner. Je tiens d'eux un récit extrêmement minutieux de ces faits. Il a ceci d'original que, s'il est la contre-partie du récit des patrons, il ne le contredit pas. Il y a entre eux un point commun. M. Smyrnov m'avait dit : « La grève n'a été qu'un prétexte et une pierre d'essai. » Les organisateurs de la manifestation disent : « Elle n'a été qu'une occasion. » Ils ne font nulle difficulté de reconnaître qu'en effet ils n'ont pas mis de bonne grâce dans leurs discussions, et qu'ils y ont montré une intransigeance réfléchie. Ils en expliquent les raisons.

— Il y a exactement cinq mois, en septembre, me dit l'un de ces hommes, le pope Gapone, président général des douze unions de Pétersbourg et de Kolpino, soumit pour la première fois aux quarante membres du Comité central l'idée de la manifestation qui devait éclater inopinément le 9 janvier. Oui, sans doute, inopinément. C'est pour le mois de mai qu'elle était projetée, car on estimait nécessaires à sa préparation ces quelques mois. Mais l'incident des ouvriers renvoyés des usines Poutilov a brusquement surgi; deux d'entre eux étaient membres

du Comité; une effervescence s'est produite, que l'on a jugé possible et utile d'exploiter sur-le-champ; d'autre part, on redoutait que la police, instruite enfin de l'agitation secrète qui se poursuivait, ne la brisât par quelques mesures irréparables; déjà l'on savait qu'informée une première fois par un traître, elle avait haussé les épaules devant l'invraisemblance de la révélation; on était à la merci d'une nouvelle dénonciation qui serait écoutée. D'où la grève générale, d'où la démonstration du 9/22 janvier. »

J'ouvrais des oreilles attentives à ce singulier langage. Bien souvent, en France et ailleurs, nous avons vu se déclarer des grèves dont un renvoi d'ouvriers ou une question de salaires n'étaient que des prétextes ou des occasions; mais combien de fois les organisateurs de ces grèves ont-ils osé avouer aussi franchement, aussi loyalement, aussi rudement, les desseins que dissimulaient ces prétextes? Je demandai :

— Vous savez que l'on accuse les chefs d'avoir trompé la masse ouvrière et donné une apparence politique à un mouvement qui, en soi, était foncièrement économique? Est-ce vrai?

— Je ne répondrai pas à votre question. Le simple historique du mouvement sera tout à l'heure ma réponse. Laissez-moi seulement vous demander comment vous distinguerez une manifestation économique d'une manifestation politique. Vous dites à des travailleurs : « Vos salaires sont insuffisants, vos heures de travail sont excessives. La grève, pour obtenir justice! » Voilà, en effet, qui est purement économique. Mais vous leur dites aussi : « Si vous gagnez peu, c'est que d'autres gagnent trop : forcez-les, par la grève, à vous reconnaître ce qui vous revient justement. » Voilà un argument social. Et si vous ajoutez : « Tant que vous n'aurez pas changé les institutions, vous serez condamnés au même labeur stérile »,

vous êtes en pleine propagande politique. Qui soutiendra que ces trois espèces d'arguments n'ont pas été soumis aux ouvriers? et qui établira dans quelle proportion la masse s'est attachée à l'un ou à l'autre? »

Mais comment fut-il possible d'organiser, à l'insu de la police, une propagande aussi profonde et continue? Les réunions furent nombreuses et de deux sortes. Les unes, publiques et officielles, se tenaient périodiquement aux sièges respectifs des douze sections de l'Union : réunions académiques, où quelques orateurs se bornaient à entretenir les ouvriers, dans les termes les plus vagues, des conditions générales de leurs métiers, et qui se terminaient presque toujours par un concert populaire dont la recette alimentait la caisse de l'Union. Les autres, bien plus importantes, étaient secrètes, quasi quotidiennes et toujours improvisées. Au dernier moment, deux ou trois affiliés, habitant la même rue, allaient frapper au logis des ouvriers voisins, et, à une douzaine, quinze au plus, on s'assemblait soit dans la chambre de l'un d'eux, soit dans l'arrière-boutique d'un marchand de vin ami.

Gapone était l'âme de ces conciliabules. C'est lui qui les décidait, qui en fixait le lieu, qui y parlait. C'est par leur moyen qu'en peu de mois il portait de 5 à 12 le nombre des sections et à 30.000 le nombre de leurs adhérents. Qu'y disait-il?

Il y faisait du socialisme, mais du socialisme d'une espèce particulière, du socialisme respectueux et conservateur. Il s'y montrait aussi ardent contre les révolutionnaires purs que contre le régime bureaucratique, qu'il dénonçait comme la plaie de la nation. Entre les révolutionnaires et les social-démocrates, d'une part, entre ceux qui prêchent la destruction totale de la Société actuelle et sa reconstruction, et, d'autre part, les libéraux de salon, les « intellectuels » de la littérature, qui, trop longtemps, pérorèrent et dédaignèrent de s'appuyer sur le

peuple des ateliers, Gapone et ses amis travaillaient à la constitution d'un parti intermédiaire qui, répudiant la violence des uns, s'approprierait pour les réaliser les idées des autres, et tiendrait à peu près la place des radicaux-socialistes dans la politique française.

Ils se disaient purement constitutionnalistes, sans préciser du reste ce qu'ils entendaient par là, mais partisans des moyens pacifiques, et ils proclamaient par-dessus tout leur dévouement à l'Empereur, affirmant que leur dessein était d'en appeler à lui pour l'élaboration des réformes nécessaires et la répression des abus administratifs.

— Ainsi, continuait mon interlocuteur, Gapone s'avançait à la conquête des consciences et préparait les esprits à l'acceptation de la grève générale, considérée à la fois comme manifestation ouvrière et comme démonstration politique, et l'habileté consistait à réunir sous un même drapeau les tenants de l'une et de l'autre. Ce faisant, il tournait à la fois contre lui les forces extrêmes de l'opposition : à gauche, les social-démocrates, dont les idées, sans aucun doute, le pénétraient sans qu'il en eût peut-être conscience, mais qui ne lui pardonnaient pas de leur enlever une partie de leur programme sans adopter leurs méthodes et leur hiérarchie ; à droite, ceux des libéraux « intellectuels » qui ne l'ignorèrent point, mais qui virent en lui un brouillon destiné à compromettre le succès de leurs discrètes et académiques dissertations. Et les uns et les autres, les yeux fermés à l'œuvre qu'il accomplissait souterrainement, l'accusaient de n'être qu'un agent provocateur au service de la police de l'Empire et se détournaient de lui avec des pudeurs inquiètes.

« Combien ils faillirent, en méconnaissant Gapone! Pour ceux-ci, il allait conquérir et drainer la grande masse ouvrière, jusqu'à ce jour méfiante des hommes de « l'intelligence », et apporter à l'idée constitutionnelle l'inappréciable renfort d'une base populaire. A ceux-là,

Gapone devait être plus précieux encore. Aveugles, ces socialistes qui ne virent point que ce prêtre audacieux et enthousiaste, amoureux du danger, était des leurs par destination ! Ne savaient-ils pas qu'il avait été jadis expulsé du séminaire pour le libéralisme de ses idées ? Ne devaient-ils pas tenir compte des habitudes d'esprit mesurées et prudentes que l'éducation ecclésiastique avait déposées en lui? Ne comprenaient-ils point qu'il se fût brisé, comme eux-mêmes, ou du moins qu'il n'eût progressé qu'avec une lenteur décourageante, à heurter de front les indolences d'un peuple ignorant, ennemi de la violence, et dont une forte secousse pouvait seule forcer les résistances d'inertie? Enfin, n'apercevaient-ils pas que tout le passé de Gapone, son action, sa propagande, l'enchaînement des idées et des faits, devaient le conduire au socialisme, l'amener à eux, recrue déjà triomphante? Le partisan, au point de la route où s'est engagé le pope, n'est plus libre de rétrograder, et une fatalité le pousse à marcher jusqu'au point extrême où s'épanouissent les énergies populaires qu'il va servir.

D'ailleurs, ce double ostracisme gêna peu Gapone. Les social-démocrates n'étaient pas assez nombreux pour contrarier sa propagande, et les « intellectuels », pour la plupart sans attache avec les ouvriers, étaient sans prise sur eux. C'est ce qui explique qu'ils n'eurent aucune part à la journée du 9/22. Le grand écrivain Maxime Gorki, qui expia en prison le crime d'avoir fait une démarche et un discours et rédigé une lettre non envoyée, a vu pour la première fois Gapone le jeudi ou le vendredi qui précéda ce rouge dimanche. Le parti libéral n'a commencé de se mettre en mouvement que dans les dernières quarante-huit heures. Après le 9, il a donné un peu de son argent : 50.000 roubles (133.000 francs) pour les blessés et les familles des morts, et, dans le temps qui suivit, une moyenne de 5.000 roubles par jour.

Voilà dans quel état de préparation morale éclata soudain l'incident de la Société Poutilov. D'une part, 30.000 ouvriers environ fortement travaillés par la propagande économico-politique; d'autre part, une masse ouvrière dix fois plus nombreuse, que l'on s'efforçait de pénétrer chaque jour davantage, mais sur les dispositions de laquelle on manquait d'indications formelles. Lorsque la grève générale apparut possible au Comité central et qu'il l'eut résolue, il s'employa à la réaliser avec une ardeur prodigieuse. En six jours, qu'on y songe, cette masse énorme fut mobilisée, et furent soulevés pour la manifestation 250.000 grévistes; c'est le chiffre que l'on n'a pas osé dire, et c'est le chiffre minimum ; réfléchissons que Pétersbourg compte plus de 300.000 ouvriers, que 1.614 établissements chômèrent, que les usines Poutilov à elles seules occupent 13.000 ouvriers, que toutes les usines et ateliers de toutes sortes, que beaucoup de magasins furent fermés, que les journaux mêmes durent cesser de paraître : un si complet arrêt de la vie économique s'expliquerait-il, si la moitié seulement des travailleurs avaient abandonné le travail ?

Afin de mouvoir cette masse, Gapone avait besoin de s'assurer d'abord de la discipline des membres de l'Union. Les trois ou quatre premiers jours, c'est sur eux, et sur eux seuls, qu'il porte son effort. Dans tous les quartiers, à toutes les heures, il multiplie les assemblées. Mais dès le début, il proclame que la grève n'est qu'un moyen, que les revendications économiques ne sont qu'une occasion pour atteindre des réalités profondes. Il parle sur la liberté, sur la nécessité de donner une Constitution à la Russie, sur le devoir qui s'impose au peuple de forger l'instrument de salut.

Son éloquence simple et fiévreuse étreint ses auditeurs. Il les presse, les objurgue. Il leur dit : « Levez les mains ! Jurez d'aller jusqu'à la mort, s'il le faut ! » Et ils éten-

dent les mains, ils jurent; des hommes pleurent; d'autres se meurtrissent les poings sur les murs comme pour s'affirmer leur énergie; ils crient, avant de se séparer, en une formule qui avait jailli spontanément : « Constitution, vaincre ou mourir! »

C'est seulement à partir du vendredi matin, alors qu'il se crut sûr des trente mille affiliés de l'Union, que Gapone s'adressa aux ouvriers libres.

Un des témoins de ces forts spectacles me dit :

— Tout cela, voyez-vous, c'est ce que vous appelleriez du romantisme. Oui, c'est un « mouvement romantique » qui a, tout d'un coup, en si peu d'heures, soulevé cette masse populaire et l'a gonflée d'une foi intrépidement naïve. Non seulement ils pensaient ne rien faire qui dépassât la légalité, mais ils s'imaginaient qu'en portant à l'Empereur cette pétition qu'avait rédigée Gapone et par laquelle il donnait un sens à la manifestation projetée, ils exerçaient un droit, et que l'Empereur, en la recevant, accomplirait un devoir de bonté et une fonction de sa charge. Ils ne doutaient point que l'ordre des choses dût être tel qu'ils l'avaient réglé, et quant à l'efficacité de leur démarche, ils en attendaient tout, la liberté, la vie, la joie, avec candeur. Ils y comptaient si profondément, que, privés de ces biens, ils n'espéraient plus de quiétude que dans la mort, et ils le proclamaient sans violence et sans emphase.

« Le 7 et le 8 janvier (20 et 21) furent des journées intenses. Après les trois ou quatre jours que les trente mille ouvriers affiliés avaient employés à cimenter fortement leur union, il ne restait que ce temps pour expliquer à la foule des autres la nécessité et l'objet de la manifestation projetée et les y entraîner. Dès ce moment, l'on ne doutait point de la réussite. C'est le jeudi soir que la manifestation fut publiquement annoncée pour le dimanche suivant : si Gapone n'avait pas cru

qu'elle dût être unanime, il est certain qu'il n'y aurait pas mis tant de hâte.

« Voici ce qui se passa dans ces deux journées.

« De six heures du matin à minuit, sans discontinuer, les séances se succèdent dans chacune des douze sections de l'Union. Tous les ouvriers y sont conviés, tous s'y rendent. Le Slave est curieux, il aime les discours, et ces hommes étaient malheureux. On les fait entrer par fournées. Selon la dimension des salles, ils s'y trouvent entassés à cinq, six, sept ou huit cents, jusqu'à faire éclater les murs. Les autres attendent au dehors le moment de prendre la place de leurs camarades. D'autres les suivent à leur tour, et ainsi de suite, sans interruption, du matin jusqu'au milieu de la nuit : on commence et on finit à la lumière du gaz.

« Vous me demandiez ce qui l'avait emporté, de la politique ou de l'intérêt, dans la révolte ouvrière, et vous voulez savoir quel désastre d'espérance, durant l'affreuse journée du 9, mit dans la bouche du peuple, résigné devant les fusils abaissés, cette obstinée lamentation : « Nous voulons mourir ».

« Je vais vous dire ce que l'on faisait dans les réunions des sections.

« Un orateur, qui était un ouvrier, car Georges Gapone, se multipliant, ne pouvait cependant être partout à la fois, contait, en mots brefs, l'historique de la grève. Il insistait sur les privations de l'ouvrier, sur ses besoins, sur la misère des familles. Il montrait l'aube prochaine, le Tsar clément à son peuple, mais trompé par une bureaucratie vexatoire, policière et corrompue. Il indiquait le remède : le recours direct du peuple à son Empereur, la transformation des institutions, la liberté conquise sur la servitude. Un effet oratoire revenait dans la plupart de ces harangues; ils disaient : « Alexandre II, le Grand Tsar libérateur, a délivré les corps : il reste à délivrer les

âmes, et ce sera l'œuvre du Tsar Nicolas II, s'il consent à vous écouter ».

« Alors on donnait lecture de la pétition qui devait être solennellement remise à l'Empereur au Palais d'hiver, le dimanche, à deux heures. Cette pétition, dont la plupart des journaux français n'ont donné que des parties, je vais vous la lire. »

Phrase par phrase, mon interlocuteur me traduisit ce document.

Il débutait par un réquisitoire passionné contre la dureté des patrons, contre la tyrannie et l'arbitraire gouvernemental, contre une administration « pillarde » et « voleuse », qui prive le peuple « de tous moyens d'exprimer ses désirs et de participer à la répartition des impôts ».

« Nous sommes insultés, traités non comme des hommes, mais comme des esclaves... Nous avons bien souffert déjà, et, de jour en jour, de plus en plus profondément, nous nous enfonçons dans la boue... Nous sommes en train de périr, nos forces sont épuisées... L'Administration est composée de gens qui volent et pillent; c'est elle qui a amené la ruine complète du pays, qui lui a fait subir une guerre honteuse, et qui conduit la Russie toujours plus près de l'abîme... »

Du bon plaisir des fonctionnaires, il en appelait à la justice impériale :

« Empereur! viens au secours de ton peuple et abats la muraille qui te sépare de lui! Puisse ton peuple gouverner avec toi!... Il est indispensable que le peuple s'aide soi-même, car seul il connaît ses véritables besoins. Ne repousse pas son aide. Accepte-la, Sire. Ordonne que des représentants de tous les états et de toutes les classes de la terre russe soient convoqués. Qu'il y ait là et le capitaliste et l'ouvrier, et le fonctionnaire et le prêtre, et le docteur et le maître d'école. Que tous, quels qu'ils soient, choisissent

leurs représentants. Que tous soient égaux et libres dans le droit d'élection... C'est là notre principale demande; tout y est renfermé. »

La pétition résumait ensuite les cahiers des revendications. Les voici dans leur ordre :

I. Mesures contre l'ignorance et la servitude du peuple russe. — Liberté et inviolabilité de la personne; liberté de la parole, de la presse, d'association, de conscience, instruction publique et obligatoire aux frais de l'Etat; responsabilité des ministres devant le peuple, et garanties pour l'application des lois; égalité de tous les hommes sans exception devant la loi; amnistie pour tous les condamnés politiques.

II. Mesures contre la misère. — Remplacement des impôts indirects par un impôt direct et progressif sur le revenu; abolition des paiements pour le rachat de la terre et organisation du crédit pour les humbles; remise progressive de la terre aux paysans.

III. Mesures contre l'oppression du travail par le capital. — Protection du travail par la loi; liberté des associations ouvrières; journée de huit heures et réglementation des heures supplémentaires; liberté de la lutte du travail contre le capital; participation des délégués ouvriers à l'élaboration d'une loi sur les assurances ouvrières; salaire normal.

Et elle se terminait ainsi :

« Voilà, Empereur, nos principaux besoins. Nous sommes venus te les exposer. Ordonne et jure de les satisfaire; tu feras la Russie heureuse et pleine de gloire, et ton nom restera gravé dans nos cœurs et dans ceux de nos descendants pour l'éternité. Mais, si tu n'ordonnes pas cela, si nos prières ne trouvent pas d'écho en toi, nous allons mourir ici, sur cette place, devant ton palais. Nous ne savons plus où aller. Nous n'avons même plus de but. Deux routes seulement nous sont ouvertes : celle de la liberté et du bonheur, ou celle du tombeau. Désigne-nous, Sire, l'une ou l'autre. Nous la suivrons sans murmurer, fût-ce celle de la mort. Que nos existences soient offertes en sacrifice à la trop souffrante Russie! »

— Voilà, monsieur, quel fut ce document. Il plaçait en première ligne les revendications politiques, puis les revendications économiques et agraires; rédigé par et pour des ouvriers, il gardait la dernière place aux revendications purement ouvrières.

« Lorsque la pétition avait été lue, discutée, mise aux voix et adoptée, tous les assistants étaient invités à la signer. Et tous alors posaient leurs signatures sur des feuilles préparées; puis ils se dispersaient, et commençait bientôt une nouvelle séance. Or, *cent trente-cinq mille* signatures furent ainsi recueillies en deux jours; cent trente-cinq mille, j'insiste sur ce chiffre authentique; si l'on avait eu quelques jours de plus, jugez du nombre de pétitionnaires qu'il eût été possible de recruter!

« Oh! je ne prétends point que l'unanimité des ouvriers fût consentante aux termes de cette pétition! Je veux être, nonobstant toute considération de parti, strictement véridique. Dans plus d'une de ces réunions précipitées, il y eut de l'opposition. Une partie de la masse ouvrière entendait borner son action protestataire aux revendications économiques.

— Ce n'est pas toutes ces belles phrases qu'il faut écrire, faisaient-ils. Nous voulons seulement améliorer notre sort, qui est très misérable. Nous ne voulons pas « faire des choses avec des messieurs ». Cela est bon pour les étudiants, qui sont instruits et qui savent parler. Nous, pauvres ouvriers, peut-être nous serions châtiés par la police, etc.

« Mais leurs orateurs étaient chaque fois interrompus par l'impatience des autres.

— Assez! leur criait-on. Vous parlez comme la police. Vous êtes des espions!

— Et vous, des étudiants déguisés!

— Vous, des « peaux achetées »!

« Et on leur jetait à la tête, comme un refrain, ce cri injurieux :

— Un rouble ! Vous avez touché un rouble ! Vous êtes les « un rouble »!...

« Pour argument suprême, il arriva qu'ils fussent rossés.

« On parla aussi de la guerre, comme vous vous en doutez bien. On criait : « Plus de guerre ! Plus de Mandchourie ! On tue les soldats du peuple ! » Et par intervalles, revenait le cri : « Brisons la police ! Détruisons la bureaucratie ! »

« Depuis le massacre, le gouvernement, dans le but de discréditer le mouvement ouvrier et de déshonorer ses organisateurs, laissa se propager le bruit imbécile qu'il aurait été suscité et entretenu par l'argent japonais. Que ne sait-il ce qui s'est passé dans ces réunions préliminaires ! Et quelles illusions ne se fait-il pas sur les sentiments du peuple à l'égard de la guerre et des Japonais ! Des ouvriers m'ont dit : « Si le Japon voulait donner de l'argent, on pourrait recommencer la grève !... Oui, oui, font-ils, de Satan lui-même, de Satan, nous accepterions de l'argent pour venger nos frères ! » Voilà où l'abaissement du régime a conduit le peuple !

« Cependant les femmes avaient peur et, par crainte de représailles, prêchaient la modération. Mais elles ne furent suivies que par une minorité. Autant qu'il est possible de faire des classifications qui ne soient pas tout à fait arbitraires, je crois sérieusement que l'on peut adopter, comme la probabilité la moins contestable, la répartition suivante : sur deux cent cinquante mille grévistes, un tiers prétendit se borner à une protestation économique ; les autres — une petite partie par entraînement, la majorité par une décision réfléchie — accomplirent consciemment une action politique. Mais tous se retrouvèrent unis dans la volonté de manifester publiquement le 9 janvier. »

La propagande portait. Le matin du 8, il y avait cent quatre-vingt-cinq mille grévistes; le soir, deux cent cinquante mille. Tout le ciel de Pétersbourg s'embrase à l'éclair de liberté. Si toute la Russie était ici, si le monde entier s'y était réuni, il semble que la Russie et le monde ne résisteraient pas à la furie de la contagion. Cette contagion suscite des énergies et sème des épouvantes. Devant une délégation de quelques ouvriers qui se présentent à lui, dans son bureau, le directeur de la fabrique impériale de porcelaine, institution d'Etat qui relève de la Cour, est pris de peur, s'affole, saisit son revolver; il n'a jamais vu de grève, il défaut à la pensée que des ouvriers peuvent quitter le travail sans ordres.

Voici la journée du 8/21. Veillée tragique. Le soleil a voulu voir ces choses. Il a percé les nuages mornes, il étincelle dans un ciel presque bleu, caresse le palais rouge du césar, drape l'immense blancheur de la Néva glacée. Les rues sont paisibles, les faubourgs silencieux. Mais, ces trois dernières nuits, on a distribué à toutes les mains, glissé sur tous les seuils, des proclamations socialistes. Ce matin, des meetings s'improvisent à la Maison du Peuple, fondation pourtant officielle, créée par Nicolas, administrée en son nom par le grand-duc d'Oldenbourg.

De nouvelles, on n'en a d'autres que celles que murmurent des bouches aux oreilles confidentes. Aucun journal ne paraît que le *Messager du Gouvernement* et la *Gazette de la Préfecture*. Y a-t-il une grève? La vie industrielle d'une capitale est-elle suspendue? Un peuple a-t-il annoncé pour demain sa procession solennelle? Le *Messager* l'ignore. Dans ses colonnes assainies, pas un mot de ces misères. Avant-hier, pour tout événement, il a signalé que le comte Chérémétiev, grand-veneur de la Cour, a eu le bonheur de se présenter à Sa Majesté. Il informe aussi que, selon le programme dressé par l'Académie des Sciences, les candidats au prix Michelson

devront rechercher les mots russes originaires du moyen âge et des vocabulaires turc, polonais et allemand. Ce matin, il décrit en style noble la fête de la bénédiction des eaux : un indifférent post-scriptum note la malchance qui a placé une gargousse de mitraille dans un canon de cérémonie.

Le pope intrépide a fait prévenir l'Empereur, à Tsarskoé-Sélo. Trois ouvriers, envoyés par lui, ont déposé à la porte du Palais une lettre qu'il a écrite :

« Souverain, ne crois pas que tes ministres t'ont dit toute la vérité sur la situation actuelle. Le peuple entier a confiance en toi ; il a résolu de se présenter demain, à deux heures de l'après-midi, devant le Palais d'hiver, pour t'exposer ses besoins.

« Si, irrésolu, tu n'apparais pas devant ton peuple, tu brises le lien moral qui existe entre toi et ton peuple. La confiance qu'il a en toi s'évanouira. Et en ce lieu coulera du sang innocent entre toi et le peuple. Parais demain devant ton peuple, reçois d'une âme vaillante notre humble pétition. Moi, le représentant des ouvriers, et mes courageux camarades, nous garantissons l'immunité de ta personne. »

En même temps, il en adresse une autre au ministre, prince Sviatopolk Mirsky :

Votre Haute Excellence,

Les ouvriers et les habitants de Saint-Pétersbourg des différentes classes désirent et doivent voir le Tsar le 9/22 janvier, à deux heures de l'après-midi, place du Palais d'hiver, pour lui exprimer personnellement leurs besoins et ceux de tout le peuple russe. Le Tsar n'a rien à craindre. Moi, comme représentant de l'Union des ouvriers des usines et fabriques russes, mes collaborateurs et camarades les ouvriers, et même le prétendu groupe révolutionnaire des différentes directions, nous garantissons l'inviolabilité de sa personne.

Qu'il vienne comme le véritable Tsar, d'un cœur vaillant, vers son peuple : qu'il reçoive de nos mains notre pétition.

Cela est réclamé pour son propre bien, pour celui des habitants de Saint-Pétersbourg et pour celui de la patrie. Autrement, pourrait survenir la rupture du lien moral existant jusqu'à présent entre le Tsar russe et le peuple russe.

Votre grand devoir moral devant le Tsar et tout le peuple russe est de faire connaître à Sa Majesté tout ce qui précède et notre pétition ci-jointe. Dites au Tsar que moi, les ouvriers et de nombreux milliers de gens du peuple, nous avons paisiblement, et avec foi en lui, irrévocablement résolu d'aller vers le Palais d'hiver. Qu'il montre réellement sa confiance par des faits, non par des manifestes.

Une copie de ce qui précède a été dressée comme document justificatif du caractère moral de la pétition et sera portée à la connaissance de tout le peuple russe.

(Signé du nom de Gapone et de ceux des onze représentants des sections de l'Union).

Il demande une audience au ministre des Finances, M. Kokovtsev, de qui relèvent les usines et fabriques. M. Kokovtsev la refuse. Quelqu'un, plus tard, lui dit :

— Que ne l'avez-vous reçu et fait arrêter ? C'était une bonne occasion.

— De quel droit? fit le ministre. Cet homme-là était-il criminel de représenter les ouvriers?

Nicolas viendra-t-il dans sa capitale ? Va-t-il trembler devant son peuple ? Aura-t-il la vaillance prestigieuse de se fier à lui, qui l'appelle et l'adjure? Consentira-t-il à recevoir sa délégation? On le croit. On l'espère. Les directeurs du mouvement qui, jusqu'à cette heure, restent loyalistes, le souhaitent du fond de leur cœur, dans l'intérêt même de sa dynastie. Mirsky est allé à Tsarskoé. A son tour, il a supplié César. César a, dit-on, promis qu'il serait exact au rendez-vous. Donc, il viendra ! Triomphe! Scellement de l'espérance populaire et de la bonne volonté impériale !... Non, il ne viendra pas...

Le peuple croit. Dans son cœur, dans sa volonté, dans sa naïveté, son soulèvement est pacifique. S'il est exploité par une bureaucratie avide, il se dit que cette même bureau-

cratie trompe à son tour son Empereur et exploite sa confiance. Que le peuple et l'Empereur se trouvent face à face, la bureaucratie sera balayée, la justice règnera. Il suffit d'oser ouvrir les yeux de l'Empereur, et l'Empereur tendra sa main. Il lui a, par sa pétition, ouvert les yeux, et l'Empereur va tendre sa main. Tout est donc bien. Ainsi pense-t-il. Foule ingénue, tes colères contre les hommes sont toujours des colères contre toi-même, et tu te venges sur eux des candeurs de ton âme! Une charge de Cosaques, trois salves, du sang sur de la neige, auront plus fait contre l'autocratie que vingt années de discours.

Le peuple espère en la venue de son Empereur. Il y a bien eu, le matin, une affiche du général Foullon, préfet de la ville, qui assure que toutes les mesures sont prises pour la répression des troubles, et l'on sait que des régiments sont enfermés dans les casernes. A quoi bon, puisqu'il n'y aura point de troubles et qu'il ne s'agit que de remettre un papier au souverain?... En même temps, du reste, les agents subalternes du gouvernement, les seuls qu'il connaisse, ne détrompent pas son espérance. A l'ouvrier Vassiliev, président de la section de la porte de Narva (usines Poutilov), qui s'est rendu au poste de police du district pour s'enquérir de nouvelles, le chef de ce poste répond que sans doute les manifestants pourront se rendre au Palais, précédés des icônes saintes, des images impériales et des bannières sacrées, à la condition qu'ils défilent en ordre et sur un seul côté de la chaussée. Le lendemain, les deux officiers de police, fidèles à leur parole, accompagnaient, tête nue, le défilé, et tombaient, frappés par les premières balles tirées contre les grévistes.

C'est dans l'après-midi de samedi que l'on conçoit les premiers doutes sur les dispositions pacifiques du gouvernement. La police, jusque-là muette et absente, et qui a laissé, sans intervenir, se dérouler aux sièges des Unions

toutes les assemblées ouvrières, se met en branle. Elle recherche pour les arrêter Gapone et ses principaux lieutenants. Avertis, ils se cachent. Le 8 au soir, à la réunion de la grande Zélénine, à Péterbourgsky Ostrov, un ouvrier accourt, envoyé par ceux de Poutilov pour apporter le salut de ses camarades, et il ajoute : « Je vous annonce que le père Gapone est en sûreté. »

La 2e section se réunit dans la 4e ligne de Vassili Ostrov. Un ouvrier s'y montre ivre. Les autres l'expulsent, sous les bourrades : « Est-ce que tu n'as pas honte, un jour pareil ! » A l'appel de l'orateur, ils étendent les mains, ils crient : « Nous jurons de mourir ! » Ils sortent et vont se coucher en disant : « Maintenant c'est décidé, nous avons prêté serment. » Un de mes amis, présent, demande à l'un d'eux :

— Voyons, êtes-vous bien résolu? Irez-vous demain au Palais?

Lui, simplement :

— Mais oui, puisque j'ai juré.

Il dit à un autre :

— Savez-vous que l'Empereur est à Tsarskoé-Sélo?

— Non, il est revenu. J'ai vu le drapeau sur le Palais.

— Il est à Tsarskoé. Tant qu'il est dans la circonscription de Pétersbourg, le drapeau flotte au Palais.

— J'irai tout de même au Palais.

— Si l'on vous repousse?

— Eh bien! nous mourrons.

Mourir, mourir... Ces terribles révoltés, sur qui l'on va tirer, ne parlent que de mourir. Ils n'imaginent pas que la mort soit une chose très différente de la vie où ils se traînent !

La femme enceinte de ce Vassiliev, qui allait aux renseignements chez l'officier de police, écrit ce billet à son mari, que l'on recherche et qui se cache :

« Michel, c'est peut-être la dernière fois que je t'écris. Peut-être je ne te verrai plus; mais si cela est ainsi, et si je suis veuve, je ne serai pas la seule. Va faire ce que ton devoir t'ordonne. Va soulever le poids qui pèse sur nos enfants. Je ne peux pas t'écrire davantage, parce que j'ai trop de peine. Je te donne ma bénédiction, et ta petite Lise t'envoie aussi la sienne. — Anna. »

Anna est veuve : Vassiliev a reçu le lendemain trois balles à Narva.

Alors seulement les intellectuels commencent de se mouvoir. En prévision des graves événements qui s'élaborent, et pour conjurer les malheurs qu'ils pressentent, mais non pas dans l'absurde intention qu'on leur a prêtée de constituer un gouvernement provisoire, puisque, pour les plus violents mêmes, il n'était pas question de s'attaquer à la dynastie, ils forment, le soir du 21 janvier, dans les bureaux du journal *Nachi Dni*, un Comité de dix membres, dont un ouvrier. Les dix, arrêtés ensuite, sont : Maxime Gorki, le vieil et célèbre Annenski, l'avocat et conseiller municipal Kédrine, le professeur Karéiev, Arséniev, Hessen, directeur du *Prava* (*le Droit*), le publiciste Sémevski, les écrivains Miakotine et Péchékonov, l'ouvrier Kouzine. Ils se rendent chez le prince Mirsky, ne sont pas reçus. Ils voient son adjoint, le général Ridzevski, lequel les accueille sèchement, ne leur offre point de sièges et leur répond de haut que le gouvernement n'a besoin ni d'invitations ni de conseils venant de personnes privées. Ils vont chez M. Witte, qui lève les bras, leur affirme qu'il ignore tout, qu'on ne le consulte sur rien, qu'il ne peut rien. En leur présence, il consent cependant à téléphoner au prince Mirsky et lui demande pour eux une audience : de nouveau le ministre refuse. Peu de jours après, au professeur Richter, M. Witte dit :

— J'aurais bien pu avoir l'impertinence d'aller, la nuit, réveiller l'Empereur à Tsarskoé-Sélo ; mais je ne

pouvais pas braver le ridicule de n'être pas reçu...

Alors, rebutés de tous, repoussés de partout, les Dix, appréhendant les calamités, se bornent à organiser hâtivement pour le lendemain une ambulance volante au jardin Alexandre. Plusieurs des étudiants et des étudiantes qui en furent les infirmiers volontaires devaient être les premières victimes des salves cosaques.

Cette démarche chez Witte se passait le samedi soir, à minuit, la veille du jour sanglant. Quelques heures auparavant, le directeur des théâtres impériaux, M. Téliakovski, s'était rendu chez le baron Freederickz, grand maréchal de la Cour, et lui avait demandé s'il n'y avait pas lieu de fermer les théâtres.

— Ne vous occupez donc pas de cela, avait répondu le baron, ce sont des blagues. Il n'y aura rien. »

VII

LE 9/22 JANVIER

Le matin d'un jour sanglant. — Stratégie populaire. — A Vassili Ostrov; les ponts gardés : salves. — A la chaussée de Schlusselbourg : un officier humain. — A Péterbourgsky Ostrov : salves. — A Viborg. — A Narva; dans l'attente de Gapone; la procession, les cantiques, les trois prêtres et les saintes images : salves; Gapone blessé. — De-ci, de-là, salves. — La foule à genoux. — Le tramway vidé. — Le cocher malade. — Les jeunes filles et les cosaques. — Balles dans le dos. — Les enfants dans les arbres. — A travers les grilles fermées. — Un cheval qui a de la race. — Le colonel et le iounker. — Un officier dirige une barricade. — Les surprises du savant Anoutchine. — L'enfant sur la barricade. — Discours à la Bibliothèque impériale. — « Allez donc en Mandchourie! » — La soirée. — Dans les théâtres. — La dernière apparition de Gapone. — « Quand les enfants ne sont pas sages, on les fouette. »

Il n'y eut rien, en effet, que, dans les foyers, des pères supprimés, et, pour l'autocratie, une irréparable victoire.

Ce matin, comme hier, le soleil d'argent s'est levé sur Pétersbourg. Au travers des maisons sombres et des vastes palais, entre les toits glacés sous leur tapis de neige, l'énorme trouée de l'immobile Néva creuse une avenue lumineuse. Ici, l'ample façade rouge du Palais d'hiver et de l'Ermitage. En face, de l'autre côté du fleuve, Péterbourgsky Ostrov; plus à gauche, Vassili Ostrov; loin vers la droite, Viborg. C'est ici, c'est au seuil de ce palais, sur cette place où s'érige, debout dans la neige, le granit rose de la monumentale colonne

d'Alexandre Ier, que converge dans ce petit matin l'espoir d'un peuple. C'est ici qu'ils vont venir, les 200.000 artisans, un papier à la main, et qu'ils s'apprêtent, l'ayant remis au césar qui aura daigné venir le chercher, à s'agenouiller dans la neige et à se prosterner en criant : « Vive l'Empereur ! »

Les faubourgs sont en rumeur. Bien que le rendez-vous ne soit que pour deux heures, dès le petit jour les ouvriers se sont levés ; ils encombrent les rues, échangent sans hâte et sans bruit de longs propos. Ils ne savent pas encore que les 40.000 hommes de la garnison sont sur pied, que des patrouilles commencent à circuler à travers la ville, que les ponts jetés sur la Néva, que toutes les portes du Sud sont gardées militairement, que Kleigels, l'ancien préfet de la ville, l'impitoyable exécuteur qui fut un des agents les plus zélés de M. de Plœhwe, est arrivé cette nuit à Saint-Pétersbourg pour doubler Foullon, de qui l'humaine énergie ne donne pas au pouvoir de suffisantes garanties. Ils ignorent aussi que Sviatopolk Mirsky a tenté cette nuit une suprême démarche à Tsarskoé-Sélo, qu'il en est revenu par un train spécial sans rapporter la parole de paix qu'il espérait. Et on ne leur a pas dit non plus que dès ce matin la ville est en état de siège, que tous les pouvoirs sont entre les mains du grand-duc Vladimir, commandant militaire des troupes de la circonscription, et que le grand-duc a déjà donné contre eux les ordres les plus sévères.

Cependant, vers midi, ce peuple commence de s'ébranler. Il faut qu'il soit exact à deux heures au rendez-vous, puisqu'il a juré de s'y trouver.

La stratégie de cette journée ouvrière est simple et candide.

Des douze sections des Unions de Pétersbourg, l'une a son siége à Kolpino, à une vingtaine de kilomètres : six autres sont situées à l'intérieur de la ville ; cinq enfin

dans la périphérie. Toutes ensemble vont mobiliser, nous l'avons dit, environ 250.000 grévistes.

A Vassili Ostrov, sur la rive droite de la Néva, 15.000 manifestants environ se groupent vers onze heures autour de leur section, dans la 4e ligne. Ils se mettent en mouvement, se dirigent, les uns vers le pont Nicolas, qui débouche sur le quai Anglais, pour gagner de là le Palais, les autres, longeant la Bourse, vers le pont du Palais, au bout duquel s'élèvent, à droite l'Amirauté, puis, derrière, le jardin Alexandre, et à gauche, le Palais d'hiver. Les deux ponts sont gardés. Des cosaques, des uhlans, appuyés par de l'infanterie, en barrent le passage. Étonnés, les manifestants parlementent, ils insistent, veulent forcer les cordons; la cavalerie charge, l'infanterie tire. Ils tentent de franchir la Néva sur la glace. Les passages qui y sont tracés sont gardés aussi, et, quant aux espaces libres, la surface tourmentée de ces glaces inégales, cette neige épaisse où l'on enfonce jusqu'aux genoux, ne permettent guère que l'on s'y engage. Ces ouvriers n'ont point d'armes. Désespérés, ils se replient vers leur île de Vassili, s'élancent vers la fabrique d'armes Schaff, la pillent, y mettent le feu, sont de nouveau sabrés par les cosaques accourus, se rejettent dans l'intérieur du faubourg, y font, jusqu'au milieu de la nuit, une résistance désespérée : nous les y retrouverons tout à l'heure.

Au Sud-Est, du côté de la chaussée de Schlusselbourg, ils sont une trentaine de mille. Ils se sont mis en marche de bonne heure, car ils sont loin de la ville. Ils arrivent au pont de Novo-Arkhanghelsky, jeté sur le canal Obvodny, qui fait à la capitale une ceinture liquide et sort de la Néva à 150 mètres de ce pont. Ici encore, des troupes. Ils essaient de la persuasion. Vains propos. Mais l'officier qui commande est un homme bienveillant. Il voit cette foule immense. Il comprend que des discours ne l'arrête-

ront pas, qu'elle voudra passer, qu'il ne pourra l'en empêcher qu'en la massacrant. Soudain, il fait un geste évasif et dit : « Ma consigne est de garder le pont et de vous empêcher de le franchir, mais je n'ai pas à m'occuper de ce qui se passe à côté. » Ils comprennent, tournent à droite, descendent sur la Néva, la suivent un instant, contournent le confluent de la rivière, remontent sur la berge en face des vastes docks qui la bordent, se dirigent vers l'intérieur de la ville, passent à côté du fameux couvent Alexandre Nevsky, et s'engagent dans la perspective Nevsky qui les conduira directement à la place du Palais et au jardin Alexandre, où on les recevra à coups de fusils. Ils n'auront eu, sur leurs camarades des autres quartiers, qu'un répit de deux heures.

Ceux de Péterbourgsky Ostrov, la grande île du nord de Saint-Pétersbourg, en avant de laquelle se trouve, comme un éperon fendant le fleuve, la trop célèbre citadelle-prison Saint-Pierre et Saint-Paul, ceux-là sont moins nombreux, huit mille environ. Leur rendez-vous est au coin des rues Grande-Zélénine et Ghesler, où se trouve le siège de leur section. Ils descendent la Grande Zélénine, gagnent Kamennoostrovsky prospect, y défilent devant la maison blanche de M. Witte, traversent le parc Alexandre (qu'il ne faut pas confondre avec le jardin Alexandre, voisin de l'Amirauté), et, ayant dépassé Saint-Pierre et Saint-Paul, se heurtent, sur le pont Troïtsky, à des troupes qui les accueillent par une demi-douzaine de salves. Le Palais d'hiver s'élève au bord de la Néva, entre le pont Troïtsky et le pont du Palais : de ces deux points, le mouvement était enrayé.

A l'est de l'île de Péterbourgsky, s'étend le quartier de Viborg, dont la section ouvrière est située dans la rue d'Orenbourg, et qui communique avec la ville par le pont Alexandre, où six mille manifestants viennent à leur tour se heurter aux soldats.

Ce n'est ni à Vassili, ni à Péterbourgsky, ni à Viborg que se produisent les plus sanglants conflits. C'est à la porte de Narva, qui, au sud-ouest de la ville, la met en communication avec un immense quartier de fabriques et d'usines. C'est ici, c'est au centre de la vaste place au milieu de laquelle se dresse, arc de triomphe qui sera tout à l'heure un arc de martyre, la haute et rouge porte de Narva, c'est ici que l'on a massé les plus nombreuses troupes, et c'est à elles sans doute que l'on a donné les consignes les plus strictes. Derrière Narva, c'est la chaussée de Péterhof; au bord de la chaussée de Péterhof, les cent hectares de l'usine Poutilov. Et l'on suppose que c'est de ce côté que Georges Gapone essaiera de faire son entrée dans la ville.

Voici là-bas la foule des grévistes, dont le moutonnement apparaît au loin sur la chaussée. Ils approchent. Voilà donc ces perturbateurs, ces frénétiques révoltés qui courent à l'assaut du pouvoir, ont délibéré de tordre et de briser un régime, conjuré le meurtre d'un monarque!... Ils marchent lentement, d'un seul côté de la route, selon les prescriptions de la police. Dans ce froid de janvier, beaucoup tiennent à la main leurs bonnets de fourrure. Ils chantent des cantiques. Les précédant, trois prêtres sont escortés de servants porteurs d'une icône, d'une grande croix d'argent, des saints Évangiles, des images du Tsar et de la Tsarine, et les domine l'étincellement métallique de quatre hautes bannières sacrées. Est-ce donc là une troupe d'émeute, la marche d'un peuple vers la Révolution? C'est une procession qui s'avance; mais à sa tête est le chef des perturbateurs, ce Gapone qui, sur sa vie, en son nom et au nom de ses camarades, a répondu hier de la vie de l'Empereur, et dont le crime est d'être là, en habits sacerdotaux, accompagnant les images saintes et les bannières, guidant le peuple qui lui a fait confiance vers la maison du Souverain.

La procession continue, de son pas régulier, sans hâte. « Halte ! » crie un officier. Comment le mot bref d'un officier arrêterait-il la coulée de 30 ou de 40.000 hommes ? Ont-ils même entendu l'ordre de l'autorité dans la rumeur de leurs cantiques? Le soleil brille au-dessus de leurs têtes, le froid les enveloppe, et la procession s'avance dans la neige. Ils sont au terme de la chaussée de Péterhof, ils débouchent sur la place, ils se dirigent vers la porte pourpre déjà, bien que le sang n'ait pas encore jailli. Les fusils s'abaissent. « Feu ! » crie la même voix. Une salve déchire de son claquement sec l'air glacé; des hommes tombent, les bannières sont perforées, l'image de l'Empereur — symbole tragique — est percée de part en part. Le premier de ceux qui sont tombés est Georges Gapone blessé. L'autocratie triomphe. Dominant cette tuerie, la grande Victoire, qui se dresse la tête ceinte de lauriers et debout dans un char à six chevaux, au-dessus de la porte de Narva, aspire la bonne odeur du sang.

La procession s'avance toujours. Une seconde salve retentit. Les ouvriers sont maintenant si près, que l'officier, n'osant pas, tout de même, les fusiller à bout portant, fait mettre à genoux le premier rang de ses hommes, et le second seul tire. Maintenant, les salves et les feux à volonté ne discontinuent pas; les malheureux tombent par centaines; pêle-mêle, les femmes et les enfants roulent dans la neige. La neige, tout à l'heure si blanche, est par endroits rose du sang répandu. Alors, les tristes hommes, stupéfaits plus encore que douloureux, reculent et se débandent. Ils ne comprennent pas encore. C'est tout à l'heure, c'est demain qu'ils comprendront, et toute leur vie ils se souviendront.

Ils s'échappent en désordre à travers leurs faubourgs, se groupent autour de l'Union, font des discours, lancent des proclamations révolutionnaires, et toute cette

agitation, lâchée par le gouvernement, durera jusqu'au soir.

Tandis que se passent ces choses aux portes de la ville, aux ponts de la Néva, de Schlusselbourg à Narva, en passant par Okhta, à l'est, où une pareille tuerie se consomme au même moment, les manifestants de l'intérieur, ignorants encore de ces drames, se dirigent lentement de l'est, du sud et de l'ouest, vers la place du Palais. Sans doute, puisqu'ils ont juré de s'y rencontrer. Ceux-là, c'est dans la perspective Nevsky, c'est au pont de Police. où la perspective franchit la petite rivière de la Moïka, c'est dans la grande Morskaia, qui coupe à angle droit la perspective et qui conduit au Palais d'hiver, c'est sur la place du Palais, jusqu'où certains ont pu arriver, c'est au jardin Alexandre, qui se développe à l'ouest de cette place, tout le long des bâtiments de l'Amirauté, c'est là que les fusils les attendent.

Pourquoi les fusille-t-on? Cette foule est sans armes. Cette foule n'est pas menaçante. Nulle part, elle n'a pris l'offensive; nulle part, on ne lui vit une physionomie d'émeute. Les gens du gouvernement, le lendemain, alléguaient des injures adressées aux officiers et aux soldats, des pierres qu'on leur lança. Triste excuse de l'agresseur qui fait à sa victime un crime de se redresser sous les coups! Oui, de volonté et de fait, cette foule pacifique ne souhaitait que voir son Empereur et lui parler. Volontiers, apercevant les soldats, elle aurait cru qu'on les avait disposés sur son passage pour donner à sa démarche une solennité plus grande. « Nous sommes venus pour mourir, nous ne demandons qu'à mourir! » criait son désespoir aux officiers qui lui faisaient les sommations. Et elle mourait en effet. Proche du jardin du Palais, une jeune fille anglaise a assisté, avec sa gouvernante, au spectacle que voici. Une foule était massée, face aux soldats qui défendaient le Palais. Elle

se tenait immobile, elle regardait, elle se taisait, elle attendait. « Feu ! » crie un chef. Des hommes tombent, nul autre ne bouge. « Feu ! » répète la voix. D'autres tombent encore. Ceux qui restent se mettent à genoux dans la neige; ils disent : « Nous n'avons plus qu'à mourir », et un murmure de chants religieux frémit au-dessus des têtes inclinées. « Feu ! » répète pour la troisième fois la voix sauvage. Une nouvelle moisson se couche, les corps s'affalent, et cette fois enfin la masse se disperse et fuit épouvantée...

Exemple saisissant de la résignation de cette foule. Parmi elle, il y a des femmes et des enfants. Qu'importe aux militaires, que paraît griser l'odeur de ce sang et qu'enivre la joie féroce de détruire une matière humaine qui n'a point d'armes pour se défendre et ne porte en son cœur nulle force de haine ! Il est établi qu'en aucun point de la ville le peuple ne fut l'agresseur. Il est établi qu'en plus d'un endroit la troupe a tiré, non pas même sur des manifestants, mais sur des promeneurs paisibles. Serait-il donc vrai, ainsi que me l'ont affirmé des hommes que je n'ai pas crus, qu'une partie de ces gens-là fussent ivres?

Un industriel français, homme sage, sérieux et mesuré, me dit :

— Je passais dans l'après-midi sur le pont de Police; la circulation y était si peu entravée que mon traîneau eut à peine à ralentir sa marche pour franchir le cordon des soldats. Je suivais la Perspective, et mon traîneau n'y avait pas fait trois cents mètres, que j'entendais des coups de feu venus de ce même pont de Police !

Une autre personne, également véridique, me dit :

— Près du pont de Police, un groupe d'une quinzaine de personnes, des badauds, étaient arrêtés au bord de la Moïka et regardaient ce qui se passait sur le pont. Tout à coup, sans cris de leur part, sans provocation, une décharge est dirigée contre eux : un vieillard tombe.

Les faits rapportés ici sont attestés par des témoins dignes de foi, et dûment contrôlés et vérifiés. Les exemples abondent de la férocité de carnage qui a, toute la journée, possédé les militaires.

Au passage d'un détachement des dragons de la garde, un voyageur se dresse à l'impériale d'un tramway, profère une injure et siffle. Instantanément, le tramway est arrêté; tous les voyageurs en sont arrachés et plus ou moins frappés; l'un d'eux, qui était peut-être le manifestant, qui n'était peut-être pas lui, est saisi, tué sur place.

Une dame hèle un traîneau.

— Je vous en supplie, fait le cocher, allons à l'hôpital, et dites que l'on me donne quelque chose.

— Vous êtes malade?

— Oh! oui, bien malade. Je viens de voir des soldats qui « déchiraient » un ouvrier en tirant ses membres dans tous les sens. Son sang coulait sur la neige. Et maintenant j'ai comme un drap de sang qui me couvre les yeux.

Sur la Moïka, deux jeunes filles, nommées Slavkov et Blatinsky, sont poursuivies par des cosaques dans le corridor d'une maison privée, tuées dans la cour à coups de baïonnette.

Un monsieur, confortablement habillé, atteint de deux blessures *dans le dos*, est transporté chez le pharmacien.

— Je sens que je vais mourir, murmure-t-il. Ecoutez bien ceci. A côté de moi, j'ai vu tomber dans la neige une femme blessée. Je me suis penché pour la secourir; alors ils sont arrivés et m'ont tiré dans le dos.

Au jardin Alexandre, des enfants ont grimpé dans les arbres et regardent la manifestation, lointains petits frères de ceux qui, jadis, agitant leurs casquettes, aux Champs-Elysées, regardaient passer, dans leur calèche de gala, le Tsar et la Tsarine. Des soldats les visent. Iénov, enfant de douze ans, et deux de ses camarades blessés, dégringolent sur le sol.

Les étudiants et les étudiantes de bonne volonté, que le Comité des Dix a constitués là en ambulanciers bénévoles, sont visés et frappés tandis qu'ils transportent des blessés. On a fermé les grilles du jardin Alexandre : à travers les grilles, on vise la foule emprisonnée. Au même endroit, on relève une femme qui a la tête presque tranchée.

Sur la perspective Nevsky, non loin de la Moïka, est campé un détachement de soixante-quatre hommes du régiment de Séménovsky. C'est l'heure où la manifestation, à son déclin, ne laisse plus dans la rue que des badauds. L'officier qui commande, pris soudain de vertige, ayant peut-être entendu une vague insulte, commande un feu de peloton. La perspective est prise en enfilade, quatre salves de seize coups chacune sont tirées.

Il y a pourtant, parmi ces soldats, des exemples de sang-froid et d'humanité. A Vassili Ostrov, un détachement du régiment de Finlande refuse de tirer et laisse faire la besogne aux cosaques. Un officier de la Garde reste en arrière de sa troupe qui charge et dit : « Mon cheval a trop de race; il ne voudrait pas marcher. »

Dans la Morskaia, débouche, l'épée à la main, un *iounker* (élève d'une école militaire), poursuivi par un tourbillon de manifestants qui hurlent des cris de mort. Sans doute, il a participé à la répression, et la foule, fiévreuse de vengeance, veut sa vie. Il est essoufflé, à bout de forces. Encore une minute, il sera rejoint. Il aperçoit un officier, le colonel d'état-major Kiannovski, jette son épée, et tombe dans ses bras. Le colonel, un homme solide, empoigne le *iounker*, enfonce d'un coup de pied la porte d'une boutique, l'y précipite et se met en travers. Mais les assaillants sont sur lui; à son tour, il va être débordé. Alors il saisit à pleins bras le premier qui s'offre à lui et l'embrasse sur les joues. La foule l'acclame et se disperse.

Devant la porte de l'hôtel de France, un homme s'approche d'un colonel de la garde, debout sur son cheval, et lui crie à pleine voix : « Assassin! Tu n'en as plus pour longtemps à assassiner! » L'officier ne fait pas un geste, ne détourne pas la tête, et l'homme disparaît sans être inquiété.

C'est à Vassili Ostrov que le combat est le plus acharné. En réalité, il ne cessera qu'au milieu de la nuit. Repoussés du pont du Palais et du pont Nicolas, les grévistes se sont repliés dans l'intérieur de l'île; puis, chargés par les cosaques aux environs de l'usine Schaff, qu'ils ont tenté de piller, ils font trois essais de barricades; ils en achèvent une, dans la quatrième ligne, non loin de Bolchoï Prospect. On voit un officier — le fait est avéré — en uniforme, l'épée nue, prendre la direction du travail. Il fait arrêter et réquisitionner des traîneaux, des camions; il envoie chercher des poteaux télégraphiques, des planches arrachées à des maisons en construction, et bientôt une barricade s'élève en travers de la rue, couverte en avant, selon les règles de la stratégie, par des réseaux de fil de fer. Parachevant l'œuvre, des drapeaux rouges la couronnent.

Toute la journée, des charges auront lieu à travers les rues de Vassili Ostrov. Elles n'épargnent rien ni personne. Le savant Anoutchine, secrétaire de l'Académie des sciences, qui se rend à l'Académie, non loin de la Bourse, est arrêté par une troupe.

— Où vas-tu? crie le colonel.

Il se nomme et répond :

— Je vais à mon poste, à l'Académie.

— Ah! ah! tu vas à ton poste? Eh bien! donnez-lui donc quelque chose à celui-là!

Les soldats se précipitent, le rossent et le laissent sur place. Des *dvorniks* (concierges) le tirent de là et l'aident à se remettre.

L'Académie des sciences a officiellement protesté auprès du gouvernement.

Excellent Anoutchine, vous avez dit justement à ce militaire ce qui pouvait le froisser davantage! La haine de « l'intellectuel » est le premier devoir du soldat russe. Quand il entre au service, il fait le serment de défendre le Tsar et la Patrie contre l'ennemi intérieur aussi bien que contre l'ennemi extérieur, et, commentant ce serment, les sous-officiers, dans les chambrées, lui enseignent que le plus pernicieux des ennemis intérieurs, c'est l'étudiant, « l'intellectuel ». Contre lui, ce 9 janvier est jour d'allégresse. Tout étudiant que l'on rencontre est une bête mauvaise. Sawinkine, élève à l'Institut polytechnique, est tué. Spilov reçoit neuf balles. Un autre, six : quatre au ventre, deux à la poitrine. Une étudiante, cinq balles. Sawinkine a été enterré solennellement. Les trois autres ont été vus à l'hôpital par quelqu'un de qui je le tiens.

Sur le pont Troïtsky, un ouvrier à genoux serre dans ses bras un collégien. La troupe tire, le collégien est tué dans les bras de l'ouvrier. Le soir du lendemain, lundi, Fédorovski, étudiant, revenait d'une réunion à l'Académie des Beaux-Arts, accompagné d'un ami qui appartient à cette école. Fédorovski a un uniforme ; l'autre n'en a pas. Des lanciers se précipitent sur Fédorovski et le rossent. L'ami s'interposant, les héros se retournent contre lui. Il a un bras à moitié coupé d'un coup de sabre. Il roule dans la boue et la neige. Il a fallu, à cause de la gangrène, lui amputer le bras.

Mme C..., femme d'un peintre russe, me raconte le fait suivant dont elle a été témoin. Dans l'après-midi du 9, elle se trouvait dans une maison voisine de la barricade de Vassili Ostrov. Sur cette barricade, monte et se tient debout un enfant de quatorze ou quinze ans, qui a les yeux bleus et des joues roses, et porte l'uniforme du

gymnase. Il brandit à la main un drapeau rouge. Les cosaques approchent. Mme C... crie à un ouvrier de l'arracher de là ; l'ouvrier, avec un haussement d'épaules, fait :

— Il faut bien qu'il s'habitue à défendre ses idées !

Les cosaques vont être sur la barricade. Le brave enfant les regarde, agite son drapeau, n'a pas un mouvement de recul. Les cosaques se précipitent. Ils sont sous lui. Des baïonnettes sont lancées de bas en haut, d'un seul mouvement. Il est transpercé de part en part, soulevé au bout des fusils, et sa petite tête toute rose, soudain toute blanche, s'abat sur ses épaules.

Du matin au soir, cette journée fournit de l'horreur. Dans une lettre à un ami, un ministre de l'Empire en fonctions écrit : « On a beaucoup exagéré les horreurs du 9 janvier. » Pourtant il a écrit le mot « horreurs ». Certains points de la ville sont transformés en charniers. Dès trois heures, « l'émeute est domptée », selon le style des comptes rendus. Une émeute ? il n'y en a pas eu. On n'a vu qu'une foule pacifique étalée sur la ville, sur sa ville, et frémissante au vent de liberté, comme l'eau d'un lac frissonne à la brise du matin. Elle criait aux soldats : « Ne tirez pas, nous sommes vos frères ! » Elle acclamait ses chefs quand ils lui disaient d'aller mourir devant le palais du César. Et puis, comme on l'assaillait, bête frappée, elle criait un peu et lançait des pierres contre les fenêtres des gens qu'elle se savait ennemis, par exemple, celles du palais du grand-duc Serge. Des pierres dans des fenêtres, c'est moins grave que les balles qui allaient briser les glaces du libraire Meslier ou s'aplatir, sur le Nevsky, contre les murs du palais Strogonov, où l'on peut voir encore leurs traces, à hauteur de poitrine, hâtivement bouchées et recouvertes d'une couche de peinture dont on n'a pas eu le temps d'assortir le ton à celui de l'ensemble.

Si la flamme révolutionnaire avait animé tout ce peuple,

qui peut dire si sa masse innombrable, en dépit des chevaux, des revolvers, des fusils et des sabres, n'eût pas débordé la troupe impuissante? Mais elle ne résista point. Dès les premières décharges, elle se dissout, gardant au fond de son cœur la vision sanglante, et ayant compris tout d'un coup la leçon que les balles des soldats portent en elles : la haine du régime.

Dans la rue de Kazan, un officier est en traîneau avec sa jeune femme. Des ouvriers l'arrêtent.

— N'allez pas par là, monsieur l'officier. On se bat plus loin, et il pourrait vous arriver malheur.

L'officier hausse les épaules et continue sa route. Un nouveau groupe d'ouvriers intervient :

— Nous ne vous voulons pas de mal. Vous avez tort d'aller par là.

La jeune femme supplie son mari, et il consent à rebrousser chemin.

Ceci se passait entre trois et quatre heures, et, depuis midi, des camarades de cet officier, « avec des yeux furieux et des voix féroces », dit un témoin, faisaient tirer sur le peuple débonnaire...

Dans le seul quartier de Vassili Ostrov, la résistance se prolongea. Le soir, du quai des Anglais, situé en face, sur l'autre rive de la Néva, on apercevait des lueurs d'incendie, on entendait des coups de feu, tantôt précipités, tantôt isolés, et, dans le froid de la nuit, l'air âpre et léger apportait jusque là le bruit de lointaines clameurs. A minuit, on entend une dernière décharge. C'est fini.

Pendant que ces tragédies se nouent dans la rue, des esprits, calmes jusqu'à ce jour, s'enfiévrent à la chaleur de la bataille. Les libéraux, qui n'avaient ni pressenti ni compris l'importance du mouvement ouvrier, se meuvent tout à coup, et, s'envoyant des exprès, s'assemblent en grande hâte.

A deux heures, la Bibliothèque Impériale, où quelques travailleurs forcenés, indifférents aux vains gestes de la vie, dédaigneux même du repos dominical, sont penchés sur des livres, est soudain envahie par une troupe de deux cents personnes. Ces intrus sont des gens de l'aristocratie, du barreau, de la littérature, de la science. Gorki est parmi eux. Parmi eux aussi, des femmes. Ils se passent de mains en mains le texte de la pétition de Gapone, copiée à la machine à écrire. Le vieil Annenski, l'homme de toutes les manifestations libérales, est acclamé président, et voici Annenski debout sur une table, haranguant l'assemblée. Mais un discours ne suffit pas à ces militants déchaînés, et qui, au fond d'eux sans doute, regrettent maintenant l'injustice qui leur a fait soupçonner Gapone et mépriser la force ouvrière. En un clin d'œil, les orateurs s'érigent sur les tables, chacun attirant à soi un groupe d'auditeurs. Des serments retentissent sous les voûtes sonores. Les travailleurs, furieux, se dispersent; une vieille femme qui était assise plie ses papiers et, tendant le poing aux importuns, leur crie : « Ce n'est pas votre place ici. Voulez-vous bien vous en aller, tas de rebelles ! » Sur une table, un homme jeune, statisticien du zemstvo, clame d'une voix immense :

— Allons nous mêler au peuple ! La seule manière, pour nous, de prouver que nous sommes avec lui et que ses colères sont les nôtres, est d'entrer dans ses rangs !

— Vous êtes fou, fait le vénérable Annenski. Vous vous ferez tuer, et quel profit pour votre cause?

Ils sortent sur le Nevski, sont refoulés par les charges de cavalerie, entendent les salves du pont de Police, voient les gens qui fuient, les femmes qui sont piétinées. Des conservateurs même s'indignent. On en voit qui montrent le poing aux soldats, les traitent d'assassins et de bourreaux, leur crient : « Allez donc en Mandchourie ! »

Allez donc en Mandchourie!... Combien de fois ne déchira-t-il pas leurs oreilles, à ces nobles héros qui frappaient dans le dos des êtres sans défense, ce cri de juste colère! Quel trouble et quelles révoltes dans l'âme d'un peuple qui contemple sa capitale ruisselant de troupes, alors que, là-bas, le généralissime de ses armées se plaint tous les jours de n'avoir point assez de soldats, et qui voit que la première victoire remportée depuis un an par ses armes est une victoire gagnée contre lui!

Le soir est venu. Tous les théâtres privés ont fermé leurs portes. Ils n'ont plus d'acteurs pour jouer la comédie, plus de public pour l'entendre, quand les poitrines frémissent encore du drame que la vie vient de nouer. Les théâtres impériaux n'ont pas compris qu'une certaine pudeur exigeait, d'eux aussi, quelque chose, et ils sont ouverts. Mais au théâtre Marie (Opéra), où la grande danseuse Préobrajenskaia, par une malchance, donne sa représentation de bénéfice, la salle est aux trois quarts vide. Au théâtre Alexandre, on joue une comédie d'Ostrovski, *Un cœur chaud*. Comme le comique Varlamov est en scène, quelqu'un dans la salle se lève et lui crie :

— Cher Varlamov, ce n'est guère le moment de débiter tes farces, quand le sang coule dans la ville!

On applaudit, on hurle, il faut baisser le rideau, et bientôt, malgré les efforts de la direction, arrêter la représentation.

En même temps, une réunion se tenait à la Société d'Economie. C'est une société qui fut fondée avec l'autorisation d'Alexandre Ier, et la tradition veut que tous les tsars, en prenant la couronne, s'engagent, entre autres serments, à garantir ses statuts. Elle comprend des hommes qui appartiennent à la société la plus éclairée. Des conférences y ont lieu périodiquement, et il n'est guère d'homme d'État que l'on n'y ait vu. Ce soir-là, six

cents personnes y sont réunies. Parmi les discoureurs, un ouvrier, qui a les yeux brillants, la face maigre, l'attitude lasse, surgit soudain, et, d'une voix sèche, il crie :

— Vous nous applaudissiez aujourd'hui, quand nous nous faisions tuer, et vous célébrez le courage du peuple. Assez d'applaudissements! Qu'est-ce que vous allez faire pour nous maintenant? Vous ne nous donnerez pas votre vie, dont nous n'avons que faire. Alors, donnez-nous votre argent!

On acclame l'ouvrier. Des bonnets se tendent, on fait une collecte. L'ouvrier avait plongé dans la foule et disparu. A la fin de la soirée, Maxime Gorki fait un geste pour demander le silence. Il tire sa montre et dit :

— Il est loin maintenant.

Puis il ajoute :

— Messieurs, vous avez entendu tout à l'heure le père Gapone.

... Une dame qui porte un grand nom, une dame de la Cour, à qui je parlais, quatre jours plus tard, des événements de ce 9 janvier, et qui voulait bien les déplorer, me dit pour conclure :

— Quand les enfants ne sont pas sages, il faut bien commencer par les fouetter. Est-ce vrai?

VIII

APRÈS

Le nombre des victimes : ce qu'on dit, ce qui est. — Le responsable? — Autocratie, anarchie. — Les inductions d'un professeur. — Le pouvoir « s'affermit ». — Trépov se distingue. — Les 18 millions japonais. — L'opposition se concentre. — Au cercle Polonski. — L'affaire Kouza. — Les obsèques de l'étudiant Sawinkine. — Une figuration ouvrière chez l'Empereur : Trépov maître de maintien. — Ce qu'on dit de Gapone. Sa lettre aux ouvriers.

Le lendemain et le surlendemain, il traîne encore, à travers la ville, quelques miettes du drame clos le dimanche soir. Pendant quelques heures, l'électricité manque. Le lundi soir, au coin du Nevsky et de la rue Michel, dans l'obscurité on décharge encore quelques fusils. Le mardi soir, on entend des coups de feu à Vassili Ostrov. Mais c'est fini, le régime a vaincu.

Combien de victimes ? Le dimanche, à six heures du soir, tandis que l'on se battait encore à Vassili Ostrov et que des charges parcouraient le Nevsky, un personnage se trouvait chez M. Witte. Un domestique entra et remit un papier au Président du Comité des ministres; celui-ci, l'ayant lu, dit : « On m'annonce 432 morts. » Le général Trépov, devenu gouverneur de Saint-Pétersbourg, m'a donné le chiffre de 93. Le prince

Sviatopolk Mirsky a indiqué à un très important personnage celui de 120. M. Witte, tenu à l'écart de tous ces événements et affirmant n'en rien savoir, m'a dit cependant 150 « au maximum ». Le conseiller Frisch, préfet de la ville par intérim pendant quelques jours, après la retraite de Foullon, m'a annoncé 128 cadavres, sur lesquels 14 n'avaient pas encore été identifiés huit jours après.

128 morts, 333 blessés soignés dans les hôpitaux, telle fut la vérité officielle. Cependant, la douma déclarait que, selon son enquête, il fallait compter au moins 260 morts. 128, 260... Personne, conservateurs ni libéraux, n'a cru à ces chiffres. Dans la semaine qui suivit, les conservateurs eux-mêmes, sentant l'impossibilité de contester si tôt ce que chacun avait pu voir et n'osant pas encore heurter de front l'indignation générale, convenaient que le nombre des morts avait dû être de quatre à cinq cents.

Comment arriver à la vérité, dans ce pays où tout est entre les mains du gouvernement, alors que le gouvernement seul est en mesure de la connaître? Sur ce point cependant, je crois pouvoir apporter une contribution sérieuse. Le général Ridzevski, adjoint au ministre de l'Intérieur, a communiqué directement à l'Empereur le chiffre des victimes du 9, du 10 et du 11. Il lui aurait annoncé 1.218 *morts* et 1.000 *blessés*. Je n'ai pas moi-même recueilli ce renseignement du général Ridzevski ; mais, entre lui et moi, il n'y a qu'un intermédiaire, le prince X..., personnage de la Cour. A vingt-cinq près, ces chiffres m'ont été confirmés de deux autres côtés, notamment du côté ouvrier : il convient de le tenir pour exact. Ne nous étonnons pas de la disproportion du nombre des morts et des blessés, car il est impossible d'atteindre tous les blessés qui, s'étant fait panser dans les pharmacies, sont rentrés ensuite chez eux.

Si l'on hésite sur le nombre des victimes, il y a du moins un compte dont on est sûr, c'est celui des rever-

bères brisés : c'est une compensation. Que l'histoire enregistre donc que les journées du 9 au 12 janvier ont coûté à la ville de Saint-Pétersbourg : 224 lampes à pétrole disparues, 1.725 vitres de réverbères brisées, 111 réflecteurs, 300 brûleurs à incandescence, soit 3.623 roubles.

On a cherché l'auteur responsable de la tuerie. On ne l'a pas trouvé. Il n'y en a pas. On a nommé l'Empereur; mais l'Empereur, parti à Tsarskoé-Sélo l'avant-veille, n'a rien su de ce qui se passait. Il s'est borné, et en ceci sa responsabilité de maître de l'État est lourde, à refuser de recevoir la pétition ouvrière. On a nommé l'Impératrice mère, Maria Féodorovna. Voici une anecdote certaine qui établit que Maria Féodorovna, elle non plus, n'avait aucune idée de l'importance du mouvement. Le matin du dimanche, elle prit le train à Pétersbourg pour aller à Tsarskoé-Sélo. Sur le quai de la gare, elle dit au général Foullon, préfet de la ville, qui l'y avait accompagnée :

— Je rentrerai ce soir vers cinq heures.

Foullon, racontant la chose, ajoutait :

— J'ai été tellement stupéfait d'une telle ignorance, que je n'ai pas osé dire à l'Impératrice que ce serait impossible, me réservant de l'en faire aviser par téléphone.

On a nommé le grand-duc Vladimir, parce qu'il est commandant suprême des troupes de la circonscription, et aussi parce que son zèle réactionnaire est avéré. Mais le grand-duc Vladimir, dans une conversation avec le correspondant d'une agence anglaise, déclarait déplorer les événements du 9, tout en ajoutant d'ailleurs qu'il était impossible au gouvernement de laisser s'approcher du Palais une foule de cent cinquante mille hommes.

Au vrai, après une enquête minutieuse, je me suis fait cette opinion qu'il n'y a pas un responsable ni des responsables; que le coupable, c'est le régime lui-même. L'autocratie russe, dans le moment où nous sommes, a

ceci de très singulier, qu'elle est une anarchie. L'autocrate ignore tout. Les gens qui pourraient le renseigner le trompent. Les gens qui pourraient le conseiller ne sont pas d'accord. Les gens qui pourraient commander redoutent les responsabilités. Personne ne s'engageant, personne ne sachant ou ne voulant donner un ordre précis, il s'ensuit que tout le monde dans l'administration agit selon le caprice de l'heure, avec l'unique souci de ne pas se découvrir.

On n'a pas dit aux troupes : « Vous massacrerez le peuple. » On ne leur a pas dit non plus : « Vous ne tirerez sur lui qu'à la dernière extrémité et si vous êtes menacées. » Et surtout on s'est bien gardé de leur dire : « Vous ne tuerez personne. » Ni le Conseil intime qui s'était tenu la veille à Tsarskoé-Sélo, ni le ministre de l'Intérieur, prince Mirsky, d'ailleurs dépossédé en fait de ses attributions, ni le grand-duc Vladimir, n'ont choisi entre ces trois termes. Mais on a dit aux troupes : « Vous empêcherez la foule d'arriver jusqu'au Palais d'Hiver. » Et, comme un règlement militaire, commun à toutes les armées, prescrit aux commandants des détachements d'assurer l'ordre par la force, lorsque tous les autres moyens ont échoué, il s'est trouvé que les fusils sont partis, en quelque sorte, automatiquement, avant que l'on se fût assuré « que tous les autres moyens avaient échoué ». Connaissant les traditions du régime, les officiers savaient qu'on ne les excuserait pas de se laisser déborder par la foule, et qu'en revanche on ne leur ferait pas un gros grief de diminuer, par quelques salves bien appliquées, le nombre des manifestants.

Cette absence de direction se traduit par l'indécision de la troupe. Elle donne l'impression d'agir par brusques caprices de brutalité, sans méthode d'ensemble. C'est ce qui faisait dire à un témoin : « On tirait là où il n'aurait pas fallu, on ne tirait pas là où il fallait. » Mon interlocuteur

ajoutait du reste : « C'est une façon de parler. » Le mardi 11/24, deux jours cependant après la rude leçon du dimanche, un détachement occupait, sur la Fontanka, l'usine franco-belge d'éclairage électrique; l'officier qui le commandait n'avait reçu aucune autre instruction que celle de garder l'usine ; il se plaignait au directeur d'être sans ordres précis et lui demandait des avis pour le cas où les ouvriers se présenteraient. Ainsi, la sévère expérience anarchique de l'avant-veille n'avait servi de rien au gouvernement! Au surplus, il importe peu de rechercher ou de trouver les responsables, puisque, ordonnée au préalable ou ratifiée ensuite, la répression, en dépit des multiples témoignages qui l'attestent sauvage, n'a donné lieu à aucun blâme, à aucune enquête, contre aucun des officiers qui l'ont dirigée. Quand même il n'a pas prémédité les éclaboussements sanglants de cette journée, le régime tout entier, par son silence, s'est solidarisé avec les massacreurs.

Mais je retrouve dans mes notes le récit d'une conversation que j'ai eue, un jour de janvier, avec un professeur rencontré dans un salon, et qui, après m'être apparu comme un conservateur très déterminé, me dit des choses assez intéressantes :

— Si le Gouvernement s'est montré si dur, fit-il, c'est à cause du coup de canon du Palais d'Hiver. Ce coup de canon a été le malheur du peuple et un « bonheur » pour le Gouvernement. Partout, dans toutes les villes, on répandait le bruit que l'armée était gagnée à la révolution, que l'autocratie ne pouvait plus compter sur elle. Ce coup de canon, accident ou attentat, est venu donner un semblant de crédit à cette propagande. Pour y couper court, le Gouvernement a saisi la première occasion de prouver que les agités devaient compter avec l'armée. D'où la sévérité de l'exemple. Cette journée, ajoutait mon homme, raffermit le Gouvernement. Il était et se

sentait « compromis » par la guerre, par tout ce que l'on commence à connaître des « vols », des « concussions » auxquels elle a donné lieu. Il était discrédité, il s'est affirmé avec éclat dans la journée du 9 et par les mesures qui ont suivi. On sait maintenant à qui l'on a affaire. »

Le Gouvernement, surpris par l'explosion, cherchait en effet à « s'affermir. » En hâte, il restaure le poste de gouverneur général de Saint-Pétersbourg, créé par Catherine II en 1775, supprimé en 1866, et y appelle le général Dmitri Fédorovitch Trépov, sur le point de partir en Mandchourie dans l'état-major de Kouropatkine. Agé de cinquante ans, de haute taille, avec des épaules carrées et une large poitrine, le général Trépov porte, sur un corps solide, une tête ronde, impassible et dure. Il a la voix âpre et brève. C'est un incomparable agent d'exécution, qui sourit parfois, mais qui, évidemment, a la coquetterie de sa réputation. Par tradition de famille et par expérience personnelle, il connaît bien les choses de la police. Son père avait été le grand-maître de celle de Pétersbourg. Lui-même venait de Moscou où, pendant sept ans, il avait exercé les mêmes fonctions. Il y était l'homme du grand-duc Serge; il y laissait le souvenir d'une terrible énergie, et, de son pas lourd, il avait soulevé du sol bien des haines. C'est lui que l'Empereur choisit dans ces « circonstances extraordinaires », ainsi que dit l'oukase qui l'investit.

— Sire, fit Trépov en acceptant sa nomination, c'est ma condamnation à mort que vous signez.

En compensation de ces périls, il est pourvu par l'oukase impérial de pouvoirs étendus. Il devient le maître des forces militaires, de l'administration, des usines, de la censure; il a pleins pouvoirs pour l'expulsion des personnes; il ratifie les élections à la douma et au zemstvo. En fait, le grand-duc Vladimir, commandant les forces mili-

taires, le prince Mirsky, encore nominalement ministre, sont dépossédés : « Je ferai, m'a-t-il dit en souriant gentiment, tout ce qu'il faudra pour maintenir ma réputation d'énergie. »

Une série de mesures accompagnent ou suivent la nomination de Trépov. Les Unions d'ouvriers sont dissoutes. Dans la nuit de lundi à mardi, les neuf intellectuels et l'ouvrier qui avaient formé le Comité des Dix sont arrêtés chez eux, à l'exception de Gorki, pris deux jours après à Riga, où il était retourné, et d'Arséniev qu'on laisse libre, et incarcérés à la forteresse Saint-Pierre et Saint-Paul, sous l'accusation ridicule d'avoir projeté de former un gouvernement provisoire. On arrête en masse, jusque dans la rue, des écrivains, des avocats, tout ce qui touche à l' « intelligence », des ouvriers, des journalistes. On arrête le professeur Kovalevski, le pope Grigory Petrov; on arrête des femmes, M[me] Karéiev, femme de l'écrivain, à peine remise d'une laparotomie, M[me] Krandievska, poétesse, qui a quarante ans, trois enfants, est à moitié sourde. On l'enferme tout un jour dans un cachot glacé, sans boire ni manger, sans chaise pour s'asseoir : on n'a pas eu le temps de songer à ces douceurs. On lui apporte enfin un verre de thé ; ses doigts sont glacés au point qu'elle peut à peine le saisir; puis on la libère. On interdit les quêtes faites pour les blessés ou les familles des morts. Gapone, comme il va de soi, est frappé par l'autorité ecclésiastique de l'interdiction d'officier, « jusqu'à ce que le caractère exact de sa participation au mouvement ouvrier ait été déterminé ».

On enterre clandestinement les victimes la nuit. On en transporte une grande partie hors de la ville. On y procède avec une hâte furieuse. Le corps d'un jeune homme, ancien comédien devenu journaliste, est réclamé à l'hôpital par ses amis. On leur remet un cadavre qui n'est pas le sien. Ils le rapportent. Intervention de la police, et ordre

d'inhumer le cadavre sous le nom du journaliste qu'on ne retrouve pas.

En même temps qu'il essaie de la manière forte — mais encore avec quels tempéraments, quelles hésitations! — le Gouvernement, par tous ses organes, fait interpréter la journée du 9. Selon lui, selon les conservateurs qui commencent de se ressaisir, les ouvriers ont enfin aperçu la vérité : ils comprennent maintenant qu'ils ont été trompés par des agitateurs professionnels, par ce parti révolutionnaire dont les chefs siègent à l'étranger et dont Gapone ne fut que l'agent. On affirme que les ouvriers sont ulcérés de regrets, que, bien loin d'en vouloir au Gouvernement qui a sévi, c'est contre les meneurs qu'ils retournent leur haine. Dix jours après la grève, M. Smyrnov, directeur des établissements Poutilov, me disait :

— Nos ouvriers sont abattus et tristes; ils regrettent ce qu'ils ont fait. Surtout ils en veulent à ceux qui les ont trompés, car ils s'aperçoivent maintenant qu'ils n'ont été que des instruments entre les mains des perturbateurs. »

On ajoute que la répression fut un devoir malheureux, mais essentiel; qu'à la tête des ouvriers marchaient des révolutionnaires avérés; que le Gouvernement le savait; que le Palais d'Hiver devait être investi, saccagé, brûlé; que Gapone avait dans sa poche deux mouchoirs, un rouge et un blanc; que, reçu par l'Empereur à la tête de la délégation, il devait le contraindre à signer une formule d'abdication toute prête, et que, selon le cas, il eût agité à la fenêtre du Palais l'un ou l'autre mouchoir... Voilà par quelles inventions un régime essaie de défendre la férocité des officiers de son armée!

D'autres insinuations commencent aussi à circuler. La grève aurait été fomentée par l'argent japonais : dix-huit millions de yens, disent les uns, de roubles (près de quarante-huit millions de francs), disent les autres;

le Gouvernement anglais aurait été l'intermédiaire de cette combinaison. C'est l'*Invalide russe* qui se fait le premier courrier de cette sottise. En vain les journaux autorisés protestent contre elle, à commencer par le *Novoié Vrémia*; en vain des conservateurs comme le prince Mestchersky, dans le *Grajdanine*, la dénoncent; en vain, sur une démarche de l'ambassadeur anglais, le Gouvernement russe fait les déclarations les plus nettes, le bruit chemine, et le Saint-Synode ose le recueillir et le consacrer dans une lettre qu'il adresse le 16/29 janvier aux fidèles. L'histoire ne doit pas permettre que cette calomnie prenne du crédit.

Du côté de l'opposition, la colère est grande, et, en attendant la revanche, on ne néglige aucune occasion de la manifester. On procède à des enquêtes secrètes. Des Comités s'organisent pour distribuer des secours aux familles des victimes; des soirées payantes ont lieu dans le même but, dans des maisons privées, comme on en donnait, au début de la guerre, au bénéfice des soldats. Toute assemblée est bonne pour marquer une opinion. Le 14/27 janvier, je me rends au Cercle Polonski. C'est une société littéraire, qui a gardé le nom de son fondateur, dans laquelle n'est pratiqué aucun jeu; dont les membres et leurs invités, hommes et femmes, se réunissent tous les vendredis soirs; où chaque fois, en prenant du thé, on entend des conférences, de la musique, du chant, de petites pièces de théâtre, etc.; où surtout l'on échange des idées. Soirées familières et reposantes, comme il en existe beaucoup en Russie, et qui sont, en l'absence de toute liberté de réunion, des moyens pour les gens de la société de se rencontrer et de parler des événements. Ce soir-là, on ne s'entretient que du 9 janvier et de ses conséquences. C'est là que je rencontre un homme qui porte un grand nom et qui m'annonce en confidence, trois semaines avant la mort du grand-duc

Serge, que le Comité révolutionnaire a décidé « une exécution importante ». En mémoire des morts, il n'y a, ce soir, ni chants, ni comédie, ni conférence. La cantatrice Dolina-Gorlenko, qui est une habituée, est venue en toilette de soirée, et elle a apporté son rouleau de musique. Tout le monde ici la connaît et l'admire ; mais, comme elle est la femme d'un colonel de gendarmerie, homme d'ailleurs fort aimable, on lui fait entendre qu'il sera sage de sa part de s'abstenir de chanter ce soir-là. Toutes les dames, et elles sont nombreuses, par une entente tacite, sont vêtues de costumes très simples et sombres.

Voilà le type de la manifestation silencieuse. En voici une du genre direct. Le lundi 10/23 janvier, la cantatrice Kouza, artiste réputée de l'Opéra, traversait la ville en traîneau ; de place en place, elle rencontrait des détachements militaires postés le long des rues. Sur la Morskaia, elle avise le prince Obolenski, capitaine au régiment de Préobrajenski, qu'elle connaissait pour l'avoir vu dans les coulisses de l'Opéra, et, en passant, lui jette :

— Je vous félicite, capitaine, de votre victoire. C'est la première depuis un an.

Le capitaine la dénonce. Quatre jours après, Mme Kouza est appelée chez le directeur du théâtre impérial, qui, après l'avoir tancée, l'informe qu'elle ne chantera plus jusqu'à la fin de la saison. Admirez l'astuce de cette bénigne punition, et ne vous hâtez point de l'attribuer à la bienveillance. Chassée, Mme Kouza pouvait se faire entendre sur d'autres scènes, et provoquer ainsi des manifestations ; en la gardant, on la tenait à l'écart et l'on évitait le scandale. Mais ces manifestations, qui ne purent se produire au théâtre, prirent la forme épistolaire. De toutes les parties de la Russie, Mme Kouza reçut des lettres chaleureuses. Trois mois après, en avril, étant allée à Rostov-Don pour y donner deux concerts, elle fut

accueillie, au premier d'entre eux, avec un enthousiasme de délire. Beaucoup de dames s'étaient vêtues de rouge ; la plupart portaient à leur corsage des fleurs rouges ; on lui remit sur la scène des bouquets et des couronnes, où se détachaient des inscriptions comme celle-ci : « A la chanteuse citoyenne ». Le lendemain, le deuxième concert était interdit.

La plus importante des manifestations qui suivirent immédiatement le jour funèbre fut celle qui eut lieu à l'occasion des obsèques de cet étudiant de l'Institut polytechnique de qui nous avons parlé, de ce jeune et pitoyable Sawinkine, qu'une balle avait couché dans la neige au jardin Alexandre. L'enterrement a lieu aux frais de l'Institut ; tous les professeurs y assistent ; le prince Gagarine, recteur, conduit le deuil ; deux mille assistants suivent le cortège. Les étudiants portent sur leurs épaules la bière de leur camarade. Au cimetière, l'un d'eux dit :

« Le sang innocent a été répandu par un acte de violence du gouvernement autocratique. Sawinkine est mort, mais son esprit vit parmi nous, et il nous ordonne de combattre sans repos pour le droit, pour la liberté de la vie et de la pensée. »

Dans une déclaration qu'il avait préalablement rédigée, le Comité de perfectionnement de l'École avait écrit :

« Sawinkine est une des victimes du carnage auquel on s'est livré contre une foule pacifique et sans armes. Le Conseil de l'Institut exprime son indignation de ces événements, qui ont prouvé qu'en Russie il n'y a point de sécurité pour l'existence même des citoyens paisibles. Le Conseil exprime sa profonde indignation de la fusillade en masse dont l'étudiant Sawinkine est une malheureuse victime ; il est d'avis que, dans les circonstances présentes, il est impossible à l'Institut polytechnique de continuer ses cours, et il décide de notifier cet avis au ministre des Finances. »

Dans l'inquiétude où le jette une telle unanimité d'opinion, troublé de la menace que suspend sur lui une grève qui ne finit pas, assuré de son impuissance à contraindre les esprits par la violence, le gouvernement entreprend de les gagner. Il se résout à une démarche dont il attend de grands biens. Le 19 janvier/1er février, on apprend tout à coup que l'Empereur a reçu à Tsarskoé-Sélo une délégation de trente-quatre ouvriers représentant les principales usines de Pétersbourg, et qu'il leur a tenu un discours. Le projet de cette délégation est, paraît-il, du général Trépov. Mais comment cette entrevue qui, sans doute, dans l'esprit d'un souverain bienveillant, fut une entrevue de bonne foi et un gage sincère de conciliation, fut-elle organisée par ses metteurs en scène? La veille, à deux heures, les chefs d'usines avaient été invités par le général Trépov à désigner les ouvriers dont ils seraient sûrs, des ouvriers bien vêtus et propres, et dont ils répondraient sur eux-mêmes. Une discrétion absolue leur était recommandée, et la liste devait être remise au Gouverneur général avant sept heures du soir. Les patrons s'étaient mis en devoir de faire les choix qu'on leur demandait. Comme on leur avait signifié, pour toute explication, qu'il s'agissait de présenter ces ouvriers à un « grand personnage », et qu'ils ne pouvaient en dire plus, tous les ouvriers qu'ils désignèrent ne s'accommodèrent pas de tant de mystère, et plusieurs, comme à l'usine Semianikov, se récusèrent. Ailleurs, un ouvrier, à qui l'on recommandait de se bien vêtir, offrit d'endosser un habit qu'il avait : « Oh! non, fit le patron, inquiet de ce déploiement de luxe, une redingote suffira. »

Voilà la délégation constituée. Un chef d'industrie, en lisant, deux jours après, la liste de ses membres à l'*Officiel*, y trouva les noms de deux ouvriers qu'il avait naguère employés et chassés, en découvrant leur affiliation à la

police. Un adjoint au ministre de l'Intérieur, à qui je faisais part de cette observation, me dit :

— Mais non, ces trente-quatre ouvriers n'étaient pas des policiers. C'étaient de ces hommes que chaque chef d'usine emploie pour le renseigner sur ce qui se passe dans les ateliers; ce n'est pas la même chose. »

Le lendemain, cette figuration de délégués, bien habillés et bien lavés, se réunit à l'heure dite au Palais d'Hiver. Le général Trépov leur apparaît en personne, les met en ligne et, comme à l'exercice, leur apprend à saluer d'un seul mouvement. Si domestiqués qu'ils fussent déjà, ces ouvriers n'avaient qu'une insuffisante habitude des cours. La répétition fut laborieuse.

— Plus bas, répétait Trépov. Inclinez-vous plus bas.

On part. Un train spécial emmène tout le monde, Trépov en tête, à Tsarskoé-Sélo, où les ouvriers arrivent sans avoir su qu'ils y allaient, ignorant encore ce qu'ils y venaient faire. Là, un nouveau personnage, un chambellan, intervient et, par une répétition nouvelle, vérifie si les attitudes ont été bien réglées. Fortifiant leur éducation, il leur enseigne en outre à prononcer ensemble, selon le rythme convenable, la phrase qu'ils auront à proférer. L'Empereur, en entrant, leur dira : « Bonjour, mes enfants », et ils répondront : « Bonne santé à Votre Majesté ». A ces précieuses prescriptions, on ajoute prudemment l'ordre impérieux de ne répondre à aucune question que par oui et par non (*sic*).

Enfin, une porte s'ouvre; ils en voient sortir le Tsar, simple, mais qui leur paraît un peu pâle. Derrière lui, viennent plusieurs personnages, dont l'un tient à la main quelques feuilles imprimées. L'Empereur s'avance devant eux. Les saluts sont échangés dans la forme prescrite. D'une voix mal assurée, il leur lit un discours où il est question des « événements lamentables », des « troubles » survenus par la faute de

« traîtres ennemis de la patrie ». La vie de l'ouvrier est « pénible », certes ; on « améliorera beaucoup de choses », on « prendra les mesures nécessaires », mais il faut pour cela « de la patience ». Pour finir, l'Empereur ajoute qu'il leur *pardonne leur forfait.*

Le chambellan, porteur des papiers, distribue aux ouvriers le texte imprimé du discours qu'ils viennent d'entendre. Puis ils se rendent à l'église, baisent les icônes, font brûler des cierges, de là vont s'attabler à l'ancien lycée, où un repas est préparé pour eux. L'un d'eux, frénétiquement acclamé, boit à la santé de Nicolas II, et le même train spécial qui les avait conduits les ramène à Saint-Pétersbourg. Ivres d'allégresse, ils se précipitent dans leurs ateliers, racontent à leurs camarades cette journée historique, montrent le placard où s'imprime la harangue impériale, et, en souvenir de cette mémorable audience, en récompense du zèle des 34 pour la classe ouvrière, les camarades, dans plusieurs usines, les rossent incontinent.

Par ce trait, dont les détails, rapportés par les ouvriers eux-mêmes, sont authentiques, il est possible de mesurer l'imprévoyance et la perfidie de cette bureaucratie contre laquelle toute la société russe est dressée. Cette entrevue, si elle avait été loyale, eût pu produire une certaine impression dans le monde ouvrier, car elle est unique dans l'histoire du peuple russe. L'Empereur, assurément, la voulut et la crut telle, et sans doute, aujourd'hui encore, ignore-t-il qu'il ne fut lui-même qu'un figurant dans une comédie imaginée par des sous-ordres. Mais, parce qu'elle fut machinée et que, trois jours après, tous les ouvriers en connurent l'artifice, elle eut un effet directement opposé à celui que l'on en attendait et devint un grief nouveau ajouté aux griefs anciens.

— De pareils faits, me disait plus tard un conservateur avéré, sont déconcertants et criminels, car c'est un

crime de jouer avec le loyalisme des sujets envers leur souverain. »

Nicolas, en prenant congé des 34, leur avait annoncé qu'il consacrait 50.000 roubles (132.500 francs) à secourir les familles des victimes (Rappelons-nous que Trépov avait interdit les quêtes faites dans le même but, que le gouverneur d'Odessa avait arrêté la souscription ouverte par un journal...)

— Ma foi, fit, supputant le nombre des cadavres, un cocher de traîneau à qui un de mes amis demandait son sentiment sur cette libéralité, on payerait plus cher pour des cochons! (*sic*). »

Pendant ce temps, que devenait Gapone?

Je vous ai conté sa dernière apparition à Saint-Pétersbourg; les jours suivants, les bruits les plus étranges coururent. Pour les uns, il était en prison, et le gouvernement le taisait, dans la crainte d'augmenter la fermentation. Pour les autres, il était blessé et soigné dans un hôpital. D'autres affirmaient qu'il s'était réfugié, sous des habits de femme, en Finlande, et que de là il gagnerait l'étranger... Gapone n'était ni en prison, ni à l'hôpital. Huit jours après la tuerie, le général Trépov me disait :

— Nous ne savons pas où il est. Je crois qu'il se cache quelque part en Russie, et je ne désespère pas de le trouver. »

On racontait enfin qu'il avait emporté, en fuyant, les 36.000 roubles de la caisse des grévistes. Que Gapone ait emporté, pour la mettre en sûreté, la caisse des Unions d'ouvriers, d'ailleurs fort pauvre, c'est possible. Quelques jours en effet après le 9, une femme du quartier de Narva fit savoir aux grévistes que tous ceux qui se présenteraient chez elle recevraient 50 kopecks (1 fr. 30). Elle était la femme d'un certain contremaître nommé Rubenheim, qui se trouvait le 9 à la porte de Narva, avait dis-

paru depuis, et que l'on ne retrouvait ni parmi les morts ni parmi les blessés. La police, informée, fit une enquête et n'apprit rien, la femme ayant refusé de parler, sinon que la distribution avait eu lieu réellement. Ce Rubenheim était un ami de Gapone. Il est vraisemblable qu'ils s'étaient enfuis ensemble, et, dans ce cas, l'argent aurait été envoyé par Gapone, soit qu'il l'eût emporté à son départ, soit qu'il l'eût recueilli à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, le pope, en partant, lançait contre l'autocratie, sous forme d'une lettre aux ouvriers, un véhément et terrible manifeste qu'il avait rédigé le dimanche soir à minuit, et dont onze exemplaires, revêtus chacun de sa signature, avaient été envoyés aux onze sections d'ouvriers. C'est, en réponse au massacre, un appel violent et implacable aux représailles ouvrières :

« Le Tsar Bête fauve, écrivait-il, ses fonctionnaires, voleurs de l'Etat et pilleurs du peuple russe, se sont faits les assassins de nos frères, de nos femmes et de nos enfants. Les balles des soldats du Tsar, qui ont massacré à la porte de Narva les ouvriers portant les images du Tsar, ces balles ont troué les images du Tsar et tué notre foi en le Tsar. Vengeons-nous donc, frères, du Tsar maudit par le peuple, de toute sa couvée de serpents, de ses ministres et de tous les déprédateurs de la malheureuse terre russe... Qui n'est pas avec le peuple est contre le peuple... Si on me prend, si on me fusille, continuez la lutte pour la liberté. Souvenez-vous toujours du serment que vous, honnêtes ouvriers, par centaines de mille, avez prêté. Luttez, tant que l'on n'aura pas convoqué, par un scrutin universel, secret et personnel, une assemblée constituante, où siégeront, élus par vous-mêmes, les défenseurs des droits et des intérêts que vous avez exposés dans votre pétition au traitre Tsar. »

Voilà comme s'exprimait, à la fin de la furieuse journée où il avait vu décimer par les balles le peuple russe. et tandis que la fusillade crépitait encore dans le sombre Vassili Ostrov, l'homme que les socialistes et les libéraux

avaient pris pour un mouchard. Constatez le chemin qu'avaient fait, en douze heures, les idées de Gapone, honnêtement loyaliste la veille, ce soir farouchement révolutionnaire.

Cette lettre aux ouvriers, suivie d'une seconde lettre plus brève, écrite au même moment, et accompagnée du texte de la pétition ouvrière, fut reproduite à des milliers d'exemplaires à la machine à écrire, et se répandit à travers tous les ateliers où travaillent 3 millions d'ouvriers russes.

DEUXIÈME PARTIE

LES VOIX DE LA NATION

LA POUSSÉE

Le bloc de l'opinion. — Zemstvos et assemblées de noblesse. — Les avocats. — Les fabricants de Moscou, de Pétersbourg, d'Odessa, de Varsovie, de l'Oural. — Les ingénieurs, les métallurgistes. — Les savants. — Polonais, Finlandais, Lithuaniens, Juifs, etc. — Les médecins : l'affaire Kovalov. — Les Universités fermées. — Protestations, scandales et manifestations. — Le prône de l'évêque Antonin.

La grève multiple et latente. — La Pologne insurgée. — L'état de siège. — Les villes sous la terreur. — La police en grève. — Les massacres au Caucase. — La République au Caucase. — Grèves des chemins de fer. — Le sens profond des grèves.

Bombes, pistolets et attentats. — Serge est détruit. — Comment l'opinion accueille sa mort. — Le *Grajdanine* est indiscret. — « Une action immédiate est nécessaire ».

— Apprenez, disait à ses juges le destructeur du grand-duc Serge, Jean Kalaiev, apprenez à regarder les yeux dans les yeux la Révolution qui approche.

— Prenez garde, auraient pu dire ces ouvriers que les balles allaient coucher à la porte de Narva, prenez garde, nous sommes la Révolution qui vient.

L'autocratie ne se remettra pas de sa frénétique victoire du 9/22 janvier. Dans le moment où elle se glorifie de son triomphe, commence son agonie. Depuis un an, bien des choses ont changé en Russie, bien des chocs ont mis en mouvement les esprits en sommeil. La con-

duite de la guerre a brusquement illuminé les maux secrets dont souffrait l'Empire; la mort brutale de Plœhwe a délié les langues; la politique du prince Mirsky a fait jaillir l'espérance de cœurs contraints; une voix immense est montée des entrailles russes, jetant à l'espace cette adjuration passionnée : *Liberté! Liberté!* Dans cet instant, le régime fait donner ses cosaques et partir ses fusils, et tout d'un coup des colères se dressent, le mouvement s'amplifie, soulève les deux capitales, se propage dans toute la province; l'exigence est d'autant plus impérieuse que la réplique du pouvoir a été plus violente; selon le mot historique que reprend le prince Troubetzkoï dans sa lettre au ministre de l'Intérieur, ce n'est pas une émeute, c'est une Révolution.

L'agitation qui ébranle les forces vives de l'Empire n'est point une agitation de classe. Ce qui la caractérise, ce ne sont pas les impatiences des misérables, des travailleurs exaspérés par un dur labeur, car ces impatiences sont universelles; c'est l'action réfléchie, opiniâtre, unanime, d'autant plus forte qu'elle est plus respectueuse, d'hommes pourvus et nantis, et dont les intérêts matériels n'ont rien à gagner à des institutions nouvelles. Les zemstvos ont commencé. La noblesse suit, la noblesse, appui suprême de l'autocratie aux jours difficiles, traditionnelle servante de l'aigle à deux têtes sorti d'elle-même. En réponse à la journée du 9, les assemblées de noblesse de Pétersbourg, de Iaroslav, de Tchernigov, demandent une Constitution. Les séances de celle de Koursk s'achèvent dans le tumulte; quatre-vingts membres de la noblesse de Moscou rédigent, contre tout usage, une adresse libérale, en opposition à l'adresse votée par la majorité conservatrice, et nous savons déjà de quel côté s'est rangé son maréchal, le prince Troubetzkoï. Moscou enfin, berceau du tsarisme et citadelle de l'esprit conservateur, se jette avec sa douma dans le camp libéral. Le

zemstvo de Vologda ajourne ses délibérations jusqu'en mai. On arrête plusieurs de ses membres pour avoir crié : A bas l'autocratie!

Les carrières libérales élèvent aussi la voix.

Les avocats de Saint-Pétersbourg, dont nous examinerons en détail l'action continue, déclarent : « Nous n'aurons de bonne justice qu'à la condition de changer les institutions sur la base du régime représentatif, et d'appeler le peuple à participer à la législation, au contrôle de l'administration, à toute la vie gouvernementale. » Ils se tiennent en permanence au Palais, votent des motions révolutionnaires; pendant huit jours, la grève est au prétoire, et les défenseurs refusent de plaider. Tous les barreaux de l'Empire s'associent à leurs manifestations.

Les industriels et fabricants de Moscou, représentant un chiffre d'affaires de deux milliards de roubles par an (5.300.000.000 de francs), et, parmi eux, le puissant Sawa Morosov, propriétaire d'usines qui occupent des milliers d'ouvriers, et l'un des hommes les plus riches du monde, votent une longue résolution portée au ministre des Finances, M. Kokovtsev. Elle est d'une incroyable hardiesse de termes, et nous aurons l'occasion d'y revenir[1].

Les ingénieurs, à leur tour, rédigent leur mémoire, qu'ils remettent à M. Witte, président du Comité des ministres.

Après avoir établi que les événements du 9 janvier ne sont pas isolés, mais qu'ils tiennent à la situation générale caractérisée par 491 ingénieurs dans leur réunion du 5 décembre; affirmé qu'un grand nombre d'ouvriers ont appris à réfléchir et qu'ils ont conscience de cette situation; justifié la dernière grève et blâmé des mesures de répression qui obligent à considérer l'avenir avec inquiétude; protesté contre cette calomnie que la grève a été fomentée par l'argent étranger, ils ajoutent :

1. V. chapitre XV.

« Le mouvement vers la liberté politique n'est pas d'hier; il date de longtemps; il n'a pas été fomenté par les intellectuels; il a emporté la classe ouvrière par le fait d'une évolution naturelle. Les signataires sont convaincus que, si l'on ne modifie pas le régime, de nouveaux troubles éclateront, et que les mesures de rigueur n'y feront rien. La création de « jaunes » par les soins du gouvernement n'y changera rien et ne fera que compliquer la situation. Il faut ouvrir à la classe ouvrière une voie qui lui permette de défendre ses intérêts directement et librement. Seule, la liberté d'association et de réunion pourra pacifier le pays. La garantie unique de la nation est la participation permanente du peuple aux travaux législatifs et au contrôle de l'Administration. Seule, l'assemblée de représentants librement élus du pays pourra donner à la vie gouvernementale une solidité sans laquelle le développement pacifique de l'industrie est impossible. »

M. Witte, recevant la délégation des ingénieurs, leur demande la suppression de ce dernier passage. De nouveau assemblés, ils s'y refusent.

Les fabricants de Pétersbourg n'entendent pas qu'on les range dans le camp réactionnaire. Ils présentent aussi au ministre des Finances un mémoire conçu dans le style audacieux de celui de Moscou[1], y dénoncent l'imprévoyance et la duplicité du gouvernement, affirment l'impossibilité pour l'industrie de se développer, sinon de vivre, en Russie, aussi longtemps que des « réformes radicales » n'auront pas transformé le régime.

Les fabricants d'Odessa adhèrent à ce mémoire. Les métallurgistes; les fabricants de Varsovie; 47 chefs d'entreprises du centre, occupant ensemble 125.000 ouvriers, rédigent de pareils rapports. Celui des industriels et propriétaires de l'Oural, qui réunit les signatures de patrons d'usines d'où sortent chaque année plus de 150 millions

1. V. chapitre XV.

de pouds de métal (le poud équivaut à un peu plus de 16 kilogrammes), est particulièrement énergique :

« Le gouvernement, redoutant les progrès de la conscience politique parmi les ouvriers, s'est toujours efforcé de les lancer contre le capital et de développer le socialisme policier en le fondant sur une absence de droits universelle... Le seul moyen d'en finir avec la désorganisation de la vie de l'Empire, et de porter remède, jusque dans ses racines, à la situation de l'industrie, est d'appeler toute la population de l'Empire à participer à la législation, et d'instituer, par des garanties absolues, l'obligation pour notre administration de s'en tenir strictement aux dispositions fondamentales des lois. Ce que l'on nomme chez nous « la force puissante » (c'est ainsi que l'on désigne l'autocratie, quand on n'ose pas prononcer son nom) a toujours su se déployer sur la Russie sans obstacle et sans contrôle. Mais malgré la grande quantité des ressources matérielles de la Russie et les forces morales de son peuple, cette « force puissante » n'a su que nous conduire à la situation actuelle, qui est profondément pénible au point de vue intérieur aussi bien qu'extérieur... Le développement de notre industrie s'est heurté à la misère du peuple. Clous, fers à cheval, charrues sont devenus jusqu'à des objets de luxe parmi ceux dont se sert le peuple. »

Le Mémoire des Savants, signé de quelques-uns des noms les plus considérables de professeurs et de membres de l'Académie des Sciences, affirme la déchéance des universités et du corps enseignant, accuse l'ingérance policière de l'Etat, appelle un changement de régime qui ramènera la vie dans un corps mort [1].

... Des centaines de fabricants de Moscou, 600 avocats de Pétersbourg, 198 ingénieurs, 342 savants et professeurs, des centaines de métallurgistes, ont signé les résolutions qui précèdent. Deux cents fabricants de Pétersbourg, non contents de leur protestation particulière, ont adhéré à celle de Moscou. Tous les jours, pendant des

1. V. chapitre XIII.

semaines, les journaux ont publié des listes de noms de fabricants, de marchands, d'ingénieurs, de professeurs, etc., qui s'associaient à ces diverses manifestations. Où est la corporation qui n'a pas rédigé son mémoire et ne l'a pas envoyé soit à M. Witte, soit à quelque ministre? Ce sont les Polonais, les Lithuaniens, les Finlandais, ce sont les Juifs. Ce sont les directeurs de revues, puis les artistes, puis les auteurs dramatiques. Les comédiens eux-mêmes, réunis le soir d'un dimanche de février chez M. Kodotov, du théâtre impérial Alexandre, louangent l'acte de Mme Kouza, et, à leur tour, demandent une Constitution. Un délire d'écriture possède la société russe. C'est à qui prendra la plume, dénoncera le vice fondamental du régime, les tares de la bureaucratie, évoquera les revanches de l'avenir, signera de son nom des cahiers de revendications que M. de Plœhwe eût appelés des libelles séditieux, et qui, en d'autres temps, eussent valu à leurs auteurs la relégation en Sibérie.

Les médecins ne sont pas dans une moindre agitation. Déjà, un an auparavant, un congrès de médecins, qui réunissait les professeurs les plus éminents de la Russie, avait été violemment fermé par la police, pour le crime d'avoir proclamé que nulle mesure hygiénique efficace n'était possible dans l'état de sujétion des zemstvos et d'insuffisance de l'instruction populaire. Un incident privé avait achevé d'irriter la corporation. Au Caucase, le général Kovalov, malade, fait appeler un jour le docteur Zaboussov. A peine celui-ci est-il entré, le général, probablement ivre, sans aucune provocation, appelle ses cosaques et le fait fouetter. Le docteur porte plainte. Mais Kovalov, très soutenu dans le monde militaire, fait intervenir des influences; notamment Kouropatkine, négligeant pour une minute les Japonais, télégraphie de Mandchourie au tribunal en faveur de son camarade. Le procès se déroule en pleine violation des droits; le

croirait-on, le docteur Zaboussov, plaignant, n'est même pas appelé à la barre ! Finalement, aucune peine n'est infligée au général, à qui l'on se borne à demander sa démission. Toutes les sociétés médicales, à ce trop insolent déni de justice, s'émeuvent dans l'Empire. Elles votent des motions où elles déclarent l'impossibilité de continuer à vivre dans un pays où les droits élémentaires de l'homme ne sont pas respectés, et où l'Administration est tournée tout entière contre la nation.

Cet incident a une répercusion considérable sur tout le monde médical, professeurs et petits médecins, dans les villes et dans les campagnes. Tous demandent la revision du procès, et l'autorité militaire, devant l'évidence du méfait et l'ampleur de la protestation, finit par céder : le 9/22 février, le tribunal de Pétersbourg évoque l'affaire, et, sous la parole de l'éminent avocat Karabtcheski, défenseur du docteur Zaboussov, le jugement du tribunal de Tiflis est cassé et l'affaire renvoyée devant de nouveaux juges. Mais auparavant, la Société médicale de Moscou, sur l'initiative du docteur Mitzkevitch, et les sociétés médicales d'une foule d'autres villes, avaient adopté des résolutions par lesquelles elles s'associaient aux protestations et aux vœux des autres corporations. Et, chez les médecins comme chez les avocats, les ingénieurs, etc., il n'y a plus de réunion professionnelle qui ne soit aussitôt transformée en réunion politique.

La vie universitaire est, presque partout, suspendue. Soit sur l'ordre du gouvernement, soit par l'abstention des professeurs ou des étudiants, les universités, les instituts, les écoles, les académies, sont déserts à Pétersbourg, à Moscou, à Kiev, à Odessa, à Yourev, à Varsovie, à Batoum, où les étudiants reçoivent des coups de fusil, à Koutaïs, enfin dans tous les centres universitaires de l'Empire. La Bibliothèque Impériale elle-même est fermée.

A la réunion des Sections de physiologie et de zoologie

de la Société des Sciences naturelles, M. Metalnikov propose : « Au milieu de ces événements, le travail savant est à peine possible. En raison des circonstances, nous proposons de suspendre non seulement cette réunion, mais aussi toutes les réunions ordinaires de notre section, jusqu'à ce que des conditions garantissant le cours normal de la vie académique aient été établies. » Adopté à l'unanimité.

Dans une autre assemblée scientifique, le président Borgman lit d'abord les lettres de cinq rapporteurs qui s'excusent de ne pouvoir assister à la séance, puis une proposition signée de 31 membres : « Nous, soussignés, déclarons n'être pas à même de nous occuper de nos travaux scientifiques et nous vous demandons instamment d'ajourner cette séance. » Adopté à l'unanimité. Même motion, même vote, à la Société microbiologique, présidée par M. Genkel. J'en passe.

Des incidents quotidiens apparaissent comme autant de témoins. En voici quelques-uns. Le 30 janvier/12 février, au Petit Théâtre, propriété de M. Souvorine, directeur du *Novoié Vrémia*, un avocat, M. Bychovski, se lève au milieu d'un acte, et crie : « L'heure n'est pas à l'amusement. Vive la Constituante ! A bas la guerre ! » C'est le même qui, le soir du 9, avait déjà interrompu la représentation du théâtre Alexandre. Le public applaudit. Nous avons conté l'incident Kouza. La douma de Pétersbourg vote vingt-cinq mille roubles au profit des victimes du 9 janvier et proteste contre l'arrestation de trois de ses membres. Les directeurs de journaux se réunissent, présentent au ministre de l'Intérieur une motion où ils réclament la liberté de la presse et la convocation d'un Zemski sobor, composé de représentants élus de toutes les classes et corporations. Parmi les signataires, figurent Souvorine, directeur du *Novoié Vrémia*, et Komarovski, directeur du *Sviet*, l'organe le plus conservateur de Saint-Pétersbourg. La

Société impériale agricole de Moscou, traditionnellement zélatrice du pouvoir, proteste, le 14/27 janvier, contre la répression du 9, demande un régime représentatif, décide de communiquer cette résolution à tous les zemstvos, à toutes les doumas, à toutes les sociétés rurales. En punition, six semaines après, le Gouvernement se borne à lui enlever son titre d' « Impériale ». Au début de janvier, parlant à la Cathédrale de Kazan, au milieu d'un service solennel célébré à l'occasion de la chute de Port-Arthur, l'évêque Antonin, évêque de Narva et Gdov, et vicaire à Pétersbourg, prononce un sermon où il dit : « A Port-Arthur, sur la Montagne d'Or, où brillait la croix, le doigt de Dieu a inscrit les péchés des uns et le martyre des autres... Il y a cinquante ans, le fléau de Dieu nous frappait du côté de la mer, et notre pays fit tomber les chaînes de l'esclavage des corps. C'est encore du côté de la mer que se montre cette fois la colère du Seigneur, afin de disperser les dernières traces du passé, l'esclavage des âmes. »

Le 25 janvier/7 février, le métropolite de Saint-Pétersbourg, Antoine, devant le Comité des ministres, déclare que le clergé, par les rapports que l'on exige de lui sur les dissidents religieux, est ravalé au rang d'organe de la police, et que ce rôle est indigne des prêtres. Langage hardi, qui atteste que quelque chose est changé dans le pays de M. Pobédonostsev. Le bout de l'an de Mikhaïlovski, l'un des pères du libéralisme, mort en 1904, donne lieu à une manifestation silencieuse, où le parti libéral se trouve assemblé dans la communauté du souvenir et de l'espérance. Le 1er/14 février, comme le vieil Annenski, arrêté le lendemain du 9, vient d'être enfin mis en liberté, il est acclamé dans l'Assemblée générale de l'Association littéraire, qui est la Société des gens de lettres russe, et la séance est ensuite levée en hommage à la mémoire des victimes du 9 janvier. Trois membres de la Commission

instituée pour la réforme du régime de la presse, M. Stasoulévitch, M. Sloutchevski, et son propre président, M. Kobéko, membre du Conseil de l'Empire, interrogés par la *Rouss* et le *Novoié Vrémia*, se déclarent ouvertement partisans de la liberté de la presse. Enfin, autre phénomène qui a sa signification dans un pays où il faut s'accoutumer à donner une valeur à tous les mots imprimés, le *Sviet*, l'organe conservateur le plus intransigeant, que dirige M. Komarovski, à propos de la commission ouvrière récemment constituée, écrit : « La liberté des délégués ouvriers doit y être entièrement assurée, si l'on ne veut pas que les travaux de la commission dégénèrent en une plaisanterie de bureau. » Retenez ce trait final : un article de journal, qui n'est point démenti, prête au prince Khilkhov, ministre des Voies de communication, une conversation où est prononcé le mot de Constitution.

Appuyant, corroborant ou déterminant ces manifestations multiples, l'agitation populaire fermente à travers l'Empire. Ici, en Finlande, en Pologne, dans les provinces Baltiques, au Caucase, dans la Petite-Russie, elle est nationaliste et ouvrière à la fois. Ailleurs, elle est exclusivement ouvrière. A la station de Knielle, sur la route de Samara, mille réservistes se mutinent, et un détachement de troupes régulières, en dépit des balles, ne peut les réduire. A Riga, on déploie le drapeau rouge et on distribue des proclamations révolutionnaires. A Sébastopol, on incendie les chantiers de l'Amirauté. Grèves, désordres dans les deux capitales, et simultanément dans tout l'Empire. La grève est latente. Elle naît, se développe, s'exalte, s'apaise, cesse, reprend avec des forces intermittentes et des fortunes diverses. A Pétersbourg, M. Smyrnov, directeur des usines Poutilov, passe son temps à rédiger des affiches pour ses 13.000 ouvriers,

à annoncer qu'il ferme ses ateliers, qu'il les rouvre, qu'il renvoie tout le monde, qu'il embauche un nouveau personnel, qu'il ne renvoie personne, qu'il pardonne, etc

La grève est partout : à Varsovie, Lodz, Plokk, Seedlitz, Kalisch, Radom, Sosnowice, Dombrovo, Kharkhov, Odessa, Sébastopol, Bakou, Poti, Batoum, Saratov, Pabijanice, Elisavetpol, Libau, Riga, Vilna, Kertch, Iekaterinoslav, Kovno, Kiev, Minsk, Derpt, Gomel, Mitau, Windau, etc., etc. La moitié de la Pologne est en insurrection. Il y a 300.000 grévistes à Lodz, où la grève est générale. Pas de semaine, on pourrait dire pas de jour, où les fusils des soldats ne s'abaissent sur le peuple. Le 1er/14 janvier, c'est à Lodz; le poète Nicunogovski est tué; le 14/27 et les jours suivants, c'est à Varsovie ; journées terribles, où la troupe, de tout son poids, fonce contre les ouvriers; on construit des barricades; la police avoue 57 ouvriers tués; en réalité il y en a environ 160; c'est la suite et le pendant de la journée du 9 à Saint-Pétersbourg. Le 21 janvier/3 février, à Dombrovo, la gare est saccagée. En même temps, à Skierniewicz, les trains de Varsovie sont arrêtés. La Bourse de Varsovie décide que tous les paiements à échéance du 31 janvier seront retardés d'une semaine. Le même jour, de nouveau la troupe tire à Lodz. Il y a 40.000 grévistes à Sosnowice et à Dombrovo, où 15.000 ouvriers se forment en cortège derrière le drapeau rouge, le 23 janvier/5 février, et où, huit jours plus tard, on ramasse 21 tués, dont une fillette de douze ans. Dans le même temps, 24 tués à Skarjisko. Le 4/17 février, encore 5 tués à Varsovie. La contagion de grève est telle que, onze jours après, le gouvernement en est à redouter à Varsovie une grève des agents de police.

Voilà pour la seule Pologne. La situation n'est pas beaucoup meilleure dans les autres parties de l'Empire. L'état de siège est proclamé dans dix gouvernements. A Kertch-Ienikale, le 1er/14 janvier, la foule prend d'assaut, aux

accents de la *Marseillaise*, un local défendu par la police. A Riga, le 13/26 janvier, la troupe se précipite sur les ouvriers; il y a 31 tués, dont 2 femmes; le soir, les étudiants font fermer le théâtre; la ville de Revel est sans lumière; des incendies y éclatent; des ouvriers barrent la route aux pompiers et se jettent sur la prison pour la démolir. A Helsingfors, 5.000 ouvriers manifestent; les coups de sabre et de nagaïka les dispersent. C'est le même jour que le pieux Empereur, du fond de son palais de Tsarskoé-Sélo, envoie six icônes aux six navires de Nebogatov, qui attendent à Libau le moment de partir pour la mer du Japon, où ils se rendront, eux et leurs icônes, sans combattre. A Revel, le 15/28 janvier, on attaque une fabrique. A Krinki, le 18/31 janvier, le bureau de poste et l'hôtel de ville sont saccagés, les fils télégraphiques coupés. Enfin, à Grodno, à Odessa, où les étudiants manifestent en faveur du meurtrier du procureur Johansen, d'Helsingfors, à Kharkhov, à Riga, à Kiev, dans vingt autres villes, les rues sont transformées en fleuves révolutionnaires, et c'est la guerre civile permanente, obstinée, que chaque nouveau cadavre exaspère et propage. Il y a des villes qui vivent sous la terreur. Les habitants d'Odessa, de Revel, de Varsovie, de Vilna, de Iekaterinoslav, de Tchenstokov, entre autres, barricadent leurs magasins, se cloîtrent chez eux, y font des provisions de bouche, comme sous la menace d'un bombardement. Les journaux n'y paraissent plus, ou bien ils paraissent sur format réduit. Des incidents caractéristiques précisent la signification de ces mouvements. Au début de février, un manifeste polonais déclare que l'agitation n'est pas l'œuvre des partis politiques polonais, entendez qu'elle n'a point de caractère séparatiste, mais qu'elle est nettement économique et politique. A Kovno, le 13/26 janvier, plusieurs centaines de grévistes se réunissent pour faire célébrer un service funèbre à la mémoire d'Alexandre II,

le Tsar libérateur; pendant l'office divin, on en voit qui pleurent.

Nous n'avons parlé ni de Pétersbourg ni de Moscou. Dans les deux capitales, mais surtout à Pétersbourg, on peut dire que la grève n'a pas cessé depuis le début de l'année, qu'elle ne cesse pas, qu'elle y est installée à l'état endémique; que même dans les périodes de plus grand calme, il est visible que la paix ouvrière est à la merci de l'humeur d'un contremaître ou de la prédication d'un orateur de rencontre. De générale qu'elle fut pendant six jours, elle est devenue intermittente et partielle. Les ouvriers n'ont pas d'argent et ne peuvent s'imposer un chômage prolongé; mais le chômage ne cesse dans une usine que pour recommencer immédiatement dans une autre. La vie industrielle est pour ainsi dire arrêtée, et beaucoup de patrons sont dans l'obligation de rendre les commandes qu'ils ont reçues et qu'ils ne peuvent exécuter. Le sens de ces grèves est si profondément politique, que l'on a vu se produire des faits comme celui-ci : une usine ayant reçu de l'étranger une très importante commande, le patron fait venir des représentants de ses ouviers, leur communique les ordres qu'on lui a transmis, fait valoir ce qu'ils y gagneront en salaires, et leur demande de bonne foi s'il peut les accepter. Les ouvriers se consultent, et, n'ayant aucun grief personnel contre le patron, de qui même ils avaient souvent éprouvé l'équité, ils lui répondent honnêtement : Non.

Voici encore un incident singulier. Il atteste que, si le désordre est en bas, il s'en faut que l'ordre soit en haut. A Saratov, quatre mille ouvriers sont en grève; là-dessus, la police elle-même se met en grève. Le préfet et son adjoint, Blagovestchenski, renoncent à sévir. Blâmés par le gouverneur, ils donnent leur démission; deux officiers de police les imitent; et, pour comble, les habitants de la ville, qui pourtant souffrent de la grève, signent

une adresse de félicitations au préfet, à son adjoint et aux deux officiers!

Quand il n'y a pas grève, il y a menace de grève. A Pétersbourg, les agents de police demandent une augmentation de traitement et une diminution de service; les bicyclistes du télégraphe présentent leurs revendications; cinq cents fonctionnaires du gouvernement, sur l'initiative de ceux du Sénat, demandent une augmentation d'appointements; cent vingt employés du ministère des Finances adressent au ministre la même requête; le 17 février/3 mars, la direction générale des Postes et Télégraphes est dans l'anxiété, parce qu'elle redoute une grève de son personnel, et elle a fait prier les banques, par précaution, d'envoyer ce jour-là leurs plis chargés de bonne heure; il n'y a pas jusqu'aux coiffeurs et aux élèves sages-femmes qui ne réclament quelque chose; les cochers de tramways les imitent; puis c'est le tour des tanneurs; même les gardiens de la cathédrale Saint-Isaac menacent. A Moscou, la douma ordonne une enquête sur la situation des infirmiers et des employés des hôpitaux, qui ont fait entendre leurs voix.

C'est au Caucase que la situation est le plus grave. Ici, elle se complique de préoccupations nettement séparatistes. A la faveur des troubles, le vieux rêve arménien de la reconstitution du royaume d'Arménie se réveille et se précise. Au mois de janvier, dans une séance secrète, le comité révolutionnaire géorgien a proclamé la restauration de la monarchie géorgienne et désigné un roi. Ajoutons les pratiques occultes du gouvernement, qui juge de bonne politique d'opposer les uns aux autres les peuples qui se partagent le Caucase, Tatares et Arméniens, et ne trouve pas criminel d'armer les premiers contre les seconds et de laisser se perpétrer, si même il ne l'encourage, comme à Bakou et à Batoum, la tuerie systématique d'une partie de la population.

Les troubles ont commencé à la fin de décembre à Bakou, où le premier baptême fut donné aux ouvriers par le massacre de six d'entre eux par les cosaques. A Batoum, la grève générale est proclamée, la navigation suspendue, on enlève les rails de la voie ; la grève est au port de Poti et dans les chemins de fer de Tiflis ; la grève générale gagne Tiflis, Bakou, Kertch, Erivan, et toute la région ; en présence de cet arrêt de la vie, les trois plus importantes compagnies de navigation qui font escale à Batoum, les Messageries maritimes, le Lloyd autrichien, la compagnie Paquet, décident de suspendre le service jusqu'à ce que le gouvernement ait pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du commerce. La Bourse, les banques, les journaux, les agences télégraphiques sont fermés ; c'est une panique générale ; la population est sous la terreur ; des collisions sanglantes se produisent journellement entre Musulmans et Arméniens. Les Arméniens, moins nombreux, désarmés, sont traqués, pourchassés, assiégés dans leurs maisons, affamés, massacrés, avec l'appui de la police et des représentants du gouvernement. Les cadavres ne cessent pas de s'aligner.

Au début de février, le télégraphe est coupé à Batoum. Les nouvelles que l'on reçoit viennent de Constantinople. Tout ce qu'on sait de la ville, c'est qu'elle est aux mains de l'un des partis, et on ignore lequel. Un soir, un ministre que je rencontre à souper, me dit :

— Tout le Caucase est en pleine insurrection. Dans trois régions, un gouvernement provisoire fonctionne, et vient de condamner à mort et d'exécuter un haut fonctionnaire. Les troupes sont insuffisantes, et l'on n'ose pas les envoyer sur les lieux. *C'est la République.* »

Les grèves de chemins de fer menacent d'arrêter la circulation dans la moitié de la Russie d'Europe.

Inutile de parler du Caucase, qui, pendant plus d'un

mois, est en quelque sorte retranché du reste de l'Empire. Mais la grève des chemins de fer tient aussi Rostov-Don, Kiev, Moscou, Varsovie, Vilna, etc... Un moment, les communications sont interrompues : sur la ligne Libau-Vilna-Minsk-Romny; sur la ligne Varsovie-Vienne; sur la ligne de la Vistule; sur la ligne Saratov-Tambov. Elles sont compromises : sur la ligne du Sud-Ouest; sur la ligne Kiev-Moscou-Voronèje; sur la ligne Moscou-Riazan; sur la ligne Varsovie-Vilna-Pétersbourg. La grève de Tchita menace la circulation du Transsibérien. Pendant deux jours, aucun train dans les gares de Varsovie, menacée de disette de charbon. Les marchandises pourrissent sous les hangars.

Par cette sèche nomenclature, on peut mesurer quelle terrible agitation secoue l'Empire. Elle met dans leur cadre les troubles de Pétersbourg. Il est facile de vilipender un pope que l'on accuse de trahison, et un comité révolutionnaire dont on dénonce le crime. Ni un pope, si astucieux qu'on le suppose, ni un comité, si hardi qu'il soit, ne suffisent à expliquer un soulèvement aussi unanime, que chaque jour amplifie, qu'aucune menace, aucune concession, aucune exécution ne ralentissent, et qui, s'il semble maîtrisé à certaines heures ou en certains lieux, apparaît d'autant plus redoutable à l'observateur. La bête jetée dans l'arène, après une course frénétique, prend le temps de souffler pour une ruée nouvelle.

Et ce ne sont là que les faits qu'une censure circonspecte a dû laisser filtrer à travers son tamis. J'ai eu entre les mains, mais sans pouvoir les copier, quelques-uns des télégrammes de province qu'elle supprime. Celui qui les reçoit m'a dit un jour, en levant les bras au ciel : « Où allons-nous? Toute la province est à feu et à sang. C'est la Révolution! »

Nous sommes au pays de Plœhwe : en aucun temps, ni

Plœhwe ni aucun de ses prédécesseurs n'a assisté à semblable déchaînement. Il y a eu des séditions, il y a eu des essais de révolutions, des conspirations; il y a eu, en Pologne, au Caucase, des manifestations nationalistes; il y a eu partout des grèves partielles. Pour la première fois, la Russie, *toute la Russie*, a *LA GRÈVE*. Pour la première fois, la classe ouvrière unifiée s'affirme et essaie ses forces. Pour la première fois, le sol russe, tout le sol russe, tressaille d'un tremblement puissant et uniforme, car les causes, les modes, le développement, l'historique de ces multiples agitations sont partout identiques. Voilà le fait pathétique et nouveau qui constitue la crise du régime.

Les *tchinovniks* disent : « Nous avons nos grèves; mais la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, ont aussi leurs grèves : sont-elles pour cela en révolution? » La France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, et toutes les nations organisées, à l'exception de la Turquie, de la Chine et des peuplades nègres, ont à quelque degré des institutions de liberté, contre lesquelles l'œuvre de violence d'une classe est sans force, parce que la violence ne prévaut pas contre la liberté, et que le statut social permet à tous et à chacun de se développer librement et de plier à la vie nationale la règle légale. Elles ont des grèves, elles n'ont pas *la grève*. La Russie, la Turquie, les nations asiatiques et les tribus nègres sont les seuls lieux du monde où il soit possible, en notre siècle, de constater un état où une inflexible règle, archaïque et souveraine, instituée et maintenue par la force, prétend dompter la vie innombrable d'un peuple et l'asservir à ses ordonnances surannées. A merveille, dans une Chine en sommeil. Mais si des millions de sujets se lèvent un jour, réclament des droits, affirment leur volonté de se promouvoir citoyens, que pouvez-vous invoquer pour leur refuser la liberté?

Par votre résistance à leur reconnaître le droit de s'organiser dans la liberté, vous vous condamnez ou à les supprimer par la violence ou à disparaître vous-mêmes dans la violence. Tel est le sens profond des grèves russes, qui ne sont grèves que par le mode d'action, et sont révolution par leurs causes et leur objet.

Les *tchinovniks* disent encore : « Elles sont l'œuvre de la propagande de comités révolutionnaires installés à l'étranger. » En vérité, veut-on rire? Quels Comités seraient assez puissants, quelle propagande assez efficace, pour aller chercher les ouvriers de cent villes industrielles et les soulever en l'honneur d'une chimère? Il n'est que trop évident au contraire que la faiblesse de tant de grèves est de n'avoir ni ressources ni unité de conduite. Elles sont spontanées, comme le cri de la faim. Dirigées et soutenues, elles auraient déjà vaincu : quelle société, quel régime résisteraient à l'arrêt total de la vie industrielle, prolongé pendant des mois?...

Les grèves ne sont pas tout : les attentats se multiplient. A Batoum, le 16/29 janvier, en plein midi, le prince Youriéli, commandant les forces de police, est tué d'un coup de feu. A Helsingfors, en Finlande, le procureur Johansen est tué. A Radom, on tue un colonel d'infanterie. A Czenstokov, un sous-officier de dragons. A Erivan, le chef-adjoint du district. A Odessa, Abraham Stilman tire en plein jour sur le préfet Golovine, qui est grièvement blessé. A Varsovie, une patrouille de police est attaquée à 8 heures du soir. A Moscou, à la fin de janvier, on arrête six étudiants, et l'on découvre chez eux 188 revolvers et des munitions. Attentats encore à Tiflis, à Kichinev, à Vagarshapad, etc., etc. Combien d'autres demeurés inconnus! En dépit de l'interprétation officielle, le coup de canon du Palais d'hiver est-il un mauvais hasard ou un attentat?

Au mois de décembre, un jour que le général Trépov,

alors grand-maître de police à Moscou, accompagnait à la gare le grand-duc Serge, une balle a sifflé à leurs oreilles. On a déclaré qu'elle était destinée à Trépov ; on a su depuis qu'elle visait le grand-duc. Le 4/17 février, au moment où Serge sort de son palais, Jean Kalaiev lance contre sa voiture, à la porte Nicolas du Kremlin, une bombe qui, elle, ne le manque pas. Ses membres disjoints gisent sur le sol; des fragments de son crâne sont projetés sur un toit voisin; une femme ramasse dans son mouchoir et apporte à la grande-duchesse, qui est accourue, des morceaux de cervelle qu'elle vient de retrouver au pied d'un mur; de sa voiture disloquée, il reste les deux roues de devant, que les chevaux affolés tirent à travers les rues avec un bruit infernal. La foule se précipite. La foule se signe. Mais cette foule, tremblante et stupide devant le spectacle de cette destruction, de cette neige sanglante, de cette grande-duchesse, belle, aimée pour le bien qu'elle fait, qui, au tonnerre de l'explosion, s'est jetée hors de son palais, à pied, et traîne maintenant ses genoux dans la neige, y plonge ses mains avides pour y découvrir les débris du corps de son mari, cette foule est secouée par l'épouvante qui jaillit de toute œuvre de violence et de sang, glace les pauvres chairs humaines apeurées : elle n'est pas émue dans le fond de son cœur.

C'est peu de dire que Serge n'était point aimé; il était exécré. Personne qui doutât que le jour où les terroristes marqueraient de nouvelles victimes, il dût être parmi celles-là. Dans les heures qui ont suivi, j'ai entendu se manifester du côté conservateur des colères, de la crainte, de l'horreur, de la vengeance : de nulle bouche je n'ai recueilli un mot qui fût de surprise. A quels drames et à quelles comédies, à quelles folies ne doit-on pas s'attendre dans ce pays, à ces heures troubles où ni la puissance ni la volonté ni l'initiative ne sont où elles devraient être, où le gouvernement ne

gouverne pas, où le régime, âpre à se maintenir, soucieux de ne pas trop céder et inquiet de ne pas céder assez, passe l'heure qui vient à défaire ce qu'il a fait dans l'heure achevée, et sur qui l'indifférence générale voit suspendue la menace perpétuelle du pistolet caché dans une poche ou de la bombe qui s'élabore dans une chambre d'hôtel? Un diplomate, qui se trouvait dans la grande salle du Palais d'hiver, ce jour du 6 janvier où y pénétra une étrange mitraille, me disait :

— Lorsque nous avons entendu se briser les vitres des fenêtres et les pendeloques du lustre, il y a eu soudain un grand silence immobile, car le protocole arrêtait tous les gestes; mais, chez nul de ceux qui étaient là, aucun étonnement. La salle voisine aurait croulé que l'on ne se serait pas davantage étonné : par les temps qui courent, on s'attend à tout. »

Le grand-duc fut la victime désignée par la Révolution, parce qu'elle voyait en lui, sinon le chef et l'organisateur, du moins le représentant le plus illustre, le plus obstiné, le plus ardent de la politique de violence réactionnaire. Elle lui attribuait à juste titre la disgrâce et la chute du prince Sviatopolk Mirsky, une part de responsabilité dans la journée du 9 janvier, un fanatisme dynastique qui, en toute occasion, avait placé son rigide veto entre l'Empereur et les réformes, un fanatisme religieux qui, accouplé au fanatisme d'un Pobédonostsev, avait créé une inquisition d'orthodoxie et fait ruisseler le sang juif sur Kichinev, Gomel, etc. Il payait encore cette journée du 6 décembre, où sa main avait couché dans les rues de Moscou les cadavres d'une demi-douzaine d'étudiants et d'étudiantes. Et, si les conservateurs s'indignèrent, aucun du moins ne s'étonna qu'à l'heure où le parti de la mort méditait une nouvelle action, il eût désigné, de son doigt sanglant, cet oncle impitoyable et hautain du souverain russe.

J'ai rapporté ce mot, qui me fut dit le 14/27 janvier : « Le Comité révolutionnaire a décidé une « exécution » importante ». A quelques jours de là, ayant retrouvé à Pétersbourg un personnage qui est à la source des nouvelles et que je connaissais pour son sérieux, je pris, à la suite de cette rencontre, une note que j'avais classée sans m'y attacher beaucoup, mais que, le soir du 4/17 février, j'ai relue avec un certain saisissement. Je la recopie ici dans son texte hâtif et familier :

« Le colonel X... me raconte et m'affirme ceci. Lorsque les délégués des zemstvos se réunirent en novembre, à Pétersbourg, l'un d'eux reçut un jour la visite de trois personnages mystérieux qui n'étaient pas masqués, mais ne se nommèrent point, et lui dirent, sans accompagnement d'Offenbach :

« — C'est nous qui sommes les terroristes. Bien que n'étant pas de votre parti, nous pensons que votre action peut être profitable à la Russie, et nous en attendrons les effets en nous abstenant d'interventions nouvelles. Mais en même temps, nous vous déclarons et nous vous prions de « remettre » au gouvernement que, si votre voix n'est pas entendue, nous reviendrons à nos méthodes, et avec énergie. Cette fois, nous dédaignerons les ministres; nous irons plus haut, aussi haut qu'il le faudra. Le premier désigné est le grand-duc Serge. Ensuite viendront, si l'on ne veut pas comprendre, le grand-duc Vladimir, le grand-duc Alexis, enfin... l'Empereur.

« Ils partirent. Le lendemain, le prince Mirsky était informé de cette démarche. »

Je n'ose rapporter ici tout ce que l'on entendait au lendemain de l'attentat. Un peu de pudeur me retient, car c'est d'un cadavre qu'il était question en somme, mais surtout la crainte de n'être point cru tout à fait. Devant la destruction d'un être qui, quel qu'il ait été, fut de la matière vivante, on hésite à noter l'indifférence, le

sarcasme ou l'allégresse des uns et des autres. Pourtant, chez les hommes de l'opposition aussi bien que chez les conservateurs, voilà bien ce qu'il fut donné au témoin de recueillir à ce moment. Les premiers, sans doute, s'affligeaient de la brutalité sanglante de la mort; les seconds, épouvantés de la reprise de l'action terroriste, s'interrogeaient dans l'angoisse sur les maux prochains qu'elle présageait; mais, si l'acte en soi était considéré dans ces sentiments divers, le fait qu'il se rapportât au grand-duc Serge était regardé comme négligeable.

Mieux encore que des conversations, le langage des journaux témoignera l'état de l'opinion. Langage étrange et significatif, sous un régime où la presse bridée n'est pas toujours punie pour ce qu'elle dit, mais parfois pour ce qu'elle ne dit pas, où les mots qu'elle sous-entend ont souvent plus de valeur que les mots qu'elle imprime, où le seul fait de ne pas s'indigner contre le meurtrier de Serge exprimait, pour les lecteurs et le pouvoir, une opinion très précise. Or, dans toute la presse, la *Gazette de Moscou* est le *seul journal* qui prenne texte de l'attentat pour demander, par des mesures de rigueur exceptionnelles, l'anéantissement définitif de la *kramola* (esprit révolutionnaire). « La *kramola* s'est fortifiée et a crû en audace; par conséquent, les méthodes pour l'anéantir doivent être pratiquées avec une intensité plus grande, avec plus de vigueur, d'étendue, de décision. » Mais le *Novoié Vrémia*, le journal conservateur du vieux Souvorine, en un long article, où il déplore, en passant, le deuil impérial, n'a pas un mot pour la mémoire du grand-duc. Puis, ayant condamné le crime, proclamé son horreur pour les méthodes terroristes, il ajoute que ce crime fut l'œuvre de l' « Organisation de combat », de ce « tribunal mystérieux qui a ses juges et ses procureurs », et qu'il est impossible de toujours éviter les coups d'un pareil tribunal. Il dit encore :

« La vigilance des agents du gouvernement, si parfaite qu'elle soit, est parfois impuissante à sauver un homme; mais cette vigilance est cent fois plus efficace, lorsque la nation elle-même est consciemment intéressée au maintien de l'ordre, lorsque cet ordre lui est aussi cher que lui est cher l'ordre familial, que lui est chère la vie de chacun des membres de la famille. Chez nous, tout est en ruines, tout est dispersé, et l'éducation sociale n'est possible que par l'épanouissement régulier de toutes les classes de la société, par leur union solide, par le sentiment de leur responsabilité réciproque. »

Ce n'est pas la première fois que des vies russes sont fauchées par l'ordre impitoyable de ce « tribunal mystérieux », mais, notons ceci, c'est la première fois qu'un journal russe ose faire allusion à ce tribunal et à l' « Organisation de combat ».

Les *Novosti* concluent de l'attentat la nécessité de cimenter « l'union du peuple et du tsar » : c'était, à ce moment, la manière discrète de demander l'établissement d'une Constitution. *La Rouss*, autre organe libéral, aboutit à la même conclusion, et néglige de réprouver l'attentat. Les *Nachi Dni* (*Nos jours*) se bornent à reproduire les dépêches de Moscou, sans y ajouter une phrase de commentaire; et cette abstention, dans un numéro de journal où figure en outre un article sur l'état général des esprits à Pétersbourg, évidemment écrit avant le drame, leur vaut d'être suspendus le lendemain pour trois mois. Les *Péterbourgskia Viédomosti* souhaitent que Dieu garde la vie au tsar et lui permette d'accomplir les réformes promises par le rescrit de décembre. Le *Slovo* réclame, pour répondre à l'attentat, des mesures, non pas « policières », mais « créatrices » : un système de gouvernement solide et fort qui, tenant compte de l'opinion du peuple, ruinerait le mouvement révolutionnaire et enlèverait toute raison d'être à ceux qui y participent.

Voici enfin un irrécusable témoin : le *Grajdanine*, le véhément journal du prince Mestchersky, qui restera le dernier des zélateurs de l'autocratie, quand l'autocratie n'existera plus, et qui, polémiste vigoureux et passionné, est probablement le seul homme au monde qui ne soit pas encore complètement rallié à l'abolition du servage des paysans. Le 6/19 février, le *Grajdanine* écrit :

« Ce qui est encore plus terrible que le crime lui-même, c'est la disposition d'esprit dans laquelle Pétersbourg en a reçu la nouvelle. Un de mes amis, me parlant avec horreur de ce crime, m'a conté qu'il se trouvait ce soir-là dans un théâtre, quand la nouvelle lui en est arrivée. Je ne m'arrête même pas à ce fait que le spectacle a continué comme si de rien n'était; mais la nouvelle elle-même y a été accueillie comme un incident du jour, que l'on peut oublier le lendemain. C'est là un symptôme aigu de la maladie mentale qui possède notre société. « J'avais, me disait mon ami, l'impression que je me trouvais dans un milieu où beaucoup craignaient de manifester leur horreur de ce crime, *de peur de se trouver en contradiction avec l'opinion publique.* »

Tandis que l'ami du prince faisait au théâtre ces déplorables constatations, une scène publique, stupéfiante et incroyable, se déroulait sur le Nevsky : deux mille étudiants et ouvriers, assemblés devant le palais de ce grand-duc qui, six heures plus tôt, était encore vivant, entonnaient furieusement ce vieux chant des hâleurs de la Volga : *Po matouchké, Po volgé...* qui est devenu un chant révolutionnaire, et la police laissait se dérouler en paix cette extraordinaire manifestation d'un peuple en allégresse parce qu'une bombe venait de projeter à travers la neige du Kremlin les membres de l'oncle de son Empereur! A Moscou, autre manifestation d'un ordre différent. Dans une réunion du zemstvo que préside, en l'absence du président, le comte Chérémétiev, celui-ci se dis-

pose à donner lecture d'un projet d'adresse au tsar, à l'occasion du meurtre du grand-duc; on le lui déconseille; l'assemblée se forme en comité secret, discute le projet, le repousse, se borne à une banale adresse de condoléances à la grande-duchesse. Le lendemain même de la mort, la jeune impératrice Alexandra reçoit un télégramme signé des « Dames de Moscou », qui la supplient d'intervenir en faveur des réformes, afin d'arrêter les entreprises de la terreur.

Le gouvernement est atterré de cet état de l'opinion. Mieux que dans bien des manifestations antérieures, en cette conjoncture dramatique s'atteste un trouble social dont il mesure l'étendue et la profondeur. Ces sanglants débris humains que l'on a rassemblés dans un drap, il n'ose pas les ramener à Saint-Pétersbourg. Contrairement à l'immuable tradition, le grand-duc, oncle de l'Empereur, n'ira pas rejoindre tous les membres de la famille impériale qui dorment à la citadelle Pierre et Paul, depuis que le tsar Pierre fit de Pétersbourg la capitale de l'Empire. Ses obsèques auront lieu à Moscou, parce que l'on redoute à Pétersbourg la voix du peuple. Plus tard seulement, quand le calme sera revenu, dit-on, le corps y sera conduit. On fixe au mois de juin la date de ce retour de cendres : le mois de juin est passé. On tremble même de donner au dernier adieu la pompe convenable. A cet enterrement de Moscou n'assisteront ni les frères de la victime, Vladimir et Alexis, ni son impérial neveu, le souverain qui, dans le manifeste à son peuple, venait d'écrire : « Nous pleurons en lui l'oncle et l'ami dont toute l'existence, dont tous les actes et toutes les préoccupations furent constamment consacrés à notre service et à celui de la patrie ».

Ainsi fermente l'Empire dans ces moments historiques où s'élabore l'avenir.

Par le drame retentissant du Kremlin, se termine, en ce mois de février, la série tragique. Toutes ces violences, tous ces attentats, tant de grèves, tant de manifestations de toute nature, et les chemins de fer qui ne circulent plus, et les ateliers en révolte, et les zemstvos et la noblesse, et les sociétés savantes et tous les corps constitués et toutes les corporations, qui se rencontrent unanimes dans la condamnation d'un régime et dans l'affirmation réitérée d'une espérance de liberté, toute cette agitation multiple, permanente, consciente, invincible, tient dans la période qui va du 9/22 janvier au 1er/14 mars. Nous constaterons bientôt que, loin de s'apaiser ensuite, elle s'est fortifiée et décuplée[1]. Pour l'instant, qu'il suffise de noter la puissance de la poussée nationale en effort unanime contre l'autocratie. Dans cette rumeur grandissante que forme l'appel des ouvriers, des nobles, des hommes de « l'intelligence », il manque encore une voix, celle des paysans. Quand les paysans, qui sont 85 % de la population, ouvriront la bouche, que diront-ils? En leur ignorance, espère le régime autocratique; à leur misère, se fie le parti libéral. Ne souhaitons pas qu'ils parlent trop tôt, car s'ils se déchaînent un jour, quelle digue pourra enrayer leur fureur torrentielle?

Si le pouvoir a des oreilles pour entendre, des yeux pour voir, qu'il écoute donc la voix qui monte des entrailles du peuple, qu'il regarde les gestes implorateurs que lui font les meilleurs d'entre ses sujets. Parmi ceux-ci, c'est encore le prince Troubetzkoï qui prononce la parole nécessaire. Au mois de janvier, il avait écrit : « Ce n'est pas une révolte, c'est une révolution ». Bientôt il écrira, dans un article des *Rousskia Viédomosti* : « Une action immédiate est nécessaire ».

1. Voir chapitre XXII : « l'Apaisement ».

X

LA SOCIÉTÉ

CE QU'ON DIT — CE QU'ON ÉCRIT

Un mot de Bibikov. — *La* réforme et *les* réformes. — Le Libéral. — Le Conservateur. — Le salutaire paysan. — L'impatient ouvrier. — L'évolution du Conservateur. — Les salons causent. — Hantise de la Révolution française. — Un gouvernement difficile à défendre. — Propos de libéraux. — Le Japonais au Kremlin. — Le lièvre et le douanier. — L'opinion nerveuse. — Bombes partout. — Ce qu'on imprime. — Poussée de feuilles libérales. — Le langage convenu. — Un article de *la Rouss*. — Encore les intempérances du *Grajdanine*.

Alexandre Bibikov, envoyé par Catherine II pour disperser les bandes d'Emilian Pougatchev qui, depuis un an, soulevait les paysans et menaçait la dynastie, arrive à Kazan et, effrayé de l'état des esprits, de l'abondance des plaintes qui de toutes parts montent vers le trône, il écrit : « Ce n'est pas Pougatchev qui est important, c'est le mécontentement général. »

Si le gouvernement du Tsar, moins replié sur lui-même, consentait à ouvrir les fenêtres de sa bureaucratie et à se pencher vers la nation, il comprendrait à son tour que l'important, ce sont moins encore les délibérations des zemstvos ou les grèves ouvrières, que les

paroles qui s'exhalent des bouches unanimes du peuple.

Quand ses amis disent que la grève est une sédition fomentée par des révolutionnaires avec l'argent étranger, que les assemblées des zemstvos et les troubles universitaires sont conduits par une escouade d'intellectuels en délire ou de juifs haineux, ils auraient raison, si l'opinion publique restait indifférente à ces manifestations. Or il n'en est pas une, si vaine, si insensée, si violente qu'elle soit, qu'elle n'attende et n'approuve. On a vu dans quels sentiments elle accueillit la nouvelle du meurtre du grand-duc Serge. Point de troubles, point de grèves, point d'attentats, que l'on ne commente avec sympathie, dans de libres entretiens où l'on ne songe plus à ménager ni le pouvoir ni soi-même. A mesure que la paralysie gagne les forces de résistance, les forces d'assaut se décuplent, s'enhardissent, s'exposent à découvert. A toute heure, elles reçoivent des transfuges; leur puissance s'accroît de toutes les pertes qui affaiblissent l'adversaire; phénomène prodigieux, la vieille réaction n'a plus de partisans. Le conservateur traditionnel est devenu un personnage mythique, et, de sa réalité mortelle, est sorti un combattant qui n'a plus à la bouche que le mot de réformes. Ce mot nouveau, mot de rébellion il y a quelques mois encore, et que, sous Plœhwe, je n'avais entendu murmurer dans la société qu'avec des moues effarées ou dans des confidences peureuses, est maintenant le grand amour des salons. Du haut en bas de la société, on le prononce, à vrai dire avec des sens divers, mais avec un égal entrain. Les libéraux sans doute ne l'entendent pas de la même manière que les conservateurs. « Ce que consentent ceux-ci, me disait spirituellement un membre du corps diplomatique, ce sont les réformes-réparations, et ceux-là exigent des réformes-destruction; d'un côté, il s'agit de consolider pour conserver, de l'autre, de détruire pour reconstruire. »

L'un des hommes les mieux intruits des choses russes, M. Legras, correspondant du *Temps*, avec beaucoup de justesse, a précisé l'état des partis en disant que les uns demandent *des* réformes, tandis que les autres veulent *une* réforme. Cette réforme, c'est, d'un seul mot, la Constitution. Les réformes, ce sont celles qu'a fait vainement espérer le rescrit du 12/25 décembre, dont le rescrit du 18 février/3 mars a confirmé et étendu la promesse, et que l'autocratie lâche péniblement, lambeaux par lambeaux, sous la pression des circonstances. Mais le fait nouveau est celui-ci, que l'on ne rencontre plus en Russie un seul homme, fût-il haut fonctionnaire ou courtisan, qui avoue possible la continuation des anciennes méthodes. Et le prince Mestchersky peut bien appeler cela la révolution, écrire que Sviatopolk Mirsky a transformé la Russie intellectuelle en foyer révolutionnaire et les journaux en organes d'anarchie, le prince Mestchersky lui-même est de ces révolutionnaires, car la bureaucratie n'a pas de plus féroce contempteur que son *Grajdanine*, et il n'est pas de semaine où il ne somme l'autocratie de se renouveler, de transformer de fond en comble son système pour reconstituer un gouvernement fort et invincible.

Combien différente cette Russie pathétique et fiévreuse, de la Russie accablée et poltronne que j'ai connue au début de la guerre! A ce moment déjà, il était possible certes de discerner l'imminence de la poussée libérale et de prévoir qu'elle se manifesterait avec une puissance irrésistible. Des libéraux, on en rencontrait partout; mais il fallait les chercher, les provoquer aux confessions, et ils ne s'avouaient qu'avec des paroles timides et des regards inquiets. C'est qu'ils savaient que l'oreille du policier aposté par Plœhwe n'était jamais très loin des lèvres qui s'ouvraient, et que Plœhwe avait d'infaillibles moyens pour arrêter le discours ébauché. Combien de

temps pouvait durer cette terreur des âmes? Combien d'années, combien de mois passeraient avant l'acte? Combien de jours?... car on devinait le monstre populaire frémissant dans son immobilité, et qu'il suffirait d'un signal ou du hasard d'une heure pour qu'il bondît de tous ses membres tendus. Il n'y eut point de hasard, mais il y eut un signal, la bombe de Sasonov, et un vertige de folie de l'adversaire, la guerre.

Ce libéral timide est maintenant un homme qui a le verbe haut, le regard assuré et la voix triomphante. C'est lui à présent qui vous cherche. Il a sans cesse à votre disposition des anecdotes savoureuses. Il connaît la dernière contradiction de l'Empereur, la dernière sottise d'un grand-duc, la dernière exaction d'un *tchinovnik*. Il a des lueurs sur tout et des renseignements sur tous. En trois phrases, il vous brosse un tableau du régime, où la concussion est en bonne place, accouplée à l'incapacité, tendant la main à l'intrigue et déjà dominée par les ailes noires de l'épouvante. Il est coléreux et véhément. Son zèle pour la liberté lui montre partout la tyrannie, le mensonge, la préméditation perverse. Il a des impatiences d'homme qui se défie de toutes choses et de toutes gens, et de soi-même en outre. Il sent que pèse sur lui un très long atavisme de domination effrénée et de soumission passive, et, incertain au fond s'il saurait résister à une volée de nagaïka, il a besoin de posséder sans délai la puissance et de conquérir en un jour les biens qu'il convoite sans courage depuis un siècle. Il est d'un troupeau d'esclaves dont les maîtres, sous le poids accablant de leur injuste domination, défaillent enfin; mais il n'a pas plus de foi dans leur défaillance qu'il n'en eut dans leur équité, et, redoutant à la fois leur réveil et sa propre pusillanimité, il parle et s'agite comme pour s'affirmer à soi-même son invincible audace et attester à leurs yeux leur irrémissible décrépitude. Comment sau-

rait-il que toute autocratie, parce qu'elle est autocratie, porte sa fin en elle-même, lui qui, depuis des siècles, la voit arrogante? Comment se fierait-il à la force victorieuse de la liberté, quand la liberté n'est encore pour lui qu'un mot sonore et une merveilleuse espérance ?

Ne raillons pas ses impatiences ni ses verbeuses indignations. Il est Slave. Il est un peu « mouton de Panurge », selon le mot du professeur Mendéléeff. Il aime l'inconnu, le nouveau, le brillant. Il est frivole et bavard. Il trouve de l'agrément à jouer à la Révolution, à la Constitution, au Parlement, à imaginer de belles joutes de tribune où lui-même ou quelqu'un des siens dira son fait à un ministre, et il suppute le charme des grandes causeries où il lui sera permis enfin de « parler politique ». En attendant, il s'amuse de toutes ces réunions, de ces manifestations, de ces troubles qui rompent la monotonie de l'Empire, et il se réjouit des ennuis d'un pouvoir qu'il n'a jamais connu que le fouet en main. Mais songeons aussi qu'avec les défauts et les qualités de sa race, ce libéral est un patriote. Il voit les malheurs de la nation, et il en connaît les causes. Quand il dit qu'il se désintéresse de la guerre de Mandchourie, ne vous hâtez pas d'incriminer son patriotisme. Cette guerre, c'est l'indolence du pouvoir et la rapacité de gens qu'il peut nommer qui l'a suscitée; c'est le régime qui l'a conduite, c'est le régime qui la perd ; que cette guerre malheureuse reste donc la guerre du régime. Pour lui, il ne doute pas que si la Russie, libre de ses actes et de sa volonté, l'avait faite, elle l'eût gagnée.

Il se rappelle les grandes luttes libérales menées depuis quatre-vingts ans par une poignée d'hommes résolus. Il se considère comme le successeur marqué pour achever l'œuvre. Comme il a voyagé et qu'il est nourri de la culture européenne, il se souvient que, dans les pays d'Occident, il y eut des moments où il rougit en soi-même

de n'être point un homme libre pareil à ceux au milieu desquels il se trouvait, et, revenu dans son pays, il s'est senti honteux et meurtri du mépris orgueilleux que le pouvoir lui témoignait, ulcéré de la haine qu'il marquait pour ses idées. Dans le recueillement de sa pensée, peu à peu ont grandi la révolte et l'âpre ambition de conquérir sa dignité. Il demandait à ce régime un peu de liberté, tout au moins le respect de sa personne morale; le régime lui répliquait par l'insolence, ne se manifestait à lui que par une délirante furie de domination. Ses plaintes mêmes furent des crimes châtiés comme des trahisons.

Bien loin de répondre par la confiance à ses appels désespérés, on affectait de lui dérober tout de la vie de l'État. Les choses essentielles qui se passaient chez lui, c'est par les journaux étrangers qu'il en était instruit, quand il plaisait à une injurieuse censure de leur ouvrir la frontière. Ses journaux étaient des caves où l'on prenait garde de laisser entrer un rayon de lumière, et qui avaient licence de tout dire, hormis les seules choses qui fussent dignes d'être dites. Pendant les mois qu'avaient duré les négociations avec le Japon, pas un journal n'avait eu la liberté d'y faire allusion, pas une fois le *Messager du Gouvernement*, organe officiel, n'en avait dit un mot, et la canonnade de Port-Arthur, en l'éveillant un matin, lui avait appris en même temps et les négociations, et leur rupture, et la guerre. Il lui était interdit de parler aussi bien que de lire. Un banquet était un délit s'il n'avait pas été autorisé, un crime si l'on y prononçait un mot qui fût déplaisant au pouvoir. La morne Sibérie s'étalait comme une vaste lande désolée, où se traînaient des hommes coupables d'avoir fait ce rêve de participer à la vie de leur pays.

Etonnez-vous que la langue de ce libéral, soudain déliée, se soit mise, dans le premier moment d'allégresse, à formuler follement des propos confus! Mais cette joie de vivre n'est que l'ivresse d'un instant. Avec l'espoir de

liberté, lui est apparue la certitude des responsabilités. Il se prépare aux unes comme il est préparé à l'autre, et ce libéral est aujourd'hui toute la nation. Il n'est pas seulement un avocat, ainsi que le prétendent les conservateurs méprisants, comme si la profession d'avocat conférait une indignité particulière. Il n'est pas non plus un juif, comme si le long effort persécuteur du régime contre les juifs n'avait pas donné à ceux-ci le droit de révolte. Il est professeur, ingénieur, savant, industriel, journaliste, propriétaire, noble, il est officier, il est même fonctionnaire, il est tout ce qui, dans un État, représente la pensée multiple, consciente et active d'un peuple.

Il est une force de vérité à ce point irrésistible qu'il a obligé à changer de visages ceux de ses anciens adversaires qu'il n'a pas entraînés avec lui. A mesure que, servi par les événements, il se faisait plus hardi et osait, dans des assemblées, dans des discours, dans des journaux et des lettres publiques, proclamer sur le mode héroïque des revendications qu'il confiait naguère à des placards clandestins, les conservateurs, drainés par le torrent, et conscients de la gravité de l'heure, apercevaient la nécessité de se rapprocher de lui. Arrachés à leur léthargie par une clameur terrible, ils conçurent l'obligation d'agir. A leur tour, ils s'excitèrent à parler de réformes, et même, dans leur zèle de néophytes, ils se mirent à en prononcer le mot avec une telle ardeur, que les radicaux, irrités et ne se souciant pas de leur permettre de donner le change, hésitèrent à l'articuler, et bientôt se bornèrent à se dire constitutionalistes.

Que le conservateur, si longtemps obstiné dans sa résistance, ait soudain changé de langage, ne voyons point là d'incohérence. Le conservateur est partout identique à lui-même; avec les traits spécifiques de sa classe, il agit, il pense en tous pays selon un rythme invariable. Il est conservateur par intérêt ou par timidité devant la

vie. Fonctionnaire, il est assuré du gain du jour et appréhende le hasard du lendemain; il craint un régime inconnu, des hommes nouveaux, suivis peut-être d'amis à pourvoir, et capables de surveiller les mille petites tractations qui lui permettent aujourd'hui d'augmenter le salaire que lui mesure l'État. Homme de cour, il est de la clientèle directe de l'autocratie et ne renoncera pas facilement aux privilèges qui ont fait de lui un être de caste, un dénationalisé dont les racines se sont peu à peu éliminées du sol de la patrie, et qui s'est constitué un monde parasite où toutes les notions sociales sont brouillées, faussées, avilies. Noble, propriétaire, il voit dans le maintien de ce qui est la garantie de sa propriété et de ses titres, la sauvegarde de sa condition sociale.

Il se dit vieux russe et traditionaliste. Il se paye de mots. Il se fabrique des arguments historiques; il évoque la longue histoire de l'autocratie moscovite, du tsarisme autoritaire dans sa forme, populaire dans son principe; il rappelle le passé glorieux et fort de sa patrie; il montre l'aigle à deux têtes tournant à la fois son double regard à l'est et à l'ouest, tendant ses ailes de la Pologne aux mers d'Orient, des glaces du Nord aux cimes des monts indous, et il dit : « Voilà l'œuvre du tsarisme! Voilà l'œuvre profonde, merveilleuse, ininterrompue, que menacent vos expériences! » Il ajoute que « l'homme russe », être nonchalant, passif et mou, intelligent, mais dépourvu d'initiative et de hardiesse, doit être dirigé, et que la condition de son développement est son asservissement. Quelle similitude entre lui et les gens d'Occident? Ceux-ci, hommes de volonté et d'audace, ont pu faire des révolutions et éviter d'y périr; mais la révolution en Russie serait l'indicible calamité, car le peuple russe, incapable de s'administrer lui-même, tomberait, des mains d'un pouvoir paternel, équitable, désintéressé et traditionnel, aux griffes d'une bande de déracinés sans

assise sur le tuf national, d'intellectuels chimériques et de juifs suceurs du sang du peuple.

Quel est donc ce peuple sur lequel s'appuie le conservateur, et en dehors duquel il ne reconnaît que trahison, exaction et duperie? Ce sont les 120 millions de paysans qui pullulent comme des lapins sur le sol russe et s'y traînent comme des larves. C'est ce peuple innombrable que, par un savant, systématique et abominable calcul, il a tenu dans l'ignorance et le servage, avilissant sa dignité et brisant ses résistances possibles par la force brutale et par les coups, faussant et détruisant les ressorts de sa conscience et de son esprit par le mensonge de superstitions grossières qui associent en lui l'amour de l'Empereur et la foi religieuse. Voilà, pour ce conservateur, où est la véritable tradition russe, et voilà où est l'avenir. Il sait bien ce qu'il fait, quand il essaye de discréditer tous les éléments libérés de la nation, ces juifs qu'il n'a pas osé supprimer et qu'il aurait bien voulu chasser, ces intellectuels qui sont pour le régime un danger, pour ce seul fait qu'ils pensent. Des uns et des autres qu'il parvienne à inspirer la haine au paysan, qu'il les dénonce au monde comme une secte sans vertu, d'ambitieux sans mandat, il assure au régime, accroupi comme un dieu de l'Inde sur l'ignorance et la bestialité sauvages d'un troupeau de 120 millions de têtes, un bail nouveau et indéfini.

Tant que le libéral phraseur et le conservateur impassible se sont seuls trouvés face à face, le régime, incrusté sur ses paysans, ne manifesta point une très vive inquiétude; il pressentait le danger, mais en contestait l'imminence. Un élément nouveau surgit. Des hommes auxquels ni le conservateur ni le libéral n'avaient encore daigné songer, se poussent tout à coup au premier plan, et, bousculant les uns et les autres, disent : « Nous voici. Qu'est-ce qu'on va faire pour nous? » Ce

sont les ouvriers. Le libéral, stupéfait, reconnaît vite en eux des amis et des auxiliaires, et désormais son action se précise, se coordonne, se précipite. Le conservateur s'émeut et tressaille. Le régime tremble et interroge l'avenir avec angoisse. C'est alors qu'il prononce le mot de réformes. Mot magique que la Russie n'avait point entendu depuis près de vingt-cinq ans; qui avait été foudroyé par la bombe qui emporta Alexandre II; qu'Alexandre III, par esprit de réaction et par étroitesse d'entendement, avait toujours considéré comme la perte du régime, et dont Nicolas II, par respect filial, avait même négligé d'apprendre le sens. C'est Nicolas maintenant qui parle de réformes. C'est lui qui les promet par son rescrit du 12/25 décembre, qui les confirme plus tard, qui en est obsédé au point qu'il ne peut plus prononcer un mot ni écrire une ligne sans y revenir : et il est à ce point ébloui par la magie des mots qu'il pense, ayant articulé celui-là, avoir suffisamment sacrifié à la Révolution. À la suite de Nicolas, le conservateur embouche sa trompette et répète les discours impériaux; par définition, il est toujours d'accord avec le régime, et sa fonction est d'être la cymbale qui signifie aux yeux du monde l'opinion publique russe.

Mais un phénomène que l'on pouvait prévoir se produit à ce moment.

Ce conservateur, ce fidèle mamelouck sur qui le régime s'étayait, n'est pas aussi aveugle qu'il le paraît. Depuis longtemps, il a compris que le prodige de la superposition d'un régime artificiel à la masse de la nation ne peut être éternel. A des craquements qu'il a perçus, il lui est apparu qu'une évolution fatale allait s'accomplir. Quoique privilégié, il n'a pas assez à se louer du régime pour lui avoir fait, dans le fond de sa conscience, une soumission sans réserve. C'est avec ses terres que l'on a jadis doté les paysans libérés. C'est lui qui, n'étant pas le nombre,

n'était pas la force, c'est lui que l'autocratie a incessamment sacrifié, et ce privilégié, loin de s'engrosser de privilèges, les a vus, au contraire, se disperser périodiquement. Sans doute il demeurait fidèle à l'autocratie : l'état d'âme conservateur est celui de la résignation et de l'inaction, et elle lui assurait du moins certaines garanties qu'il redoutait de voir disparaître dans une évolution capable de dégénérer en tourmente.

Soudain, voici que le régime commence à céder, voici qu'il montre un visage apeuré, et qu'une armée d'assaut se forme pour une bataille qui déjà ne paraît plus égale. Voici que les mots interdits, c'est le pouvoir lui-même qui les prononce... Dès lors, le conservateur suppute où sont ses intérêts et ses chances. Il entend au fond de lui le grondement de vieilles rancunes et d'anciennes déceptions, dont, à lui seul, il n'eût point osé faire de l'action, mais qui, à cette heure, s'exhalent en tumulte. Il réfléchit que son loyalisme passé ne pesa pas plus, dans l'orgueilleuse balance autocratique, que l'opposition permanente du libéral ; que, pas plus qu'à celui-ci, on ne lui concéda ni considération ni égards ; qu'il n'est consulté sur rien, informé de rien ; que le régime nouveau dont on affirme l'espoir et dont il est possible d'entrevoir la réalité prochaine, assurera du moins à chacun la liberté de ses entreprises et lui conférera la possibilité d'émettre son opinion. Ce parlement dont il est question, pourquoi n'irait-il pas y siéger? Pourquoi n'irait-il pas y défendre ses intérêts et ceux de sa caste? Est-il sage de laisser dégénérer l'évolution en révolution et de permettre aux révolutionnaires de garder tout le profit du mouvement national? Dès l'instant où c'est l'autocratie elle-même qui a délié les langues et parlé de réformer, elle lui a reconnu la liberté de son langage et s'est interdit de borner sa critique ou de mesurer son espoir. Et bien qu'il persiste à protester de son respect pour le

souverain et pour la dynastie, en réalité il affirme des idées qui sont la négation de l'autocratie, et par son action, par ses paroles, par ses écrits, il se trouve, en dépit de ses protestations et de ses illusions, l'associé de Gapone et de Kalaiev pour la destruction du régime.

La noblesse, ne l'oublions pas, forme 70 °/₀ des zemstvos. Elle est aujourd'hui l'un des corps les plus nombreux, les plus puissants, les plus déterminés de la grande armée libérale. Au parlement futur, elle sera représentée dans des proportions importantes. Et comment l'obscur conservateur, le petit propriétaire de district, comment le bas fonctionnaire, qui se voit aussi broyé par la machine administrative, confiné dans son médiocre emploi, dans une carrière obstruée par l'intrigue, comment tous ceux-là, qui se sont tus jusqu'à ce jour, ne seraient-ils pas tentés de mêler leurs voix au concert que forment les Troubetzkoï, les Chipov, les Lvov, les Stakhovitch, et une majorité de maréchaux de noblesse?

Oui, le vieux conservateur négateur est devenu à présent un type de légende. Celui qui ne s'est pas encore rallié au libéralisme et se contente d'affirmer une vague confiance dans le régime, parle du moins un langage qui, il y a un an, eût été payé de la Sibérie. Il est impitoyable pour les mœurs de la bureaucratie; il proclame la nécessité de licencier les trois quarts des fonctionnaires de l'Empire, qu'il dénonce comme des incapables et des exacteurs; il fait le procès de la guerre, de la marine, des généraux, des intendants; il remonte jusqu'au souverain; il déplore son indécision, il accuse la perfidie, le fanatisme ou la malhonnêteté de ses conseillers ordinaires; il reproche aux ministres d'être sans initiative, sans courage et sans vertu; il prévoit pour la patrie les pires malheurs, si une volonté énergique n'intervient pas incontinent pour mettre fin à la fois aux désordres révolutionnaires et à l'anarchie

interne de la bureaucratie. Il dit : « Nicolas est bon, Nicolas est généreux; pourquoi ne se rencontre-t-il personne pour oser parler à Nicolas, pour déchirer le voile que des intrigants maintiennent sur ses yeux, pour lui montrer, palpitante, la nation inclinée à ses pieds et qui lui demande d'agir pour son bien? »

Que n'entend-il. en effet, ce mystique et incertain Nicolas, toutes ces voix discordantes et pourtant pareilles? Est-ce donc par une conjuration que les hommes les plus divers de l'Empire, de Kalaiev à Mestchersky, proclament inhabitable la Russie, et affirment l'immédiate nécessité de réformes fondamentales? Ayant visité bien des personnages, m'étant évertué à confesser bien des gens de toutes castes, de toutes conditions, de tous partis, j'atteste n'en avoir pas rencontré un seul, fût-il ministre, fût-il le premier des ministres, qui ne consentît à convenir tout au moins que la base sérieuse de l'agitation libérale est la désorganisation du pouvoir, l'indécision de l'autocratie, sa résistance à accomplir des réformes depuis longtemps indispensables. Loyalement, sérieusement, et tous les termes pesés, j'atteste ce fait, et je demande à ceux de nos compatriotes qui, ne connaissant de la Russie que son passé de résignation, et n'ayant de sa situation présente que des informations intéressées, sourient quand on parle de la Révolution, s'ils jugent sociologiquement possible la persistance d'un système gouvernemental déjà condamné par toutes les forces vives de la nation, et qui n'est même plus défendu par ceux qui en vivent.

Le 9/22 mars, je me trouvais chez un puissant homme d'Etat que je ne puis nommer. Il me dit textuellement ces mots, que j'ai consignés quelques minutes après l'avoir quitté :

— Tout ce que nous voyons aujourd'hui, c'est le résultat logique et la suite nécessaire d'une politique néfaste qui s'est exaspérée dans ces deux dernières années. Nul

ne peut dire ce qui sortira du mouvement actuel, car il est intimement lié au sort de la guerre. Mais il est très grave, et je vois dans l'avenir « des choses mauvaises ». Voici *cette* mur (il disait *cette* mur) qui est là. C'est l'autocratie. *Tout le monde* est d'accord pour le démolir et entrer dans la chambre qui est derrière. Eh bien, on le démolira. Mais quand *cette* mur sera démoli et qu'on sera entré dans la chambre, alors commenceront les vrais troubles. Personne ne sera plus d'accord. On se disputera. *Et il y aura du sang.* »

Si tel est le langage d'un haut serviteur de l'autocratie, il sera aisé d'en inférer ce que peuvent dire des hommes qui, n'ayant pas la même responsabilité, n'ont pas la même circonspection. Les moins hardis tiennent des discours étranges dans la bouche de sujets du Tsar. On n'en rencontre plus un seul qui aille jusqu'à défendre le système de Plœhwe, et qui ne l'avoue paradoxal et insensé. A cet égard, voici une conversation caractéristique que j'eus, un jour de l'hiver dernier, dans l'une des maisons les plus notoirement conservatrices de Pétersbourg, avec un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, lequel, dès les premiers mots, me déclara, en même temps que sa grande amitié pour le prince Sviatopolk Mirsky, son aversion profonde pour le libéralisme chimérique de ses idées. Cependant, comme nous nous entretenions de la récente nomination de M. Bouliguine, qui venait de succéder au prince, et à laquelle on attachait généralement un sens réactionnaire, il me dit :

— Soyez sûr que M. Bouliguine sera obligé, tôt ou tard, de revenir à la politique du prince Mirsky.

Comme je m'étonnais, mon interlocuteur ajouta :

— Il est impossible de songer à reprendre les méthodes de Plœhwe. Il avait une dureté de main et une énergie répressive qui étaient très peu modernes ; il avait jeté sur la nation un appareil de police à la fois enfantin et

vexatoire qui a fait beaucoup de mal au gouvernement, sans lui procurer de grands avantages. Comment un homme peut-il songer à maintenir dans sa seule main tout un peuple de 130 millions d'hommes?

« Que fera M. Bouliguine? C'est un homme sage, modéré, honnête. Il appliquera la loi dans sa vérité, et il n'appliquera que la loi. Et cela ne signifie pas qu'il soit réactionnaire. La loi n'est pas rétrograde. On ne connaît pas les lois russes, dont la plupart sont excellentes. Malheureusement « les rouages de l'administration ont tourné en sens inverse de ces lois ». Dès qu'on appliquera la loi, vous verrez que les choses iront infiniment mieux. Mais on serait aveugle aussi de ne pas tenir compte des courants qui agitent aujourd'hui l'opinion. C'est ce qui me fait dire que, « par la force des choses », M. Bouliguine ou son successeur sera contraint d'emprunter à la politique de Mirsky, sinon son langage et ses formes et cet aspect de chimère qu'elle prit avec lui, du moins son inspiration et son esprit.

— Et Trépov? fis-je.

— Ce n'est pas Trépov qui pourra enrayer la marche des faits. Il y a des symptômes dont il faut tenir compte. C'en est un, par exemple, de voir la municipalité de Moscou, qui de tout temps fut conservatrice et se recrute parmi de gros propriétaires, de riches marchands, tourner aujourd'hui au libéralisme. C'en est un autre, qu'une partie de la noblesse en soit là d'inviter l'autocratie à écouter les représentants du peuple. »

Ainsi parlent un haut fonctionnaire et un grand ministre. Dans les salons, le sujet de toutes les conversations est la situation intérieure; pendant des heures, on suppute sans fin les intentions de celui-ci ou de celui-là, les probabilités de l'avenir. De quel mot ne se sert-on pas pour caractériser « l'état de choses? » On dit : « La Révolu-

tion », « notre Révolution ». Une jolie femme que vous saluez, un fonctionnaire que vous abordez vous disent : « Que pensez-vous de notre Révolution? » Sans doute, vous distinguez à ce moment un sourire et une ironie dans leur question. Mais prenons garde que cette ironie et ce sourire sont la grimace d'une obsession permanente et signifient une inquiétude mortelle. Les Russes de la société, qui sont si joliment cosmopolites, et qui, à chaque printemps, sans attendre les boues du dégel, s'éparpillent à travers les côtes de Provence ou l'Italie, ne voyagent pas cette année. Combien de dames n'ai-je pas vues s'affliger à la pensée de ne point quitter Pétersbourg!

— A cause de la guerre? disais-je.

— Non. Mais dans « ces jours », avec cet « état de choses », et notre « Révolution », on ne sait pas ce qui peut arriver.

— Croyez-vous, me disait une jeune femme, que je vais laisser ma maison derrière moi, sans savoir si je la retrouverai? »

On dit « ces jours », on dit « l'état de choses », quand on veut se dissimuler la gravité de l'heure; et puis on affecte de dire « notre Révolution », en essayant de draper d'une plaisanterie les événements dont on se sent pressé. Observons que ces exagérations aussi bien que ces atténuations de langage témoignent une hantise qui étreint les cœurs. Aussi bien cette hantise de la Révolution française est dans toutes les âmes. Elle se glisse à travers les salons, elle court dans les rues de la ville, elle est entrée au Palais et habite l'âme des maîtres. On prête à la jeune Impératrice ce propos : « Je ne veux pas être Marie-Antoinette ».

— Voici un livre que vous trouverez maintenant chez beaucoup de personnes », me disait un libéral notoire en me montrant *l'Histoire de la Révolution Française*, de M. Aulard.

Il n'est point de détail de l'agitation publique dont on ne cherche le pareil dans les journées de 89. Lorsque les libéraux, dans l'après-midi du 9 janvier, se réunissent à la Bibliothèque impériale et jurent de ne pas abandonner le peuple, ils disent : « Nous avons fait notre Serment du Jeu de Paume. » Quand les ouvriers projettent d'aller remettre leur pétition au Palais d'hiver, les conservateurs disent « qu'ils ont rêvé d'une Prise de la Bastille. » Quand on demande la convocation du Zemski sobor, on dit : « Ce sobor, ce seront nos Etats Généraux. » Celui-ci dit : « Nous n'en sommes plus à Louis XV, mais à Louis XVI », et c'est un jeu dans la société d'établir un parallèle entre Louis et Nicolas, de rappeler que l'avènement de l'un et de l'autre fut marqué par des accidents presque semblables et également terribles, de chercher les analogies de leurs caractères, indécis, hésitants, faibles, et pourtant obstinés. Comme daus la nôtre, on note dans la révolution russe des nobles, des prêtres, des révoltes agraires. Comme en France aussi, on considère avec inquiétude cette énigme terrible : les paysans, etc... Ce petit jeu historique, auquel les libéraux s'entraînent avec amusement, s'impose férocement à l'angoisse commençante des conservateurs et des gens de cour, et c'est un symptôme de l'heure, que la mémoire des grandes journées de la Révolution française possède — menace ou espérance — le cerveau tumultueux de la Russie en enfantement.

Dans ces conversations que l'on cueille à toute heure du jour, il est visible que ce qu'il reste de conservateurs est désarçonné, et que les libéraux, au contraire, marchent allègrement et joyeusement à une victoire qu'ils regardent comme certaine. Les barbaries répressives du 9 janvier ont commencé de gêner la polémique conservatrice, et les incohérences de l'action politique qui a suivi ont achevé de la démembrer. Comment argumenter

en faveur d'un gouvernement qui semble n'avoir plus d'autre doctrine politique que celle du hasard, et d'autre moyen de gouvernement que les petites tromperies et les menues intrigues? Si l'on se hâte de se réjouir d'un acte d'autorité, le jour qui vient apporte un acte qui détruit le précédent. Alors, on se tait. On prend le parti de ne plus commenter quoi que ce soit, d'attendre silencieusement du pouvoir ou des circonstances les bonnes comme les mauvaises chances. Est-il possible de se montrer plus royaliste que le roi, et de s'obstiner à défendre un gouvernement dont les caprices désarment jusqu'au peu d'amis qui lui restent?

Incertain de pouvoir approuver des actes précis et de louer nommément des hommes, obsédé pourtant par la situation de l'Empire, on se rejette sur les questions académiques, et l'on discute éperdûment sur le Zemski sobor, l'Assemblée nationale, le mode de votation. En même temps, on nie la fatalité de la Constitution, on nie la possibilité qu'elle fonctionne. « L'homme russe » n'a pas de vie individuelle ; il ne peut s'épanouir que sous la loi de l'autorité ou entraîné dans la marche d'une collectivité. Le vieux « homme russe » est en train de mourir; il est en période évolutive; mais l'homme nouveau n'est point encore né, et c'est folie de songer à placer entre ses mains débiles un instrument qu'elles sont incapables de manier. Instituer un Parlement qui voterait les budgets, interpellerait les ministres, etc..., mortelle fantaisie : ce serait remettre les affaires de l'État à tous les brouillons et à tous les indignes. De cette Constitution autour de laquelle on bat la grosse caisse, le grand peuple russe des campagnes ignore le mot et la chose. Ce n'est pas pour la conquérir, c'est bien plutôt pour en faire rentrer le projet dans la gorge des intellectuels, qu'il serait prêt à se faire tuer. Oui, oui, si des gens venaient dire aux paysans : « Désormais ce seront des députés

nommés par vous qui, à la place du tsar, feront les lois et dirigeront l'Empire », ils se soulèveraient en masse et se précipiteraient sur ces mauvais messagers!...

Les libéraux parlent d'autre sorte et ne laissent point passer un acte du pouvoir sans exercer sur lui leur inflexible censure. Ils comprennent que chaque hésitation de sa part est une chance dans leur jeu, que leur prestige et leur armée s'accroissent chaque jour des faiblesses et des incohérences de l'adversaire. Le libéralisme va son chemin, le front haut, l'œil brillant, écoutant se lever derrière lui la rumeur de l'opinion qui l'encourage, èt distinguant nettement que la nécessaire victoire est au bout de son effort, s'il sait le prolonger. Il multiplie les manifestations, les réunions, les banquets, les ordres du jour, les congrès corporatifs, etc., et il soutient de son argent et de toute la force de sa propagande des journaux qui, de jour en jour, haussent le ton et parlent maintenant un langage inouï. Voici un échantillon des propos que l'on recueille; c'est un homme sage et que j'avais connu modéré, un an plus tôt, qui me dit ceci :

— La guerre a déchiré les voiles. Elle a montré à tous les Russes ce qu'était devenue la Russie. Vous vous rappelez ce joli conte d'Andersen : devant le roi, entouré de sa cour, tout le peuple défile, se prosterne, est ébloui par la majesté de sa personne et la splendeur de ses atours. Un enfant survient et crie tout à coup : Le roi est tout nu! On regarde, on écarquille les yeux et on s'aperçoit qu'en effet, le roi était nu!... Eh bien, les Japonais ont jeté le cri, les Russes ont regardé, et c'est vrai : le roi est nu, le roi est nu ! »

Un autre :

— Le gouvernement compte sur les paysans, et il a tort; les paysans sont dans une misère affreuse. Bien-

tôt, vous verrez des désordres dans nombre de provinces. On pillera, on brûlera des châteaux, on pendra les propriétaires. On me pendra, moi, parce que je porte un paletot!... Le gouvernement est aveugle; le mécontentement est partout; vous ne trouverez personne qui ne se plaigne. Les Romanov ont considéré la Russie comme un jardin qui serait à eux, mais ils oublient leur origine : le tsar n'est pas un despote asiatique; il n'est ni le sultan ni le shah; il est sorti du peuple, il est la créature du Zemski sobor, assemblée du peuple; eh bien! nous aurons notre Zemski sobor, nous ferons, nous restaurerons les lois, et le tsar devra y obéir le premier. Car la situation actuelle ne peut pas durer. Elle ne peut pas durer. Elle finira fatalement par la Révolution, par la Constitution, que sais-je? mais ne sommes-nous pas déjà en révolution? »

On se raconte en riant des histoires :

On fait visiter le Kremlin de Moscou à un Japonais prisonnier, et on lui montre sur un socle, mutilée, la plus grosse cloche du monde, que fit fondre, en 1735, l'impératrice Anne, et dont un morceau sauta à la suite d'un incendie :

— C'est le *tsar-kolokol* (la reine des cloches).

Plus loin, il voit, également endommagé, le colossal canon de Féodor Ier, fondu au XVIe siècle :

— Qu'est-ce?

— C'est le *tsar-pouchka* (le roi des canons).

Le Japonais réfléchit :

— Si je comprends bien, fait-il, ce que vous appelez *tsar*, chez vous, c'est ce qui est cassé?

On se montre une caricature, où l'on voit un lièvre arrêté sur la frontière par un douanier.

— Où vas-tu si vite? dit le douanier.

— Je me sauve de ce pays, je ne veux plus le voir.

— Pourquoi?

— Parce qu'on y met des fers aux pieds des chameaux!

— Mais tu n'es pas un chameau?

— Non, mais on en met aussi aux pieds des lièvres; et puis, comment prouver qu'on n'est pas un chameau?

La nervosité de l'opinion est telle que l'on assiste à à des scènes comme celle-ci :

Un jour, au marché Alexandre, quelqu'un pousse un sifflement strident et crie tout à coup : « Les voilà qui arrivent! » Le public terrorisé ne doute pas qu'il s'agisse des cosaques. Aussitôt, c'est une panique folle, un sauve-qui-peut vers toutes les issues; les boutiques se ferment précipitamment; en un clin d'œil, le marché est vide. Ce n'était qu'une ruse d'une bande de pickpockets.

Au pont Tschernichev, sur la Fontanka, presqu'en face du ministère de l'Intérieur, des enfants s'amusaient à jeter dans la rivière des morceaux d'un composé chimique qui, au contact de l'eau, s'enflamme et produit de la fumée. Des passants s'arrêtent et s'inquiètent. Au bout d'un instant, on ne sait plus l'origine du phénomène; on appelle la police; un rassemblement se forme; les agents ne savent que dire; des rumeurs circulent, et bientôt on se murmure à l'oreille que l'on vient de découvrir une bombe destinée à faire sauter le pont. Et pourquoi faire sauter le pont? Parce que l'Impératrice mère allait y passer, ce qui d'ailleurs était faux comme le reste. La nouvelle circule de bouche en bouche. Plusieurs heures après, un de mes amis achetant un journal à un gamin dans un autre quartier de la ville, celui-ci se met à lui raconter l'histoire : le soir même, tout le monde se répétait la nouvelle de l'attentat manqué!...

L'opinion n'est pas seulement nerveuse, elle est constamment sous la pression d'une manifestation à laquelle

tout prétexte semble bon. Nous en avons déjà donné un certain nombre d'exemples. En voici un autre.

Une après-midi de dimanche, dans un concert d'ouvriers organisé dans un faubourg par la « Société des plaisirs populaires du Nevsky », une institutrice, dont le nom n'était pas au programme, paraît tout à coup sur la scène, et, dans un discours chaleureux, exhorte le peuple à travailler pour la liberté, à exiger la Constitution et à faire ses affaires lui-même.

— Qu'est-ce que la Constitution? fait un ouvrier.

Dans l'assistance, un monsieur se lève et expose les bienfaits d'une Constitution; il est acclamé; la police, qui commence à s'inquiéter, veut intervenir. L'assemblée trépignante prend fait et cause contre elle, protège l'orateur, et la matinée s'achève dans le tumulte.

D'étranges privilèges sont maintenant laissés à la presse. Aucun des règlements qui la gouvernent n'a été abrogé. Aucun des rouages de la censure n'a été supprimé; son ancien chef Svérev, de mémoire détestée, a été déplacé, mais la fonction subsiste. Le comité des ministres s'est borné à un geste vague par lequel il sembla présager quelque liberté; la commission Kobéko, chargée de reviser et d'amender les lois sur la presse, a été constituée et délibère; mais jusqu'à ce jour, aucune mesure effective n'a été prise, et pourtant il y a quelque chose de changé dans le régime des journaux. Un adjoint au ministre de l'Intérieur me disait un soir : « La presse russe est aujourd'hui la plus libre du monde ». Sans doute il s'abusait. Mais si Plœhwe revenait aujourd'hui parmi ce peuple qu'il terrorisa, quelle stupeur et quelle colère ne le saisiraient pas à la lecture de ce qu'on y imprime!

Il n'est point de journal, conservateur ou libéral, qui, chaque matin, avec plus ou moins de discrétion, n'essaie

sa critique du régime ou de quelqu'un des actes du régime. Chacun a son remède. Chacun, par adjuration ou sommation, le soumet au gouvernement et lui prédit les pires catastrophes s'il ne l'emploie. Les journaux libéraux pullulent. A partir du mois de novembre, une foule de gazettes voient le jour (avec l'autorisation du gouvernement), et, fait significatif, *toutes sont libérales* : dans l'état de décomposition où est tombé le système gouvernemental, il est naturel, mais symptomatique, que, parmi 130 millions d'hommes, il ne s'en trouve pas un seul, écrivain ou capitaliste, qui tente la défense du régime. Ces journaux nouveaux, ce sont *Nacha Jyzn* (*Notre vie*), *Nachi Dni* (*Nos jours*), *Le fils de la Patrie*, etc... Le plus important de tous est *la Rouss*. Dirigée par Alexis Souvorine, l'un des fils du directeur du *Novoié Vrémia*, elle a déjà un tirage supérieur à celui du vieil organe conservateur, et, pourvue d'excellentes informations étrangères, elle est en voie de prendre sa place. Voici un exemple de l'extraordinaire succès de ces journaux libéraux : *Nacha Jyzn* paraît le 19 novembre 1904 avec 900 abonnés; quatre jours après, elle en a gagné 600; un mois après, elle en a 16.000; le 1er février, moins de deux mois et demi après son apparition, elle en a 32.000; le 18, 40.297, sans compter la vente au numéro. C'est à ce moment que le gouvernement, si tolérant cependant, et qui y a laissé passer des articles audacieux, la suspend après deux avertissements successifs, pour la témérité et la véhémence de sa politique générale.

Si la presse est devenue hardie dans ses tendances, il y a pourtant des mots qu'elle n'ose pas encore prononcer. Quand elle veut exprimer que le régime affaibli est à bout de souffle et n'a plus en lui assez de ressort pour résister à l'appel de liberté, elle craint d'écrire le mot d'autocratie, parce qu'il est officiellement convenu que l'autocratie est un principe intangible, mais elle dit, par

un détour qui se trouve être une antiphrase : « *La force puissante* ». Elle a aussi inventé le mot de bureaucratie, ou du moins son acception nouvelle ; il n'exprimait jadis qu'un excès de formalisme administratif et la morgue tâtillonne des fonctionnaires de l'État ; son sens s'est étendu, et aujourd'hui bureaucratie veut dire gouvernement ; il signifie plus encore, il désigne le régime lui-même et le principe autocratique : quand vous lisez que la Russie meurt de sa bureaucratie, que la bureaucratie a faussé et avili l'âme populaire, que le salut de la patrie est dans la destruction de la bureaucratie, comprenez qu'il s'agit du régime, et personne ne s'y trompe.

Si l'on veut comprendre à demi-mot et tenir compte de ce fait que les journaux, malgré tout, sont encore obligés à des ménagements de forme, il apparaît que le langage de la presse russe, de toute la presse russe, est devenu presque ouvertement révolutionnaire. Le jour anniversaire de la canonnade de Port-Arthur, qui fut le premier acte de la guerre malheureuse, *la Rouss*, établissant le bilan de l'année qui vient de s'écouler, conclut « qu'avec beaucoup de défaites, elle a apporté à la Russie les premiers biens d'une renaissance intérieure, qui, seule, permettra à la nation de finir la guerre à son honneur et profit. » Songez que cette « renaissance intérieure » s'est manifestée par le Congrès des zemstvos en novembre, par le mouvement gréviste des ouvriers, par toute l'agitation libérale, autant d'actes considérés par le gouvernement comme séditieux. Au mois de février, dans le *Slovo*, journal cependant conservateur, l'évêque de Narva, Antonius, écrit, à propos du système gouvernemental : « Il est dangereux, ce système qui ne permet pas autre chose que ces attitudes successives : le zèle, l'approbation, la soumission, le silence. Il crée l'illusion et l'aveuglement. Le pouvoir a besoin d'amis

recrutés parmi ceux qui auraient le courage, tout en l'aimant, de s'exposer à lui déplaire. »

« On sent planer dans l'air, écrit Souvorine père, quelque chose qui ressemble à une Constitution ou à une Révolution ». Lorsque l'assemblée de la noblesse de Moscou, malgré les efforts des quatre-vingts membres de la minorité, vote à l'Empereur l'adresse conservatrice proposée par M. Samarine, toute la presse commente cette décision, et presque unanimement la blâme. Elle rappelle à Samarine que son père fut un des patriotes des « années 60 », et qu'il ment à son nom en se faisant l'avocat d'un système expirant. Il n'est pas jusqu'au conservateur *Slovo* qui ne regrette ce vote, déclarant nécessaire la convocation d'un Zemski sobor, ajoutant « que toute la Russie pensante est avec la minorité contre la majorité ». Un différend professionnel s'étant produit entre cette noblesse et la presse de Moscou, celle-ci décide, disent les *Rousskia Viédomosti*, de « laisser ces messieurs à leurs petites affaires, dont la Russie n'a cure en ce moment ».

C'est encore le conservateur *Novoié Vrémia*, par la plume de son directeur, qui tance les ministres et se plaint, à la fin de mars, que la nation soit tenue dans l'ignorance des intentions du gouvernement. « Ce silence produit l'impression des ténèbres. Nous voulons la lumière. Il faut que ceux qui nous gouvernent trouvent les occasions et le temps de parler à la Russie, et ne se bornent pas à des confidences aux correspondants de journaux étrangers. La société russe serait-elle indigne de former l'auditoire de ses ministres, et ceux-ci ne seraient-ils tenus de rendre de comptes qu'à l'Europe ? »

Les journaux reproduisent une adresse des « Femmes de Moscou » à l'Impératrice Alexandra ; on y lit :

« Tous les fondements de la vie sociale sont ébranlés,

tous les fondements de la vie morale sont en danger. La tâche des mères est rendue impossible; il n'y a pas de force, il n'y a pas de possibilité pour elles d'élever leurs enfants sur les fondements de la vérité inébranlable et l'amour du devoir, quand la vie sociale ne repose plus sur ces principes.:. L'Empereur peut encore sauver la Russie par sa puissante volonté. Sois notre avocat. Prie l'Empereur qu'il écoute la voix du pays et les clameurs des mères. »

A l'article que nous allons résumer, qui fut pendant une semaine l'événement de Pétersbourg, et aux bénignes conséquences qu'il eut pour *la Rouss*, où il parut, on mesurera à la fois la véhémence de l'opposition et la longanimité du pouvoir. Il est du 11/24 février; il portait pour titre : *Moment sérieux*, et, en exergue, ces paroles prononcées au zemstvo de Kharkhov : « Il n'est pas trop tard » :

« Si sérieux que soit le moment où nous sommes, écrivait *la Rouss*, on peut le caractériser d'un mot : « Il n'est pas trop tard ».

« La situation intérieure n'a rien de trouble; elle est, au contraire, aveuglante de clarté. Quatre forces agissent actuellement en Russie, sans compter la guerre : le gouvernement, la société, dont la cohésion n'a jamais été si étroite qu'à cette heure, un mouvement ouvrier puissant, et une poignée de gens d'une décision froide, l'Organisation de Combat terroriste... Pour tous les hommes sincères, pour qui la Russie n'est pas un mot vide, le « moment sérieux » où nous sommes se distingue par une succession de faits négatifs, contre lesquels la lutte, par une action créatrice, ne souffre pas d'ajournement.

« Occupons-nous d'abord du gouvernement. N'est-il pas temps, pour la bureaucratie elle-même, de se demander si nous avons un gouvernement dans le sens exact du mot, à la façon dont le comprennent tous les peuples civilisés? Les plus indulgents des étrangers n'expliquent tous ces jours de malheur et de sang, en particulier celui du 9 janvier, que par l'absence d'unité dans les ordres gouvernementaux. Nous savons aussi que, durant plusieurs jours, un centre industriel très riche, Bakou, a été au pouvoir des coupeurs de têtes. De gouvernement, dans le sens vrai du mot, il n'y

en a eu ni le 9 janvier à Pétersbourg, ni cette semaine à Bakou. L'absence de gouvernement crève les yeux. La tour de Babel de la bureaucratie russe, qui portait orgueilleusement au ciel son faîte tartaro-byzantin, s'est subitement écroulée, et gisent en ruines ces bases sur lesquelles elle reposait : son orgueil démesuré, son mépris pour la loi, son mépris pour les droits de l'individu, et cette terreur metternichoise et traditionnelle de *l'esprit libre.* »

La Rouss passe ensuite en revue les différents ministères :

Le ministère de la guerre, qui a mis un an à réunir en face de l'ennemi une armée de 500.000 hommes, « bien que dans les livres scolaires on nous apprenne que la Russie est la première puissance militaire du monde et qu'elle a six millions de soldats... » ; celui de la marine, qui, « avec les mêmes difficultés, a armé une escadre quelconque » ; le ministère des finances, dont « les réformes créatrices ne vont pas plus loin que l'émission de nouveaux coupons et la diminution, dans des vues fiscales, de la durée des passeports étrangers, qui s'est trouvé les mains vides devant la crise du commerce et de l'industrie », et qui menace, par le nouveau traité de commerce avec l'Allemagne, de ruiner toute l'industrie agricole de la Russie.

Où est le ministère de l'instruction publique ? « La société a cessé même de le chercher ». Le ministère de l'intérieur ? « C'est pour lui surtout qu'est restée actuelle cette méchante vérité de l'empereur Nicolas Ier, que la Russie est gouvernée par 40.000 chefs de bureaux, et que ces 40.000 chefs de bureaux, non seulement gouvernent mal, mais ne gouvernent pas du tout... Le krach de la bureaucratie y apparaît dans son idéale expression, car c'est de lui qu'est sortie, en même temps que l'apothéose, la ruine même de la bureaucratie. Et l'auteur responsable de ce krach est incontestablement Plœhwe qui, nouveau Rouher, fut le véritable ouvrier de notre Sedan, plus encore que Grammont et Lebœuf. — Le ministère de la justice ? Il fut surtout le ministère de la justice administrative... »

Le département des affaires religieuses n'a plus « ni vie ni prestige » ; il s'est égaré dans la « paperasserie du Saint-

Synode et de son procureur (Pobédonostsev), qui a étouffé la parole vivante de la croyance et de la conscience. »

Nulle part donc on ne rencontre « cette action forte, ce pouvoir conscient de lui-même, qui pourrait mériter le nom de gouvernement... » « Ce que peuvent accomplir les gouvernants, on en discute. Ce qu'ils veulent donner à la Russie, nous l'ignorons. Mais ce qui est certain et incontestable, c'est que la société russe et les ouvriers savent, eux, ce qu'ils veulent... Il est certain qu'un gouvernement qui se respecte ne saurait entrer en négociations avec une Organisation de Combat qui porte la mort et la destruction; mais il est pareillement impossible à ce même gouvernement d'entrer en négociations avec les extrêmes des partis adverses, avec les tenants du servage et de l'arbitraire policier, et, aux uns pas plus qu'aux autres, il ne peut se livrer lui-même ni livrer la société russe.

« Qu'il aperçoive le péril, quand ce n'est pas seulement l'amour de la liberté, mais l'amour même de la patrie, qui exige des réformes. Le danger, pour lui, c'est justement de n'avoir point affaire à la *kramola* (esprit révolutionnaire). Car notre but n'est pas de détruire, il est de créer. L'honneur, le progrès, l'épanouissement de la Russie seraient-ils par hasard moins chers à la société qu'à ceux qui gouvernent? Les gens de l'extrême droite vont se lamentant et affirmant que les réformes équivaudraient à l'abdication du pouvoir; mais Bismarck, qu'ils ne regarderont pas comme un libéral, a dit, il y a trente ans : « Ministre, j'ai appris à faire céder mes propres convictions aux exigences de la nécessité gouvernementale. Je n'approuve pas cette fidélité aux principes, qui préfère la ruine de l'Etat à se renier soi-même. » Or l'indiscutable intérêt de l'État exige un changement d'institutions... « La patrie veut être servie, non dominée », enseignait ce même Bismarck aux députés français, à Versailles. *Salus publica*, voilà l'étoile qui doit guider la nation. Feu le Chancelier de fer de l'empire germanique n'est pas pour nous l'idéal de l'homme d'État, mais nous invoquons son témoignage, parce que nos conservateurs ne pourront pas objecter que Bismarck ait compromis en Prusse le pouvoir royal.

« Oui, le moment est venu pour la Russie. Il faut se décider, et il n'est pas encore trop tard. Nous sommes secoués de spasmes monstrueux, au milieu desquels la vie est impossible. Mais le remède est dans notre main; et alors

quel avenir de lumière et de bonheur! La société russe a besoin que la liberté de l'individu soit reconnue et garantie; mais la société est prête, elle aussi, à donner des garanties à ce gouvernement qu'elle attend, qui sera et qui n'est pas encore au sens exact du mot, au gouvernement qui aura mis son appui et sa base sur la société elle-même. Quelle illusion et quel plus redoutable danger, que de prendre pour la *kramola* ce qui est une nécessité d'État, et que revendiquent aujourd'hui, non plus les *kramolniki*, mais des patriotes passionnément attachés à la terre russe! »

L'article de *la Rouss* eut un retentissement prodigieux. Il exprimait avec tant d'exactitude et de vigueur la pensée générale, qu'il fut lu et commenté avec passion, comme on commentait naguère les placards clandestins, — et non seulement la pensée des libéraux, mais celle de tous les hommes sincères que n'aveugle pas l'esprit de parti : j'en atteste ce mot d'un conservateur avéré, qui me dit :

— L'article est sévère, mais il est juste. C'est bien ainsi que sont les choses; seulement, ce n'était pas bon à dire. »

Le gouvernement s'émut de ce réquisitoire si virulent en apparence, si modéré en réalité, et dont il ne pouvait méconnaître ni la justesse ni la portée : le lendemain, le ministre de l'intérieur interdisait pendant trois mois la vente de *la Rouss* sur la voie publique. Mesure bénigne, en vérité, l'une des plus débonnaires qui fût à la disposition du pouvoir, car le journal restait en vente dans les librairies, et la plus grande clientèle des gazettes russes est celle de leurs abonnés. Mesure plus surprenante encore par sa modération, si l'on réfléchit à la tyrannie qui pesait quelques mois plus tôt sur la presse, dont aucun organe n'aurait pu, sans inconvénient sérieux, imprimer même le nom d'un journal socialiste étranger, ni, à plus forte raison, faire en termes aussi saisis-

sants le procès du régime. L'indulgence du gouvernement ne désarme point les hostilités, et, si on l'avait espéré, quelle médiocre compréhension du drame qui se joue! Les libéraux, en l'attribuant uniquement à l'affaiblissement d'un régime qui n'ose plus sévir, ne montrent pas un jugement plus sûr. Le gouvernement avait encore certes, en ce mois de février, le pouvoir de réprimer, s'il l'eût voulu, et de ramener la presse, sinon aux étrivières anciennes, du moins à des façons plus circonspectes. Qu'il ait eu peur, c'est bien probable; mais pourquoi ne pas supposer aussi qu'il tentait — loyalement, il faut le croire — la pratique d'une certaine tolérance. et qu'il se proposait de donner un gage de ses dispositions favorables? Mais n'a-t-il pas vu qu'au point où en était l'opinion, il fallait choisir entre l'oppression sans tempérament et la liberté sans marchandage, et que toute solution intermédiaire ne serait qu'une faiblesse, une imprudence et un encouragement?

Cette presse naguère domestiquée, à laquelle Plœhwe ne reconnut jamais le moindre droit de critique ou d'initiative, fût-ce dans les termes les plus généraux, en est là maintenant que l'on y tolère la discussion même du régime qui doit succéder au régime autocratique! Vaguement d'abord, au début de février, elle insinue qu'il serait opportun peut-être, vu la gravité des événements, de restaurer la vieille tradition moscovite et de faire appel à l'opinion nationale par le moyen de ce *zemski sobor* dont nous parlerons bientôt; et le *Novoié Vrémia* se distingue dans cette campagne par l'insistance et la vigueur de sa polémique. Puis, s'enhardissant, elle en vient à dire que ce zemski sobor, au sens exact assemblée de tous les gens de la terre russe, aura le pouvoir de prendre des décisions qui engageront le souverain lui-même. Haussant progressivement le ton, on ne se contente plus de demander la convocation de l'Assem-

blée nationale, on lui trace un programme; on déclare que de ce programme de travaux elle sera seule maîtresse, sans que le gouvernement puisse prétendre limiter sa compétence; qu'elle devra non seulement étudier les réformes à accomplir, mais déterminer le régime légal d'où sortira le gouvernement futur. On prononce bientôt ce mot de Constitution, qui fut subversif naguère, et qui traîne aujourd'hui dans les conversations des ministres eux-mêmes. On discute sur la forme de cette Constitution; on en arrive à se demander si l'on créera une ou deux chambres, par quel mode d'élection ces chambres seront nommées, si le suffrage universel est possible et désirable, si l'élection aura lieu au premier ou au second degré, si l'on ne préférera pas le suffrage censitaire, etc. Que devient, en cette affaire, le principe autocratique que Nicolas, dans toutes ses proclamations, a affirmé l'intransigeante volonté de maintenir?... Que devient surtout cette censure que la commission Kobéko s'escrime à réformer, mais dont l'institution est jusqu'à ce jour inébranlée?...

Dans ce concert que l'on peut dire unanime — puisque, si tous les journaux ne s'entendent pas sur l'œuvre de demain, ils s'accordent du moins sur l'œuvre d'aujourd'hui, à savoir l'urgence de renverser ce qui est — on perçoit deux seules dissonances : elles viennent de la *Gazette de Moscou*, dont le zèle bureaucratique et religieux ne sommeille jamais, et du *Grajdanine* de ce singulier prince Mestchersky, de qui le fanatisme autocratique s'exhale avec une liberté et une véhémence de langage qui font de lui, en même temps que le plus inébranlable soutien, le contempteur le plus violent du régime. C'est le *Grajdanine* qui, lorsque les avocats émettent la prétention de participer aux travaux de la commission Bouliguine, leur demande s'ils pensent y avoir plus de titres que les sages-femmes. C'est le *Grajdanine* qui traite les idées libé-

rales de « fantaisies de neurasthéniques et de psychopathes », les journaux libéraux de « Ravachols et de sans-culottes », qui dénonce « la clique des constitutionnalistes ». Mais c'est lui aussi qui proclame la nécessité de constituer une force sociale fondée sur « l'union avec le peuple »; c'est lui qui écrit : « Une chose est vraie dans l'article de *la Rouss*, à savoir que l'on n'aperçoit pas le pouvoir gouvernemental... Toutes les manifestations de désordre sont la conséquence directe de l'absence de tout pouvoir. » C'est lui qui décrète : « Les deux vampires qui vident la Russie sont l'intellectuel et le bureaucrate. » Et encore : « Les bureaucrates sont plus coupables encore que les agités du prolétariat. » Et ceci qu'aucun journal libéral n'aurait osé publier : « *Remercions Dieu de nous avoir fait battre par les Japonais, car une victoire aurait caché sous des lauriers nos blessures béantes.* »

Voilà comment l'autocratie est attaquée par ses adversaires, et voilà comment elle est défendue par ses amis.

XI

LA GUERRE

La guerre détestée. — L'idée de patrie. — Orthodoxie, Autocratie. — Les patriotes. — Le langage des libéraux. — La guerre du régime. — La rénovation de la patrie par la défaite. — L'insouciance de l'opinion. — M. Du Perdreau. — La guerre vue à travers la situation intérieure. — L'angoisse d'un libéral pendant la bataille de Moukden. — L'impossible continuation de la guerre. — L'autocratie n'ose plus mobiliser. — Les journaux demandent la paix. — Une lettre de don Jaime de Bourbon. — Le *Grajdanine* et le prince Mestchersky. — Un féodal déclare que la paix est plus nécessaire qu'une victoire.

Il est une œuvre qui le tenterait, ce pouvoir qui fléchit, celle d'employer la presse à réveiller dans les âmes la foi guerrière et à conquérir aux armées de Mandchourie un prestige que leurs malheurs ne leur ont point assuré. A mesure que se développe ce drame douloureux, le cœur de la Russie s'en détache de plus en plus : c'est peu de dire qu'il s'en détache, il le hait. Qui le hait ? L'immense et l'intégrale Russie, le paysan que l'on arrache à sa terre, le Juif, le Polonais, qu'on lance en avant pour offrir leurs poitrines aux premières balles, l'homme d'industrie et de négoce, dont les affaires sont suspendues, et qui, par état, déteste les tonnerres des canons, puis l'ouvrier, l'étudiant, l'intellectuel, à qui le régime fait en

vérité la partie trop belle et qui y ramassent une terrible arme d'opposition.

Il convient d'entrer dans ces âmes et d'y noter les frémissements successifs qui les ont conduites à l'état singulier où nous les voyons. Sentence en vérité trop hâtive, injuste et d'une simplification trop grossière, que celle de ces Français qui dénoncent l'indifférence des Russes pour la guerre comme une défaillance de patriotisme. Ce n'est pas le lieu de définir le patriotisme ni de rechercher combien de sentiments multiples et divers, combien de forts et nobles concepts exprime ce terme exploité. Mais on peut se demander à quelle heure et dans quelles circonstances eût pu se trouver et se tremper le patriotisme du peuple russe.

Si l'idée de patrie est le sens vulgaire de la propriété, le paysan ne possède rien. Si l'idée de patrie est l'amour des lieux où l'enfance eut ses joies, où dorment les morts, où toute la race, fondue par les générations lointaines, est attachée par l'héritage des plaisirs, des peines, des orgueils, des passions qui furent communs, le paysan ne connaît ni les joies ni les passions; nul dépôt ne frémit en lui d'une race dont il se sente l'expression vivante et concrète; il n'a point de passé, il ne croit pas à l'avenir; il est habité par la misère; il envie ses morts, et de ses mains prépare son linceul pour l'heure marquée. Et ces lieux où il vécut, ces pins aigus, ces bouleaux mélancoliques, cette plaine sans fin que la neige accable pendant la moitié de l'année, toute cette nature où se disperse son rêve éternel et dont la contemplation est sa seule richesse, il ne voit pas qu'elle soit menacée, ni que ce Japonais, dont il vient seulement d'apprendre le nom, s'avance pour la posséder. Si l'idée de patrie est le sens d'une vie nationale commune, la fière force qui unit des hommes pareils par la langue, par la culture, par l'éducation de l'intelligence et du cœur, où donc en Russie

palpite la vie nationale? Quelle culture, quelle éducation y rassemblent les fils du même amour? Quel langage fait leurs lèvres parentes, quel cœur où batte la pulsation d'un peuple? Si l'idée de patrie est le culte du droit conquis, de la liberté distribuée, le souvenir des luttes fraternelles pour l'affranchissement de l'être et pour le progrès des hommes... ô ironie! Triste peuple, tu ne connais point ces biens splendides, et les souvenirs qui dévastent ta poitrine, ce sont ceux d'une oppression séculaire et d'une tyrannie sans merci!

Lorsque Jeanne d'Arc parut contre l'envahisseur saxon, où donc, dans la France morcelée, divisée, jalouse, haineuse, était le sens de la patrie? Pour quelle sorte de patrie auraient combattu ces hommes d'armes, se seraient enfiévrés ces laboureurs, liés chacun à un petit morceau de patrie en bataille contre les patries voisines? Jeanne n'a pas éveillé, elle a créé en France le sentiment patriotique. A ces Bourguignons, à ces Armagnacs, à ces Picards, à ces gens de l'Ile-de-France, à tous les peuples en armes, elle a montré qu'il était autre chose à aimer que le seigneur ou le roi, qu'il y avait à se servir soi-même en servant du même cœur et de la même force la terre et l'âme communes.

Ce peuple de Jeanne d'Arc, c'est l'image du peuple russe. A celui-ci a-t-on enseigné la noblesse de la terre russe, les luttes, les conquêtes, les grandeurs de son passé? Lui a-t-on même épelé le mot de patrie! Ce n'est pas le maître d'école, avec ses livres, sa parole simple et vivante, qu'on a délégué vers lui. On lui a envoyé le pope, un pauvre homme bienveillant et doux comme lui, inculte comme lui. Le pope a accompli en conscience la mission qu'on lui avait confiée; au moujik il a appris l'orthodoxie et l'autocratie; il lui a dit qu'il n'est au monde que deux réalités vivantes, omnipotentes et impérissables, la Sainte Église et le Saint Monarque; que Dieu n'a créé le mou-

jik que pour servir l'Eglise, et que la vie du moujik appartient au représentant de Dieu sur la terre, au Démiurge qui trône là-bas, dans la splendeur des chapes d'or et des tiares rutilantes, et dont il est, lui, le pauvre homme triste et nu, la petite chose très misérable et très soumise. Depuis l'origine des temps, c'est toute la somme de vérité que révèle à l'habitant du steppe le pope barbu qui cache sous son chapeau des cheveux de valkyrie. Entre notre Sainte Mère l'Eglise et notre Petit Père le Tsar, quelle place pour l'enseignement de la patrie? Et comme le paysan n'aperçoit point que le Japonais ait encore violé l'Eglise ou attenté au Tsar, ce n'est pas contre le Japonais que s'accumule sa haine, mais contre le conscripteur qui lui prend son enfant, l'arrache lui-même à son isba pour une guerre lointaine, l'envoie vers des territoires plus chimériques pour lui que le paradis éternel.

Ceux qui s'affirment patriotes, c'est l'ouvrier, l'étudiant, le bourgeois, le noble, l'intellectuel. Pour eux, la patrie est autre chose que la conjuration d'un souverain de droit divin et d'une communauté religieuse, autre chose que la défense d'un sol accaparé par l'intrigue et perdu par l'incapacité, autre chose même qu'un steppe immense et des arbres au-dessus desquels plane, l'aile basse maintenant, l'aigle à deux têtes. La patrie, pour eux, c'est la pensée commune des fils d'une même race, c'est l'union des espérances et des volontés, c'est la terre émancipée où leurs mains généreuses ont semé, depuis quatre-vingts ans, la petite graine sanglante d'où surgira la fleur de liberté. Les hommes de 1825, ceux de 1831, ceux des « années 40 » et des « années 60 », ce sont ceux-là qu'ils appellent des patriotes. « Qu'avez-vous fait? dit la presse libérale à Samarine, quand il a rédigé l'adresse réactionnaire de la noblesse de Moscou, oubliez-vous que votre père fut un patriote des « années 60 »? Et

ce mot de patriote, que vous ne trouverez jamais, dans les écrits ni dans les propos, accolé à celui d'un général qui a gagné des batailles, c'est le titre dont se parent orgueilleusement les hommes en voie de fabriquer la liberté. Et quel autre sens avait donc, en France, ce mot de patrie pour les patriotes qui, en 92, la proclamant en danger, appelaient le peuple aux armes?

Les libéraux que l'on interroge disent : « Pourquoi nous passionnerions-nous pour cette guerre insensée? Elle n'est pas la guerre de la Russie, elle est la guerre du régime. Elle a été fomentée par les faiseurs d'affaires qui rôdent autour de la cour et des grands-ducs, et souhaitée par Plœhwe, qui rêvait d'éteindre dans le sang qu'il flairait les premières flammes de l'incendie dont il sentait déjà la brûlure. En dépit des apparences, l'agresseur n'est pas le Japon, mais la Russie, qui avait solennellement promis de laisser la Mandchourie à la Chine, qui a commencé d'y poser le pied en s'installant à Port-Arthur et en créant Dalny, qui était en train de coloniser tout le pays et d'en faire une province de l'Empire, et dont l'insatiable avidité entamait déjà la Corée, lorsque les Japonais se sont levés. Guerre de conquête sournoise de notre part; guerre vitale pour le Japon, dont la population déborde les limites étroites de ses îles. Cette guerre qu'il a faite, le régime n'a su ni la préparer, ni la conduire, et vous voyez qu'il ne peut plus la soutenir. Qu'avons-nous, Russes, à gagner à une victoire, à perdre à une défaite?... Mais, patriotes, nous avons tout à craindre de la victoire, tout à espérer de la défaite. L'aveugle autocratie a jeté cet atout dans notre jeu; nous le ramassons : tant pis pour elle ».

Ils disent encore : La victoire des armées russes, c'est la confiance revenue au régime, c'est pour lui l'espoir de reconquérir une partie du prestige qu'il a perdu, de reprendre le terrain qu'il a dû nous céder depuis six

mois, l'abandon des réformes, l'enfouissement nouveau, pour deux ou trois ans ou davantage, de l'idée constitutionnelle. Et c'est la bureaucratie enivrée de son arrogance ancienne, la continuation des méthodes et des pratiques que nous croyions condamnées, la certitude enfin que, l'administration étant sûre désormais de l'impunité, les mêmes négligences, les mêmes erreurs, les mêmes désordres, les mêmes concussions, les mêmes crimes que nous avons vu se reproduire périodiquement à chaque crise, et en Crimée, et dans la guerre turque, et dans la guerre de Mandchourie, mettront leur marque sur toute aventure nouvelle que le destin réserve à la Russie. Par la défaite au contraire, qui ne nous coûtera rien que des territoires que nous ne possédons pas et un peu d'argent qu'un contrôle sévère nous fera regagner dans l'avenir, le discrédit du régime est achevé; le Tsar de Dieu, vaincu, cesse d'être pour le paysan le Démiurge; l'autocratie, vaincue, ne trouve plus en elle ni autour d'elle les forces capables de résister au mouvement émancipateur; la liberté, instaurée enfin en Russie, refond l'administration, répand l'instruction, développe l'industrie, accroît la richesse nationale, reconstitue les forces militaires. Les patriotes, ce ne sont pas les satisfaits ou les peureux qui, en échange d'une victoire passagère, s'accommodent de perpétuer chez nous les causes de ruine; c'est nous qui, laissant au régime la responsabilité et la mortification d'un échec où notre grande Russie n'est pour rien, prétendons y trouver l'occasion merveilleuse de nous régénérer et de nous présenter aux nations du monde avec des chances décuplées.

Ainsi parlent-ils. Voilà de quelles énergies est faite l'indifférence de l'opinion russe. Indifférence n'est pas un mot qui suffise à caractériser ses divers états. Le paysan déteste la guerre qui le sépare de son village et de sa famille; le libéral ne peut pas la haïr tout à fait,

puisqu'elle sert son ambition; mais le conservateur lui-même a perdu le goût de se passionner pour elle; et, quoi que l'on pense de cette entreprise malheureuse, il est du moins une sentence sur laquelle s'accordent tous les partis, la sentence de condamnation du ministère de la guerre. Personne qui ne reconnaisse l'incapacité et l'incurie, qui n'avoue la fraude et la corruption. Ces sujets font la matière des conversations que l'on surprend en tous lieux, fût-ce dans les salons les plus modérés; et si l'on vante justement l'intrépidité des soldats, qu'il faut démanteler comme des murs, il y a une sorte d'émulation à y opposer la sottise et l'imprévoyance des chefs. « Kouropatkine? me disait un officier qui revenait de Moukden, et que je rencontrai à l'Opéra, un soir qu'y dansait l'incomparable Kchésinska, si vous l'aviez vu passer à cheval sur le front des troupes, le cou engoncé dans les épaules, il ressemblait à un gros sac d'avoine. Comment voulez-vous que nous continuions la campagne avec un pareil chef, incapable de nourrir aussi bien que de conduire son armée, et qui, jour par jour, a laissé sombrer tout ce qu'il lui restait de son ancien prestige? »

Si l'on rapporte ici ces propos, dont on pouvait surprendre l'écho dans les bureaux mêmes de l'état-major, ce n'est pas que l'on veuille leur donner une confirmation. Il est certain, au contraire, que l'opinion russe fut très injuste pour les efforts méritoires et pour le long labeur de ce général malheureux. Mais on y constatera de quelle sorte la société presque unanime de Pétersbourg, libéraux et conservateurs, l'en récompensait. Au demeurant, si étrange que paraisse ce fait aux jours où la Russie est engagée dans un conflit capital, on peut dire que l'on ne songe plus à s'entretenir de la guerre que dans les moments où les forces ennemies sont aux prises. Dans les intervalles, on donne en passant, comme par un devoir de gratitude aux hommes qui souffrent là-bas, un

souvenir indifférent, et tout de suite après on revient à la situation intérieure, « à notre Révolution ». La guerre reprend l'actualité pendant la bataille de Liao-Yang, pendant la retraite qui suit, pendant la bataille du Kha-Ho, pendant celle de Moukden, à chaque corps à corps des deux adversaires, et aussi lorsque Grippenberg, aux applaudissements d'une partie du public, quitte brusquement son commandement pour venir se plaindre de son chef à l'Empereur, ou lorsque Kouropatkine, lequel, disent les sévères *Novosti*, « ministre n'a rien préparé, généralissime n'a pas manœuvré », est brutalement remplacé par Liniévitch, et l'on en profite pour rappeler que ce vaincu, à qui l'on reproche ses reculades successives, porte un nom dont la traduction française est « du Perdreau ».

Même dans ces heures de désastre, si douloureuses aux armes russes, nul trouble apparent n'agite la société. Si les réceptions officielles sont supprimées, si les réceptions privées sont moins nombreuses, et, dans les restaurants, les soupers moins brillants, c'est que la situation générale est difficile, et qu'il faut faire des économies. Mais l'on soupe tout de même, et l'on reçoit, et l'on s'amuse; pendant les douze ou treize jours que dura la bataille de Moukden, qui eût deviné, à voir tant d'uniformes aux fauteuils des théâtres, que de si dures épreuves accablaient à cette heure l'armée russe? En dépit des attitudes et des phrases sur les souffrances du soldat, on perçoit dans toute cette société une insouciance, une frivolité, un entrain à la critique, qui ont vite fait de mettre à l'aise l'étranger, après qu'ils l'ont un peu chagriné. Et il se souvient de cette phrase que Taine écrivit après notre guerre, sous l'obsession de ce que l'imprévoyance impériale avait fait de la société française : « Etre fort, cela ne signifie pas seulement se pourvoir d'une bonne armée, sous de bons généraux, car l'instru-

ment militaire n'est qu'un organe dans un corps vivant. C'est le corps tout entier qui doit être robuste, sain, dispos. »

C'est pendant que se déroulait cette interminable et désolante bataille de Moukden, qu'il fut permis d'observer et de disséquer en quelque sorte, comme dans un cadavre ouvert qui livre ses entrailles, l'opinion russe. Le combat durait depuis plusieurs jours; en même temps qu'il s'engageait, l'Empereur avait signé ce rescrit du 18 février /3 mars qui promettait l'Assemblée nationale; un intérêt passionné se portait alternativement sur l'un et l'autre fait, ou plutôt la passion les confondait. Sous les phrases d'apparat et le verbiage mondain, il était visible que, pour chacun, ceci commandait cela. Que sortirait-il du rescrit? Un zemski sobor, une constituante, un parlement? Ou un peu de vent? Le sphinx qui portait le mot de l'énigme, tous savaient qu'il était là-bas, et s'appelait Kouropatkine. A travers la victoire qu'ils espéraient, les gens en place escomptaient l'avortement irrémédiable de l'effort libéral. A travers la défaite qu'ils entrevoyaient, les libéraux apercevaient la possibilité de poursuivre victorieusement leurs avantages. Conjoncture tragique, qui, de la vie des soldats du peuple et de la victoire des armées nationales, fait l'enjeu de partisans du même sang! Je vois encore le visage bouleversé, les yeux brillants, les lèvres tremblantes d'un libéral de marque qui accourait vers moi, le soir du 25 février/8 mars, et j'entends le son de sa voix frémissante, quand il me cria de loin : « Il paraît qu'Oyama vient de nous faire cinquante mille prisonniers! » De toute sa personne ardente, il s'exhalait, avec de la tristesse et du dépit, je ne sais quelle expression d'espérance secrète et de joie timide. Et, comme je le poussai, il finit par me dire, approchant son visage du mien : « Cette bataille est angoissante. La nuit, je me réveille en sursaut, et je crois me

trouver là-bas. Songez donc à ce que deviendrait notre pays, si Kouropatkine faisait sa trouée et refoulait les Japonais! » Kouropatkine fut vaincu, et, à l'heure où le peuple de Tokio célébrait dans les rues retentissantes le triomphe renouvelé de ses armes, on entendit soudain des hourrahs qui se mêlaient à ses clameurs : c'étaient les prisonniers polonais qui, dans la défaite du russe, acclamaient l'espérance de la liberté.

Le témoin qui écrit ce livre exact a cru longtemps à la victoire finale des armées russes. Ayant approché l'opinion au début de la guerre, dans cette première période où péniblement l'on commençait d'organiser la résistance, j'y surpris sans doute, en même temps que les premiers exemples d'une imprévoyance militaire incroyable, les premières réserves, les critiques et les espoirs encore honteux de libéraux qui hésitaient à se découvrir. J'ai pensé que la Russie, en dépit des désordres de son administration, pourrait vaincre finalement, par le seul effet de sa masse, une nation qui avait déjà fait la preuve d'une activité supérieure, mais qui est près de trois fois moindre que sa formidable rivale. Je me disais que, dans un match de lutte, le poids des adversaires joue un rôle essentiel; je réfléchissais aussi que, le bilan des pertes à chaque bataille étant sensiblement égal des deux parts, l'avantage resterait indubitablement à celui des deux adversaires qui pourrait continuer à se renouveler, de même que, de deux pierres incessamment usées l'une contre l'autre, c'est, à grain à peu près égal, la plus petite qui est condamnée à la destruction ; et je ne prévoyais ni que Plœhwe dût disparaître si tôt, ni que la marche libérale dût être si rapide, ni qu'en pleine capitale des cortèges pourraient s'organiser aux cris de : A bas la guerre! Lorsque je quittai la Russie, j'avais encore dans les oreilles la vibration des clameurs joyeuses qui, à Pétersbourg, tout

le long du Nevsky, et à Moscou, sur le quai sombre de la gare de Koursk, au moment où je le vis debout sur le marchepied de son wagon, très pâle, la casquette à la main et les mâchoires frémissantes, saluaient Kouropatkine partant pour Kharbine dans son train vert.

Revenant en Russie, neuf mois après, quel changement j'y trouvai! Je viens de montrer quels ressorts nouveaux soulèvent aujourd'hui l'opinion. Quand on l'a entendue s'exprimer avec une si âpre exigence et une telle audace de pensée, comment ne pas se demander si, dans ce choc décisif, un régime a gardé autour de lui assez de crédit et en lui-même assez de vaillance pour réussir dans une entreprise si gigantesque? « Continuer la guerre! disait un libéral au lendemain de la bataille de Moukden, alors que l'Empereur affirmait sur tous les tons son implacable volonté de la poursuivre, « fût-ce pendant cinq ans », continuer la guerre? laissez-moi sourire : c'est comme si un manchot voulait se faire professeur de boxe! »

Bien des fois, je me suis rappelé cette boutade. Après la bataille de Moukden, songeons-y, le gouvernement russe n'a pas osé risquer une mobilisation nouvelle. Il a attendu pour cela que la nécessité le talonnât, et, au bout de *trois mois et demi*, il a annoncé la mobilisation dans cinquante-huit districts, mais avec quelle prudence! Elle n'était pas commencée que, déjà, il la contremandait en Pologne et ailleurs encore! Alors que, pendant la première année de la guerre, les mobilisations de réservistes se poursuivirent presque sans interruption à travers une foule de gouvernements, aucune levée nouvelle n'a été jugée possible, depuis cette retraite néfaste qui a coûté à la Russie plus de soixante mille hommes. Assurément, on a expédié en Mandchourie des renforts, et l'on a jugé utile de le faire savoir; ces renforts furent empruntés aux troupes actives, dont le

gouvernement, dans cette prévision, avait augmenté le contingent l'année dernière. Mais outre que les troupes actives disponibles sont limitées, la situation de l'Empire est trop inquiétante pour qu'il soit permis d'affaiblir les garnisons des provinces. Les troupes détachées se composent de petites unités prises dans tous les corps d'armées, et Liniévitch doit, à leur arrivée, les amalgamer et les constituer en divisions homogènes : opération laborieuse et difficile, et qui l'est plus encore quand il faut la conduire en face de l'ennemi. Lorsque les disponibilités de l'active seront épuisées, lorsque le timide essai tenté après trois mois et demi sera péniblement achevé, où donc le gouvernement prendra-t-il la chair de guerre, si les rapports de ses gouverneurs s'accordent encore à l'avertir que l'exaspération des paysans est arrivée à ce degré qu'il y aurait danger à les appeler à la conscription?

Cette haine de la guerre, qui ne s'exprimait que dans les conversations et dans les cris révolutionnaires des jours de manifestations, se formule bientôt dans les journaux, timidement d'abord, puis avec hardiesse, au lendemain de Moukden. Déjà, à l'occasion de l'anniversaire du commencement des hostilités, les *Nachi Dni* n'avaient pas craint, dans un historique du conflit, de mettre en cause M. Bézobrazov, pendant un temps confident et homme de confiance de l'Empereur, et promoteur des exploitations forestières du Yalou, dans lesquelles étaient intéressés plusieurs membres de la famille impériale; de son côté, M. Souvorine nommait d'autres responsables, le comte Lamsdorf, ministre des affaires étrangères, le baron Rosen, ambassadeur à Tokio, l'amiral Alexeiev, vice-roi pour l'Extrême-Orient, et il accusait Stoessel d'avoir capitulé sans nécessité. Faisant cortège à ces deux journaux, la majorité de la presse de Pétersbourg et de la province demandait la paix. En même temps, se multipliaient les critiques du système. Notre personnel est usé, disait

le *Novoié Vrémia*, parce que, depuis des siècles, nous le recrutons dans la même classe ; celui des Japonais est au contraire plein d'une jeune vigueur, parce qu'il est sorti de toutes les parties de la population. « Je sais fort bien, ajoutait l'auteur de l'article, qu'à cette heure même nous possédons un capitaine de génie qui ne le cède point à Oyama ; et je sais même où il se trouve : notre Oyama a perdu l'année dernière son cheval, et il se lamente quelque part sur les rives de la Volga ; son malheur est que personne ne lui a rien enseigné, qu'il ne sait ni lire ni écrire, et qu'il se figure que la terre n'est qu'un vaste steppe. Sa conception de Dieu ne va pas au delà de la représentation d'un vieillard sur une planche pourrie. » « Chez nous, écrit M. Souvorine, croyez-vous que l'on change les généraux qui ont perdu des batailles? Va-t-on priver de son commandement un homme aimable et gentil? Lui retirer une bonne place, la possibilité de recevoir une récompense, attrister ses parents, faire du chagrin à sa grand'-mère et à son oncle ?... Ce n'est pas d'aujourd'hui que les officiers de l'état-major sont réputés à la fois pour leur goût du repos et pour l'extraordinaire facilité avec laquelle on leur distribue des récompenses à propos de bottes... Au total, je suis frappé de l'incapacité des Russes dans toutes les carrières, et je constate qu'à cause d'elle, tout chez nous tombe en ruines. » Il faut noter enfin cette phrase extraite d'un article du *Journal de Saint-Pétersbourg* (18/31 mars), organe notoirement officieux du ministère des affaires étrangères de Russie, rédigé en français, et dont la circonspection dans les termes n'a d'égale que celle du *Messager du Gouvernement* : « La guerre, *si impopulaire en Russie*, écrit-il, est poursuivie avec enthousiasme du côté japonais. »

La bataille de Moukden ouvre les écluses qui retenaient encore les flots de l'opinion. De tous les organes de la presse russe, à quelques exceptions près, monte

vers le trône un appel désespéré de sagesse et de paix. Faites la paix, écrivait un officier, le 7/20 mars, dans les *Birjévia Viédomosti*, faites la paix, si vous ne voulez pas perdre Vladivostok et Sakhaline, tout ce que vous possédez en Extrême-Orient ; comment pouvez-vous songer, dans notre situation intérieure, à continuer une guerre épuisante? — Avant même cette pénible défaite, les journaux espagnols avaient publié un document hardi et significatif. C'était une lettre adressée par don Jaime de Bourbon, fils de don Carlos, au beau-père de sa sœur Béatrice, le prince Massimo ; on sait que don Jaime a pris du service dans l'armée russe et qu'il se bat en Mandchourie. Voici ce qu'il écrivait :

« Les victoires des armes japonaises ont ébranlé le régime autocratique, ou plutôt l'omnipotence arbitraire de la bureaucratie en Russie. C'est l'absolutisme bureaucratique qui porte aux yeux du pays les responsabilités de la guerre. C'est pourquoi, aux yeux des Russes, la cause de la paix et celle de la liberté sont étroitement liées. Si le tsar Nicolas déployait l'énergie nécessaire pour se soustraire à l'influence de la cour et à la tutelle bureaucratique ; s'il osait imiter ses ancêtres, quand ils convoquaient les Zemski sobor ; si, enfin, las des responsabilités écrasantes qui pèsent sur lui, il consentait à les partager avec la nation et à donner la parole au peuple, celui-ci réclamerait la fin d'une guerre qui n'est pas nationale. »

En ce moment d'alarme, ce fut une fois de plus de la plume du prince Mestchersky que s'échappèrent les paroles les plus véhémentes. Nous avons déjà indiqué la physionomie originale de ce dernier des conservateurs autoritaires. En dépit de ses cheveux blancs, dont la symbolique classique a fait le signe de la modération, il met dans ses jugements une fougue hardie, et, sans souci du carnage, il malmène les faits, rudoie les hommes avec une impétuosité de partisan. Sa fonction est de charger,

et, souvent indifférent à la continuité de ses desseins, il charge pour l'amour de la bataille. Il a la haine de « l'intelligence », mais nous avons vu qu'il n'est pas plus miséricordieux à la bureaucratie, accusée par lui de tous les maux présents, et il ne l'est pas davantage à la noblesse, à cette « noblesse mourante », sur qui s'abattent ses sarcasmes, comme une pluie de shrapnells. Zélateur de l'autocratie et défenseur du trône, il n'abdique pas cependant son droit de critique, et tels de ses mots, si l'on veut les comprendre, ricochent parfois jusqu'aux pieds du souverain.

Il se défend d'appartenir « aux partis d'extrême droite » (*Grajdanine* du 11 février), mais il se proclame conservateur sans tempérament. Les raisons de ses adversaires, il les accuse volontiers de « mensonge et de sauvagerie » ; les idées libérales ne sont pour lui que « fantaisies de neurasthéniques et de psychopathes » ; ceux qui les propagent sont des « fous » ; les journaux qui les défendent sont des gazettes de « Ravachols et de sans-culottes » ; et, pour tout dire, il ne voit point de nuances entre les amis de l'ordre, dont il est, et les « anarchistes », qui sont tous les autres. Il y eut des moments, sous Plœhwe, où il ne fut pas loin de soupçonner ce ministre de la manière forte d'incliner vers la Révolution, et l'on m'a cité de lui ce mot qu'il dit à une dame, le lendemain du rescrit du 18 février :

— Je n'ai plus qu'à aller vivre à l'étranger.

— Cela vous ferait du bien, répliqua la dame.

En dépit de ces prémisses, cet homme contradictoire, fondant une gazette, n'hésita point à l'appeler *le Citoyen* (*Grajdanine*), négligeant qu'elle se publie dans un pays où l'on ne rencontre que des sujets, que lui-même n'admet pas qu'ils deviennent autre chose que des sujets, et qu'il affirme que les paysans étaient plus heureux au temps du servage qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Par ce bref et véridique portrait d'un homme à qui l'on ne refusera ni le courage ni l'originalité, on appréciera la valeur significative de son opinion sur la nécessité et l'urgence de conclure la paix par les voies les plus rapides, fussent-elles les plus dispendieuses. Voici donc un homme politique, conservateur, autocrate, antisémite, religieux, nationaliste, qui se dit hardiment Russe, et par Russe, entend les éléments de l'Empire proprement orthodoxes, à l'exclusion de toutes les fractions hétérogènes, Juifs, Arméniens, Polonais, Petits-Russiens, etc., et c'est au nom de l'intérêt national lui-même qu'il demande la conclusion de la paix!

Dans le *Grajdanine*, il écrit, entre autres choses :

« Avec la conscience de mon devoir, claire comme la lumière de Dieu et inébranlable comme un roc, je dis, sans crainte d'être en contradiction avec les fervents de l'amour de la patrie russe qui me sont le plus sacrés, qu'une seule chose peut maintenant élever la Russie et même la sauver : c'est la paix coûte que coûte. Nous inclinant devant le destin, nous devons, dans un fier amour de notre patrie, trouver des forces héroïques pour reconnaître, devant le monde entier, notre défaite, notre impuissance dans cette minute historique, et accepter de Dieu, dans un élan d'âme plus passionné que si nous étions victorieux, le devoir de notre soumission aux conditions pénibles de la paix. »

N'attendons pas, ajoutait-il, la prise de Vladivostok et de Sakhaline. Persuadons-nous qu'à cette heure « la paix nous est plus nécessaire encore qu'une victoire » et que ce renoncement, bien mieux qu'une folle obstination, attestera vraiment l'amour de la patrie...

« Ce ne sont pas les Japonais, disait-il encore, qui ont battu notre armée : c'est toute l'armée des serviteurs trompeurs et malhonnêtes de la Russie. Nous n'avons pas placé à la tête de nos soldats nos plus braves généraux, mais ceux qui se sont rendus célèbres, pendant la campagne de Chine,

moins par leur courage et leurs talents que par les pillages les plus barbares. Partout où ils ont opéré, ils ont fait lever autour d'eux d'innombrables ennemis qui ont maudit les Russes d'avoir dévasté leurs temples. Je n'hésite pas à le proclamer à la face du monde, car j'ai confiance que le renouvellement de ces choses deviendra impossible au jour de la renaissance de la Russie. Remercions Dieu de nous avoir donné la défaite, car une victoire aurait couvert de lauriers nos blessures béantes. Mais comment songer à poursuivre deux guerres à la fois, l'une à l'extérieur, l'autre à l'intérieur? Il faut choisir : ou continuer la guerre *sans espoir de victoire, et avec la certitude de la défaite intérieure*; ou en finir avec la guerre, et trouver dans une paix douloureuse l'énergie nécessaire au salut de la patrie. »

Un mois auparavant, il avait déjà écrit : « Lorsqu'il plaira à Dieu de terminer cette guerre affreuse, que la première œuvre de la paix soit la manifestation sévère de la justice du tsar, impitoyable à tous ceux qui furent responsables de nos échecs et de notre honte. Que cette première minute de justice soit la première minute de notre résurrection ! »

Dans une conversation que j'eus avec lui, peu de jours après Moukden, le prince insista sur l'urgence de l'œuvre pacifique : « C'est tout de suite, me disait-il, qu'il nous faut la paix, sans attendre des désastres plus grands, sans attendre que le sol russe soit entamé. Je considère qu'une seule victoire de nos armées est tout à fait improbable. Je considère que cette victoire même n'aurait aucune influence sur le destin de la guerre. La mer était le champ où il nous fallait vaincre ; nous y sommes battus, et Rojestvenski court maintenant à une nouvelle défaite. La paix nous coûtera moins cher aujourd'hui que plus tard. N'achevons pas d'user nos forces en Mandchourie, pour la possession de territoires qui ne nous appartiennent pas plus qu'au Japon ».

Je rapportai au prince ce propos attribué à l'Empereur :

« J'aimerais mieux partir en Mandchourie que de demander la paix! »

— Eh bien, après? fit-il en haussant les épaules. Qu'il aille en Mandchourie, qu'est-ce que cela changera?... Le régime a besoin de rassembler toutes ses forces, non contre les Japonais, mais contre l'ennemi de l'intérieur: c'est ce qui me fait dire que la paix est plus nécessaire à la Russie qu'une victoire... Mais saura-t-on s'y résoudre? Il faudrait, pour cela, un gouvernement, un pouvoir, une volonté : où sont-ils? »

XII

PRESSE ET CENSURE

M. Kobéko et la Commission de la presse. — Les défiances du pouvoir. — Opinions de quelques membres de la Commission. — Les découragements de M. Kobéko. — « Employés du Gouvernement. » — Un homme d'Etat trouve original que M. Kobéko ait des livres. — M. Bouliguine se rit de la Commission. — Les décisions de la Commission.

Le régime de la presse et la censure. — Les huit censures. — Le « caviar ». — Le *Gotha* caviardé. — Les fantaisies de Sipiaguine. — Où l'on dénombre quelques-unes des mémorables interdictions de la censure. — Propos de censeurs. — *Don Carlos* est interdit et *Antigone* est subversive. — Le directeur de l'*Officiel*, blâmé pour avoir obéi à l'Empereur.

Tandis que les journaux, en même temps que le prince Mestchersky, dénoncent la carence du gouvernement et commencent à réclamer ouvertement la paix, des personnages graves discutent sur leur sort. C'est le 23 janvier/5 février que naquit, en application du rescrit de décembre, la Commission de la presse, l'une de ces multiples conférences que le Comité des ministres, à intervalles mesurés, jette en pâture à l'opinion.

On eut d'aventure la sagesse de placer à sa tête un homme éminent, d'esprit réfléchi et de tendances favorables à la liberté : M. Kobéko, conseiller privé actuel, membre du Conseil de l'Empire, directeur de la Biblio-

thèque impériale. M. Kobéko devait apporter à la direction des débats une intelligence expérimentée et compétente, des façons de grand seigneur, une simple et familière bonne grâce, une inclination ancienne pour les pratiques libérales. En dépit de ce patronage et des garanties de bonne foi que lui donnait le nom de M. Kobéko, le parti libéral, dans son ensemble, résolut de se tenir à l'écart de la Commission. Le seul M. Arséniev, parmi les libéraux notoires, accepta de participer à ses travaux et ne fut point approuvé par ses amis. Outre M. Kobéko, dont ils appréciaient le bon vouloir et respectaient le caractère, quels hommes apercevaient-ils parmi ses collègues? M. Zvérev, l'ancien chef exécré de la censure, le prince Mestchersky, directeur du *Grajdanine*, barde intransigeant de l'autocratie renforcée, et, avec eux, des sénateurs, MM. Borovikovsky, Sloutchevsky, Koni, M. Loukianov, adjoint au ministre de l'Instruction publique, deux membres de l'Académie des Sciences, MM. Nikitine et Klioutchevsky, le conseiller d'Etat Arséniev — le seul qui fût des leurs, et encore à l'extrême droite du parti, — le comte Golénistchev-Koutouzov, maître de la Cour, M. Stassoulévitch, directeur du *Messager Européen*, M. Souvorine, directeur du *Novoié Vrémia*, seuls représentants de la presse avec le prince Mestchersky. Ils faisaient, à certains d'entre eux, une confiance relative; mais ils voyaient aussi que l'élément purement et nettement libéral du parti n'était point représenté, ils comprenaient que ces commissions, constituées sous la pression des événements, composées de fonctionnaires, étaient marquées d'impuissance, et que leurs décisions, quelles qu'elles fussent, étaient vouées à la sépulture que creuserait pour elles le Conseil de l'Empire.

Un petit fait, qui était grandement significatif, ne tarda pas à justifier leurs défiances.

Dès sa première séance, la Commission, ayant entendu un très intelligent et très impartial exposé de la question de la bouche du prince Chakhovskoï, représentant le ministère de l'Intérieur, se trouve *unanime* à décider la suppression totale, pour tous les écrits, de la censure dans sa forme actuelle et la substitution, pour les délits de presse, de la voie judiciaire à la voie administrative. Oui, l'évidence est telle et la force de l'opinion si irrésistible, que tous ces fonctionnaires, tous ces conservateurs assemblés, ne croient pas pouvoir infliger à leur renommée la tare de défendre les méfaits d'une censure viciée dans son principe, exécrable dans ses pratiques. Mais, dans la longue discussion qui a précédé ce vote important, certaines tendances que l'on réprouve se sont manifestées avec tant de zèle que l'on aperçoit la nécessité de leur donner aussitôt un contrepoids réactionnaire, et, avant que s'ouvre la seconde séance, la Commission s'est enrichie, par décision impériale, de quatre nouveaux membres, réputés pour leur conservatisme.

Telle quelle, la Commission commença de délibérer au début de février, et son travail fut laborieux. La tâche qu'on lui proposait était précise et vaste. Elle avait à procéder à l'examen complet de tous les règlements qui régissent la presse, le théâtre, les livres, les écrits de toute nature, en un mot, selon les termes du rescrit impérial, à « reviser les règlements existants sur la censure et la presse dans le but d'en écarter les vexations inutiles ». La loi fondamentale qui régit ces matières avait été, en 1865, calquée sur la loi française du second Empire. « Mais, comme si elle n'était pas déjà assez restrictive, me disait M. Arséniev, d'autres textes sont venus dans la suite se greffer sur ce texte initial et le renforcer, et l'ensemble est une chose sans suite et sans cohérence. Pis encore, ajoutait-il, on n'a même pas appliqué ces textes, qui, si désordonnés qu'ils fussent, avaient du moins une valeur

légale, et, parce qu'ils attribuaient à l'Administration certains privilèges, celle-ci, les multipliant et les étendant selon son bon plaisir, s'est peu à peu substituée à l'ordre légal, et son caprice a gouverné la presse, le théâtre, tout. »

Un autre membre de la Commission, le sénateur Sloutchevsky, écrivait de son côté :

« La pratique administrative s'est tellement écartée de la loi en vigueur, que si un étranger désirait connaître les conditions d'existence de la presse russe, et si, dans cette intention, il se mettait à étudier le règlement de la censure, il se ferait une opinion tout à fait inexacte et nullement conforme à l'état actuel des choses... Visant à sauvegarder l'honneur des particuliers et des fonctionnaires contre les outrages de la presse, les autorités administratives en sont venues à défendre aux journaux de parler de certaines personnes, de certains événements et de certaines questions. En réalité, ces personnes, ces événements et ces questions ne concernaient en rien l'ordre et la tranquillité publics, que ces autorités sont appelées à garantir. »

Déjà, un conseiller d'Empire, M. Platonov, interrogé par un journaliste, avait osé dire : « Notre malheur est qu'en Russie, les lois ne soient pas toujours observées, et que, d'autre part, nombre d'actes législatifs sont promulgués sans avoir passé par le Conseil de l'Empire... Ce n'est pas le pouvoir législatif, mais bien le pouvoir exécutif qui fait le malheur de la Russie. »

— Pour moi, me dit M. Kobéko, le lendemain de la première séance de la Commission, je suis partisan de la liberté de la presse. Que chacun imprime ce qu'il lui convient, sous réserve d'en répondre devant les tribunaux réguliers. La censure préalable, les peines administratives sont des institutions fatalement arbitraires et fâcheuses dans un Etat moderne. La censure suppose le censeur, et voilà le mal. C'est une besogne qui exigerait beaucoup de discernement, de tact, de modération et de culture, et l'on

ne peut dire que tous les fonctionnaires de ce service en soient également pourvus. Qu'est-ce en général qu'un censeur? C'est un brave homme qui désire une place dans le gouvernement, qui a des protecteurs que l'on veut obliger, et que l'on met là au petit bonheur, pour s'en débarrasser, comme on le placerait ailleurs, justement parce qu'il n'y faut pas de compétence très définie. Alors comment voulez-vous qu'un pareil organisme fabrique autre chose que des sottises?

Un autre jour, M. Kobéko me dit :

— Ah! je sais bien quelle sera la fin de tout cela! C'est moi qui paierai pour tout le monde, et je ferai si bien en travaillant pour la raison et pour la justice que je me mettrai à dos les libéraux, qui me reprocheront de les avoir trahis, sans contenter le gouvernement, qui pensera que je l'ai mal défendu!... Je suis très découragé. Ni du côté du gouvernement, ni du côté des libéraux, nous ne trouvons l'aide dont nous aurions besoin. Ainsi, on nous charge de réviser des textes, de substituer la loi au bon plaisir, la justice à la bureaucratie, et, le lendemain même du jour où nous avons voté à l'unanimité la suppression de la censure administrative, voici que, sans égard pour nos efforts ni pour nos décisions, sans égard pour la mission même qui nous est confiée par un acte direct de la volonté de l'Empereur, l'on ferme brusquement deux journaux et que l'on en frappe un troisième! (Il s'agissait de peines administratives qui venaient d'atteindre la *Rouss*, les *Nachi Dni* et le *Nacha Jizn*). Tout cela est très triste.

— Ne protesterez-vous pas? dis-je.

— Comment protester? Que pouvons-nous?... *Sommes-nous autre chose que les employés du gouvernement*?

— Ce fait, continua M. Kobéko, est à lui seul l'image du temps présent. L'Empereur ordonne et se croit obéi; les bureaux vont de leur côté, suivant leur chemin tradi-

tionnel; et la parole de l'Empereur est comme si elle n'était pas. En bas, plus de discipline; en haut, incohérence et faiblesse... Quel singulier pays que le nôtre! Ne désespérons pas trop cependant, car il en fut toujours ainsi. On n'y est jamais fixé sur quoi que ce soit. Ceci est à gauche, cela est à droite. Vous croyez que c'est bien convenu et irrévocable? Pas du tout. Demain, c'est ceci qui sera à droite et cela à gauche, jusqu'au prochain caprice!...

« Si on nous laisse agir, et si le Conseil de l'Empire consent à ratifier les décisions de la Commission, j'ai l'espoir que nous aboutirons pourtant à une œuvre utile. Je voudrais notamment que l'on se décidât une bonne fois à supprimer totalement tout ce « caviar » qui barbouille les publications et les journaux étrangers. Il n'entrera jamais assez de littérature étrangère en Russie. On ne lit pas chez nous, et je constate avec chagrin que le niveau de la culture générale y baisse de plus en plus. Lorsque j'étais jeune, nous étions toujours capables, entre camarades, de bavarder en trois langues au moins — français, allemand, anglais. Cela est bien changé à présent. Une foule de jeunes gens ne savent même plus le français. Où trouveraient-ils des exemples de culture? Ce n'est pas chez leurs papas. J'ai une assez belle bibliothèque, parce que toute ma vie j'ai aimé et collectionné les livres. Un homme très important de l'État, qui me faisait quelques visites, me disait souvent, en contemplant mes rayons : « Ah! comme vous avez beaucoup de livres! » Et je comprenais très bien ce que cela signifiait. Il voulait dire : « Quel drôle d'homme! Avez-vous du temps à perdre! » Ouvrons donc toutes nos frontières : ce sera autant de gagné pour l'intelligence russe. »

« ... Si on nous laisse agir », disait M. Kobéko. Comment, connaissant son pays et son temps, le pouvait-il espérer? Tandis que ces lignes sont écrites (fin mai) et que continue de délibérer la Commission de la presse,

voici que soudain M. Bouliguine, ministre de l'Intérieur, fait ratifier par le Conseil de l'Empire une disposition légale, qui apparaît comme une bravade à l'œuvre de la Commission. Il se fait concéder le pouvoir, chaque fois qu'il verra « *un danger évident* pour l'ordre social et la paix de l'Empire à laisser paraître plus longtemps un journal, de le supprimer sans avertissement », sous la seule réserve de communiquer au Sénat sa décision. C'est sous couleur d'abroger l'article 140, dont nous parlerons, que cette loi nouvelle est instaurée. En réalité, il n'y a là qu'une formule différente qui en reproduit la substance et perpétue l'arbitraire. Que peuvent contre la volonté bureaucratique M. Kobéko et sa Commission, qui pensaient avoir fait merveille et desserré les liens de la censure en décidant que les tribunaux seraient seuls saisis désormais, à l'exclusion de l'administration, des affaires de presse?

Pourtant cet homme sage fit, à plus d'une reprise, prévaloir dans la Commission ses vues libérales. S'il ne parvint pas à faire voter la suppression du cautionnement, du moins 14 voix contre 8 consacrèrent la liberté de publication, sans autorisation administrative. Vote platonique, le dernier mot devant rester au Conseil de l'Empire, puis à l'Empereur. Mais il est digne de remarque que pas un des commissaires ne se prononça pour l'autorisation administrative; les huit opposants, l'enlevant au bon plaisir des bureaux, voulaient qu'elle fût accordée par une commission spéciale de sénateurs et d'académiciens. Aux yeux des plus conservateurs d'entre les Russes, la loi autoritaire de Napoléon III est donc jugée trop réactionnaire, et voici une commission officielle qui, d'une seule âme, se prononce sans restriction contre les bases mêmes qui soutiennent en Russie le régime de la parole imprimée!

Cette unanimité dans la négation des conservateurs et des libéraux semblera moins surprenante, lorsque l'on connaîtra les façons de ce singulier régime, on n'ose dire ses règles, car la règle suprême est celle de l'arbitraire.

Selon le rapport lu par le prince Chakhovskoï à la première séance de la Commission, il existe en Russie 163 gazettes et journaux, qui paraissent dans soixante villes. On appelle « gazette » une publication quotidienne (c'est notre « journal »); journal, une publication périodique (revue). De ces soixante villes, vingt seulement possèdent des administrations de censure ; dans les quarante autres, la besogne est faite par les vice-gouverneurs.

Toute publication, pour se produire, doit être autorisée par voie administrative et couverte par un cautionnement, qui est de 5.000 roubles pour les gazettes, de 2.500 pour les journaux. La censure est préalable pour tous les journaux de province, sauf trois, c'est-à-dire que les épreuves en doivent être approuvées par l'autorité avant le tirage, ce qui n'a pas empêché que des journaux soient frappés pour des nouvelles publiées cependant avec le visa administratif. La plupart des journaux de Pétersbourg et de Moscou en sont dispensés. Ils paraissent librement, mais tombent sous la férule du censeur, qui les punit, sans recours possible devant aucun tribunal.

Les ouvrages imprimés sont astreints à la censure préalable. Seuls en sont exempts : les livres originaux qui ont plus de dix feuilles typographiques, et les traductions qui en ont plus de vingt. Mais comme, en Russie, rien n'est simple et que le régime, en apparence autoritaire et centralisateur, est en réalité une vaste machine aux mille rouages indépendants, ne croyez pas que la censure, administration tracassière et violente, ait du moins une unité. Quand on parle de censure, c'est *censures* qu'il faudrait dire, et un journal, qui les dénombrait, écrivait : « Si nous voulons publier un dessin, nous

devons préalablement nous adresser à l'un ou à l'autre des bureaux suivants, quelquefois à plusieurs d'entre eux : à la censure générale — à la censure militaire — à la censure de la Cour — à la censure ecclésiastique — au département des confessions étrangères — au cabinet du Gouverneur général — au cabinet du Préfet — au ministère des Affaires étrangères — ». Soit huit censures distinctes et parfois contradictoires ! Ajoutez que la censure, dans les provinces, étant exercée par les vice-gouverneurs, il y a en réalité autant de censures que de provinces. Un journal signalait qu'à Lodz, en Pologne, il y en a onze et il les énumérait : — 1. Les nouvelles de la Cour doivent être soumises au ministère de la maison impériale, à Saint-Pétersbourg. — 2. Les dépêches de l'Agence télégraphique Russe (agence officieuse) sont soumises à la censure à Saint-Pétersbourg. — 3. Les articles de fond sont soumis au censeur chargé à Lodz de la censure des articles médicaux (*sic*). — 4. Les nouvelles de la guerre et articles sur la guerre sont soumis à la censure militaire de Varsovie. — 5. Les informations relatives à tout conflit avec la police doivent être confirmées par le chef de la police. — 6. Toutes appréciations d'ordre médical sont envoyées à Pétrikau pour être soumises aux autorités médicales. — 7. Les annonces ordinaires et les articles nécrologiques sont soumis au chef de la police. — 8. Les annonces relatives aux offres et demandes de leçons et, en général, à l'enseignement, doivent être approuvées par la direction des écoles. — 9. Les articles sur toute question d'enseignement doivent être soumis au curateur de la circonscription scolaire de Varsovie. — 10. Les articles sur les questions religieuses sont soumis au département des cultes, à Saint-Pétersbourg. — 11. Les articles relatifs à des enquêtes doivent être autorisés par le procurateur ou le juge d'instruction.

C'est dans la misère d'une telle vie que se débattent

les publications de langue russe. Quant aux livres, journaux, revues, etc., de langue étrangère, les frontières de l'Empire leur sont, en principe, une muraille de Chine. Pour les franchir, le visa de la censure est indispensable. Des légions de censeurs sont, du matin au soir, occupés de toutes parts à éventrer les ballots d'imprimés, à lire, annoter, biffer les passages dont s'alarment leurs scrupules, ou à interdire définitivement les journaux de tendances jugées subversives et les livres dont l'ensemble les chagrine à l'excès. Pour les livres, on coupe des pages; pour les journaux, on passe, aux endroits dangereux à la sûreté de l'État, un tampon chargé d'encre grasse d'imprimerie, saupoudrée ensuite de sable, et qui ne permet aucune indiscrétion : c'est ce que les Français, d'un mot pittoresque, appellent « caviarder ».

On « caviarde » les nouvelles les plus vulgaires, par exemple qu'un officier a été arrêté à Varsovie sur le soupçon de trahison; on coupe cinquante pages à l'*Histoire de la Russie*, de M. Rambaud; on interdit tous les livres écrits sur Tolstoï ; on tolère Hugo dans le texte, on l'interdit en traduction; le *Gotha* lui-même — le *Gotha !* — est un livre pernicieux : on en supprime une page, la page scandaleuse où est mentionné le mariage morganatique du grand-duc Paul. Les publications en langues « coloniales », pour employer le terme qu'affectionnent les conservateurs — entendez les langues finnoise, polonaise, petite-russienne, arménienne, etc., qui sont celles de provinces de l'Empire — sont assimilées aux publications étrangères. On imagine quel appareil suppose une organisation si vaste. A travers tout l'Empire, des corps d'armée de censeurs fonctionnent sans répit. Comment chacun d'eux pourrait-il être ce fonctionnaire d'intelligence cultivée, de goût et de mesure, que rêve M. Kobéko?

Un certain nombre de personnages bénéficient cependant, à l'égard de la censure, de dispenses spéciales et ont le droit de recevoir intactes les publications étrangères qui leur sont adressées. Ce sont les sénateurs, les conseillers d'État, les académiciens, les hauts fonctionnaires, les directeurs de journaux, les généraux.

Tolstoï est de ceux-là, mais il me disait en 1904 :

— Les livres qu'on m'envoie ne sont pas censurés. Seulement, je ne les reçois pas toujours.

Nous avons vu que la plupart des journaux des deux capitales sont dispensés de la censure préalable. Ce n'est qu'en partie exact. Sans doute ils paraissent sans visa des épreuves, à leurs risques et périls, sous réserve d'être frappés de peines savamment graduées : d'abord l'admonestation, puis le premier avertissement, le second, l'interdiction de la vente au numéro pour un temps déterminé, l'interdiction de paraître pour une période qui va de une semaine à six mois, enfin la fermeture définitive. Toutes ces mesures, retenez-le bien, sont purement administratives. Une fois donnés le premier et le second avertissement, le ministre peut, selon son bon plaisir, prononcer l'irrévocable interdiction : c'est l'infortune qui atteignit, il y a peu d'années, le *Courrier du Nord*, l'un des premiers journaux libéraux, du prince Vladimir Bariatinsky; récemment, les *Nachi Dni* (*Nouveaux Jours*) et le *Nacha Jizn* (*Nouvelle Vie*) furent fermés pour trois mois; *la Rouss* a reçu, pour la même période, l'interdiction de vendre au numéro. L'an dernier, la *Gazette de Saint-Pétersbourg* a été frappée de la même peine, pour un temps moindre, pour avoir publié, de bonne foi, la fausse nouvelle d'une grande victoire russe.

Mais, théoriquement abolie, la censure préalable, commode écrou pour une presse que l'on ne tolère que domestiquée, fonctionne clandestinement et incessamment. Il y a en effet, dans le Règlement de la Censure, un certain

article 140. Cet article 140 porte que, pour « des raisons de haute politique », l'autorité peut « inviter » les journaux à s'abstenir de mentionner ou de commenter certains faits qu'on leur signale. « Inviter » est ici un euphémisme dont le sens péjoratif est absolu. Point d'exemple qu'un journal se soit permis sans gros dommage de résister à de si cordiales « invitations ».

« Raisons de haute politique », dit le Règlement. On en connaîtra certaines tout à l'heure. Mais ces « raisons de haute politique » semblèrent au ministre Sipiaguine, prédécesseur de M. de Plœhwe et tué comme lui, un terme bien étroit. Il y substitua quelque chose qui voulait dire « convenances du gouvernement ». Le Conseil d'Etat, saisi de l'affaire, jugea excessive la prétention du ministre et rétablit le premier texte. Le potentat ne souffla mot et n'en fit qu'à sa guise, je veux dire qu'il se contenta de continuer les traditions depuis longtemps installées au service de la censure.

J'ai eu entre les mains quelques vingtaines des circulaires expédiées aux journaux pour leur signifier ces obligeantes « invitations ». On en pourrait citer des centaines. Il n'y a qu'à plonger la main dans le tas, sans prendre la peine de choisir. Depuis que parut en Russie la première gazette, elles s'accumulent en piles géantes, et les académiques propos de la Commission Kobéko ne troublent point le zèle des fonctionnaires qui les rédigent. « Nous continuons à recevoir, me disait un directeur de journal, notre petit paquet de huit ou dix par mois. »

Il y en a de raisonnables :

Invitations à ne pas publier les nouvelles relatives aux mobilisations et préparatifs militaires; à ne publier aucune nouvelle défavorable aux personnes ayant perdu leur crédit avant qu'elles aient été reconnues telles par un tribunal; à ne publier aucun renseignement sur les mouvements des navires et les commandes mari-

times dans la mer Noire; à ne rien publier sur les suicides ou tentatives de suicides; à ne publier aucune information sur les agents qui ont été envoyés en Perse par le ministère des Finances...

Il y en a de politiques :

Invitations à ne pas publier : les adresses envoyées à l'Empereur, sauf autorisation; les actes ayant une importance d'État, avant leur publication officielle; les jugements des criminels politiques; les arrestations ou les instructions d'ordre politique; rien sur les juges siégeant dans des affaires politiques; sur les délibérations du Conseil d'État; sur les nominations ou déplacements de fonctionnaires de l'État; sur l'interdiction de l'entrée en Russie des ouvrages de langue lithuanienne; sur aucun membre de la famille impériale, sauf autorisation du ministère de la Cour (c'est ainsi qu'il a fallu, à chaque journal, une permission spéciale pour annoncer le soir même la mort du grand-duc Serge); sur les séances du Comité du chemin de fer sibérien; sur les désordres qui éclatent dans les usines, de même que sur les relations entre patrons et ouvriers; aucun compte rendu des séances de la douma (conseil municipal); sur le fonctionnement de la « Société économique »...

Il y en a de policières :

Invitations à ne rien publier : sur la composition individuelle et sur le fonctionnement de la police secrète (maintes fois répétée); aucun télégramme sensationnel émanant de personnes inconnues des rédactions de journaux...

Il y en a de sanitaires : sur la peste et les maladies contagieuses. De littéraires : sur tel ouvrage paru à Paris et interdit. De religieuses : sur les dissidents orthodoxes. De pharmaceutiques : sur les taxes pharmaceutiques, sans avis du Conseil médical. De financières : sur les affaires de Bourses traitées après les heures réglementaires. De

militaires : sur les faits de la vie intérieure des unités militaires, qui peuvent mettre en péril la discipline. L'Université a sa part : invitation à s'abstenir de parler des revendications des étudiants et étudiantes, des désordres dans les établissements d'instruction supérieure, des nouvelles relatives à la vie intérieure des établissements d'instruction laïques et religieux, des adresses de félicitations envoyées par les pupilles des maisons d'instruction, etc... (1884, 1892, 1897, 1900, 1902, 1904).

« Raisons de haute politique... » Invitation à ne rien dire « sur l'événement qui s'est produit le 13 mars devant l'entrée de l'Hôtel Bellevue, où un fonctionnaire chargé de missions spéciales, le comte D. S. Tatischef, a donné des coups à un individu inconnu » ; sur le concert organisé au profit des anciens pupilles de la Société impériale des jeunes filles nobles, qui doit avoir lieu le 15 janvier 1900 ; sur la reconnaissance de paternité de Romanov par Ignatiéva ; sur les dix « favoris » qui ont le plus de chances de gagner une certaine course de chevaux ; de même sur la comtesse M..., sur le docteur M..., sur le voyage de Tolstoï au Caucase et sur sa maladie, etc., etc...

Enfin voici le triomphe de la censure. Il y a quatre ans, un incident religieux s'étant produit à l'école de garçons de Chavli, l'Empereur ordonne de dispenser les enfants non orthodoxes de prendre part aux exercices religieux. « Invitation » de la censure à ne pas reproduire cette décision du souverain !

La masse de ces circulaires fait un dossier puissant par le volume. Dès qu'un journal se fonde, on en extrait celles qui ont un caractère permanent, et on lui en remet la liste, comme un viatique. A cette liste, vient s'ajouter, jour par jour, la succession des circulaires nouvelles. Mais il y a des « invitations » d'un ordre si particulier que l'on redoute de les confier au papier. Alors on fait appeler le directeur, ou bien on les lui signifie par téléphone.

Tout ce qu'une administration irresponsable et despotique peut produire de mesquinerie, de tracasserie tâtillonne et de sottise, la censure le fournit avec une prodigue abondance, et rien ne l'arrête, pas même la crainte du ridicule, dans cette débauche de puérilité splendide. Jusqu'où n'irait-elle pas, quand elle ose s'exercer même sur les procès-verbaux des Conseils municipaux? Parmi la masse de pétitions et de doléances que reçut la commission Kobéko, voici une lettre édifiante : d'une grande ville de province, les directeurs de journaux signalent quelques-uns des sujets qui leur sont interdits : description des scènes d'amour; polémiques avec les journaux réactionnaires; blâmes aux agents de police; mention des noms de Tolstoï et de Gorki; protestations contre les pots-de-vin; le mot bureaucratie; les noms des maladies secrètes; le dénombrement des écoles primaires, etc...

Pour les fautes vénielles, où elle juge magnanimement qu'une peine serait excessive, la censure fait appeler le directeur et le sermonne. L'essentiel est que tous les journalistes sentent incessamment au-dessus de leur épaule un magister qui veille.

Un journal, ayant été suspendu pendant dix jours, reparaît le onzième. Le soir même, son directeur est appelé chez le général Dournovo.

— Vous serez donc toujours le même? fait gentiment le général.

— Quoi? Quoi? réplique l'autre effaré. Je ne devine pas. Je viens encore de relire mon numéro de ce matin : je n'y ai rien trouvé, rien, rien!...

— Allons! regardez!

La rubrique de nécrologie annonçait, l'une au-dessous de l'autre, sans aucun commentaire, la mort de Liebknecht, le grand socialiste allemand, et celle d'un obscur conseiller d'Empire, M. Stoianovski.

— Eh bien? fait le journaliste. Oui, j'ai annoncé la mort de Liebknecht. Est-ce un crime?

— Non, non, sans doute. Mais, voyons, réfléchissez... Le mot de l'énigme, le voici : il fallait que Liebknecht passât après Stoianovski, il était décent que Stoianovski eût des commentaires, et respectueux que son nom fût imprimé en caractères différents.

Le directeur, de qui je tiens l'anecdote, tenta d'argumenter : il n'avait pas tant réfléchi, et d'ailleurs Liebknecht n'était-il pas un personnage plus notoire que Stoianovski?

— Sans doute, sans doute, je pense comme vous, concéda le général. Mais vous vous placez du point de vue européen, mon cher, et nous sommes en Russie, que diable!

Au *Courrier du Nord*, on interdit de publier, un jour anniversaire de Catherine II, le portrait du fameux Emilian Pougatchev, qui, se faisant passer pour Pierre III, souleva les paysans, tint en échec pendant un an les généraux de l'Empire, fut pris et exécuté il y a 130 ans. La censure, pour toute raison, invoque ce précédent : au cours des « années 60 », le portrait de Pougatchev a été saisi à Odessa.

Une circulaire de Sipiaguine signifie aux journaux la défense de faire allusion au choléra qui sévit dans l'Empire. Une autre, du même Sipiaguine, en un temps de disette où l'on redoutait des troubles agraires, proscrit l'emploi du mot *golod*, qui signifie famine. Il n'y a pas de famine, il y a *nedorod*, mauvaise moisson. Il n'y a pas d'affamés, il y a des gens qui ont souffert du *nedorod*.

Un journal, en rendant compte, en 1900, d'une séance du zemstvo de Kherson, où l'on a discuté une question sanitaire, exprime discrètement le regret que le zemstvo n'ait pas songé à faire citer des médecins qui l'eussent éclairé.

— Je vous comprends bien, crie à son directeur un censeur frénétique, vous rêvez à une Chambre de députés !

La censure dramatique ne montre pas moins d'effarement. Pour M. Soloviev, ancien chef de la censure, *Zaza* est une « pourriture française, dont il est impossible de déshonorer la terre russe ». Une pièce du prince Vladimir Bariatinsky, la *Danse de la Vie*, après avoir été jouée 150 fois de suite à Pétersbourg — fait unique dans l'histoire du théâtre russe — est interdite à Moscou, et il faut l'intervention personnelle de deux grands-ducs, Serge et Vladimir, pour qu'elle soit autorisée. *Don Carlos* est interdit à Rostov-Don. En janvier dernier, l'opéra *André Chénier* est interdit en Pologne. Le directeur du théâtre impérial Alexandre, à Pétersbourg, juge, après réflexion, qu'*Antigone* est une pièce subversive et renonce à la jouer. L'auteur de *Mariage Blanc* a inscrit cette indication : « Il l'embrasse sur la bouche » ; « sur le front », corrige le censeur. Le même censeur, dans la même pièce, veut qu'un rendez-vous donné « au jardin, ce soir », ait lieu « cette après-midi ». M. Henri Lavedan a écrit, dans *Priola* : « Les pires ennemis de l'homme, ce sont les laquais et les maîtresses » ; « ce sont les femmes », ordonne le censeur.

Voici enfin le trait terminal. Il est définitif et impérissable. Il donne son caractère héroïque à une bureaucratie ivre d'elle-même. Il marque un degré d'hypertrophie au delà duquel n'est plus que la mort ou l'apothéose. Rigoureusement exact, il est à la limite de l'histoire et commence la légende.

Le vendredi 18 février/3 mars 1905, les ministres arrachent à l'Empereur, au conseil de l'après-midi, le rescrit fameux qui promettait au peuple l'Assemblée nationale, et, rendus défiants par le manifeste réactionnaire du matin, le décident à faire publier ce document le soir même, dans une édition spéciale de l'*Officiel*.

De Tsarskoé-Sélo, sur l'ordre de l'Empereur, et à la prière des ministres, y compris celui de l'Intérieur, un officier porte donc en grande hâte le texte qui vient d'être signé au directeur du *Messager du Gouvernement*, avec injonction de l'éditer immédiatement. Vous devinez de quel zèle ce fonctionnaire pressa ses ouvriers d'exécuter en grande hâte la volonté souveraine.

Mais, en vertu de la loi, la publication d'un acte officiel n'est pas une opération aussi simple que peuvent l'imaginer nos cervelles occidentales. Avant de paraître au *Messager du Gouvernement*, il doit être enregistré à la *Gazette du Sénat*, organe spécial au Sénat, inconnu du public; et les journaux à leur tour n'ont licence de le publier qu'après le *Messager* (c'est ce qui fait que les documents officiels ne paraissent jamais dans les journaux qu'avec vingt-quatre heures de retard).

Or, le rescrit ayant été donné par le *Messager* avant son insertion dans la *Gazette du Sénat*, le *Messager* reçoit le lendemain un blâme. Le directeur-fonctionnaire du *Messager du Gouvernement* est blâmé par son chef, le ministre de l'Intérieur, pour avoir exécuté un ordre direct de l'Empereur, lequel n'a été prescrit que sur l'insistance des ministres, dont le ministre de l'Intérieur! Et qui publie ce blâme au *Messager*?... Le *Messager*, évidemment, journal officiel, en tête de ses colonnes, où on le découvrit avec stupeur le 20 février/5 mars!...

Voilà le régime dont le conseiller d'Etat Arséniev pouvait me dire qu'il est celui « du bon plaisir », dont le sénateur et ancien procureur Sloutchevsky pouvait écrire, en termes circonspects et pesés : « L'état anormal de notre presse est dû tout d'abord à la tutelle excessive du pouvoir administratif, qui s'est écarté de la loi en vigueur », qui est dénoncé par tous les libéraux, par tous les directeurs de journaux, ravalés au rang de bulletins

de police, dénoncé par la conscience du monde civilisé, dénoncé par l'Empereur lui-même, qui qualifie ses « vexations inutiles ».

Il est désormais condamné. Il sent lui-même qu'il a dépassé la mesure, et il y a des audaces qu'il n'ose plus se permettre. Depuis huit mois, dans une impuissance mélancolique, il mesure d'un regard désespéré toutes les libertés que s'arroge la presse en attendant qu'on lui reconnaisse la liberté. Par intervalles, il sévit, comme pour affirmer son archaïque réalité; mais il ne peut plus le faire aussi abondamment que l'y inclinerait sa voracité, parce que c'est tous les journaux qu'il faudrait fermer tous les matins, et, si impétueux que soit son désir, si orgueilleuse sa furie de domination, il recule à son tour devant l'œuvre grandiose qui le tente. C'est trop, il le comprend bien, pour sa débile puissance, d'installer le règne triomphant de la seule *Gazette de Moscou*, gardienne des vertus perdues, dans le champ de mort de la presse fauchée...

XIII

L'UNIVERSITÉ

ÉTUDIANTS ET PROFESSEURS

Plus d'universités. — Les manifestations à Pétersbourg et à Moscou. — A bas l'autocratie! A bas la guerre! — Le professeur Timiriasev. — Les suites du 9/22 janvier. — La grève. — Les professeurs. — Le Mémoire des Savants. — Le 7/20 février : 3.000 étudiants autour du drapeau rouge. — La résolution votée. — Deux professeurs : le pope Gortchakov et le professeur Z. — Les troubles universitaires depuis vingt ans. — L'autonomie. — L'évolution politique des étudiants. — La police à l'Université. — L'affaire Konovalov. — Pour un portrait de Bebel. — Au Conservatoire. — Trop d'étudiants, dit le ministère.

Si la Russie d'aujourd'hui crée des ennuis au gouvernement, la Russie de demain n'est pas pour lui le sujet de grands espoirs. A travers tout l'Empire, professeurs et étudiants sont en insurrection déclarée, et c'est là un spectacle étrange et sans doute nouveau dans l'histoire.

Toute la vie des hautes études est suspendue à Saint-Pétersbourg. Ce n'est pas seulement l'Université qui est fermée. Elle ne comprend, en effet, que les quatre Facultés : de droit, d'histoire et philologie, de physique et mathématiques, de langues orientales. A côté d'elle, les Écoles polytechnique, technologique, des mines, des voies de communication, les Instituts des ingénieurs civils, élec-

trotechnique, historico-philologique, les trois Académies militaires de droit, de médecine, d'état-major, les Instituts féminins de médecine et de pédagogie, toutes les Écoles enfin sont désertées aussi. Même situation à Moscou, Kiev, Kharkhov, Odessa, Varsovie, Tomsk, Kazan, etc... Tous les étudiants russes, 15.000 dans la capitale, 60 ou 70.000 dans toute la Russie, sont en grève. Bien des fois, depuis vingt-cinq ans, ce pays a eu le spectacle de troubles universitaires; il n'est pas d'occasion de manifester son libéralisme que la jeunesse instruite ait négligée; il n'est pas de répression dont elle n'ait eu sa part; en 1882, à la suite de la furieuse période nihiliste couronnée par le meurtre d'Alexandre II, elle ne fut pas oubliée : l'Université fut rudement châtiée des crimes qu'elle n'avait pas commis, et le nombre de ses élèves fut réduit dans des proportions inouïes. Mais si la Russie a l'expérience de ses colères et de ses tumultes, elle n'a pas encore vu surgir des amphithéâtres une manifestation unanime. Pour la première fois aussi, on peut voir la grande majorité des professeurs faire des gestes politiques et s'associer à leurs élèves dans cette croisade singulière qui confond un peu nos entendements d'Occidentaux.

Une succession de manifestations, de plus en plus véhémentes et impérieuses, a conduit à ce divorce total entre le gouvernement et les écoles. Le 28 novembre/11 décembre, ce sont les étudiants de Pétersbourg qui, du canal Catherine, débouchent en trombe sur la perspective Nevsky, inondent jusqu'à la Morskaia, s'éploient à travers la place de Kazan, lieu traditionnel des meetings universitaires, et, drapeaux en tête, chantant, criant, lançant à la foule qui s'est massée des proclamations révolutionnaires, jettent au nez de la police ce double cri de ralliement de toutes les forces d'opposition : « A bas l'autocratie! A bas la guerre! » Surgissent les cosaques, les gendarmes, les agents, qui, à coups de pied, de poing,

de nagaïka, au grand galop des chevaux, les refoulent, les traversent, les dispersent, et leur laissent dans la neige une centaine de blessés.

Deux jours après, nouvelle manifestation devant le Palais de Justice où l'on juge Sasonov, qui tua Plœhwe. De concert, ouvriers et étudiants clament : « A bas l'autocratie! Acquittez Sasonov, qui tua le tyran! »

Le lendemain, les jours suivants, Moscou, qui toujours suit de près Pétersbourg, quand elle ne le précède pas, se met en mouvement. Les étudiants fêtent solennellement leur professeur Timiriasev, maître aimé pour la force de son enseignement et pour l'ardeur de son patriotisme, et qui a publié dans les *Rousskia Viédomosti*, quatre jours auparavant, un article véhément et copieux où, faisant le procès de l'organisation policière de l'Université, proclamant la nécessité de secouer la tutelle du fonctionnarisme qui pèse également sur les maîtres et les étudiants, et de conquérir l'indépendance, il ajoutait : « N'est-il pas temps de donner à l'homme russe, avide de liberté, la première et la plus essentielle de toutes les libertés, celle de la pensée? Les uns disent qu'il ne faut pas affranchir les esclaves avant de les avoir éclairés, et les autres ajoutent qu'il ne faut pas les éclairer, parce qu'ils deviendront ensuite insatiables de liberté. Mais il y a un autre dilemme qui s'impose aujourd'hui : ou le progrès par la liberté, ou l'application quand même, avec tous ses dangers pour le pouvoir, de la formule *Oderint dum metuant.* »

Sous l'impression de ces vigoureuses paroles, professeur et élèves sont réunis dans la salle de conférences de botanique. On échange des discours. « Il y a quarante ans, dit M. Timiriasev, j'ai été le témoin du premier mouvement d'opinion vers l'indépendance des universités; je vous souhaite d'être à votre tour les témoins, et, s'il se peut, les artisans d'un nouvel effort vers la liberté. »

Ce jour-là, on reste calme. Mais, le 6/19 décembre, les

étudiants sont dans la rue, mêlés aux ouvriers. Pendant deux jours, ils manifestent. Le grand-duc Serge et le général Trépov répliquent avec entrain : six cadavres d'étudiants et d'étudiantes les payent de leurs soins.

Douze jours après, c'est Kiev, troisième université de l'Empire, qui parle. Un Congrès de professeurs de sciences naturelles se sépare, sur l'ordre du curateur, après avoir voté une motion où il dit : « L'enseignement ne peut être tiré de la situation anormale où il se trouve que par la mise à exécution de toutes les résolutions votées par le Congrès des zemstvos de Saint-Pétersbourg. »

Arrive le 9 janvier. Est tué dans une bagarre ce malheureux Sawinkine, élève de l'Institut Polytechnique, dont les obsèques donnent lieu à la noble manifestation de professeurs et d'étudiants que nous avons notée. L'ébranlement que la répression communique à toutes les parties de la société russe ne s'arrête pas aux portes de l'Université. A son tour, elle se demande par quel mode efficace elle pourra marquer sa réprobation et joindre sa protestation à celles qui surgissent de toutes parts : elle n'en trouve pas d'autre que la grève. Les maîtres d'un côté, les étudiants de l'autre, proclament à l'envi l'impossibilité pour l'Université de vivre d'une vie normale dans les conjonctures qui agitent l'Empire, et affirment que le progrès des études scientifiques est en raison directe du progrès social. Au lendemain du 9, le gouvernement, par un coup d'autorité, sans consulter le Conseil des professeurs, a fermé l'Université ; mais quand il veut la rouvrir, les amphithéâtres sont désertés, et les chaires sont vides. L'exemple donné par la capitale se propage à travers la province. A Batoum, entre autres, les élèves de l'Ecole supérieure lacèrent publiquement le portrait du tsar. A Kazan, la salle du zemstvo est envahie par les étudiants qui vocifèrent. De temps en temps, on appelle la troupe et on les fusille dans les rues.

Le Conseil des professeurs de l'Université de Pétersbourg s'assemble en janvier et décide d'interrompre les cours. Dans une troisième, dans une quatrième réunion, le 10/23 février, le 24 février/9 mars, il maintient et confirme cette décision. Le mois suivant, plusieurs d'entre eux prennent l'initiative d'un congrès général des professeurs d'universités. Les instituteurs primaires, se solidarisant avec eux, élaborent un projet d'association générale des maîtres d'école. Les professeurs de gymnases (études secondaires) se réunissent à leur tour. Vainement Trépov, à la fin de janvier, fait une tentative pour rouvrir les cours supérieurs. Vainement se prodigue le ministère. Vainement l'Empereur en personne distribue les blâmes. C'est la levée unanime des maîtres de l'enseignement contre le régime.

Couronnant l'œuvre protestataire, à la fin de janvier, 16 membres de l'Académie des sciences, 125 professeurs, 201 « privats docents » (agrégés), maîtres et assistants, soit 342 maîtres (il y en a au total 5 à 600 à Pétersbourg), signent ce *Mémoire des Savants* dont nous avons parlé dans un précédent chapitre[1]. Passant en revue les trois ordres d'enseignement, ils exposent la « triste position du maître primaire », assujetti à des « considérations de police », les « vexations qui entravent l'activité du professeur de l'école secondaire », « les conditions avilissantes dans lesquelles s'exerce celle du maître des écoles supérieures », et en général « l'abaissement du niveau scientifique et moral de la corporation des professeurs », et concluent que « la liberté académique est incompatible avec le régime social russe contemporain ».

Enfin, le 7/20 février, se produit la plus véhémente protestation que les jeunes gens des écoles aient encore fait entendre. Plus de trois mille étudiants, assistés d'un

1. Voir chapitre IX.

certain nombre de professeurs, se réunissent, avec l'autorisation du général Trépov, dans la grande salle de l'Université. Les étudiantes se sont jointes à eux. L'assemblée est fébrile, et un vent de violence souffle sur ces jeunes têtes. L'un, aux acclamations de ses camarades, fait en termes ardents l'apologie du meurtrier de Serge. Un autre propose que l'on ne se sépare point sans avoir juré solennellement de détruire le régime. Il crie : « Est-il ici un seul d'entre nous qui ne soit prêt à donner sa vie pour supprimer Trépov? » On hurle la *Marseillaise*, on secoue, dans un furieux emportement, des drapeaux rouges, on vocifère : « Mort aux bourreaux! » On proclame la fraternité des intellectuels et du peuple, on glorifie les victimes du 9 janvier. Un assistant se précipite sur le portrait du tsar, suspendu au fond de la salle, arrache la toile de son cadre, la lacère à coups de couteau, en jette les morceaux déchiquetés à travers la salle. Les mains se dressent, les bouches se crispent, les cœurs bondissent : « A bas, à bas l'autocratie! Vive la liberté! » Qui n'a pas assisté à ce spectacle n'a jamais mesuré ce qu'il peut y avoir de beauté terrible dans un appel de révolution. Enfin, 43 orateurs ayant été entendus, l'assemblée, sous la présidence du professeur agrégé d'histoire Tarley, vote une longue résolution dont voici le texte exact :

« L'absolutisme russe, usé et décrépit, fait chaque jour et à chaque heure de nouveaux pas vers une ruine inévitable. C'est en vain que, voulant se débarrasser du peuple, qui s'est réveillé de son sommeil, ce régime à l'agonie prend des mesures plus folles les unes que les autres, et recourt à des moyens de plus en plus insensés pour différer sa chute.

« Il s'est lancé en Extrême-Orient dans une criminelle aventure qui coûte au peuple des dizaines de milliers de vies humaines et des millions amassés avec tant de peine.

« Depuis longtemps, l'intelligence consciente de la Russie et la corporation des étudiants ont engagé une lutte opiniâtre pour sauvegarder les droits naturels les plus élémen-

taires, qui trop souvent sombraient, impuissants, devant la violence brutale d'un gouvernement effréné, jusqu'à ce qu'enfin le prolétariat montât à son tour sur la scène de l'histoire et portât au tsarisme des coups violents, étant devenu, peu à peu, conscient de lui-même. Les événements sanglants qui se sont produits dernièrement ont montré clairement jusqu'où était capable d'aller l'absolutisme dans la défense de sa misérable et infâme existence. Le prolétariat, agissant avec une solidarité fraternelle et sachant ce qu'il voulait, dans les journées de janvier, a signé l'arrêt de mort de l'absolutisme et garanti d'une façon indubitable la libération politique imminente de la Russie.

« Nous qui comptons dans le parti de l'intelligence consciente de son but, nous saluons cette solidarité de la classe ouvrière, et nous réclamons les mesures suivantes :

« 1° Convocation d'une Assemblée constituante, fondée sur le principe du suffrage universel égal et secret, accordé aux citoyennes comme aux citoyens; liberté de la parole. liberté de la presse, liberté de fonder des associations, de se mettre en grève, etc.;

« 2° Amnistie pour tous ceux qui ont été victimes de leurs convictions politiques et religieuses ;

« 3° Droit pour chaque nation de régler sa vie selon son gré. »

La résolution ajoute qu'il y a lieu « d'organiser une milice générale, dans les rangs de laquelle tous les citoyens pourront combattre pour la réalisation de leurs vœux », et elle termine :

« Reconnaissant l'importance du moment historique où la Russie, sortant d'une période d'effervescence, entre ouvertement en révolution, et où nous ne pouvons tous avoir devant les yeux qu'un seul et même but, quand tous les cœurs brûlent du même désir, quand tous les devoirs s'effacent devant le seul devoir du citoyen, nous ne reprenons pas nos études et nous les suspendons jusqu'au 13 septembre. »

Plus de trois mille voix acclament ce texte révolutionnaire. A la contre-épreuve, une centaine de mains seulement se sont levées.

Des esprits calmes, des publicistes modérés essayent sans succès de faire comprendre aux étudiants l'extravagance de leur conduite. Eh! quoi, disent-ils, ne voyez-vous pas que la liberté est fille de la science; que, de la culture générale, jaillira l'irrésistible besoin d'indépendance; que votre premier devoir à l'égard du peuple est de vous former en vue de son émancipation?... Non, non, répondent-ils, nous protestons de la seule manière qu'il nous soit à cette heure possible de le faire, nous marquons solennellement notre haine du régime, et nous tarissons en même temps la source qui lui fournit ses fonctionnaires!...

C'est trois jours après que le Conseil des professeurs confirmait, pour la troisième fois, ses votes précédents sur la suspension des cours. Le 19 février/4 mars, en réplique à cette décision et à cette assemblée, le général Glasov, ministre de l'Instruction publique, ordonnait la fermeture officielle de l'Université, sans limitation de temps.

Sur la genèse et sur le caractère en partie académique de ces troubles, j'ai fait une enquête minutieuse, dont j'apporte ici le procès-verbal. Je dois les renseignements qui vont suivre à un certain nombre de professeurs et d'étudiants. En grande partie cependant, ils émanent de deux maîtres éminents : l'un, le pope Gortchakov, depuis trente-sept ans professeur à l'Université, dont le grand front surplombe de petits yeux vifs, dont les longs cheveux caressent les larges épaules, qui a une barbe de patriarche, porte sur sa vaste poitrine, au bout d'une chaîne d'or, la croix d'émail bleu de docteur en théologie et, sous le sein droit, la petite croix de docteur en droit, et, parmi les *quatorze mille* élèves qui reçurent son enseignement, compte des sénateurs, des conseillers d'Empire, des gouverneurs, toutes sortes de hauts fonctionnaires,

et, en premier lieu, le ministre actuel de la Justice, ce qui lui fait dire en riant : « Vous voyez que quand je veux être renseigné, je n'ai que l'embarras du choix. »

L'autre, le professeur Z..., est un maître extrêmement réputé, l'un des esprits les plus purs et les plus savants, mais qui ne veut pas être nommé.

Tous deux sont libéraux. Celui-ci a signé le mémoire des 342. Le pope ne l'a point signé, parce que, bien que « constitutionnaliste », il est d'avis « que la politique est une chose et que l'Université en est une autre ». Mais tous deux regrettent la cessation des études.

— Ce n'est pas le rôle des maîtres, me dit le laïque, de favoriser l'arrêt de la culture générale, et cette grève est inutile, dangereuse même pour nos idées, qu'elle risque de discréditer. Elle finira par exaspérer la « société », c'est-à-dire les familles de nos étudiants; elles en rendront responsables nous d'abord, puis ce programme libéral qui est le nôtre, et au service duquel nous avons bien d'autres moyens de propagande. Le plus efficace d'entre eux n'est-il pas précisément l'enseignement qui, en ouvrant les intelligences à la culture, les forme en même temps au goût de la critique et au sens de la liberté?... Mais, ajoute-il avec mélancolie, voilà bien le caractère de nos Russes! Ils sont indolents, passifs et moutonniers. N'êtes-vous pas frappé de ce fait que, l'autre jour, tandis que trois mille étudiants votent d'enthousiasme, il ne se rencontre que quatre-vingt-trois dissidents? Est-il donc possible que l'opposition modérée ne soit pas représentée parmi eux? Et l'on manifeste, et l'on proteste en se mettant en grève! L'abstention de l'acte est pour eux une forme d'expression de l'idée. Ce n'est pas ainsi que l'Europe nous a enseigné à formuler des volontés. »

Ainsi argumentent les libéraux qui blâment la grève. A côté, sont les libéraux qui l'approuvent; enfin, le très

petit groupe des maîtres conservateurs, qui se tient coi et s'afflige en silence de toutes ces agitations.

La crise universitaire, disent les professeurs, répétant leur mémoire, est inséparable de la crise nationale qui secoue l'État russe. Pourtant, si ce n'est pas d'aujourd'hui que les étudiants s'agitent, il n'y a guère plus de vingt ans que le sens politique de leurs mouvements a commencé d'apparaître.

A ce moment, en 1884, le ministre Délianof, inquiet de constater que si « l'intelligence » était le « nid des idées libérales », l'Université était le « foyer » où elles se réchauffaient et se fortifiaient, prit une grave mesure. Depuis 1863, l'Université était autonome. Le Conseil des professeurs élisait aux chaires vacantes les maîtres proposés par l'assemblée des professeurs de chacune des quatre facultés, et nommait en outre son recteur et son doyen. Alarmé de cette indépendance, le ministre supprima l'autonomie et remit à la seule administration le soin de pourvoir aux vacances. Dès lors, les hostilités furent déclarées. Les maîtres, jaloux de leurs prérogatives, n'ont pas cessé depuis de réclamer leur autonomie et de conduire contre l'administration une sourde guerre qui, d'abord purement académique, mais nourrie en chemin des idées libérales, est devenue politique. Et, d'autre part, les étudiants, défendant les privilèges de l'Université, commencèrent de tourner contre le gouvernement des manifestations qui, jusqu'à ce jour, étaient restées universitaires.

Ils y étaient poussés par un petit groupe, actif, entreprenant, de jeunes hommes influencés par la propagande des « émigrés de l'étranger », dont les publications les enflammaient, et qui, habile, bien organisé, ne se démasquant pas tout de suite, se renouvelant d'année en année, eut l'adresse de faire servir à ses desseins la masse des étudiants. Il sut entretenir et irriter ses griefs. Il n'eut

pas à lutter grandement. Il trouva, dans cette jeunesse ardente et avide, un terrain éminemment favorable à une culture politique qui appelait la jeune Russie à la liberté, et, les années passant, ce fut bientôt le monde quasi unanime des étudiants qui s'enrôla sous l'étendard libéral. Une fraction, d'année en année plus importante, alla plus loin et, se rattachant aux socialistes-démocrates, prèche l'alliance avec les ouvriers.

Passons sur les troubles périodiques qui, pendant quinze ans, avec plus ou moins de force et de généralité, agitèrent Vassili-Ostrov, et arrivons à 1899. Cette année-là, à propos d'un incident que l'on eût pu facilement apaiser, le ministre Bogodépof, qui depuis fut tué, et le recteur Serguiévitch adressent aux étudiants une sorte de proclamation comminatoire qui soudain les met debout. Ils s'assemblent dans la grande salle de l'Université, prononcent des discours véhéments, et tout se fût borné là sans doute, si, la réunion terminée, ils ne s'étaient heurtés, devant l'Université, au bord de la Néva, au coin du pont du Palais, à une troupe de cosaques qui les chargèrent et, de leurs dures lanières, se mirent à les terriblement fouetter. La manifestation s'arrêta net, comme on pense, et l'Université fut néanmoins fermée. Mais les professeurs ayant signé une pétition pour demander sa réouverture, une Commission d'enquête fut nommée par l'Empereur sous la présidence d'un homme d'esprit modéré, le général Vannovski, ancien ministre de la Guerre, et la vie universitaire, peu à peu, rentra dans l'ordre.

Deux ans après, nouvelle effervescence. A la suite des désordres de 1899, le Conseil des professeurs avait proposé, et le général Vannovski, devenu ministre, avait accepté d'autoriser les étudiants des diverses Facultés à se réunir par cours (le « cours » correspond à un trimestre d'études) sous la présidence de l'un d'entre eux qu'ils

éliraient, et à qui fut adjoint, au bout de peu de temps, un professeur désigné par le Conseil de l'Université, qui assistait aux réunions et les surveillait sans y intervenir. L'ensemble des présidents-étudiants, ou *starosti*, forma une Commission; l'ensemble des directeurs-professeurs en forma une autre ; et les choses, tant bien que mal, allèrent ainsi pendant quelque temps, jusqu'au jour où, l'élection des *starosti* ayant pris, comme on devait s'y attendre, un sens politique, et les réunions changeant de caractère, il en résulta entre les deux Commiss ons un conflit sur lequel vint se greffer un incident qui éclata à Kharkhov et dans lequel intervinrent les étudiants de Pétersbourg. Voilà de nouveau l'Université en mouvement. Une grève partielle éclate, et les cours, qui continuent malgré tout, sont troublés par ce que l'on appela discrètement « l'obstruction chimique » : entendez par là qu'en y posant le pied innocemment, on y écrasait de petites boules d'où s'échappaient des liquides malodorants.

Ainsi finit l'essai du général Vannovski, ce qui n'empêche pas le professeur Gortchakov de dire que si l'on avait maintenu cette organisatien universitaire des étudiants, bien des troubles eussent été évités.

Les professeurs ne protestaient pas seulement contre la suppression de l'autonomie ; ils reprochaient aussi au pouvoir de mésuser de l'omnipotence qu'il s'était attribuée, et de tenir un plus grand compte, dans la nomination des maîtres, de la cote politique que de la cote scientifique. Ils écrivent dans leur mémoire que « l'on a instauré dans les écoles supérieures un système qui tend à faire de la science une arme de la politique », que des maîtres, qui sont « des savants d'une valeur exceptionnelle, ont dû cesser leur activité pour des considérations tout à fait étrangères à la science ». On nomme, entre autres, le célèbre historien Karéiev, révoqué pour ses opinions. Et le pope Gortchakov me dit :

— La police est maintenant dans l'Université. Faute de candidats complaisants, on est obligé de nommer « en fonctions » des professeurs qui n'ont pas leurs grades de doctorat. Aujourd'hui, je rencontre chez nous des gens dont j'ignore ce qu'ils sont. Et c'est bien amusant, ajoute-t-il avec un gros rire dans sa grande barbe, de constater que c'est justement depuis que l'État a la haute main sur les nominations, que les professeurs font de l'opposition politique!

— J'ai vu, moi, sur la table du maître de police Gresser, me dit encore le grand chimiste Mendéléeff, une liste de professeurs et des notes sur chacun d'eux!

Un incident, démesurément enflé par les passions, a signifié aux yeux de l'opinion cette introduction de la police dans l'Université : c'est l'incident Konovalov. M. Konovalov, savant professeur de l'Université et en même temps directeur de l'École des mines, entre en conflit avec les élèves de cette école à propos d'un certain portrait de Bebel. Il avait aperçu ce portrait dans la Bibliothèque des étudiants et les avait invités à le faire disparaître; à quoi les élèves de l'école avaient répliqué que, traditionnellement, ils étaient chez eux dans cette Bibliothèque, et que M. Konovalov n'avait pas le droit d'y pénétrer. Afin de pouvoir poursuivre son cours sans entraves, il a la témérité de chercher à constituer parmi ses élèves un parti clandestin qui s'opposera aux entreprises des turbulents. On découvre son dessein. Les étudiants forment deux camps : les « libres-penseurs » (adversaires de Konovalov) et les « libres-agissants », qui se gourment homériquement. Et M. Konovalov est accusé de n'être qu'un méprisable agent de la police, pour laquelle il élabore des listes de suspects! Ses propres professeurs s'en mêlent : neuf d'entre eux, sur vingt-cinq, se solidarisent avec les opposants et donnent leur démission. L'affaire a fait tant de bruit qu'elle fut soumise à un tribunal arbi-

tral, et M. Konovalov, finalement, dut se retirer et reçut en échange un poste dans les finances.

Voilà, en raccourci, l'histoire des troubles universitaires à Pétersbourg. Dans sa progression générale, elle est celle de toutes les universités russes. D'abord purement académique, puis mi-académique et mi-politique, l'agitation est aujourd'hui entièrement politique. Elle ne cesse pas avec la fermeture des Universités. Les professeurs s'organisent. Du 7 au 11 avril, ils tiennent à Saint-Pétersbourg un Congrès, où ils proclament la nécessité immédiate de constituer un régime social à base démocratique; ils ajoutent que l'opinion revendique le droit de décider de la conduite des affaires publiques, et que tout le peuple doit être appelé, sans distinction de nationalités, de religions ni de classes, à constituer la représentation nationale.

Il n'est pas jusqu'aux élèves du Conservatoire de musique qui ne se solidarisent avec leurs camarades des Universités. Le 10/23 février, ils se réunissent, au nombre de 600, et, après une discussion de sept heures, 451 voix contre 146 proclament la grève. Comme leur directeur, l'éminent compositeur Rimsky-Korsakov, n'a pas opposé à leur hardiesse une énergie suffisante, il est révoqué un mois après. Alors, une fureur de bataille enflamme la fugue et le contre-point. Les élèves multiplient leurs manifestations; on fait donner contre eux la police et les gendarmes; des professeurs du Conservatoire démissionnent; les musiciens de Moscou s'assemblent et protestent contre la révocation de Rimsky-Korsakov; trois cents élèves du Conservatoire donnent leur démission à leur tour; tous les professeurs de musique, tous les compositeurs qui font partie de la Société impériale de musique l'abandonnent et projettent de fonder une nouvelle école musicale libre; et la

Société, décapitée, est obligée de contremander ses concerts.

Le ministère de l'Instruction publique, sous le débordement qui le submerge, se consulte et ne trouve rien à se répondre. Dans une entrevue que j'eus avec M. le directeur Tikhomirov, *alter ego* du ministre le général Glasov, et qui avait bien voulu préparer à mon intention, au nom de celui-ci, un rapport sur la situation universitaire, j'entendis cette phrase, qui était la première de son exposé : « Le défaut principal de nos Universités, c'est le trop grand nombre d'auditeurs qui s'y pressent. » Qu'on lui parle des étudiants ou des ouvriers, la réponse du gouvernement est identique : la masse des étudiants, comme celle des ouvriers, est heureuse, satisfaite et pacifique; mais, parmi eux, se sont glissés des agents de perturbation qui exercent sur les autres leur funeste influence. « Telle est, selon M. Tikhomirov, représentant du ministre, l'unique explication de la situation inouïe, dégradante pour l'honneur de la Russie, où se trouvent maintenant les Universités. » Quant aux professeurs, ils ne sont que des intellectuels en démence et des facteurs de démoralisation.

Au moment où paraît ce livre, après cinq mois passés, les Universités russes sont toujours désertes. En dépit des sentences du ministère, leur situation « inouïe, dégradante » ne s'est pas modifiée, et ne semble pas trop peser aux étudiants non plus qu'aux maîtres.

XIV

LA JUSTICE

Parodie de justice. — Les carriéristes. — Un prudent, M. Karabtcheski. — Le code et les réformes de 1864. — Les déformations de la loi. — Justice administrative. — Mouraviev. — L'anniversaire. — Le 21 novembre 1904. — Le 10 janvier 1905. — Le barreau en grève. — Contre le Conseil de l'Ordre. — Les juifs au barreau. — Un ardent : M. Winaver. — La concentration contre la bureaucratie. — Le Congrès du 28 mars. — Trépov au téléphone. — Défense de dîner. — Un questionnaire sans réponse.

Les avocats aussi se sont mis en mouvement.

J'en ai consulté un certain nombre. L'un me dit :

— La justice de ces vingt dernières années n'a été qu'une parodie de justice.

Un autre :

— Nous avions un monument judiciaire admirable : notre code de procédure criminelle et civile, promulgué en 1864 par le tsar Alexandre II, une grande œuvre de loyauté, de justice et de vérité, qui a concilié les règles françaises et anglaises de la procédure, nous a valu une génération splendide de juges — pièce unique dans notre déplorable machine administrative. Or, depuis vingt ans, on nous l'a déformée et faussée, et, en place de juges,

nous n'avons plus que des « carriéristes » (nous disons « arrivistes » à Paris).

Comme ce code de procédure de 1864, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, a été l'occasion des troubles qui agitent le barreau, j'ai demandé à un avocat éminent, M. Karabtcheski, membre du Conseil de l'Ordre, de bien vouloir m'indiquer le sens de la réforme qu'il réalisa en 1864 dans l'organisme judiciaire.

— C'est bien simple, me dit M. Karabtcheski en secouant la crinière grisonnante de sa belle tête d'imperator. Avant 1864, il n'y avait chez nous pas même l'apparence de la justice. Tout se passait à huis clos; le tribunal n'entendait pas de témoins, jugeait, sur une enquête menée secrètement, selon son humeur ou ses passions, et il n'existait même pas d'avocats professionnels. Le Code de 1864 et la série des oukases qui se sont succédé de 1862 à 1865 nous ont donné la justice. Ce code a édicté la publicité des audiences, l'audition des témoins, les débats contradictoires, il a créé le jury et les avocats, dont l'ordre est constitué sur le modèle de l'ordre français. La justice criminelle a été attribuée au jury, l'instruction judiciaire enlevée à la police, et confiée à des juges spéciaux. Chaque groupe de districts a eu son tribunal d'arrondissement. Les « palais de justice » ont été institués pour juger les appels. Le Sénat, pourvu de la faculté de revision et de cassation, forma le sommet de l'édifice judiciaire. A sa base, était le juge de paix, élu par les possesseurs de la terre, investi d'une compétence plus étendue qu'en France, ayant sous sa loi les affaires civiles n'excédant pas 500 roubles, les affaires correctionnelles ne comportant pas une amende de plus de 300 roubles ou un emprisonnement de plus d'un an, et érigé en juge de conciliation et de simple police; tout appel de ses sentences relevait de l'assemblée des juges de paix de l'arrondissement, au-dessus de laquelle était le seul Sénat.

Enfin, les châtiments corporels, abolis dans l'armée et dans les tribunaux impériaux, ne restaient en vigueur, — et c'était encore trop — que dans les tribunaux de paysans. Telle fut, dans ses grandes lignes, l'œuvre judiciaire des « années 60 ».

— Et de quoi vous plaignez-vous?

— Cette Constitution judiciaire, on nous l'a abîmée. On y a d'abord introduit, contre la loi, des pratiques de huis-clos; puis, comme on a trouvé que le jury était trop enclin aux acquittements, on l'a dépossédé de certaines catégories d'affaires. (M. Karabtcheski me raconte en riant que, par exemple, il n'y a jamais, devant le jury, de condamnation pour bigamie.) On lui a enlevé notamment la connaissance de toutes les affaires où des fonctionnaires étaient impliqués, de toutes celles où l'intérêt de l'Etat était en jeu. Et à présent il n'a plus guère à se mettre sous la dent que de la canaille, ce qui a fait dire à l'un de nos orateurs : « Notre belle Constitution judiciaire de 64, on n'en fait plus maintenant l'honneur qu'aux assassins, aux escrocs, aux voleurs et aux incendiaires! » Les causes politiques devaient être jugées, soit par le Sénat, soit par les Cours d'appel, suivant les circonstances : une loi de 1881 a donné au ministre de l'Intérieur la faculté de les déférer, de sa seule initiative, à des cours martiales[1]. Enfin, comme ce n'était pas suffisant, la pression gouvernementale s'est exercée sur les juges, dans toutes les affaires un peu importantes, avec une exigence inouïe, et nous avons connu un ministre qui s'est distingué

1. Extrait d'un rapport du Comité des ministres, adressé à l'Empereur, en date du 11/24 janvier 1905 : « On a créé une forme spéciale d'enquête pour les crimes politiques, qui néglige l'observation des règlements généraux sur les enquêtes, lesquelles doivent être faites en collaboration avec le parquet, et qui prive par conséquent les personnes accusées de crimes politiques de la garantie essentielle d'un examen sérieux de leur cause et du degré de leur culpabilité. »

dans cet exercice : c'est M. Mouraviev, dont la fantaisie, durant toute son administration, a été en Russie la loi inviolée. On peut dire en vérité qu'il n'y a en Russie que les petites affaires civiles, je veux dire celles qui ne mettent en présence que des particuliers sans lustre, qui soient équitablement jugées. Nos juges, quoique peu payés, sont laborieux et honnêtes, et je puis dire que, dans ces sortes d'affaires, je n'ai pas, en vingt-cinq ans, été témoin d'un seul scandale. Quelle merveille !... Eh bien, nous demandons qu'on en finisse avec tous ces abus, et nous voulons le retour au code de 64, appliqué dans son esprit et dans sa lettre, et enrichi de réformes nouvelles : l'instruction contradictoire, la loi de sursis, la suppression du résumé du Président — comme en France.

— Comment s'y est-on pris pour déformer ce code?

— Ce sont des textes illégaux qui ont travesti ce texte légal. Le ministre, selon son caprice, rédige un projet de loi, le fait signer par l'Empereur et en ordonne l'application, cela contre toute légalité, puisque nos lois, pour acquérir leur force, doivent passer par le Conseil de l'Empire. »

Ces prémisses exposées, voici comment se gonfla la vague.

Jusqu'au dernier mois de novembre, les avocats ne s'étaient jamais occupés de politique. Sans doute la plupart d'entre eux étaient libéraux ; mais, jaloux de leur indépendance et respectueux de leurs statuts, la majorité d'entre eux professaient que, libres individuellement, éloignés par tradition des fonctions officielles, ils ne devaient pas mêler leur corporation aux querelles publiques, et c'était notamment la très ferme opinion des membres du Conseil de l'Ordre. Cependant la guerre, l'avènement du prince Sviatopolk Mirsky, le Congrès des

zemstvos, la fièvre qui gagna la nation, avaient déterminé dans le barreau quelque fermentation, et, lorsque l'on décida de célébrer dans tout l'Empire le 40e anniversaire de la promulgation du code de procédure, il fut évident que ce serait l'occasion d'une vaste manifestation politique.

Cinquante-quatre banquets ou réunions d'avocats eurent lieu, le 20 novembre 1904, dans tous les centres un peu importants, et chacun d'eux se termina par le vote d'une motion où il était dit essentiellement que l'accession du peuple à la confection des lois et au contrôle de l'administration était seule capable de restaurer la justice bafouée. A Pétersbourg notamment, la manifestation, un moment ridicule, fut imposante et confondit le maladroit qui la voulut contrarier.

Le 21 novembre, six cents avocats, stagiaires et assermentés, jeunes et vieux, maîtres illustres et débutants ignorés, se présentent au Palais de Justice pour y tenir séance dans la salle qui est réservée à leurs réunions ordinaires. Ils trouvent porte close, et un écriteau, apposé par l'ordre du procureur de la Cour d'appel, leur apprend que la réunion est interdite. Les voilà à la rue. Mais l'un d'eux, qui est membre de la douma (Conseil municipal), leur propose de s'y transporter, et tous se mettent à déambuler à travers la ville, à l'étonnement des passants qui, bientôt renseignés, les escortent et les acclament, sous l'œil des *gorodovoï*, qui n'osent disperser cette troupe où figurent des hommes célèbres.

A la douma, on délibère sous la présidence de l'avocat Korsakov. Le Président du Conseil de l'Ordre, M. Tourchaninov, qui avait accompagné ses confrères, s'est retiré afin de ne pas sanctionner par sa présence officielle une assemblée irrégulière. On ne s'arrête pas à cet incident. Par acclamation, assermentés et stagiaires votent une adresse au prince Sviatopolk Mirsky, où ils demandent l'application des lois dans le sens le plus large et

déclarent, selon la formule devenue sacramentelle, que l'institution d'un régime véritablement légal, qui garantira l'indépendance des juges, est indispensable au fonctionnement normal de la justice. Le Conseil de l'Ordre de Moscou, en majorité plus avancé que celui de Pétersbourg, envoie sur ces entrefaites une délégation, qui, le lendemain, se joint à celui-ci, et les deux présidents, MM. Tourchaninov et Neviendonerky, se présentent au ministère. Ils sont reçus par le prince Mirsky, lequel, ayant lu la motion, refuse d'en faire état, en raison de son caractère politique.

Ces premiers moutonnements présagent la tempête du barreau. Six semaines se passent dans un état de fièvre interne. Survient la grève générale; éclate le drame du 9/22 janvier. Incontinent, les avocats se réunissent de nouveau. Le 10 janvier, 325 d'entre eux se trouvent assemblés au Palais, et, sous la présidence de M. Winaver, l'un des avocats les plus intelligents, les plus hardis du jeune barreau, commentent les événements présents, s'ajournent au soir même, à huit heures et demie, et, ce soir-là, discutent véhémentement jusqu'à trois heures du matin. En fait, leur assemblée fut permanente toute la semaine. Chaque jour, ils se réunissent à plusieurs centaines au Palais, nomment un président, avisent à sauver la patrie dans le plus bref délai. Ils sont unanimes : premièrement, pour affirmer que toutes les forces actives de la société doivent manifester leur sympathie pour le soulèvement des ouvriers et pour ceux qui tombent victimes de leur foi héroïque; deuxièmement, pour désigner une commission (MM. Tourchaninov, Potiérine, Zaroudni, Passover, Winaver, etc.), chargée de mener une enquête approfondie sur les événements des 9, 10 et 11 janvier; troisièmement, pour ouvrir une collecte en faveur des victimes; quatrièmement enfin, pour voter une grève d'un nouveau genre, celle du barreau.

Cette grève dura une semaine.

— Grève assez problématique, me dit M. Karabtcheski, car elle n'aurait eu de sens que si elle eût pu arrêter toutes les affaires. Une pareille entreprise serait possible chez vous, si les avoués voulaient s'y prêter. Ici, nous n'avons pas d'avoués. L'abstention des avocats ne suspendait aucun jugement et n'avait d'autre résultat que de priver de défense les accusés.

— Sans doute, me dit M. Winaver, mais il s'agissait surtout de faire une manifestation collective, et, en fait, le mot de grève est impropre. Notre action s'est bornée à ceci : au début de chaque affaire, l'avocat se levait, déclarait que, vu la situation de l'Etat, il ne se sentait pas la liberté nécessaire pour plaider, et demandait la remise. Or, les présidents des différents tribunaux, même à la Cour de cassation, avisés préalablement, ont en général accueilli notre délégation avec sympathie. A plusieurs reprises, le jury a fait cause commune avec nous, et, dans la plupart des cas, les affaires ont été remises. C'est le but que nous nous proposions. L'impression a été considérable au barreau et dans le public. Le Conseil de l'Ordre a été seul à nous faire grise mine, parce que ses membres, toujours timorés, craignaient de se compromettre. »

Cependant toutes ces réunions étaient illégales. Aux termes des statuts de l'Ordre, sont seules autorisées les assemblées des assermentés convoquées régulièrement par le Conseil, sans participation des stagiaires. Le dimanche 16/29 janvier, une de ces assemblées statutaires se réunit. Elle a été décidée cette fois par le Conseil, à la requête motivée du nombre d'avocats réglementaire. On discute. Cent trente-deux assermentés contre vingt-neuf se prononcent pour la nécessité d'un changement de régime, et disent : « La Russie n'aura de bonne justice que dans la liberté. » Ainsi se trouvent confirmées avec

éclat, et dans les formes rigoureusement statutaires, les décisions antérieures.

Parmi les 29, figuraient la plupart des membres du Conseil. Plus âgés, mieux nantis, en majorité libéraux d'opinion, ils sont enclins à des façons plus mesurées de dire les choses, et, songeant à Trépov depuis peu installé au gouvernement général de Pétersbourg, ils redoutaient au fond un retour d'autorité qui eût brusquement dispersé les privilèges du barreau. Inquiets, ils rédigent une circulaire aux avocats et blâment les réunions tenues irrégulièrement jusqu'à ce jour : du coup, le barreau se fâche. Le 30 janvier/12 février, a lieu l'assemblée générale ordinaire, sous la présidence de M. Zaroudni. Avant que l'on aborde l'ordre du jour, une motion préjudicielle est déposée touchant cette intempestive circulaire. Toute la journée, de une heure à sept heures, se passe à la discuter, et finalement l'opinion de l'assemblée se résume en ces quatre points : la circulaire est retirée — un regret général est exprimé par le barreau — un blâme est voté au Conseil — le Conseil a cessé d'être en communauté d'idées avec le barreau.

Etait-ce la démission du Conseil?

— Pas du tout, me dit un de ses membres, nous n'avons pas démissionné. Mais les élections régulières et annuelles devant avoir lieu plus tard, nous les avons seulement avancées.

— Si, si, me dit un autre, qui n'en est pas, ils ont démissionné, et ils ont seulement assuré l'expédition des affaires courantes pendant le temps nécessaire aux convocations.

Querelle intestine. Querelle de pure forme, dispute entre les ardents et les craintifs, et qui est peu de chose au regard du problème politique posé aux différents barreaux russes. La grande majorité des avocats, s'ils diffèrent d'opinion sur les modes d'expression, se retrou-

vent d'accord sur le fond même du programme libéral. Témoin l'un des plus considérables d'entre eux, celui que j'ai cité parmi ceux avec qui je me suis entretenu, M. Karabtcheski, de qui le libéralisme est notoire, et qui pourtant, dans toutes ces manifestations, fut de la minorité résistante.

S'ils sont libéraux, ce n'est pas, ainsi qu'on le répète, parce qu'ils sont juifs. « Il y a quatre-vingt pour cent de juifs au barreau », affirment volontiers les conservateurs. La vérité stricte est que la proportion des israélites parmi les assermentés est de dix pour cent. Mais ils ont conscience d'être aptes à rendre à leur patrie de sérieux services, et ils sont unanimes à déclarer que le mécanisme de la justice a été faussé par le régime bureaucratique.

— Les avocats, me disait encore M. Karabtcheski, sont instruits et honnêtes. Ils connaissent la vie russe. Je vois tous les jours vingt-cinq clients, dont la plupart sont des malheureux que la vie a traqués. Par profession, nous approchons bien des misères et nous voyons fonctionner de près la machine sociale. Comment soutenir que notre opinion soit négligeable?... La Russie est-elle mûre pour un régime représentatif? Je pense sérieusement qu'elle l'est. Je crois que l'on trouverait partout des éléments suffisants pour lui assurer la vie. Je reconnais cependant que c'est une question. Le Russe est indolent et changeant. Toute la vie russe, à l'examiner de près, est un paradoxe permanent. Le Russe va suer au bain de vapeur, et, tout de suite après, se roule dans la neige glacée : et c'est à peu près la parabole de son âme... Pour l'instant, ne parlons donc que d'assemblée consultative, mais populaire : le reste viendra plus tard. N'oublions pas notre triste guerre ; pensons à ce mort qui est dans la maison... »

M. Winaver, que je vous ai nommé aussi, est un esprit subtil et audacieux, et il a plus d'optimisme que son con-

frère. Mais il se rencontre avec lui sur la critique de l'âme russe. Il me dit en riant :

— Nous sommes amoureux du désordre, et l'ordre, la méthode, sont les choses qui nous sont le plus étrangères. Voilà justement pourquoi la bureaucratie, ce système étrangier d'administration centralisatrice et autoritaire, correspond si peu à la vie russe. Elle ne dure que parce qu'elle existe, et par l'effet de notre indolence naturelle... »

Il ajoute :

— Cette attitude des avocats russes a fait une certaine impression dans les barreaux européens, et, de France, de Belgique, j'ai reçu des lettres où se traduisaient des sympathies effectives. On ne s'explique pas bien, en général, les raisons qui nous ont fait soutenir le mouvement ouvrier. C'est qu'en Russie, où les classes sont si délimitées, elles se trouvent en même temps, par la force des choses, plus rapprochées que nulle part ailleurs. Elles souffrent des mêmes maux ; la même pierre écrase toutes les poitrines ; l'adversaire implacable que chacun rencontre à chaque minute, c'est la bureaucratie, et toutes se trouvent unies dans une lutte fraternelle. C'est pourquoi vous les voyez actuellement confondues pour une communauté d'action qui serait chimérique dans une société bourgeoise comme la vôtre, où les intérêts qui s'agitent sont essentiellement des intérêts de classe.

Un confrère de M. Winaver me disait la même chose sous une autre forme :

— Nous sommes tous libéraux à cette heure. Les réactionnaires ne se montreront que plus tard, quand nous commencerons à agir ! »

Cette agitation de janvier ne fut qu'un prélude. La machine, une fois mise en marche, ne devait plus s'arrêter. Le 25 février (10 mars), une vingtaine d'avocats, repré-

sentant les barreaux de Pétersbourg, Moscou, Odessa, Saratov, Kazan, Voronèje, etc., réunis à Pétersbourg, décidaient de convoquer à bref délai une assemblée générale de tous les barreaux de l'Empire, et convenaient de ne pas attendre passivement les décisions de la commission Bouliguine. A cette commission non encore constituée, ils étaient résolus à demander, d'abord, de borner son programme à la convocation d'une Constituante, puis d'admettre à participer à ses travaux des représentants librement élus. Ils se proposaient en outre de déclarer qu'ils n'apporteraient leur concours au gouvernement que si, par des actes, il savait attester la sincérité de ses intentions, et si, en gage de sa bonne volonté, il proclamait sans tarder les libertés de presse, de parole et de conscience, et une amnistie générale pour tous les délits politiques, car ce serait, me disait l'un d'eux, « une comédie d'ouvrir une période électorale où personne n'aurait le droit de remuer les lèvres ».

Ce Congrès se tient à Pétersbourg le 28 mars / 10 avril. Il est sérieux, audacieux et mouvementé. 180 délégués, représentant toutes les parties de l'Empire, se trouvent assemblés dans la salle de la Société économique, dont les portes sont gardées par la cavalerie. Dès le début de la séance, le président, redoutant à juste titre l'intervention de la police, propose de voter immédiatement, sans discussion, les motions d'ordre général, sur lesquelles le Congrès est d'accord en principe, afin que, s'il est dissous, il puisse du moins se clore sur une œuvre accomplie. Aussitôt, dans le tumulte des clameurs révolutionnaires, on décide : de constituer une association professionnelle et politique destinée à la propagande; de poursuivre dans tout le pays une agitation permanente en faveur de la liberté et de la Constitution; de proclamer la solidarité des barreaux libéraux avec tous les partis d'opposition, les révolutionnaires compris. On décide plus

encore : l'entente avec toutes les associations et fédérations de même but, de manière à centraliser tous les efforts d'opposition et à dresser, en face du pouvoir autocratique, les forces unifiées de la nation en volonté d'affranchissement. Un Polonais, un Tatare, un Géorgien, demandent l'abolition des lois restrictives des droits des nationalités et le libre emploi des langues nationales. Enfin, on confie à une commission le soin d'étudier pour la Russie l'établissement d'un système fédéral qui, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire, assurerait à chacune des nationalités l'exercice de ses droits, de sa langue, le respect de ses coutumes.

Cependant la police s'agitait. La réunion n'avait pas été autorisée, et l'on avait vu apparaître un commissaire qui, par ordre supérieur, avait signifié au Congrès de se dissoudre immédiatement. On lui avait ri au nez, et le président, pour toute réponse, avait déclaré que la séance continuait. Bientôt le même commissaire, qui est allé faire son rapport, revient, insiste, invoque le nom du gouverneur Trépov, menace d'employer la force. « Tuez-nous donc tout de suite! » crie l'assemblée goguenarde. Et maintenant, c'est Trépov lui-même qui intervient. Suspendu au téléphone, il somme le propriétaire de la salle de disperser le Congrès; mais le Congrès, impassible, poursuit sa délibération dans une furie d'enthousiasme : il a annoncé qu'il se séparerait à cinq heures; à cinq heures, le Président lève la séance. La police se vengea de sa résistance en empêchant les congressistes de dîner ensemble le soir; par téléphone, tous les restaurateurs de Pétersbourg reçurent l'ordre de ne point leur dresser de tables!...

J'aurais souhaité, ayant entendu le réquisitoire des hommes de justice contre la justice russe, de connaître le plaidoyer du gouvernement. Dans ce dessein, j'ai

demandé une audience à Son Excellence M. Serge Serguévitch Manoukhine, qui venait de remplacer à la Chancellerie M. Mouraviev. M. Manoukhine, membre du Sénat et conseiller privé, avait fait toute sa carrière au ministère de la Justice, où il fut l'adjoint de son sévère prédécesseur. C'est un fonctionnaire sans éclat, modéré et sage, de qui l'on ne doit attendre ni de grands scandales ni de grandes réformes. Avec beaucoup de bonne grâce, le ministre me fit répondre par un de ses collaborateurs, d'abord qu'il était fort occupé, puis qu'il avait quelque défiance pour le mode oral d'exprimer son opinion; il ajoutait que, si je lui remettais un questionnaire, il y répondrait certainement par écrit.

Je rédigeai aussitôt le questionnaire que voici :

« Dans leurs réunions, leurs discours et leurs ordres du jour, les avocats ont articulé un certain nombre de faits sur lesquels ils prétendaient fonder leur agitation politique. Certains ont affirmé notamment que le code de procédure de 1864, œuvre admirable, disent-ils, a subi des déformations successives et arbitraires, et qu'il en résulte que la justice administrative en Russie, depuis vingt ans, serait une « parodie de justice ». Telle est du moins leur thèse.

Ceci dit :

I. — Quelle importance convient-il d'attribuer en général aux protestations des avocats? Quelles conséquences peuvent-elles entraîner pour eux, si elles viennent à se renouveler? Est-il admissible qu'ils se mettent en grève, au risque de compromettre les intérêts de leurs clients?

II. — Si ces manifestations se reproduisaient, le gouvernement ne serait-il pas amené à envisager la suppression de l'Ordre, comme M. Mouraviev y songea quelquefois? Ou quel autre mode de répression songerait-il à adopter?

III. — Est-il vrai :

— Que le huis-clos soit devenu d'une pratique courante dans les tribunaux, contrairement à l'esprit du code de 1864?

— Que le jury ait été successivement dépossédé d'un certain nombre d'affaires où il était compétent, notamment

de toutes celles où sont impliqués des fonctionnaires, ou débattus des intérêts qui touchent à l'Etat?

— Que l'influence du pouvoir s'exerce d'une façon permanente sur les juges dans toutes les affaires un peu importantes?

— Accessoirement, ne peut-on pas soutenir que, dans certaines circonstances données, la raison d'État autorise un gouvernement à surveiller et à guider l'administration de la justice?

IV. — N'est-il pas de l'intérêt d'une bonne justice d'augmenter au contraire la compétence du jury et de faire en sorte que les affaires soient jugées au grand jour et en public, sauf les cas exceptionnels où les bonnes mœurs sont en cause?

V, — Est-il conforme à l'esprit du code de 1864 que le ministre ait le pouvoir discrétionnaire d'enlever les attentats politiques aux tribunaux naturels pour les déférer à des cours spéciales? (Loi de 1881.)

VI. — Entre-t-il dans les projets de S. Exc. le ministre de la Justice de revenir purement et simplement à l'esprit et à la lettre du code de 1864, en supprimant et abrogeant les lois ou dispositions qui l'ont ultérieurement modifié?

VII. — Le ministre ne pense-t-il pas à y faire entrer des dispositions qui ont déjà pénétré un certain nombre de législations étrangères, et dont le but a été soit d'augmenter les garanties dues aux accusés, soit d'introduire la pitié dans la justice — telles que :

— L'instruction contradictoire.

— La loi de sursis et la loi de pardon.

— La suppresson du résumé du président. Si Son Excellence n'a pas ces intentions, veut-elle bien en donner les raisons?

Ce questionnaire eut la mauvaise chance de ne point retenir l'attention du ministre. A deux rappels respectueux que je me permis, je ne reçus que des réponses dilatoires. En le publiant ici, nous donnons à ce chapitre sur l'administration de la justice son complément nécessaire.

XV

LES PATRONS, LES OUVRIERS ET LE GOUVERNEMENT

La grève se propage. — Son caractère politique. — Le Comité des ministres académise. — La Commission Kokovtsev. — La Commission Chidlovski. — L'indifférence de l'Etat. — Les ouvriers chez M. Chidlovski. — A la Maison du Peuple. — Les garanties vainement exigées chez le préfet. — Avortement de la Commission Chidlovski. — Les patrons collaborateurs des ouvriers. — Leurs réquisitoires : la pluie de Mémoires. — Chez le ministre des Finances. — Ce que disent les patrons. — Le gouvernement contre eux. — Confiance dans la liberté. — La loi consentie par le peuple. — La prospérité par la liberté.

Toute cette rumeur, toutes ces manifestations de « l'intelligence » et du parti libéral, si expressives qu'elles fussent dans leur esprit et dans leur forme, si gênantes pour le gouvernement, l'inquiétaient moins cependant que la situation ouvrière. C'est assurément une chose grave pour un pouvoir autocratique, qui ne repose que sur l'acceptation de son droit par tous, de voir se dresser contre lui, sans réserve ni contrepoids, toutes les forces intelligentes d'un pays. Mais tant que les orateurs discourent et que les palabres se prolongent, il peut écouter, se recueillir et aviser. Les ouvriers ne discourent pas : ils quittent l'atelier, répandent leur flot à travers les

villes, déploient des drapeaux, crient, incendient, saccagent; ils offrent leurs poitrines; c'est leur sang qui coule, mais l'histoire enseigne que le sang du peuple versé dans les guerres civiles est moins dommageable au peuple qui le donne qu'au régime qui le prend.

Au reste, il n'est pas possible, le gouvernement le comprend, que l'agitation ouvrière se poursuive longtemps encore sans péril, non seulement pour la sécurité de la vie publique, mais pour les intérêts primordiaux de la Russie. A la suite du 9/22 janvier, la grève, nous l'avons vu, est partout. Elle se développe du nord au midi, de l'est à l'ouest, et il est exact de dire qu'il n'est pas un centre industriel, dans tout l'Empire, qu'elle ne dévaste. Elle s'installe, s'étale, se fait permanente. Quand elle s'arrête et qu'on la croit domptée, ce n'est qu'une halte et une reprise d'haleine. Elle a ce caractère général et de plus en plus inquiétant, que, s'enveloppant de prétextes économiques et professionnels, nulle part cependant elle ne dissimule sa cause réelle. Elle n'est même pas une grève sociale, mais partout, uniquement et strictement, politique. Dans son ensemble aussi, du moins à en croire ceux qui parlent en son nom, elle est même antidynastique.

Les ministres et les gens en place affirment, ainsi que je l'ai recueilli de la bouche du ministre des Finances, M. Kokovtsev et du ministre des Voies de communication, le prince Khilkhov, que l'immense majorité des ouvriers sont pacifiques, qu'ils n'ont aucune idée des réformes politiques et se laissent seulement entraîner par les harangues des meneurs et par « une poignée d'agitateurs qui excitent leurs appétits ». Ceci est vrai en partie. L'ouvrier, qui n'est qu'un paysan ayant passé sans transition du village à l'usine, n'a de formation ni politique, ni sociale, ni intellectuelle. Mais l'usine, plus que le village, lui donne l'expérience des conditions de la vie,

la confiance dans l'irrésistible force du groupement et de la coalition ; les métiers qu'il exerce, la vie du faubourg, l'atmosphère des villes, la lecture des journaux, les conversations, développent et aiguisent son intelligence, que la morne existence des champs eût endormie et rétrécie. Il est malheureux ; il ne voit auprès de lui aucune affection tutélaire, aucun secours moral ou effectif ; et lorsque des hommes plus cultivés viennent vers lui, l'obligent à réfléchir sur sa misère et sur ses causes, lui montrent que le salut est en lui, s'il sait vouloir, que le patron chômera, s'il lui plaît qu'il chôme, que la bureaucratie sera ébranlée, si tous les patrons chôment à la fois, qu'il dépend de lui d'exprimer ses griefs et d'exiger son bien-être, comment de telles voix ne seraient-elles pas entendues dans un tel milieu? Qu'importent ensuite les formules dont se pare la phraséologie des discoureurs? Qu'importe le texte des pétitions qu'ils lui donnent à signer? Et qu'importe enfin qu'il ignore le sens exact des mots de réformes et de Constitution, si on l'a persuadé que la Constitution est le remède nécessaire à ses maux? Comment ne se livrerait-il pas, puisque cet homme qui l'entretient, s'il est le premier qui lui parle des choses publiques, est aussi le premier qui se soit apitoyé sur sa misère?

Par l'exemple des grèves générales de Saint-Pétersbourg, de Varsovie, de Lodz, des grèves qui éclatent dans cent autres villes, il est avéré que les ouvriers, conscients ou non, se sont levés pour une identique revendication politique ; par la persistance et la permanence de leur protestation, il est certain que cette agitation n'est pas occasionnelle ; et les hommes du gouvernement s'exposeraient sans doute à de graves surprises, si, de cette inconscience générale qu'ils supposent aux ouvriers, ils induisaient que l'usure du temps finira par les apaiser. Lorsque les ouvriers des établissements Poutilov ont

choisi les délégués parmi lesquels seront élus les membres de la commission Chidlovski, ces délégués déclarent ouvertement que tout cet appareil de commissions n'est rien, qu'il faudra continuer ou reprendre la grève, que, leur donnât-on la journée de huit heures et le reste, on la reprendra encore, car ce qu'ils exigent, ce sont essentiellement et avant toute chose leurs droits politiques.

D'ailleurs, en dépit de son masque officiel, le gouvernement a si bien entendu la menace organique enfermée dans la grève et aperçu la nécessité d'y céder, qu'il multiplie les conférences et les commissions. Par l'oukase de décembre, le Comité des ministres a été saisi de la question ouvrière. Bientôt une commission parallèle est instituée, sous la présidence du ministre des Finances, M. Kokovtsev, et comme, un peu plus tard, on aura à cœur de montrer que l'on fait œuvre sérieuse et que l'on entend toutes les compétences, on lui adjoindra, à la fin de février, le grand veneur et le grand écuyer de la cour.

Le programme qui lui a été tracé par le Comité des ministres dans ses séances du 28 et du 31 janvier (10 et 13 février), où l'on reconnaît la main de M. Witte, se distingue à la fois par son ampleur et sa précision. Le Comité pose d'abord les principes suivants : il y a lieu de régler par des dispositions spéciales les rapports mutuels des ouvriers et des patrons ; cette réglementation ne doit se faire que par la voie législative. La Commission devra, en conséquence, étudier : l'institution d'un organe légal qui permette, entre ouvriers et patrons, la discussion pacifique des questions relatives aux contrats de travail ; la fixation du maximum de la journée de travail ; l'abolition des règlements relatifs aux grèves ; l'assurance contre les accidents ; enfin, toutes les questions qui pourront se présenter à son initiative, notamment celles qui concernent les pouvoirs de l'inspection des fabriques. Sur les décisions prises par la Commission, le

Conseil de l'Empire statuera. Programme vaste, et qui serait de nature à donner aux ouvriers d'importantes satisfactions, si l'on se proposait loyalement de l'exécuter ; mais, après cinq mois de délibérations, aucun texte n'est encore sorti de la commission Kokovtsev.

Ce n'est pas tout. Comme il convient de fournir d'urgence des gages à la classe ouvrière en fermentation, un ordre impérial, le 29 janvier/11 février, prescrit la constitution d'une commission nouvelle : c'est la fameuse Commission Chidlovski, « chargée de rechercher sans retard les causes du mécontentement des ouvriers, et d'étudier les mesures à prendre pour que cet état de choses ne se reproduise pas à l'avenir ».

L'originalité de la commission nouvelle était de comprendre, outre un certain nombre de fonctionnaires, des délégués des industriels et des ouvriers. Ces délégués ouvriers devaient être élus au second degré dans tous les établissements comptant cent ouvriers au moins, et de la manière suivante : chaque groupe de cinq cents ouvriers nomme l'un d'entre eux; cette première sélection est fixée au dimanche 13/26 février, à neuf heures du matin, dans des locaux fermés, interdits à toutes les personnes étrangères, hors de la présence de fonctionnaires de l'administration. Ces élus du premier degré sont répartis entre neuf groupes représentant les diverses industries, et chacun de ces groupes sera appelé finalement à désigner de deux à cinq mandataires, selon son importance numérique. Le nombre total des députés sera de cinquante : leur élection définitive aura lieu le 18 février/3 mars.

Par la minutie de ce règlement électoral, qui ne comprenait pas moins de vingt articles et qui mettait une heureuse affectation à écarter de ces élections ouvrières toute ingérence patronale ou administrative, il est manifeste que le gouvernement s'est proposé de donner aux

ouvriers un témoignage non équivoque de ses favorables dispositions. Cette bonne volonté est-elle en voie d'aller jusqu'à l'acte? La commission Chidlovski est-elle capable de produire une œuvre profonde et durable? On peut en douter. Je me rappelle ce mot d'un très éminent professeur de l'Université : « La commission Chidlovski? C'est un joujou pour amuser les enfants ». Le gouvernement avait-il formé ce projet « d'amuser » les ouvriers? Ce qui est certain, c'est que les ouvriers ne se laissèrent point amuser. Les garanties qu'ils prétendirent exiger du gouvernement furent à ce point précises, qu'il fut impossible à la commission de se constituer, et que l'œuvre échoua avant d'avoir été entreprise.

Cet incident nouveau permet de mesurer la fragilité de la thèse gouvernementale, qui donne les ouvriers comme des enfants tapageurs, inconscients et irresponsables. Si, de propos délibéré, les ouvriers ont refusé leur concours à la commission Chidlovski, c'est qu'ils n'en attendaient rien. Toute sa vie, l'ouvrier avait souffert de l'indifférence des pouvoirs publics à son égard. Qu'il y eût un problème social; que l'État eût le devoir d'intervenir dans les relations contractuelles d'un patron et de ses ouvriers; que les formes modernes de l'industrie exigeassent une législation spéciale : voilà sur quoi l'État russe n'avait pas encore médité. Entre les deux parties, par une série de mesures qui visaient à affirmer son impartialité, il maintenait un équilibre instable; par là, il exaspérait à la fois les uns et les autres, et préparait la coalition à laquelle, impuissant, il assiste à cette heure[1].

1. Extrait du rapport adressé à l'Empereur, le 11/24 janvier 1905, par le Comité des Ministres : « De toute nécessité, la question se pose de réglementer le sort des ouvriers et d'établir des rapports normaux entre les industriels et eux. Les états européens, qui ont compris son importance, travaillent depuis longtemps à la résoudre. Cependant, chez nous, les sphères supérieures de

L'ouvrier, dans cette indifférente distribution des coups, contestait du reste qu'il y eût égalité entre lui et le patron. En vertu de la loi rattaché à son village d'origine, pourvu d'un passeport qui, à tout instant, pouvait lui être supprimé, il était à la merci du caprice d'un bas fonctionnaire et sous la menace perpétuelle d'un renvoi sans délai au village. Lorsque l'État était d'aventure intervenu dans sa vie, il se souvenait que ç'avait chaque fois été pour une fin de tyrannie, sournoise ou brutale : il gardait la mémoire de cette institution des Unions ouvrières, tentative policière d'embauchage de la masse populaire, et de cette circulaire du 24 août 1897, qui qualifiait la grève de délit politique. Il se rappelait avoir été l'enjeu des âpres luttes que s'étaient livrées entre eux les ministères de l'Intérieur et des Finances autour de cette inspection des fabriques par laquelle la despotique administration s'installait dans la vie ouvrière, et l'on sait que ces luttes, terminées par la victoire de Plœhwe sur Witte, avaient abouti à le livrer tout entier aux mains de la police.

Et cette même administration, qu'il n'avait jamais connue que pour la détester, venait aujourd'hui lui demander sa confiance! Le même gouvernement qui, en réponse à sa supplication désespérée du 9 janvier, avait abaissé sur lui les fusils de ses soldats, prétendait maintenant obtenir sa collaboration pour une œuvre de réforme! Non, non, l'heure est passée. Il a pris son parti. Ce qu'il exige à présent, ce ne sont plus de tardives réparations à l'iniquité, c'est la refonte totale de l'État russe. Nous avons noté ce propos public des délégués du premier degré de l'usine Poutilov, qui, au moment où ils venaient

l'administration pensaient jusqu'à ces derniers temps qu'en Russie la question ouvrière était loin encore de prendre cette importance qui oblige l'État à se mettre à la tête du mouvement, s'il veut en rester maître. »

d'être élus, le 13 février, déclaraient à leurs camarades : « Ce qu'il nous faut d'abord, ce sont nos droits politiques ». Le gouvernement accuse les meneurs, cette « poignée d'agitateurs » que vitupère M. Kokovtsev; que ne regarde-t-il au-dedans de lui? L'irrésistible meneur, c'est lui-même. Qu'il médite ce mot du Mémoire des fabricants de Moscou : « Nul grain ne lève dans une terre qui n'est pas labourée. »

Avant d'élire, le 18 février/3 mars, les délégués qui devaient participer aux travaux de la commission, les élus du premier degré décidèrent de prendre leurs précautions pour assurer à ceux de leurs camarades qu'ils allaient choisir le libre exercice de leur mandat. La journée du 9 janvier avait été suivie d'innombrables exécutions, on avait emprisonné, arraché à l'usine, renvoyé dans leurs « mirs » une foule d'ouvriers suspects, et de préférence ceux qui, dans les multiples négociations de la grève, avaient été les porte-paroles : cette fois, ils ne se souciaient pas plus de désigner au gouverneur Trépov des victimes nouvelles que de fournir le crédit de leur présence à une œuvre qui ne serait pas réformatrice. Une première fois, ils vont trouver M. Chidlovski et lui demandent l'engagement que leurs élus auront à la Commission toute liberté de langage et seront garantis contre toutes représailles ultérieures. M. Chidlovski se retranche derrière le ministre de l'Intérieur et leur répond qu'il ne peut se substituer à lui.

— Pardon, font les ouvriers. La décision impériale porte que vous pouvez communiquer directement avec l'Empereur. Vous avez donc toute liberté de lui en référer.

M. Chidlovski promet d'entretenir l'Empereur de cette question et assure en tout cas les ouvriers que leurs camarades ne seront point inquiétés.

Cette promesse ne leur suffit pas encore. Le jeudi

17 février/2 mars, la veille du jour où devaient être nommés les membres de la Commission, ils se réunissent, à la Ligovka, dans l'immeuble dont la généreuse comtesse Panine a fait une Maison du Peuple, et s'accordent définitivement sur les garanties préalables à exiger. Cette réunion des 420 délégués du premier degré montre dans la classe ouvrière des hommes d'intelligence et de courage, des orateurs vigoureux et cultivés. L'un parle sur la situation politique de la Russie, et la compare à celle des principaux États étrangers. Un autre évoque notre révolution de 1848, affirme que les seuls bénéficiaires en furent les bourgeois, enseigne aux ouvriers russes que, méditant cet exemple, ils doivent prendre garde de se laisser duper par les libéraux et conquérir, par la seule puissance de leur volonté, leurs droits politiques. Ces discours, qui attestent des intelligences ouvertes et certaines connaissances générales, sont écoutés avec un intérêt passionné et acclamés. Entre temps, on ne néglige pas de condamner la guerre et de réclamer la paix. Finalement, les 420 délégués votent à l'unanimité une série de sept résolutions, qui seront communiquées le soir même au sénateur-président Chidlovski, et l'on décide que, faute d'avoir satisfaction sur les sept points, l'élection du lendemain n'aura pas lieu et la grève générale sera de nouveau déclarée. L'assemblée exigeait :

I. — La liberté de parole reconnue aux membres de la Commission et leur sécurité garantie ;

II. — Leur participation à toutes les séances de la Commission, sans exception ;

III. — Des élections supplémentaires pour permettre aux ateliers de moins de cent membres d'être représentés ;

IV. — La publication intégrale et sans censure des comptes rendus des séances ;

V. — La réouverture des onze sections de l'Union des ouvriers, fermées après le 9 janvier ;

VI. — La mise en liberté des ouvriers arrêtés depuis le 1er janvier;

VII. — L'inviolabilité du domicile des membres de la Commission.

Le soir même, M. Chidlovski se borne à répondre que les ouvriers auront à la Commission toute liberté de parole « sur les questions ouvrières », et ne s'engage pas plus outre. Les ouvriers répliquent que la grève sera proclamée, si, le lendemain, vendredi, à midi, ils n'ont pas obtenu satisfaction. C'est à trois heures que les élections devaient avoir lieu.

Le lendemain à midi, on leur refusait toute satisfaction; mais un peu avant ce moment, une scène significative, que je tiens d'un témoin qui n'est pas un ouvrier, se passait dans le cabinet du préfet Dédiouline, successeur du général Foullon, fonctionnaire connu pour sa modération et pour sa bienveillance.

— Voyons, disait paternellement le préfet aux ouvriers qui le mettaient au courant de la situation, ce n'est pas le moment de causer de nouveaux troubles.

— Pardon, Excellence, fit l'un d'eux, vous allez déjeuner tout à l'heure : nous, nous avons faim, et nous ne mangeons pas tous les jours.

— Je veux dire, insistait le préfet, toujours cordial, au moment où nos frères meurent en Mandchourie...

Un second ouvrier l'interrompit :

— Vous dites : nos frères, Excellence; ce sont les nôtres surtout qui meurent.

Le préfet, commençant à s'impatienter, au bout de quelques minutes, dit tout à coup :

— Pour moi, j'appelle ouvriers des hommes qui travaillent dans les ateliers. Vous, qui ne travaillez pas, vous êtes tout simplement des grévistes.

— Oh! Excellence, fit un troisième, quand vous serez

tout à l'heure dans votre salle à manger, est-ce que vous aurez cessé d'être préfet?

La conversation montée sur ce ton, il devenait difficile de s'entendre. A trois heures, les neuf sections de délégués étaient réunies dans la salle où devait avoir lieu le scrutin définif; sept sur neuf décidaient de n'y pas prendre part, et, le surlendemain, une note mélancolique du *Messager du Gouvernement* annonçait qu'en conséquence de ces faits, « S. M. l'Empereur avait ordonné de clore l'activité de la Commission créée sous la présidence du membre du Conseil de l'Empire, le sénateur Chidlovski ». Depuis la veille, la grève avait repris dans un grand nombre des établissements de Pétersbourg.

Dans la progression de ces faits, rien qui fût de nature à surprendre l'observateur. Pourtant l'émoi fut grand, et ce n'est pas seulement parmi les ouvriers, surexcités par cet incident nouveau, qu'il se manifesta. La Société des Fabricants de Pétersbourg, réunie le 22 février, décide de suspendre ses délibérations en raison de l'avortement de la Commission. Trois jours après, la Société des Ingénieurs remet à M. Chidlovski une protestation conçue en termes vigoureux. « Vous n'avez pas jugé nécessaire, y disent-ils, de satisfaire aux demandes des ouvriers, et la Commission est dissoute. Il est de notre devoir de déclarer que les peines administratives prises contre les hommes en qui les ouvriers avaient mis leur confiance nous indignent profondément. Une grande part de responsabilité en retombe sur vous. Votre devoir moral vous commande de vous employer immédiatement à faire respecter l'inviolabilité des ouvriers qui vous ont fait confiance, et de vous justifier publiquement devant l'opinion. »

La conclusion de cet incident fut tirée par le *Novoié Vrémia* :

« En instituant cette Commission, écrit-il, on n'avait pas

assez fait attention au caractère du mouvement ouvrier, qui a été politique et non pas professionnel, préparé et conduit par une agitation politique, et non par des considérations relatives à la législation ou à la situation matérielle de la classe ouvrière... Toute Commission analogue aura inévitablement le sort de la Commission Chidlovski, et. loin de servir à la pacification ouvrière, fournira nécessairement un nouvel aliment à l'agitation politique. »

Ainsi se développe, à la suite de la pluie sanglante du 9 janvier, la question ouvrière. Ainsi avortent successivement toutes les tentatives du régime pour se concilier des adversaires désormais irréductibles, que sa longue indifférence a poussés à bout, et qui refusent d'accepter de lui quelque réforme que ce soit, tant que n'aura pas été conquise la réforme capitale, essentielle, seule réelle, la réforme de la liberté!

Comment accorder cette succession d'incidents, que la passion populaire pousse d'emblée à l'état aigu, avec cette opinion singulière de l'illustre professeur Mendélééff, qui affirmait naguère que la question ouvrière n'existe point en Russie, et qu'elle y a été importée de toutes pièces par des meneurs occidentaux?

Mais a-t-on réfléchi sur ce fait d'apparence singulière et paradoxale que, parmi les auxiliaires certains des ouvriers dans les revendications qu'ils soutiennent tumultueusement depuis le premier janvier, on trouve justement leurs patrons?

Trois cent mille ouvriers proclament la grève générale à Saint-Pétersbourg, exigent la journée de huit heures, le droit de participer au jugement de leurs camarades, quand ceux-ci sont menacés de renvoi, et dix autres privilèges que le parti socialiste organisé n'a encore conquis ni en France, ni en Allemagne. Que croit-on qu'ils vont faire? Prendre des mesures de résistance, sommer le

gouvernement de les défendre au nom de l'industrie menacée, appeler à leur aide les soldats? Pas du tout. Sans incliner leurs intérêts devant l'exigence des ouvriers, sans légitimer non plus la grève, néanmoins ils l'excusent en quelque sorte, ils l'expliquent du moins par les contraintes policières qui ont prétendu asservir l'ouvrier, par la méconnaissance de ses droits et l'enchaînement de sa liberté; ils demandent pour lui une organisation légale qui lui permette de se concerter et d'exprimer ouvertement ses désirs ou ses besoins; ils affirment que, dans la grève présente, eux-mêmes ont été gênés « par l'absence de cette organisation régulière »; ils proclament que « le trouble est partout », que la levée des ouvriers n'a pas eu pour cause « la conscience commune de leurs misères économiques », mais « qu'elle a été produite et soutenue par le milieu ambiant, par un mécontentement abondamment répandu dans toutes les classes de la société russe »; ils accusent « l'intervention de la police et de l'administration »; ils se tournent vers le gouvernement et lui disent : « L'industrie ne peut fleurir là où le peuple est dans la misère »; ils concluent : nul autre moyen « d'apaiser à l'avenir le mouvement ouvrier que d'accomplir des réformes profondes et d'un caractère national ». Bref, ils font si bien que leur protestation étaye, si elle ne justifie pas, la protestation violente et collective de la classe ouvrière.

Ce ne sont point là des mots qui leur échappent dans l'improvisation de discours de bataille. Afin de donner à leur pensée une forme définitive et sérieuse, ils se réunissent, rédigent des mémoires, les signent de leurs noms, les portent eux-mêmes soit à M. Witte, président du Comité des ministres, soit à M. Kokovtsev, ministre des Finances. Ces mémoires surgissent de toutes parts : mémoire des fabricants de Pétersbourg, auquel adhèrent les fabricants d'Odessa; mémoire des fabricants de Mos-

cou, de Varsovie, des métallurgistes, des ingénieurs, des industriels et fabricants de l'Oural, des usines et entreprises du Centre, etc. C'est toute la masse des industriels et des fabricants russes, à la même heure atteints ou menacés de la grève, qui se lèvent à la même heure pour une protestation quasi-unanime, non contre la grève, mais contre la cible même que vise la grève. Leur réquisitoire est parfois véhément; c'est du plus modéré d'entre eux, de celui de Pétersbourg, que nous avons extrait les phrases que nous venons de citer.

Les métallurgistes montrent plus d'énergie dans les termes. Après avoir pris soin d'établir que leur mémoire a été rédigé par le Conseil des métallurgistes, auquel se sont adjoints, vu la gravité des circonstances, des représentants de tous les districts de l'industrie métallurgique en Russie, ils ajoutent qu'ils ont conscience d'être à cette heure « la voix de centaines de millions de roubles et de centaines de milliers d'ouvriers ». Quoi d'étonnant, demandent-ils, « qu'avec le temps ait peu à peu grandi dans la classe ouvrière une protestation contre tout ce qui l'opprime et ne lui fournit aucun moyen d'améliorer sa condition ! » Nous ne sommes plus aux temps lointains où les intérêts du capital et du travail étaient considérés comme inconciliables ; « l'expérience de tous les pays industriels a démontré le contraire; il n'y a plus un seul fabricant qui n'admette cette vérité que, seuls, des ouvriers éclairés et satisfaits de leur sort peuvent faire produire au capital la plus grande somme d'intérêts. » Or, l'industrie russe « souffre extrêmement des défauts du régime ». Que l'on ne soit donc pas surpris que le pays « s'appauvrisse progressivement dans toutes ses parties ». Qu'y peuvent les fabricants? Veut-on qu'ils consacrent l'intérêt de leurs capitaux à améliorer la condition ouvrière, et à faire ainsi « de l'industrie une œuvre de bienfaisance? » Pour parler sérieusement, il

est urgent, pour le salut de l'industrie et le bien-être de l'ouvrier, de comprendre enfin que l'agitation des usines, bien qu'à base économique, « est un grand mouvement politique », de se décider à réaliser « les réformes radicales dont la nécessité a été proclamée par tous les représentants des zemstvos, des conseils municipaux et de toutes les classes sociales », et de reconnaître à tout homme, paysan ou noble, « la liberté et le moyen d'exprimer sincèrement ses pensées, par quelque mode que ce soit ».

A leur tour aussi, les métallurgistes dénoncent la sotte invention de ces Unions ouvrières, placées sous la tutelle de la police, peuplées « d'agents de la gendarmerie », et dans lesquelles on vit des meneurs, encouragés par les représentants du gouvernement, émettre vis-à-vis des patrons les prétentions « les plus absurdes ». Ce n'est pas la police qu'il faut déléguer au soin de former les ouvriers; que l'on se contente de les mettre, comme en Europe et en Amérique, où l'on voit que l'industrie s'en est bien trouvée, en possession « de moyens légaux de lutte, sans intervention de la force armée, sans massacres de citoyens pacifiques et désarmés ». Que le gouvernement en tout cas ne se leurre pas de cette illusion que l'agitation révolutionnaire n'est due qu'à « l'influence de personnes mal intentionnées ». Il s'exposerait ainsi à de graves mécomptes. Pour eux, « ils ont le devoir de déclarer que l'état d'esprit des masses populaires est un présage menaçant », que « l'agitation a dans le peuple des racines profondes », et que les mesures de répression n'y feront rien. En conséquence, ils énumèrent le programme des réformes à accomplir : participation de toutes les classes à l'œuvre législative; égalité de tous devant la loi; inviolabilité de la personne et du domicile; droit de réunion et d'association, droit pour les ouvriers de refuser le travail par groupes ou individuel-

lement; mêmes droits reconnus aux fabricants; liberté de la parole et de la presse; développement de l'instruction publique et obligatoire, ouverture d'écoles, de bibliothèques, de salles de lecture, de sociétés d'éducation, etc.

Le mémoire des fabricants de Moscou, intitulé *les Besoins de l'industrie*, répète la substance de ce rapport en termes non moins énergiques. Il s'attaque principalement à la bureaucratie. Il dit : « L'absence d'une loi stable, la tutelle de la bureaucratie, omnipotente dans toutes les parties de l'organisme social, l'élaboration, en des chancelleries mortes, de règles sans rapport ni avec le torrent puissant de la vie, ni avec la multiplicité des besoins du peuple, voilà ce qui enraye le développement de la vie économique du pays, et si la Russie reste en arrière, c'est le résultat direct d'un régime sans bases solides. » Il ose nommer « le désarroi général de la vie de l'Etat »; aux Unions ouvrières, dont il condamne à son tour le caractère policier, il ne craint pas de reconnaître ce mérite d'avoir du moins enseigné aux ouvriers que « la coalition est un puissant instrument de lutte, non seulement contre le patron, mais contre le gouvernement lui-même ». Que le gouvernement le sache bien, l'anxiété où se trouve aujourd'hui le pays et le marasme de l'industrie contraignent les industriels à lui déclarer : « Que l'état des esprits est un terrible avertissement pour le régime; que l'on ne peut songer à enrayer par aucune répression un mouvement qui a poussé des racines profondes et donne chaque jour de nouveaux rameaux (*sic*); que, pour le progrès de l'industrie russe, pour sa victoire sur le marché du monde, pour l'établissement de relations normales entre patrons et ouvriers, pour l'amélioration du sort des ouvriers, il n'est point de méthode hors de l'observation stricte des conditions élémentaires d'un état régulier. » La grève de

Pétersbourg, qu'ils qualifient d'historique, et tous les événements qui l'ont accompagnée, conduisent à cette conclusion : « que les ouvriers, aussi bien que toute la société russe, sont à ce point mûrs dans le sens politique, qu'avec tout le peuple russe, dans l'intérêt même de l'industrie, ils doivent recevoir les droits politiques et les institutions de la liberté. » Pour finir, rappelant le mot d'Alexandre II, les fabricants de Moscou disent qu'il faut savoir accomplir les réformes d'en haut, si l'on ne veut se les laisser arracher d'en bas.

Dans un précédent chapitre[1], nous avons fait allusion à ces mémoires et à quelques autres encore. Bornons-nous à ceux-ci, et émerveillons-nous de l'unanimité aussi bien que de la qualité de ces protestations. « Ce n'est pas une œuvre sérieuse, » me dit M. Kokovtsev. Jugement sommaire. Les gens qui les ont signés sont des hommes qui, à eux seuls, représentent une grande partie de la fortune de la Russie. Fait social nouveau, qui soudain jette les forces de conservation à la rescousse des forces de destruction, et, à l'instant où la lutte économique, déjà engagée à l'occident, lance ses premières fusées sur le sol russe, montre du même côté ceux que notre vocabulaire de meetings appelle les exploiteurs et les exploités en collaboration chaleureuse contre la forme de gouvernement la plus conservatrice en action, la plus autoritaire en doctrine. Que ce commun effort la ruine, les patrons n'aperçoivent-ils pas que, cet obstacle abattu, ils se trouveront face à face avec leurs ouvriers, et réduits à leurs seules forces contre la propagande socialiste, contre le Travail besognant pour le démantèlement du Capital ?

C'est la question que je suis allé soumettre à un certain nombre d'entre eux, et c'est leur réponse que je me propose d'apporter ici.

1. Chapitre IX.

L'examen des signatures qui parafent ces divers mémoires m'avait fait comprendre que la question ne devait pas être aussi simple qu'elle m'apparaissait d'abord. Pour ne parler que de celui de Pétersbourg, j'y trouvais l'adhésion des sociétés les plus considérables, usines métallurgiques, filatures, verreries, brasseries, ateliers de construction, fabriques de chocolat, de pianos, de tabac, et les noms les plus notoires, comme ceux de MM. Nobel, Dourdine, Radlof, Lessenko, Klimenko, Lessner, Laferme, Voronine, Tchecher, etc. Sans doute, 82 fabriques ou patrons avaient seuls adhéré; mais toutes les sociétés importantes y figuraient (à l'exception cependant des usines Poutilov), et ces 82 industries représentaient ensemble une armée de 100.000 ouvriers et un chiffre d'affaires annuelles de 100 millions environ. Si la liste des protestataires n'était pas plus nombreuse, c'est qu'elle avait été recueillie en deux jours et que l'on était pressé d'aboutir.

Ce mémoire n'a pas été le résultat d'un mouvement d'humeur, et, pour en apprécier la signification, il faut savoir dans quelles conditions il fut composé.

Le 3/16 janvier, la grève éclate. Inquiet des proportions imprévues qu'elle prend tout d'un coup, le ministre des Finances, M. Kokovtsev, qui a la haute main sur les questions qui concernent l'industrie, convoque en hâte pour le 6 janvier, au ministère, tous les directeurs d'usines, tous les fabricants, tous les patrons d'ateliers. Au dernier moment, la réunion est, on ne sait pourquoi, décommandée. Trois jours après, c'est le 9/22 janvier; puis l'indécision du gouvernement, la stupeur générale qui paralyse à la fois les forces protestataires et les forces conservatrices, et enfin, au bout de dix-huit jours, le ministère s'étant ressaisi, la réunion ajournée se tient le 24 janvier/6 février.

Ils sont là deux ou trois cents industriels, à qui le

ministre demande de lui faire connaître, séance tenante, les concessions qu'ils sont disposés à consentir pour endiguer le mouvement ouvrier.

— Excellence, fait le représentant de la Société Poutilov, M. Smyrnov, comment pourrions-nous vous répondre? Nous sommes ici, confondus, des industriels qui fabriquons les produits les plus divers : du fer, des machines, des canons, du chocolat, du tabac, de la toile, des vaisseaux de guerre, des pianos, etc. ; certains d'entre nous distribuent soixante ou quatre-vingt pour cent d'intérêts; d'autres sont en déficit. Il faudrait sérier les industries par ordre de produits ; c'est une chimère d'espérer que nous puissions, sans délibération préalable et sans distinction, présenter à nos ouvriers un cahier de concessions identiques. »

Chacun approuva.

— C'est bien, fit à peu près le ministre courtois, mais irrité; je m'aperçois que non seulement vous ne voulez pas aider le gouvernement, mais que vous ne vous rendez pas compte de l'importance considérable du mouvement actuel. Je ne vous retiens plus. Songez à votre part de responsabilité dans les événements qui surviendront. »

Trois jours après, le 27 janvier, les industriels, peu satisfaits de ce langage, se réunissent de nouveau, mais entre eux cette fois; ils se mettent d'accord sur la nécessité d'élaborer un mémoire collectif; ils le rédigent, le signent, et, le 31 janvier, ils le présentent au ministre. Je vous ai indiqué dans quel esprit il fut conçu.

— Mais, ce faisant, leur dis-je, vous serviez l'insurrection ouvrière et vous priviez le gouvernement de l'une des forces morales dont il avait le plus besoin?

— Et quand cela serait? répondent-ils. Nous ne nous sommes inquiétés ni de fortifier, ni d'affaiblir le gouvernement : nous nous sommes seulement proposé d'exposer dans son ensemble une situation dont la persistance nous appa-

raît dommageable à l'industrie nationale. Il n'y a pas un problème ouvrier et un problème patronal; il y a un problème économique, dont l'unité est indissoluble, dont la solution est une, dont les données plongent à la fois, d'une part dans le travail, de l'autre dans le capital. Et ce problème économique n'est lui-même qu'un facteur du problème politique qui se pose à la Russie. Tout progrès de la classe ouvrière a pour condition le progrès de l'industrie, et le progrès de l'industrie est lié au progrès de la nation.

« Voilà ce que nous devions dire au ministre, et nous le lui avons dit avec courtoisie et respect, mais avec fermeté. Nous n'avions pas à lui dissimuler non plus que le gouvernement n'avait pas assez fait pour nous pour qu'il pût compter, à l'heure du péril, sur notre docilité. Que l'on nous comprenne bien. Nous ne sommes pas des petits garçons qui pleurnichent parce qu'ils ont été rossés. Nous ne lui reprochons pas de n'avoir pas défendu nos usines contre les débaucheurs; nous ne lui reprochons même plus l'indifférence avec laquelle il a permis à la grève de se développer jusqu'au coup de tonnerre du 9 janvier. Notre grief contre lui est plus grave : il n'a eu ni programme d'ensemble, ni fermeté de dessein. Sa préoccupation essentielle a été de « nous faire payer les pots cassés », de se servir de nous pour apaiser les impatiences de la classe ouvrière, de détourner contre nous une agitation qui ne nous atteignait, il le savait bien, que par ricochet.

« En voulez-vous des exemples ? Un jour, le gouverneur général appelle le directeur d'une usine qui, las de lutter en vain, a décidé de fermer ses portes, et lui « donne l'ordre » de la rouvrir. Un autre jour, c'est le ministre de la Guerre qui avise l'usine Poutilov que, si le travail n'est pas définitivement repris à une certaine date, il considérera comme périmés tous les contrats de com-

mandes passés avec elle. Puis c'est un télégramme impérial qui félicite la direction du chemin de fer de Libau à Romni d'avoir cédé aux revendications des ouvriers. Et voici le comble. Le directeur d'un établissement de l'Etat consultant son ministre sur la conduite qu'il doit tenir en présence des menaces de grève, celui-ci répond à son subordonné : « Voilà une affaire bien ennuyeuse. Laissez venir, et mettez-vous du côté de la majorité. »

Je connaissais l'incident auquel mon interlocuteur faisait allusion ; il s'est passé à l'Institut de médecine militaire, et cette réponse est celle que fit le ministre de la Guerre, général Sakharov, au directeur de l'Institut, le professeur Tarenedski.

— Voilà de quelle manière, continuent les fabricants, nous avons été secondés et défendus! Etait-ce juste? Pourtant le gouvernement savait mieux que personne que les revendications ouvrières n'étaient que des prétextes, que la grève n'était qu'un moyen, que le but essentiel était une agitation politique. Cela était inscrit tout au long dans la pétition du 9 janvier. Cela était avoué par les ouvriers. Les contremaîtres de l'usine Poutilov l'ont dit officiellement à M. Smyrnov. Les délégués ouvriers l'ont répété à M. Chidlovski, président de la commission défunte. Les journaux l'ont imprimé. Pas d'équivoque à ce sujet.

« Et c'est alors que le gouvernement aperçoit les fruits de son indécision, qu'il constate l'échec de ses tentatives insuffisantes, qu'il comprend la maladresse de certaines de ses démarches, comme celle qui a appelé à Tsarskoé-Sélo cette pseudo-députation ouvrière, dont le résultat immédiat a été de faire rosser par leurs camarades ces ambassadeurs sans mandat et de rouvrir la grève qui s'apaisait, c'est à ce moment que le gouvernement se tourne vers nous et nous demande des concessions, c'est-à-dire notre ruine!... Mais lesquelles faisait-il lui-même

dans les établissements qu'il dirige? Aucune essentielle; les mêmes concessions de détail que nous avions spontanément accordées dans les premiers jours, dont beaucoup étaient équitables, mais qui n'étaient point pour les ouvriers les satisfactions fondamentales qu'ils avaient exigées d'abord. Si, je me trompe, il y a eu un ministre qui est allé très loin : c'est le prince Khilkhov; sans consulter personne, il a accordé aux ouvriers des ateliers des chemins de fer la journée de neuf heures, et il faudrait savoir si c'est ce qu'il a fait de mieux.

« Aujourd'hui que la grève est enrayée — provisoirement du moins — et qu'un ordre relatif a été ramené dans nos usines, au lieu d'oublier et de pacifier, on continue sans raison la méthode, si c'en est une, des mesures vexatoires et maladroites. On arrête des ouvriers, on laisse les uns en prison, on renvoie les autres dans leurs villages. Tout cela sans nous consulter. Qu'arrive-t-il? Ici, les ouvriers sont exaspérés, s'entêtent dans des rancunes qui éclateront quelque jour, et nous font responsables d'actes que nous n'approuvons pas; là-bas, dans les campagnes, on constitue de toutes parts, au cœur d'une population affamée et malheureuse, des centres de propagande active, et c'est justement comme si l'on enfermait dans des bottes de paille des brandons enflammés! »

A ces réquisitoires que je viens de résumer sous une forme concrète, j'opposais :

— J'entends bien que vous pensez avoir à vous plaindre des méthodes d'un certain gouvernement; mais réfléchissez-vous que vous vous attaquez à l'ordre gouvernemental lui-même, qu'en demandant la liberté politique, l'organisation légale des ouvriers, vous ouvrez les voies au socialisme, votre ennemi? Si vous avez beaucoup à y perdre, qu'avez-vous à y gagner?

— Nous avons confiance dans la liberté. Si la liberté existe pour la propagande socialiste, elle existera aussi

pour la propagande antisocialiste. En dépit de toutes ces mesures, l'ennemi est là, au centre de la place, mais caché et clandestin, et nous ne pouvons l'atteindre, parce que nous ne connaissons pas son masque. Mais quand la loi lui aura découvert le visage, alors nous pourrons lutter face à face, à armes égales, et nous serons vis-à-vis de lui dans la condition où se trouvent nos confrères occidentaux. Nous y gagnerons que lorsqu'il plaira à nos ouvriers de faire une manifestation politique, ils auront à leur disposition d'autres modes que la grève. Ce que nous y gagnerons encore? Mais la vie, tout simplement. Aujourd'hui, l'industrie russe est en pleine crise. Certaines de nos usines, que la guerre alimente de travail, se soutiennent artificiellement, mais leur prospérité actuelle est essentiellement précaire et provisoire. La consommation proprement nationale est nulle, parce que la population est pauvre, parce que le trouble est partout, parce que le développement industriel d'un pays est en rapport direct avec le bien-être de ses citoyens.

« La prospérité de notre industrie a pour conditions nécessaires « le progrès de la prospérité nationale, la diffusion des lumières, la réforme radicale des conditions de vie ». C'est par la liberté, c'est par l'accession du peuple à la conduite des affaires, que ces biens seront obtenus. En même temps que l'instruction et la culture générale, croîtront les besoins et se développera l'esprit d'initiative et d'entreprise. L'énergie et la richesse nationale augmentant, la consommation augmentera à son tour, et l'industrie, c'est-à-dire les employeurs aussi bien que les employés, profitera de l'essor général qui emportera le pays. C'est la loi universelle, et la Russie n'y échappera pas.

— Mais que l'autocratie entreprenne cette œuvre de régénération par la diffusion de la culture, le même but ne pourra-t-il pas être atteint par elle ?

Je posais cette question au directeur de l'une des sociétés métallurgiques les plus importantes, un homme qui connaît l'Angleterre et la France pour y avoir travaillé. Il me répondit :

— Monsieur, consultez l'histoire.

Et tous, interrogés séparément, disaient :

— Ce que nous voulons, c'est le règne de la loi substitué au règne de l'administration. Qu'il y ait une loi consentie par le peuple. Que les ouvriers sachent qu'ils pourront toujours s'appuyer sur la loi, mais qu'ils devront s'appuyer sur elle seule. Par la loi, nous ferons de la méthode et de la liberté. Par la liberté, nous ferons de la prospérité. »

XVI

L'ASSEMBLÉE DE LA TERRE

Le Zemski sobor. — Le point de vue conservateur. — Le Tsar restauré par le peuple. — Le sobor selon les libéraux. — Par le sobor s'affirmera la liberté et la souveraineté du peuple. — La Constituante. — Les raisons de Mestchersky. — L'opinion discute. — Les modalités du sobor. — Le Zemski sobor dans l'histoire. — De 1550 à 1905. — Tradition du tsarisme moscovite. — Le peuple à la rescousse de l'autocratie. — Droits théoriques et servitude du sobor. — Le sobor insuffisant aux libéraux.

Ouvriers, patrons, avocats, ingénieurs, professeurs, étudiants, zemstvos, doumas, journaux, tous s'accordent à réclamer la réunion de l'Assemblée nationale, et le nom de Zemski sobor est dans leur bouche.

La pensée de convoquer le Zemski sobor n'était point nouvelle. Elle devait se présenter à l'esprit des libéraux, à qui elle permettait d'exprimer sans dommage leurs tendances constitutionnelles et parlementaires; elle pouvait en outre leur apparaître comme un moyen de rallier un certain nombre de conservateurs. Le sobor est en effet l'une des plus anciennes et des plus vénérables traditions du tsarisme moscovite et autocratique, et, par là même, il était malaisé au pouvoir d'incriminer les publicistes qui l'invoquaient. Ils pouvaient rappeler aussi qu'en 1881 le

comte Igniatiev, ministre de l'Intérieur après le meurtre d'Alexandre II, avait songé à réunir le Zemski sobor, et qu'il n'y renonça que sous l'influence de M. Pobédonostsev, déjà prépondérante auprès d'Alexandre III. De son côté, un écrivain conservateur, M. Syromiatnikov, publiait le texte d'une lettre qu'il avait adressée le 6 juillet 1902 à M. de Plœhwe pour lui proposer de reprendre ce projet, et il ajoutait que M. de Plœhwe s'était déclaré, en principe, partisan de la mesure, ajournée seulement à des temps plus favorables.

L'idée, à peine lancée, fut incontinent accueillie avec une faveur générale. Sous couleur de Zemski sobor, les libéraux développent tous leurs arguments en faveur de la Constitution et du Parlement. Sous couleur aussi de Zemski sobor, les conservateurs, affectant d'affronter la liberté, poussent à étouffer l'opposition sous la masse paysanne. Ce propos réactionnaire des conservateurs me fut révélé avec une netteté décisive dans une conversation que j'eus avec l'un d'entre eux. J'en rapporterai les traits essentiels :

— Que l'Empereur, me disait-il, pour en finir avec l'agitation qui le menace, s'appuie sur le peuple et se retrempe à la source de son droit. Vous connaissez le mot de Napoléon : « Quand la Russie aura un Empereur à barbe, elle conquerra le monde ». Sous cette forme familière, il voulait dire que toute la force de l'autocratie est dans son caractère profondément national, et que le Tsar sera invincible qui plongera au cœur de la masse. Je vous rappelle en passant qu'Alexandre III fut le premier des Romanov qui porta la barbe. Entre le peuple et son empereur, une lourde, maladroite et tracassière administration a peu à peu constitué un banc de glace, et aujourd'hui ces deux forces permanentes, celle d'en bas et celle d'en haut, coexistent sans se confondre. Voilà le mal. D'une parole, d'un geste, le Tsar peut briser ce banc

qui l'isole de la nation. L'autocrate n'est d'aucune caste ni d'aucun parti. Il est national et universel. Selon un vieux dicton russe, « Dieu n'a pas de sang, et le Tsar pas d'origine. » Il pratique à son gré la politique qu'il juge nécessaire. Il pourrait être socialiste s'il lui convenait, le pire des socialistes, sans cesser pour cela d'être le Tsar et sans que les bases gouvernementales en fussent atteintes. Oui, nous ne souffrons que d'une surcroissance du régime bureaucratique, et il est temps de songer à instituer à sa place un gouvernement autocrato-démocratique.

« Que l'Empereur se tourne donc vers la terre russe. Face à face, au milieu du Zemski sobor érigé en Synode et Douma de l'État, il parlera directement à son peuple, et son peuple lui parlera directement. D'un coup, seront écartés tous ces bureaucrates, ces marchands, ces littérateurs, ces bourgeois qui se sont interposés entre eux. Et que répondront, à son interrogation, les hommes dont les ancêtres jadis ont enfanté de leur sang son propre pouvoir? Lui diront-ils de disjoindre cette Russie créée par leurs pères? De déchaîner au milieu du chaos une révolution sociale? De remettre le pouvoir suprême aux banquiers, aux ingénieurs, aux avocats, aux journalistes?... Non, je ne doute pas que le sobor démontre avec éclat que notre nation est conservatrice et que l'agitation fomentée par les prolétaires intellectuels et les bas employés de l'État est une vaine entreprise contre un gouvernement décidé à s'appuyer sur les classes possédantes et sur le véritable peuple, je veux dire sur la noblesse foncière et sur les paysans. C'est la voix de la terre que le sobor fera entendre au gouvernement. Et en échange c'est l'écho de la voix de l'État que les délégués rapporteront dans leurs districts. On profitera de leur réunion pour les instruire de ce qu'ils ignorent; on leur dévoilera les mensonges colportés par les intellectuels; on leur distribuera des brochures où la vérité leur sera dite sur les choses de

l'État. Ainsi, le Zemski sobor sera la tribune retentissante où l'État et les paysans de la terre viendront s'expliquer chacun à son tour, et qui servira à la fois les intérêts de l'autocratie et ceux du peuple. »

Ce n'est pas pour cette fin que les libéraux demandaient la réunion de l'assemblée nationale, et les uns et les autres n'avaient pas achevé de parler que leur désaccord éclata.

Dans l'histoire, le Zemski sobor fut une assemblée occasionnelle, élue par classes, et purement consultative : tandis que les conservateurs demandent que l'on s'en tienne à la tradition, ils veulent, eux, que le sobor soit permanent, ait le pouvoir délibératif, et que ses députés soient élus par l'ensemble de la nation. Question capitale, puisqu'il s'agit pour le libéralisme que les éléments éclairés ne soient point écrasés par la formidable coalition de 85 p. 100 de paysans ignares et domestiqués. L'œuvre à réaliser, disent les journaux, c'est d'unifier cinq ou six cents hommes libres et investis de la confiance des électeurs, et non pas de dessiner une miniature de la Russie où toutes les classes seraient représentées dans leurs proportions réciproques. Le sobor sera la voix de la terre, s'il est élu régulièrement et librement. Il sera la voix de la terre, nonobstant le nombre d'avocats, de médecins et de paysans qui y participeront. Il sera la voix de la terre, en vertu de cette loi sociale qui veut que plusieurs centaines d'hommes publics en qui la société a déposé sa confiance, et que détermine une action commune, deviennent l'organe même de cette société. « Nous n'avons que faire, s'écrie *la Rouss*, d'un sobor qui serait un spectacle de théâtre imaginé par la bureaucratie et machiné comme un décor ». Les conservateurs faisant mine de s'obstiner, les libéraux s'impatientent. « Prenons garde, disent les *Novosti*, que ce Zemski sobor ne soit un leurre. »

« Ne pensez pas, dit un autre journal, que la seule convocation du sobor résolve la question politique. Il importe qu'il soit une institution solide et sérieuse. Il faut aussi faire vite. C'est Tocqueville qui a écrit « que le mal supporté patiemment quand on le croit inévitable, devient intolérable quand on a aperçu le moyen de le guérir ». Et si vous rêvez d'une assemblée sans pouvoirs réels, souvenez-vous du mot de Turgot, en 1775 : « De telles expériences finissent toujours misérablement et irritent le peuple sans le satisfaire. »

Le *Novoié Vrémia* lui-même écrit, sous la plume d'un écrivain connu, M. Menchikov : « Nous avons tous des besoins poignants, et non pas des besoins de classes, mais des besoins de citoyens... Conservez ce mot de Zemski sobor si vous voulez, mais sachez modifier l'institution ; les vieilles formes peuvent garder leur nom, mais à la condition que l'on y fasse entrer des matières neuves ». Le journal *Nos Jours* (*Nachi Dni*) exprime sans détours la pensée libérale; il affirme que rien dans le passé n'interdit de donner au sobor toute son indépendance et toute son initiative, qu'il aura à régler en premier lieu la question de la guerre, en second lieu à constituer l'Etat sur des bases nouvelles; et il ajoute brutalement : « *Que la Constituante s'appelle Zemski sobor, nous n'avons rien à y redire; ce que nous voulons, c'est que le Zemski sobor soit une Constituante* ».

Retournement singulier, bientôt ces mêmes libéraux qui, les premiers, sont allés vers l'idée du Zemski sobor comme vers l'espoir de la liberté, l'abandonnent. Le mot de Zemski sobor a été le prétexte qui leur permettait de demander la Constituante : ils en prononcent maintenant le nom ouvertement et rejettent le prétexte. Et ce sont les conservateurs qui, afin de conjurer la Constituante, s'entêtent à revendiquer le Zemski sobor. Ils le célèbrent en termes lyriques. M. Syromiatnikov réédite la phrase qu'il

écrivit jadis à Plœhwe : « N'oubliez pas que le Zemski sobor est une idée puissante, qui doit attirer à l'autocratie tous les cœurs russes : il est notre sanctuaire, et il serait criminel d'y faire entrer l'opérette ». M. Souvorine s'écrie : « Le sobor sera notre maturité, notre résurrection... Il est indispensable à la vie de la Russie, comme est indispensable le pain ».

Mais le même Souvorine appréhende un mode électoral qui permettrait l'accaparement de l'assemblée « par les juifs et les avocats »; quand il demande « que toute la terre soit représentée », entendez bien sa pensée intime : il a fait le compte que la Chambre française comprend 270 avocats et médecins, puis des journalistes, des professeurs, que l'industrie n'y a que 72 représentants et l'agriculture 41. Ce qu'il veut, ce que veulent avec lui les conservateurs, c'est une assemblée nationale qui soit l'expression définitive, adéquate, splendide, de la terre russe, de la formidable terre russe, qui s'y étalera avec ses 85 °/₀ d'hommes de la terre, et poussera la moisissure de ses mousses sur tout ce qui ne sera pas la lourde terre noire. Ils ont bien prévu l'objection de l'indigence intellectuelle de l'esclave du steppe. Non, non, font-ils, les paysans ne sont pas ce que vous croyez; ils sont eux-mêmes des hommes nouveaux; il y en a beaucoup qui sont très instruits ; nous avons lu des lettres de ceux qui sont à la guerre, et il en est qui sont presque littéraires. Evidemment on ne leur a pas construit beaucoup d'écoles, mais l'instruction s'est faite de soi-même et a poussé chez eux des racines profondes. Savez-vous que, dans les bibliothèques, on rencontre des paysans? Croyez-le, c'est une classe qui apportera au sobor du savoir, des idées et même du talent... Ainsi embouche sa trompette le grave et sérieux Souvorine.

Le prince Mestchersky (avec la *Gazette de Moscou*, bien entendu) est le seul à combattre l'idée merveilleuse qui a

soudain rallié l'unanime opinion. Résultat de « cinq mois de folie aiguë », elle n'a pu naître que dans « un accès de folie », et comment en faire comprendre « l'horreur » à des « cervelles folles »? Je vous comprends bien, fait ce prince avec une indiscrétion déplorable, vous voulez un sobor qui vous permette d'en finir avec l'agitation; mais ne voyez-vous pas qu'il ne peut enfanter autre chose qu'un accroissement de perturbation et des audaces nouvelles du parti libéral? Myopes et poltrons, qui ne l'apercevez point! Dites-vous ceci : « *De question intérieure, il n'y en a pas. De question extérieure, il n'y en a pas davantage* ». Alors, à quoi bon le sobor? Votre sobor, le peuple ne s'en soucie pas, et vos anarchistes d'intellectuels sont seuls à le réclamer; il faudra donc d'abord que vous expliquiez au peuple pourquoi vous convoquez le sobor, que vous-mêmes, par conséquent, lui révéliez l'existence d'une agitation dont il n'a pas la moindre idée, subséquemment que vous créiez une agitation nouvelle; que vous déclariez enfin que le Tsar autocrate en est réduit aujourd'hui à appeler à l'aide et à se faire confirmer l'autocratie qu'il tient de Dieu. Voilà ce que vous prêchez, et c'est à l'heure où le pouvoir gouvernemental décrépit aurait besoin d'être rajeuni et renouvelé par une volonté forte et impitoyable, que vous, conservateurs, préconisez les moyens de l'affaiblir davantage!... Langage réactionnaire, mais logique; seules paroles sages sorties d'une bouche de conservateur, et qui exposent la vraie, la seule doctrine possible de l'autocratie, si elle prétend entreprendre, contre le destin, de demeurer l'autocratie.

L'opinion publique, saisie de l'idée, l'adopte avidement. Il n'est plus de réunion où le Zemski sobor ne soit l'occasion de disserter sur la Constituante. Déjà, par ses mille bouches, cette opinion commence de constituer un dossier qui pourrait servir plus tard à la commission Bouliguine : elle discute sur la loi électorale d'où sortira

l'assemblée, car c'est là, en effet, la question fondamentale. Aujourd'hui, c'est un distingué professeur de l'Université, M. Kouzmin-Karavaiev, qui fait une conférence à la Société juridique, et, après lui, des orateurs comme MM. Pétrounkévitch, Raditchev, Grousenberg, Arabajine, Novikov, etc., qui, devant plus de six cents assistants, préconisent le suffrage universel. Demain, c'est, au zemstvo de Nijni-Novgorod, M. Stangue qui lit un rapport. C'est même la très conservatrice et très orthodoxe Société Russe qui écoute sur le même sujet une conférence de M. Nikolski, laquelle se termine par une bagarre dans la nuit, déchaînée par l'intervention, dans un sens libéral, de M. A. V. Vassiliev.

La question domine toutes les controverses et passionne « l'intelligence » : il est visible que, quelles que puissent être les objections du pouvoir, la convocation de l'assemblée nationale, Zemski sobor ou Constituante, est désormais fatale. Sans s'attarder au principe, on ne discute plus que sur les modalités électorales. On pose ouvertement le problème des nationalités. Il n'y a pas seulement à tenir compte en Russie des partis spécifiquement politiques ; il faut considérer aussi les Polonais, Lithuaniens, Finlandais, Petits-Russiens, Arméniens, Tatares, Grousines, Sibériens, etc., tous les peuples successivement rattachés au royaume des tsars moscovites et qui forment l'Empire, tous ces allogènes dont les intérêts sont divers et les appétits de liberté parfois exigeants. Il faut songer encore aux juifs, confinés dans les gouvernements de la Russie occidentale, parqués, à l'intérieur de ces gouvernements, dans un certain nombre de localités. Ces juifs, ces allogènes, entreront-ils à l'assemblée? Y entreront-ils dans la même proportion numérique que le reste de la population? Dans ce cas, n'est-il pas à craindre que leur coalition n'écrase l'élément purement russe et ne brise l'élan national que l'on

attend du sobor? N'est-il pas vraisemblable aussi que certains d'entre eux cherchent à profiter de leur avantage numérique pour tenter des efforts séparatistes? Problème redoutable, puisqu'il enferme la menace de l'émiettement et de la dispersion du vaste Empire, et que nous retrouverons d'ailleurs plus tard. Les libéraux ont une solution que nous connaîtrons. Les conservateurs en ont une autre, qui ne pêche pas par la complexité. Celui-ci vous dit que la Finlande, la Pologne, le Caucase, etc., sont des « territoires » analogues à ceux qui existent aux Etats-Unis; celui-là, que ce sont des « colonies », et qu'en aucun pays on n'a vu les colonies faire la loi à la métropole; conséquemment, point de députés coloniaux, ou, du moins, qu'ils ne figurent à l'assemblée que dans des proportions exclusives de tout péril.

Par son innombrable rumeur, l'opinion prélude au rescrit du 18 février/3 mars, qui lui promettra précisément ce Zemski sobor où elle voit une première promesse de liberté, car, ainsi qu'on l'apprit plus tard, aux heures mêmes où les journaux polémiquaient, où elle s'exprimait dans vingt réunions et conférences, les conseils de l'Empereur examinaient les mêmes questions.

Mais, puisque la réunion de l'Assemblée nationale est désormais certaine, puisque cette assemblée, bien que pourvue de pouvoirs nouveaux, ne sera, en somme, qu'une forme contemporaine de l'archaïque Zemski sobor, il est bon de rappeler brièvement ce que furent dans le passé ces vieux Etats, pour lesquels fut vraie la formule donnée il y a près de cinquante ans par Constantin Aksakov : « Le pays discute, le pouvoir commande. »

Le Zemski sobor, c'est, au sens littéral, « l'assemblée (sobor) de la terre (zemski) » ; une institution intermittente, d'origine purement autoritaire et tsariste, qu'il serait

inexact d'assimiler à nos anciens États Généraux, dont elle n'a eu ni le caractère, ni les prérogatives, ni l'indépendance, ni la composition.

D'indépendance et de prérogatives, le Zemski sobor n'en eut en aucun temps; sa composition fut hasardeuse, arbitraire et changeante; et pour son caractère, il brille en ceci qu'il fut l'exemple le plus complet et le plus persistant de la domesticité d'une assemblée élue au pouvoir qui la convoque.

La première de ces assemblées se réunit en 1550, sur l'ordre de Jean IV le Terrible. Elle était la fille des anciens « vetchiés » abolis, de ces « vetchiés » populaires qui furent, en somme, dans certaines régions, comme celles de Novgorod et de Pskov, des formes de gouvernement républicain en Russie. En appelant à lui « les gens de la terre », le jeune Jean le Terrible, vraisemblablement, se soucia peu de libéralisme. Le temps de sa minorité avait été troublé par des désordres et une grande misère, et, prenant le sceptre, il convia le peuple à s'associer à lui pour *faire la paix*, apaiser les querelles, renoncer aux procès engagés. Ainsi se noue la chaîne qui va du sobor de Jean IV au sobor de Nicolas II.

Durant une période de cent quarante-huit ans, trente-deux sobors se tiennent successivement au Kremlin de Moscou. Le dernier se réunit en 1698 pour juger Sophie sur l'ordre de Pierre Ier, et ni le XVIIIe ni le XIXe siècles ne connaissent de grands sobors; on nomme seulement les réunions restreintes et obscures de 1728, 1730, 1761, 1763; à peine y peut-on assimiler aussi l'assemblée convoquée, sous les règnes successifs de Catherine I, Pierre II, Anne et Élisabeth, parmi les nobles, le clergé et les marchands, pour l'élaboration du nouveau Code des lois, et enfin la fameuse commission législative réunie en 1767 par Catherine II.

Le Zemski sobor, né du tsarisme, organe naturel de

'impérialisme russe dans son action première qui fut essentiellement populaire, est lié à la tradition moscovite de l'Empire. Lorsque le tsarisme commence sa deuxième période et prend un nouveau visage, lorsque Pierre le Grand, lui donnant la forme autocratique qu'il a gardée, entreprend d'unifier dans sa rude paume la vaste nation, rêve de répandre au loin son génie et sa puissance et plante sa capitale en travers des îles de la Néva, au bord de la mer où se reculent les horizons, il balaye la tradition moscovite et emprunte à l'Europe le système centralisateur de son administration : dès lors, il n'y a plus d'oreille dans l'autocratie pour la voix populaire, si timidement qu'elle résonne, et le Zemski sobor a vécu.

Dans sa forme traditionnelle, si le Zemski sobor fut inventé pour donner au peuple l'illusion de l'indépendance, et s'il reçut ce nom joli et archaïque d' « Assemblée de la terre », il fut en réalité l'organe du pouvoir tsariste, l'autorité artificielle et enchaînée dont les tsars usèrent avec habileté pour raffermir leurs trônes ébranlés et contrebalancer les conjurations ambitieuses des boyards accapareurs. C'est dans les périodes où le pouvoir est le plus faible, de 1550 à 1600, de 1610 à 1650, que les sobors se multiplient. C'est quand il se croit assuré qu'ils s'espacent; et ils disparaissent, aussitôt que le génie volontaire d'un homme a fait taire le tumulte des boyards et dompté la nation.

Ils se recrutent au petit bonheur. Les grandes distances, la difficulté des communications, l'ignorance totale où sont les provinces de ce qui se passe au cœur, sans compter des motifs politiques plus déterminants, ne permettent pas d'y constituer une exacte représentation des « gens de la terre russe ». On y appelle en majorité ceux de la capitale, Moscou, « les gens du faubourg », qu'on nomme les étrangers, des prêtres, des fonctionnaires. Les villes, les provinces les moins éloignées y envoient un

nombre de députés qui n'est pas fixe, qui peut varier de un à dix, sans souci du chiffre de la population, selon que l'on trouve des hommes disposés à faire le voyage. A travers l'histoire, son contingent varie de 340 à 457 membres. C'est le gouverneur qui dirige les élections. Il a mandat de ne s'y point mêler ostensiblement, mais de faire en sorte que les députés choisis soient pour le pouvoir des confidents de tout repos : il n'y a pas qu'au XVI[e] siècle et en Russie que ces choses se voient.

Le Zemski sobor réuni, il n'a aucun droit d'initiative. Il ne peut ni proposer, ni amender, ni conseiller, ni remontrer. Le Tsar lui soumet une ou plusieurs questions précises; il vote, s'en va, et c'est tout. Des votes qu'il émet, nul n'est surpris, que lui-même parfois sans doute. Une seule fois, un sobor se permit de lever les mains avec irréflexion; mais il tombait mal; son questionneur était, ce jour-là, Jean le Terrible; Jean fut pris d'une grande colère, cria très fort, mit en prison les étourdis et renvoya les autres; ils avaient cette excuse que ce sobor était l'un des premiers, et que la tradition n'était point créée.

Mais si, dans la réalité, le sobor, à aucun moment, ne disposa d'une parcelle d'autorité, l'on eut du moins cette coquetterie de lui laisser accroire qu'il était quelque chose dans la vie de l'Etat, et, théoriquement, ses pouvoirs furent importants.

Ceci n'est point une considération à négliger dans ce bref historique, puisque nous avons assisté, dans la Russie de « ces jours », au débat entre les doctrinaires-conservateurs, qui prônent la forme du Zemski sobor pour les droits qu'il eut sans les exercer, et les libéraux-historiens, qui le récusent, pour l'impuissance où il fut d'exercer ces droits chimériques.

En principe, l' « assemblée de la terre » fut vraiment le porte-voix de l'âme et de la volonté russes. On lui

reconnaît le droit de faire ou de consolider le souverain. Le sobor de 1584 affirme le droit au trône du faible Théodore. Celui de 1598 (457 membres) élit tsar à la majorité Boris Godounov. Celui de 1613, où sont représentés les « gens du district », c'est-à-dire les paysans, élit, le 21 février, Mikhaïl Féodorovitch, le premier des Romanov, le père de la dynastie actuelle. Celui de 1645 nomme encore Alexis, fils de Mikhaïl. Celui de 1682 nomme simultanément Jean et Pierre.

On lui reconnaît le droit de défaire le souverain, selon la déclaration faite en 1609 par Vassili IV, qui cependant s'était passé du sobor, trois ans plus tôt, pour usurper le trône.

On lui reconnaît le droit de limiter les pouvoirs du tsar. Ainsi en 1610 et en 1613.

On lui reconnaît le droit de traiter de la guerre et de la paix. Jean le Terrible convoque celui de 1566 pour lui demander s'il convient de continuer la guerre livonienne. En janvier 1642, la ville d'Azov ayant été conquise par les habitants du Don et offerte par eux au tsar, Michel demande au sobor s'il doit accepter ce cadeau, qui entraînera la guerre avec la Turquie. Le sobor répond qu'il doit le refuser.

On lui reconnaît le droit de sanctionner ou d'élaborer les lois. Ainsi en 1610, en 1648. Les commissions législatives de Catherine Ire et de Catherine II appartiennent à la tradition des sobors.

De quelle sorte d'assemblée fut-il question dans le rescrit du 18 février ? Il est clair que le sobor investi du droit, même théorique, de faire et défaire le monarque, de limiter son autorité, d'ordonner la paix ou la guerre, de confectionner les lois, n'est pas l'assemblée que projeta le gouvernement. Il est clair aussi que le sobor sans initiative et sans pouvoir n'est pas l'assemblée dont se contenteront les libéraux.

Voilà sur quoi se passionne l'opinion, voilà de quoi le gouvernement commence à s'effrayer. Concéder le Zemski sobor? Grave démarche. Le refuser? Péril peut-être plus grave... C'est encore un moyen de comédie qui prévaudra. Une fois de plus, dans l'angoisse de décider, on rusera. On dressera devant l'autocratie le décor d'une tribune nationale. Vaine et aveugle autocratie, qui n'as pas vu sur tes genoux le flot alternatif de la liberté, et n'as pas discerné, selon un beau mot d'Anatole France, que tu allais t'y dissoudre!

TROISIÈME PARTIE

LES MAITRES

XVII

LE GOUVERNEMENT

Il n'y a plus de gouvernement. — Une autocratie sans autocrate. — Le règne du fonctionnaire. — L'arbitraire dénoncé par le Comité des Ministres. — La Bureaucratie. — Les Ministres. — La hiérarchie dans le système autocratique. — Les rouages faussés. — Il n'y a pas d'hommes. — Pobédonostsev. — Witte. — La succession de Sviatopolk Mirsky. — Bouliguine. — Trépov. Les contradictions. — Les Commissions : on amuse les libéraux. — La peur du cadavre. — Nulle parole possible que de soumission.

Le gouvernement qui, de ses mains, par le moyen des Unions d'ouvriers, a élaboré la grève générale à Saint-Pétersbourg, s'est perdu dans la journée du 9 janvier, et ne s'est pas retrouvé depuis. L'observateur s'étonne qu'il soit possible à un gouvernement d'être dénué, au point où le fut celui-ci, de la faculté gouvernante, et quand il réfléchit que ce gouvernement, autocratique de nom, a sa base sur le principe autoritaire, il se demande s'il est bien sûr de la définition des termes, et interroge le miracle qui tient debout un édifice privé de son appui. On se rappelle le mot d'un fonctionnaire éminent du ministère de l'Intérieur : « Qu'est-ce qu'une autocratie sans autocrate? Et ce qui nous manque, c'est l'autocrate. » Il aurait pu ajouter, et d'ailleurs c'est ce qui résulta des

propos qu'il me tint ensuite, que la force dirigeante, abdiquée par l'autocrate, ne se retrouve pas davantage dans le gouvernement.

En réalité, l'autocratie est, par le nom seulement, la forme politique de l'Empire. Elle fut son gouvernement de fait sous des tsars comme Pierre le Grand, Alexandre Ier, Nicolas Ier. Le successeur d'Alexandre III ayant négligé de se munir d'une volonté d'action et d'un système, il en résulte que le pouvoir est caduc et que le gouvernement de l'Empire se meut follement sans principe.

S'il se meut, c'est en raison de l'impulsion qu'il reçut jadis, non par l'effet d'une énergie propre. Une monarchie constitutionnelle, une république, une oligarchie même portent en elles une force d'action : qu'elles reçoivent leur énergie de la masse populaire ou d'une caste privilégiée, elles s'appuient sur des hommes, c'est-à-dire sur une source de vie. Mais l'autocratie?... L'autocratie ne s'exerce que par la volonté d'un seul. Que cette volonté défaille, qui la suppléera? Ce n'est pas la conscience nationale, puisque la nation a été pliée à l'abdication de sa conscience. Ce n'est pas l'initiative d'une caste, puisque les castes comme les classes ont séculairement consenti leur renoncement entre les mains du souverain omnipotent. Il reste les fonctionnaires, les hommes qui, traditionnellement, furent les exécuteurs de la volonté suprême, et, traditionnellement, ne s'appliquèrent qu'à la servir en se servant eux-mêmes. Le fonctionnaire est, par définition autant que par nécessité de carrière, celui qui récuse l'initiative et appréhende la responsabilité; il sait que son sort est à la merci d'un acte spontané qui ne sera pas ratifié, et que l'épanouissement de son talent est dans l'excellence de sa docilité.

Dans la Russie de « ces jours », il est pourtant, ce fonc-

tionnaire amorphe, le seul pouvoir qui fasse figure de gouverner. A vrai dire, sa puissance n'est pas d'aujourd'hui ; depuis longtemps, par l'effet d'un régime d'impossible centralisation outrancière, le despotisme capital s'est éparpillé et morcelé, à travers l'Empire, en une infinité de petits despotismes locaux, d'autant plus tracassiers qu'ils sont plus éloignés du pouvoir central, d'autant mieux sanctionnés qu'ils sont moins contrôlés et donnent l'arbitraire pour une manifestation d'énergie ; mais du moins, sous des empereurs comme Alexandre III et Nicolas Ier, sous des ministres comme Plœhwe, le *tchinovnik* reçut d'en haut une impulsion déterminée, dans le sens de laquelle il put hardiment se diriger. En fait, ces fonctionnaires locaux ne se privèrent point de faire peser sur les provinces une tyrannie sans mesure qui, plus que les grandes fautes, a contribué à la désaffection du régime. On sait par mille exemples à quelle audace ils sont descendus dans le bon plaisir et l'arbitraire. Qui dénonce cet arbitraire ? Le Comité des ministres lui-même, présidé par M. Witte, qui, dans un rapport adressé à l'Empereur le 11/24 janvier 1905, après avoir signalé que l'usage du droit d'expulsion « dépendait directement des opinions privées du délégué du gouvernement », écrit que « les représentants locaux de la police et de l'administration, malgré une circulaire du ministère de l'Intérieur qui leur recommandait de s'en tenir à l'application de la loi, usent quelquefois de leurs pleins pouvoirs dans des conditions qui correspondent peu aux prescriptions des règlements », et ajoute : « Une pareille façon d'agir de la part de l'administration, quand aucun des habitants ne se sent garanti contre une perquisition ou une arrestation sans cause apparente, fait forcément naître le trouble dans les âmes. »

C'est ce régime du bon plaisir, où l'initiative du fonctionnaire ne se manifeste que dans les caprices de

tyrannie, que le Russe a appelé la BUREAUCRATIE. C'est parce qu'il en éprouve, à chaque jour de l'an, à chaque heure du jour, les méfaits; c'est parce que ni la sûreté de sa personne ni le respect de son domicile, dit le Comité des ministres, ne lui sont, à aucun instant de sa vie, garantis; parce qu'il se voit, entre les mains injurieuses du tchinovnik des environs, une misérable poussière, un être fragmentaire sans personnalité, sans défense, sans appui, sans recours, qu'il s'est mis — noble, paysan, marchand, intellectuel — à détester, de toute son âme séculairement froissée, ce système affreux, et que ce mot de Bureaucratie a pris dans ses discours, sous la plume de ses écrivains, dans le fond de sa conscience, un sens terrifiant et diabolique. A bas la Bureaucratie! crie le libéral. A bas la Bureaucratie! crie le conservateur. A bas la Bureaucratie! crie sans doute aussi, dans le mystère de ses pensées, l'empereur Nicolas, dont l'oukase de décembre, le rescrit de février, et dix documents signés de sa main dans ce dernier semestre, ne sont pas autre chose que des réquisitoires contre cette terreur blanche de la Bureaucratie. Qu'ils crient, la Bureaucratie les tient! Elle tient le Russe et l'Empereur des Russes de toute la puissance de ses griffes invisibles, de toute la force invincible de sa tyrannie dispersée et insaisissable. Et les conservateurs peuvent crier comme les libéraux : les libéraux ont la vue plus juste; ce sont eux qui ont raison de prétendre que la Bureaucratie ne disparaîtra qu'avec le système, ne sera balayée que par la défaite du régime. Quand le champ est infesté par la mauvaise herbe, nul autre remède que de labourer le champ.

Mais les seuls fabricateurs d'arbitraire, mais l'ensemble de ces gouverneurs que dénonce le Comité des ministres, ne sont pas un gouvernement; les ministres eux-mêmes ne sont pas un gouvernement. Comment gouverneraient-

ils? Ils ne sont que des fonctionnaires, et non pas même les premiers dans la hiérarchie, sans lien entre eux, sans unité de pensée, chacun conférant pendant une heure, une fois par semaine, à jour fixe, avec l'Empereur, lui soumettant un rapport sommaire et recevant de lui des instructions sans appel, chacun ignorant les intentions et les actes de ses collègues, se dévorant parfois deux à deux, comme dans la lutte décennale qui s'éleva entre le ministère des Finances et le ministère de l'Intérieur à propos de l'inspection des fabriques, et qui prit son caractère aigu avec Witte et Plœhwe [1].

Voilà pourtant, sous l'apparence de l'autocratie, tout ce qui subsiste du pouvoir gouvernemental : à la base, le délégué local, à qui Plœhwe demandait du muscle, à qui Mirsky demandait de la bonhomie et de la phrase, à qui Bouliguine ne demande rien du tout, et qui, dans ce désarroi, n'a gardé pour direction que la règle traditionnelle de son administration, l'arbitraire; au sommet, ces ministres qui, naguère asservis par Plœhwe, se contentaient d'expédier doucement et silencieusement les affaires de leurs départements, et qui, maintenant, délivrés de la férule, se croient chacun une importance, n'en ont aucune en réalité, et s'agrippent successivement à l'Empereur, à qui ils soumettent leurs plans magnifiques et contradictoires; flanquant les ministres, le Comité des ministres, assemblée présidée par M. Witte et composée

1. Le « Conseil des ministres », délibérant en commun, se réunissant une fois par semaine sous la présidence de l'Empereur, existait sous Alexandre II. Alexandre III supprima ce concert ministériel et lui substitua le rapport hebdomadaire de chaque ministre. On a dit à tort que Nicolas II l'a restauré dans ces derniers temps. A vrai dire, les ministres se sont réunis presque chaque semaine, le vendredi, autour de lui, à Tsarskoé-Sélo, depuis le 28 janvier/10 février, mais chaque fois sur sa convocation spéciale, sans que cette réunion eût un caractère fixe et périodique, et sans qu'elle abolît le rapport hebdomadaire.

d'un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'Etat, mélancolique Pénélope qui, depuis le dernier Noël, jour de nativité où, pour la première fois, il reçut de l'oukase du même jour le fantôme d'une attribution, s'acharne au labeur d'enfanter les réformes stipulées par l'Empereur, fait des rapports que le souverain sanctionne imperturbablement, nomme des commissions, — dix-sept commissions en trois mois, — discute, et n'a pas encore mis au monde le plus bénin projet de loi; puis le Sénat, haute cour de justice, qui reçoit la plupart de ses arrêts des mains du ministre de l'Intérieur; puis le Conseil de l'Empire, ouvrier de la loi, selon le principe de son institution, ravalé au rang de chambre d'enregistrement. Enfin, dominant le tout, commandant à tous, dominé par tous, commandé par le hasard de chaque heure, le Tsar auguste et malheureux, s'affligeant des malheurs de sa patrie, s'inquiétant des destinées de sa dynastie, sollicitant et recueillant partout des conseils de direction, sauf dans le laboratoire d'où ils devraient surgir, dans son génie et dans son cœur.

En ce chaos, où est l'autocratie? L'autocratie est un système. Qu'il soit archaïque et s'adapte mal aux conditions modernes de la vie occidentale, soit. Il est logique et réalisable : un souverain qui a tout le pouvoir; au-dessous de lui, pourvus seulement du droit d'initiative et de proposition, mais l'exerçant en pleine indépendance, les organes sociaux nécessaires à la vie d'un Etat : l'organe législatif, qui est le Conseil de l'Empire, l'organe judiciaire, qui est le Sénat, l'organe gouvernemental, qui est le Comité des ministres, puis des agents d'exécution qui sont les ministres. Ceci est en vérité une forme sociale et politique. Mais si le Sénat ne juge pas, si le Conseil de l'Empire ne légifère pas, si le Comité des ministres ne gouverne pas, si le souverain ne dirige pas, quelle posture est celle des agents

d'exécution, et quelle espèce de gouvernement est-ce là? Quel peuple le supportera sans périr? Comment un peuple a-t-il pu le supporter et n'être point mort?

Parmi ces fonctionnaires, parmi ces dignitaires, parmi ces grands-ducs, parmi cette théorie qui s'agite autour du chef et donne à sa volonté des vibrations discordantes, est-il du moins des hommes, est-il un homme, qui ait une pensée de gouvernement et une volonté d'action?

Il en est un qui a de la volonté et un programme et pourrait être un homme de gouvernement : c'est un grand inquisiteur, Pobédonostsev; c'est ce fanatique aux yeux luisants et aux lèvres minces qui, ancien précepteur d'Alexandre III, procureur général du Saint-Synode, pontife laïque de l'orthodoxie, impitoyablement antisémite, capable de rêver l'extermination d'un tiers de la Russie pour assurer le salut du reste, tiendrait toujours entre ses doigts osseux et avides la débile volonté de Nicolas, si Nicolas, sous l'évidence des faits, n'avait aperçu la folie d'un retour à l'intransigeante politique d'Alexandre III. Qu'on lui laisse la puissance, ce terrible sectaire pourra faire un homme d'État; il en aura la continuité dans le dessein, la foi dans son œuvre et l'inflexible énergie. Ce vieux homme est resté, au seuil de la mort, le sombre logicien qu'il fut toute sa vie. Il y a douze ans, recevant M. Jules Huret, il lui déclarait, de sa voix dolente et péremptoire : « Il n'y a pas en Russie de question sociale. » Il définissait ainsi, comme l'état de perfection, la béatitude où vivent les paysans : « Ils croient en Dieu, et ils aiment l'Empereur leur maître. » A propos des Juifs, il disait encore : « Pour vivre et se développer, le peuple slave a besoin de son unité; son estomac ne peut pas s'assimiler les éléments étrangers. »

Vers ces trois pôles, converge la pensée de M. Pobédonostsev. La souveraine autocratie, pouvoir auguste, divin, sans contrôle, agit selon sa vertu propre, ordonne selon

la loi qu'elle décrète, et le peuple n'a point à élever la voix devant elle, car c'est elle qui décide des besoins du peuple : il n'y a pas de question sociale. Dieu a créé l'inégalité parmi les hommes ; les uns sont destinés à commander, les autres, pitoyable bétail, rêveront en vain de s'élever au-dessus de la condition que le Créateur leur a choisie ; à quoi bon perdre son temps et sa peine à labourer un champ inculte? Que les paysans croient en Dieu et qu'ils aiment l'Empereur, son représentant et leur maître. La Russie est un grand corps homogène, dont le développement normal ne peut se produire que selon sa loi interne ; toute influence étrangère n'aboutirait qu'à rompre son harmonie et compromettre sa destinée; le Juif est un corps étranger dans l'organisme : que l'organisme essaye de le dissoudre et de l'absorber, c'est le poison qu'il aura répandu en lui. L'Empereur a moins d'aversion qu'on ne le croit généralement pour ces idées sauvages, que Plœhwe servit de son mieux ; mais, lors même qu'il se refuserait à comprendre l'exigence de l'heure, il est douteux qu'il pût aujourd'hui rencontrer le personnage qui consentirait à se faire l'exécuteur d'une telle politique : un militaire brutal et borné peut-être, dont la maladresse serait un danger permanent, mais à coup sûr nul homme désireux de jouer un rôle et d'accomplir une œuvre efficace.

Voilà donc Pobédonostsev, estimé, préféré, suranné, déchu de sa vaste puissance de jadis, tenu à l'écart de la direction des affaires, ne se manifestant que par intervalles, écouté quelquefois, redouté toujours.

Il en est un autre, plus moderne, plus vivant, plus varié, dont nous étudierons plus tard le visage, M. Witte. Mais M. Witte, impérieux et cassant, a trop souvent meurtri sous sa forte paume l'âme fragile, susceptible et jalouse de son souverain ; son discrédit est total, et, pour ceux qui connurent les faits, il n'y eut rien de plus singulier que

l'obstination de certains publicistes à le mêler aux derniers événements.

Hors ceux-là, des fonctionnaires intelligents ou médiocres, bien ou mal intentionnés, lucides ou vagues; mais, dans ce haut personnel gouvernemental, nul homme à qui l'on reconnaisse le fier visage d'un homme d'État. Il a fallu deux mois pour remplacer M. de Plœhwe, et l'on a trouvé le prince Sviatopolk Mirsky, que l'on a pris parce que quelqu'un avait prononcé son nom, qui avait des tendances libérales et était recommandé par la réactionnaire Maria Féodorovna, qui avait fait appel à la confiance du peuple envers le pouvoir, promis au peuple la confiance du pouvoir, et dont l'impuissance assista désolée aux massacres du 9 janvier. Débordé par le flot de la vie qui bouillonne, emporté par la fièvre dont frissonne le grand corps russe, impuissant devant Serge, Vladimir, les grands-ducs, la coterie des intérêts coalisés, à dix reprises il supplie qu'on le décharge d'un fardeau trop lourd et de la responsabilité d'actes qu'il condamne : « Attendez, fait-on, attendez un peu. Vous êtes bien pressé!... » Pourquoi retient-on ce pauvre homme malade et malheureux, de qui l'on a cessé d'aimer les chimères? C'est qu'on ne sait par qui le remplacer. On cherche à travers la Russie, on demande à tous les échos le nom de l'homme qui lui succédera. Plus subtil qu'un lutin, cet homme ne se rencontre pas. Cependant l'on n'a point de partis pris, et l'on interroge à la fois tout le vaste horizon. On a pensé à M. Sturmer, on a pensé à Kleigels, qui sont l'un et l'autre des hommes de coups de force et des exécuteurs. On a pensé aussi au général Dournovo adjoint perpétuel au ministre de l'Intérieur, conservateur sans passion. Cependant, c'est à M. Bouliguine que l'on s'adresse. Il se récuse. Le grand-duc Serge, qui le connaît bien, l'encourage dans sa résistance. L'Empereur insiste. Et M. Bouliguine finit par accepter. Qui donc est-il?

Alexandre Grégoriévitch Bouliguine est né en 1851. Il a été vice-gouverneur de Tambov, gouverneur de Kaloga, gouverneur de Moscou, puis adjoint au gouverneur général de Moscou, lorsque ce poste fut occupé par le grand-duc Serge. Son nom en français signifie « de pierre », mais ce n'est là évidemment, pour celui qui le porte, qu'une antiphrase. C'est un grand seigneur débonnaire, amoureux de la paix et du repos, pourvu d'opinions nettement conservatrices, mais modérées, un nonchalant temporisateur de qui le parti libéral ne doit attendre ni concession ni répression, qui ne le servira, ni ne le pourchassera. Trop circonspect pour risquer des aventures de réformes, trop indolent pour se compromettre dans les batailles, insensible à la foi d'un Pobédonostsev, dédaigneux de la brutalité d'un Trépov, il retardera, rusera, se ménagera, d'ailleurs prêt à tout instant à restituer des fonctions qui lui pèsent et qu'il n'exerce que par contrainte. Adversaire plus dangereux que ne serait un ministre de réaction ouverte, dont les provocations fouetteraient les énergies du libéralisme.

Les autres ministres, ce sont, entre autres, le prince Khilkhov, M. Kokovstsev, M. Manoukhine, le général Glasov; nous connaîtrons celui qui était hier ministre de l'Agriculture, M. Yermolov, fonctionnaire intelligent, consciencieux et bon, qui, après dix années de vie ministérielle sans éclat, se trouva soudain, par le hasard d'un jour, jouer un rôle prépondérant auprès de l'Empereur. Ce ne sont pas les fonctionnaires intelligents qui manquent; c'est l'homme d'initiative et de hardiesse qui aura un programme de gouvernement, saura le faire agréer du souverain, sera capable de l'exécuter avec une énergie sérieuse. On cherche en vain cet homme dans le personnel officiel, et peut-être Nicolas le cherche-t-il lui-même. Désespérant de le trouver, il se livre successivement à toutes les influences contraires, et il n'y a qu'un mot pour carac-

tériser un pareil régime : c'est l'anarchie. Un ordre part, un contre-ordre survient, l'ordre primitif est confirmé, et l'administration désemparée interroge anxieusement une boussole qui s'affole. Tel journal, frappé aujourd'hui pour une note anodine, publie demain un article violent auquel la censure ne réplique point, et, chaque soir, se demande s'il est libre ou si les barreaux de sa cage ne se sont pas refermés sur lui. L'étudiant, l'ouvrier, qui sortent pour manifester, ne savent pas si le *gorodovoï* regardera d'un œil distrait leur cortège qui crie : A bas la guerre! ou si le cosaque ne surgira pas pour les battre d'abord, pour les jeter ensuite au fond des cachots de Pierre et Paul. Et l'opinion fiévreuse assiste interdite à ce vertige d'incohérence, dans l'attente de l'acte ou de la parole suprême qui signifiera à la Russie la direction du pilote et fera le signal dont elle doit se réjouir ou s'affliger. Qui gouverne, qui commande? Est-ce les ministres assemblés ou tel ministre en particulier? Est-ce le Comité des ministres? Est-ce ce grand duc-ci ou celui-là? Est-ce l'ombre tragique de Pobédonostsev? Est-ce quelque Bézobrazov? Est-ce un tourneur de tables ou une chiromancienne? On ne sait qui décide, mais on sait que personne n'est responsable. Les plus indulgents disent : « Notre pauvre Empereur! » Le *Grajdanine* du prince Mestchersky, moins sentimental, et la *Rouss*, poussant hardiment son opposition, se rencontrent avec le *Novoié Vrémia* pour crier à travers le désert : « Où est le gouvernement? »

Un jour vient cependant où ce gouvernement a un sursaut et semble vouloir essayer de la réaction. C'est après l'irrévocable défaite de Tsou-Sima, quand il redoute de ne pouvoir résister aux sommations de l'opinion. Il a sous la main, pour appliquer le système, le personnage souhaité : le général de cavalerie Trépov, déjà gouverneur général de Pétersbourg. C'est vers lui qu'il se tourne. Par l'oukase du 22 mai/4 juin, Trépov est nommé adjoint au ministre

de l'Intérieur, chef suprême des gouverneurs des provinces, de la police et de la gendarmerie, responsable de l'ordre dans tout l'Empire, véritablement maître du département de l'Intérieur, égal aux ministres, avec le droit d'assister aux séances du Comité des ministres. Mais Trépov lui-même, que pourra-t-il? Trépov — qui, dans les trois semaines qui suivent le 9 janvier, en est réduit, pour dépister la vengeance, à se cacher, quand il doit sortir, dans les voitures de la Croix-Rouge — Trépov est-il assez musclé pour remonter le flot et capable de substituer une volonté raisonnée à la volonté supérieure en sommeil? Trépov est un cavalier expert au jeu du sabre, il n'est pas un homme d'Etat, et un sabre n'est pas une conception politique.

Ses actes successifs sont inexplicables et contradictoires. Il autorise à l'Université cette vaste assemblée où trois mille étudiants acclament la révolution autour du drapeau rouge; mais il interdit un concert projeté dans la salle de la Noblesse, où l'on se propose d'acclamer le professeur du Conservatoire, Rimski-Korsakov. Il permet aux délégués de la commission Chidlovski de se réunir à 420, le 2 mars, à la Maison du peuple de la comtesse Panine; mais il leur en ferme la porte le lendemain. Il fait dissoudre par ses agents une réunion de médecins des hôpitaux où l'on discute les mesures à prendre contre le choléra, et dont on profite pour parler politique; mais il se laisse bafouer par le Congrès des avocats, qui éclate de rire au nez de son commissaire, et l'envoie promener en personne, lorsqu'il le foudroie de sa vaine colère à travers le téléphone. Il interdit les collectes en faveur des victimes du 9 janvier; mais, huit jours après, l'Empereur lui-même leur consacre 50.000 roubles. A la suite du 9 janvier et des récits excessifs publiés à l'étranger, il fait appeler le correspondant d'un journal anglais, celui d'un journal français,

les menace; il arrête cinq rédacteurs du journal *Notre Vie*, les relâche deux jours après; il frappe de diverses peines un certain nombre de feuilles. Il fait poursuivre deux directeurs de journaux, MM. Notovitch et Propper; mais en même temps il laisse passer des articles cinglants où les libéraux, dénonçant en termes rudes la faiblesse, l'incohérence, le désarroi du pouvoir, concluent par le défi formel de restaurer une politique de réaction, etc.

Comment Trépov agirait-il? Qu'il se taise ou se manifeste, il court le risque d'être chaque jour désavoué par des maîtres qui, chaque jour, changent de dessein. Le rescrit du 18 février/3 mars promet la convocation d'une assemblée nationale; depuis trois semaines, la question est discutée chaque matin dans tous les journaux russes, le soir dans de multiples réunions; cependant, on suspend les conférences de l'importante Société juridique de Pétersbourg, où d'éminents jurisconsultes l'étudient dans son principe; on interdit les réunions de la Société impériale d'agriculture à Moscou; on interdit la convocation à Varsovie d'un congrès des sociétés agricoles; on interdit à Moscou, en avril, le Congrès des zemstvos, lequel, en dépit de la défense, se réunit sous l'œil nonchalant des autorités. M. Bouliguine annonce qu'il fera appel aux membres des zemstvos et les consultera sur la question posée par le rescrit de février; avant lui, le manifeste de l'Empereur, qui a précédé le rescrit, avait sollicité cette collaboration (« l'empressement manifesté, sur mon appel, à venir m'aider à réaliser les réformes, etc. »); cependant, à Orel, à Poltava, à Minsk, les gouverneurs refusent de laisser discuter sur le rescrit; on en appelle au ministre, qui répond évasivement; les zemstvos protestent, invoquent l'ordonnance impériale, et douze jours après seulement, le même ministre se résout à désavouer ses gouverneurs dans une circulaire pleine de restrictions; mais bientôt il supprimera le journal *la Semaine*

de Moscou, dont le Congrès de Moscou a décidé la publication.

On constitue la Commission de la presse, sous la présidence de M. Kobéko, et, sans attendre qu'elle ait terminé ses travaux, le ministre fait ratifier par le Conseil de l'Empire une disposition légale en opposition formelle avec les votes déjà émis par la Commission.

Le Comité des ministres adresse à l'Empereur un long rapport auquel nous avons déjà fait allusion, où il signale en termes mesurés, mais précis, les nombreuses déformations subies dans la pratique par les lois sur l'état de siège et le maintien de l'ordre public, où il dénonce les méfaits de l'arbitraire, « qui jette le trouble dans les âmes », et l'Empereur, par un rescrit du 13/26 février, sanctionnant ce rapport, charge le comte Ignatiev de présider une commission destinée à reviser les textes et à restaurer l'ordre légal ; le rapport et le rescrit paraissent à l'*Officiel* ; qu'y voyez-vous, ô fonctionnaires provinciaux qui lisez ces choses, sinon que l'on vous invite à plus de circonspection dans le bon plaisir? Mais en même temps on destitue des gouverneurs incriminés de tiédeur, et la commission Ignatiev met trois mois à tenir sa première séance.

Le 18 février/3 mars, un oukase au Sénat a accordé, sans nulle restriction, à tout sujet russe, à tous « particuliers ou institutions », le droit de pétition directe au souverain, « en tout ce qui a trait au perfectionnement de l'ordre gouvernemental et à l'amélioration du bien-être du peuple »; sept semaines après, le Comité des ministres annonce l'intention de « réglementer » ce droit; désormais, grâce à cette « réglementation », les corps constitués et les fonctionnaires seront destitués d'un droit reconnu par l'Empereur : le premier plaisantin venu pourra rédiger un placet, élaborer un plan de Constitution ; un fonctionnaire brimé par ses chefs, dix personnes hono-

rables, cent personnes assemblées, mettant en commun leurs intérêts, seront asservis à la loi du silence!

L'œuvre unique entreprise par le régime, l'unique gage de réformes qu'il consente à l'opinion impatiente, semble être de constituer commissions sur commissions. Dès que la voix publique hausse le ton, un oukase paraît, qui jette à la vie une commission nouvelle. A la vie? Plutôt à la mort. De ces commissions, les unes prennent des décisions que l'on néglige de ratifier ou que l'on désavoue sans retard par des actes contraires; les autres, à peine formées, entrent en sommeil, et de la vie n'ont connu que le fait de leur naissance. Voici, entre autres, la commission Sabourov, qui est à la fois un aveu, un repentir et une promesse. A la fin de janvier, on lui propose ce vaste programme : assurer l'indépendance réelle du Sénat, l'investir du contrôle administratif et gouvernemental, le dégager de toute influence du ministère de l'Intérieur et de la bureaucratie; fonder l'égalité absolue de tous devant la loi. M. Sabourov est sénateur et ancien ministre de l'Instruction publique; liberté entière lui est donnée de constituer sa commission à son gré et de fixer son ordre du jour... Où est la commission Sabourov? Périodiquement, les journaux ont inséré des notes vagues sur la conduite de ses travaux; où sont ces travaux? Quel est son ouvrage? Quel rapport, quel projet de loi, quelle loi est sortie de ses délibérations?

« On veut nous amuser! » disent les libéraux. Et la suspicion contre la sincérité du zèle réformiste de l'autocratie s'affirme au point que le Congrès des zemstvos, en avril, solennellement déclare que les libéraux s'abstiendront de collaborer à la comédie qui se joue. On fait si bien, et l'état d'esprit où tant d'atermoiements, de malices, d'apparentes concessions et de reprises réelles ont amené l'opinion, est tel, que des individus, de village en village, prêchant aux paysans le massacre des intellec-

tuels, un zemstvo — celui de Saratov — ne craint pas, dans un document officiel, de dénoncer comme les instigateurs de cette propagande les fonctionnaires eux-mêmes!

A l'égard des ouvriers, mêmes contradictions. En punition de ce qu'ils sont allés au feu des soldats le 9 janvier, on les frappe par centaines, par milliers ; les uns sont jetés en prison, les autres privés de leur passeport, renvoyés au village, rendus à la terre et vont y renforcer le nombre des affamés. Après l'avortement de la Commission Chidlovski, malgré les engagements pris, on décime les délégués. Mais en même temps, les patrons nous l'ont dit, on agit de toute la vigueur possible sur les chefs d'industrie, on prend clandestinement contre eux le parti de leurs ouvriers, on entreprend, selon leur énergique expression, que nous avons enregistrée, de leur faire « payer les pots cassés ». Le 8/21 mars, deux ouvriers sont renvoyés de l'usine Phénix; le directeur est aussitôt appelé chez le gouverneur, qui lui conseille impérativement de les reprendre; quelque temps auparavant, la Société Russo-Américaine ayant annoncé la fermeture de ses usines, reçoit « l'ordre » de n'en rien faire, et, sur son refus, est menacée. On va jusqu'à faire signer à l'Empereur un télégramme où il félicite la direction du chemin de fer de Libau-Romni d'avoir accordé aux ouvriers la journée de neuf heures et d'avoir cédé sur la plupart des autres revendications!

Dans ces mouvements de bascule, on reconnaît sans doute l'astuce de gouvernants sans esprit politique, inconscients du péril, qui pensent par des jeux de miroirs conjurer la crise, et se savent excellents dans l'art de donner et reprendre. On y reconnaît aussi l'indécision d'un pouvoir qui a perdu sa direction, et hésite dans l'acte au moment même où il accomplit l'acte. Et cette malice même, qui atteste que l'on n'ose aborder de front

l'opinion, pour la satisfaire ou la refouler, est l'irrécusable signe de la faiblesse.

Il suffirait de suivre au jour le jour l'histoire de l'Empire depuis le mois de janvier, pour accumuler les exemples de ses contradictions. Est-ce aux hommes, n'est-ce pas aux événements qu'il convient d'en faire grief? Que peuvent de débiles fonctionnaires, incertains du lendemain, quand nulle volonté supérieure ne les dirige dans la tourmente d'un vaste empire, à la fois tordu par une crise interne et assailli par les malheurs d'une grande guerre? Revenir à la terreur blanche de Plœhwe? Ils savent bien que c'est impossible, et conservateurs et libéraux s'accordent à leur dire qu'ils y seraient impuissants. Comment arrêter la grève? Comment fermer la bouche à tous ces industriels, à ces nobles, à ces avocats, à ces médecins, à ces écrivains, à ces professeurs, à ces savants? Comment arracher la torche des mains sauvages de ces paysans faméliques? Il faudrait pour cela placer des soldats sur toutes les routes des campagnes, dans toutes les rues des villes, à toutes les portes des locaux où l'on s'assemble, faire crépiter la fusillade sur tous les points de l'Empire, renouveler chaque jour les cadavres du 9 janvier... Ces soldats, où les prendre? Et pour le prix qu'ils lui coûtent, le gouvernement trouve qu'il a assez de cadavres.

A vrai dire, il a peur. Il a peur de lui-même plus encore que de ses adversaires. Il craint sa propre faiblesse, son désordre, son trouble ; il craint davantage ses colères. Ce n'est pas de gaîté de cœur que les maîtres d'un peuple couchent leur peuple dans son sang. Ils ne sont pas violents par système; ils préféreraient une domination pacifique et une servitude résignée; ils savent que la violence est germinatrice de haine, et ils ont appris que le sang populaire est le ferment de la liberté. Mais que faire? Quand toute la société, quand l'opinion unanime se

tourne vers un régime, et, d'une même voix, lui jette la même revendication, sur quelle base s'appuyer pour faire front? Comment lui persuader qu'elle n'est pas prête à la liberté, alors que sa révolte prouve sa libération? Par quels arguments défendre l'autocratie, quand l'exemple du monde atteste que le progrès des races est en raison de l'affranchissement de l'individu? Et si la nation ne veut rien entendre, si les maîtres sentent fondre entre leurs doigts la force, où est l'acte de salut, quelle parole prononcer qui ne soit de soumission?

Céder?... Déchoir de la puissance séculaire, dépouiller le manteau et déposer le globe, hérités de trois cents ans d'histoire? Destin tragique. Le mot qui l'accomplira, ce n'est point à cette hiérarchie bureaucratique de le prononcer. S'il dépendait de sa volonté, peut-être se résoudrait-elle, sous la contrainte, à le lâcher entre ses mâchoires serrées, car ce mot sera un acte, et elle a supputé ce qu'elle y perdrait. Mais la bouche qui le retient est celle du sphinx de Tsarskoé-Sélo, et il n'a dit son secret à personne. En attendant qu'il lui plaise de le révéler, les ministres s'épuisent en pauvres gestes indécis, et ce spectacle est dramatique d'un immense empire qui, à la minute la plus angoissante de son histoire, ressemble à un grand corps démusclé, dont les pieds s'embourbent dans le sang et dont la tête bat dans l'air, en chantant des chansons tristes...

XVIII

L'EMPEREUR

L'affliction impériale. — « Le progrès et la gloire pacifiques ». — L'éducation de Nicolas. — Ses voyages. — Sa bonté, son intelligence, sa volonté. — Essai de psychologie impériale. — Le renvoi d'un ministre. — Discuter. — Autocratie, orthodoxie. — Le mot d'un fanatique. — Spiritisme. — Le destin d'un fataliste. — Une spirite vaticine. — Les promesses de l'avènement. — « Rêves insensés ». — Quiétude. — Surprise. — Larmes. — Tsarskoé sous la loi martiale. — Essais de complot. — L'affaire Verkhovski. — Prisonnier de la bureaucratie. — Le Tsar et l'étudiant. — Les journaux de l'institutrice. — Faiblesse et entêtement. — Une colère. — Incertitudes. — La peur de demain.

Cependant l'autocrate pleure abondamment.

Prisonnier dans ses palais de sa toute-puissance caduque, il verse des larmes sans fin. Il s'afflige des malheurs de sa patrie et des périls dynastiques dont il sent la menace autour de lui. Pitoyable destinée! Il est celui qui, le 1er novembre 1894, se promouvant empereur à la minute où il fermait les yeux de son père et s'adressant aussitôt à son peuple, lui déclarait que toutes les forces de sa vie seraient consacrées « au progrès et à la gloire *pacifiques* de sa chère Russie et au bonheur de ses fidèles sujets ». Ce n'était point de sa part une formule. Il croyait sérieusement et ardemment à sa mission; le

serment qu'il faisait à la patrie, il se l'était fait d'abord à lui-même; il était un rêveur qui croit à la puissance des mots et s'imagine que l'acte est enfermé dans une phrase sonore, un mystique pour qui la vie est un champ d'apparences où se moissonne l'illusion, et ce jeune homme de vingt-six ans qui, par une fortune que peu de souverains connurent, avait parcouru plus de la moitié du monde, se présentait à la tête de son peuple, plus ignorant qu'un moine des choses de la terre, incertain, débile, figé dans l'adoration contemplative du passé, alors que la Russie attendait de ses mains la mâle vigueur qui eût pétri l'avenir.

Il avait reçu une éducation distinguée d'un père et d'une mère qui s'étaient appliqués à lui donner des idées et une volonté. Il ne connaissait ni le latin ni le grec, mais il était instruit des mathématiques, des sciences physiques, de la géographie, de l'histoire, de l'économie politique. Il parlait avec aisance le français, l'anglais, l'allemand. Il avait eu, entre autres professeurs, deux Français, MM. Gustave Lanson et Aron-Duperré. Il pratiquait les exercices physiques, le patinage, l'escrime, la boxe, l'équitation, etc.

En 1890, son père l'avait embarqué sur *le Souvenir d'Azov* pour un grand voyage d'études qui l'avait conduit en Grèce, en Egypte, dans l'Indoustan. dans l'Indo-Chine française, en Chine, au Japon; c'est là, à Otsou, que, le 11 mai 1891, un Japonais fanatique l'avait blessé d'un coup de sabre, et qu'il avait dû la vie à son cousin, le prince Georges de Grèce. Il avait débarqué à Vladivostok, le port qui limitait son empire à l'est, qui maintenant sans doute hante ses veilles, et dont il n'évoque pas sans déchirement le nom merveilleux, « Dominateur de l'Orient ». Il avait traversé la Mandchourie, la Transbaïkalie; il était le premier des Tsars qui se fût montré aux peuples de l'infinie Sibérie, et, de Vladivostok à

Moscou, traversant le steppe immense, il conçut peut-être l'achèvement de ce prodigieux empire sorti du Kremlin de Moscou, et qui allait, lui régnant, s'appuyer d'une épaule sur le Germain de l'ouest et pousser de l'autre le Chinois de l'est. Emporté par son illusion glorieuse, il ne réfléchissait pas que les territoires se payent avec le sang, et, dans son cerveau de chimères, se balançaient mollement cette inclination à la douce paix qui devait le mener au Congrès de La Haye, et cette obstination d'enrichissement territorial d'où allait surgir, à sa stupeur, la guerre.

S'il évoque quelquefois ce jour de novembre où il perdit son père, et s'il se rappelle ses promesses de « gloire pacifique » à la « chère Russie » et de « bonheur » aux « fidèles sujets », quel mélancolique retour ne doit-il pas faire sur lui-même, et que de méditations sur la fragilité des destins des hommes et l'incertitude des choses humaines! Ou plutôt, bien que parvenu à la maturité de l'âge et pourvu de l'expérience du pouvoir, ne poursuit-il pas mollement le rêve généreux et tendre de son âme inexperte? Ne croit-il pas que son action fut bonne? N'est-il pas tenté d'accuser la vie de l'avoir trahi, et, perdu dans son illusion obstinée, contre toute espérance n'espère-t-il pas que reviendront les jours heureux, qu'un miracle du ciel, rejetant à la mer les Japonais, refoulera du même coup les perturbateurs du dedans? Quelque spirite ne le lui a-t-il point promis? En tout cas il le demande à Dieu dans ses prières. Aveugle, qui ne distingue pas dans les maux présents la conclusion nécessaire d'un syllogisme dont il a accepté les prémisses! Aveugle, s'il ne voit pas que l'artisan de la guerre japonaise, c'est lui-même qui pleure dans son palais ; que l'ouvrier suprême du soulèvement populaire, c'est lui encore, qui gémit sur la déloyauté des hommes, héritier et continuateur responsable d'une politique sans bonté ni justice ! C'est lui, ce souverain splendide portant au front la

tiare d'or, qui n'a pas discerné que, dans les relations des peuples aussi bien que dans l'administration des Etats, il est des heures où la ruse est la pire maladresse, où la pusillanimité est une démente témérité, où il faut oser regarder en face les choses et les gens, où la parole qu'on profère, à la condition d'être brève et hardie, a la valeur d'un acte, où c'est être fort que d'être simple, et habile que d'être loyal.

Il n'est pas mauvais. Il pense sérieusement qu'en rusant avec les hommes il vient à bout des événements, et il se persuade qu'il dirige les événements pour le bonheur des hommes. Il a de l'intelligence et de la vivacité d'esprit; il comprend rapidement ce qu'on lui explique et s'informe du mieux qu'il peut. Mais il ne sait pas s'informer : quand il veut connaître la vérité sur les massacres de Kichinev, il fait venir le prince Mestchersky, et c'est à Plœhwe qu'il demande un rapport; quand il aurait le devoir de se renseigner sur les causes et les faits de la journée du 9 janvier, il n'écoute que des parents ou des fonctionnaires intéressés; on lui cache la vérité, on lui représente les cortèges d'ouvriers comme une violente tentative révolutionnaire dirigée contre sa vie et ses palais; dans la semaine qui suivit, comme une dame de la Cour lui parlait incidemment d'un projet d'emplette au *Gostini Dvor*, cet immense bazar qui est au milieu du Nevsky, il lui répondit ingénument : « Mais je croyais que le *Gostini Dvor* avait été détruit? »

Il voit le détail des choses sans embrasser l'ensemble; il examine les faits un à un sans supputer les conséquences; il engage un acte sans réfléchir que cet acte en entraîne nécessairement un autre, puis un autre ensuite. Il lui manque un but, une pensée maîtresse qui porte ses actions et à l'accomplissement de laquelle contribuent ces actions : faculté supérieure de l'homme d'État, ou

l'appelle quelquefois du génie chez les grands politiques quand ils ont réussi, et elle s'acquiert par l'expérience, à la condition de s'appuyer sur une volonté. Le malheur de Nicolas est de n'avoir point de volonté. « Ne néglige rien, aimait jadis à lui répéter son père, de ce qui fait vraiment un homme. » Dans cette adjuration paternelle, si souvent redite, Alexandre III exprimait sans doute les inquiétudes que lui donnait pour l'avenir la mollesse de son fils. Ne sachant ni se décider ni vouloir, parfois cependant il a d'étranges obstinations. Entêtement et faiblesse ne sont point des termes contradictoires; il y a des heures où les âmes indolentes s'obstinent dans l'erreur, s'affirmant ainsi à elles-mêmes une énergie qu'elles savent défaillir. Il ne subit pas d'influence particulière, mais il les subit toutes à la suite. Le grand-duc Serge fut celui de ses oncles qu'il écouta le plus volontiers, parce qu'il lui parlait le langage du fanatisme; mais il y eut des moments où il agit sans l'entendre, et il osa, en conclusion des émeutes de décembre 1904, à Moscou, lui enlever le gouvernement général de la ville, comme il osa, à la suite de la défaite navale, rendre au repos son oncle Alexis. Sa mère, l'impératrice Maria Féodorovna, a sur lui le double ascendant de la maternité et de la fidélité à la pensée paternelle; mais lorsque parut, le matin du 18 février, douze heures avant le rescrit libéral, le manifeste réactionnaire, Maria Féodorovna en avait ignoré l'élaboration, et elle en connut la nouvelle en même temps que le texte en lisant *le Messager du Gouvernement*.

Sa flottante volonté s'adapte successivement aux conseils qui ont su choisir leurs circonstances et leurs minutes. Qui cherche à le dominer ou qui agit sur lui avec trop de continuité lui est suspect. Il est défiant, jaloux et coléreux; il s'exprime peu, vit sur lui-même, dans l'intimité restreinte de la vie familiale, au fond de son palais, où il reçoit rarement ses oncles mêmes,

n'aimant ni les réceptions ni le théâtre, ayant pour seule joie de jouer avec ses enfants. Il est sombre et volontiers taciturne. Nul ne connaît ses pensées; et celle qu'il cache le plus obstinément, mais qu'attestent tous ses actes, c'est la pensée d'hostilité défiante contre tout ce qui l'entoure. En montant sur le trône, il trouvait au ministère des Finances un homme de décision et de talent, M. Witte. Etre le maître d'un tel homme, c'est avoir un maître. Il l'a brisé. Nicolas ayant, pendant sept années, supporté la rude domination de ce ministre autoritaire, le trouvant en travers des sournoises menées d'intrigants qui le circonvenaient et de cette extravagante politique d'Extrême-Orient, dont l'aboutissement devait être Moukden et Tsou-Sima, secoua le joug un matin. M. Witte était venu à Tsarskoé-Sélo, le 16/29 août 1903, au jour habituel, pour son rapport hebdomadaire; l'Empereur avait donné ses signatures sans parler beaucoup, selon sa coutume, et M. Witte se levait pour prendre congé, lorsque, le rappelant, il lui dit, osant à peine le regarder :

— Monsieur Witte, je vous annonce qu'en récompense de vos excellents services, je viens de vous nommer président du Comité des ministres. »

Witte eut un sursaut. Cette charge de président du Comité des ministres, sinécure qui ne comportait ni initiative, ni pouvoir, ni travail, ni responsabilité, était généralement attribuée à quelque vieux serviteur fatigué ou à quelque grand-duc inutilisable, et ne prit un semblant d'importance qu'à la suite de l'oukase de décembre 1904, qui confiait au Comité le soin d'élaborer les réformes.

Witte, agressif et violent, répliqua :

— Sire, si vous voulez me renvoyer, renvoyez-moi, mais je n'ai pas besoin de compensation.

Nicolas, souriant, insinuant, insistait :

— Mais si, mais si, Monsieur Witte, je veux que vous

présidiez ce comité, où vous pourrez rendre les plus grands services. »

Witte, subissant la révocation, dut subir aussi la compensation.

Considérons dans ce trait l'un des caractères de l'Empereur. Il est timide et, pareil aux timides quand ils s'enhardissent jusqu'à l'acte, brutal. Nul signe n'avait averti M. Witte de la disgrâce prochaine; son Empereur, ce jour-là comme tous les autres jours, s'était montré correct, réservé, simple et taciturne. Cependant, il méditait le moyen de se séparer du gênant ministre; il y songea longtemps sans doute; on ne renvoie pas sans précaution un dignitaire qui a été le collaborateur du père, qui, depuis dix ans, occupe le premier rang, et de qui le renom financier dans le monde a conquis à la Russie la confiance et lui a permis ses emprunts, ses grands travaux, son essor industriel. Mais l'Empereur méditait en vain. Faudrait-il discuter avec ce terrible homme? Il ne discuta point. Il eut cette brusque audace des faibles qui se sont découvert une volonté, et tout d'un coup, sans reprendre haleine :

— Monsieur Witte, vous serez président du Comité des ministres.

Il se défiait si bien de sa propre résolution que, dans l'antichambre, quelqu'un attendait qu'il avait convoqué : c'était M. de Pleske à qui il allait offrir la succession de M. Witte. Les deux hommes s'étaient rencontrés dans le même train qui les menait à Tsarskoé-Sélo. Witte s'était dit : « Qu'est-ce que Pleske va faire au palais? » et M. de Pleske se demandait : « Pourquoi m'appelle-t-on? »

Si pénible que lui soit l'action, la discussion lui est plus déplaisante encore. Agir? pour l'autocrate, c'est formuler un ordre, donner une signature : entreprise réalisable. Mais discuter? c'est écouter, donner des arguments, convaincre ; c'est l'exercice où deux hommes, quels que

soient l'orgueil de l'un et l'humilité de l'autre, brisent d'un coup les barrières sociales qui les séparent, et confrontent, dans un assaut où la meilleure lame est à la main qui la maniera, leurs esprits antagonistes. Sa timidité gêne Nicolas dans la discussion, et ses plus proches conseillers, l'ayant longuement entretenu, se demandent ensuite s'ils l'ont persuadé. Sa pensée est une petite fleur frileuse, cachée derrière un sourire incertain et dans l'éclat bleu d'un regard insaisissable qui semble avoir peur de se poser sur des yeux et poursuit dans l'immensité de son âme un rêve infini.

Deux réalités possèdent son esprit : la foi dans l'autocratie, la foi en Dieu. Mais tout autour flottent des brumes épaisses qui en effacent les contours et les enveloppent avec leurs contraires : à l'idée autocratique, il joint des projets de représentation populaire qui en sont la négation ; l'idée religieuse se pousse en lui jusqu'au mysticisme et se dément par des pratiques de superstition. Il est profondément croyant, et son fanatisme de pensée irait jusqu'au fanatisme d'action, si les temps nouveaux permettaient à un Pobédonostsev de tenir la Russie dans ses mains. C'est le cœur contraint qu'il tolère les Juifs dans son empire, et il a fallu un intérêt financier essentiel pour qu'il déchirât une partie des règlements qui jetaient les Vieux-croyants hors de la vie nationale. Recevant un Français et lui parlant de la politique anticléricale que le ministère Waldeck-Rousseau venait d'inaugurer depuis peu en France, il lui dit ce mot, qui pour lui n'était qu'une parole banale tombée dans une audience hâtive, mais qui par là même prend un sens profond et devient significatif d'une âme : « A quoi bon tout cela ? Que sont les raisonnements du plus grand des savants à côté de la simple foi d'un pauvre homme qui ne sait pas lire ? »

Mais chez lui ce fanatisme de croyance se déploie et se déforme dans une âme de chimère et de superstition.

Nicolas, nerveux, irritable, imaginatif, sujet à des attaques de nerfs, le mystique Nicolas est sans résistance contre les séductions de la kabale. Il y a des soirs, dans le palais silencieux, où des tables tournent sur des parquets cirés, où les espoirs sont suspendus au résultat de merveilleuses passes magnétiques. Un certain Stéphane, spirite lyonnais, fut longtemps le grand organisateur de ces thaumaturgies, et, en échange, eut de l'influence, jusqu'à ce qu'enfin, usé et discrédité, on le renvoyât; il a laissé au palais un impérial élève qui se souvient de ses leçons; n'a-t-on pas aussi une cousine monténégrine habile dans l'art des magies, de qui les visites au palais, en exaltant l'âme du cousin, désespèrent la sagesse de la maman, cette sérieuse impératrice Maria Féodorovna, qui, plus d'une fois, intervint au milieu des tables en folie et les fit tourner d'une manière qui n'avait pas été enseignée par Stéphane?

Si Nicolas interroge le destin avec cette âpre convoitise, s'il sent son incertaine volonté incapable d'agir avec vigueur sur les événements, c'est qu'il est fataliste et croit à l'immuable ordonnance du monde. Ce n'est pas seulement par la tradition moscovite de sa dynastie que ce tsar russe tient à l'Orient. L'aigle impérial a une tête tournée vers le couchant et l'autre vers le levant; le royaume des tsars fut royaume oriental jusqu'au moment où Pierre le Grand conçut pour lui l'ambition de le jeter rival au milieu des nations européennes qu'il voyait fiévreuses de progrès, et cette longue histoire d'Asie indolente, rutilante, étincelante, sanglante et parfumée, s'inscrit au ciel de la ville aux cent coupoles, de cette Moscou splendide et barbare qui fit les aïeux de cet Empereur. En Nicolas, la race fortifie la tradition. Européenne par l'éducation et les goûts, son âme, symbolique de l'Empire à double front, est demeurée asiatique par la nonchalance, par la ruse, par la croyance à l'inévitable.

Les mauvais présages, les coïncidences lamentables se multiplient dans cette vie, avidement recueillis par un monarque qui les guette et un peuple accroupi dans la superstition. C'est au mois de mai qu'il vint au monde, au mois de mai qu'il fut couronné dans la pompe resplendissante du Kremlin de Moscou, et qu'il gravit, la tiare au front, devant le peuple prosterné, l'Escalier rouge ; et c'est dans ce même mois de mai, dans l'apothéose du couronnement, tandis que, de tout le sol russe, montait la fervente prière que l'avènement de ce jeune souverain fût pour la Russie le commencement d'une période heureuse, c'est à cette minute de splendeur et d'hosanna que quatre mille huit cents cadavres s'écrasèrent dans les fossés de la plaine Khodinski à Moscou, où trois cent mille ouvriers et paysans, avec leurs femmes et leurs enfants, étaient venus chercher le repas, le gobelet aux armes impériales, le mouchoir et le rouble qui étaient la largesse faite à son peuple par le nouveau monarque. C'est encore dans ce mois de mai qu'un terrible Japonais leva sur lui le sabre qui faillit le tuer, et dont le souvenir, au moment où le comte Lamsdorf se précipita, un soir de février 1904, pour lui apprendre que l'ambassadeur jaune venait de remettre ses lettres de rappel, lui fit lever les bras au ciel en s'exclamant : « Pays fatal, fatal ! » C'est dans ce mois de mai aussi que la Russie, avec ses derniers bateaux, perdit sa dernière espérance au détroit de Corée ; c'est le 26 mai, le même jour que l'Empereur se rappelait avoir monté l'Escalier rouge, que s'engagea la bataille ; elle se développait dans la défaite quand revint le jour anniversaire de la terrible catastrophe de Khodinski. Mai tragique, qui ne secoues sur cette tête blonde que la pluie sanglante de tes feuilles ! C'est un homme du Japon qui jadis le blessa : c'est le Japon qui aujourd'hui blesse l'Empire et fait chanceler l'autocratie. Ses propres canons, alors qu'il bénit les eaux, lui envoient leur mitraille. Ses

propres soldats tirent sur son peuple. Il a dénoncé le crime de la guerre, « dont les horreurs, écrivait-il en provoquant le Congrès de La Haye, font frémir d'avance toute pensée humaine »; il a souri au rêve de la paix universelle et entrepris de la faire décréter par les nations du monde, et le voici emporté dans la plus grande guerre que le monde ait vue depuis trente-cinq ans, l'une des plus grosses d'avenir des temps modernes. Un jour, tandis que l'on baptise à Péterhof l'héritier tant désiré, ce césarévitch que Stéphane avait promis et qui est venu enfin, là-bas, à la même heure, du côté de Port-Arthur, un bateau qui porte son nom, le *Césarévitch*, a sa carène défoncée par les boulets de Togo et s'incline sur la mer... Sans doute il n'est point de vie où l'on ne puisse découvrir de telles coïncidences; on les observe dans celle-ci, parce que l'on sait qu'elles hantent une âme qui palpite d'angoisse : quel effroi ne l'emplirait point, si elle apprenait qu'au dernier mois de mars une terrible spirite, vaticinant au faubourg d'Okhta, fit cette prédiction que de grandes choses s'élaboreraient en Russie, et que bientôt le monarque épouvanté serait contraint de se réfugier à la Lavra (monastère) d'Alexandre Nevsky!

De la timidité, de la faiblesse, de l'entêtement, de l'artifice, du fanatisme et du fatalisme, voilà donc ce que Nicolas, le 1er novembre 1894, faisait monter avec lui sur le vieux trône moscovite. Mais il y apportait aussi une sérieuse et sincère bonne volonté, un grand zèle à être utile à son peuple et à pratiquer le bien, un cœur pitoyable et généreux. Entre les intentions et le tempérament, où serait la victoire? Si sa volonté était faible, serait-ce au détriment de l'autocratie? S'il était obstiné, serait-ce, par-dessus tous les obstacles historiques et dynastiques, pour le bonheur du peuple? S'il était fataliste, saurait-il s'incliner devant la fatalité de l'évolution d'une société? L'amour du

bien public aurait-il assez de souffle pour balayer en lui les constructions d'une éducation réactionnaire et modifier une formation intellectuelle façonnée par son père à l'image de la sienne?

A l'heure qu'il parut, une vaste espérance emplit le cœur national. Qui serait ce jeune homme pâle et blond qui, dépourvu de la puissante majesté du père, montrait des manières simples et un sourire doux? Continuerait-il Alexandre III? Serait-il l'intransigeant serviteur d'une furieuse autocratie, d'une centralisation forcenée, le fils haineux des tsars moscovites, pour qui, dans la Russie, sont ennemis tous les éléments non orthodoxes? Ecouterait-il au contraire la voix lointaine de son grand-père Alexandre II? Cette ambition ne lui viendrait-elle pas de retrouver ses pas sur la route glorieuse parcourue par le « tsar libérateur » dans les « années 60 »? Le jour de son avènement, c'est la paix à la Russie, c'est le bonheur à son peuple que promettait son zèle magnanime; recevant les grands corps de l'Etat, il leur disait tristement : « En toute chose, je suivrai les traces de mon père. » Mots vagues emplis de mystère; mots de piété filiale, qui n'avaient pas encore de sens politique. La Russie attendait. A sa muette interrogation, la réponse vint le 17/29 janvier 1895. Il venait de se marier, et 182 délégations lui apportaient ce jour-là les félicitations des assemblées de noblesse, des zemstvos, des doumas, etc. Au zemstvo de Tver qui avait exprimé l'espoir que la participation des assemblées élues à la vie de l'Etat devînt plus étroite, Nicolas répondit rudement : « Vos requêtes sont des rêves insensés », et il ajouta, d'une voix qui se fit impérieuse : « Qu'on le sache bien, j'entends consacrer toutes mes forces au bonheur de notre chère Russie; mais avec autant de fermeté et de résolution, j'entends, à l'exemple de mon inoubliable père, maintenir l'autocratie. »

Le parti libéral comprit que ce souverain ne serait pas le monarque réformateur qu'il avait espéré. Cependant, comme Nicolas, intransigeant sur le principe dynastique, montrait par quelques actes sa bonne volonté, il lui fit crédit.

Que pouvait la bonne volonté du souverain, s'il ne voyait pas qu'au moment historique où il prenait le sceptre, nulle œuvre loyalement réformatrice ne pouvait s'accommoder de la forme archaïque de l'autocratie ; que de toutes parts surgissaient dans la nation des capacités sérieuses toutes prêtes à servir une monarchie libérale, qu'elles eussent renouvelé un personnel fatigué et discrédité, endigué et dirigé des forces révolutionnaires déjà menaçantes et que chaque jour allait grossir? Jeune homme de vingt six ans, il se laissait accaparer par ceux-là mêmes qui avaient été auprès de son père les protagonistes de la politique de compression : par Serge, à qui il résista parfois et avec qui il eut plus d'une aigre discussion dont le retentissement a traversé les murs du palais, mais à qui finalement il céda presque toujours ; par Pobédonostsev qui, en même temps que le grand-duc, lui soufflait les conseils de l'intransigeance et du fanatisme. Toujours aussi il avait une oreille docile aux interventions de l'impératrice sa mère, laquelle, dénuée de toute influence du vivant de son mari, gardait à sa mémoire un culte fervent, et se croyait désignée pour être le lien permanent entre la pensée du mort et celle de l'héritier vivant ; en revanche, il n'écoutait point et ne consultait jamais la jeune Alexandra Féodorovna, à qui sa naissance anglo-allemande avait fait un esprit plus moderne, mais qui, jusqu'en 1904, porta devant la dynastie la tare de lui refuser l'héritier du trône.

Nicolas cependant avait confiance. Il passait au galop de son cheval devant le front de ses troupes ; il continuait, depuis 1898, à faire à sa marine d'importantes dotations

annuelles, et il se fiait à la parole prononcée à cette date par son chef, le grand-duc Alexis, « que rien ne serait négligé pour que la marine russe devînt l'une des plus puissantes du monde ».

Il croyait la Russie forte, si forte qu'il pensa être le souverain désigné pour proposer aux nations la fraternité. Il la croyait paisible, ses conseillers lui cachant les rapports des gouverneurs de provinces et lui drapant de légalité jusqu'aux incroyables coups de force entrepris contre la Finlande, en violation du serment que lui-même avait prêté. Il la croyait heureuse, puisque ses ministres, sous un terrible bâillon, étouffaient les plaintes de la nation, domestiquaient les journaux, peuplaient la Sibérie et les campagnes de tous ceux dont les lèvres avaient laissé passer un gémissement.

Dans cette quiétude, le surprennent la guerre japonaise, qu'il n'a ni voulue, ni prévue, ni redoutée, et, fils de la défaite, l'irrésistible mouvement national dont les ondes intarissablement déposent au pied de son trône, à sa stupeur, le mot de Liberté. César frémit dans son cœur. Tout l'étonne, tout l'irrite, tout l'afflige. Aux jours de grande détresse, effondré dans son palais impérial, il sanglote éperdument. Sa mère, sa femme, accourent pour le consoler : il sanglote encore. Cette douleur qui soudain dénude la majesté de la pompe impériale est pitoyable et sympathique. On voudrait au maître un mâle sang-froid, une énergie que trempe l'infortune, des yeux secs ; mais comment n'être pas touché des larmes d'un pauvre homme qui souffre?

Il y a des heures où il réfrène son affliction : dans la journée où l'on évacue Moukden, il affecte, pendant le déjeuner, de ne s'entretenir que d'histoires de chasse, et, dans l'après-midi, essayant peut-être de se duper soi-même, il dit avec assurance à des officiers : « Oui, j'ai jugé nécessaire d'envoyer à Kouropatkine l'ordre

de quitter Moukden. » Il y eut d'autres jours où il fut moins fort sur lui-même : lorsque, au premier instant de la guerre, les torpilles japonaises détruisent une partie de l'escadre de Port-Arthur, les officiers de la garnison de Pétersbourg sont immédiatement convoqués au palais pour un *Te Deum* solennel ; pour se rendre à la chapelle, l'Empereur passe au milieu d'eux, qui l'acclament; il a préparé quelques phrases qui, par-dessus leurs têtes, s'adresseront à l'armée et à la flotte et affirmeront la confiance de la Russie, mais il est ému au point de ne pouvoir prononcer un mot, et on le voit traverser la vaste salle, d'un pas saccadé, les yeux troubles, les mâchoires serrées, pâle et contracté, comme un homme qui pleurerait s'il avait le droit de le faire à cette minute. Il reçoit le général Grippenberg, lorsqu'on vient lui apprendre le meurtre de Serge : sous ce coup soudain, tout son corps tremble, il s'abat sur son bureau, la tête sanglotante entre ses bras, et, devant Grippenberg interdit, il gémit sans fin : « Mon Dieu ! mon Dieu ! pourquoi ce crime épouvantable ? »

Dans la forme même de cette authentique exclamation, arrachée à son cœur dans une minute d'affreuse épreuve, distinguons la marque d'une incroyable ignorance de l'opinion russe. Que le neveu eût pleuré sur le meurtre, que l'homme s'en fût indigné, que le souverain l'eût condamné et frappé, certes; mais dans tout l'Empire il est certain que d'une seule bouche sortit cette anxieuse interrogation : « Pourquoi? » et ce fut de la bouche de l'Empereur.

Quelles pensées bouleversèrent son âme inquiète dans ce château de Tsarskoé-Sélo, où, fuyant devant le cortège que préparait son peuple, il s'est réfugié le 7/20 janvier, et qu'il n'osa quitter que cinq mois plus tard pour courir vers un autre asile, vers son palais de Péterhof? Il y est le

prisonnier de sa toute-puissance. Tsarskoé est placé sous le régime de la loi martiale. Défense de s'approcher à une certaine distance, défense au passant de s'arrêter, de regarder les murs, de lever la tête vers une fenêtre. Les gardes sont doublées et triplées; des rondes diurnes et nocturnes circulent dans le palais et autour du palais; la police, les soldats encombrent les portes et emplissent les corridors; il y a des canons, paraît-il, disposés dans des ravins hors des murs; un attaché militaire, qui en vient, me dit : « C'est une forteresse. » L'Empereur, abandonnant ses appartements ordinaires, s'est retiré au second étage, dans les chambres des dames d'honneur aménagées pour lui, car on se souvient de l'attentat qui, le 17 février 1880, fit sauter la salle à manger du Palais d'hiver. De ce château fort, il n'est sorti qu'à deux ou trois reprises, chaque fois à l'improviste, pour se montrer à quelque corps de troupes et rentrer aussitôt dans cette maison sinistre, au milieu de baïonnettes où il ne trouve même pas la confiance.

Toutes les réceptions, toutes les fêtes, même religieuses, qui se reproduisent d'année en année, et auxquelles, traditionnellement, l'Empereur et la famille impériale ne manquent jamais d'assister, sont décommandées ou se privent de sa présence. Il ne passe pas la revue qui, tous les ans, de temps immémorial, a lieu au Champ de Mars de Pétersbourg. Il n'ira pas voir son grand-père à Copenhague; on chuchote qu'il ne s'installera pas à Péterhof, moins sûr que Tsarskoé. Ni lui ni aucun des siens n'assistent, le 25 mars/7 avril, à la parade religieuse du régiment des chevaliers-gardes, le plus brillant et le plus aristocratique de la cavalerie de la garde, dont la fête annuelle fut toujours présidée par le souverain. Le 18 mai, il n'y a pas de réception de cour pour l'anniversaire de sa naissance. Il rompt même avec la très ancienne coutume du tsarisme, qui veut que l'Empereur reçoive le jour du Ven-

dredi-Saint. On n'ose ramener le corps de Serge à Pétersbourg, où dorment ses ancêtres ; derrière son cercueil, dans les rues de Moscou, on ne voit ni l'Empereur son neveu, ni les grands-ducs Vladimir et Alexis, ses frères.

Il est à Tsarskoé comme un malheureux que la justice des hommes aurait muré vivant. Dans cette énorme demeure, que peuplent des centaines de personnes, la terreur habite avec lui. Il reçoit des lettres anonymes; il trouve sur son bureau des proclamations révolutionnaires, des invectives, des menaces. On lui écrit : « Tes jours sont maintenant comptés. Tu peux t'enfermer dans ton palais, décupler tes gardes, tu n'échapperas pas au châtiment au jour que nous aurons fixé. » Dédaignera-t-il l'avertissement de cette mystérieuse et terrifiante Sainte-Vehme, dont les sentences, depuis quarante ans, s'inscrivent en rouge au livre de sa dynastie, et qui, malgré l'épaisseur des murs et les inquisitions de la police, montre son masque jusque dans ses appartements?

Mais voici plus qu'une menace; voici dans la place l'ennemi, peut-être l'exécuteur. Au mois de mars, la police a l'idée absurde de perquisitionner dans l'appartement d'un page de la Chambre, le jeune Verkhovski. Il est fils d'un amiral, appartient à une grande famille, et le soupçon n'est-il pas une injurieuse sottise? Pourtant, ce jeune gentilhomme bavard tenait des propos singuliers et montrait une curiosité sans rapport avec les fonctions qu'il exerçait. Chez lui, on trouve des proclamations révolutionnaires et deux manuels relatifs à la fabrication des bombes. On l'arrête, et, à partir de ce moment, l'Empereur cesse de découvrir dans ses dossiers les lettres qui le menaçaient. Trois semaines après, le 22 mars/4 avril, la police saisit, dit-on, à la porte du château, un individu habillé en officier de cosaques et portant à la main une caisse qui contenait deux bombes. Le 28 mars/

10 avril, dans la Grande rue des Ecuries, à Pétersbourg, on arrête en plein jour un valet de chambre de l'Empereur, en conversation avec un individu à qui il remettait des renseignements sur la vie du palais. Voilà les faits qui filtrent à travers le mystère dont s'enveloppe la police. Combien d'autres sont ignorés!

Dans ses palais, temporaire prisonnier du principe monarchique, Nicolas l'est bien plus encore, à chaque moment de sa souveraineté, de sa bureaucratie. Il ne sait rien de son pays qu'à travers les rapports qu'elle lui fabrique et les mensonges dont elle l'étreint. C'est la bureaucratie qui, par la main de Plœhwe, l'a tenu naguère sous la menace de la terreur. Elle ne l'a pas lâché; elle est insaisissable et multiforme, et il semble que lui-même ait pris son parti de sa sujétion. Par quel miracle, dénué de la force volontaire qu'il faudrait, n'ayant pas su se constituer de moyens d'informations, pourrait-il dominer une administration au million de bouches, qui couvre tous ses actes du souci de la paix de l'Empire et de la sécurité du souverain? Une anecdocte minime montrera, en même temps que ses simples façons, sa timidité devant toute initiative. Il recevait un étudiant qui, engagé volontaire au début de la guerre, revenait de Mandchourie, où il avait été blessé.

— Vous n'êtes donc pas encore officier? demande l'Empereur.

— Sire, dit le jeune homme, je suis proposé, mais ma nomination n'est pas faite. Beaucoup de mes camarades sont dans mon cas, et il y a déjà assez longtemps que nous attendons.

L'Empereur pouvait ne rien dire, ou répondre un mot vague, ou hausser les épaules d'un air qui aurait signifié : « Mon Dieu! comme je suis mal servi! » Il pouvait encore, par un de ces gestes qui ne coûtent rien et illuminent toute une vie, poser la main sur l'épaule du jeune homme,

et lui dire : « Je vous nomme officier. » Il se contenta de répliquer d'une voix rapide et gênée :

— Ce n'est pas de ma faute. Si l'on m'avait donné le décret de nomination, je l'aurais signé tout de suite. Mais je ne l'ai pas eu, et je ne suis pour rien dans ce retard. »

« Ce n'est pas de ma faute !... » Rien n'est de sa faute ! Mais où donc est le responsable ?

Un autre jour, il confiait à une cantatrice du Théâtre impérial son goût pour l'*Hérodiade* de Massenet et son regret de ne pouvoir l'entendre ; et comme l'artiste marquait sa surprise, puisqu'il suffisait pour cela qu'il donnât un ordre :

— Ah ! fit-il, la censure ne veut pas l'autoriser !

La censure, c'est ici le Saint-Synode de Pobédonostsev ; songeons que Jean est un des acteurs du drame.

Une autre fois, il disait encore :

— Je voudrais tant entendre *Parsifal !* Mais ce n'est pas possible.

Il avait donné pour institutrice à ses filles une Anglaise, Miss Egor, et lui avait fait la faveur de lui promettre les journaux étrangers, après que lui-même les aurait lus. Chaque jour, en effet, on remettait à Miss Egor les journaux de l'Empereur, mais préalablement visités et caviardés par la censure !

Prisonnier des autres, prisonnier de soi-même, César règne sur l'Empire, et chacun lui commande. Il se donne parfois l'illusion de l'autorité et de la liberté par d'inexplicables entêtements et de brusques révoltes. Le plus souvent il cède à une influence pressante ; quelquefois il accomplit l'acte contraire à celui qu'on lui conseille, pour démontrer son indépendance : ne voit-il pas que, psychologiquement, ces deux actes sont pareils, et que, dans celui-ci comme dans celui-là, c'est sa faiblesse qui le destitue de ses propres moyens d'action ? Contre la sagesse, contre

l'évidence, contre l'intérêt russe et le vœu de la nation, il s'est obstiné dans la guerre, et c'est encore sa faiblesse et son aveuglement qu'il s'est donnés comme des marques d'énergie. Il a bouché ses yeux, fermé son esprit; il a appréhendé les conséquences : la paix imposée qui abaisserait son prestige, le retour de cette armée de Mandchourie, souffrante, pitoyable et enflammée, et qu'on appelle déjà « l'armée de la Révolution »; il a vu les spectres de ces centaines d'officiers révoltés que Liniévitch a fait fusiller pour désertion devant l'ennemi; il a redouté les colères nationales contre un régime oppresseur diminué par la défaite; et, dans l'effroi où il s'est vu d'agir, de décider, de conjurer ces périls, il lui est apparu que la résolution la plus favorable était de n'en pas prendre, et de laisser les soldats se battre là-bas : ainsi l'épuisement du régime permit de dire que la Russie luttait avec une énergie désespérée. Enfin, à bout de forces et d'espérances, il s'est résigné à la paix ; mais avec quel hautain visage n'affecta-t-il point d'y consentir?

Une fois on le vit en colère. C'était le jour de l'évacuation de Moukden; les ministres se réunissaient sur sa convocation; il parut, les lèvres blanches, le regard dur; sur un incident, il s'irrita soudain et, s'adressant à la fois à tous ses ministres, avec un mot en passant pour chacun d'eux, il leur reprocha avec emportement de lui cacher les faits et de mal servir les intentions de sa politique. Tous avaient baissé le front et se taisaient; seul. Witte osa regarder son Empereur dans les yeux et lui dit :

— Sire, à vos paroles il y a une conclusion, c'est la démission du président du Comité des ministres : je l'offre à Votre Majesté.

— Eh! Monsieur Witte, fit l'Empereur agressif, vous n'avez jamais que cet argument, votre démission! Quand j'en aurai besoin, je saurai bien vous la demander. »

Cette scène violente fut exceptionnelle : on ne se sou-

venait pas que Nicolas eût jamais osé parler si longtemps ni en termes si forts.

Où va-t-il et que veut-il, ce pâle souverain, qui a le visage bienveillant et le cœur sensible, qui est timide et doux dans les relations ordinaires de la vie, indécis et flottant dans ses desseins, et pourtant brutal dans ses résolutions soudaines; indulgent aux fautes des autres, et pourtant obstiné dans ses rancunes et dans ses défiances; qui est faible et volontaire; qui, défendant âprement son indépendance comme un jardin secret, se laisse balancer pourtant aux souffles contraires de toutes les influences, ne se rebelle que contre les dominations exclusives? Combien il faut regretter, pour la conduite des affaires et l'unité du gouvernement, qu'une de ces influences, fût-ce celle de Pobédonostsev, n'ait pas dirigé cette âme avec continuité! Ce qui déroute l'observateur et confond l'opinion, c'est moins la torpeur du régime que ses contradictions. Ce qui manque à l'autocratie, c'est un point de direction. Alexandre III ne fut pas un souverain d'esprit vaste; mais il eut de l'énergie et de la suite et, à aucun moment de sa vie, il ne fléchit dans son parti pris réactionnaire. Ce n'est pas lui qui se fût laissé arracher des demi-concessions; si la nécessité lui était apparue de donner des satisfactions au parti libéral, il eût marqué, une fois pour toutes, la ligne où il s'arrêterait, et y fût allé d'un coup, tout droit, sans hésitation. Il avait ce qui fait gravement défaut à son successeur : une doctrine politique.

Dans quel sens est-il convenable d'agir? Faut-il réagir? Faut-il céder au libéralisme? Plœhwe eut-il raison? Sviatopolk Mirsky ne fut-il pas un précurseur nécessaire?... Questions contradictoires, que Nicolas se pose dans l'anxiété, auxquelles il sourit successivement, mais sans répondre à aucune. Un seul fait l'a frappé dans la poli-

tique de Plœhwe : son échec promulgué par la bombe de Sasonov. Sur sa légitimité, il hésite encore. Il céderait peut-être aux réformistes libéraux : il n'est pas possédé de l'ambition de commander, et il est désireux de faire le bien et de servir son peuple; mais quand il va se laisser convaincre, surgit dans sa pensée un spectre caparaçonné d'airain, immense comme l'infini, et qui soudain bouche l'horizon à ses yeux troubles : c'est l'Autocratie. Il lui voit la grande barbe, le front carré et la bouche impérieuse de son père. Il entend ces paroles qu'Alexandre III lui dit avant de mourir : « Sache te tenir ferme sur les principes fondamentaux de l'Empire. » Lui-même a promis « qu'à l'exemple de son inoubliable père, il maintiendrait l'autocratie ». L'impératrice-mère et Pobédonostsev s'accordent à lui rappeler en toute occasion cet exemple et cet engagement. Serge hier, Vladimir aujourd'hui, lui répètent qu'il n'a pas le droit de briser la tradition impériale...

Briser une tradition multiséculaire, transformer ce vieux tsarisme moscovite dont il est l'héritier et doit être le continuateur, désavouer son père, léguer à son successeur une forme diminuée de la monarchie, jeter la Russie dans l'aventure d'un régime nouveau, dont l'expérience sera définitive ! Redoutables conjonctures pour un souverain sans hardiesse ! Appréhendant de se poser nettement le problème et peureux devant la nécessité de le résoudre, Nicolas, indécis, flottant, s'obstine néanmoins, mais, s'obstinant, ne se décide pas. Il approuvait Plœhve, Sviatopolk Mirsky lui a plu, Trépov l'enchante. Sous l'action des événements, il a promis d'appeler auprès de lui les élus du peuple; à peine a-t-il parlé, il semble le regretter; les mois se passent, l'opinion s'exaspère, et l'on dirait que la Commission Bouliguine n'a été annoncée que pour être le tombeau des reliques du rescrit. Est-ce que César renie sa parole? Il ne renie rien. Au maréchal

de la noblesse du gouvernement de Kostroma, il dit au mois d'avril : « Ma volonté de convoquer les représentants du peuple reste inébranlable »; il ajoute même sans ironie : « Le ministre de l'Intérieur applique tous ses efforts à sa prompte exécution. »

Ne doutons point de sa bonne volonté. Il a fait un beau geste, qu'il a cru nécessaire et juste; il l'a fait avec un zèle médiocre sans doute, et poussé par une opinion maîtresse; mais il l'a fait avec sincérité, dans un dessein de pacification et de progrès. Le geste achevé, César a commencé de considérer avec crainte les mots qu'il venait de tracer sur la muraille. Cette Assemblée nationale n'était plus un projet de cabinet ni la matière d'une discussion académique : il fallait l'organiser, elle allait se réunir, bientôt sa rumeur percerait les murs du vieux palais silencieux de l'autocratie. D'avance il entendait les premiers mots par lesquels elle se révèlerait au monde : elle crierait la paix, elle se proclamerait Constituante! Que ferait l'autocrate, acculé par l'imprudence de son initiative à l'alternative redoutable ou de renvoyer brutalement les députés de la nation appelés par lui, ou de sanctionner leurs injurieuses revendications? Il faudrait choisir, promulguer soi-même la déchéance du principe autocratique, redire de sa bouche les mots qu'osa lui écrire en 1902 Tolstoï : « L'autocratie est une forme de gouvernement qui est morte », et qui lui apparurent alors un exécrable sacrilège, ou, par un coup de force, jeter la dynastie dans un inquiétant conflit avec la nation, dont l'audace se serait décuplée en même temps que l'espérance.

Voilà sans doute quelles épouvantes saisissent à présent l'autocrate. On attend, on temporise; on appelle, on escompte le miracle; on prolonge une guerre perdue; on a cette faiblesse des âmes poltronnes de préférer la certitude d'aujourd'hui, même douloureuse, au mystère

de demain. Ainsi l'on gagne des mois ou des semaines, et, désespérant d'obtenir le grand triomphe sur les hommes, on se contente de petites victoires sur le temps. L'heure viendra pourtant de la course achevée. Ces cris retentiront bientôt dans l'Assemblée nationale : « Vive la paix ! Vive la liberté ! » Que fera César ? Que rien ne surprenne de la part d'un homme inquiet que commandent ses nerfs. Il est peu vraisemblable qu'il cède. Il est possible qu'il résiste et essaye de la terreur. Il est possible aussi que, refusant de contresigner la ruine de l'autocratie et le désaveu de la politique paternelle, il laisse à un autre des responsabilités qui le terrifient. Il est possible encore que, d'hésitations en contradictions, ayant rebuté tant d'hommes et déçu tous les partis, il ne trébuche dans une catastrophe, sous la sentence de « l'Organisation de Combat », à moins qu'elle ne soit devancée par le complot de quelque grand-duc ambitieux... Pour lui-même et pour sa dynastie, souhaitons qu'il entende le vœu national. On ne songe pas sans frémissement à ce mot prêté à l'impératrice Alexandra Féodorovna : « Je ne veux pas être Marie-Antoinette. »

XIX

M. WITTE ET LE COMITÉ DES MINISTRES

Witte et Bézobrazov. — Les méfiances de Nicolas. — L'affaire d'Orient. — Le « génie noir » et « ces messieurs » contre Witte. — Feu Plœhwe. — La France et la guerre japonaise. — Le sphinx. — Les actes qui parlent. — Les partis contre Witte. — Un mot de Trépov. — Witte, homme de l'autocratie. — Un programme de gouvernement. — Suspect. — La vaine œuvre du Comité des ministres. — Le respect de la loi. — Les juifs. — Les Vieux-croyants. — L'agonie des Commissions. — Witte, seul secours du régime qui ne s'en doute pas.

De retour du voyage qu'il fit en 1902 en Extrême-Orient, à la suite du traité russo-chinois du 8 avril, M. Witte, alors ministre des Finances, commentait son rapport devant l'Empereur et lui soumettait ses vues sur la politique à suivre dans ces régions nouvelles. Nicolas, qui l'écoutait en tapotant son bureau du bout de ses doigts, l'interrompit doucement :

— Je dois vous dire, Monsieur Witte, que vos indications ne sont pas tout à fait conformes à celles que m'a données M. Bézobrazov. »

M. Bézobrazov était un personnage assez énigmatique, honoré alors de l'entière faveur du maître, et qui s'occupait volontiers de négociations d'affaires pour quelques membres de la famille impériale; c'est lui notamment

qui s'entremit pour l'achat des concessions forestières du Yalou, qui furent un des éléments déterminants de la guerre, et qui se dépensa le plus abondamment pour le succès de la politique orientale. M. Witte, blessé qu'on lui oppose l'opinion d'un homme sans autorité ni responsabilité, se récrie. Il rappelle qu'il fut ministre sous Alexandre III, qu'il occupe une des plus hautes charges de l'Etat, qu'en formulant devant son Empereur une certaine politique, il s'appuie sur dix années d'expérience gouvernementale et engage sa responsabilité politique, et il s'étonne que son opinion soit mise en balance avec celle d'un homme qui, ajoute-t-il, n'est même pas secrétaire d'Etat, titre suprême de la confiance du souverain.

L'Empereur sourit, ne répond rien, et M. Witte continue son rapport. Huit jours après, ouvrant le *Messager du Gouvernement*, il y lit que Sa Majesté, dans sa grande bienveillance, a nommé M. Bézobrazov secrétaire d'Etat.

Cette anecdote témoigne, en même temps qu'un certain aspect du caractère de Nicolas, la nature de ses relations avec M. Witte, au temps même de la toute-puissance de celui-ci. En succédant à son père, il l'avait trouvé au ministère des Finances. M. Witte eut sur les affaires russes une action vigoureuse et conquit en Europe un grand renom. Il donna aux finances, à l'industrie, aux chemins de fer, aux grands travaux, un développement considérable; il assura à la Russie dans le monde un crédit qu'elle n'avait jamais connu; il fut l'homme sans qui les emprunts multipliés depuis douze ans eussent été irréalisables : c'est plus qu'un collaborateur éminent qu'un souverain de vingt-six ans trouvait à son arrivée au pouvoir, c'était une force sur laquelle il pouvait s'appuyer, et, devant le monde, le garant d'une politique. M. Witte avait une réputation d'énergie, d'audace et de

sang-froid; il passait pour un esprit ouvert, heureusement tourné vers les idées et les mœurs occidentales, en mesure de réagir efficacement contre l'indolence asiatique qui arrêtait les progrès de l'Empire. On pouvait supposer que l'indécision du jeune Nicolas aimerait à se reposer sur l'expérience d'un ministre qui en vérité apparaissait comme le seul qui fût capable de faire figure d'homme de gouvernement.

Mais le rude Witte ne prit pas toujours le soin de ménager le monarque: Colosse à côté du souverain, le front élevé et barré de rides parallèles, les cheveux drus, l'œil impérieux, la bouche volontiers ironique sous la barbe épaisse, les mains fortes, les épaules hautes, fermement campé sur ses jambes, image de force et de volonté auprès d'un Empereur qui a des gestes menus, fuit le regard et ne cesse pas d'être en mouvement, il inspirait plus de crainte que de sympathie, et il dédaigna tout effort, dans son langage volontiers sévère, pour faire oublier au maître les dissemblances de leurs tempéraments.

Nicolas subissait Witte, le sentant utile, mais avec impatience, et chaque jour accusait leur antagonisme. Nous avons raconté, au chapitre précédent, comment il le destitua; depuis, malgré des retours de faveur passagère, le crédit de M. Witte n'a pas été restauré.

L'opposition de leurs caractères, les mauvaises habitudes d'esprit du souverain, que nous venons de constater, ne furent, du reste, que le ferment qui aggrava et poussa à l'extrême un dissentiment politique. La Russie s'engageait alors dans cette entreprise orientale, dont la conclusion nécessaire était un conflit soit avec la Chine, soit avec le Japon, de toute façon une guerre. M. Witte avait mené la Russie en Mandchourie et relié l'Empire à Vladivostok, constitué en 1895 la Banque russo-chinoise, préparé en 1896 la construction du transmandchourien.

Mais en jetant le transsibérien entre Moscou et le Pacifique, en méditant le transmandchourien, il avait entendu qu'il s'agissait d'une opération commerciale, et que Vladivostok ne menacerait personne. Conception trop pacifique au gré des militaires, des possédés du rêve asiatique et de certains faiseurs d'affaires, et qui se transforma bientôt en conception de conquête.

Le premier, M. Mouraviev, ministre des Affaires étrangères, qui se suicida en 1900, s'avisa que Port-Arthur serait pour la Russie un excellent port militaire; l'amiral Alexéiev applaudit à la découverte; M. Bézobrazov, en fièvre à l'idée d'exploiter les forêts coréennes, se mit de la partie, et l'Empereur, en mémoire du césarévitch qui avait participé à la construction du transsibérien, se crut destiné à réveiller l'Orient. Contre la parole donnée, contre les engagements formels du traité de Simonosaki, la Russie, n'ayant pour titre qu'un semblant de traité imposé à la Chine le 27 mars 1898, s'installe à Port-Arthur et à Talien-Wan, en dépit des mauvaises humeurs de l'Angleterre et des grognements du Japon. Talien-Wan est débaptisé et devient port de commerce sous le nom de Dalny; et comme il fallait bien relier les possessions nouvelles au transsibérien, l'embranchement Dalny-Port-Arthur-Kharbine est construit. C'en est fait, dit la Russie, la Chine est à moi, et je commande à l'Orient! M. Bézobrazov, et tous « ces messieurs », et « le génie noir de l'Empereur », Plœhwe, ainsi que dit M. Witte, de pousser leurs avantages. L'insurrection des Boxers, en 1900, l'intervention des puissances sont pour eux une occasion merveilleuse. La Mandchourie est tout entière occupée. Pour plaire à la Chine, on consent à lui promettre, par le traité du 8 avril 1902, de l'évacuer en trois étapes, dont la dernière est fixée au 8 octobre 1903; mais nul ne suppose les Célestes assez candides pour prendre au sérieux ces paraphes diplomatiques. Le 12 août suivant, afin de

dissiper les doutes, on a soin de promouvoir Alexéiev à la vice-royauté d'Extrême-Orient, et le dessein russe est ainsi attesté sans équivoque. Durant ces insurrections, ces conférences et ces gestes offerts à la galerie du monde, le « Tsar blanc » n'a pas négligé l'essentiel : en un an, la Mandchourie est domestiquée; en deux ans, elle ressemble déjà à une province de l'Empire; encore un peu, elle ne sera plus qu'un prolongement de la Sibérie, et, à travers la Corée, se poussera jusqu'à la mer. Mais la Russie ne faisait pas attention qu'allant et venant, elle y avait oublié quelque chose, et c'était l'œuf de la guerre.

La partie est complète. Je n'en suis pas, fait M. Witte. Sa politique regarde l'Occident, aussi bien que l'Orient. Il veut à l'Empire de bonnes finances, un bon renom, de belles usines, de multiples chemins de fer, une place effective au concert de l'Europe. Or, ce que machinent là-bas « ces messieurs », ce n'est plus de la politique, c'est de l'aventure, de la spéculation, du jeu à pile ou face. Avec sa franchise ordinaire, il le dit à l'Empereur. L'Empereur ne l'entend point ; il continue de rêver à la splendeur du rouge soleil qui, se levant sur le Pacifique, empourpre le double front de l'aigle impérial; d'un œil oblique, il considère en même temps ce ministre trouble-gloire : qui sait si Plœhwe n'a pas raison, quand il le lui représente comme un contempteur de sa couronne et un serviteur plus dangereux qu'un ennemi?... Dès lors, le destin est accompli : pour Witte, dont on compromet la politique, pour Nicolas, qui se défie et que l'on contredit, il faut que Witte parte. Alexéiev vice-roi, c'est le signal. Il part. « Ces messieurs » triomphent, « le génie noir » resplendit. Où est maintenant le génie noir, où verdoient les lauriers de ces messieurs? La guerre prévue a éclaté...

Elle avait contre elle, avec Witte, le ministre des Affaires étrangères, le comte Lamsdorf, et le ministre de

la Guerre en personne, Kouropatkine, qui, d'abord enivré de l'idée de déployer ses bataillons contre les Japonais, se souvient bientôt de ce qu'il a vu dans son récent voyage au Japon, se prend à réfléchir à mesure que se rapproche l'échéance, et, dans les derniers six mois, devient l'avocat pathétique de la paix. Pas plus que son chef de file, on ne l'a écouté ; il a démissionné, gardant l'intérim, sur le désir de l'Empereur, et pris un congé, en attendant qu'un successeur lui ait été découvert. On ne le découvre pas, ou l'on ne pense pas à le chercher, et, dans cette posture d'attente qui dure des mois, Kouropatkine entend tout à coup l'écho de la canonnade de Port-Arthur, revient en hâte, se réinstalle à son ministère, se propose à Nicolas pour diriger ces armées qu'il avait dites impuissantes à vaincre, et se trouve responsable du sort d'une guerre qu'il a déconseillée.

Cette guerre est l'obsédant sujet des conversations de M. Witte. Lui parlez-vous de la situation intérieure ? « Pensons d'abord à la guerre, fait-il. Tout dépend de l'issue de la guerre, et rien ne pourra être fait chez nous, tant qu'on n'aura pas liquidé là-bas. » Feu Plœhwe ne l'occupe pas moins. « Plœhwe, disait-il à quelqu'un l'année dernière, quelques jours après le premier coup de canon des Japonais, et dans le temps de la toute-puissance de son heureux rival, Plœhwe a escompté les mouvements patriotiques qui serviraient la guerre et détourneraient du problème intérieur; il a pensé y retrouver du prestige pour son gouvernement; mais disons-nous que si la guerre nous débarrassait de ses projets de réformes, alors on pourrait affirmer que la Russie a gagné quelque chose à la guerre. Il agit en ces matières comme un chef de police qu'il a toujours été et qu'il est resté. Qu'il ait quelques notions de politique intérieure, soit; il faut d'autres préparations pour se reconnaître dans la politique étrangère. Il y a seulement trois mois,

aurait-il été capable de découvrir Tché-fou sur la carte? » Par ces authentiques propos, vérifions la mordante manière de M. Witte.

Il fait encore un grief à la diplomatie française de n'avoir rien fait ni pour prévenir le conflit, ni pour l'empêcher quand c'était encore possible, ni pour avertir la Russie quand la catastrophe fut inévitable. « Ce faisant, dit-il, la France aurait rendu un grand service à la Russie et au monde, et aurait véritablement rempli son rôle d'amie. »

Voilà les matières sur lesquelles M. Witte, quand on l'y pousse un peu, se montre enclin à se confier. Il y trouve l'occasion de s'exalter soi-même, et en vérité, en le renvoyant jadis, on lui prépara pour aujourd'hui une partie trop belle. Sur tous les autres sujets, il demeure impénétrable et sybillin. A Pétersbourg, quand on dit « le Sphinx de Kamennoostrovski », c'est de Witte qu'il est question. Est-il pour l'autocratie? Est-il pour les libéraux? Que pense-t-il de l'Assemblée nationale? Sous quelle bannière s'y dirigera-t-il? Peut-être choisira-t-il celle de chef de l'opposition parlementaire? Plutôt ne se réserve-t-il pas comme le recours suprême de l'autocratie pourchassée? Quels desseins, quels rêves, quelles ambitions sous ce front haut comme une tour?... Il ne s'y élabore que des calculs, entend-on. Mais on s'interroge, on discute, on dispute, on imagine mille sottises. Quelque Russe paradoxal ne m'a-t-il pas affirmé un jour, sans rire, que M. Witte, diable ou Machiavel, poussant sournoisement à la répression brutale afin d'exaspérer le sentiment populaire, allait surgir des troubles pour se faire proclamer président de la République (*sic*)!

Assurément, ce rôle de sphinx ne désoblige pas M. Witte, et il juge que le mystère n'est point nuisible à ses intérêts. Si sa bouche est muette, il a des demi-sou-

rires, des mouvements de paupière, des regards, de petits haussements d'épaules qui témoignent de vastes pensées hermétiques. Que la sybille reste silencieuse sur son trépied, on connaît du moins de ses actes qui parlent pour elle. La veille de la promulgation de l'oukase de décembre, l'Empereur avait assemblé ses ministres pour le leur soumettre. Ils y lurent un article 3, qui annonçait que des « personnages élus » seraient invités « à prendre part aux délibérations législatives ». Tous, en bons serviteurs, approuvèrent. Witte se montra, s'étonna, parla, fit si bien l'avocat de l'autocratie, dont on allait ainsi compromettre le principe, que l'autocrate, sans excessif chagrin, supprima le paragraphe dont s'alarmait le président du Comité des ministres. Il n'est rien qui demeure secret, même en Russie. Des collègues content la scène. Des libéraux s'inquiètent, courent chez Witte : « Eh! quoi, n'êtes-vous plus des nôtres? » Mais lui, d'un doux murmure :

— Laissez faire. On vous trompait. On ne vous donnait rien, tout en ayant l'air de vous promettre beaucoup. Mieux vaut rien qu'une apparence de réforme. Patientez, vous aurez la réforme totale. »

Quelques jours après, c'était l'heure pour le Comité des ministres d'entreprendre la mise en œuvre de la pensée impériale. M. Witte fait venir un éminent libéral et lui demande ses conseils et sa collaboration. Il trouve un homme plein de réserve; il insiste, mais en prenant grand soin de ne pas se découvrir soi-même : « Ce n'est pas pour moi que je parle, disait-il; il ne s'agit pas de mes convictions personnelles; ce que je pense n'a rien à faire ici, j'agis sur les instructions de l'Empereur, etc. » Le libéral enfin se récuse définitivement; mais Witte, dans un dernier effort, insinue avec bonhomie :

— Voyons! il s'agit d'atteindre un certain terme; nous n'avons pas le choix de la route, et, sur celle-ci, impos-

sible d'installer un chemin de fer; nous voilà grimpés dans un chariot traîné par des chevaux; eh bien, allez-vous nous refuser de pousser à la roue ?

Le libéral, qui est fin, répliqua :

— Si le chemin est si mauvais, prenez-en un autre.

Il partit. Ils avaient causé une heure. Que pensait Witte ? Il se le demande encore.

Par cette attitude expectante, par ces exercices d'équilibre, M. Witte a le propos de se conserver intact pour une action imprévue. Il n'est plus intact. En ménageant tous les partis afin de n'en mécontenter aucun, il se les est tous aliénés, et tous le renient. Les libéraux étaient prêts à s'appuyer sur lui ; ils ne lui pardonnent pas son abstention systématique dans un conflit qu'ils jugent décisif. Il a laissé passer l'heure, disent-ils; qui n'est pas avec nous est contre nous; comment faire confiance à un homme qui aura attendu le destin de la bataille pour aller vers la victoire? Et comme je demandais un jour à un représentant important du parti : « Ne le voudriez-vous pas pour chef?

— Jamais, fit-il, jamais nous n'accepterons Witte, qui s'est volontairement discrédité ! »

A la cour, mêmes défiances, même aversion. On redoute Witte, mais cependant moins pour son énergie que pour la hardiesse de son programme de réformes. On y garde encore l'impression des basses intrigues de Plœhve, et l'on cite ce mot de Trépov :

— Qu'on me laisse perquisitionner chez Witte, et le calme reviendra vite.

Propos absurde sans doute, qui peut-être ne fut jamais prononcé, et qu'il faut restituer dans les temps étranges où il fut prêté au général. Pourtant n'y eut-il pas un jour de février, où le bruit courut que l'on avait en effet perquisitionné la nuit précédente à Kamennoostrovski? Ne se trouva-t-il pas des gens pour se laisser prendre à ce

conte ridicule, un correspondant de journal pour le télégraphier à Paris?

Voici donc un homme public, qui, pendant douze ans, occupa le pouvoir, accomplit des actes, pratiqua un certain système ; éclate dans l'Etat une grande crise nationale, politique et sociale; de sa conduite passée, ses concitoyens ne peuvent-ils inférer son sentiment présent?... Ils l'appellent le sphinx; pour se faire une opinion sur lui, ils guettent les commérages ; nul ne le revendique, mais chacun fait de son silence un argument contre l'adversaire! Il est de subtils politiques dont l'adresse est de se donner pour les amis de chacun; celui-ci est d'une espèce différente : tous se le croient ennemi. Un seul point sur lequel ils s'accordent : le grand zèle qu'ils lui supposent pour ses propres intérêts; et la seule prédiction qu'ils risquent, c'est que son action future ne les compromettra point. Ils oublient cependant que, dans l'affaire d'Orient, il ne s'inquiéta pas de les ménager.

Que les uns et les autres observent avec plus de soin le visage politique de M. Witte, ils s'épargneront des méprises et des surprises. En premier lieu, ils constateront qu'en dépit de son action publique et de ses efforts pour briser le fol élan guerrier de la Russie vers l'Orient, M. Witte n'a d'européen que le langage et les façons. De l'Occident, il n'a ni le goût, ni le sens, ni la connaissance sérieuse. Son esprit est compréhensif et large; mais, de trop bonne heure, il fut l'un des instruments avant de devenir l'un des maîtres de la bureaucratie, pour y avoir acquis le commerce des idées modernes et le sentiment de la force populaire. La bureaucratie russe est une mauvaise école d'activité pratique et de notions précises. Ni son éducation, ni sa carrière, ni la nature de son esprit ne l'ont tourné vers nos coutumes de libre examen, et ne l'ont disposé à apprécier notre abondance critique. Ne raison-

nons point des Slaves comme nous faisons des Germains, des Saxons ou des Latins. Notre vieille Europe les étonne et ne les attire pas toujours. Ils viennent d'Asie; ils sont lents, frivoles et astucieux; notre hâte de vivre les rebute un peu, notre besoin de réalisations les inquiète, et ils ne comprennent rien à notre respect de la personne humaine. M. Witte est Slave; il n'a vu l'Europe que par les portières des wagons; quand il a causé avec des Européens, ce n'était pas pour s'instruire de leurs méthodes, mais pour appliquer les siennes au succès de ses combinaisons politiques. S'il a eu l'ambition, non de restaurer la puissance asiatique des tsars, mais d'ouvrir à la Russie les marchés de l'Asie, il n'a pas négligé pour cela de la pousser dans le concert occidental, parce qu'il y voyait se mouvoir des activités qui plaisaient à son esprit agile, et qu'il discernait que la jeune force de sa patrie y pourrait prendre un rôle important; mais s'il projeta qu'elle s'y assurât la place qui lui revenait, il préparait au figuré l'invasion slave de l'Europe, non l'absorption du slavisme par le vieux monde.

Il est autoritaire et impérieux, il a l'habitude et l'amour du commandement, il a laissé dans l'administration le renom d'un maître inflexible; c'est à l'autocratie qu'il doit son prestige. C'est d'elle aussi qu'il attend ses revanches. Ce dominateur qui n'a pu se tenir de rudoyer son empereur, croyez-vous, libéraux ingénus, qu'il va se prêter bénévolement aux palabres des Parlements, aux surprises et aux affronts des interpellations, aux enquêtes des commissions, aux combinaisons de couloirs, aux mille intrigues sournoises qu'exige le maniement des hommes? Et quand il sait qu'il n'est point orateur, ira-t-il affronter de gaieté de cœur les redoutables concurrences de la tribune? Il a mieux à faire que d'être chef de parti; il se souvient de Loris Mélikov, et il se plairait à jouer à son tour au dictateur. Allez au fond de lui, vous n'y trou-

verez que dédain pour les formes constitutionnelles et pour les artifices parlementaires. Qu'on l'appelle, il sera le ministre tout-puissant d'un souverain absolu : il penserait déchoir en devenant le chef d'une majorité, et si vous faites votre révolution, vous l'aurez faite sans lui et contre lui. Réjouissez-vous donc, conservateurs, cet homme-là est des vôtres, et la faute insigne, pour l'autocratie, alors qu'elle se désagrège et devrait tendre tous ses muscles pour un effort vigoureux, est de laisser sans emploi l'énergie et les capacités que voici.

Energie ne signifie point répression brutale. Tous ces excès cosaques auxquels s'abandonne le régime, M. Witte les déplore et les méprise. Nul doute que la dictature de Trépov lui apparaisse comme l'infaillible signe de la faiblesse du système, et qu'il compte les blessures de l'autocratie aux coups assénés sur l'opinion. Il n'entend pas ainsi l'action de gouvernement. Résister, sévir? Opérations aisées, tant qu'on a des soldats, des gouverneurs, et qui marchent. Autre chose est de désarmer ses adversaires en se fortifiant soi-même dans les consciences. C'est là justement le programme de M. Witte. Comment ne distinguerait-il point que le vaisseau est pourri, qu'il y faut des planches neuves, que l'heure n'est plus des simagrées, des vaines parades et des attitudes illusoires? La Russie demande des réalités. Ruinez par la base la révolte ouvrière, prévenez celle des paysans, que devient l'opposition libérale? Elle reste sans appui, négligeable pour un gouvernement en possession de la confiance de la masse.

Cette conception n'est pas nouvelle chez M. Witte. Ministre, il l'exposa jadis à l'Empereur; mais l'acte de précaution qu'il conseillait alors est devenu aujourd'hui pour lui l'œuvre urgente et salutaire. Précisément, dit-il, parce que vous êtes l'autorité et la souveraineté, sans responsabilité, sans contrôle et sans contrepoids, vous devez prendre garde au dépérissement, vous renouveler sans

cesse, et sans cesse restaurer en vous les forces usées. Ne laissez donc pas dire que vous êtes un insensible Bouddha accroupi dans son éternité. Allez au peuple, qui est votre appui. Faites des réformes, toutes les réformes compatibles avec votre statut. Négligez les intérêts particuliers, poids mort, et plongez hardiment dans les profondeurs de la nation. — Par là il se révèle « étatiste », et sa pensée voisine avec celle d'un Bismarck. Dans un rapport éclatant, il a fixé les points de la réforme agraire. Les paysans affamés manquent de terre, ils s'écrasent dans la communauté collectiviste du *mir*, l'acte émancipateur du 19 février 1861, qui alors les libéra, les étouffe aujourd'hui dans son enveloppe devenue trop étoite; M. Witte propose de lui donner son extension nécessaire, et il trace ce plan : réduire de plus en plus dans la législation les mesures strictement propres à la classe paysanne, la loi devant être faite pour tous; fonder le droit de propriété, non sur la communauté, mais sur l'individu; conserver l'institution du *mir* afin de ne pas contrarier brusquement les habitudes du paysan, mais enlever au *mir* son caractère obligatoire; procéder enfin à un nouveau partage de terres, devenu indispensable par la surcroissance de la population. Voilà pour le paysan. L'ouvrier a son tour. Que des lois de bonne foi règlent normalement ses rapports avec le patron; qu'un instrument légal lui permette de faire valoir ses revendications autrement que par des révoltes de violence; qu'un maximum soit fixé à la journée du travail; que soient prescrites dans les usines les mesures sanitaires exigées par la conservation de la race; que soit fondée l'assurance sur les accidents du travail, créées des retraites ouvrières; que l'ouvrier enfin trouve en Russie des conditions de vie équivalentes à celles que lui garantissent les pays industriels de l'Occident. Assurez à l'ouvrier sa dignité et sa vie, apaisez la faim du paysan, vous apaiserez en même

temps leur révolte. Ils se soucient bien de Constitution ! Ce sont les phraseurs qui ont confondu dans leur esprit la vie politique et la vie toute simple. Ils ne demandent qu'à vivre : d'un cœur sincère et d'une action vigoureuse, apportez-leur votre aide efficace. C'est pour vous le salut, ou du moins l'étape.

Ainsi raisonne-t-il. Sans doute, il eut raison naguère; peut-être la fuite des heures et l'accumulation des faits lui ont-elles déjà donné tort. A cause de cet esprit d'entreprise et de réforme, les libéraux ont pu se faire illusion sur M. Witte; par là aussi, il a gagné la défiance des conservateurs, effrayés de si vastes entreprises. Mais désormais suspect aux libéraux qui redoutent en lui un dictateur, suspect aux conservateurs hantés par le cheval de Troie, suspect à Nicolas qui craint un maître, suspect à tous par son ambition, M. Witte, potentat déchu, trône solitaire dans sa disgrâce, et, frémissant, fiévreux de désirs et de rancunes, impatient d'action, il attend sans résignation le moment où il agréera à l'hostile volonté du souverain de le rappeler au service de sa cause.

Pour l'instant, cette disgrâce est complète. On crut un jour que le destin allait reprendre par la main cet homme qui avait été son favori : ce fut lorsqu'une vie artificielle fut infusée au Comité des ministres, jusqu'à ce jour organe inemployé de l'État, et qu'on lui confia la mise à exécution du rescrit de décembre. L'autocratie réformait, et Witte était le réformateur! Signe certain d'une dignité plus haute. Et l'on se confiait que le poste de chancelier serait institué à son profit. Chimère! il n'y avait que du vent dans le rescrit, et à Witte l'on ordonnait de gonfler ses joues pour maintenir la bulle irisée! L'opinion mit du temps à s'en apercevoir. C'est à sa porte que les Dix ont l'ingénuité d'aller frapper, la veille du terrible 9 janvier. On l'accuse de mauvais vouloir et d'astuce, alors qu'il frémit de son impuissance. Un soir d'hiver, devant quel-

qu'un qui le poussait un peu, une déchirure creva soudain son enveloppe d'impassibilité, et, d'une voix coléreuse, il fit :

— Est-ce que vous pensez que l'on me mette au courant de ce qu'on fait? Croyez-vous que l'on m'ait consulté pour nommer Trépov! »

Depuis le 22 janvier 1902, il présidait une commission chargée d'étudier la question agraire : brusquement, sans raison, en avril dernier, elle est dissoute, et, comme pour mieux marquer la défaveur, on reconstitue immédiatement une commission nouvelle avec le même programme, mais sous la présidence du réactionnaire Gorémykine. Peu de jours après, c'est le tour de la commission scolaire, que présidait aussi Witte. Le 18 février, Nicolas publie son rescrit; à son élaboration, Witte, président du Comité des ministres, ancien ministre de l'Empereur défunt, n'a aucune part. Est-ce ce Comité, ainsi qu'il semble normal, qui va mettre en action ce rescrit? C'est une commission spéciale dont M. Bouliguine sera le président et l'ordonnateur.

Comment cet homme d'Etat, en pleine force de l'âge, en pleine production de travail, conscient des services qu'il peut rendre dans une crise redoutable, spectateur impuissant de fautes répétées, subirait-il sans colère son injuste déchéance? Nicolas, tout entier à l'allégresse rancunière d'avoir secoué une domination trop rude, prend soin d'aggraver dans la forme son insistante défaveur; par brusques poussées, il fait redescendre à M. Witte et à son Comité des ministres les degrés gravis d'un coup, il y a six mois, en une heure d'impérial caprice, pour les ramener à l'inutilité ancienne de leurs fonctions décoratives. Bien des fois, Witte offrit sa démission : on ne daigna pas l'agréer. Il semble que l'humiliation du ministre soit encore un mode de sa servitude, et que, dans la crainte de le jeter dans l'opposition, on le retienne

au palais autocratique en un poste magnifique de dignitaire sans prestige et de conseiller que l'on ne consulte pas. Ainsi l'on enchaîne sa critique et l'on décuple ses responsabilités pour le jour chimérique où il sera permis à Trépov de prouver qu'il est de la conspiration libérale.

Witte pourtant fut la première dupe de la comédie du rescrit de décembre. Le lendemain, avec une fièvre heureuse, il s'était mis à l'œuvre ; il multiplie les séances, bouscule, harcèle, harasse ses collègues, accoutumés à une moindre précipitation, accumule les rapports, distribue l'ouvrage entre les commissions, se jette avec son énergie ordinaire dans un labeur précipité. N'était-ce point la fortune qui revenait, et ne brassait-il pas de ses mains les revanches souhaitées ?

Après six mois écoulés, quel résultat de son effort ? Cette œuvre fut vaine, et les libéraux ne se trompaient pas. Sur la route embourbée, M. Witte n'a pas poussé très loin ce chariot au secours duquel il sollicitait les bonnes volontés. Dès les premiers pas, on lui fit un petit signe d'intelligence, et il comprit que l'on était au théâtre. Ou bien les réformes du Comité et des commissions se bornèrent à des apparences, ou bien l'on affecta d'ignorer leurs décisions. On avait arrêté — avec la ratification impériale — que l'élaboration des lois serait soustraite au caprice ministériel, que nul texte n'aurait de valeur légale qu'à la condition d'avoir été soumis, selon la règle, au Conseil de l'Empire, discuté et approuvé par lui ; que les mesures exceptionnelles, ramenées aux cas d'absolue nécessité, délibérées par le Comité des ministres, seraient subordonnées à la ratification du Sénat ; que la loi ayant pour caractère essentiel d'être égale pour tous et permanente, la validité des lois temporaires édictées dans le passé devrait être strictement bornée à la période pour laquelle elles avaient été faites ; que la responsabilité des

fonctionnaires deviendrait effective par l'application de peines disciplinaires et l'exercice de poursuites civiles et correctionnelles ; que les grands pouvoirs de l'Etat, Sénat et Conseil de l'Empire, seraient restitués dans leur vérité originelle et fondamentale, etc. Le Comité des ministres avait stipulé ces choses. Est-ce un rêve? Où sommes-nous, pour qu'il soit nécessaire de rappeler officiellement ces principes fondamentaux de tout régime de civilisés, et pour qu'un tel rappel prenne les apparences d'une révolution? Pourtant, de ces décisions, dont le timide objet se bornait à tenter la restauration du principe gouvernemental et à rendre la vie aux organismes faussés de l'autocratie, *pas une ne reçut un commencement d'exécution.* Nonobstant la signature impériale, il fut sans délai avéré que les ministres considéraient toutes ces palabres comme jeux sans conséquence. Celui de l'Intérieur continue de faire signer à l'Empereur des papiers qui prennent force de loi; les mesures exceptionnelles, avec Trépov, se multiplient, sans avis du Sénat; les lois temporaires ne cessent pas d'avoir leur pleine efficacité; pas plus que jadis, on ne demande compte à nul tchinovnik de l'arbitraire qu'il produit en abondance; enfin l'on se rira de vous, si vous sollicitez quelque lumière sur la réorganisation du Sénat ou du Conseil de l'Empire.

Autre réforme : le 25 janvier/7 février, le Comité des ministres médite sur la question religieuse. Distinguant, parmi les règles qui limitent le libre exercice des différents cultes, celles qui ont un caractère strictement religieux des mesures politiques où la religion n'est que le prétexte, il promulgue, par l'immédiate abolition des premières, la liberté de la croyance, et invite le Saint-Synode à proposer sans retard la grâce de toutes les personnes qu'elles ont atteintes. Quant aux secondes, il les déclare caduques, si elles ne sont régulières et légales, et il prescrit aux divers départements ministériels d'éla-

borer les projets de lois destinés à réglementer la matière dans le délai de trois mois.

Par cette seconde formule, ce sont les cinq millions de Juifs que l'on entend désigner, sans oser les nommer. Ils sont des parias dans l'Empire. Interdiction de séjourner ailleurs que dans les dix provinces de Pologne et les quinze gouvernements du sud-ouest; à l'intérieur de ces provinces, interdiction de séjourner dans les villages; s'ils sont en nombre dans un bourg et qu'on les y trouve gênants, un arrêté du gouverneur proclame village le bourg, et incontinent les Juifs doivent s'égrener sur les routes, en quête de quelque gîte où provisoirement ils ne soient point traqués; interdiction d'acheter ou de louer des terres; interdiction de changer de résidence sans autorisation; interdiction d'entrer à leur gré dans les écoles, gymnases ou universités (on tolère 3 0/0 de Juifs dans celles des deux capitales, de 5 à 10 0/0 dans les autres centres); interdiction d'entrer au barreau dans une proportion supérieure à 10 0/0; interdiction de participer, comme électeurs ou élus, aux élections des doumas et des zemstvos, si bien que des villes comme Berditchev, peuplée de 80 0/0 de Juifs, comme Bélostok, presque tout entière juive, sont administrées par des conseils municipaux pris dans la petite minorité bien pensante; interdiction d'avoir, sauf autorisation spéciale, des domestiques ou employés chrétiens; interdiction de... on ne compte plus les interdictions; le Juif ne connaît du pouvoir que ses gendarmes, et sa vie même est une tolérance. De temps à autre, il y a des expulsions en masse, et, pour varier, des massacres. Alexandre II avait adouci sa peine; Alexandre III et Nicolas II la renforcent. Tout enfant juif instruit dans une école chrétienne est considéré comme ayant abjuré sa religion. Le juif est frappé de taxes spéciales. Taxe spéciale pour le costume juif : c'est cinq roubles pour la calotte. Taxes sur les bougies du

sabbat, sur les bêtes tuées selon le rite israélite. Le juif ou la juive qui se fait baptiser a le droit de divorcer, sans autre formalité, avec son conjoint israélite. Etc...

Witte et le Comité des ministres vont-ils donc affranchir cet esclave, redresser cet ilote? Ils se bornent à lui permettre d'acquérir des forêts en dehors de sa zone de séjour, et à deux ou trois autorisations analogues. C'est tout. Voilà pour le Juif.

Pour les Vieux-Croyants, on va plus loin. C'est qu'ici on a un intérêt majeur. Les Vieux-Croyants, riches marchands, détiennent à eux seuls la plus grande partie de la fortune liquide de la Russie, et présentement l'on a besoin d'argent. Les Vieux-Croyants, schismatiques de l'orthodoxie depuis 1654, au temps d'Alexis Mikhaïlovitch, second des Romanov, se distinguent des orthodoxes, dont ils partagent tous les dogmes, en ce qu'ils refusèrent alors d'adhérer à la réforme du patriarche Nicon, d'accepter les corrections des textes sacrés, altérés par les erreurs des copistes, et de pratiquer leur foi selon les rites réformés. Imaginons accomplie chez nous la réforme de l'orthographe, et l'Académie mise au ban de la la société pour s'obstiner à écrire « asphodèle » avec un *ph*, voilà le crime des Vieux-Croyants. D'abord chassés du royaume de Moscou, les Vieux-Croyants obtinrent plus tard de séjourner partout en Russie, mais sans droits : jusqu'à hier, ils risquaient l'expulsion, l'emprisonnement, la déportation, à célébrer seulement leur culte; leurs chapelles étaient fermées; leurs mariages étaient des concubinages, leurs enfants des bâtards, leurs héritages des usurpations, et, pendant deux siècles, ils subirent sans répit la persécution acharnée de l'orthodoxie et du Saint-Synode. Comme l'Empire souffre, que les caisses sont vides, qu'ils ont promis une contribution puissante aux frais de la guerre, un rescrit du 16/29 avril les rend à la vie sociale. L'État

daigne les reconnaître officiellement, reconnaître leurs prêtres, leurs mariages, leurs enfants. Qu'ils rouvrent donc leurs églises, ainsi qu'il agrée à la magnanimité impériale; et, doublant le prix de ses faveurs, l'Empereur délègue à Moscou son aide-de-camp, le prince Galitzine, et le comte Chérémétiev, pour en notifier la bonne nouvelle : les Vieux-Croyants se pressent dans leurs temples, se couchent sur les dalles, et pleurent de joie en bénissant le généreux souverain.

La liberté rendue ou vendue aux Vieux-Croyants, c'est l'unique réforme sérieuse qui, en six mois, ait jailli du rescrit de décembre. N'incriminons point M. Witte pour cette faillite des promesses impériales. Witte ne peut rien, son Comité est un décor. La réalité, c'est une bureaucratie obstinée et avide; l'omnipotence est aux mains d'un gouvernement anonyme qui se croit déshonoré s'il écoute l'opinion, et perdu s'il sert la loi. Après une période d'apparente activité, ces multiples commissions qu'il a créées, Kobéko, Sabourov, Ignatiev, etc..., sont doucement tombées dans un sommeil annonciateur de la mort. Impuissantes par elles-mêmes, vers quel but iraient-elles, alors qu'on les a dirigées vers le néant? Aussi bien elles ont laissé passer l'heure. Que disent les membres de la Commission Kokovtsev dès leur première séance? Qu'ils se considèrent « comme chargés seulement d'un travail préparatoire, et qu'il appartiendra à l'Assemblée nationale de statuer sur leurs propositions ». Et le ministre Kokovtsev concède que leur scrupule est légitime et qu'en effet c'est à la future assemblée de juger en dernier ressort.

M. Kokovtsev et ses commissaires ont prononcé sur les entreprises du Comité des ministres et des commissions la parole de vérité. Sincèrement élaborée, l'œuvre indiquée par le rescrit de décembre pouvait être, dans une

certaine mesure, efficace; le soir du 18 février/3 mars, même consciencieuse et loyale, elle devenait caduque. A l'instant où, reconnaissant les difficultés intérieures, l'autocratie se décidait à en référer à la nation, l'heure était à la nation et le travail commencé devenait vain. Chacun le reconnaît, chacun le crie au gouvernement; le *Novoié Vrémia* lui-même proclame l'impuissance des commissions, et avertit le pouvoir que son obstination à se servir d'elles contre l'opinion n'aura d'autre résultat que de le faire accuser d'intentions dilatoires à l'égard de l'unique et de l'impérieuse réforme : la convocation de l'Assemblée nationale. Si l'on dédaigne les avertissements des zemstvos, le *Novoié Vrémia* aussi sera-t-il suspect?

O Witte! vous voyez ainsi s'écrouler pierre à pierre l'espoir que vous aviez conçu peut-être de reprendre un rôle dans l'État... L'œuvre à laquelle il s'est attaché meurt sans être née. Solitaire, il attend le destin. S'il était possible d'appliquer à ce gouvernement les méthodes de la logique, on annoncerait avec certitude l'événement de demain. Le jour viendra, la circonstance se présentera, où l'autocratie, acculée et à bout, désespérant d'elle-même et de la fortune, aura besoin d'un homme. Elle voudra se prolonger, se sauver s'il en est temps, elle voudra vivre. Cet homme est là, qui guette son signe pour la saisir au cou, à l'instant de la plongée. Seul il la comprend, seul il saura la servir, parce qu'il attend d'elle beaucoup, et que leur sort est lié. Il la délivrera de son archaïsme; il secouera la poussière de marbre que les siècles ont déposée sur ses membres perclus; il la rejettera dans la vie. Par lui, s'il est possible, l'autocratie, adaptée aux conditions des sociétés modernes, deviendra un système vivant, homogène et rationnel, et donnera l'illusion qu'elle peut être un régime populaire. Qu'elle ne redoute pas qu'il lui fasse courir l'aventure de la liberté. Cet homme n'est point un discuteur; c'est un

autoritaire, qui n'admet de la liberté que celle qu'il pratique ou qu'il concède ; l'Empereur certes sera son premier sujet, mais pour ce front souverain le ministre cueillera des lauriers : il se sent désigné pour être le hautain chancelier d'une monarchie forte, et lui donnera un zèle d'autant plus ardent qu'il en espère plus de prestige. Voilà sans doute les sujets de sa méditation. Mais l'heure s'avance, et peut-être est-elle passée...[1]

1. Fixons, à l'usage des Français, la phonétique du nom de M. Witte. Il se prononce *Vité*, en accentuant l'*é* final, et non pas *Ouitt*, comme on l'entend souvent prononcer.

XX

PAROLES D'UN HOMME D'ÉTAT

Ami du prince Mirsky. — La circonspection des gens en place. — Les deux routes. — Réprimer. — Agir. — La Constitution. — Le paysan électeur. — De la terre! — L'avantage de l'Etat. — L'Assemblée nationale. — Résistance ou ab lication. — Où sont les conservateurs? — Flirt socialiste. — La licence. — Qu'en pense l'Empereur? — Situation paradoxale.

Dans le petit salon mauresque d'une maison amie, en attendant l'heure du souper, un personnage important, qui tire de petites cigarettes blondes d'un étui d'argent semé, à la mode russe, de blasons et de chiffres d'or, parle librement de la situation de l'Empire.

La réunion est intime. Les maîtres de maison y ont tout juste convié leur éminent ami, et moi quatrième. C'est peu de temps après le drame du Kremlin, qui a étendu dans la neige le cadavre du grand-duc Serge. L'autocratie, qui n'était pas encore remise de la violente alerte du 9/22 janvier, commençait seulement à chercher sa direction, au moment où ce coup nouveau la replongea dans le trouble et l'angoisse.

Cet hôte de marque s'exprime avec une abondante aisance. S'il m'est permis de rapporter ses propos, je n'ai point la liberté de découvrir son nom. C'est celui d'un

homme qui, ayant brillé, jeune encore, dans les hautes charges de l'Etat, connaissant bien l'esprit public en Russie pour y avoir gouverné des provinces, participe directement à la vie gouvernementale et y apporte, avec un grand respect de la tradition, un sens très vif des nécessités modernes. Il n'est pas ministre, mais presque. Initié depuis peu aux secrets de l'Etat, ayant été jusqu'à ce jour un agent d'exécution, ordonnant aujourd'hui, il est le témoin récent des incertitudes et des flottements de ceux qui gouvernent, et ne les constate pas sans quelque déception. Conservateur par destination, puisqu'il fait le quart sur le navire de l'autocratie, il est de ces conservateurs réformistes que la politique du prince Mirsky a fait jaillir de tous les centres nerveux de l'administration impériale. Sans doute, il n'agrée point toutes les hardiesses ou toutes les faiblesses du prince son ami, de qui il dit néanmoins qn'il fut « un événement historique nécessaire » ; mais, comme il est d'esprit compréhensif et souple, comme il a vu la faillite des méthodes de Plœhwe et compris l'insuffisance et le vide de la politique réactionnaire, ce *vir novus*, le jour où il aura la complète direction et la pleine responsabilité du pouvoir, est homme à trouver et à donner à son pays, si l'autocratie n'a pas alors déjà fléchi, la politique à la fois libérale et traditionnelle qui lui assurerait une prolongation d'existence.

Si familier que soit son entretien, cet homme d'Etat est, par tempérament, de langage prudent et circonspect. Dans « ces jours », on agit fort en Russie, mais les gens en place, insoucieux de se compromettre, ne parlent qu'à bon escient. C'est chez eux une conjuration de silence. Ni les réactionnaires, incertains du lendemain, ne se hâtent de formuler l'irréparable ; ni les autres, que charme au fond la sirène libérale, n'ont de goût pour les attitudes décisives. Ils sentent le péril de gauche aussi bien que celui de droite, et se gardent de se compromettre

dans la bataille. On tend une oreille vers Tsarskoé-Sélo, une autre vers les voix populaires; on demeure coi dans le grand mystère du palais impérial, et tout le personnel gouvernemental, dans l'attente du signal qui en partira quelque jour, se recueille et se prépare. Que d'aventure quelqu'un consente à causer, il faut l'écouter avec attention et savoir interpréter ce qu'il laisse échapper. Je me persuade que ce petit préambule n'était point inutile avant que je cède la parole à qui, ce soir-là, mesurait devant des amis de précautionneuses confidences.

— Enfin, demandait la maîtresse de céans, il est impossible que nous continuions à vivre comme nous faisons depuis cinq mois. Que va faire le gouvernement?

— Eh! qui le sait? fit l'homme d'État, en lançant vers la lanterne de cuivre ajouré la fumée de sa cigarette. Le gouvernement, ou du moins ce que l'on appelle de ce nom, n'en sait rien lui-même. Il espère le miracle de la révélation de salut, il attend la direction d'en haut; mais le miracle tarde au rendez-vous, et la direction suprême ne se presse pas de se manifester. Je comprends que l'on hésite. Il y a deux partis à prendre. On peut réprimer. Cela consiste à donner un tour de vis aux rouages de la police, à mettre des gens en prison, à fermer les journaux, à interdire les assemblées, à pousser l'épée aux reins les ouvriers dans leurs ateliers déserts, à montrer aux zemstvos qu'on est de taille à se mesurer avec eux, à frapper tous ceux qui s'associent à des démarches ou à des résolutions désagréables au gouvernement.

« N'est-ce pas le parti le plus simple, le plus naturel, le plus humain? Quand vous recevez un coup, votre premier mouvement n'est-il pas de le rendre? L'autocratie, depuis six mois, est battue en brèche; hier, elle a été atteinte avec brutalité par le meurtre d'un oncle de l'Empereur; si elle veut se venger, elle dispose pour cela de moyens multiples et variés. Elle le peut. Elle a un

exécuteur zélé et prompt dans la personne du général Trépov, à qui, je vous l'accorde, je ne confierais pas le gouvernement de l'Etat, mais dont l'âme policière et la solide poigne sont des instruments remarquables pour une pareille entreprise. Mais cette réplique, en dépit de l'apparence, est aussi celle qui suppose le moins d'énergie. Je dis plus : elle en suppose d'autant moins qu'elle sera plus vigoureuse. Il suffit d'un ordre à donner : à tous les degrés de la hiérarchie, cet ordre tombera sur des agents très empressés à l'exécuter en conscience, et plus il sera brutal, plus il trahira de doute sur l'efficacité des moyens normaux et du jeu ordinaire des institutions.

« Le second parti qui s'offre est celui de l'action. Oui, le gouvernement peut avoir la volonté d'agir — je veux dire dans le sens où le poussent les circonstances historiques où nous sommes — et de désarmer ainsi les forces d'opposition en affermissant son propre pouvoir. Mais ici commencent les vraies difficultés.

« Qu'est-ce qu'agir? C'est évidemment accorder des réformes organiques, ausculter le corps de la nation, y discerner les parties malades, appliquer avec sûreté les remèdes nécessaires. Quelles réformes, quels remèdes? C'est une matière très grave, très délicate, très périlleuse, où la moindre démarche est décisive, où la moindre erreur est irréparable. Il faut vouloir, et c'est la chose la plus difficile qu'il y ait au monde; et non seulement vouloir, mais savoir ce que l'on veut et comment on le veut. Aller de l'avant, c'est bien vite dit; mais dans quel sens doit-on se diriger, jusqu'où veut-on et peut-on aller, à quelle limite précise entend-on s'arrêter?... Pour une telle œuvre, il faut de la réflexion, une hardiesse circonspecte, surtout de la décision. Mais où est-elle, la décision? Je vois des gens prudents, mais seulement dans la faiblesse; je vois aussi des gens audacieux, mais seulement dans la violence. Qui, dans le gouvernement, sera à

la fois l'homme habile, l'homme juste, l'homme fort? Qui déterminera aujourd'hui la direction nouvelle et le point suprême au delà duquel il ne cédera rien?... »

Ces choses lucides étaient dites avec une élégante nonchalance, et l'homme d'État indiquait en souriant toutes ces difficultés gouvernementales, d'une voix qui semblait les caresser plus qu'elle ne les accusait.

— Si l'on songe, dis-je, à des réformes organiques, l'essentielle, pour ne pas dire l'unique, c'est la Constitution?

— Sans doute, c'est la Constitution. Mais voilà un mot à la fois bien précis et bien vide. J'attends encore que les libéraux nous donnent un programme et nous disent de quelle manière ils entendent accorder les données que suppose le problème constitutionnel. Quelle Constitution veut-on? Ou plutôt, quelle acceptera-t-on? Il y a la Constitution française, l'anglaise, l'allemande. Les Japonais ont aussi une Constitution, qui ne ressemble à aucune de celles-là. Laquelle choisir? Laquelle inventer? Mais passons. Prenons l'idée constitutionnelle dans son sens fondamental, c'est-à-dire en ce qu'elle implique un Parlement élu. La théorie est séduisante ; mais il faut considérer la réalisation. Or, la Russie, peuple immense, où 85 °/₀ de paysans incultes composent une masse énorme, numériquement écrasante, peuple hétérogène, formé de races multiples, n'est assimilable à nul autre pays européen. Vous, moi, nous serons bien capables d'élire un député et de nous faire représenter au Parlement en conformité de nos préférences ou de nos intérêts ; mais ce paysan? Ce paysan ignorant et fruste, sur quoi déterminera-t-il son choix? Dès lors, est-il possible de donner à la Russie une Constitution qui ne serait que l'instrument particulier d'une fraction tout à fait restreinte de la nation, et un Parlement où ne siégeraient que les représentants de ceux que nous appelons les intellectuels? »

On fit observer que les paysans trouveraient à coup sûr, dans chaque district, un homme, avocat, médecin, noble, propriétaire, capable de faire un représentant très convenable.

— Oui, ils le trouveront, cet homme-là. Et ils le nommeront au petit bonheur, non parce qu'il connaîtra leurs besoins et saura exprimer leurs pensées, mais tout simplement parce qu'il sera le lettré devant le rang duquel on s'incline, ou le personnage qui a rendu des services. Et ainsi les paysans, c'est-à-dire la grande majorité de la nation, auront bien des députés, mais ils ne seront pas effectivement représentés.

— Excellence, dis-je, pensez-vous donc que le paysan français, ou l'anglais, ne se laisse pas déterminer autant, sinon davantage, par la personne du candidat que par ses idées?

— Peut-être. En tout cas, le nôtre est certainement moins développé que le vôtre; il n'y a pas de représentation sérieuse sans critique réfléchie et volonté consciente de la part de l'électeur, et un Parlement dont les idées maîtresses et la politique fondamentale n'auraient pas leurs racines dans le corps électoral et ne s'appuieraient pas sur l'adhésion explicite du suffrage populaire, ne serait pas autre chose qu'une oligarchie. Y voyez-vous beaucoup d'avantages sur l'autocratie?

« C'est aussi une question de savoir si le paysan russe la désire, cette Constitution que nos intellectuels réclament en son nom, et que les ouvriers, répétant les phrases des intellectuels, exigent à leur tour. Eh bien, je suis convaincu que non seulement il y est fort indifférent, mais que, consulté, il ne comprendrait pas ce qu'on lui propose. Que demande-t-il? Ce que l'homme de la terre demande dans tous les pays du monde, ce qui lui manque le plus chez nous, ce que votre admirable Zola a si bien exprimé... de la terre! De la terre, il ne souhaite pas

autre chose, parce que la terre, c'est toute sa vie et toute sa passion. Au fond, quelles que soient les agitations apparentes, il n'y a pas chez nous d'autre question vitale que celle-là. Que l'autocratie donne au paysan la terre dont il a besoin, il sera content et n'écoutera guère ceux qui lui parleront ensuite de Constitution. La question agraire sera résolue quelque jour, c'est indubitable. Elle sera résolue par l'autocrate : le paysan le sait, et il attend tout de l'autocratie, non d'un régime parlementaire qui, en soi, ne comporte pour lui aucun bien réel. Ainsi considéré, vous voyez bien que le problème constitutionnel est beaucoup moins pressant qu'il ne le semble, et qu'il n'exprime en aucune manière un besoin profond et national. J'entends bien que l'opinion des intellectuels n'est pas négligeable, et qu'il n'est pas permis à un gouvernement juste de dédaigner l'appel d'une importante fraction de la nation, si elle en représente surtout les éléments les plus cultivés et les plus conscients. Mais vous m'accorderez aussi que tout gouvernement a un droit de défense, et que, s'il n'est pas acceptable que ce droit s'exerce contrairement au vœu de l'opinion nationale, il est légitime qu'il s'appuie sur la majorité du peuple. Vous comprendrez alors que l'État recule devant une aventure qui, brisant brutalement la tradition autocratique, ne lui assurerait point en échange auprès de la masse populaire le crédit dont il a besoin, et qu'il obtiendra aisément sans être contraint de promulguer sa propre déchéance. »

Nous écoutions ces critiques balancées, qui successivement, avec des grâces de dilettantisme, crevaient de leurs chiquenaudes le ballon gouvernemental et le ballon constitutionnel, et nous attendions que, du néant où il s'installait, notre interlocuteur fît surgir la construction de ses rêves : nous attendîmes en vain. Presque simultanément nous fîmes cette objection :

— Mais enfin il faut bien pourtant que le gouvernement fasse quelque chose. Conservateurs et radicaux sont là-dessus d'accord. La vie de l'État est anormale. Que ne consulte-t-on la nation par le moyen d'une assemblée élue ou d'un Zemski sobor?

— Et que lui demandera-t-on au Zemski sobor? Que dira-t-il? Je vois que la question est discutée par toute la presse, et je m'en réjouis, car il est excellent d'accoutumer les esprits à réfléchir et de leur poser des problèmes. Je vois aussi que nous nous acheminons vers cette assemblée et que la sanction impériale ne tardera plus beaucoup (ceci se passait peu de jours avant la publication du rescrit). Mais il faudrait s'entendre. Le Zemski sobor est une certaine chose, et, si je comprends bien, c'est une autre chose que l'on réclame. Le Zemski sobor est une institution de caractère strictement autocratique; son rôle fut purement consultatif et ses avis n'engagèrent jamais le souverain, ou plutôt on s'arrangea de telle sorte que le sobor formulât toujours son opinion dans le sens souhaité. C'était le temps idyllique.

« Est-ce un pareil sobor dont on exige la convocation? Non sans doute. Cette fois il ne s'agit plus pour le tsar de poser librement une question déterminée aux députés de la terre russe et d'écouter la réponse qu'on leur aura enseignée, mais d'accepter en quelque sorte la sommation d'un parti qui se propose de formuler en assemblée nationale ses cahiers de revendications; on ne parle pas de réunir un concile d'enregistrement, mais d'enregistrer au contraire les volontés de ce concile. Dès lors, ce n'est plus un Zemski sobor que l'on requiert, c'est une Constituante. Ne parlons donc plus du sobor, et, pour la Constituante, revenons aux arguments que je faisais valoir tout à l'heure. Je ne sais pas si l'on a pensé à ces choses, mais les vraies difficultés pour l'autocratie commenceront au moment où elle aura résolu la convocation de

l'Assemblée nationale. Elle aura à choisir entre la résistance et la soumission. La résistance sera devenue bien malaisée, et la soumission bien douloureuse... »

L'homme d'État s'était levé, et maintenant, toujours souriant, toujours poussant la fumée de ses minuscules cigarettes, il marchait à travers le grand salon voisin.

— Ah! fit-il, je ne conteste pas que la situation soit difficile, pour ne pas dire dangereuse. Je vous montre seulement l'embarras d'un gouvernement qui, de quelque côté qu'il se tourne, se heurte à des périls. Réprimer? A quoi bon? Refondre l'organisme? C'est bien grave. Pourtant la stagnation est impossible. Alors?...

Il se tourna soudain vers moi, et, avec un mouvement en avant de tout le corps, il dit :

— Et le plus inquiétant, voulez-vous que je vous le dise, c'est ce fait paradoxal : *qu'il n'y a plus chez nous de vrai parti conservateur*. Les seuls vrais conservateurs, ce sont les gens du gouvernement, qui, sans doute, sont très désintéressés et n'agissent que pour ce qu'ils croient en conscience être le bien de l'État, mais qui tout de même, parce qu'ils sont en place, ont l'air « de gens qui défendent leurs petits intérêts ». S'ils regardent autour d'eux, ils n'y trouvent que des hommes ardents à la critique, et nulle part un groupe solide, imperméable, qui le défende courageusement contre la propagande libérale. Ils n'ont même pas, dans la presse, d'organe sérieux et fort. Des journaux comme *la Gazette de Moscou* les compromettent par la stupide intransigeance de leur orthodoxie et l'étroitesse de leurs formules sauvages; et le *Novoié Vrémia* ne les suit que pour leur administrer des coups de bâton. Partout c'est à qui cédera le plus et évitera de se donner l'apparence d'un réactionnaire. Chez nous comme chez vous, on a la peur des mots, et celui-là est pour le moment l'épouvantail de tous les hommes en situation d'élever la voix. Regardez ceux qui défendent le

régime : ils le soutiennent, comme vous dites en France, à la manière de la corde qui soutient le pendu. M. Chipov, le prince Troubetzkoï, à Moscou, veulent constituer un parti conservateur réformiste qu'ils opposeront au parti radical des zemstvos; mais c'est sur le dos du gouvernement qu'ils essayent de lui donner une forme, et, sous prétexte de sauver le régime, ils commencent par le noyer : leurs critiques sont aussi âpres, aussi violentes que celles des radicaux; lisez les lettres du prince Troubetzkoï : sous la forme la plus sévère et la plus respectueuse, vous découvrez de passionnés réquisitoires.

« Et ce parti radical lui-même ne montre-t-il pas des exemples d'extraordinaire aberration? J'ai connu à l'étranger des conservateurs; j'en ai vu chez nous, en Pologne, par exemple. J'ai vu des propriétaires, des industriels; ils comprenaient que le socialisme est leur ennemi direct et que la lutte est entre eux et lui. Ici, rien de pareil. Du matin au soir, vous rencontrez des nobles qui possèdent, des marchands, des chefs d'usines, qui flirtent bucoliquement avec le socialisme, qui le trouvent très gentil, parce qu'il a la bouche pleine des intérêts des petites gens, parce qu'il prononce de grandes phrases généreuses, et qui lui emboîtent le pas avec allégresse, sans se douter que le gouvernement est leur rempart naturel contre ce faux ami ! N'est-ce pas du dernier comique, que des hommes de notre haute bourgeoisie, des marchands puissants, des capitalistes, fraternisent avec le père Gapone, et collaborent à des souscriptions pour des grèves. des placards révolutionnaires, ne négligeons pas les attentats?... Quand on constate de telles inconsciences, de telles incohérences, quand on assiste à de pareilles extravagances, comment voulez-vous que l'on argumente et que l'on raisonne, si l'on a quelque souci de la logique?

« Par là-dessus, une presse en pleine anarchie. Nul pays au monde où « les journaux soient plus libres qu'ils

« ne le sont actuellement en Russie ». (Oh! oh!) Le gouvernement avait contre eux des règlements administratifs, d'ailleurs vexatoires; il pouvait les atténuer, s'il le jugeait convenable; mais chez nous, on ne fait rien à demi, et, passant de l'extrême tyrannie à l'extrême tolérance, il ne les applique plus. Il en résulte que les journaux impriment tout ce qu'ils veulent, et que personne n'y comprend rien, à commencer par le gouvernement lui-même.

« Je voudrais bien savoir ce qu'en pense l'Empereur, s'il réfléchit quelquefois à ces choses. Nous vivons présentement au jour le jour, dans la situation la plus paradoxale qui soit. Vous voyez donc bien qu'avant d'agir, il conviendrait de se demander ce que l'on entend par l'action, et c'est là justement qu'est la difficulté... »

On annonça que le souper était servi. La maîtresse de maison prit le bras de l'Excellence, qui s'arrondit avec grâce, et nous passâmes dans la salle à manger.

XXI

LE SECOND PAS

LE 18 FÉVRIER/3 MARS 19(5

Le Zemski sobor par résignation. — Yermolov chez Witte. — L'audience de Yermolov chez l'Empereur. — Le 18 février / 3 mars. — Une journée d'incohérence historique. — Le manifeste contre-poids du rescrit. — Les ministres à Tsarskoé-Sélo. — Un mot de Bouliguine. — Le rescrit arraché. — Les pièges du rescrit. — C'est l'opinion qui lui donne son sens. — L'illustre et chimérique Commission Bouliguine. — Le coup de tonnerre de Tsou-Sima. — Les précipitations du Comité des ministres. — L'incomparable projet Bouliguine. — Les juifs ne sont pas des citoyens. — L'illusoire confiance de l'autocratie.

Ces maîtres de l'Empire, la Russie, le monde, se demandent quel emploi ils vont donner à leur puissance : ils répondent le 18 février/3 mars; ce jour-là, l'autocratie, qui, le 12/25 décembre précédent, a fait le premier pas, se hasarde à tenter le second. Avec quelle timidité ! Le matin, elle est allée en arrière; vers le soir seulement, dans la vision de sa témérité, sous les objurgations elle se résout à marcher de l'avant. Journée capitale dans l'histoire de la Russie. Tout l'avenir, évolution pacifique

d'un peuple ou révolution féroce, tient en elle. Aveu de ce qui finit, promesse de ce qui commence, premier témoignage de la force nationale qui, depuis quatre-vingts ans, se cherche, s'est trouvée et rassemblée, et se constate enfin.

Les grèves ne cessent pas, les attentats se multiplient, les manifestations éclatent en fanfares, les journaux frémissent. Entre ses doigts de vieillard, l'autocratie sent glisser peu à peu, mais avec une rapidité progressive, la Russie qui s'échappe. Va-t-elle la laisser fuir, attendre indolemment l'heure prochaine où elle se sera libérée, permettre qu'elle se dresse, impérieuse et violente, en face d'elle-même, qui sera sans muscle et sans vaillance? Elle comprend la nécessité vitale d'accomplir le devoir de justice. Elle se résigne au Zemski sobor.

Sollicitée de toutes parts, adjurée par toutes les voix de l'opinion, conseillée par les hommes les moins suspects, c'est cependant sur l'initiative d'un homme sans prestige qu'elle se meut. Il faut conter cette histoire, qui accusera l'un des traits de l'esquisse que nous avons tracée de l'Empereur Nicolas.

Le 17/30 janvier, je me trouvais, à trois heures de l'après-midi, dans le sévère et somptueux cabinet de M. Witte. Un domestique entra et lui parla à l'oreille. Et tout aussitôt, M. Witte, se levant sans même achever la phrase commencée, s'excusa de remettre à plus tard notre entretien, « un ministre se présentant chez lui pour une communication importante ».

Dans l'antichambre, je croisai le ministre de l'Agriculture et des Domaines, M. Alexis Yermolov. Il était en grande tenue, vêtu de l'habit noir à boutons d'or, ceint de l'épée, cravaté de décorations, portant sous le bras une liasse de papiers, et je considérai avec un peu de surprise cet uniforme de cérémonie, que les ministres d'ordinaire ne revêtent que pour se présenter devant l'Empereur.

Or, M. Yermolov sortait en effet d'une audience impériale, et j'appris le lendemain ce qui s'y était passé. Ce lundi était réservé au ministre de l'Agriculture pour son rapport hebdomadaire au souverain. Introduit auprès de l'Empereur, M. Yermolov lui avait aussitôt tenu ce langage :

— Sire, lorsque j'aurai fini de vous exposer mon rapport, je demanderai à Votre Majesté la permission de lui parler en toute franchise de l'Etat, non plus comme ministre, mais comme « homme de la terre russe », en sujet qui s'adresse à son souverain, selon la vieille tradition nationale.

L'Empereur avait aquiescé, et, le rapport achevé, M. Yermolov avait plié ses papiers et commencé son discours.

Il parla longtemps. Avec une franchise méritoire, il exposa la situation troublée de l'Empire, les graves répercussions de l'infortune militaire, l'impatience, l'inquiétude, l'anxiété de toute la « société russe »; il rappela les manifestations successives de tous les corps organisés, de toutes les corporations; il évoqua la sinistre journée du 9 janvier, dénombra ses causes, appuya sur la sauvagerie de l'inutile répression; il insista sur la surexcitation des ouvriers et des étudiants, sur les grèves multiples qui ne mouraient que pour renaître aussitôt; il montra que l'Empire autocratique, parvenu à une redoutable phase de croissance, devait, sous peine de graves périls, donner lui-même le signal de l'émancipation nationale, permettre à la patrie d'élever la voix, accorder de bonne volonté la liberté qu'imploraient tous les éléments vivants et conscients de la terre russe, porter la hache, s'il le fallait, dans un organisme gouvernemental qui n'était plus en harmonie avec les conditions des sociétés modernes, et il conclut que l'Empereur mériterait une gloire impérissable, s'il devenait à son tour, comme l'avait été son grand-père, le grand Tsar libérateur.

On dit que le souverain résista d'abord. Mais M. Yermolov était pressant, respectueux, éloquent. Sa voix saccadée tremblait d'émotion ; sous ses lunettes, ses yeux bleus avaient des larmes; et la simple et ardente parole de cet homme de bonne foi émut le souverain, qui tout d'un coup lui dit :

— Allez chez le président du Comité des ministres. Répétez-lui de ma part ce que vous venez de me dire. Ajoutez que je vais mettre à l'étude la question de convoquer les élus de la nation.

M. Yermolov avait préparé un mémoire sommaire qu'il remit au souverain, puis il sauta dans le train. Arrivé à Pétersbourg, sans prendre le temps de changer de costume, il se présenta au Conseil de l'Empire, où il pensait rencontrer M. Witte. Ne l'y trouvant pas, il accourut chez lui, dans sa demeure de Kamennoostrovski, et les minutes qui s'écoulèrent alors furent des minutes historiques.

Qu'est-ce donc que M. Alexis Yermolov? Sa destinée est simple. Après une heureuse carrière administrative, il arriva au poste de ministre de l'Agriculture et des Domaines, peu de temps après que Nicolas devenait Empereur. Il l'a occupé pendant dix ans et quelques mois; il ne le quitta qu'au dernier mois de mai, pour devenir conseiller d'Empire, au moment où le ministère de l'Agriculture subit une réforme qui amoindrissait les pouvoirs du ministre. Il l'a géré avec une compétence reconnue, avec un souci du bien de l'Etat et une intégrité indiscutés. Mais le département de l'Agriculture, en Russie pas plus qu'en France, n'est de ces ministères reluisants qui illustrent leur homme, et M. Yermolov, dépourvu d'ambition, de maintien modeste et d'abord réservé, y eût continué une carrière sans retentissement, si les circonstances ne lui eussent permis de montrer, en une minute décisive, l'empire souverain d'une conviction généreuse et d'une parole

ardente qui s'emploie au service désintéressé de l'Etat[1].

M. Witte avait écouté le ministre de l'Agriculture d'une oreille attentive, mais sans complaisance. Outre qu'il y avait, entre les deux hommes, une absence de sympathie qui ne les inclinait ni l'un ni l'autre à beaucoup de confiance, M. Witte n'est pas de ceux qui se plaisent à encourager les initiatives des autres. Du reste, pourquoi l'Empereur désirait-il que M. Witte fût instruit le premier des propositions de M. Yermolov? Le Comité des ministres ne fut pas une seule fois consulté à ce sujet; les ministres eux-mêmes ne furent saisis que le 3/16 février, veille de la mort du grand-duc Serge. Tout se passa directement entre l'Empereur, M. Yermolov et quelques conseillers intimes.

L'idée du ministre de l'Agriculture n'était pas nouvelle; bien des fois, sans doute, Nicolas s'était dit que la convocation d'une assemblée populaire était fatale : le mérite de M. Yermolov est de l'avoir amené à y adhérer définitivement et à en faire la promesse sans retard. Quinze jours

1. Par l'aventure de M. Yermolov, on connaîtra un aspect de cette bureaucratie jalouse, rancunière et mystérieuse. La soudaine influence prise par ce ministre, jusqu'alors modeste, inquiéta quelques-uns de ceux qui ne permettaient point que quiconque, hormis eux-mêmes, élevât la voix aux oreilles impériales. Bien loin que cette influence, décisive un jour, affermît la situation de cet homme de bien, elle fut le signal de son déclin. A la suite de son succès, nulle journée où l'on ne s'efforçât de le ruiner dans l'esprit du souverain. Entreprise aisée. Il suffit pour cela de le représenter comme un libéral pernicieux au régime, et il n'en fallut pas davantage pour que Nicolas prît ombrage de l'homme à qui peut-être il gardait obscurément rancune d'avoir été ému par lui. Qu'est-ce qu'un libéral, sinon un révolutionnaire de la plus dangereuse espèce? Moins de trois mois après ces événements, un matin de mai, M. Yermolov apprit, en lisant son journal, que le ministère de l'Agriculture, qu'il avait créé et dirigé depuis dix ans, allait être réorganisé, et que lui-même était nommé, avec des formules d'ailleurs flatteuses, conseiller d'Empire. Ni lui ni aucun de ses collaborateurs n'avait été consulté. Qui avait suggéré cette réorganisation? Il l'ignorait. En quoi consistait-elle? On n'en sait rien encore...

après sa première démarche, le 31 janvier/13 février, M. Yermolov, revenant à la charge, avait soumis au tsar un mémoire plus développé que le premier, dans lequel il insistait avec chaleur sur les considérations qu'il avait déjà fait valoir, affirmant une fois de plus l'urgence d'appeler en consultation les élus de la nation. Nicolas était sensible aux arguments du ministre, mais plus encore à l'ardeur enthousiaste qui le soulevait. Le résultat de cette insistance réitérée fut la constitution, sous la propre présidence de l'Empereur, d'un Conseil privé, où il appela un certain nombre de grands dignitaires; M. Yermolov y fit sa partie, et la majorité se rallia bientôt à ses vues.

Ainsi, les semaines passèrent. Le ministre de l'Agriculture, à tout événement, et sans mandat précis, avait rédigé le texte d'un rescrit. Le baron Boudberg, président de la Commission des suppliques, en avait préparé un second. Un troisième émanait d'un autre ministre. Des réunions privées eurent lieu entre ces trois personnages et deux ou trois autres; mais M. Yermolov retira spontanément sa rédaction pour se rallier à celle de son collègue, qui lui sembla plus complète, et néanmoins elles furent toutes remises à l'Empereur. Durant tout ce mois, les audiences furent fréquentes de M. Yermolov à Tsarskoé-Sélo, et enfin l'Empereur annonça à ses ministres, le 3/16 février, que, résolu à consulter les élus de la terre, il réservait le moment où il lui plairait de publier sa décision. Il ne trouva nulle résistance parmi ceux-ci; la plupart comprenaient que la réunion d'un sobor était devenue une nécessité gouvernementale; ceux-là mêmes qui en appréhendaient les conséquences se sentaient impuissants à lutter contre la force de l'opinion. M. Witte qui, dans le début, « n'avait pas été excellent », selon le mot que je tiens de l'un de ses collègues, avait fini, sinon par se rallier, du moins par faire taire son opposition.

Le 19 février/4 mars, jour anniversaire de l'abolition du servage, la grande date de la Russie libérale approchait. N'en profiterait-on pas pour publier le rescrit? L'Empereur ne soufflait mot. Il avait cependant l'occasion d'un coup de maître : à des signes certains, on distinguait une reprise du mouvement ouvrier, et la police avait des inquiétudes.

Alors se produit un fait incroyable. Le matin du 18 février/3 mars, les ministres, ouvrant le *Messager du Gouvernement*, y lisent, non pas le rescrit attendu, mais un manifeste nettement réactionnaire adressé par Nicolas à son peuple. A la suite d'un paragraphe sur la guerre et sur les victimes qu'elle a faites, le manifeste dénonce ces troubles qui, « jetant nos ennemis dans la joie, nous causent un immense et profond chagrin ».

« Aveuglés par la vanité, les meneurs de la sédition attentent insolemment aux bases fondamentales de l'Empire, consacrées par l'église orthodoxe et sanctionnées par les lois, et ils espèrent, ayant brisé les liens naturels qui nous rattachent au passé, détruire l'ordre politique existant et créer un nouveau gouvernement national sur des bases étrangères à notre patrie. »

Le meurtre du grand-duc Serge « lèse profondément nos sentiments patriotiques ». Il convient de se résigner et de puiser des forces nouvelles dans la foi divine et dans la certitude du dévouement du peuple fidèle. Mais tant de désordres obligent à rappeler à toutes les institutions et à toutes les autorités les devoirs qui leur incombent.

Chacun doit « redoubler de vigilance pour faire observer la loi ». Que « toutes les personnes bien intentionnées de toutes classes ou conditions sociales, chacun suivant son rang et ses occupations, donnent le concours de leurs paroles et de leurs actes à l'accomplissement du saint et grand œuvre qui est de dompter l'opiniâtreté de l'ennemi extérieur et d'extirper les racines de la sédition dans la patrie », la tranquillité des esprits pouvant seule permettre de réaliser le dessein de « rénover les facteurs moraux de la vie nationale et de développer son bien-être ».

Le manifeste se termine par cette invocation :

« Que le Seigneur bénisse l'Empire de Russie, en accordant : aux pasteurs la sainteté, aux gouvernants le sentiment de la justice et de la vérité, au peuple une vie paisible, aux lois la vigueur ; et qu'il affermisse la foi, qu'il consolide les progrès du peuple, *afin que soit renforcé le principe de la véritable autocratie*, dans l'intérêt du bien-être de tous nos fidèles sujets. »

Eh! quoi, un tel défi! Les ministres en furent accablés et l'opinion publique en demeura stupide. Les conservateurs, comprenant la faute, appréhendaient de se réjouir; et les libéraux, toute la journée durant, n'eurent que ce mot à la bouche : « C'est une folie! » Par quelle aberration, dans une période de troubles sanglants et de manifestations multiples qui, toutes et tous, étaient de violents appels de liberté, à la veille même d'une journée qui marquait pour la Russie le souvenir d'un grand acte libérateur et que rendait redoutable l'excitation croissante des ateliers, l'autocratie jetait-elle à la face du peuple le défi de ce manifeste qui la proclamait intangible et affirmait sa volonté réactionnaire?

L'Empereur avait si bien le sentiment de l'erreur qu'ayant cédé sans doute aux inspirations de M. Pobédonostsev, il avait envoyé directement le document au ministre de la Justice chargé de sa publication, sans consulter aucun de ses conseillers habituels.

A quelques jours de là, l'impératrice mère, confiant à une dame de la cour qu'elle-même n'avait connu le manifeste qu'à la lecture du *Messager du Gouvernement*, lui disait qu'à son avis il avait été rédigé par Nicolas lui-même, en vue de donner d'avance un contrepoids au rescrit futur, et de « montrer qu'en publiant ce rescrit il ne subirait aucune contrainte ».

Dans la suite, le mot d'ordre fut de contester la contra-

diction des deux documents, et, le lendemain de ce jour, un ironique ministre me disait :

— Voyons, il ne faut pas dire que le manifeste et le rescrit ne s'accordent pas; il faut dire qu'ils ont des phrases communes, et que celui-ci est la conséquence de celui-là. A vous de comprendre, si vous pouvez. »

Ce vendredi 18 février était le jour de la réunion hebdomadaire des ministres à Tsarskoé-Sélo. Dans la matinée, ils y arrivaient sous l'impression du manifeste, et ils s'assirent en silence autour de la table que présidait l'Empereur. Le ministre des Finances, M. Kokovtsev, alors en pourparlers avec des financiers français au sujet d'un emprunt qui ne devait pas se réaliser, prit le premier la parole. Il exposa que, sans vouloir dicter de conditions, les délégués de la banque française désiraient être en mesure d'apprécier tous les éléments moraux de la combinaison financière qui leur était offerte, et que l'un de ces éléments était la politique intérieure de la Russie :

— Que leur dirai-je, conclut-il, s'ils m'interrogent sur les intentions du gouvernement ?

L'Empereur répondit évasivement. Insistèrent alors M. Yermolov, M. Bouliguine, entre autres, qui prononcèrent le mot de rescrit, et exprimèrent l'opinion qu'il serait opportun de le publier sans retard.

— Eh! fit l'Empereur, le rescrit n'est pas prêt. Aucun des textes que l'on m'a soumis ne me satisfait.

On se sépara pour le déjeuner. A la reprise de la séance, M. Kokovtsev réitéra en termes précis la question qui le matin était restée sans réponse. Les ministres, qui s'étaient consultés dans l'intervalle, insistèrent de nouveau. Ils allèrent jusqu'à dire qu'ils ne pouvaient pas répondre de l'ordre public ni même de la sécurité des « personnes menacées », si une satisfaction n'était pas donnée à l'opinion; comme le ministre de l'Intérieur se

faisait plus pressant, Nicolas se tourna vers lui, et, avec un geste d'impatience, lui jeta :

— On dirait, Monsieur Bouliguine, que vous craignez une révolution?

— Sire, fit Bouliguine paraphrasant un mot historique, la révolution est déjà commencée.

Alors l'Empereur tira de sa poche un papier qu'il déplia, et il commença de le lire : c'était le texte d'un rescrit inspiré de ceux qu'on lui avait proposés, et qui sans doute avaient été coordonnés depuis la séance du matin. Il était ainsi conçu :

Alexandre Grigorievitch,

Fidèles à l'antique coutume du peuple russe, qui est de porter aux pieds du trône l'expression de ses sentiments dans les jours de joie ou de peine, les assemblées de la noblesse et du zemstvo, ainsi que les sociétés de commerçants, de bourgeois et de paysans, m'ont apporté, de tous les points de la terre russe, de nombreuses félicitations à l'occasion de l'heureux événement de la naissance de l'héritier du trône, en se déclarant prêtes à sacrifier tout leur avoir pour mener la guerre à bonne fin, et à consacrer toutes leurs forces à me prêter leur concours dans l'œuvre de réforme politique.

Au nom de S. M. l'Impératrice et en mon nom, je vous charge de transmettre à ces assemblées et à ces sociétés notre reconnaissance pour l'expression de leurs sentiments féaux, qui nous fut d'autant plus agréable dans la pénible période que nous traversons, que les sentiments de ces institutions, se déclarant prêtes à contribuer, sur mon appel, à la réalisation des réformes que j'ai annoncées, correspondent entièrement aux vœux que je formule au fond de l'âme, et qui consistent à aboutir, par les efforts réunis du gouvernement et des forces sociales, à la réalisation de mes intentions relatives au bien-être du peuple.

Continuant traditionnellement l'œuvre royale de mes augustes ancêtres, l'unification et l'accroissement de la puissance du pays russe, j'ai pris la résolution dès aujourd'hui d'appeler, avec l'aide de Dieu, les hommes les plus

dignes, désignés par la confiance et l'élection de la nation, à prendre part aux travaux d'élaboration et de discussion des projets législatifs.

En raison des conditions particulières de notre vaste patrie, de la diversité d'origine de sa population et du faible développement politique d'une partie de ses éléments, les souverains russes ont toujours et sagement octroyé les réformes nécessaires *dans la mesure où les besoins se faisaient sentir*, selon une certaine progression, et en se préoccupant prudemment *de garantir l'accord indissoluble avec le passé historique*, gage de solidité et de stabilité des réformes pour l'avenir.

Aujourd'hui encore, au moment d'entreprendre la présente réforme, persuadé que la connaissance des besoins locaux, l'expérience de la parole sensée et sincère des meilleurs élus, seront le gage d'utiles travaux législatifs en vue du bien réel de la nation, je pressens à quel point la mise en œuvre de cette réforme, *basée sur le maintien absolu et inébranlable des lois fondamentales de l'Empire*, présente de complications et de difficultés multiples.

C'est pourquoi, appréciant votre longue expérience administrative et connaissant la sagesse assurée de votre caractère, je trouve nécessaire d'instituer sous votre présidence une conférence spéciale destinée à étudier les moyens d'exécuter ma volonté.

Que Dieu bénisse mon entreprise et qu'il vous aide à la mettre en œuvre pour le bonheur de la nation que Dieu m'a confiée!

Je vous garde ma bienveillance.

Fait à Tsarskoé-Sélo, le 18 février 1905.

Ayant achevé, l'Empereur interpella successivement chacun des ministres. Tous opinèrent; certains, dans la discussion, avaient gardé le silence, mais telle était la force du courant que pas un n'osa proposer d'objections. Le grand-duc Alexis, interrogé comme grand-maître de l'Amirauté, fit avec résignation :

— Mon Dieu! puisque c'est décidé et puisqu'on l'attend ce rescrit, autant que ce soit tout de suite!

L'Empereur laissa tomber le papier sur la table; le

ministre de la Justice, Manoukhine, poussa un encrier; Nicolas prit une plume, et, d'un trait mélancolique, il traça son paraphe.

Sur l'ordre impérial, un chambellan partit incontinent pour Pétersbourg et prescrivit au directeur du *Messager du Gouvernement* de tirer le soir même un supplément, car les ministres, autant pour détruire l'effet du manifeste que pour prévenir les retours possibles d'un souverain irrésolu, l'avaient déterminé à cette publication immédiate. Et voilà comment Pétersbourg, encore écrasé sous la surprise du matin, se trouva sans parole devant la surprise du soir, et s'endormit sans comprendre.

Dans le même instant, une explosion de joie enflamme tous les organes de l'opinion. Au cercle Polonsky, qui tient le même soir sa réunion hebdomadaire, quelqu'un monte sur l'estrade, et, au milieu de transports d'enthousiasme, donne lecture du rescrit. Le lendemain, les rues de Moscou sont illuminées; le zemstvo et la douma de Moscou se réunissent d'urgence et envoient télégraphiquement au ministre de l'Intérieur des adresses de félicitations; à l'assemblée de la Société de la Bourse, la lecture du rescrit est accueillie par des hourrahs. Le zemstvo de Pétersbourg vote un ordre du jour où il exprime sa gratitude « pour la confiance de l'Empereur dans les forces sociales du pays », et prend acte de la promesse d'appeler les élus du peuple « à participer à l'élaboration et à la discussion des nouveaux projets législatifs ». D'une foule de zemstvos, de doumas, de sociétés constituées, arrivent des ordres du jour analogues.

Les journaux exultent. « Ce jour est le plus heureux de ma vie, écrit M. Souvorine dans le *Novoïé Vrémia*. Je l'attendais avec l'impatience d'un jeune homme, et, en parlant pour moi, je sens que je parle au nom de mes lecteurs. Ils partageront la joie d'un vieillard qui peut

dire maintenant : *Libera me, Domine*. Ceci est un jour historique dans la vie du peuple russe. J'en ai pleuré des larmes de bonheur. Le monde entier comptera désormais non plus seulement avec le gouvernement, mais avec tout le peuple. Aujourd'hui, les hommes russes se sont embrassés comme au jour de Pâques. »

Les jours suivants, le lyrique *Novoié Vrémia* dit encore : « Nous sentons que des ailes poussent à la Russie, qu'elle va les déployer, qu'elle s'élancera dans l'espace à la hauteur dont elle est digne... L'appel des représentants de la terre aux travaux législatifs n'est qu'un commencement dans une certaine direction historique... Il faudra une certaine perspective pour pouvoir embrasser d'un seul regard tout le système des réformes du 18 février. » Le même journal stipulait en même temps que l'œuvre préalable de l'Assemblée nationale serait de régler la question de la guerre et d'organiser l'ordre à l'intérieur. « L'appel des élus de la nation dispersera comme par magie nos troubles présents et donnera des forces de géants à ceux qui aiment leur patrie. » Il ajoutait, avec une nette compréhension qui n'était point, on l'a constaté depuis, celle du gouvernement : « Dès aujourd'hui, il est évident que tout le travail entrepris par les commissions et les comités devra passer par l'assemblée des représentants, être sanctionné par la commune intelligence russe et par son âme commune. »

Les *Birjévia Viédomosti* (*Nouvelles de la Bourse*) écrivent : « L'Europe avait les yeux fixés sur nous ; mais nous aussi, nous tenions les yeux fixés sur nous-mêmes, car nous avions des malheurs et point d'espérance... Il faut que les peuples croient en nous. Nous avons besoin d'une bonne renommée, seul moyen de soutenir la grandeur de l'État, et le rescrit nous sera d'un secours immense pour la conquête de cette bonne renommée. »

M. Rosanov s'enflamme : « Peuple russe! le jour de la liberté est venu : soyons dignes de cette liberté! » Léon Tolstoï, le fils du vieil apôtre de Iasnaia Poliana, lequel est, quoi qu'il en ait, un conservateur renforcé, vaticine : « Le 18 février constituera, avec le 19 (abolition du servage), les deux plus grands anniversaires de la liberté et de la vie nationale. Nous sommes à la veille d'une grande renaissance : que nos cœurs soient remplis d'allégresse! »

Il est significatif que les journaux libéraux, à qui cependant le rescrit était une première concession, sont aussi ceux qui le célèbrent avec le moins de ferveur. Sans doute ils s'accordent à dire qu'il est un moment historique dans la vie de la Russie; sans doute la *Rouss* écrit, dans ce style amphigourique que ne détestent pas les écrivains slaves : « Le Rubicon de la méfiance qu'on avait contre le bon sens du zemstvo est franchi », et elle ajoute « que la collaboration du gouvernement et du peuple dans l'œuvre législative, désormais reconnue, commencera à donner des fruits plus rapidement que beaucoup ne le pensent et ne l'espèrent ». Mais, si souvent déçus par des promesses irréalisées, les libéraux, hésitant à se livrer, attendent l'événement. Il ne leur suffit plus qu'on leur tende l'appât de l'Assemblée nationale; ils exigent, avant de se réjouir, qu'on leur dise ce que sera cette assemblée, par quel mode elle se recrutera, quels pouvoirs lui seront assurés; est-ce une duperie nouvelle qu'on leur prépare? est-ce une réforme sérieuse et loyale que l'on accomplit? Unanimement, en termes mesurés mais formels, ils expriment leurs défiances.

Dans toute la presse, une seule feuille refusa son approbation au document impérial, et ce fut le *Grajdanine* du prince Mestchersky. Qu'est cela, fait-il, sinon « le premier pas vers la Constitution? » Mais il résume avec éclat la double impression produite sur la société par l'*Officiel* du matin et l'*Officiel* du soir : « Le matin, pour nos intel-

lectuels, le manifeste fut la lumière de la lune; le soir, le rescrit leur sembla le resplendissement d'un soleil. »

A l'examiner de près, la valeur réelle du rescrit était dans sa signification objective plus que dans son texte. Il ne consacrait aucun principe nouveau, puisque le Zemski sobor, assemblée des élus de la terre, est aussi ancien que le tsarisme moscovite, et que promettait-il? Il célébrait, en termes vagues, « les efforts réunis du gouvernement et des forces sociales »; il conviait « les hommes les plus dignes, désignés par la confiance et l'élection de la nation, à prendre part à l'élaboration et à la discussion des projets législatifs »; mais tout aussitôt après il parlait de sagesse, de progression, de prudence, il ne promettait de réformes que « dans la mesure où les besoins s'en faisaient sentir », il affirmait la nécessité de « garantir l'accord indissoluble avec le passé historique », et, pour finir, mettait pour condition aux réformes « le maintien absolu et inébranlable des lois fondamentales de l'Empire ». Dans ses termes volontairement imprécis, rien qui évoquât l'assemblée véritablement nationale réclamée par les libéraux, rien non plus qui permît de supposer que l'autocrate eût songé à autre chose qu'à l'adjonction de certains membres élus (et de quelle manière?) au Conseil de l'Empire, ou à quelque expédient analogue.

S'il a une importance, il la tire des circonstances et de l'heure. Il est un palier au flanc de la montagne. Il marque pour les libéraux un point d'ascension, pour le régime un point de descente, où tous deux, face à face, se mesurent, où celui-ci pense arrêter sa chute, d'où ceux-là se flattent de la précipiter et de bondir jusqu'au sommet. Ce ne sont pas seulement les organes libéraux, ce sont les conservateurs, c'est l'opinion, qui donnent au rescrit tout son sens. Tous, y compris la *Gazette de Mos-*

cou et *le Grajdanine*, par une conjuration tacite, s'accordent à forcer son texte et à y trouver l'irrécusable promesse de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire qu'ils y lisent ce qui n'y est point.

Admirons ici une puissance d'opinion dont on conteste communément l'existence, mais qui, par ce fait, se révèle certaine et efficace. Qu'est-ce que l'opinion? C'est la voix mystérieuse qui ne sort d'aucune bouche et entre dans toutes les oreilles, la voix impérative dont nul ne révoque le commandement, parce que chacun, à son insu, y a sa part. Certes, elle apparaît encore précaire sous le bâillon qui séculairement étrangle la douloureuse Russie; mais ses premiers bégaiements déchirent le silence, et il y a des moments, comme celui-ci, où ils font reculer l'arrogance des maîtres. Nicolas a pu, de sa plume, signer le rescrit : c'est l'opinion qui dirigea sa main tremblante. Il a pu y accumuler les vagues formules et se flatter d'y enfermer à son gré la victoire autocratique; l'opinion surgit et, d'une poussée, bouscule les frêles architectures d'un pouvoir qui ruse. Ne doutons point que, dans ce document comme dans tous ceux qui l'ont précédé, l'imprécision des termes ait été concertée. S'il eût découvert dans l'opinion une complicité, si fragile qu'elle fût, assurons-nous que le gouvernement, en grande hâte, eût borné son effort à de simples adjonctions de personnes au Conseil de l'Empire. Ceci n'est pas une présomption : trois jours après la promulgation, le *Novoïé Vrémia*, publiant l'opinion *d'un des principaux hommes d'Etat*, disait-il, rapportait ces paroles significatives : « Il est permis de croire que l'assemblée nouvelle constituera *une partie du Conseil de l'Empire* et y formera une instance législative particulière. Pour l'organisation de cette nouvelle institution, nous avons une forme toute prête dans les institutions du zemstvo, dont les députés, élus par chaque gouvernement, en seront probablement les membres. »

Mais l'élan est tel que cette consultation « d'un des principaux hommes d'Etat », pourtant si inquiétante, n'est même pas relevée. Sans s'attarder à envisager sa vraisemblance, tous les journaux, chaque matin, discutent, avec une passion que les jours ni les semaines n'atténuent, les conditions de la future assemblée, et, au premier rang, la capitale : le mode de suffrage. Et cette opinion publique, depuis quatre-vingts ans patiente, tout à coup s'exaspère; la semaine n'est pas achevée, que les *Birjévia Viédomosti*, qui pourtant ne sont pas de l'extrême avant-garde, écrivent : « Nous désirons tous passionnément savoir si le 18 février est l'aurore véritable d'une vie nouvelle, ou si nous en sommes toujours aux mêmes palliatifs, aux mêmes demi-mesures, qui nous replongeront dans l'interminable drame de la vie russe. » Un conseiller d'Empire, M. Platonov, va jusqu'à dire : « Je trouve que la réforme ne sera vraiment utile que si le rescrit est mis à exécution avec largeur et loyauté, c'est-à-dire si le principe de la représentation nationale n'est pas estropié au point de réduire les délégués de la nation au rôle d'experts près le Conseil de l'Empire. » Il ajoute : « Ce n'est pas le pouvoir législatif, mais le pouvoir exécutif qui fait le malheur de la Russie. Cette partie de notre organisation gouvernementale est tout à fait atrophiée, et la réforme législative, à ce point de vue, doit introduire dans le pouvoir exécutif des éléments nouveaux, à l'aide desquels il pourra assurer sa rénovation. » Il dit encore : « L'expérience m'a convaincu que l'abstention du gouvernement dans les opérations électorales, loin de nuire au parti de l'ordre, ne fait que le fortifier. »

En même temps que les journaux, toutes les sociétés constituées, toutes les assemblées corporatives, nourries de cet aliment nouveau, apportent leur contribution à la polémique générale. D'un bout à l'autre de l'Empire,

tous les systèmes électoraux possibles sont interminablement comparés et discutés. Election par classes ou par circonscriptions territoriales; suffrage universel ou suffrage censitaire; élection au premier degré ou par sélections successives : là-dessus se livre la bataille; c'est ici le nœud vital, chacun l'a compris, et dans ces termes se concentrent toutes les espérances de la liberté, tous les pièges de l'autocratie. La Commission Bouliguine décidera, a ordonné le rescrit; mais qui composera cette Commission? Et d'un même mouvement, toutes les forces de l'opposition s'acharnent à l'assaut de cette première citadelle.

J'ai trouvé dans mes notes, à la date du 25 février/10 mars, cette candide constatation : « Aujourd'hui, huit jours après le rescrit, il n'est pas encore question de la constitution de la Commission Bouliguine. Les libéraux prétendent que l'on attend pour cela de savoir si l'on sera battu ou victorieux à Moukden. M. Yermolov m'a dit cependant que l'on ne tarderait pas à en connaître la composition. »

La bataille de Moukden s'acheva, des semaines passèrent, des mois par-dessus les semaines, et la Commission Bouliguine, annoncée par la voix de l'Empereur, affirmée en vingt occasions par le ministre, ne fut jamais constituée. Elle aura eu cette fortune légendaire de recevoir un nom, d'être consacrée dans les documents officiels, discutée pendant trois mois par tous les organes de l'opinion d'un grand empire, et de conquérir l'illustration dans le monde sans être jamais née.

Durant ces trois mois, elle fut tout l'espoir des partis. Dès qu'elle est annoncée par le rescrit, plus de trois cents doumas, zemstvos, assemblées de tous ordres et de toutes compétences, corps constitués, sociétés d'industriels et de commerçants, comités de bourses, associations littéraires, etc., demandent à y être représentés.

Des délégations transmettent incessamment au ministre ces pressantes requêtes. Des projets, plus de cent projets, lui sont adressés. D'une seule voix, tous les partis déclarent que la Commission n'aura de sens que si ses membres sont désignés par le choix des diverses assemblées électives. Nul n'acceptera de collaborer à ses travaux, s'il est nommé directement par l'Empereur. « Nous voulons, disent-ils, une conférence sérieuse, non une nouvelle et vaine parlotte de fonctionnaires. » Le Congrès des Zemstvos du mois de mai sanctionne et publie cette unanime décision.

Le gouvernement ne montre point de hâte. Qu'élabore-t-il dans le silence? Nul ne le sait. Nous travaillons, fait-il quand on le presse. A quel travail? De loin en loin, il laisse échapper une parole sybilline, dont l'opinion s'empare aussitôt, et incontinent se renferme dans son mystère. Le 12/25 mars, recevant une délégation de la douma de Moscou, conduite par son maire, le prince Galitzine, M. Bouliguine lui déclare « qu'il estime impossible de laisser à l'écart les représentants des villes et ceux des zemstvos », et qu'ils seront invités à participer aux délibérations. A peine a-t-il dévoilé ces secrets, il s'en repent. « Je ne puis en dire davantage, fait-il, les travaux préparatoires n'étant pas encore terminés. » Pendant trois mois, il n'est question que de ces « travaux préparatoires »... Le public piaffant au guichet de la sybille, celle-ci, le 18/31 mars, lui tend un papier : c'est un communiqué officiel qui, sous couleur de renseigner, a toutes les apparences d'un nouvel acte dilatoire. Le ministre y affirme cependant une intention précise, à savoir que la conférence devra comprendre, outre les représentants du gouvernement, « des personnalités connues pour leur activité ». Il ajoute que le nombre des projets dont elle sera saisie, que la divergence même des vues de ses membres « compliqueraient

gravement la discussion et retarderaient les travaux ». Dans le dessein d'éviter ces fâcheuses complications, que l'on s'épargnerait, en effet, si la Commission était composée d'un membre unique saisi d'un seul projet, le ministre « a jugé nécessaire de fixer immédiatement les principes primordiaux relatifs à la convocation des représentants de la nation, de les soumettre au Comité des ministres, puis de les faire discuter définitivement par la Commission ». Par cette méthode accélérée et vraiment libérale, « les travaux préparatoires pourraient être achevés *dans deux ou trois mois* ». Il y en avait déjà un que le rescrit avait été publié.

Quinze jours après, nouvelle étape : M. Bouliguine annonce que les membres de la Commission seront nommés directement par l'Empereur. « Allons! fait le journal *Razvet*, on nous prépare des réformes à la mode de Plœhwe! » On ne va pas vite, mais il est déjà possible de discerner le but vers lequel on se dirige ; le scénario s'accuse : c'est décidément d'une comédie qu'il est question.

Douze jours se passent encore. Depuis quelque temps, des réformistes de la nuance Chipov et Troubetzkoï, très ardents contre la bureaucratie, mais inquiets des progrès du libéralisme radical, tentent d'édifier la théorie conciliatrice de l'autocratie parlementaire, et ne rassemblent d'ailleurs qu'un petit nombre d'amis. Bonne occasion cependant pour le gouvernement de donner à la Commission Bouliguine le semblant d'une base nationale, en s'appuyant sur ces dissidents du libéralisme. Le ministre s'en avise et fait annoncer qu'il convoquera bientôt un certain nombre de personnes notables et de membres des zemstvos et des doumas.

Par ces communiqués officiels et officieux, par les indiscrétions contradictoires savamment réparties entre les journaux, par des mots vagues prononcés devant des

délégations, on s'est déjà assuré un répit de deux mois, et personne ne sait rien encore, non seulement de l'Assemblée nationale, mais du programme et des pouvoirs de la fameuse et toujours future commission Bouliguine. En vue d'entretenir la patience publique, on fait publier par le *Novoié Vrémia*, à titre d'essai, un projet que ce journal donne comme celui du ministre, qui se trouve inexact dans les détails, ainsi qu'il sied, mais qui, pour la première fois, laisse entrevoir que l'Assemblée nationale, cette grande largesse de l'autocratie à son peuple, ne constituera pas autre chose qu'une section inférieure du Conseil de l'Empire, et qu'elle sera sans prise sur la bureaucratie. Huit jours après, nouvelle communication. Le 6/19 mai, les journaux annoncent que les « travaux préliminaires » sont enfin « presque entièrement » terminés, et qu'on en publiera les résultats... trois semaines plus tard. C'est trois mois que l'on aura gagnés. On ajoute que l'on « espère » convoquer la commission vers le 15/28 juin.

Mais toutes ces combinaisons sont trop brillantes pour n'être pas fragiles; un coup de tonnerre retentit, et les voici à bas : c'est l'irrémédiable défaite de Tsou-Sima, qui consacre la destruction des flottes russes, et, quoi qu'il puisse advenir de la guerre terrestre, la perte de Port-Arthur. Une clameur s'élève de toute la Russie. Elle veut, elle exige la paix. L'autocratie, impuissante contre le sentiment national, plus débile encore dans la guerre, mais arrogante jusque dans la consommation du désastre, cède d'un cœur contraint, et comme par condescendance, à l'initiative pacifique du président Roosevelt, et le monde dès lors peut espérer la fin des tueries qui, depuis quatorze mois, déshonorent et défient la civilisation. Ce n'est pas seulement la paix que l'opinion réclame ; elle exige que cette paix soit délibérée, non par un régime discrédité, mais par la nation elle-même, et, avec une

hardiesse grandissante, impérieusement elle demande des comptes à M. Bouliguine. Ah! ce n'est plus l'heure de ruser! Sur la route glissante, il faut faire un pas, un pas encore, vers le salut que l'on pense entrevoir dans les brouillards, car de chaque côté menace l'abîme... Déchirant ses promesses antérieures, le gouvernement annonce que, afin d'aller plus vite, la Commission ne sera pas constituée, que le Comité des ministres délibèrera directement sur le projet du ministre, lequel sera soumis ensuite à l'examen du Conseil de l'Empire et à l'agrément suprême du souverain. On ajoute cependant qu'en aucune manière la question de la paix ou de la guerre ne sera soumise à l'assemblée. Sans nouveau délai, le 26 mai/8 juin, le Comité des ministres, sous la présidence de M. Witte, est saisi du projet, en adopte sans répit les vingt-cinq premiers articles, s'ajourne au lendemain, car il faut, a dit M. Witte, résoudre la question le plus rapidement possible, « conformément à la volonté du tsar et en considération de la situation de l'Empire ».

Quel est donc ce projet de M. Bouliguine qui va, paraît-il, devenir la loi?

Il illustre et confirme les appréhensions des esprits clairvoyants qui, au lendemain du 18 février, hésitaient à participer à l'allégresse générale. Libéraux ingénus, qui ont pensé tenir enfin l'Assemblée nationale de tout le peuple souverain! C'est un peu plus qu'une section du Conseil de l'Empire que daigne promettre M. Bouliguine, mais en vérité peu de chose de plus : c'est un organe législatif nouveau, destiné à flanquer et à seconder ce Conseil, mais dans un rang subalterne. On consent que la Chambre nouvelle discute et propose des lois, mais sous la sanction du Conseil de l'Empire qui garde la décision; et, même ratifiées par lui, elles restent soumises au bon plaisir de l'Empereur, qui, à son gré, les promulgue ou les supprime. Encore ce droit d'illusoire initiative, l'as-

semblée ne peut-elle l'exercer en matière de défense nationale; sur ce sujet, l'autocratie, qui a fait ses preuves en Crimée, dans la guerre turque, et qui, depuis un an, multiplie les démonstrations de son prévoyant génie, entend demeurer sans contrôle : c'est le grand-duc Nicolas Nicolaiévitch et la Commission qui vient d'être placée sous sa direction qui sont exclusivement investis de la charge d'assurer les défenses de la patrie. Dans le domaine budgétaire, la « Douma de l'Etat » — c'est le nom qu'on lui donne — aura à se prononcer sur les seuls impôts nouveaux, et à titre consultatif. Elle pourra provoquer les explications des ministres, mais sous forme écrite, l'interpellé ayant le choix de répondre indifféremment à la Douma, au Conseil de l'Empire ou à l'Empereur en personne. Comment se recrutera cette assemblée, à laquelle on coupe les bras avant qu'elle ait vu le jour? Au suffrage direct, mais non universel. Elle sera une assemblée de classes, selon la crainte des libéraux et le souhait des conservateurs; par grâce, on lui appliquera le statut électoral de 1864, moins étroit que celui de 1890, qui régit les élections au zemstvo. *Les Juifs ne seront pas admis au vote.*

Les libéraux demandaient l'unification nationale par la fusion des classes et des races, la substitution du suffrage territorial au suffrage par catégories, le droit pour les représentants du peuple de voter le budget, de contrôler l'administration, de conduire les affaires publiques, de refaire un sang vigoureux au corps malade de la Russie : en réponse, on perpétue les antagonismes de classes, on écarte des affaires tous les hommes intelligents et hardis qui ne sont ni propriétaires, ni paysans, ni nobles, ni marchands, on affouille au front du Juif la marque de haine qui le désigne au fouet des cosaques, aux balles des soldats, au mépris de la nation, et, n'ayant pu l'achever ni à Kichinev, ni à Gomel, ni à Jitomir, on le

rejette hors du peuple; on crée une assemblée sans initiative, sans pouvoir, sans autorité, expression géographique et compassée du corps national, et qui, née du privilège et de la peur, n'exprimera ni les énergies de ses muscles ni les désirs de son cœur. Un organe nouveau vient compliquer la machine autocratique. Une duperie nouvelle est jetée en dérision à la Russie qui frémit[1].

Que les conservateurs ne se hâtent point de se réjouir de la déconvenue de leurs adversaires; quelle qu'ait été la pensée intime du rescrit, quelque supercherie qu'ait machinée la subtilité bureaucratique, quelque avantage momentané ou quelque répit que le projet Bouliguine confère au gouvernement, l'autocratie a prononcé, le soir du 18 février, l'irrévocable parole qui conduira la Russie à une assemblée législative et constituante; le train mis en marche ce soir-là arrivera à destination; et l'observateur aperçoit, avec une certitude inflexible, la ligne rigide qui, du rescrit, aboutit à son terme fatal, la Constitution. Insensés, trois fois insensés, ces débiles dirigeants dont l'arrogance se croit encore maîtresse de l'heure, qui ne voient pas, au miroir de la nation, qu'ils titubent, et ne comprennent pas qu'il dépend d'eux encore que cette Constitution soit monarchique! Un jour de plus, il sera trop tard. Aux petites herbes qui frissonnent, ne sentent-ils pas courir à travers le steppe la première brise révolutionnaire?

1. A la première nouvelle de ce projet, les protestations furent telles, que l'on n'osa pas le publier. Le Comité des ministres le remit sur le chantier (fin juin), et s'y évertue à cette heure.

QUATRIÈME PARTIE

L'ENFANTEMENT DE LA LIBERTÉ

XXII

L'APAISEMENT...

CALENDRIER DE LA PAIX INTÉRIEURE [1]

Le mois de février s'achève :

7/20 *février*. — VARSOVIE. — Attentat : on ramasse dans la rue le cadavre d'un officier de hussards. Il a un poignard dans le cou, sur la poitrine une note épinglée portant ces mots : « Numéro 1 ». Cet officier s'était distingué dans les grèves récemment par sa violence répressive.

Les garçons de restaurant et de café sont en grève. Menaces de grève des employés de banque.

9/22 *février* (Dépêches du). — CAUCASE. — Massacres : Collisions sanglantes et quotidiennes entre Musulmans et Arméniens. Fusillades incessantes. Le commerce est arrêté; la Bourse, les banques, les agences télégraphiques sont fermées, les journaux ne paraissent pas, la panique

1. Voir le chapitre IX.

est générale, la population vit sous la terreur. — Centaines de morts.

Mêmes nouvelles les jours suivants.

12/25 *février*. — Batoum. — Troubles : on ignore à Pétersbourg ce qui se passe à Batoum. Le télégraphe est coupé. Les plus récentes nouvelles datent de huit jours et viennent de Constantinople. On sait seulement que les autorités locales sont prisonnières.

13/26 *février*. — Poti. — Troubles : même situation qu'à Batoum.

Mars

16 *février / 1er mars*. — Saint-Pétersbourg. — Grèves : les ouvriers de l'Arsenal, au nombre de 1.188, quittent le travail.

Id. — Id. — Attentat : une femme se présente au cabinet du gouverneur-général Trépov et insiste pour être reçue. On l'interroge. Elle paraît suspecte. On la fouille. On découvre que c'est un homme déguisé, et on trouve sur lui un revolver.

17 *février / 2 mars* (Dépêches du). — Rostov-Don. — La police a saisi chez des particuliers une quantité considérable de poudre et d'armes.

Id. — Varsovie. — Attentat : une bombe est jetée à 3 h. 1/2 dans la cour d'un poste de police, mais n'explose pas. — Depuis un mois, le personnel de l'usine à gaz est fourni par les troupes.

18 *février / 3 mars*. — Moscou. — On redoute des troubles pour le lendemain, anniversaire de la libération des serfs. Les habitants font des provisions pour plusieurs jours. On cloue des planches aux devantures des magasins. Le prince Galitzine, maire de la ville, se rend chez le préfet et demande des mesures d'ordre.

18 *février/3 mars.* — SAINT-PÉTERSBOURG. — Grèves : la grève est de nouveau proclamée aux usines Poutilov, Franco-Russe, Tchecher et Lutch, Odner, Phénix, Lesner, Nobel, à la fabrique de cartouches, à l'Usine Métallurgique, etc...

19 *février/4 mars.* — ID. — Grèves : les ouvriers célèbrent par le chômage l'anniversaire de la libération des paysans. La grève continue les jours suivants.

Id. — BAKOU. — Troubles : un tribunal d'insurgés condamne à mort et exécute un haut fonctionnaire.

Id. — LIBAU. — Attentats : deux agents de police sont attaqués par six ouvriers. Un agent est grièvement blessé.

20 *février/5 mars.* — ERIVAN. — Troubles : des bagarres éclatent entre Musulmans et Arméniens : plusieurs tués.

21 *février/6 mars.* — KOLPINO (près Pétersbourg). — Grèves : les usines de l'Amirauté sont en grève.

Id. (*Dépêches du*). — ORIANDA (Crimée). — Près de la résidence impériale de Livadia, on découvre une imprimerie et un dépôt clandestins de proclamations et de brochures révolutionnaires.

Id. — SAINT-PÉTERSBOURG. — Grèves : la grève éclate dans les chantiers de Schlisselbourg, de la Néva, de la Baltique, d'Alexandrovo. A l'usine mécanique d'Alexandrovo, le directeur général Chaufous déclare qu'il ferme ses ateliers et passe les commandes à l'étranger. Cinquante-deux usines particulières et treize usines de l'Etat, occupant environ 60.000 ouvriers, sont en grève.

23 *février/8 mars.* — ID. — Manifestation : six cents ingénieurs se réunissent sous la présidence de M. Loutouguine, ancien professeur à l'Ecole des

Mines. On conspue la police et le gouvernement. M. Tichenko, associé de Doubassov, le grand marchand de naphte, qui arrive de Bakou, fait le récit des troubles et affirme qu'ils ont été organisés par la police. Vote d'un résolution violente.

23 *février*/8 *mars*. — SAINT-PÉTERSBOURG. — Grèves : la direction des usines des Chantiers de la Baltique annonce qu'elle ferme pour un temps indéterminé et licencie tout son personnel.

24 *février*/9 *mars*. — SOUKHOUM. — Attentat : deux inconnus tirent sans résultat six coups de revolver contre le gouverneur colonel Progoulbitski, au moment où il sort de la poste, à 11 heures du matin.

Id. — VARSOVIE. — Attentat : un ouvrier attaque et blesse grièvement au cou le lieutenant de cavalerie Razstégaiev, qui s'est signalé dans la répression.

25 *février* / 10 *mars*. — ID. — Attentat : un commissaire de police est attaqué et blessé par un inconnu.

Id. — PENZA, KIEV, SMOLENSK, etc... — Troubles agraires : depuis plusieurs jours, désordres agraires dans le centre de la Russie. A Tchernigov, deux usines sont pillées et incendiées ; de même à Koursk.

26 *février* / 11 *mars*. — SAINT-PÉTERSBOURG. — Bombe : à 4 heures du matin, dans la maison meublée Bristol, au coin de Morskaïa et de la place Saint-Isaac, retentit une furieuse explosion qui brise toutes les vitres et démolit une partie de l'étage. Dans une chambre, on trouve, le ventre ouvert et une jambe sectionnée, un voyageur descendu là depuis peu de jours, avec un passeport anglais au nom de Mac Culloch, et qui, parlant allemand, affectait de comprendre mal le russe, qu'il prononçait avec un fort accent. Le pré-

tendu Anglo-Allemand était un révolutionnaire russe, occupé à fabriquer une bombe, et chez qui on saisit des papiers qui permirent des arrestations subséquentes.

27 *février*/12 *mars*. — Minsk. — Attentat : coups de feu contre le maître de police Guffenberg.

Id. — Saint-Pétersbourg. — A 5 heures de l'après-midi, sur la perspective Nevsky, un officier de Port-Arthur est frappé sans provocation par un ouvrier, qui lui crie au nez : « Nous en ferons autant à tous les officiers. »

28 *février*/13 *mars*. — Moscou. — Bombe : au bord de la Moskova, au Kremlin, une explosion mystérieuse retentit. Un policier à proximité est projeté à terre.

Id. (*Dépêches du*). — Pologne. — Des nomades, vêtus en paysans, répandent l'agitation dans les campagnes.

Id. — Cronstadt. — Des proclamations sont distribuées clandestinement aux soldats et aux marins pour les exhorter à détériorer les bâtiments que l'on est en train d'armer.

Id. — Sébastopol. — L'amiral Tchoukhine, commandant la flotte de la mer Noire, publie un ordre du jour où il signale la propagande révolutionnaire faite parmi les équipages et dénonce Sébastopol comme le foyer des idées subversives.

Id. — Kremenchug. — Attentat : le lieutenant Koulov, des cosaques de la Volga, est attaqué et blessé mortellement. Son régiment avait participé à la répression des troubles agraires de Poltava, en 1902, et à celle des manifestations de décembre 1904 à Moscou. De nombreux officiers ont reçu des lettres de menaces.

2/15 *mars*. — Moscou. — Bombe : la nuit, une forte

explosion se produit sur la place des Théâtres. Une personne blessée.

2/15 *mars*. — Briansk. — Grèves : des grévistes menacent de commettre des désordres. La ville est occupée militairement.

3/16 *mars*. — Tiflis. — Attentat : à 8 heures du matin, l'officier Savelli est tué dans la rue à coups de revolver.

Id. — Moscou. — Dans la forêt de Marina, on découvre un dépôt de revolvers et d'explosifs.

Id. — Novgorod. — Troubles agraires : les paysans parlent ouvertement du partage des terres. On leur envoie des cosaques.

Id. — Saratov. — Troubles agraires : les paysans du village de Yelani, fanatisés par un pope qui les excite contre les intellectuels, saccagent l'école du zemstvo.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Attentat : à 8 heures du soir, une explosion se produit sur la voie publique, à proximité de la demeure de M. Pobédonostsev.

4/17 *mars*. — Id. — On publie une proclamation de Gapone aux paysans. Exhortations à ne payer ni impôts à l'Etat, ni fermages aux nobles, ni aucune contribution, à refuser le service pour la guerre contre le Japon, « lointaine, inutile, honteuse, menée par les valets du tsar, par les généraux incapables et traîtres ».

Battons-nous « jusqu'à la mort » pour « notre liberté chérie », « pour l'Assemblée constituante, pour le gouvernement du peuple qui remplacera le règne du tsar et de ses fonctionnaires ». « Fusil ou bâton, tout doit être bon. » Ne touchez ni aux femmes ni aux enfants, ni aux pauvres ni aux misérables, ne pillez pas les maisons où il n'y a ni vivres ni armes. Emparez-vous de la terre.

« Préparez-vous à cette insurrection armée pour remporter la victoire définitive sur le tsar-vampire. »

4/17 *mars*. — SAINT-PÉTERSBOURG. — On apprend l'arrestation de Verkhovski à Tsarskoé-Sélo[1].

5/18 *mars*. — DVINSK. — Attentats : coups de revolver contre des policiers.

Id. — BIELOSTOK. — Le sous-commissaire Polkhovski est attaqué dans la rue en plein jour. Il est blessé en même temps qu'un agent.

Id. — TIFLIS. — Cinq mairies et une église sont incendiées. Le lendemain, une troupe de police est attaquée à coups de fusil.

7/20 *mars*. — HELSINGFORS. — Attentat : Matty Reinicka tire trois coups de revolver contre Miassoyédof, gouverneur de Viborg, et le blesse trois fois dangereusement.

Id.. — LODZ. — Attentat : trois coups de revolver contre Mozgounov, adjoint du commissaire. Blessures graves.

Id. — RIGA ET MITAU. — Des meetings de plusieurs milliers d'ouvriers ont lieu le 19 et le 20. A Riga, la foule attaque à coups de revolver un train où se trouvent les membres de la Cour de justice de Pétersbourg.

8/21 *mars*. — VARSOVIE. — Attentat : une bombe est lancée le soir contre une patrouille. Quatre soldats, deux agents, deux gendarmes à cheval, un employé des postes sont blessés, dont sept grièvement.

9/22 *mars*. — SAINT-PÉTERSBOURG. — Bombe : une bombe intacte est trouvée devant le palais du grand-duc Alexis.

1. Voir chapitre XVIII.

10/23 *mars*. — SAINT-PÉTERSBOURG — Grèves : sept usines entrent en grève. Nouvelles grèves aussi à Lodz et Briansk.

11/24 *mars*. — CAUCASE. — Etat de siège : par décision impériale, l'état de siège est proclamé à Koutaïs, Poti et Batoum.

12/25 *mars*. — RIGA. — Attentat : un agent de police est attaqué le soir; d'autres surviennent; l'un est tué, deux blessés.

Id. — Par ordre supérieur, on a prescrit aux commandants de corps d'armée une enquête sérieuse « sur l'état matériel et moral des soldats ».

Id. — SAINT-PÉTERSBOURG. — Bombes : quatre-vingts bombes sont découvertes dans le cimetière de Pavlovski.

Des arrestations nombreuses sont faites parmi les élèves des écoles militaires.

13/26 *mars*. — VARSOVIE. — Attentat : à 8 heures du soir, Stéfane Okrjeïa, âgé de dix-huit ans, serrurier, entre au poste de police du faubourg de Praga, lance une bombe, blesse quatre agents (dont trois mortellement) et deux particuliers, brise toutes les vitres, fait s'écrouler un mur, s'enfuit, est arrêté. On prévient téléphoniquement le baron Nolken, grand-maître de police, à la mairie de Varsovie. Il monte en voiture et se précipite au faubourg de Praga. Au moment où il approche du pont Alexandre, un inconnu, du trottoir, lui jette une bombe qui le blesse à la tête, à la hanche et au bras, et tue les chevaux. L'agent Gavrilov poursuit l'inconnu, qui l'abat mort de deux coups de revolver.

Id. — YALTA. — Troubles : un bureau de police est envahi par la foule; plusieurs officiers de police sont blessés; la foule saccage des magasins,

incendie les maisons des nobles, se rue sur la prison et délivre trente prisonniers.

13/26 *mars.* — Géorgie. — Un gouvernement populaire provisoire est proclamé et installé en Géorgie. Les troupes locales refusent le service contre les insurgés.

16/29 *mars.* — Varsovie. — Attentat : une sentinelle, postée près du pont du chemin de fer, essuie plusieurs coups de revolver.

Id. — Bakou. — Attentat : l'officier de police Mikeladzé et l'agent Efimouschkine, assaillis par cinq inconnus, sont tués à coups de revolver. Un troisième agent est blessé au pied. Le feu éclate dans les entrepôts de pétrole de la Compagnie Mantachef.

17/30 *mars.* — Pologne. — Un rescrit proclame l'état de siège à Varsovie et Lodz.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Attentat : on arrête, devant la maison du général Trépov, un jeune homme que l'on y avait remarqué plusieurs fois les jours précédents. Il tire un revolver de sa poche et blesse deux agents.

Id. — Bakou. — Attentat : un officier de police et un agent sont tués par une bande armée.

18/31 *mars.* — Odessa. — Attentat : l'officier de police Olghinsky est blessé à la poitrine par le revolver d'un jeune homme.

Id. — Saratov. — Manifestation : une conférence de jurisconsultes et de médecins sur le choléra, qui a attiré au théâtre municipal deux mille personnes, donne lieu à de violentes manifestations. On crie : A bas la police! On lance des proclamations, on chante la *Marseillaise.*

Avril.

19 *mars*/1er *avril*. — Soukhoum. — Attentat : l'attentat contre le colonel Progoulbitsky, chef du district, manqué le 24 février/9 mars, est renouvelé, sans plus de succès.

Id. — Gori. — Troubles agraires : depuis plusieurs jours, les paysans descendent des montagnes et marchent sur les propriétés. A la mairie, les documents administratifs sont détruits, et il est impossible de dresser les listes de conscription. Les correspondances sont dispersées, il n'y a plus de service postal. Les propriétaires sont en fuite. Les paysans organisent des cortèges derrière le drapeau rouge.

Id. — Dunabourg. — Attentat : l'adjoint au maître de police Bouliguine est dangereusement blessé par trois coups de revolver tirés sur lui dans la rue par un inconnu.

Id. — Lodz. — Attentat : à 1 heure de l'après-midi, une bombe blesse grièvement l'adjoint au maître de police Schatalovitch. Un homme et deux femmes en outre sont blessés.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Arrestations : quatorze arrestations sont opérées à Saint-Pétersbourg : parmi elles, trois femmes et trois individus déguisés en cochers et en commissionnaire. Les perquisitions font découvrir des explosifs. Deux des femmes, Ivanovskaïa et Léovantina, appartiennent à de bonnes familles. La sœur de l'une a épousé un écrivain connu ; l'oncle de l'autre est un réactionnaire militant, pourvu d'une haute situation. Au domicile de Léovantina, arrêtée chez son coiffeur, on découvre des bombes.

20 *mars*/2 *avril*. — Moscou. — Manifestation : à l'Université, une séance du Congrès médical réuni pour parer au choléra est l'occasion de discours où le gouvernement est violemment pris à partie. On fait des quêtes pour acheter des armes au peuple.

22 *mars*/4 *avril*. — Winden. — Désordres et collisions entre les grévistes et la troupe. De même à Riga. A Mogilev, le sous-chef de la police Misgaïlo est blessé de trois coups de revolver.

Id. — Varsovie. — Attentats : un individu s'introduit la nuit à l'hôpital, décharge trois coups de revolver sur l'un des agents blessé par la bombe du faubourg de Praga. Un autre agent est attaqué dans la rue à coups de feu et grièvement blessé.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Violents incidents à l'usine Pall : une escorte de police est attaquée à coups de pierres : un officier et onze agents sont blessés.

23 *mars*/5 *avril*. — Saint-Pétersbourg. — Arrestation : la fille du général Léontiev est arrêtée ; on saisit sous son lit deux bombes et des explosifs. Plusieurs arrestations ont lieu en outre.

25 *mars*/7 *avril*. — Smolensk. — Troubles : à l'occasion de l'enterrement d'un ouvrier tué par un agent, ses camarades poussent des cris révolutionnaires et chantent la *Marseillaise*.

27 *mars*/9 *avril*. — Smolensk. — Nouvelles manifestations, nouvelles *Marseillaises*.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Manifestations : quinze cents personnes manifestent au théâtre contre le gouvernement à l'occasion de l'exécution d'un opéra de Rimsky-Korsakov.

Id. — Akstov. — Les grévistes arrêtent un train et le forcent à rétrograder.

Id. — Romny. — A l'école supérieure de Romny, un

portrait du tsar est détruit par un explosif; quatre élèves blessés.

28 *mars*/10 *avril*. — Saint-Pétersbourg. — Congrès des avocats (voir chapitre XIV).

Id. — Id. — Graves désordres aux usines Poutilov.

Id. — Libau. — Attentat : neuf coups de revolver sont tirés sur le directeur de la prison, sans résultat.

Id. — Vilna. — Arrestation d'une femme inconnue, chez qui on trouve une typographie clandestine et des armes.

Id. — Saint-Pétersbourg. — On apprend que les deux filles du général Trépov ont tenté de se suicider; l'une s'est jetée au-devant d'un train; l'autre s'est tiré une balle; elles sont blessées; on attribue cette double tentative à une complicité avec Mlle Léontiev, leur amie, précédemment arrêtée.

Id. — Id. — Dix mille ouvriers tiennent la nuit un meeting au quartier de Narva. Violents discours. La police, intervenant, est repoussée.

29 *mars*/11 *avril*. — Id. — Nouvelles grèves dans plusieurs usines.

31 *mars*/13 *avril*. — Revel. — La grève est déclarée.

Id. — Kalisch. — Une explosion à l'école secondaire.

Id. — Odessa. — Coups de revolver sur un commissaire de police.

2/15 *avril*. — Moscou. — Troubles agraires dans la région; les propriétaires se réfugient à Moscou.

Id. — Helsingfors. — Dix mille manifestants se réunissent sur la place du Sénat et demandent le suffrage universel.

Id. — Koursk. — La nuit, nombreuses perquisitions, une dizaine d'arrestations, bagarres, cinq policiers blessés.

3/16 *avril*. — Kharkhov — Troubles agraires : les por-

priétés sont pillées par les paysans, les fils télégraphiques coupés.

4/17 *avril*. — Elisavetopol. — Les trains de Tiflis n'arrivent plus, ou déraillent, ou sont attaqués.

Id. — Mitau. — Toute la Courlande est proclamée en « état de protection renforcée », qui correspond à l'état de siège.

Id. — Vladicaucase. — Des bandes pillent les propriétés.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Troubles : quittant le cimetière de Vyborg, où ils venaient d'enterrer l'un des leurs et d'acclamer des discours révolutionnaires, trois cents ouvriers rencontrent un détachement de police à cheval et tirent sur lui à coups de revolver.

5/18 *avril*. — Erivan. — La circulation des trains a presque cessé. Les commerçants ne reçoivent pas des marchandises commandées depuis plusieurs mois.

7/20 *avril*. — Podolie. — Une cinquantaine de villages sont en insurrection. Violences et pillages. Les paysans de Podolie étaient cités pour leur zèle autocratique, leur ardeur au travail et leur état relatif de culture.

Id. — Bielostok. — Attentat : un Cosaque est abattu d'un coup de revolver dans la rue par un inconnu.

8/21 *avril*. — Libau. — La nuit, dix-sept poteaux télégraphiques sont sciés sur la ligne, et cinq placés en travers de la voie.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Du 18 au 21, un Congrès se tient secrètement à Pétersbourg. Il comprend des journalistes (cent vingt journaux et revues représentés), des représentants de la littérature, des notabilités libérales, des délégués juifs, arméniens, géorgiens, lithuaniens, etc...: cent

quarante personnes en tout. On délibère sur la question des nationalités, on décide la fondation d'une Ligue politique.

9/22 *avril.* — ODESSA. — La police ouvre à la douane des caisses déclarées comme contenant des instruments agricoles, et y découvre pour plus de quarante mille francs d'armes à feu. Elles venaient d'Allemagne.

10/23 *avril.* — SAINT-PÉTERSBOURG. — En une semaine, deux mille ouvriers sont expulsés et renvoyés dans leurs villages.

11/24 *avril.* — MOSCOU. — La grève des boulangers oblige à faire venir du pain des villes voisines.

Id. — POLOGNE. — Dans la crainte de troubles le 1er mai, on contremande la mobilisation précédemment ordonnée.

12/25 *avril.* — KOURSK. — Nouveaux troubles agraires.

14/27 *avril.* — BIELOSTOK. — Les Juifs sont terrorisés par les Cosaques; pillage des maisons, coups aux vieillards, aux femmes et aux enfants, cambriolages : voilà leur occupation. Ils vont jusqu'à arrêter les passants dans la rue pour les injurier, les frapper, les voler, ou pour rire.

16/29 *avril.* — KOURSK. — Les propriétaires fonciers de Koursk et de Pensa demandent de rapides mesures contre les troubles agraires qui se développent de plus en plus.

Id. — KHARKHOV. — Les paysans répandent le bruit que les généraux russes sont vendus aux Japonais, et que la reddition de Port-Arthur a été payée par ceux-ci.

Mai.

18 *avril/1er mai.* — VARSOVIE. — Troubles : à l'occasion du 1er mai, vaste manifestation de la classe ouvrière, organisée principalement par le parti socialiste. D'abord pacifique, elle s'énerve et s'excite sous la répression. Chants révolutionnaires. Charges furieuses des Cosaques dans les principales rues de la ville. Le nombre des morts serait de soixante-deux, celui des blessés de deux cents. Journée sanglante, qui est la réédition du 9/22 janvier à Pétersbourg, dans de moindres proportions. A 10 h. 1/2 du soir, une bombe, lancée dans une patrouille, tue trois Cosaques et un agent de police. Toutes les affaires sont suspendues, les magasins fermés. Les trains de marchandises ne peuvent partir.

A Lodz, à Kalisch, mêmes grèves, mêmes désordres, mêmes répressions. A Minsk, une explosion. A Bakou, en pleine cathédrale, on crie : « A bas l'autocratie ! »

Id. — SAINT-PÉTERSBOURG. — Bombe : l'étudiant Doubinen et un de ses amis, dans un logement d'Ismaïlovski prospect, laissent éclater une bombe qu'ils sont en train de préparer.

Id. — MOSCOU. — Le prince Troubetzkoï, maréchal de la noblesse de Moscou, publie dans les *Rousskia Viédomosti* un article hardi. Il y dit entre autres choses : « L'ordre de choses ancien est condamné par la sentence de nos défaites extérieures; il se décompose d'ailleurs de lui-même. »

19 *avril/2 mai.* — MOSCOU. — Un officier ivre, poursuivi dans la rue par la foule, se réfugie chez un res-

taurateur dont la boutique est saccagée. Deux officiers de police sont blessés dans la bagarre.

19 *avril*/2 *mai*. — Grodno. — La grève générale est déclarée. L'officier de police Kirienko est attaqué et grièvement blessé.

Id. — Varsovie. — Attentat : un agent de police, à neuf heures du matin, est tué dans la rue par un coup de revolver.

Id. — Lodz. — Attentat : à huit heures du matin, quatre hommes tuent un agent et en blessent un autre. Par surcroît, émeutes dans la soirée : les soldats font quatre cadavres.

A Lodz, Varsovie, Grodno, etc..., les troubles se prolongent avec la même intensité pendant plusieurs jours. Il y a des morts et des blessés tous les jours.

20 *avril*/3 *mai*. — Saint-Pétersbourg. — Arrestations : chez un menuisier du faubourg d'Okhta, on surprend et on arrête douze individus qui fabriquent des explosifs.

21 *avril*/4 *mai*. — Helsingfors. — Trois officiers de police, accusés de haute trahison pour avoir essayé de fomenter une insurrection, sont arrêtés.

22 *avril*/5 *mai*. — Odessa. — On arrête dans la rue un porteur de bombe. On découvre dans la rue Semskaia un dépôt d'armes.

23 *avril*/6 *mai*. — Saint-Pétersbourg. — On arrête à la porte de l'église Saint-Isaac un individu habillé en officier de marine, et que l'on trouve porteur de pyroxiline.

Id. — Varsovie. — Abrahamovitch, officier de police, après avertissement, reçoit d'un inconnu cinq coups de revolver.

A Lodz, attentats identiques contre plusieurs policiers.

24 *avril*/7 *mai*. — Moscou. — Du 5 au 9 mai, s'est tenu à Moscou le deuxième Congrès des zemstvos. 127 voix contre 8 se prononcent pour le suffrage universel. 87 voix contre 48 se prononcent pour l'élection directe. 107 voix, pour les deux Chambres; 29 pour la Chambre unique. A l'unanimité moins 13 voix, le Congrès décide que l'Assemblée nationale doit être souveraine.

25 *avril*/8 *mai*. — Tiraspol. — Troubles agraires. Incendies de propriétés.

Id. — Bielostok. — Distribution aux soldats de proclamations révolutionnaires.

Id. — Ferioki (Finlande). — Un Congrès de cent-vingt ingénieurs, représentant huit mille ingénieurs de toutes les parties de la Russie, vote des résolutions politiques.

26 *avril*/9 *mai*. — Pologne. — Une statistique établit que, *du* 17 *février au* 9 *mai*, *il y a eu*, *dans la seule Pologne*, *quatre-vingt-douze attentats*.

Id. — Jitomir. — Des massacres antisémites, depuis le 6 mai, se poursuivent chaque jour à Jitomir. On mutile les cadavres juifs, on saccage les maisons.

Id. — Nijni-Novgorod. — Attentats : le capitaine de cavalerie Grechner, chef de la police de sûreté, est tué la nuit à coups de revolver.

Id. — Moscou. — Six bombes sont saisies dans un coffre-fort de la banque Djamgarev.

27 *avril*/10 *mai*. — Tambov. — Troubles agraires dans le gouvernement de Tambov et dans le district de Kichinev.

Id. — L'état de siège est proclamé à Mélitopol, Vilna, Grodno et Smorgoni.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Plusieurs milliers d'ouvriers tiennent un meeting clandestin.

27 *avril/10 mai.* — Reval. — Un millier d'ouvriers, des délégués de Pétersbourg et *des personnes masquées* tiennent un meeting hors de la ville, à l'insu de la police. On chante : « Ce n'est pas de l'Empereur, mais de nos propres forces, que nous vient une aide. »

28 *avril/11 mai.* — Jitomir. — L'état de siège est proclamé. Les troubles antisémites s'étendent aux bourgs de Gostinine et de Doussiata.

Id. — Chtchuschine. — Quatre inconnus armés attaquent la nuit la poudrière du 4e régiment des Cosaques du Don.

29 *avril/12 mai.* — Jitomir. — Les massacres continuent. Le commissaire de police Renyarov est tué dans la rue par deux balles de revolver.

Id. — Bakou. — On publie une lettre violente que M. Alexandre Novikov, ancien maire de Bakou, a adressée au prince Nakachidzé, gouverneur, et qui accuse formellement celui-ci d'être l'instigateur des massacres. M. Novikov cite des faits. Voici quelques phrases : « Vous êtes pire que Caïn ; vous avez ensanglanté vos mains dans le sang de centaines de vos frères innocents... Vous êtes pire que Judas, qui, après avoir accompli l'œuvre horrible, se repentit et se donna la mort... Que votre nom soit maudit ! »

Id. — Moscou. — Les maréchaux de noblesse, réunis à Moscou, repoussent le programme réactionnaire Samarine et adoptent le programme Troubetzkoï, avec quelques modifications qui le rapprochent du programme radical des zemstvos.

Id. — Saint-Pétersbourg. — Mlle Irène Schamchine, qui a dix-sept ans et est la fille d'un sénateur, se suicide à l'hôtel de l'Europe pour des motifs politiques, dit-on.

1er/14 *mai.* — Grèves et troubles à Pétersbourg, Moscou, Tver, Reval, Varsovie, Koutaïs, Kiev, Libau, Vitebsk, Odessa, etc... Les jours précédents, les ouvriers, dans une forêt voisine de Pétersbourg, s'exerçaient à lancer des bombes.

Au cimetière de Préobrajenski (Pétersbourg), on chante la *Marseillaise.*

Id. — Kichinev. — Plusieurs maisons juives sont pillées par des soldats du 69e d'infanterie.

2/15 *mai.* — Grève générale à Odessa et Saratov.

Manifestations révolutionnaires à Oufa (Oural).

Les troubles antisémites de Mélitopol ont produit soixante-quinze victimes.

6/19 *mai.* — Varsovie. — Bombe : l'ouvrier Debrowolski, en trébuchant sur la bordure d'un trottoir de la rue Miodowa, laisse tomber de sa poche une bombe qui le tue, tue deux agents de police, éventre la façade du café voisin, et blesse vingt-deux passants, dont trois grièvement. Le gouverneur-général Maximovitch devait passer à cet endroit quelques minutes après.

7/20 *mai.* — Moscou. — La douma adopte un projet de réforme constitutionnelle.

8/21 *mai.* — Oulens. — Cinquante paysans saccagent l'école, le débit d'eau-de-vie de l'Etat, la mairie, déchirent le portrait du tsar et les avis de mobilisation.

Id. — Odessa. — Bombes : la police prétend avoir découvert une fabrique de bombes et saisi cent trente-sept bombes achevées.

10/23 *mai.* — Varsovie. — Attentat : une bombe blesse grièvement le chef de la police.

11/24 *mai.* — Bakou. — Attentat : le prince Nakachidzé, passant en voiture, reçoit une bombe qui déchi-

quète sa voiture, disperse ses membres, tue un capitaine de cosaques qui l'accompagnait et un passant, blesse grièvement le cocher. C'est l'exacte répétition du meurtre du grand-duc Serge : c'est la veille, le 10/23, que Jean Kalaiev a été exécuté à Moscou, ayant écrit, le lendemain de sa condamnation : « Mourir pour ses convictions, c'est appeler les autres au combat. »

Etc... Etc... Etc...

[On n'a pas eu la prétention d'établir au complet ce « calendrier de la paix intérieure », qui va du 20 février au 25 mai 1905 : on y a volontairement omis un grand nombre de massacres, d'attentats, de bombes, de troubles, de grèves, de révoltes agraires, de divertissements antisémitiques, de pillages, d'incendies, de meetings, de proclamations, etc..., ce n'est pas tout à fait inutile à dire. Et ce calendrier pourra être continué.]

XXIII

LES PARTIS

La tour de Babel. — Ni doctrines ni méthodes. — Influences françaises et allemandes. — Les partis s'organisent. — Les socialistes révolutionnaires : action sur les paysans. — Les terroristes. — Les socialistes démocrates : action sur les ouvriers. — Le parti de la Révolution. — Libéraux et radicaux. — Le libéralisme dans la bureaucratie. — Les juifs. — Les allogènes. — Les trois chapeaux. — La nation parle par les zemstvos. — Le Congrès de mai à Moscou. — La droite et la gauche. — Où l'on fabrique une Constitution. — Le suffrage universel. — Les orateurs et les votes. — Le projet de l'épigone Chipov. — Chipov battu convoque un nouveau congrès (juin). — Le Manifeste de la Nation : sommation à l'autocratie. — L'impuissant Trépov pose des conditions. — Les délégués devant l'Empereur. — Ce que dit Nicolas.

— L'erreur de l'autocratie, me disait un jour un très distingué professeur de l'Université, est de n'avoir ni discerné la force de la poussée libérale ni permis depuis longtemps la constitution normale des partis. Elle s'appuierait alors sur ceux-ci contre ceux-là, selon le jeu éternel. Au lieu de cela, le régime les a tous contre lui, et lui-même manque de base. Voilà pourquoi, ajoutait le professeur, je pense que l'établissement d'une Constitution lui donnerait à lui-même un avantage très grand. »

Ce professeur est un libéral. M. Souvorine, qui est un

conservateur intelligent, exprimait récemment, dans le *Novoié Vrémia*, une idée analogue, et, dans la forme pittoresque qu'il affectionne, il comparait l'édifice autocratique à une vaste tour de Babel que l'État se construisait jour par jour et qu'il se flattait de terminer avec la seule aide de vieux architectes, lesquels, n'ayant jamais entendu parler que d'un style très archaïque, ne réfléchissaient ni aux plans, ni aux manœuvres, ni aux matériaux. « Nous nous éléverons jusqu'au ciel, disaient-ils, nous y déroberons la foudre et les éclairs. »

« Mais, continuait M. Souvorine, à ces architectes advint la même mésaventure qu'aux constructeurs de Babel : les langues se sont confondues, la foudre et les éclairs sont demeurés entre les mains de Dieu. » Il concluait par la nécessité de mettre de l'ordre dans le chaos de l'opinion, de définir nettement les doctrines, d'analyser ses sympathies et ses antipathies, de constituer un grand parti modéré, enfin d'agir.

A vrai dire, jusqu'aux événements de « ces jours », on ne vit en Russie qu'un parti régulièrement et fortement organisé, peu nombreux mais entreprenant, composé d'hommes intelligents, audacieux et violents, pourvu d'une théorie et d'une méthode : c'est le parti nihiliste.

A côté de lui, on distinguait une succession de partis mal délimités, dont les actions diverses se fondaient dans une vague opposition négative qui les englobait tous, et dont les grandes ondes étaient surtout formées, non par une communauté de doctrines, mais par l'affinité des tempéraments individuels.

Cette opposition s'était notifiée au temps des premières révoltes du règne d'Alexandre Ier et nourrie du sang des décabristes de 1825. Sa masse était faite de ces hommes impatients de contrainte qui, ayant discerné les vices, les périls, la carrière bornée d'une audacieuse bureaucratie, aspiraient généreusement, mais sans direction,

à un régime de liberté. Parmi eux, sous l'influence de la Révolution française de 48, des ouvrages de Buchner, de Karl Marx et de la propagande allemande, quelques-uns formèrent des groupements plus avancés, mais qui, également dépourvus d'une doctrine fixe, ne se munirent pas davantage d'une méthode d'action.

A mesure que passent les années, que se constitue la conscience nationale, qu'une série de guerres, en publiant le désordre du régime, fortifient les défiances et fomentent les colères, que la répétition des attentats nihilistes remue les couches profondes du peuple, que le réactionnaire Alexandre III, en fouettant les énergies nationales, les exaspère, ces groupements prennent une physionomie de plus en plus caractéristique, élaborent des programmes et des méthodes, reçoivent, de comités installés à l'étranger, une direction; enfin, quand éclate, après la disparition de Plœhwe, la fanfare libérale qui va secouer la torpeur russe, il ne leur reste plus à faire qu'un effort minime pour devenir des partis réguliers et puissants.

Ils ont fait cet effort. Il est possible aujourd'hui de reconnaître, à travers la simplicité apparente, la complexité d'une opposition que meuvent des tendances diverses, si un objet commun les rassemble.

Les socialistes révolutionnaires sont peu nombreux à la vérité, mais ardents et énergiques. Ils ont pour organe la *Russie révolutionnaire* qui s'imprime à Genève. Ils placent en première ligne la question agraire, et leurs émissaires, ayant compris que le destin du régime est suspendu à un soulèvement des campagnes, agissent principalement sur les paysans, sur les maîtres d'école, sur les médecins de campagne, sur les petites gens de la province. La propagande se fait par le moyen de placards clandestins et de proclamations qui, dans certaines périodes, sont jetés à profusion dans les districts dési-

gnés par un Comité qui siège à l'étranger. Ils ont aussi des agents qui, déguisés en paysans ou vêtus d'uniformes officiels, se répandent dans les villages et appellent le peuple à la révolte. On trouve leurs mains dans tous les désordres agraires qui, depuis dix ans, agitent la Russie; c'est eux qui, depuis quatre mois, saisissant l'occasion d'une affreuse misère et du trouble général, ont poussé au pillage et à l'incendie des propriétés. Ils n'attendent rien de l'avenir par les voies ordinaires; ils proclament que l'insurrection violente n'est pas seulement un devoir, mais l'unique instrument de la Révolution. Ils ont déclaré à l'autocratie une guerre sans pardon, et c'est l'audace de leurs plus violents zélateurs qui a constitué à l'extrême-gauche du parti la section terroriste, continuatrice du nihilisme.

Plus nombreux que les révolutionnaires, aussi intrépides, mais avec moins de violence, voici les socialistes-démocrates. Avec un sens plus pratique peut-être, ils s'appuient sur les ouvriers. Sans méconnaître l'urgence du problème agraire, sans l'omettre dans leur programme, c'est au peuple ouvrier qu'ils s'adressent d'abord. Selon une statistique officielle qui remonte déjà à 1897, mais qui est la plus récente, on compte en Russie un effectif total de 9.156.000 ouvriers et artisans, qui se dénombrent ainsi : 3.224.985 ouvriers de manufactures et d'usines (parmi lesquels 15,8 p. 100 de femmes), 2.722.890 ouvriers agricoles et pêcheurs, 1.095.084 journaliers et manœuvres, enfin 2.113.121 domestiques. En faisant abstraction des domestiques, des pêcheurs et des campagnards, il reste 4.320.069 ouvriers proprement dits. Voilà l'armée que les socialistes-démocrates ont entrepris de mobiliser au profit de la liberté. Ils se disent que le paysan, plus ignorant, plus borné, prisonnier de la tradition religieuse, sera plus lent à mouvoir, et, par sa masse immense, plus long à pénétrer;

dans l'ouvrier, chez qui le contact des villes, l'existence en commun, l'obligation de débattre ses intérêts, la lecture des journaux, ont développé une certaine culture et un commencement de conscience politique, ils se flattent de trouver un instrument plus docile, plus nerveux, plus résistant. Sur lui aussi, ils agissent par le moyen de conversations, de conférences, de proclamations. Cependant leur action fut limitée et ses résultats peu visibles jusqu'au jour où le pope Gapone, plus expert qu'eux-mêmes dans l'art de manier la pâte populaire, sut, en peu de mois, mettre debout pour l'œuvre commune les 300.000 ouvriers de Pétersbourg, et, par là, entraîner à leur suite tous les artisans des industries russes. Les têtes du parti, d'esprit jaloux et sectaire comme sont d'ordinaire les agitateurs clandestins, s'étaient défiées à l'origine de la propagande du pope ; ne le soupçonnaient-ils pas de manœuvres policières? Il fallut, pour sceller leur réconciliation, la saignée du 9/22 janvier, qui jeta dans le parti, en même temps que le pope, les trois quarts des ouvriers qui avaient eu foi en lui.

Eux aussi ont des Comités à l'étranger, et leur organe, *Iskra* (*l'Etincelle*) paraît à Genève. Ils se distinguent des révolutionnaires en ceci que, avec une énergie égale et des buts identiques, ils estiment trop exclusive la méthode d'action des premiers. Il ne leur est pas démontré que la révolution ne puisse s'accomplir par les voies pacifiques, et ils se déclarent prêts à y collaborer de toute leur bonne volonté. Mais que l'action violente devienne nécessaire, on les verra, du même cœur, faire bloc avec les révolutionnaires et oublier les dissentiments passagers qui les ont parfois divisés.

Tous deux forment le grand parti de la Révolution. Tous deux expriment la souffrance, la misère, la révolte de la Russie. Sans eux, sans la pression des émeutes

ouvrières et des soulèvements agraires, rien sans doute n'eût été obtenu du régime. Mais on peut dire de même que nulle concession ne lui eût été jusqu'à ce jour arrachée sans les libéraux, qui peuplent les zemstvos, font l'opinion des villes, discutent dans la presse, constituent la vaste zone intermédiaire qui permet à la hautaine autocratie de faire un pas vers les réformes sans paraître céder à l'exigence brutale de la sédition. Ces libéraux eux-mêmes se partagent en deux fractions : l'une, plus avancée, qui, déjà, donne la main aux socialistes-démocrates et trouve sa formule dans *l'Osvobojdiénié* (*la Délivrance*), le journal de bataille que publie à Paris M. Pierre Struve ; l'autre, plus circonspecte et modérée, qui n'hésite pas sur le but à atteindre, mais souhaiterait pouvoir s'y acheminer d'un pas sûr, en évitant les périls d'une route malaisée et d'une entreprise hasardée. Distinction subtile en vérité, qui tient davantage aux individus qu'aux doctrines, car un programme commun les lie et toute action nécessaire affirme leur cohésion. On l'a vu au Congrès de novembre à Pétersbourg, aux Congrès de mai et de juin à Moscou, alors que les délégués des zemstvos se sont levés devant le souverain comme les représentants autorisés de la nation protestataire.

Les troupes libérales et radicales sont : les zemstvos, les doumas, vingt-six maréchaux de noblesse sur quarante-neuf (et ce nombre grandira), les professeurs, les savants, les avocats, les ingénieurs, les industriels, les écrivains, les médecins, etc., tout ce qui forme « l'intelligence », tout ce qui a des intérêts à défendre, des yeux pour voir, une raison pour discuter. Ajoutons-y un contingent considérable fourni par la bureaucratie elle-même ; il est remarquable de constater *qu'un très grand nombre* d'officiers, même dans les hauts grades, même à Pétersbourg et dans les corps de la garde, *qu'un*

très grand nombre de fonctionnaires élevés, presque tous les petits fonctionnaires sont des libéraux. Sans doute ils se bornent à le manifester en des propos que déjà ils ne dissimulent plus, et nul d'entre eux n'a encore osé résister aux ordres du régime qu'il sert; mais c'est un symptôme que les instruments mêmes de la défense nationale et de la bureaucratie soient en train de se fausser entre les mains qui les emploient, et c'est, pour le gouvernement nouveau qui d'aventure viendrait à prendre le pouvoir, la certitude que son fonctionnement normal serait assuré à la minute même où il commanderait.

D'autres partis encore s'acharnent à la destruction du régime. Ce sont, d'un côté, les Juifs, de l'autre, les Allogènes. Les Juifs étant, entre tous, ceux qui ont le plus souffert de l'autocratie, se rattachent en majorité aux socialistes-démocrates, et le parti qu'ils ont fondé en 1895 sous le nom de *Bund*, devenu un puissant organisme, se réclame des mêmes principes que ceux-ci. Les Allogènes ont constitué, chacun dans leur patrie, des groupements politiques qui, se greffant sur les partis centraux, ont adopté leurs programmes en y ajoutant des revendications nationales. C'est ainsi qu'au mois de décembre 1904 s'est tenu à Paris un Congrès révolutionnaire, où étaient représentés les partis polonais, letton, géorgien, arménien, finlandais et juif; qu'un autre Congrès s'est réuni à la fin d'avril, sur l'initiative du pope Gapone, avec des éléments à peu près identiques, et, après avoir rédigé un appel commun, a décidé la création d'un bureau chargé d'unifier les efforts, et d'un Comité de combat destiné à la propagande.

Révolutionnaires, socialistes-démocrates, libéraux ou radicaux, ces trois corps d'armée s'élancent d'une même ardeur à la conquête du pouvoir : à l'avant-garde, le jeune

homme pâle qui porte une bombe dans sa main; à l'arrière-garde, le noble apeuré qui tente de modérer le gros des troupes. A vrai dire, ces trois corps sont devenus les éléments distincts, mais homogènes, d'une même armée d'assaut. Dans bien des réunions ou des banquets d'opposition, on peut apercevoir dans un coin de la salle trois chapeaux que gardent des partisans discrets. En sortant, on y jette quelque pièce de monnaie. On ne s'enquiert pas de sa destination ; celle-ci va à la propagande, celle-là à la Croix-Rouge révolutionnaire, qui secourt les victimes du parti, la troisième est versée à la caisse de « combat actif ». La propagande, ce sont des brochures, des proclamations, des voyages d'émissaires ; le « combat actif », appelons-le par son nom, c'est l'attentat. Nul libéral qui, dans l'intimité de conversations sûres, ne convienne que, dans ce pays de compression sauvage, chaque attentat nouveau est une brèche de plus dans le château-fort de l'autocratie, et que la bombe, selon le rang de sa victime, y a la valeur d'un ordre du jour de réunion publique ou d'un renversement de ministère dans un pays libre ; nul révolutionnaire qui ne soit prêt à reconnaître que l'agitation libérale est un acheminement vers la Révolution ; et ainsi, de l'une à l'autre extrémité, toute l'armée unie poursuit sa route, celui-ci prêchant la révolte, celui-là convoquant un Congrès, l'un envoyant au Tsar des adresses qu'il ne lit pas, l'autre achetant des revolvers. Tous participent ensemble au même combat, et nul n'est désavoué par aucun. C'est plus tard, à l'heure de la victoire, s'ils doivent vaincre, qu'ils prendront leurs formations distinctes; j'ai déjà rapporté ce mot d'un homme d'Etat : « Ils sont tous d'accord pour démolir ce mur et pénétrer dans la chambre qui est derrière ; ils démoliront le mur, mais au moment d'entrer dans la chambre, alors commencera la vraie bataille. »

Cette bataille, prenant sa base sur l'agitation ouvrière,

est vivement menée par les libéraux, et, au nom de ceux-ci, par les zemstvos. En se séparant au mois de novembre 1904, après avoir voté les onze articles de la Déclaration qui fut la charte provisoire de l'opposition nationale, ils s'étaient promis de se réunir de nouveau au printemps. M. Chipov avait été l'initiateur de la première convocation; il fut chargé de préparer la seconde. De ce congrès on résolut de faire la représentation réelle des assemblées provinciales. C'étaient, en novembre, des personnages sans mandat effectif qui s'étaient rencontrés à Saint-Pétersbourg; ils convinrent qu'en profitant de la prochaine session des zemstvos pour faire ratifier les décisions prises, ils prieraient en même temps ces assemblées de désigner à l'élection des délégués expressément chargés de les représenter au congrès de Moscou, et cette investiture officielle accuse la grave signification des débats du mois de mai et du mémorable document qui les conclut : ce manifeste adressé au tsar le 26 mai/8 juin et qui fut aussitôt appelé de son vrai nom : le Manifeste de la Nation.

Interdit par M. Bouliguine, selon l'usage qui devient tradition, le Congrès se réunit néanmoins au domicile du prince Dolgoroukov. Le prince, libéral hésitant, irréductible adversaire du programme constitutionnel, est pourtant de ces citoyens qu'indignent les tares du régime, et, dans ce fait qu'il prête sa maison à une assemblée qui va voter contre ses idées, constatons la solidarité qui unit tous les partisans, modérés ou radicaux, nonobstant les questions de programme. Le Congrès siège pendant quatre jours, du 22 avril/5 mai au 26 avril/9 mai. Il comprend 136 délégués. Il a une gauche et une droite : à droite, ce sont, entre autres, M. Chipov, M. Stakhovitch, le prince Serge Troubetzkoï, M. Moukhanov, qu'effraye la vague montante, et qui, depuis quelque temps, cherchent à contenir la véhémence libérale. Vains effrois! On n'arrête

pas le vent qui souffle, et c'est la tempête qui se prépare. Combien plus politiques les hommes qui ont compris que l'on ne rapièce pas un régime rongé d'usure, et qui, adaptant leurs modes d'action à la fin nécessaire, leur répondront tout à l'heure qu'il n'est point d'accommodements avec la liberté et qu'elle n'a que faire d'impuissants amants! Si vous n'êtes avec elle tout entier, vous êtes contre elle ; et pour tout ce qui lui barre le passage, prenez garde que son flambeau ne devienne torche!

La séance inaugurale, que préside le comte Pierre Heiden, de Pskov, assisté de trois vice-présidents, le prince Lvov, MM. Golovine et Ivan Pétrounkévitch, s'ouvre sur un rapport où le prince Dmitri Chakhovskoï, après un historique rapide des événements qui se sont produits depuis le Congrès de novembre, analyse l'état présent de l'opinion publique, et, tout aussitôt, le Congrès aborde la discussion du point essentiel de son programme : l'institution d'un régime parlementaire.

Pendant trois heures, M. Kokochkine, en une savante étude écrite, expose un plan d'organisation : création de deux Chambres, l'une, dite Chambre des États, élue par les zemstvos, les doumas et les grands corps nationaux existants ou à créer, comme la Diète de Finlande et la Diète de Pologne reconstituée ; l'autre, élue au suffrage universel et au scrutin secret, sans distinction de classes, par subdivisions territoriales; sera électeur tout citoyen âgé de vingt et un ans au moins, éligible tout citoyen jouissant de ses droits, sans considération de fortune ni d'instruction; il y aura un député par 200.000 habitants ; les mandats seront de trois ans ; une indemnité sera affectée aux représentants, Voilà pour la constitution de l'Assemblée. Quel programme lui tracer? Celui-ci, dit M. Kokochkine : réformer la loi, assurer son application, restaurer dans le pays une administration normale, proclamer les droits imprescriptibles du citoyen

russe, élaborer enfin une loi constitutionnelle, souveraine et irrévocable. Si l'autocratie est de bonne foi dans ses promesses de réformes, et si elle médite autre chose que des équivoques nouvelles, elle doit en outre en fournir sans délai d'irrécusables gages et prescrire immédiatement les mesures propres à assurer la liberté et la sincérité des élections : suppression de l'état de siège et des pouvoirs discrétionnaires des chefs des districts à l'égard des paysans, libertés de réunion et d'association, de parole et de presse. Le parti libéral a fait du chemin depuis le Congrès de novembre!

Sur ce rapport, s'engage et se poursuit pendant trois jours une discussion passionnée, nourrie et démonstrative; pour la première fois il est permis d'éprouver les capacités parlementaires de la jeune Russie; qui sont ces hommes venus du Nord et du Midi, de l'Est et de l'Ouest, et de qui la renommée n'a point encore dépassé les médiocres assemblées provinciales où nulle initiative ne leur est reconnue? Ont-ils des idées? Sauront-ils les exprimer, les défendre, éclairer une discussion, répondre à leurs contradicteurs? Incontinent la plupart d'entre eux révèlent leur culture, leur esprit de tolérance, le sentiment de discipline qui coordonne les majorités, une dignité de propos et d'allure, une force dialectique dont les auditeurs sont impressionnés, et, par-dessus tout, en dépit des divergences, ils attestent par leurs actes une étroite et fraternelle solidarité. Grand sujet d'espoir pour la patrie qui se remet entre leurs mains.

Le centre du débat est la question du suffrage universel; c'est sur elle que le groupe Chipov-Stakhovitch a porté son effort; mais le vote qui est émis le 7 mai, à minuit, après deux jours de discours, permet de mesurer, en même temps que son infériorité numérique, l'esprit de résolution de la majorité. 127 *voix contre* 8 *se prononcent sans restriction pour le suffrage universel.* Pour l'élection

directe, 87 seulement ; pour l'élection à deux degrés, 49. Le système des deux Chambres réunit 107 voix; il y en a 29 pour une Chambre unique. Enfin, 123 votants contre 13 réclament pour l'assemblée des pouvoirs réels et refusent de la reconnaître nationale si elle n'est que consultative. A travers ces discussions chaleureuses, on distingue, écrit un témoin, parmi les orateurs les plus brillants, à droite, M. Rodzianko, le prince Galitzine, M. Stakhovitch, M. Chipov ; à gauche, M. Ivan Pétrounkévitch, M. Chtchepkine, M. Savéliev, M. Kokochkine, le prince Nicolas Lvov, M. Roditchev, M. Kolibakine, le prince Chakhovskoï.

Les votes émis étaient des votes de principe. Certains congressistes, acquis au suffrage universel, estimaient cependant malaisé et périlleux de l'expérimenter immédiatement, sans préparation ni transition, sur une classe paysanne extrêmement ignorante, et lorsque, le soir du 9 mai, la question du mode électoral de la première assemblée se posa, la majorité se trouva réduite : 71 voix maintinrent le suffrage universel direct et souverain; 51 opinèrent en faveur d'une élection au second degré, mais basée toujours sur le suffrage universel. Affirmant ensuite par un acte précis son hostilité au régime, le Congrès *unanime* décide de s'abstenir de toute participation aux diverses commissions officielles ; à cette résolution d'un caractère absolu, une seule exception : les libéraux accepteront d'entrer dans la commission Bouliguine, dont on n'a pas encore célébré les obsèques, mais en vertu d'une délégation de leurs pairs et non sur la nomination de l'Empereur.

Le compte rendu du Congrès sera communiqué à toutes les assemblées élues et recevra la plus large publicité ; un comité est chargé de préparer le congrès suivant, et l'on place à sa tète le prince Nicolas Lvov, qui s'est distingué pendant ces quatre jours par son talent et son

énergie; enfin, une motion, rédigée par M. Mouronitsov et votée à l'unanimité, réclame la convocation immédiate du Parlement, et elle débute par cette déclaration énergique et précise : « Le Congrès des zemstvos, qui, dans ses séances du 5 au 9 mai, a poursuivi les travaux du Congrès de novembre, a la ferme conviction que, seule, la participation régulière de la nation au pouvoir législatif, à la préparation du budget, au contrôle de l'administration, peut, non seulement créer un ordre stable, fondé sur la justice, mais encore élever le niveau de la condition générale de la nation... »

Ainsi délibère, au nez de l'impuissante police, le grand conseil d'où sortiront les hommes de demain. Déjà l'on appréhende de s'attaquer à lui. Ses séances se poursuivent sans que l'on ose y intervenir. Craignant de le heurter de front, on se contente de satisfactions subalternes, et, comme il a décidé la publication d'un organe spécial, la *Semaine de Moscou*, M. Bouliguine se venge médiocrement en l'interdisant.

Evénement capital dans l'histoire, qui s'écrit au jour le jour, de l'affranchissement de la Russie. Quelle hardiesse nouvelle, quel progrès depuis ces trois jours de novembre où, pour la première fois, les représentants des zemstvos, assemblés en vue du salut public, votaient ces onze résolutions, si audacieuses naguère, si timides aujourd'hui ! La Liberté est en marche, et l'heure approche où, faisant le geste qui ordonne, elle va jeter sa sommation à la face de l'autocratie.

M. Chipov avait interrogé le Congrès; le Congrès lui avait répondu, et sa défaite était éclatante. N'a-t-il pas vu qu'il chassait une chimère? « M. Chipov, me dit un jour un des chefs du parti libéral, c'est un *épigone*. » Il voulait dire que M. Chipov revenait de loin, et expliquait ainsi les façons timorées de son opposition. Grand

seigneur, riche propriétaire, membre de la noblesse, M. Chipov était, de naissance et de destinée, le soutien désigné d'un régime conservateur. Honnête homme, cependant, ayant le sens de la liberté et, malgré son nom et ses attaches de famille, frappé par Plœhwe pour une timide velléité d'indépendance, il entendit la plainte d'agonie de son pays sous le cancer bureaucratique, et sonda l'affreux mal qui allait l'emporter, si les bons citoyens ne se hâtaient d'accourir à son secours. Mais à peine eut-il assemblé le Congrès de novembre et donné une voix à la « trop souffrante » Russie, comme disait Gapone, il s'alarma de l'audace de ces hommes de la terre russe qu'il avait appelés, et, les événements se développant, le libéralisme accusant ses griefs et précisant un programme, son inquiétude se fit épouvante. Il comprit qu'il ne parlait point le même langage que ses partenaires; en même temps qu'il voulait sauver la Russie, il songeait follement au salut de la monarchie, et ceux-ci, avec une précision grandissante, lui montraient la souveraine liberté et le salut de la patrie plus forts que les traditions, plus forts que la mort même. Alors, de toute son autorité, de toute son activité, il entreprit de modérer le mouvement radical. Trop tard. L'étincelle a jailli, et voici la flamme qui brille.

L'idée de M. Chipov était voisine de celle qui devait avoir sa formule dans le projet Bouliguine. Il avait conçu ce paradoxe de concilier ces deux termes contradictoires, l'autocratie souveraine et la représentation populaire. A l'Assemblée nationale, le droit d'initiative et de contrôle administratif; à l'autocrate, la souveraineté totale; au peuple de proposer, au tsar de décider; et ces principes inconciliables furent la substance du projet en sept articles que M. Chipov et ses amis élaborèrent au mois d'avril.

L'Assemblée prend le nom « d'Assemblée nationale

d'Empire », émane du suffrage universel, mais au troisième degré. Elle est constituée par le suffrage des zemstvos de gouvernement et des doumas des villes dont la population excède un chiffre à fixer. Ces zemstvos de gouvernement sont eux-mêmes composés par l'élection des zemstvos de districts et des doumas des villes d'importance moindre ; les zemstvos de districts à leur tour sont élus par les doumas des villages, lesquelles enfin sortent directement du suffrage populaire. En résumé, quatre instances électives s'échelonnent dans l'Empire : à la base, la douma, issue du peuple, puis le zemstvo de district, puis le zemstvo de gouvernement, enfin, au sommet, l'Assemblée nationale d'Empire, produit d'une troisième sélection. Dans son article II, M. Chipov stipule la compétence de l'Assemblée : 1° Examen des projets de lois ; 2° Vote du budget ; 3° Contrôle de l'emploi des deniers publics ; 4° Droit d'initiative pour l'élaboration des lois nouvelles. Mais il ajoute que tous les projets de lois, émanés du Gouvernement ou de l'Assemblée, seront déférés, préalablement à tout débat, à un organe gouvernemental spécial, et renvoyés ensuite à l'examen de l'Assemblée. Celle-ci peut sans doute interroger les ministres, mais les ministres ne sont responsables que devant le souverain. Enfin, elle reçoit son président du choix de l'Empereur, qui le désigne sur une liste de candidats établie par elle.

Illusion d'un homme généreux, que tente la liberté, mais qui, né au service de l'autocratie, ne se dégage pas facilement des chaînes du passé ! Quand un privilégié a eu le courage de s'affirmer citoyen et s'est proposé, au milieu des périls, l'ambition de servir le peuple, ce n'est pas le lieu, si même il se trompe gravement, de l'accabler ni de le railler. Mais comment ne distingue-t-il pas l'antinomie de ces deux principes : autocratie, suffrage populaire ? Si on lui demande qui tranchera

les conflits entre l'Assemblée et l'Empereur, il répond ingénument qu'il n'y aura point de conflits, que le tsar, bienveillant pour son peuple, écoutera toujours la voix de ses représentants, n'aura point d'hésitation entre la vérité et l'erreur, et se hâtera de sanctionner les résolutions qui lui seront soumises pour le bien de la nation. Rêve d'une âme héroïque, que n'ont encore ébranlée ni les réalités d'une bureaucratie menteuse ni les perfidies qu'elle multiplie depuis six mois! Autour de ce programme, M. Chipov groupe cependant quelques amis, des âmes de bonté et de chimère pareilles à la sienne : le prince Serge Troubetzkoï, président du zemstvo de Moscou, le prince Galitzine, maire de Moscou, M. Stakhovitch, M. Gérasimov, le prince Gagarine, quelques autres encore. Il s'efforce de le faire prévaloir auprès de ses collègues; il l'expose au Congrès; ses amis le soumettent aux maréchaux de la noblesse ; partout il est battu. Le prince Troubetzkoï, suivi de dix-huit membres du zemstvo de Moscou, alléguant que le Congrès ne comprend que des délégués des zemstvos de gouvernement et que l'élément paysan en est presque complètement absent, voudrait le faire contremander; mais il s'attire une réplique sévère de M. Golovine, président de l'ouprava du zemstvo de Moscou (Commission exécutive), lequel l'accuse de méditer une besogne mauvaise, en cherchant à affaiblir l'élan national.

Repoussé de toutes parts, M. Chipov ne s'avoue pas vaincu. A peine le Congrès d'avril/mai s'est-il dissous, il annonce son intention d'en réunir un nouveau pour le mois de juin. Il le convoque, fait appel cette fois aux zemstvos de district en même temps qu'à ceux de gouvernement. Pas plus que les précédentes, cette assemblée ne trouve grâce devant Trépov, qui l'interdit. Mais s'inquiète-t-on de Trépov? Voici en séance le troisième Congrès.

C'est ici que, par-dessus les divergences de méthodes et de programmes, nous allons vérifier l'indissoluble fraternité des rudes forgerons penchés sur l'enclume retentissante pour le travail de la liberté. Déjà, par un hommage rendu à sa personne et à ses services, les radicaux du Congrès de mai ont convié M. Chipov à assister et à participer à leurs délibérations, bien qu'il n'y fût pas officiellement délégué. Déjà le prince Troubetzkoï lui-même a publié, trois jours avant l'ouverture de ce Congrès, un article véhément, où la plume d'un Pétrounkévitch ou d'un Lvov n'eût point osé mettre plus de hardiesse. En désaccord sur le plan de reconstruction, leur zèle pour la liberté les lie, et, s'il faut condamner le régime, ce sont les mêmes mots que leurs bouches solidaires prononcent en même temps. Un peu plus tôt, un peu plus tard, les uns et les autres ont déserté la nacelle éventrée de la bureaucratie; ceux-ci besognent au flanc de la montagne, ceux-là soufflent peureusement dans la plaine, mais tous n'ont de regards que pour les sommets où ruisselle la lumière de la vie, et la nacelle va sombrer, sans que nul d'entre eux se soit détourné vers elle. Injustes, ceux qui les traiteraient de réactionnaires, alors que Trépov commande encore et que Nicolas n'a de tendresse que pour Trépov! Réactionnaires, ils le deviendront plus tard, certes; mais, pour l'instant, il n'est encore qu'un seul parti d'opposition, unifié, intrépide, invincible, et ils sont seulement la droite d'une gauche, dont chaque journée accroît les ambitions et l'audace. Vienne l'heure d'une grave conjoncture nationale, tout le parti, soudain rassemblé, se trouve debout dans le devoir : Togo surgit à point pour sonner l'une de ces heures. De ce troisième Congrès qui s'ouvre à Moscou, le gouvernement ne peut-il espérer voir sortir le bienheureux événement d'une scission? Mais c'est maintenant que ses trois cents membres, sou-

levés par la folie meurtrière d'une guerre qui à tant d'autres défaites vient d'ajouter l'écrasement de Tsou-Sima, exigent la paix en termes comminatoires, délibèrent et votent unanimement le manifeste du 26 mai / 8 juin, le document le plus direct, le plus hardi que l'opposition ait jusqu'à ce jour conçu, l'acte d'accusation dressé devant l'histoire par la Nation contre l'Autocratie. Voici ce document intégral :

« En présence d'une violente calamité et d'un grand danger pour la Russie et *pour votre propre trône*, nous nous décidons à nous adresser directement à vous, en négligeant toutes les divisions et les divergences qui nous séparent, et mus par l'unique et ardent amour de la patrie.

« Sire, la Russie a été entraînée dans une guerre funeste *par de criminels abus* et *par la négligence de vos conseillers*; notre armée fut impuissante à vaincre l'ennemi, notre flotte est anéantie.

« Plus menaçante que les dangers extérieurs, s'allume la *guerre civile*. Ayant reconnu avec tout votre peuple tous les vices d'une organisation bureaucratique *ignorante et dangereuse*, vous avez décidé de la modifier, et vous avez tracé une série de mesures tendant à sa réorganisation.

« Ces indications ont été *défigurées* et n'ont reçu dans aucun domaine l'exécution voulue : l'oppression des personnes et de la société, l'oppression de la parole et toutes sortes de mesures arbitraires se multiplient et croissent; au lieu de l'abrogation prescrite par vous de l'état de défense renforcée et de la limitation de l'arbitraire administratif, l'autorité de la police s'aggrave et reçoit des pouvoirs illimités.

« On barre à vos sujets la route ouverte par vous pour que la vérité parvienne jusqu'à vous.

« Vous avez décidé de convoquer les représentants de la nation pour la réorganisation en commun de notre pays; mais *votre parole est restée jusqu'à présent sans effet*, malgré la menace grandissante des événements. La société s'émeut de bruits de projets par lesquels on prétend substituer une conférence de classes à la représentation nationale qui devait supprimer l'organisation bureaucratique.

« Sire, *avant qu'il soit trop tard* pour le salut de la Russie,

ordonnez sans délai, pour l'affermissement de l'ordre et de la paix à l'intérieur, de convoquer les représentants de la nation, élus à cet effet par tous vos sujets, à titre égal et sans distinction; qu'ils résolvent, d'accord avec vous, la question vitale de la guerre ou de la paix; qu'ils déterminent les conditions de la paix ou les repoussent, *transformant ainsi la guerre actuelle en guerre nationale*; qu'ils montrent à tous les peuples une Russie ayant cessé d'être divisée et épuisée par des luttes intestines, mais au contraire guérie et puissante dans sa rénovation, *groupée autour de l'unique drapeau national*; qu'ils établissent, d'accord avec vous, une organisation d'Etat rénové.

« Sire, dans vos mains sont l'honneur, la puissance de la Russie et la paix intérieure dont dépend la paix extérieure. Dans vos mains est votre Empire, que vous avez hérité de vos aïeux; ne tardez pas, Sire; car dans cette heure terrible des épreuves nationales, *grande est votre responsabilité devant Dieu et devant la Russie.* »

Pour la première fois, des sujets, s'adressant à l'Empereur, osent lui parler du « grand danger » que court son propre « trône », des « criminels abus » de ses conseillers, des « vices d'une organisation bureaucratique ignorante et dangereuse »; ils prononcent le mot de « guerre civile »; ils l'accusent d'avoir donné une « parole restée jusqu'à présent sans effet »; ils l'adjurent de remettre à l'Assemblée le soin de décider de la paix ou de la guerre; elle seule sera capable, s'il le faut, de « transformer la guerre actuelle en guerre nationale », de grouper toute la Russie, non pas autour du Tsar paternel, comme il est de tradition de le proclamer, mais « autour de l'unique drapeau national » ; ils terminent en invoquant la « grande responsabilité » qu'il porte « devant Dieu et devant la Russie ». Pas une seule allusion à l'autocratie; pas une seule fois, cette formule de stricte étiquette : « Votre Majesté Impériale ».

Ceci n'est ni un placet, ni une requête, ni une adjuration, c'est une sommation : c'est la sommation de la terre russe

au tsarisme moscovite, l'ordre signifié par le peuple à un souverain qui se croit encore son maître, n'est plus déjà que son premier délégué, et à qui l'on signifiera bientôt qu'il a perdu la confiance.

Mais veillent les tchinovniks; aux portes du palais, rôdent les mauvais chiens qui gardent leur proie couronnée et arrêteront au seuil la parole populaire... Nicolas l'entendra cependant; il faut qu'il l'entende; il l'entendra de ses propres oreilles et par la propre bouche du peuple. Une délégation est désignée, qui portera à l'Empereur le manifeste de la Nation; parmi elle : le prince Lvov, le comte Heiden, MM. Golovine, Ivan Pétrounkévitch, Kovalevski, Raditchev, le prince Chakhovskoï, le prince Galitzine, MM. Fedorov, Nitikine, le baron Korf, le prince Dolgoroukov. La bureaucratie s'effare; tolérera-t-elle qu'une communication directe s'établisse entre la nation et le souverain ? Trépov fait merveille, et, magnifiquement insolent, déclare de son propre chef que les délégués ne seront pas reçus. Ils négligent Trépov et en appellent directement à l'Empereur. Nicolas est faible, il va céder sans doute; on s'efforce de circonscrire le mal, et l'on vient à composition. Soit, dit Trépov, ils le verront; mais seront reçus seulement ceux que désignera l'administration (ô scandale, si le violent Pétrounkévitch était admis en présence du tsar auguste !), et encore moyennant quelques menues conditions : 1° Ils renonceront à remettre au souverain l'intolérable manifeste; 2° Ils aviseront préalablement Trépov de l'objet de leur visite et lui communiqueront le texte des discours qu'ils préparent. Les délégués tiennent bon : ils verront Nicolas, ils le verront tous, et sans conditions.

Il faut céder, car l'heure est grave, et la palpitation de la Russie, propageant ses ondes jusqu'aux orgueilleux sommets de la bureaucratie, y a fait frémir les premières épouvantes. Après dix jours de réflexion, soudain un

ordre arrive de Péterhof, où la cour vient de se transporter, et, le 7 / 20 juin, au palais Alexandria, l'Empereur reçoit les délégués. Sur quatorze, la moitié seulement sont en habit, selon le distingué correspondant du *Matin*, M. Gaston Leroux ; les autres affirment par la redingote le caractère démocratique de leur mission ; même l'un d'eux, au dire du même historiographe, a oublié ses gants : c'est Ivan Pétrounkévitch, à qui le colonel de service, en hâte, prête les siens. La nation ayant mis ses gants, l'Empereur peut entrer : il paraît, et Serge Troubetzkoï, premier, au nom des zemstvos, Fedorov, second, au nom de la douma de Pétersbourg, le haranguent.

Hélas! Troubetzkoï n'oublie pas qu'il est prince, qu'il est noble, qu'il a grandi dans le respect de l'autocratie! Sa voix est timide, ses gestes hésitants, et le ton de cet homme qui vient prononcer son « J'accuse » est celui d'un implorateur. N'importe! il dira, parce qu'il ne peut pas ne pas les dire, des choses essentielles, et, près de lui, les visages décidés d'un Pétrounkévitch, d'un Lvov ou d'un Raditchev ponctueront l'accent qui manque à son discours. Il paraphrase le manifeste, dénonce les « intrigants » qui entourent le monarque, affirme l'insuffisance du projet Bouliguine, repousse le système des élections par classes, parle pour les juifs, atteste que « la représentation nationale doit compléter l'œuvre d'unification, coopérer à la réorganisation de l'Etat », qu'elle n'est rien si elle n'est « qu'un rapiéçage du vieux système des institutions bureaucratiques », qu'il importe qu'elle soit « indépendante », et qu'il ne faut pas permettre que la bureaucratie « usurpe les droits souverains ». Afin de permettre au peuple la discussion, il faut libérer la presse et fonder le droit de réunion. Quelle contradiction « d'appeler les forces sociales au travail de l'Etat en même temps que l'on interdirait la libre discussion! Cela ferait perdre la confiance dans la réalisation des réformes ».

M. Fedorov se solidarise ensuite avec le prince Troubetzkoï et ses collègues. Nul progrès, nulle rénovation ne seront possibles, dit-il, tant que « les talents qui dorment dans le peuple n'auront pas été appelés à la vie, car l'œuvre présente exige non des hommes de cabinets ou de chancelleries, mais des hommes mêlés à la vie même. »

Que répond Nicolas? En cette minute historique, alors qu'il dépend de lui de se renseigner, puisqu'on lui dit qu'il est trompé, de soulager son peuple, puisqu'il perçoit des cris de souffrance, de faire le geste qui apaise et qui sauve, ce sont encore des paroles vagues que murmure sa bouche en tremblant. Entre ces hommes calmes, graves, résolus, et ce pâle monarque, qui les considère de ses yeux sans regard et de qui les lèvres frémissent, où donc est la vérité, la force et la souveraineté? Le triste Empereur, embarrassé dans les vaines ruses, n'a-t-il pas eu soudain la vision d'un entretien tragique avec l'avenir debout devant lui? N'ayant reçu que par contrainte ces ambassadeurs de la terre russe, il daigne cependant exprimer sa satisfaction de s'entretenir avec eux; en réponse aux bureaucrates qui les accusent d'être les émissaires de l'étranger, il condescend à reconnaître « l'ardent amour de la patrie » qui les guide; il leur confie son affliction des calamités « que la guerre a apportées à la Russie *et de toutes celles qu'il faut encore prévoir* »; les « perturbations intérieures » ne lui donnent pas moins de chagrin.

« Dissipez vos doutes, continue-t-il, ma volonté est volonté souveraine et inébranlable, et *l'admission des élus aux travaux de l'Etat sera régulièrement accomplie*; je veille chaque jour et me consacre à cette œuvre.

« Vous pouvez annoncer cela à tous vos proches, aussi bien à ceux habitant la campagne qu'à ceux des villes. Je suis fermement convaincu que la Russie sortira rénovée des épreuves subies par elle, que s'établira, comme cela fut jadis,

l'union entre le tsar et toute la Russie, communion entre moi et les hommes de la terre russe, union et communion *qui doivent servir de base à l'ordre de choses répondant aux principes russes originaux.* J'ai foi dans votre sincère désir de me seconder dans cette tâche. »

Les délégués tressaillent d'allégresse; par leurs soins, la province est couverte de télégrammes enthousiastes qui lui portent la bonne parole; les journaux sonnent l'hallali de la bureaucratie... Slaves candides, encore inexperts à la critique des textes, et qui se laissent prendre à tous les miroirs! Que leur a dit Nicolas? Uniquement ceci, que « les élus seront *admis* aux travaux de l'État »; mais il l'a publié dans le rescrit du 18 février; il l'a dit en avril au maréchal de la noblesse de Kostroma, il l'a redit officiellement en d'autres occasions; son ministre Bouliguine, à vingt reprises, l'a répété en son nom. Ce n'est pas là ce qu'on lui demandait. On voulait de lui la promesse que l'Assemblée serait, dans tout le sens du mot, une Assemblée nationale, que tous les hommes de la terre, confondus sans distinctions de classes ni de religions, y seraient électeurs; Troubetzkoï l'avait formulé en propres termes : Nicolas fut distrait, il n'entendit point cette pressante interrogation, et, tout occupé de son style, il oublia même de prononcer le mot d'Assemblée nationale. En revanche, il n'omit point la conclusion traditionnelle de tous ses discours, oukases et rescrits, à savoir que l'union du peuple et du souverain a pour condition formelle « l'ordre de choses répondant *aux principes russes originaux* » : les principes russes originaux, c'est l'autocratie. Éternelle réplique à l'éternelle question : la nation crie liberté, le régime répond autocratie. Depuis quatre-vingts ans, dure le malentendu; depuis quatre-vingts ans, les mêmes bouches clament un appel que les mêmes oreilles refusent d'entendre. On s'est tout dit de part et d'autre; les adju-

rations ferventes sont lasses, les formules dilatoires épuisées. A ce moment de la conversation, il est avéré que l'on ne se convaincra point. Et puisque le nœud résiste, la hache s'apprête.

N'importe! ce 7/20 juin fut encore une journée historique parmi tant de jours où se fabrique l'histoire. Par cette mémorable entrevue, par cette manifestation retentissante, l'opposition force, pour la première fois, les portes du palais de César; mais surtout elle affirme, dans la splendeur d'un acte, son unité, atteste sa puissance, se dresse comme la seule force nationale qui soit digne désormais de revendiquer le pouvoir, capable de l'exercer, et, appuyée sur les masses ouvrières, de donner à la Russie ce régime normal, sans lequel elle meurt.

XXIV

LE PROGRAMME LIBÉRAL

M. V. D. Nabokov. — La théorie du parti. — Qu'est-ce qu'un libéral? — L'œuvre de l'Assemblée souveraine. — Les réformes par la Constitution. — L'impuissante autocratie. — Vivre comme des civilisés. — Le mode électoral. — L' « intelligence » et le peuple. — Pour le salut de la dynastie. — L'évolution condamne le régime. — La folle résistance. — La question des nationalités et des juifs. — Toute l'opposition solidaire. — L'heure du libre choix.

Ce n'est pas assez de regarder agir les libéraux. Il faut savoir ce qu'ils pensent et ce qu'ils disent. Grand avantage pour un parti politique de croire au succès : déjà les libéraux n'en sont plus à l'espérance; ils affirment, ils annoncent leur victoire; poussez-les, ils en fixeront la date. Nous allons connaitre l'un des plus distingués d'entre eux, M. V. D. Nabokov. Bien que fils d'un réactionnaire de belle carrure, du fameux ministre de la Justice qui, sous Alexandre II, fut le plus rétrograde des collègues du dictateur libéral Loris Mélikov, il est, jeune encore, l'un des intrépides champions de la liberté, et il sera demain, dans l'Assemblée nationale, l'un des chefs parti.

Membre de la douma de Saint-Pétersbourg, membre de

l'École juridique impériale, secrétaire de la Société juridique près l'Université, destitué de son titre de gentilhomme de la Chambre et de sa chaire de droit à l'Université, à la suite d'un article publié dans *le Prava* (*le Droit*) et de sa participation au Congrès de novembre, personnage disert et riche, il est un exemple vivant de l'erreur de ceux qui affirment, sur la foi des anciennes classifications, que le tiers ordre n'existe point en Russie. D'esprit réfléchi et de langage mesuré, il pense hardiment, et demain il agira avec virilité. Un soir du dernier hiver que M. Lélianov, alors maire de Pétersbourg, avait invité à dîner ses collègues de la douma, celui-ci, à la surprise générale, s'étant levé au dessert, proposa à cette réunion intime de porter la santé de l'Empereur. M. Nabokov se dresse aussitôt : « Monsieur le maire, fait-il, je pensais assister à un dîner de collègues et d'amis, mais je ne croyais pas avoir été attiré dans un guet-apens. » Il dit et prend la porte.

N'étant membre d'aucun zemstvo, il est convié néanmoins au Congrès, en raison de son activité politique et de son autorité personnelle. C'est chez lui que, le 8/21 novembre 1904, sont acclamées les onze résolutions par où s'exprime le premier vagissement de la liberté. Il est très fier de cela. Il dit : « C'est chez moi que s'est produit ce grand fait historique. »

A plusieurs reprises, et longuement, j'ai causé avec M. Nabokov. Il m'a exposé en langage clair des choses essentielles, qui sont à peu près toute la théorie libérale. Je les résumerai ici, en m'efforçant de ne pas répéter ce que nous savons déjà.

A la première question que je lui posai : « Qu'est-ce qu'un libéral? » il m'expliqua :

— Le libéral, c'était jadis l'homme qui demandait des réformes. L'oukase de décembre s'avisant d'en promettre, il a fallu s'entendre et vérifier les vieilles

classifications. Une très petite partie des anciens libéraux, en extase devant l'illusoire satisfaction concédée par le régime, se confondent aujourd'hui avec les conservateurs, qui à leur tour sont devenus réformistes à la suite de l'autocratie, et aussi à sa manière. Dès lors, le libéral fut essentiellement, et sans plus d'explications, celui qui veut une Constitution, mais une Constitution délibérée par les représentants de la nation, non pas octroyée par le souverain. Voilà le but. Pour y atteindre, nous demandons préalablement les libertés fondamentales, liberté de la presse, de réunion, de conscience : où sera l'indépendance de l'Assemblée, comment réalisera-t-elle la nation, comment agira-t-elle, si, avant toute entreprise, les langues n'ont été déliées? La liberté assurée, l'Assemblée élue, elle se réunit. Qu'elle délibère sans entrave, qu'elle fasse acte de libre initiative et de volonté souveraine, qu'elle élabore un texte constitutionnel, voilà son œuvre, et cette œuvre sera la Loi. Cette Loi, il faut que le gouvernement s'engage à la respecter et à l'appliquer.

— La Constitution, dis-je, n'est pas en elle-même une réforme. Qu'y mettrez-vous?

— De la Constitution jailliront spontanément toutes les réformes, par le seul effet de son jeu normal. Avant toute chose, songeons à vaincre sur le principe; il sera toujours temps d'en extraire les conséquences.

— Mais ces réformes administratives, judiciaires, économiques, sociales, supposez que d'aventure l'autocratie vous les donne?...

— C'est là justement la chimère des anciens libéraux que l'oukase a frappés d'enchantement. L'autocratie ne peut rien, parce qu'elle se confond avec la bureaucratie, et que la bureaucratie ne consentira pas son propre suicide. Mais nous avons à opposer à ces libéraux mieux que des raisons; nous avons l'expérience qui, depuis des mois, se

développe sous nos yeux. Voyez le Comité des ministres et toutes les commissions spéciales qui se sont envolées de son arche. Où sont les bonnes nouvelles qu'elles nous annonçaient? Elles jouent, elles ne réforment pas. Œuvre de la bureaucratie, ces simulacres de réformes ne peuvent apporter à la Russie ni liberté ni air pur. Que par impossible elles aboutissent, qui les garantira, qui les avalisera? Nulle autre garantie sérieuse et acceptable que le contrôle public exercé par les députés de la nation. La Constitution russe sera le gage, la condition et l'organe de la force incessamment évolutive du peuple. Nous nous en tenons là. Nous resterons impassibles devant les Convulsions d'une bureaucratie qui tente de sauver ses privilèges. Pour tout dire, c'est la liberté que nous voulons; comment l'attendre d'elle, puisque notre liberté, c'est son abdication? Nous voulons vivre, vivre enfin comme vivent tous les peuples du monde qui ne sont pas des sauvages. Nous en avons assez d'être traités comme une tribu de nègres ; nous revendiquons nos droits d'hommes et de civilisés. »

Je demandai à M. Nabokov quel système électoral avait ses préférences. Il inclinait à ce moment vers cette opinion que la Constituante fût composée par voie élective de représentants des zemstvos, des principales doumas, des académies, des conseils universitaires, des sociétés savantes, des barreaux d'avocats, des associations industrielles, des sociétés d'ingénieurs, des comités de bourses, enfin de tous les corps sociaux organisés dans l'Empire. Il faisait exception pour les assemblées de noblesse, non qu'il se défiât de leur esprit, mais parce que la noblesse est une classe, et que le premier article du programme libéral est l'abolition des classes, la fusion de tous les éléments de la terre russe en vue de l'harmonie nationale. Il observait que la voix des paysans serait entendue à l'assemblée, puisque les paysans entrent au zemstvo.

— Ne croyez pas, dit-il, que le suffrage universel me fasse peur. J'entends, au contraire, qu'il devienne à bref délai notre loi électorale. Ce qu'il faut craindre, c'est que des élections générales amènent à l'assemblée une masse compacte de paysans, de ces paysans que l'indifférence, le mauvais vouloir ou le calcul du régime ont laissés sans culture, et qui, traînant leur misère à travers les campagnes, ne parlent d'autre langage que celui de l'instinct; j'estime que, pour l'œuvre de sagesse, de réflexion et d'expérience qui est le présent devoir russe, il est juste et nécessaire que la prépondérance soit assurée aux classes cultivées. « L'intelligence » a des devoirs envers le peuple, certes, et elle les accomplira généreusement; mais elle a aussi, à l'heure de son émancipation, des titres à le guider dans les épaisses ténèbres d'ignorance et de servilité où il a été tenu par système. Ne pensez pas pour cela que nous songions à nous approprier la commode formule de la bureaucratie : « Agir pour le peuple, mais non par le peuple ». Par la liberté, nous prétendons au contraire l'appeler à la culture, l'élever à la conscience de soi et au sens des responsabilités, afin de remettre intact à sa raison libérée l'instrument que nous aurons créé pour lui. »

Cette conversation avait lieu avant le Congrès de Moscou (mai), et il est probable qu'en présence de l'irrésistible mouvement qui s'y manifesta en faveur du suffrage universel, direct et immédiat, M. Nabokov s'est rallié sans chagrin à l'opinion de la majorité.

Je lui dis :

— C'est la fin de l'autocratie que vous poursuivez. L'autocratie ne se laissera pas faire.

Il eut un geste de résignation :

— *C'est la fin de l'autocratie, soit; c'est peut-être aussi le salut de la dynastie.* Celle-ci porte en elle-même des germes de faiblesse qui éclatent aux yeux. Sans parler

de l'ébranlement qu'elle reçoit de la guerre et des troubles intérieurs, songez que tout son avenir et tout son espoir reposent sur un enfant qni vient de naître et ne sera pas en mesure de réaliser le principe dynastique avant seize ans. Faites l'hypothèse d'un accident; de quel crédit disposerait pour une régence une jeune impératrice qui n'est pas connue? Quel est celui de nos grands-ducs qui serait capable de la seconder ou de se substituer à elle? Cette régence même, comment serait-elle acceptée par le pays? Notre paysan est homme de tradition, son respect pour le tsar est impersonnel et irréfléchi; l'histoire russe n'a jamais vu de régence, et il serait déconcerté à l'idée qu'il y a là-bas, dans la capitale, quelqu'un qui vit comme le tsar, commande comme le tsar, sans être le tsar. Mais ceci est secondaire : nous en voulons à l'autocratie, à son principe suranné, à son personnel gangrené, non pas à la dynastie. Nous ne méconnaissons pas les services de l'autocratie dans le passé; mais, expression archaïque de la Russie asiatique, convient-elle encore à la Russie européenne? Quand le monde évolue, quand tous les peuples se hâtent vers le progrès et la liberté, demeurera-t-elle impassible et immuable, éternellement assise sur des thèses périmées? A sa place, nous prétendons instaurer un système moderne et rationnel, un fort régime d'opinion consciente et libre, quelque chose enfin qui soit véritablement un gouvernement.

« Pourquoi la dynastie refuserait-elle d'entrer dans nos voies? Pourquoi ne viendrait-elle pas à nous, qui sommes prêts à marcher de concert avec elle? Qu'elle comprenne donc que son intérêt fondamental, si elle veut vivre, est de renouveler ses forces, de transformer ses façons antiques, de mettre ses mains dans nos mains qui se tendent, de s'avouer virilement que nous sommes la puissance et que nous portons l'avenir !

« Ah! croyez-moi, continue M. Nabokov, lorsque, au mois de novembre, là où vous êtes, nous avons défilé devant ce bureau pour inscrire nos signatures au bas des résolutions du congrès, il y avait autre chose dans nos cerveaux qu'une pensée de violence; autant qu'au bien de la Russie, nous songions aux intérêts de la dynastie. De tous nos vœux, nous souhaitions qu'elle entendit notre appel, et de bonne foi, sans peur devant son hostilité possible, nous lui demandions sa collaboration. Si elle s'obstine, si elle résiste, si elle refuse de constater l'urgence d'une action réformatrice et loyale, si elle continue de biaiser et de ruser, si elle nous donne une parodie d'assemblée qui, sous couleur d'être le sobor des paysans de la terre russe, se récuse devant l'œuvre constitutionnelle, enfin quand nous demandons la vie, si elle s'acharne à nous verser la mort, ah! qu'elle s'accuse d'avoir précipité son destin! Ce sera l'irréparable faute, elle aura signé sa perte.

« Que ce régime regarde donc en lui et autour de lui. Qu'il se demande s'il est possible que l'inouïe situation actuelle se prolonge indéfiniment. Tous les corps constitués, sans en excepter la noblesse, tous les organes intelligents de la nation, tout ce qui, en Russie, a une voix, se dresse, d'un mouvement irrésistible, pour protester contre lui. Les ouvriers, que l'on croyait résignés, s'ébranlent à leur tour et menacent d'arrêter la vie industrielle de la nation. De quelque côté qu'il se tourne, le gouvernement n'aperçoit que des visages exaspérés et des bouches qui exigent la liberté. En lui, se lèvent l'inquiétude et l'effroi. Derrière lui, à peine une petite troupe de partisans qui ressemblent à des clients, car il n'y a même plus en Russie, au sens historique du mot, de parti conservateur!

« Il espère dans l'ignorance et l'avilissement de l'âme paysanne... Mauvais calcul. Le paysan se tait; dès qu'il ou-

vrira la bouche, vous entendrez ses clameurs ; elles ébranleront le monde. La misère des campagnes est affreuse : médiocre soutien d'un régime, que la faim d'un peuple. Déjà éclatent des troubles agraires ; s'ils se généralisent, comment les réfréner ? Comment résister au peuple, mené au combat par la volonté intelligente et consciente de toute la culture russe ?... »

Je demandai à M. Nabokov s'il ne redoutait pas que, dans ce parlement futur où seraient représentées toutes les nationalités qui constituent l'Empire, l'élément purement russe fût noyé par les éléments allogènes, et succombât sous leur coalition. Ne pouvait-on craindre des tentatives de séparatisme ?

— Je répondrai, fit-il, que le problème ne me paraît pas du tout insoluble. Il est difficile, certes. L'organisation de la liberté est une entreprise multiple, et il serait en vérité trop beau qu'il suffît pour une telle œuvre de prendre une feuille de papier et d'y tracer des lignes ! La première question qui se posera est la question juive. Elle sera éternelle, si l'on est antisémite à la façon de Plœhwe, qui rêvait l'arrachement total des juifs du sol russe, ou de M. Souvorine, qui écrivait un jour, sur le ton de la plaisanterie, qu'il était impossible de songer à des négociations de paix, à moins que le Japon ne s'engageât préalablement à emmener chez lui tous les juifs de Russie. Mais que l'on néglige ces façons sommaires de discuter, que l'on supprime les lois d'exception, que des juifs l'on fasse des citoyens pourvus de leurs droits et affranchis de toute tare sociale, je crois que la question juive aura cessé d'en être une, et que l'antisémitisme, sevré de la nourriture qu'il reçoit des autorités publiques, se résorbera lui-même.

« Restent les nationalités. Quel grief commun les a tournées contre le régime ? C'est qu'il a follement entrepris leur dénationalisation et poursuivi cette chimère de

substituer à leurs âmes vivantes l'âme russe. Voilà le crime, et je dirai, voilà la sottise. Si la Russie libre s'engage loyalement à respecter chez tous ces peuples non seulement leur langue et leur religion, mais aussi leur culture propre, leurs traditions historiques, qui sont leur bien intime, leur autonomie morale enfin, je ne doute pas que nous puissions ensuite nous accorder aisément avec elles sur les questions politiques et économiques. La Finlande a sa Constitution et sa Diète. Si nous en assurons le fonctionnement normal, selon les engagements solennels pris jadis au nom de l'Empire et violés depuis, si nous lui restituons les garanties dont on l'a dépossédée, que pourra-t-elle souhaiter de plus? Pourquoi ne pas rendre aussi à la Pologne la Diète qu'on lui a enlevée en 1831? Que l'on agisse avec une même bonne volonté, que l'on fasse le même effort de justice à l'égard des autres provinces, Caucase, Provinces baltiques, etc.; que l'on trouve pour chacune d'elles un mode d'administration conforme à son tempérament et à ses besoins; que l'on institue à leur profit des façons de *self-government;* que l'on respecte enfin leurs personnes morales et leur dignité nationale : il leur restera, en commun avec l'Empire, trop d'intérêts permanents, pour qu'elles songent à rompre un lien profitable avec un puissant État qui leur communiquera une part de sa force. Bien loin de chercher à constituer au parlement des cartels oppresseurs, au contraire elles travailleront honnêtement, en union avec les éléments strictement russes, à la prospérité générale.

« Vous m'avez demandé notre programme, conclut M. Nabokov. Le voilà résumé largement. N'est-il pas sage, énonce-t-il autre chose que des principes équitables et rationnels? Et quel homme dans le monde ne sera pas avec nous, dans cette bataille d'un peuple qui entreprend de se conquérir soi-même?...

— Êtes-vous d'accord, dis-je, avec les partis plus avancés de l'opposition ?

— Entièrement d'accord. Ce qui nous sépare d'eux, ce sont des divergences économiques ; mais nous n'en sommes pas encore, hélas ! à des discussions économiques. La lutte, dans le présent, n'est que politique, et le restera longtemps. Avant de rechercher comment nous organiserons notre vie, il faut bien songer à nous assurer la vie. Sur cette partie de notre tâche, qui est d'abolir le système autocrato-bureaucratique, et sur le principe de reconstruction, qui est de fonder un gouvernement national, nous sommes unis d'un même cœur et d'une même volonté, et toute manifestation de l'un est d'avance sanctionnée par l'adhésion de l'autre.

« Le sort de cette bataille n'est pas douteux, et il est vraisemblable que le gouvernement s'en rend compte. Qu'il vienne donc hardiment à nous, d'une marche délibérée et décisive, à nous qui sommes sa propre sauvegarde ! Là est l'œuvre de prévoyance. Hors de ce programme constitutionnel, je n'aperçois que troubles, violences, révoltes, pillages, meurtres, anarchie, et tout de même la défaite finale du système. Qu'il donne donc de bonne grâce ce qu'il sera contraint d'abandonner. N'est-il pas à la fois plus sûr et plus honorable pour lui de s'incliner, quand il en est temps, devant nos légitimes requêtes, que de laisser passer l'heure du libre choix ? »

Ainsi conclut M. Nabokov. Si les hommes n'étaient pas des fous et des monomanes du suicide, si les gens qui gouvernent n'étaient pas possédés d'un vertige de fanatisme incohérent et de profit sordide, que de sang un peu de raison et de justice auraient épargné à l'humanité qui regarde, attend et s'effraye !

XXV

LES RAISONS DES CONSERVATEURS

Les conservateurs dénombrent les forces de l'opposition : 15 % contre 85 %. — Les « intellectuels déracinés ». — L'idée que le prince Mestchersky se fait des libéraux. — Les besoins de classes en Russie. — L'apaisement sur un signe de l'Empereur. — Les deux vampires. — La noblesse. — Le recours dans le paysan. — Justification de l'autocratie par la tradition. — Les propos du prince Mestchersky. — La dislocation par la Constitution. — « Nos colonies ». — Maintenir ou dissoudre l'Empire.

A ce programme libéral, qu'opposent les conservateurs ?

Vous voulez, disent-ils, une Constitution, un parlement élu ? Mais à quel titre exigez-vous de l'autocratie qu'elle se dépouille de son caractère historique ? Au nom de qui parlez-vous ? Sur qui vous appuyez-vous ? Sur des ouvriers conduits par des meneurs internationaux, trompés par des doctrines qui ne sont pas seulement destructives de l'autocratie, mais de tout gouvernement d'ordre et de méthode. Ces ouvriers, comptez-les : ils sont trois millions, c'est-à-dire un quarante-cinquième de la population totale de l'Empire. Vous dites que les villes aussi sont avec vous ? Soit. Vous avez donc 15 0/0 de la Rus-

sie, nous vous le concédons ; les 85 0/0 qui restent, les masses profondes des paysans fidèles, vous échappent. Votre armée est une escouade ; et, si, contre le pouvoir autocratique, vous prétendez invoquer la volonté populaire, c'est nous qui avons le droit de la revendiquer pour notre principe.

Vous-mêmes, libéraux, qui êtes-vous ? Avocats, médecins, professeurs, étudiants, journalistes, ingénieurs, bas employés du gouvernement, vous vous proclamez « l'intelligence »; vous n'êtes que des « intellectuels déracinés », pour la plupart « fils de petits bureaucrates »; au milieu d'un peuple dont 85 0/0 sont de petits propriétaires fonciers, vous ne possédez pas une parcelle de territoire; par aucun lien, vous ne tenez à la terre. Vous n'avez pas plus de crédit sur la masse populaire que « les petits clercs » qui commandent aux infimes rouages de la machine gouvernementale. Vous avez embrigadé des nobles, des propriétaires, des industriels, des gens que pique soudain la tarentule politique, des aveugles qui se jettent aujourd'hui dans les bras de l'ouvrier, et qui ne voient pas que leur victoire serait le signal de leur étranglement...

Ecoutons le prince Mestchersky. Ce que l'on appelle « l'intelligence », c'est une troupe de gens séparés du tronc national. Les libéraux ? Des Juifs. 80 0/0 des ingénieurs sont des Polonais ou des Juifs. 80 0/0 des avocats sont des Juifs[1]. Le Juif est intelligent, entreprenant, audacieux ; le Russe est indolent, apathique, ne sait ni régler sa vie ni arranger ses affaires : proie désignée le Juif.

... Voilà qui vous êtes. Est-ce donc à vous, Juifs, Polonais, Arméniens, Finlandais, Lithuaniens, Volhyniens, etc.,

1. Le prince se trompe, la proportion des juifs au barreau est de 10 0/0.

perturbateurs de toutes catégories, surpoids de l'Empire, que nous allons confier le sort de la vieille Russie et le soin de lui donner ses directions nouvelles ?

Pourtant de multiples forces organisées s'expriment, s'agitent, bientôt vont rendre impossible la vie de l'Etat ? Comment les endiguer ? Ne vous inquiétez pas, m'écrit un très intelligent publiciste, un conservateur qui dit souvent son fait au régime, M. Syromiatnikov, « la révolution sociale n'a aucune prise sur le peuple russe. Je ne conteste pas la poussée de mécontentement qui monte à présent ; mais si vous la décomposez, vous verrez qu'elle est produite par des éléments hétérogènes, qui sont entre eux sans connexion organique, qui coexistent seulement, et qu'il est, partant, très aisé de diviser. Nos paysans ont besoin de terre, ainsi que le prouve l'émigration en Sibérie. Nos ouvriers ont besoin que l'on réduise la journée de travail et que l'on organise des conseils de prud'hommes. Nos bourgeois aspirent aux privilèges de la noblesse, privilèges d'ailleurs bien diminués, vu que les titres de noblesse héréditaire sont conférés aux bourgeois diplômés par l'Université et qui ont fourni un certain nombre d'années au service du gouvernement. Nos juifs demandent le droit de résider partout. Nos chimériques universitaires balancent entre la monarchie constitutionnelle et la république sociale. Et, la guerre ayant démontré la faiblesse du gouvernement, tout le monde exige quelque chose. »

Eh bien ! rien de cela n'est ni très sérieux ni très redoutable. Ce mouvement sera vite apaisé, si le tsar le veut. Ce n'est pas à lui que l'on s'en prend, c'est à l'administration, à une bureaucratie qui, flanquée de la police, a multiplié, décuplé les fautes, à qui les expériences récentes n'ont rien enseigné, qui les renouvelle comme à plaisir, enfin qui a dressé, entre le peuple et l'autocrate, « un banc de glace ». Cette bureaucratie « a perdu pied,

mais pas encore l'autocratie ». *Pas encore*, c'est un conservateur qui parle.

Ainsi, concluent les conservateurs, outre que vous êtes personnellement sans titres à représenter la nation, que vous ne tenez votre mandat que d'une minorité médiocre, que votre troupe n'est même pas une troupe nationale, vous confondez sciemment dans une opposition séditieuse un principe salutaire de gouvernement avec les abus de fonctionnaires imbéciles.

Mais alors, s'ils ne disposent ni de la force réelle ni de la force morale, d'où vient que les libéraux montrent cependant une hardiesse en apparence irrésistible?

Ah! écrit le prince Mestchersky, exprimant violemment ce que la plupart confessent déjà, « c'est que la Russie *n'est pas seulement déchirée par le vampire Intelligence, elle est rongée aussi par le vampire Bureaucratie!* » Tout ce qui sort de la bureaucratie « n'est que mensonge ». La noblesse pourrait prononcer devant le tsar et le peuple la parole de vérité; mais ici est la déception suprême : aux désordres extérieurs, s'ajoute l'anarchie interne; l'ennemi libéral, « la clique constitutionnaliste », bien loin de se heurter à un rempart d'airain, barbotte à l'aise dans la liquéfaction des forces conservatrices; le guide traditionnel, voyez ce qu'il est devenu : c'est une noblesse en sommeil, une noblesse « mourante » (« frappée de démence », me dit un autre), qui a perdu ses traditions en même temps que le sens national, qui n'a plus ni cohésion ni volonté de classe, et qui est en train de déchoir de son rôle historique et social. On cherche un pouvoir, on n'aperçoit plus que le spectre d'un gouvernement. A l'heure même où il lui faudrait se manifester, il s'éclipse, et, dans les troubles qui désolent la Russie, sa part de responsabilité est à peu près aussi grande, écrit le prince, que celle des passions exaspérées du prolétariat.

Quel remède à une situation si désordonnée? Le remède, disent les conservateurs, est dans le renforcement du pouvoir gouvernemental et de la volonté suprême.

Les uns, les grands privilégiés, entendent ce renforcement dans le sens d'une affirmation dominatrice et péremptoire du principe autocratique. Les autres, plus nombreux, suggèrent la combinaison d'une action énergique avec des réformes sérieuses, et adjurent l'autocratie de n'hésiter pas, selon la vieille tradition moscovite, à se retremper dans le peuple. Ils lui rappellent que son origine est essentiellement populaire, que le tsar n'est autre chose qu'un grand boyard que le peuple a mis debout sur ses épaules. Que l'autocrate se tourne donc vers son peuple; que, s'appuyant sur ses cent millions de paysans, il balaie d'un geste la cohue de ces intellectuels, de ces déracinés, de ces malfaiteurs de l'étranger, qui troublent la quiétude de l'Etat! En 1612, la Russie fut sauvée par les paysans et par la petite bourgeoisie, « soutenus alors par les intellectuels de ce temps-là, c'est-à-dire par le clergé ». Chez les paysans, le sentiment social est demeuré très fort, et leur consultation démontrerait avec éclat que la nation est restée conservatrice. Le paysan possède, l'ouvrier ne possède pas. C'est donc sur le paysan que doit reposer le statut de l'Etat, car un gouvernement ne peut sans folie prendre sa base sur l'élément radical de la nation. L'autocrate qui s'abandonne à l'ouvrier n'est plus qu'un démagogue et cesse d'être l'homme de la nation.

Si le paysan a raison de demander de la terre, de quoi se plaindrait-il politiquement? Il a plus de liberté que n'en avait le paysan français en 1789. Il a même plus de droits politiques que n'en a le seigneur : le noble élit son maréchal, qui le représente, mais qui tient en même temps du fonctionnaire, puisque son élection est soumise à la ratification impériale, et qu'il est l'intermé-

diaire nécessaire entre le gouvernement et la noblesse, et là est son unique prérogative de classe; outre ses assemblées communales, le paysan élit encore le juge du premier degré, qui est du village, comme lui. Croyez-vous donc qu'il se soucie de la Constitution? Il ignore jusqu'à son nom!

Il est traditionnaliste d'instinct, et la Constitution, le régime représentatif ne sont ni des traditions ni des conceptions russes; toute l'histoire sociale de l'Empire les condamne.

— Raisonnons, me dit le prince Mestchersky, d'après les données du passé. A l'origine, l'institution du zemstvo est apparue comme un acheminement vers le régime représentatif. Or, son histoire prouve justement que la Russie y est réfractaire. L'œuvre du zemstvo a avorté. Les hommes qui logiquement eussent dû le constituer s'en sont peu à peu désintéressés. Le zemstvo n'a rien fait; il n'a pas su profiter des libertés que lui laissait la loi [1] : pas un qui ait eu l'idée de créer une caisse d'assurance rurale ni une banque de crédit. Il en résulte que notre paysan est un peu plus malheureux qu'il y a quarante ans, avant sa libération. Oui, plus malheureux. Autrefois, si sa chaumière brûlait, c'est le propriétaire qui avait à la reconstruire; aujourd'hui, c'est lui qui doit la relever, et il est sans argent... Il est intelligent, et même « il a du talent »; mais il est apathique, indolent, sans initiative, et le zemstvo n'a pas su le diriger.

1. La vérité est qu'Alexandre III et Nicolas II n'ont pas laissé passer une occasion de restreindre les prérogatives des zemstvos. Lorsqu'il fut question d'en étendre l'institution à tous les gouvernements et provinces, M. Witte tint ce langage : « Si l'organe est bon, avant de le développer, songez à lui donner les libertés que vous lui refusez; s'il est dangereux, pourquoi le développer? Ce qui est contradictoire, c'est de diminuer la capacité des zemstvos, en même temps que vous en augmenterez le nombre. » On se rappelle que Plœhwe alla jusqu'à leur interdire une action commune en vue d'expédier un train sanitaire aux armées de Mandchourie.

J'en ai connu un qui s'obstinait à faire pousser du froment dans une terre misérable; il cultivait son froment comme on cultive dans un potager des carottes ou des asperges; il en récoltait 300 grains par an, et ne se rebutait pas. Notre faiblesse nationale, c'est que, s'il n'y a pas d'initiative dans le peuple, il n'y a pas non plus d'esprit de suite chez ceux qui pourraient le guider. C'est ainsi que notre histoire est une succession d'avortements. On s'amuse de tout ce qui est nouveau, on se lasse de tout ce qui ne l'est plus. Nos intellectuels sont pour l'instant passionnés au jeu de la Constitution ; mais si nous avions un parlement, au bout de six mois, je me demande comment il fonctionnerait, car personne ne s'y intéresserait plus... Laissons la Constitution aux gens qui aiment le bavardage et l'ostentation. On ne donne pas à des hommes le droit de représentation, quand ils se conduisent comme des fous! »

A ces hypothétiques arguments d'ordre historique et psychologique, les conservateurs en ajoutent un autre, d'ordre national, celui des allogènes.

L'Empire russe, disent-ils, est un agrégat de nationalités dont l'unité factice n'est réalisée que par la puissante étreinte de l'autocratie. Dans sa large main, l'autocrate tient embrassés tous les rameaux épars, et il en fait une frondaison harmonieuse et vivace. Que la main se desserre, l'unité sera rompue, et du grand Empire il ne restera que des branches disjointes et antagonistes. L'élément russe y est en minorité. Autour de lui, chaque province commencera par réclamer la reconnaissance officielle de sa langue. L'ayant obtenue, elle exigera davantage, jusqu'au jour où, son autonomie ayant été arrachée à l'imprévoyance ou conquise par la force, elle cessera d'appartenir au vieux tronc national. En attendant que, l'une entraînant l'autre, elles se soient toutes affranchies, craignons qu'elles ne constituent dans le parlement un

cartel numériquement supérieur qui écrasera la représentation proprement russe. Dès lors, avant que d'être diminuée dans son territoire, la Russie, l'âme et la volonté russes seront étouffées par des énergies étrangères. Pouvons-nous de gaieté de cœur courir le risque d'un si grave péril, donner à des provinces conquises, qui sont *nos colonies* à nous, les moyens d'imposer leurs lois à notre patrie? Que penserait le monde, si la France et l'Angleterre toléraient que l'Indo-Chine et l'Australie vinssent chez elles dicter leurs volontés?

C'est la Pologne, la Finlande, le Caucase, etc., dont les enfants ont été drainés en masse dès le début de la guerre, et immédiatement envoyés au front des armées, que ces conservateurs ingrats assimilent à nos Annamites et aux nègres de l'Australie!

N'importe, l'argument est sérieux; politiquement et nationalement, il est permis de dire qu'il est même le seul sérieux. Les libéraux, d'une part, y opposent une réplique dont M. Nabokov a été le porte-parole; d'autre part, les congrès de nationalités s'accordent à repousser toute tendance séparatiste. Mais c'est sur ce point sans doute que, à l'heure solennelle de la Constituante, les libéraux, radicaux et socialistes devront faire porter tout l'effort de leur dialectique. Il faudra qu'ils répondent à cette impérative interpellation des derniers conservateurs :

— Voulez-vous l'intégrité ou la dissolution de l'Empire?

Ils répondront qu'ils veulent la grandeur de l'Empire, de tout l'Empire, le scellement de l'unité nationale par la liberté. C'est à ce moment que la voix des nationalités, de ces « colonies » que l'on dédaigne et que l'on craint, sera intéressante à écouter.

XXVI

D'HIER A DEMAIN

L'autocratie est-elle à bout ? — Les troubles, les répressions, les espérances, l'idée constitutionnelle depuis cent ans. — La Russie d'aujourd'hui se répète. — 1855-1905. — Est-ce une nouvelle crise? Est-ce la Révolution ? — Etendue, rapidité et originalité de la crise actuelle. — De novembre 1904 à juin 1905. — Les caractères du mouvement. — Céder ? Résister ? — On se laisse arracher les concessions. — En résistant, le régime ajourne. — Un geste qui serait beau. — Calcul des forces de résistance. — L'armée douteuse. — L'autocratie a-t-elle encore le choix ? — L'heure passée. — Quels hommes pour mettre en œuvre la Constitution ? — Une classe dirigeante. — La France en accusation. — L'alliance franco-russe. — La délivrance prochaine.

Voilà les faits, les partis, les hommes, les programmes. Voilà les premières blancheurs de l'aube. Est-ce bientôt le soleil, la liberté?

Un régime qui n'acquitte pas sa dette à l'égard de la société abdique sa légitimité, et n'est plus, quelle que soit l'ancienneté de son éclat ou de ses services, que la raison sociale d'une entreprise de parasites. Lorsque la voix de la nation s'élève pour lui demander des comptes et qu'il les refuse, il se condamne. Il est virtuellement mort, s'il ne lui reste à opposer aux sommations que la troupe des agents sortis du peuple, vêtus, nourris, entretenus des deniers publics.

L'autocratie est-elle arrivée à ce point extrême? Si la nation crie, quel développement d'énergie meut ses muscles? La vie russe, au moment présent, n'est pour l'observateur qu'une gesticulation désordonnée, si, après avoir considéré les faits, il ne calcule leur valeur dynamique; au terme de ce long procès-verbal d'une période passionnée, il convient de répondre à ces questions : Quelles forces de résistance, si elle prétend résister, a gardées l'autocratie? Que vaut l'opposition qui l'assaille? La nation, qui essaye sa puissance destructive, est-elle préparée aux reconstructions, et quelles mains les dirigeront ?

En 1801, Alexandre I[er] s'entretient avec ses conseils d'un projet de Constitution encore vague, et, pour la première fois, sont prononcés autour de l'Empereur des mots singuliers : on y parle des « obligations » du souverain, des « droits » des sujets. De 1806 à 1812, Spéranski refond l'administration, réorganise l'Empire, et annonce des desseins plus audacieux encore au moment où il tombe en disgrâce. En 1831, la Pologne est en insurrection, et, à Varsovie, la Diète va proclamer la déchéance des Romanov; aux cadets d'une école militaire qui demandent des cartouches, le sous-lieutenant Vysoçki répond : « Des cartouches! vous en trouverez dans les gibernes des Russes! » En 1861, la Pologne de nouveau se soulève; dans les rues des villes, dans les bourgs, les Cosaques pourchassent et la troupe fusille des foules sans armes, qui n'interrompent point leurs chants pour mourir. En même temps, les universités russes s'agitent : on ferme celles de Pétersbourg et de Moscou, on emprisonne en masse les étudiants. Alexandre II accomplit des réformes profondes et en annonce de nouvelles. En 1882, en 1887, en 1889, mêmes rigueurs, renouvelées de 1861, contre les étudiants mêmement révoltés.

Durant ces cent années, l'idée constitutionnelle chemine, et, aux heures de crise, s'exprime comme crève un abcès jamais vidé, incessamment reformé. Le premier, Alexandre Ier, se souvenant qu'il est disciple de Laharpe, y a rêvé. Les sociétés secrètes de 1812 ont commencé d'étudier et de cultiver le bacille. Il est déjà vigoureux en 1825. Il pénètre peu à peu et successivement toutes les couches sociales. Quand il est question d'abolir le servage, les propriétaires et les nobles se flattent que la restauration du Zemski sobor, de l'antique Douma nationale, sera le prix de leur abnégation, et leur restituera en influence politique ce que la réforme leur aura coûté de domination sociale et de sacrifices d'intérêts; déçus, ils exhalent ensuite leurs dolentes rancunes. En 1862, l'assemblée de la noblesse de Tver a osé demander la convocation de la Douma; celle de Toula réclame des États généraux. En 1863, en 1871, en 1880, en 1901, d'identiques manifestations collectives se produisent dans les zemstvos. Le 26 janvier 1880, au fort du terrorisme, le « Comité exécutif » du parti révolutionnaire, c'est-à-dire les nihilistes, lance à l'autocratie son ultimatum : reconnaissance des libertés essentielles, Assemblée nationale. Quatre jours avant l'explosion des bombes qui l'attendent au bord du canal Catherine, Alexandre II a signé la Constitution. Ignatiev lui-même, dans les mois qui suivent, Alexandre III régnant, soumet un projet de représentation nationale...

Aux jours où nous sommes, nul geste, nulle parole qui ne soit la projection d'un geste déjà fait, le retentissement d'une parole déjà entendue. Comme Vysoçki à ses cadets, Gapone dit à ses ouvriers : « Pillez les magasins de l'Etat, armez-vous aux arsenaux, arrachez leurs fusils aux soldats ». Comme les Polonais de 61, le peuple de Pétersbourg, le 9 janvier, les gens de Varsovie, le 1er et le 2 mai, meurent en chantant. Les mêmes pri-

sons reçoivent les mêmes étudiants. Les mêmes assemblées proclament les mêmes revendications. Les mêmes terroristes bourrent de poudre les mêmes engins. Comme Spéranski et Loris Mélikov, Witte est prêt à réformer; Sviatopolk Mirsky s'y est essayé. Comme Alexandre II élabora des projets de représentation nationale, Nicolas II en entretient ses ministres. Mais Alexandre II signe de sa plume la Constitution, Nicolas ne signe de sa parole que des promesses sans précision.

Entre hier et aujourd'hui, voici des analogies plus saisissantes encore.

La guerre de Mandchourie répète la guerre de Crimée. Port-Arthur est une reprise de Sébastopol. Les circonstances et la stratégie sont les mêmes pour la guerre intérieure de 1905 et pour celle de 1855.

Un historien écrit :

« Le premier moment de stupeur passé, on se mit à l'œuvre. On répara en quelques jours des années d'insouciance et de brigandage administratif. Habitants, soldats, marins, mirent la main aux travaux de terrassement. En quelques jours, grâce à un miracle d'activité, le sol rocailleux se souleva en redoutes, en remparts couronnés de fascines; quatorze ou quinze mille marins, désireux de venger la ruine de la flotte, vinrent renforcer la garnison... »

Est-ce la défense de Port-Arthur qu'il raconte? Il ne s'agit pas du Kouang-Toung, mais de la Chersonèse et de Sébastopol.

Voici, en traits exacts, le sommaire de la situation de l'Empire :

« Les désastres d'Orient furent un terrible réveil : les flottes invincibles de la Russie étaient contraintes de se réfugier dans les ports ou de se couler dans la rade de Port-Arthur; l'armée était vaincue à Liao-Yang, vaincue au Cha-Ho et à Moukden par les Japonais si méprisés.

Quatre-vingt mille Orientaux, installés sous Port-Arthur, insultaient à la majesté de l'Empire. Le silence de la presse avait pendant trente ans favorisé les voleries des employés; les forteresses, les armées avaient été détruites d'avance par la corruption administrative. On avait tout attendu du Gouvernement, et la guerre de Mandchourie apparaissait comme une immense banqueroute de l'autocratie; la monarchie patriarcale et absolue déposait son bilan devant l'invasion des jaunes. Alors un mouvement prodigieux se manifesta en Russie; les langues se délièrent; une vaste littérature manuscrite courut sous le manteau et lapida le gouvernement de revendications inattendues, accusant tout le monde à la fois, l'Empereur, les ministres, l'administration, les diplomates, les généraux. »

Qui parle ainsi? Est-ce quelque journaliste inventif ou quelque affilié de la Révolution?... C'est M. Rambaud, qui, dans son *Histoire de la Russie* (p. 669), dresse le bilan de l'Empire en 1855. Nous avons changé un chiffre et des noms, sans ajouter ni transformer une seule phrase : le bilan reste exact.

Des placards, à la même époque, circulent de mains en mains.

« Réveille-toi, ô Russie, s'écrie l'un d'eux. Dévorée par les ennemis du dehors, ruinée par l'esclavage, honteusement opprimée par la stupidité des tchinovniks et des espions, réveille-toi de ce long sommeil d'ignorance et d'apathie! Nous avons été tenus assez longtemps en servage par les successeurs des Khans tatares. Lève-toi, dresse-toi, calme, devant le trône du despote; demande-lui compte du désastre national... La Russie, ô Tsar! t'avait confié le pouvoir suprême, et tu étais comme un dieu terrestre. Et qu'as-tu fait? Aveuglé par la passion et l'ignorance, tu n'as recherché que le pouvoir, tu as oublié la Russie. Tu as consumé ta vie à passer des revues de troupes, à modifier des uniformes, à signer les projets législatifs d'ignorants charlatans. Tu as créé la race méprisable des censeurs de la presse, afin de ne pas connaître les besoins, de ne pas entendre les murmures de ton peuple, de ne pas écouter la voix de la vérité.

Humilie-toi devant tes frères. Implore ton pardon. Jette-toi dans les bras de ton peuple. Il n'y a pas d'autre salut pour toi. »

Cinquante ans plus tard, Gapone, au soir du 9 janvier, écrit aux ouvriers : « Le Tsar-bête fauve, ses fonctionnaires, voleurs de l'État et pilleurs du peuple russe, ont voulu délibérément se faire et se sont faits les assassins de nos frères, de nos femmes et de nos enfants sans armes ».

J'emprunte encore à l'histoire de M. Rambaud les lignes suivantes :

« Le système qui consistait à gouverner la Russie, sans aucune participation du pays à ses propres affaires, dans la routine et le silence des bureaux, était condamné. Les fonctionnaires, si orgueilleux sous Nicolas, baissaient la tête sous la réprobation publique : le nom de tchinovnik, si redoutable naguère, était devenu un terme de dérision et de mépris; l'opinion l'associait naturellement à tout ce qui était suranné, ridicule ou odieux. Les serviteurs de l'autocratie, courbés sous le poids d'une accablante responsabilité, mettaient une sorte de pudeur à cacher les titres pompeux et les décorations qu'ils étalaient jadis avec tant de complaisance. Il semblait que la Russie conservatrice de Nicolas Ier fût rentrée sous terre : tout le monde se disait libéral. Un souffle d'espérance hardie et d'audacieuse initiative passait sur tout le pays... Mille voix s'élevaient dans les journaux, dans les revues, dans les livres, subitement émancipés, dans les salons et dans la rue, que la police, dans son effarement, oubliait de surveiller. »

En 1855 comme en 1905, la même espérance circule dans les poitrines avec la même chaleur abondante, et l'allégresse est pareille au point qu'elle répète les mêmes choses et s'exprime presque par les mêmes mots. Comparez ces documents que séparent cinquante années d'histoire :

1855

On lit dans un journal :

Le cœur tressaille de joie dans l'attente des grandes réformes sociales qui sont sur le point d'être effectuées, réformes qui donneront pleine satisfaction à l'esprit, aux vœux et aux espérances du public.

L'antique harmonie et communauté de sentiments qui a toujours existé entre le souverain et le peuple est entièrement rétablie. L'absence de tout sentiment de caste, le sentiment d'une commune origine et d'une fraternité qui unit toutes les classes de la Russie en un seul peuple homogène, lui permettront d'accomplir, paisiblement et sans efforts, non seulement ces grandes réformes qui ont coûté à l'Europe des siècles de luttes sanglantes, mais d'autres réformes encore que les nations de l'Occident sont encore hors d'état d'accomplir.

1905

C'est aujourd'hui le jour le plus heureux de ma vie. Je l'attendais avec l'impatience d'un jeune homme. C'est un jour historique dans la vie du peuple russe. Nous sommes à l'aurore du jour où sa voix sera entendue par toute la terre.

(Souvorine, à propos du rescrit de février.)

Le rescrit restaure l'idée de la véritable autocratie, prenant son appui dans la communion de l'Empereur et de son peuple. Cette communion est la base la plus indestructible et la plus sûre de la puissance et de la grandeur de la Russie. Le vœu des meilleurs fils de notre patrie est accompli : les hommes les plus dignes, pourvus de la confiance de la société et du peuple, élus par le peuple lui-même, vont travailler à l'œuvre législative... L'appel des élus de la terre aux travaux législatifs n'est qu'un commencement dans une certaine direction historique.

(*Novoié Vrémia.*)

Que l'Empereur s'appuie sur son peuple, qu'il se retrempe à la source de son droit.

(Syromiatnikov.)

Un autre écrit :

Nous devons remercier la guerre qui nous a ouvert les yeux sur les sombres côtés de notre organisation politique et sociale, et c'est notre devoir de profiter de la leçon. Mais on ne doit plus supposer que le gouvernement puisse, par ses propres forces, remédier à nos vices. La Russie ressemble à un vaisseau échoué, que le capitaine et l'équipage seraient impuissants à dégager seuls ; il ne peut être remis à flot que par le reflux tout-puissant de la vie nationale.

Les élections doivent avoir lieu non par classes, ce qui aboutirait à une représentation d'intérêts égoïstes, mais par circonscriptions territoriales, sans distinction de catégories... Des représentants ainsi élus exprimeront vraiment l'opinion publique russe.

(*Rouss.*)

Il faut que tous les sujets se sentent également citoyens russes, qu'aucune partie de la population, qu'aucun groupe social, ne soit exclu de la représentation nationale et ne devienne ainsi l'ennemi de la nouvelle organisation.

(Discours de Troubetzkoï à l'Empereur.)

Remercions Dieu d'avoir été battus, car la victoire aurait couvert de lauriers nos blessures béantes... La paix nous est plus nécessaire qu'une victoire.

(Prince Mestchersky.)

L'activité libre de la nation est la condition première de l'évolution légale et féconde de la vie politique et économique du pays... Etant données la gravité et l'importance de la situation intérieure et de la situation extérieure actuelles, l'assemblée exprime l'espoir que le pouvoir suprême convoquera des représentants du peuple élus pour

> diriger la patrie avec leur concours vers une nouvelle voie, en se fondant sur les principes de droit et sur la collaboration des pouvoirs publics et du peuple.
>
> (Résolution du Congrès des zemstvos de novembre).

Ainsi la Russie d'hier revit et se prolonge dans la Russie d'aujourd'hui. Elle y revit avec son même visage, ses mêmes gestes, les mêmes véhémences de sa parole. Pourtant à chaque crise, depuis 1825, s'est apaisé le frémissement des cœurs, et dans le pesant silence de l'autocratie s'est absorbée la clameur libérale. Assistons-nous à une crise nouvelle de l'organisme? Est-ce que « cela s'arrangera », comme disent familièrement des Parisiens à qui une révolution semble une invraisemblable conjecture, et comme l'un d'eux me répétait, avec un sourire obstiné, dans le jardin même du Palais-Royal de Camille Desmoulins? Et tant d'efforts, tant de soins, tant de sommations et de sang n'aboutiront-ils qu'à un « renforcement de l'autocratie », selon le mot du manifeste réactionnaire du 18 février/3 mars?

Si vif d'esprit, le Slave est de mouvements lents et de volonté laborieuse. C'est un être de chimère et de soumission ; en son âme, la monotone histoire de sa vie nationale a fermé les espaces de la réalité et de la liberté. « La vérité, disait Bismarck, n'a point de prix pour eux. Ils se repaissent d'apparences. Ils croient tout ce qu'il leur plaît de croire. » L'apparence d'une révolution suffira-t-elle à leur appétit révolutionnaire? N'y eut-il pas, aux jours de crise, des heures où, déjà las de l'effort, enclins à admirer en eux-mêmes une mâle énergie et à y caresser les magnifiques images de leur illusion, ils se pensèrent libres pour avoir rêvé de la liberté? « De ce

jour, écrivent les journaux, date la rénovation de la Russie. La Russie délivrée commence une nouvelle période de son histoire, etc... » De quel jour? C'est la phrase type qui retentit dans l'espace à toutes les haltes où, debout sur la colline, la Russie embrasse l'immensité libre et croit l'enfermer dans son cœur. Après la guerre de Crimée, après la libération des paysans, après la guerre turque, au 12/25 décembre 1904, au 18 février / 3 mars 1905, c'est elle qui éclate dans l'air joyeux, et nous l'entendions hier encore, après que l'effort de six mois aboutit à faire prononcer par l'Empereur dix mots imprécis devant une douzaine de délégués. « Ce jour, s'écrient les journaux, restera la date historique de la proclamation de nos libertés! »

Soit. Négligeons donc les propos des Russes, et observons leurs actes. Considérons dans la crise présente sa progression, sa rapidité, son originalité, car si elle répète en apparence les crises qui l'ont précédée, elle en diffère néanmoins : les mots sont pareils, mais ils expriment des réalités nouvelles.

Cette crise se distingue en ceci que, pour la première fois, apparaît en Russie l'existence d'une opinion publique, par moments si impérieuse qu'elle est écoutée; pour la première fois, cette opinion est unanime, et il convient de prendre ici ce mot dans son sens absolu : le régime a encore pour lui des individus, il n'a plus ni classes, ni castes, ni corps constitués, depuis la noblesse jusqu'aux doumas, en passant par les corporations d'industriels et les barreaux d'avocats. Pour la première fois aussi, en raison même de cette unanimité, se décèle une sorte de méthode. Pour la première fois enfin, l'opposition, loin de s'enivrer d'illusoires succès, de se montrer sans souffle après une course audacieuse, se fortifie, s'organise par la pratique. Toute insurrection qui ne s'étend pas est une insurrection morte, disait en 1831 l'historien Lélével,

un des chefs du mouvement polonais. La présente insurrection des esprits en Russie se développe et se décuple avec les jours; après huit mois, elle se manifeste plus ordonnée, plus cohérente, plus résolue. Sur quelle base fonder ce jugement qu'elle va soudain abdiquer, et qu'en plein travail d'enfantement, la Russie fatiguée s'épouvantera de sa maternité?

Une partie de l'opinion française n'observe pas avec exactitude le rapide enchaînement des faits. A confronter l'histoire de notre Révolution et celle de la crise russe, on aurait la surprise de constater, chez les Russes d'aujourd'hui, une hâte plus fiévreuse que chez les Français de 89, et, dans les événements, une vitesse plus accélérée. Plœhwe disparaît, Mirsky lui succède, et aussitôt s'élève la chanson de la liberté. Elle est bien vague et rythme des espérances encore lointaines. Mais les délégués des zemstvos s'assemblent (novembre). Fait capital. Ils s'assemblent, malgré les défenses. Ils délibèrent, et délibèrent contre le pouvoir. Pour mesurer leur hardiesse, songeons à la discipline féroce qui étreint le peuple russe, à sa longue soumission, rappelons-nous que, moins de six mois auparavant, Plœhwe a interdit à ces mêmes zemstvos de s'accorder sur l'envoi d'un train sanitaire aux armées, pour un devoir de solidarité nationale. Et que disent alors ces zemstvos? Sous une forme respectueuse, ils rédigent un programme insurrectionnel : ils dénoncent la bureaucratie, ils demandent la consultation populaire. Ils expriment si bien l'opinion générale, et le régime s'y trompe si peu que, le mois suivant, en réplique, paraît l'oukase de décembre qui annonce des réformes. Première victoire.

Vont-ils se tenir pour satisfaits, attendre patiemment que les promesses impériales se réalisent en actes?... Eclate, sous l'action socialiste, le coup de tonnerre du 9/22 janvier. Après qu'elle a parlé, la nation donne son

sang en gage de sa volonté, et le régime a la faiblesse de l'accepter en signe de sa domination. C'est la liqueur fécondante qui coule sur le sol russe. De toutes parts, pointent les épis. L'ouvrier se révolte. le paysan s'ébranle, le bourgeois occupe la rue ; les universités se ferment, les ateliers chôment, les prétoires vibrent, les chemins de fer s'arrêtent. Aux quatre points cardinaux gronde la rébellion. La vie économique de la nation est suspendue. Deuxième étape.

Les partis réagissant l'un sur l'autre et se poussant mutuellement, le libéral reprend la scène, tandis que le socialiste, en sourdine, par la grève permanente, marque son impatience. Par toutes leurs bouches, les libéraux clament leurs volontés. Nous avons dénombré leur armée. Nous avons noté leurs manifestations : réunions, conférences, mémoires, etc... Les journaux, qu'une censure apeurée redoute maintenant de frapper, assaillent chaque matin le pouvoir. On taxe de duperie le rescrit de décembre. On récuse l'œuvre des commissions officielles. On repousse toute connivence avec elles. Les défaites militaires sont le ferment du désordre intérieur. Le régime sent l'obligation de livrer un nouveau gage et rend l'édit de février : cette fois il n'annonce plus *des* réformes, il promet *la* réforme, il assemblera les élus du peuple. Victoire.

L'opinion exulte, mais ne se repose pas encore. Que sera cette réforme? Que seront ces élus? Elle indique au pouvoir la route qu'elle a choisie. Elle lui crie que, hors de là, il ne trouvera que précipices mortels. Bientôt, elle le somme de l'y suivre. Des congrès d'avocats, un congrès socialiste, un congrès d'allogènes se réunissent et délibèrent en plein jour. Malgré les défenses de Trépov, dont l'autocratie essaye en vain de faire un dictateur, mais qui n'en a ni les capacités ni le prestige, le deuxième congrès des zemstvos se réunit à Moscou (mai) : il exige le

suffrage universel et la souveraineté de l'assemblée du peuple. Quel chemin depuis novembre! En termes enveloppés, on demandait une consultation populaire; en termes impérieux, on exige la Constituante! Quatrième étape.

Le pouvoir craintif, qui n'ose aller au libéralisme, parce qu'il a peur de s'y dissoudre, qui redoute de se laisser entraîner à la répression, parce qu'il comprend qu'il y pourrait trouver sa perte, se décide, après trois mois passés, à révéler la pensée du sybillin rescrit de février : c'est une élection de classes qu'il préconise; du scrutin il exclut les juifs; il n'a voulu qu'ajouter un rouage à la bureaucratie. L'opinion, déjà irritée de l'attente, s'exaspère. Les journaux se déchaînent, les manifestations se multiplent; tout est prétexte à crier, à voter, à sommer. « Se moque-t-on de nous? » disent les voix coléreuses. Le troisième congrès des zemstvos et des doumas (juin), interdit comme les précédents, se réunit en hâte. Il rédige ce document inouï qu'on appelle aussitôt de son nom, le *Manifeste de la Nation*; il s'adresse directement au Tsar, en des termes encore inconnus en Russie; il ose lui dire qu'on le trompe et insinuer qu'il cherche à tromper; il a l'audace d'invoquer sa responsabilité impériale! Confrontez ce texte au texte de novembre : il porte témoignage direct pour l'accélération des faits et les progrès de l'insurrection. Cinquième étape.

Le Congrès ne se borne pas à rédiger ce document. Il décide de le remettre en mains propres à l'Empereur et désigne une délégation. A sa tête, il place le plus modéré d'entre ses membres, le prince Serge Troubetzkoï, mais lui adjoint les plus hardis, Pétrounkévitch, le prince Lvov. L'heure est si grave que Troubetzkoï accepte cette solidarité, attestant ainsi l'union de toutes les forces d'opposition. — « Vous ne passerez pas », dit Trépov. — « Nous n'avons pas à faire à vous, répliquent-ils, mais à

l'Empereur. » Après huit jours de méditation, l'Empereur cède. Mais il choisira les délégués à recevoir, mais ils devront communiquer préalablement leur requête à Trépov... — Non, non, disent-ils : nous parlerons à l'Empereur, et nous lui parlerons tous. L'autocratie s'incline enfin. Voici la Révolution regardant le souverain dans les yeux. Son langage est encore mesuré, parce qu'elle a la volonté de ne point brusquer les faits, mais elle proclame hautement ce qu'elle a à dire : le suffrage de tous pour l'assemblée de tous, et, si Nicolas feint de ne pas la comprendre, du moins l'a-t-il entendue. Date historique. Par le seul fait qu'elle a accueilli des délégués, l'autocratie a reconnu le droit collectif du peuple. Pour la première fois, le vieux tsarisme moscovite avoue son impuissance à gouverner seul. Sixième victoire.

... Par ce sommaire, comptons le nombre des pas. Ajoutons-y que la marche est scandée par le fracas des bombes et la rumeur de la grève, que chaque journée nouvelle est un semeur qui jette aux sillons ouverts la graine de révolte, que l'onde révolutionnaire s'élargit incessamment, et, d'un mouvement irrésistible, charrie toutes les énergies qu'elle a éveillées. En vérité, est-il besoin d'avoir vécu, pendant ces jours, de la vie russe, ausculté sa fièvre et mesuré ses agitations, pour constater l'évidence, à savoir que la marche de l'opposition est jusqu'à présent victorieuse et qu'on lui résiste à peine ? Les maux d'une guerre qui menace de devenir un châtiment l'ont puissamment aidée, certes, mais ne l'ont point créée. La guerre a été dans l'éprouvette le réactif chimique qui dissocie les éléments et leur restitue leurs caractères dispersés : soudain, à l'éclair des batailles, on a distingué, en conflit avec un régime qui se dissout et se cherche, une opposition déjà consciente et unifiée, une opinion publique dont on niait l'existence, parce qu'elle était enfermée dans les cachots de Plœhwe, une force

nationale impatiente de victoire. Si vous ne venez pas à nous, écrivait Troubetzkoï au mois de mai, attendez-vous « à des actions innombrables et à des catastrophes irréparables. L'ordre de choses ancien est condamné par la sentence de nos défaites extérieures; il se décompose de lui-même; l'arrêt de l'histoire est prononcé contre lui... » Faut-il s'étonner? « Tout ce qui arrive, me disait au mois de mars le prince Khilkhov, ministre des Voies de communication, devait arriver; la Russie est en évolution, comme tous les pays de l'Europe. Je n'ai qu'une surprise, c'est que ces choses se produisent si tôt, et que je sois encore vivant pour les voir. »

Cependant, nous n'assistons encore qu'aux préliminaires. Ceci n'est que le début du conflit. La nation se concentre et précise ses volontés. Le pouvoir l'écoute, la regarde et pèse ses propres incertitudes. Quelle résolution sera la sienne ?

Il peut céder. Peut-il résister encore? Mais c'est maintenant qu'il doit se décider. Pressé de trop près, de pas en pas, il a dû en venir à l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale, qu'il a promise, sera pour la nation une conquête ou une duperie, et c'est à lui de le dire. Les paroles sont femelles, les actes sont mâles, et voici l'heure pour lui de montrer sa mâle vigueur.

Il peut résister, ou du moins il s'en flatte. Il a pour lui une puissante machine bureaucratique, perfectionnée par les siècles, et qui ne se brisera pas au premier choc; une police, une armée déjà rongée, mais dont la majorité, pense-t-il, demeure entre ses mains. Il a surtout la mystérieuse immobilité de la masse paysanne et le long atavisme de sujétion qui pèse sur tous les hommes de la terre russe. En résistant, il se proroge et ne se sauve pas. Qu'il n'espère pas ramener jamais à lui les parties insurgées du peuple. Qu'il ne se flatte pas non plus de

gouverner contre elles. Que fait-il depuis huit mois? Il leur cède. Morceau à morceau, il leur abandonne un peu de sa puissance et de sa fierté; mais il le fait gauchement; il n'a ni le courage de sa résistance ni le mérite de ses concessions : si le rescrit de février avait paru en décembre, l'Empereur eût noué à sa partie la Russie unanime; si ce rescrit de février avait publié bravement le propos de convoquer une assemblée vraiment nationale, et si cette assemblée avait été réunie incontinent, sans faux-fuyants, sans supercherie, sans les maladroites manœuvres de cette Commission Bouliguine dont le nom, pendant trois mois, servit à amuser l'opinion, l'Empereur acclamé pourrait aujourd'hui se promener librement dans les rues de sa capitale, protégé contre toutes les entreprises par son peuple. On n'a pas pressenti la force de l'irrésistible poussée. On a compensé des rescrits prometteurs par des mesures d'état de siège, et, si Nicolas fut le verbe, Trépov fut l'acte. On se laisse arracher les concessions sans en avoir le bénéfice. On finira peut-être par signer la Constitution, sans réussir à fixer personne à sa propre fortune.

On hésite, on ergote, on ruse; on fait un clignement d'œil réactionnaire à Pobédonostsev et un sourire libéral au zemstvo; à toute parole qui donne est enchaînée une parole qui reprend. Par quelle dérision tous les actes de l'Empereur sont-ils accompagnés d'un acte gouvernemental qui, sous couleur de les expliquer, les dément? Le rescrit de décembre, qui convie la presse à être « la véritable interprète des efforts raisonnables faits pour le bien de la Russie », est suivi le même jour d'un communiqué du ministre qui interdit aux journaux de discuter le régime politique de l'Empire. Le rescrit de février, qui appelle les élus à collaborer avec le pouvoir, est suivi d'une circulaire qui interdit aux zemstvos, assemblées d'élus, de délibérer sur ce document. Le discours aux

délégués de la nation, qui renouvelle cette promesse et cet appel, est suivi d'un commentaire qui spécifie le sens officiel de la harangue et interdit aux journaux de lui trouver une interprétation différente. Etc... La bureaucratie se rit-elle de Nicolas, et, à chacun de ses gestes, prend-elle plaisir à affirmer sa tutelle? Est-ce Nicolas qui s'évertue à ces vains jeux de bascule? Ne voient-ils pas qu'à tendre sans cesse et à retirer l'appât, on irrite les appétits et l'on tue la chance de pacifier les consciences?

Ah ! Majesté Impériale, quelle glorieuse page vous pouvez couvrir, s'il vous convient, dans l'histoire de votre pays! N'ambitionnez-vous pas ce rôle orgueilleux d'être, après votre grand-père le Grand Tsar libérateur, le plus grand Tsar libérateur? Quel retentissement chez les peuples, si, communiant avec votre époque, et souffrant de la souffrance des hommes russes, il vous plaisait soudain de faire le grand geste de délivrance et, à l'appel de vos sujets, de répondre à votre tour : Liberté! Liberté! Lorsque, dans la grâce fleurie de Péterhof, vous receviez l'autre jour les quatorze délégués de la nation, votre cœur n'a-t-il pas frémi, et ce mot de largesse n'a-t-il pas fait trembler vos lèvres ? N'avez-vous jamais regardé, par les fenêtres, les grands arbres qui croissent en liberté dans votre parc, les petites fleurs parfumées qui se penchent au-dessus de leurs tiges, et librement referment, à la fraîcheur nocturne, leurs corolles frileuses, la vaste mer libre qui, au bout des allées, berce vos rêves de son libre murmure? N'avez-vous pas écouté toutes les voix de la nature qui rythmaient à vos oreilles la chanson de la liberté, et, face à face avec ces hommes, qui sont pareils à vous, n'avez-vous pas daigné recueillir l'adjuration pathétique que leur contrainte jetait à votre omnipotence? Faut-il donc que, par votre volonté, ils demeurent les seuls esclaves sur la terre libre?... Ce mot que vous auriez pu dire et que vous avez retenu, il vous délivrait

en même temps qu'il les délivrait, car votre servitude n'est pas moins pitoyable que leur sujétion, et, dans le jaillissement d'air et de lumière que votre main en s'ouvrant ferait ruisseler sur la Russie, vous auriez votre part !...

En résistant, le régime ajourne. Il perpétue l'agitation, et l'agitation ne se perpétuera qu'en s'amplifiant. Ce sont les zemstvos et les doumas de plus en plus hardis, les manifestations qui s'exaspèrent ; c'est, quelque jour, la vie industrielle arrêtée dans tout l'Etat par la grève, que serviront les patrons et les ingénieurs ; rappelons-nous qu'au mois de juin, deux cents ingénieurs, assemblés à Pétersbourg, prenaient l'engagement de suspendre tout travail et d'arrêter les machines, quand le moment serait venu. Ce sont les pistolets qui éclatent au nez des policiers, les bombes qui roulent sous les voitures. C'est quelque régiment qui abat ses armes devant l'émeute ou les décharge contre les cosaques ; c'est quelque équipage entraîné à la rébellion par l'exemple des équipages de Nébogatov. Ce sont les paysans, que travaille fortement la propagande socialiste, décidément soulevés à travers l'Empire, pillant les biens, dévastant les propriétés, furieux de carnage et d'incendie.

Craignons pour la Russie, pour l'humanité, cette effroyable calamité. Conjurons l'autocratie de l'épargner au monde. Qu'elle ne songe point seulement à elle-même, mais à tout ce qui pense, à tout ce qui vit sur la terre russe, car le torrent dévastera toutes choses sur sa route, et le sol s'imbibera de sang, comme aux grands jours des invasions barbares. Qu'elle ne s'abuse pas non plus sur la longue patience de ces forçats du labour. Ce n'est pas d'hier qu'ils ont pris conscience de leur misère et qu'ils se préparent à l'allégresse de vivre. En 1812, quand les shakos français apparurent dans leurs champs, ils acclamaient les soldats de Napoléon, qu'ils prenaient ingénû-

ment pour les porteurs de liberté. A chacune des crises subies par la patrie, on les a vus s'agiter à leur tour, souvent même devancer les mouvements qui ébranlaient les villes. Déjà, au temps de l'esclavage, ils disaient sentencieusement : « Nos dos sont au seigneur, mais la terre est à nous. » Ne nous étonnons ni de leur sauvage ignorance, puisqu'elle fut préméditée par l'exécrable calcul bureaucratique, ni de leur docilité à écouter les prédications des révolutionnaires, car en ces êtres demeurés primitifs, les révolutionnaires exaltent l'instinct brutal, et, par surcroît, la traditionnelle organisation communiste du *mir* les dispose à entendre la parole socialiste. Souhaitons donc, pour l'honneur de l'humanité, pour le destin russe, et pour la dynastie elle-même, que la Révolution s'accomplisse sans eux, pour eux, que sa tâche première soit de libérer ces âmes et de les élever à la civilisation. Souhaitons que le régime aperçoive le péril. Souhaitons qu'il cède.

Ah! qu'il cède! Qu'il donne à l'univers cette leçon de mâle vertu ! Révolution d'éclatante lumière qui se ferait par l'accord de tous dans un élan chaleureux d'abnégation fraternelle! Exemple pour le monde, en voie, lui aussi, de perpétuelle évolution, et qui affirmerait, à travers le blanc steppe, le triomphe merveilleux de la vérité et de la justice! L'autocratie, acceptant l'exigence des temps modernes, confère au peuple la parole souveraine, lui remet la direction de l'État, proclame la Constitution, devient une monarchie pareille aux monarchies d'Europe, se conquiert la gratitude des générations et laisse à l'avenir le soin de fortifier, par les voies qu'il saura découvrir, cette personne morale qu'elle aura reconnue et jetée dans le monde! Quel obstacle à ce glorieux dessein? L'Angleterre, sous la monarchie constitutionnelle, n'est-elle pas devenue un grand peuple, et la fortune de la famille de Hanovre est-elle moins illustre que celle de la famille Romanov?

Qu'il le sache du moins, ce régime usé par les ans, et qu'avant de se résoudre il pèse son destin : à la minute où il signera la résistance ou le renoncement, c'est sa victoire ou sa perte qu'il tiendra suspendue au bout de sa plume. Il dépend de lui que la Révolution soit une Evolution, que la paix fraternelle confonde les cœurs, ou que le sang jaillisse à travers les sillons et éclabousse les palais; mais qu'il ne se flatte pas que les veines du peuple fournissent éternellement à la terre sa rouge boisson. Je ne me rappelle pas sans trouble cette parole que me dit un libéral dans un moment d'enthousiasme : « La même main qui signera la paix avec le Japon, signera la Constitution. » Dans sa pensée, cette main ne sera pas celle de Nicolas...

Mais céder, assurer la paix dans son cœur en la donnant à la patrie, c'est le grand œuvre, et les grandes œuvres veulent de grands hommes. Qui peut dire si Nicolas, quelque jour, dans une illumination soudaine, saura comprendre le devoir de l'heure? Qui peut l'espérer, alors que tous ses actes attestent un propos de souveraineté absolue, que toutes ses paroles sont dilatoires, qu'on le sait superstitieusement attaché à la doctrine de l'autocratie intégrale, dévotieusement respectueux de la politique et des suprêmes conseils de son père, que lui-même a pris soin de le proclamer en toutes circonstances, que, dans le moment où il promettait aux quatorze délégués de la nation « l'admission des élus aux travaux de l'État », il affirmait sa fidélité « aux principes russes originaux », c'est-à-dire à l'autocratie, enfin que tous les actes de son gouvernement, depuis huit mois, ne sont qu'échappatoires, impostures et supercheries?

Escompte-t-il son prestige personnel, ou bien la force acquise de la bureaucratie, ou bien l'énergie de ses cosaques? A-t-il bien distingué dans sa vérité et son

étendue le désordre de son empire? Attend-il que ce désordre se fasse insurrection et lui éclate au visage?

S'il se repose sur ses soldats, qu'il écoute les voix de l'opinion, qu'il interroge ses états-majors. Peut-être oseront-ils lui répéter ce qu'ils disent ouvertement déjà, et de quel nom ils ont appelé les armées de Mandchourie : « L'armée de la Révolution. » Un général du ministère m'a dit un jour : « La paix faite, il faudra ramener les hommes par petits paquets et les disperser aussitôt dans toutes les garnisons : ce sera une bonne précaution. » Et comment ne seraient-ils pas désignés pour la révolte, ces misérables qui, dix-huit mois durant, furent les témoins et les victimes de l'imprévoyance, de l'anarchie, de la corruption, et, pour prix de leurs âpres souffrances et de leur héroïque sacrifice, rapportent la défaite? Le corps des officiers est entamé. Un général qui commande l'une des trois armées sous Liniévitch est constitutionnaliste, je le sais de science directe; sur vingt officiers que l'on rencontre, on en trouve un, par aventure, qui s'essaye à défendre le régime; Liniévitch a sans doute envoyé à son Empereur la liste des cent cinquante officiers qu'il a fait arrêter ou fusiller, pour avoir, à bout de courage, refusé le combat; Nebogatov a rendu ses cuirassés, parce que ses hommes, sous les obus japonais, se croisaient les bras; à la nouvelle du désastre de Moukden, les prisonniers polonais, à Tokio, mêlent leurs hurrahs aux « banjos » des Japonais ; à la nouvelle du désastre de Tsou-Sima, un équipage se révolte à Pétersbourg ; le 5/18 juin, plusieurs centaines d'officiers, réunis à Krasnoé-Sélo, délibèrent s'ils accepteront plus longtemps le rôle de policiers et d'exécuteurs qui est devenu le leur ; le 9/22 janvier, on a vu à Pétersbourg un officier en tenue diriger, l'épée nue, la construction de la barricade de Vassili-Ostrov ; les refus d'obéissance se multiplient ; des informations sûres de Mandchourie annoncent que des régiments murmurent si haut

qu'ils couvrent la voix des chefs; au mois de mars, on découvre à Cronstadt des placards où les soldats et les marins sont poussés à détériorer les bâtiments que l'on y arme; l'*Orel* essuie un attentat; le 25 février / 13 mars, l'amiral Tchoukhine, commandant la flotte de la mer Noire, publie un ordre du jour où il signale les efforts de la propagande révolutionnaire parmi ses équipages; combien de cadavres de pendus Rojestvensky a-t-il laissés derrière lui avant d'arriver jusqu'à Togo?... C'est ainsi que débutent les séditions de soldats. Sans doute, l'armée fut jusqu'à ce jour fidèle au trône. Mais les paroles et les sentiments finissent toujours par déclancher les actes, et quelles sûretés peuvent donner à un régime des officiers qui ont cessé de respecter ceux qui les conduisent et rougissent dans leur cœur de la besogne qu'on leur commande?

Est-ce sur de tels appuis que le pouvoir fondera une volonté de résistance? S'il répugne à céder, qu'il compare ses moyens à la grandeur de son effort. Qu'il regarde à l'horizon la défaite certaine. Qu'il médite ces paroles prophétiques qu'Ivan Petrounkévitch, après Troubetzkoï et tant d'autres, prononça au Congrès des zemstvos du mois de mai : « Si le gouvernement s'obstine à repousser nos revendications, c'est lui qui aura, de propos délibéré, anéanti le dernier espoir d'une évolution pacifique, et qui se sera mis face à face avec la Révolution. » Si vraiment la société est dans l'état où ce livre l'a montrée, si le régime n'a plus avec lui ni les ouvriers, ni l'intelligence, ni l'industrie, ni la noblesse, si déjà une partie des paysans entrent en mouvement, si son armée fléchit entre ses mains, il doit être vaincu, il est vaincu. Il n'est pas d'exemple qu'un gouvernement ait pu dompter la révolte d'un peuple si elle est profonde, et l'histoire condamne celui-ci. Le choix lui reste entre un renoncement qui lui promet une forme nouvelle de vie et l'agonie

de quelques ans ou de quelques mois jusqu'au fossé de la mort.

Mais en vérité a-t-il encore ce libre choix? Quoi qu'il tente désormais, n'est-il pas déjà perdu, et, à travers la pourpre souveraine, est-ce autre chose qu'un fantôme que nous voyons écroulé sur le trône impérial? Aveugle et sourde monarchie, qui s'est verrouillée dans la vaine majesté de son orgueil, et qui méprisa l'ordre du destin! Résistance ou renoncement, qu'elle appréhende la fatalité de l'irrévocable suicide. Il n'y a pas longtemps que M. Pierre Struve, directeur de l'*Osvobojdiénié* (la *Délivrance*), dans une lettre ouverte à M. Jaurès, écrivait : « Nicolas est maître de sortir pacifiquement de la crise russe. » Quinze jours passés, M. Pierre Struve eût-il répété cette affirmation pacifique? « Il n'est pas encore trop tard », criait au régime la *Rouss*, dans ce virulent article que nous avons reproduit; mais c'était au mois de février, et, depuis, que d'irréparable les déceptions et les colères n'ont-elles pas enfermé dans l'âme russe! Ce geste que les meilleurs amis du régime l'adjuraient de consentir, qui sait s'il est temps encore qu'il le fasse?

Les supercheries d'une impudente bureaucratie, défiant le temps et les hommes, ont abreuvé et exaspéré la conscience nationale. A la contraindre, on a gagné d'accumuler en elle des forces qui décuplent son énergie et son audace, et ce qu'elle eût joyeusement accepté hier, son avidité multipliée n'est plus disposée à s'en contenter aujourd'hui. La Révolution russe a commencé le 6/19 novembre 1904, à la minute où la première séance du Congrès des zemstvos s'ouvrait chez M. Korsakov; elle s'est affirmée le 8/21 novembre, chez M. Nabokov, lorsque le Congrès vota les onze paragraphes de sa Déclaration; elle a reçu le baptême le 9/22 janvier 1905 dans le sang des ouvriers de Pétersbourg; depuis ces jours historiques, nous la

voyons se poursuivre et se développer, et il n'est pas une heure qui n'ait accru et fortifié la conscience qu'elle y avait prise d'elle-même. Il fallait comprendre qu'elle était la Révolution. Si l'on voulait la paix pour la nation et le salut pour soi, c'est alors qu'il fallait non pas lui tendre la main et se livrer à elle, mais la saisir et la pousser devant soi. Une autre occasion s'est offerte : ce fut le 18 février / 3 mars. Puis une troisième, le 7/20 juin, quand on se mit en face des délégués de la nation. A aucun de ces moments, le régime n'a perçu le sens des faits, n'a entendu l'avertissement de la fatalité. Des faux-fuyants, de la ruse, des pièges, encore et toujours de la ruse, voilà ses armes; des essais de violence, voilà ses raisons. Spectres de Charles Ier et de Louis XVI, n'avez-vous rien à dire aux monarques en détresse qui oublient vos enseignements et répètent vos fautes?......

Après tant de mois perdus, quelle concession faire aujourd'hui qui soit durable? La Constitution? Il y a six mois, elle était le terme; elle n'est plus maintenant que le point de départ. Déjà les libéraux sont dépassés, et il apparaît qu'au Parlement futur, ils formeront un centre suspect à une gauche entreprenante; la rumeur populaire, qui les a poussés, les poussera plus loin, plus loin encore; et ce régime, accablé sous sa faiblesse, qui pensera peut-être avoir tout donné quand il les aura rejoints, découvrira avec épouvante qu'il n'a rien donné. Et s'il donne davantage, c'est davantage qu'on lui demandera; et, saisi par l'insatiable machine, tiré de rouage en rouage, laminé et vidé, il risque d'achever misérablement un destin qu'il n'aura pas su conduire. Un Alexandre II, un Nicolas Ier qui serait un libéral, eussent compris la nécessité de l'heure. Bravement, énergiquement, ils fussent montés sur le navire, mais pour y saisir la barre, et se seraient eux-mêmes grandis en assurant leur salut. Nicolas temporise, hésite, se fie au temps pour détruire

l'œuvre du temps. Il pense avoir accompli son devoir souverain en affirmant son affliction et sa bonne volonté; que ne relit-il la lettre que Tolstoï lui écrivait naguère : « On ne peut faire le bien à l'homme que l'on a bâillonné afin justement de ne pas entendre ce qu'il désire pour son bien » ! Au mois de novembre, les plus hardis des radicaux ne songeaient qu'à une monarchie épurée et rajeunie ; beaucoup, aujourd'hui, entrevoient déjà la possibilité d'une République définitivement libératrice. O Empereur, voilà votre œuvre !

A quelque extrémité que se résolve l'autocrate, la Russie aura sa Constitution, cette Constitution dont le grand-duc Vladimir, au mois de février, disait à un journaliste anglais « qu'elle serait la fin de la Russie comme nation, que l'anarchie prévaudrait, que l'Empire se désagrégerait. » Mais la Russie possède-t-elle des hommes capables de la mettre en œuvre, et, si le règne de la bureaucratie s'achève, quelle sorte de gouvernement tirera-t-elle de ses entrailles ?

L'univers se pose avec anxiété cette question et ne la résout pas toujours à l'avantage de la Russie.

Ceux qui ont approché l'âme russe en ces mois de fièvre sont moins inquiets. Ils ont vu des assemblées où des orateurs méthodiques et savants, nourris de l'expérience de l'Occident, exposaient leurs idées avec un ordre réfléchi; ils ont causé avec des hommes qu'ils ont trouvés pourvus d'une culture solide, de volontés fortes et de programmes sagement délibérés; ils ont été les témoins d'un ample mouvement conduit avec une consciente hardiesse : pourquoi ces mêmes hommes, qui savent si exactement ce qu'ils veulent, ne seraient-ils pas aptes à diriger un gouvernement? Et comment, alors qu'ils pouvaient être tentés, pour assurer leur union, de n'engager qu'une action de critique et de négation, ne serait-on pas

frappé de ce fait qu'en menant avec méthode l'opposition et en formulant des idées, ils manifestent des volontés réalisatrices, c'est-à-dire des qualités de gouvernement?

La France de 89 avait, dit-on, une classe bourgeoise nombreuse, cultivée, dès longtemps entraînée au maniement des affaires publiques par la pratique du Parlement et des États-Généraux, et cette classe intermédiaire manque à la Russie. Ceci revient à condamner la Russie à ne se libérer jamais, car ce n'est point, à coup sûr, l'autocratie qui aidera à la constitution d'un tiers-État destiné à la déposséder. Mais c'est là le jugement sommaire d'observateurs superficiels.

Certes, la Russie n'a ni Parlement ni magistrats qui traduisent Horace par tradition; son archaïque Zemski sobor n'a rien de comparable à nos anciens États-Généraux; et il serait vain de chercher en elle la forte organisation de riche et pratique bourgeoisie qui fleurissait dans la France de 1789. Mais peut-on affirmer qu'elle n'ait point de bourgeois? Tous ces industriels, ces somptueux marchands, ces avocats, sont-ils autre chose que des bourgeois? Ceux qu'elle appelle des nobles ne sont-ils pas, au demeurant, des propriétaires bourgeois, sans analogie directe avec notre ancienne aristocratie de bataille, de privilèges et de tradition? Elle a dressé, dans les doumas de ses villes et dans les zemstvos de trente-quatre gouvernements et provinces, un personnel nombreux déjà entraîné aux affaires publiques. Ce sont tous ces hommes qui présentement défient le régime : quelle apparence qu'ayant su se former une opinion et la défendre orgueilleusement contre une bureaucratie oppressive, ils se découvrent impuissants à la réaliser au gouvernement et à la traduire en actes?

Si ces hommes n'ont pas acquis l'expérience ancienne de nos gros bourgeois révolutionnaires, ils ont du moins sous les yeux des exemples et des leçons. Les nôtres

avaient à forger de leurs mains l'instrument de liberté, et, quand ils décapitaient la monarchie, à tirer de leur conscience et de leur cerveau des modes nouveaux de gouvernement. Hormis l'Angleterre, l'Europe vivait dans le chaos, les luttes d'influences ou la domination de droit divin; mais ils connaissaient mal les choses anglaises. De tout l'effort de son intelligence, la France a conçu et constitué les formes vivantes de la liberté, et telle fut notre ingénuité que c'est dans les républiques aristocratiques de la Grèce et de Rome que nous prétendîmes chercher des modèles. Athènes présida aux débats des assemblées; Tacite illumina Camille; Périclès, Alcibiade et Timon prirent place sur les bancs de la Convention. Mirages, qui nous cachaient à nous-mêmes notre propre originalité! Mais en accouchant laborieusement la liberté, nous fabriquions de l'histoire, et de cette histoire le monde a vécu depuis cent ans. Un si violent labeur, tant de passion, tout ce drame poignant d'espérance et de sanglante beauté furent-ils donc vains, et la rude école que nous avons faite, faut-il que les peuples en travail de délivrance la recommencent à leur tour? La Russie a sous les yeux les annales de l'Europe. Elle peut y étudier les chemins qui conduisirent les nations à leur affranchissement; entre les formes de gouvernement, elle n'a qu'à choisir. La plupart des citoyens qui se proposent à elle sont des hommes qui ont lu, voyagé, vécu de la vie occidentale; nulle surprise d'ignorance ne les attend au gouvernement; ils y apporteront du savoir, de la bonne foi, des idées; ils feront circuler la vie dans ce corps malade où la bureaucratie laisse cheminer la mort.

Par eux, la Russie s'organisera dans la liberté, pour la civilisation et le progrès. Par eux, elle connaîtra les consciences élargies et les intérêts prospères. Mais vinssent-ils à défaillir, la Russie mourrait-elle de leur faillite? Ce sont là propos de réactionnaires, empressés en

tous pays à annoncer la fin des races, si meurent les régimes qu'ils chantent. Un grand peuple ne meurt pas. Un grand peuple, jeune, vaillant, intelligent, et qui accumule depuis des siècles des réserves de forces, ne peut pas mourir. Il ne meurt point de la Liberté, qui est l'exaltation de la Vie. Emportée par l'effroyable tourmente révolutionnaire, la France est-elle morte? Par la Liberté, elle a grandi et s'est affirmée dans le monde, plus qu'elle n'avait fait par la victoire et le prestige de la primauté. Avec ou sans les hommes qui témoignent aujourd'hui pour elle, la Russie vivra et trouvera pour sa vie renouvelée ses organes et ses formes. Elle vivra, parce que la vie prévaut sur la mort. Elle sera le jeune et pur levain qui réveillera les énergies lassées de la vieille Europe. En même temps qu'elle accomplira son salut, elle sera notre exemple. Ne désespérons ni d'elle ni des hommes en qui elle ose enfin regarder l'avenir.

C'est vers la France que ces hommes se tournent le plus volontiers. C'est la France qu'ils envient et qu'ils ont failli désaimer. Un soir, je rencontrai à dîner un écrivain qui, après quelques paroles amères dont le sens m'échappait, me jeta soudain :

— La France, je la déteste !

Je lui en demandai la raison.

Alors, dans un discours enflammé, d'une voix précipitée et haletante, dont, à chaque mot, l'incomplète connaissance de la langue brisait l'élan, il me dit à peu près :

— Nous aimions la France. Nous comptions sur elle. C'est dans ses livres que nous avions façonné nos esprits. C'est dans son histoire que nous cherchions des modèles. Dans ses révoltes, dans sa magnifique Révolution, nous trouvions l'exemple de notre libération. Et nous espérions à notre tour, puisqu'elle avait eu raison jadis de ne pas

désespérer. Hélas! de quel faîte n'est-elle pas tombée dans nos cœurs! Nous la voyons, depuis dix ans, elle, la France républicaine et libérale, donner sa caution et son appui au régime effroyable qui ravage notre pays! Mais vous ne savez donc pas ce qui se passe chez nous? Nous sommes plus bas que les Turcs, Monsieur, plus bas que les Turcs! Et c'est à cette conjuration despotique, corrompue et vicieuse, que la République française a prêté son crédit moral et son argent. Grâce à son crédit, l'autocratie a pu continuer à faire figure dans le monde, et elle en a profité pour redoubler de scélératesse, comme ces marchands qui vendent des fruits pourris sous une belle étiquette. Grâce à l'argent français, elle a soutenu son train et enrayé une terrible crise économique qui eût déchaîné une crise sociale, et l'eût déjà balayée sans rémission!... Voilà nos griefs, Monsieur. Si nous avons cette guerre qui nous ruine, si nous continuons à être pillés par la bureaucratie et opprimés par les Romanov, la France est complice. Je vous dis que c'est une honte. Je vous dis que votre France n'est plus celle que notre jeunesse a aimée et vénérée, et, je vous demande pardon de vous le répéter, je déteste la France!... »

Il pleurait en me disant ces choses, et j'eus pitié de la souffrance passionnée de ce patriote.

Sous une forme moins rude, voilà pourtant les sentiments dont on retrouve l'expression dans les bouches libérales. La France républicaine a déçu la Russie révolutionnaire. Quand ces hommes ont besoin de tant de vaillance pour lutter contre le régime qui les tient, ils s'affligent et s'indignent qu'on ne les laisse pas face à face avec lui, et qu'une grande puissance libérale comme la France, jetant son prestige dans une balance déjà inégale, lui confère son amitié et un peu de son bon renom. Et c'est un spectacle paradoxal que celui de l'autocratie, qui a recherché notre pays malgré sa forme répu-

blicaine, et des libéraux qui s'en écartent parce qu'elle est républicaine.

Il est permis de présumer que l'alliance militaire franco-russe est virtuellement descellée. Que la monarchie résiste, elle aura à rassembler ses forces démantelées par la défaite, à essayer de reconstituer de leurs débris l'unité morale d'un grand peuple en bouillonnement, à lutter pour l'existence. Qu'elle succombe, les libéraux auront la charge de réorganiser l'Etat, de refondre les institutions, d'enseigner la liberté, de créer la vie. Libérale ou autocratique, la Russie, repliée sur elle-même, n'aura ni le loisir, ni la force, ni la volonté de regarder par-dessus ses frontières ; convalescente, elle tendra tout son effort à refaire son sang appauvri : folle nation, qui, dans ces heures de gestation, lui demanderait de distraire à son profit un peu de l'énergie qu'elle dépensera pour elle-même !

Cependant, demeurons-lui fidèles. La force des armes n'est rien qu'une chance heureuse dans les cartes d'un joueur audacieux ; la puissance morale est la condition des grandes œuvres et le bien des nobles âmes. La Russie est en voie de conquérir sa conscience et d'affirmer ses vertus. Le peuple de France sera-t-il contre elle dans ce duel héroïque où, jour par jour, il voit revivre les péripéties de celui qu'il engagea il y a cent seize ans et qui n'est pas clos? Il y eut une heure où la France moderne écouta l'appel de sa conscience : ce fut en 1863, alors que, d'accord avec l'Angleterre et l'Autriche, elle protesta solennellement auprès de l'empereur Alexandre II en faveur de la Pologne. Ces temps généreux sont révolus. La politique a créé aux gouvernements de 1905 d'autres devoirs. Mais ce message que l'ambassadeur de France n'a plus la liberté de porter au palais impérial, que le peuple de France, du moins, le remette fièrement aux mains du peuple russe. C'est pour les amis de la liberté un sujet

de tristesse que ce mot de « russophilie » ait pris le sens où nous le voyons attaché. « Êtes-vous russophile? disent les libéraux. — Sans doute. — Alors vous n'êtes pas des nôtres. » Un jour que j'écrivis à un illustre savant pour lui demander une entrevue, il me répondit : « Je vous recevrai avec plaisir, si vous êtes un ami de mon pays ». Je réfléchis qu'il voulait dire : Si vous êtes un ennemi des perturbateurs... Oui, certes, proclamons notre russophilie. Soyons les amis de la Russie, de toute la Russie qui pense, qui travaille, qui vit, de la grande Russie douloureuse et vaillante en mal de liberté, et qui, redressant lourdement ses épaules serves, lève vers le ciel ses yeux encore timides et regarde sur la montagne l'aube qui blanchit.

POST-SCRIPTUM

Les actes se multiplient. — Fléchissement de la force militaire. — Un moribond s'éteint. — Les tueries du Caucase. — La Pologne toujours insurgée. — Les Juifs se montrent et le *Bund* agit. — L'émeute. — On massacre à Ivanovo, à Minsk, etc... — Troubles agraires. — Un officier brûlé vivant à Koursk. — Bombes et coups de revolver. — L'odyssée du *Knias-Potemkine*. — L'escadre de la mer Noire n'obéit plus, et celle de la Baltique l'imite. — Les baïonnettes en rébellion. — Odessa se soulève.

L'agitation libérale. — Le projet Bouliguine. — Bouliguine démissionne. — Chipov? — 93 pousse 89. — Witte plénipotentiaire.

Les mutineries continuent dans l'armée et la flotte. — Le 4e Congrès de Moscou : le projet Bouliguine définitivement condamné; la Constitution; l'Appel au peuple; « Inscrivez toute la Russie! ». — L'Empereur silencieux. — Mauvais bruits de Cour.

14 Juillet 1905.

Dans cette Russie maintenant furieuse, les événements se précipitent et gagnent de vitesse la plume qui les conte. Au dernier chapitre, nous en avons noté la rapidité et nous avons montré leur progression. Le meilleur restait à dire : c'est au fracas des balles révolutionnaires et dans le branle-bas des vaisseaux insurgés que s'inscrit, jour par jour, l'histoire présente du régime.

Tandis que je corrigeais les épreuves de ce livre, des actes graves s'accomplissaient. Ils éclataient en Pologne, au Caucase, à Odessa, au bord de la Baltique : au Nord, à l'Ouest, au Sud; vers l'Est, à l'extrémité de l'Empire,

c'est la guerre qui se traîne, ce sont, si j'en crois des correspondances sûres, les bataillons qui commencent de gronder : partout l'angoisse, la révolte, la défaite.

Il convient, avant de clore ces pages, de noter ces actes, non pour la justification qu'ils apportent aux conjectures de l'auteur, mais parce qu'ils sont le couronnement, au moins provisoire, d'un série de faits dont on a cherché ici à dégager l'harmonie, et aussi parce qu'en même temps ils commencent quelque chose. Contre la puissance de la poussée sociale, le régime dispose encore, disions-nous de la force militaire; mais nous montrions qu'à des signes certains cette force apparaissait entamée et fléchissante; nous écrivions : bientôt ce sera « quelque équipage entraîné à la rébellion par l'exemple des équipages de Nébogatov » (P. 474). Ce moment est venu. Par l'insurrection d'un cuirassé, par les mutineries de la mer Noire et des ports de la Baltique, la force militaire a signifié à l'autocratie son refus de servir. Ne servant plus pour elle, le jour est proche où elle servira contre elle, et, ce jour-là, l'autocratie aura vécu. Saluons un moribond qui s'éteint; ne le plaignons qu'à demi, car de ses propres mains, par un aveuglement d'orgueil, il aura fait inconsciemment le geste implorateur de la mort.

De toutes parts, la révolte a réveillé ses feux assoupis. Le Caucase a revu les effroyables tueries de février. A Erivan, à Khanlouklar, à Batoum, à Nakhichevan, à Badamlou, etc., les Tatars ont recommencé la chasse aux Arméniens, et les cosaques apportent l'aide de leurs fusils à l'œuvre sanglante. A Erivan, du 8 au 11 juin, 36 tués; à Khanlouklar, le 15, 150; à Nakhichevan, 260. Cinq jours après, nouveaux massacres à Nakhichevan; les Arméniens et leurs demeures sont volés, pillés, incendiés, saccagés. A Djagrakh, des femmes sont violées sous les yeux de leurs maris et de leurs enfants; trente-sept Arméniens sont décapités devant leurs femmes. A Badamlou,

800 chrétiens et leur prêtre sont convertis de force à l'islamisme. Les autorités civiles et militaires protègent ouvertement les massacreurs. Les Arméniens de Tiflis réclament en vain, pour se défendre, les armes que les cosaques leur ont précédemment enlevées afin de les remettre aux Tatars. Le 5 juillet, la grève devient générale à Tiflis, les magasins sont fermés, les journaux cessent de paraître.

A Varsovie, à Lodz, dans toute la Pologne, la situation n'est pas moins grave. Depuis sept mois, nous l'avons dit, la grève y est partout latente, et, dans les périodes les moins fiévreuses, il n'est pas de semaine que n'aient marquée quelque désordre, quelque bagarre, quelque attentat. Un élément nouveau intervient : ce sont les Juifs. Les Juifs sont très nombreux en Pologne; ils y forment une population qui n'avait pas jusqu'alors mérité un bon renom, même dans le monde israélite. Sous l'énergique action du *Bund* socialiste, voici qu'ils se réveillent et reconquièrent les anciennes vertus de leurs race. C'est eux qui, dans les troubles présents, jouent le rôle directeur; c'est eux qui dirigent la grève et la sédition, eux qui offrent abondamment leur sang au pavé des rues.

Le 5/18 juin, on se bat dans les rues de Varsovie, et le régime sent si bien qu'une tragédie se noue, que tous les hauts fonctionnaires de l'administration polonaise reçoivent, *en prévision d'un siège à Varsovie*, une circulaire confidentielle, où on leur demande, avec les noms des membres de leur famille, le lieu où ils désirent se réfugier et les lignes de chemins de fer dont ils auront à se servir!

Deux mille grévistes processionnent à Lodz derrière le drapeau rouge. Les cosaques se montrent. Cette fois, le peuple n'attend pas les coups. Il attaque le premier, les cosaques ripostent. Ce n'est qu'une escarmouche, il n'y a

que 2 morts et 36 blessés : des deux côtés, on se tâte.

C'est le commencement d'une série rouge.

A Lodz, le 8/21 juin, 70.000 grévistes, 25 drapeaux rouges, des barricades, des embuscades, des bombes jetées dans les casernes, des balles qui pleuvent, des fenêtres et des toits, sur la troupe : 128 ouvriers tués. Le 9/22, jour de la Fête-Dieu, la mêlée continue, on incendie les entrepôts d'alcool de l'État. Le 23, un cosaque est tué de la main d'une petite fille de treize ans; des enfants montent sur les barricades et jurent de mourir; une jeune fille harangue le peuple; la grève est générale, la ville est sous la terreur; 12.000 habitants gagnent la campagne : il y a des centaines de morts, 700 blessés reconnus. Le lendemain, on enterre *343 juifs et 218 chrétiens.* Les jours suivants, encore des barricades, des balles, des cadavres. Un communiqué officiel avoue, pour toute cette série, 160 tués : nous savons ce que valent les affirmations officielles.

Varsovie dispute à Lodz la couronne sanglante de la rébellion et du sacrifice. Le 16/23, on y a jugé et condamné Okrzeja, qui, le 10/26 mars, jeta une bombe dans le poste de police du faubourg de Praga. C'est, en protestation, le signal de la grève générale, et, ici encore, le *Bund* joue le rôle principal. Il y a des barricades, des morts, des blessés. Le 13/26, la police fait une râfle et arrête 672 personnes. Toute la province, au premier signal, a suivi. Le 8/21 juin, à Tchenstokhov, on lance une bombe contre le chef de la police; le lendemain, dans la même ville, il y a 2 tués et 20 blessés. Le 17, 600 professeurs se sont réunis à Varsovie et ont décidé de ne reprendre leurs cours au mois de septembre que si la langue polonaise y est officiellement admise. Le 11/24, ils ont satisfaction : une décision impériale autorise la langue polonaise dans les écoles primaires, les gymnases et les universités ; l'histoire seule y sera enseignée en russe;

c'est beaucoup, ce n'est plus assez dans l'état de convulsion où se tord le pays : toujours trop tard!

Depuis ces jours, en dépit de l'apparence, la Pologne n'a pas cessé d'être en révolte ouverte : du 1er au 10 juillet, les maçons, les confiseurs, les relieurs, les cordonniers, les bouchers, d'autres corporations ont déclaré la grève, qui s'étend ; le 12, le 13, les socialistes et les Juifs vont de maison en maison, s'enquièrent du prix des loyers, exigent des propriétaires une diminution de 20 p. 100, et, sous la menace, contraignent les locataires à signer l'engagement qu'ils ne payeront rien au delà du prix de location qui vient d'être fixé.

Même branle-bas dans une foule d'autres régions. Des tueries systématiques, pendant plusieurs jours, à partir du 3/16 juin, déciment Ivanovo. Ce jour-là, un meeting ouvrier est chargé par les Cosaques; les grévistes, les femmes s'enfuyant dans une forêt prochaine, les Cosaques les y traquent, y organisent une battue en règle, abattent comme du gibier les individus isolés et désarmés, rentrent dans la ville, saccagent les maisons, massacrent dans leurs chambres de malheureux qui tremblent.

En juin, en juillet, la population de Minsk fournit aux troupes — toujours les Cosaques! — des occasions répétées d'exercices de tir sanglants. A Brest-Litovski, les Juifs et les réservistes entrent en collision. Les provinces de Kharkhov, de Kherson, d'Iékatérinoslav, sont de nouveau soulevées par des troubles agraires. A la gare de Koursk, le 17/30 juin, un officier, qui vient de tuer un soldat d'un coup de sabre, est assiégé par la foule dans son wagon, lequel est pétrolé et incendié, et brûle avec l'officier. A Kherson, le 3 juillet, des soldats, au champ de manœuvres, blessent à coups de baïonnettes leur capitaine, tuent leur colonel, etc... Il nous faudrait rouvrir ce volume pour faire le compte des morts et des blessés que le régime fait à la Révolution, du 20 juin au 14 juillet.

La chronique de l'attentat ne chôme pas. Les bombes, les coups de pistolet sonnent les heures au Caucase et en Pologne. A Minsk, le 12 juillet, une bombe éclate à minuit, près de la maison du gouverneur. Le 10/23 juin, à Pétersbourg, M. Smielsky, secrétaire de M. Bouliguine, et que l'on prend sans doute pour le ministre, car il occupe sa voiture, essuie trois coups de feu. Le même soir, trois pétards sont lancés contre une patrouille, dans le quartier de Kamennoostrovsky. Le 10 juillet, le prince Chouvalov, préfet de Moscou, est tué à bout portant par un ancien instituteur déporté en Sibérie, Koulikovski, qui, dans la salle des réceptions de la préfecture, lui tire cinq coups de revolver.

Mais voici le prodige. Le 14/27 juin, le *Knias-Potemkine*, grand cuirassé d'escadre de la mer Noire, arrive à Odessa, et l'on apprend que son équipage est en révolte. Il a massacré une partie de ses officiers, enfermé les autres, désigné une délégation de sept membres pour diriger le navire, et, pendant onze jours, d'Odessa à Constanza et à Théodosie, après avoir lancé à l'univers une proclamation dont on trouvera le texte plus loin, promène victorieusement, sur la mer Noire, le drapeau rouge de la Révolution qui flotte au haut de ses mâts. Les sept cents matelots du *Potemkine*, manquant de vivres et de charbon, finissent par se rendre aux autorités roumaines; mais, par leur libre et pacifique croisière, ils ont porté à l'autocratie le coup le plus rude qu'elle ait encore reçu de la violence. Fait unique dans l'histoire, le spectacle de ce cuirassé aux mains des rebelles, maître de soi-même et de la mer, défiant un régime chargé de siècles et de puissance, et qui est le plus autoritaire du monde moderne! L'amiral Kriéger s'est jeté à la rencontre des révoltés, à la tête de son escadre. Arrivé à Odessa, il a dû renoncer à agir, regagner en hâte Sébastopol, ses équipages lui ayant fait comprendre qu'il ne pouvait

compter sur eux qu'à la condition de ne leur rien demander, et, rentré au port, il a, par précaution, désarmé immédiatement deux de ses navires. Huit jours après, on décidait à Pétersbourg d'envoyer dans la mer Noire une partie des équipages de la garde, destinés à remplacer ou encadrer ceux devant qui l'on tremble maintenant.

Un torpilleur, le *Géorgu-Pobédonostsev*, également révolté, accompagnait le *Potemkine*; un autre, le *Prout*, s'est aussi mutiné. A Constanza, l'équipage de la canonnière russe *Pzesouape*, a fraternisé avec celui du *Potemkine*. A Cronstadt, il y a eu des mutineries à bord du croiseur *Minin* et du cuirassé *Alexandre II*. A Cronstadt, à Libau, à Revel, à Riga, il y a des désordres; on voit les marins s'accorder avec les grévistes. Voilà le fait grave. Qu'un cuirassé se révolte, aventure tragique et déjà émouvante; mais que sa révolte se propage comme une contagion, que ceux mêmes qui n'osent faire le geste violent murmurent, que l'on sente passer, à travers l'armée et la flotte, des brises de rébellion, c'est l'indice de la Révolution qui monte et le juste sujet d'alarme d'un régime qui désormais n'a plus d'espérance que dans la force de ses baïonnettes.

Or, depuis quelques semaines, ces indices abondent. Nous en avons relevé un certain nombre au chapitre XXVI. En voici d'autres. Le 13/26 juin, à Lodz, les officiers de dragons du régiment de Murom vont, au nom de leurs hommes, déclarer au commandant qu'il leur répugne de tirer sur une foule désarmée. Pendant les troubles de Pologne, les exemples sont nombreux ou de détachements isolés qui encouragent les grévistes, ou de troupes qui tirent en l'air. A Odessa, des compagnies refusent de tirer, *on reconnaît officiellement que des officiers se sont mêlés aux révoltés*. A Pétersbourg, le 1er juillet, près du canal Obvodny, des réservistes se mutinent, injurient l'aumônier chargé de leur faire prêter serment, profanent

les icônes. Le 2 juillet, à Bielostok (Pologne), un bataillon de réservistes refuse de servir et de toucher ses vivres. Le 4 juillet, à Cronstadt, les marins employés à surveiller la grève du port s'entretiennent familièrement avec les grévistes sur la place Naroskaia, et leur déclarent que, plutôt que de tirer contre eux, ils les aideront au besoin contre les Cosaques. On raconte, et le fait est confirmé, que, au début de juillet, le régiment de Lithuanie, qui appartient à la garde, est entré en collision, à Varsovie, avec les Cosaques et en a tué deux cents. A Théodosie, le 8 juillet, pendant une revue, un soldat, dans les rangs, a tiré sur le colonel du régiment de Vilna. Pendant que le *Potemkine* se révoltait, on découvrait à Manille, où sont retenus trois cuirassés russes, un complot des équipages contre le commandement. Que n'apprendrions-nous pas, si le ministère de la Guerre et le ministère de l'Intérieur nous permettaient d'ouvrir les rapports de leurs agents!

La révolte du *Potemkine* a accompagné les effroyables désordres d'Odessa qui, pendant quatre jours, ont ensanglanté la ville. La rébellion a été ardente, la répression terrible. La ville est aux mains des révolutionnaires; les docks, les magasins du port, tout le port est en flammes. Les troupes tirent dans les rues à coups de mitrailleuses : il y a des *milliers de tués*, je le tiens d'un témoin.

La grève se rallume à Pétersbourg. Les ouvriers des usines Poutilov se heurtent aux Cosaques. A Kichinev, à Ivanovo, on continue de tuer. L'autocratie chancelle sur un piédestal de cadavres.

Pendant ce temps, l'agitation libérale ne désarme pas. Le 15/28 juin, 117 délégués des zemstvos et des doumas se réunissent à Moscou. Les zemstvos de Pétersbourg et de Moscou décident, chacun de son côté, avec un naïf

enthousiasme, que, si la convocation de l'Assemblée nationale n'est pas annoncée à bref délai, ils proclameront, dans leurs provinces respectives, l'établissement d'un gouvernement constitutionnel. Au zemstvo de Nijni-Novgorod, on crie furieusement : « A bas l'autocratie! » Le 4 juillet, à une députation de maréchaux de noblesse, le 6, à une députation de la noblesse de Koursk, l'Empereur a répété ses promesses antérieures. On rasera demain gratis.

Le projet Bouliguine, que nous avons analysé au chapitre XXI, est à terre avant d'avoir été promulgué. Tous les organes de l'opinion ont crié à la dérision; le troisième Congrès de Moscou, le 28 juin, l'a déclaré inacceptable; l'action récente du Bund dans l'insurrection polonaise a été motivée en partie par l'exclusion des juifs du droit de suffrage. Nicolas a compris que l'Assemblée nationale selon le mode Bouliguine, imaginée dans un dessein de pacification, allait être l'occasion de protestations renouvelées et d'un irrésistible soulèvement. Le projet Bouliguine, dont l'enfantement a duré quatre mois, est restitué aux cartons du ministère de l'Intérieur, et, sous couleur de l'amender, le Comité des ministres est incontinent chargé d'en élaborer un nouveau. Il y travaille sans répit.

A ce coup, M. Bouliguine est démissionnaire. Par qui le remplacer? On pense à M. Chipov. Par fortune pour l'autocratie, M. Chipov refuse. Toutes les fautes, ce régime les accomplira-t-il donc, et l'expérience de six mois de révolution ne lui sert-elle de rien? Qu'il eût investi M. Chipov en décembre 1904, manœuvre habile, qui eût renforcé son autorité et désarmé pour un temps le libéralisme. Mais aujourd'hui, les partis s'étant précisés, « l'épigone » Chipov se trouve à l'extrême-droite du libéralisme et n'y représente plus que de rares unités; on l'a bien vu au Congrès de mai, où il n'a réuni que treize voix contre plus de 120. Objet d'exécration pour le

parti de la Cour, qui continue à le prendre pour un révolutionnaire et n'admet pas de concessions à l'opinion, M. Chipov, citoyen honoré par ses compagnons d'armes pour sa bravoure, n'aurait pas au pouvoir d'adversaires plus déterminés, car ils l'accuseraient d'y travestir et de discréditer, sous une étiquette libérale, leur programme constitutionnel. Et ainsi l'Empereur, abandonné par les derniers conservateurs et les grands-ducs, n'aurait abouti qu'à concentrer et fortifier l'opposition des zemstvos.

Arrêtons-nous. La conclusion de ce livre est dans les faits consignés ici. A l'heure où je commençai de l'écrire, je confesse que je ne m'attendais pas à être à ce point pressé par les événements. Le régime autocratique, sapé de toutes parts, s'anémie et décline dans un vertige. Attendons-nous à des actes mémorables, à de tragiques entreprises. Quelqu'un m'a dit que « l'Organisation de combat » du Comité révolutionnaire, ce ténébreux et impitoyable tribunal qui condamna notamment Plœhwe et Serge,aurait accordé à l'Empereur Nicolas pour la promulgation loyale de réformes sérieuses, c'est-à-dire pour la convocation de l'Assemblée nationale, un délai qui expirera le 31 juillet / 13 août prochain, et qu'elle l'en a averti... 89 a commencé à peine de jeter sa semence sur le sol russe, et déjà, au bout de l'horizon pourpre, s'annoncent les premières lueurs de 93.

Et voici M. Witte plénipotentiaire. Est-ce la marque d'une rentrée en grâce définitive? Tombé pour avoir combattu la politique qui conduisait à la guerre, il se relèverait à l'heure où l'autocratie est contrainte de promulguer la faillite de cette politique : parce que ce serait juste et logique, il convient, avant d'affirmer le triomphe de cet homme d'Etat, d'attendre la confirmation des faits. La tâche qu'il assume est redoutable : quittant l'Amérique, il rapportera à sa patrie, soit une paix probable-

ment onéreuse, soit la continuation d'une guerre exécrée : pesante responsabilité. Assurons-nous, par l'enseignement du passé, qu'il n'est pas invraisemblable qu'avant d'investir M. Witte, on ait quelque part médité cette alternative. Mais quoi qu'il arrive, nous n'avons rien à reprendre des pages où nous avons tenté de préciser son caractère et de conjecturer sa fortune.

24 juillet 1905.

L'Armée et la Flotte. — En dix jours, depuis le 14 juillet, depuis que fut écrite la première partie de ce post-scriptum, on signale : à Lodz, un régiment de cosaques se mutine ; de même, le régiment d'infanterie d'Ekaterinenbourg, lequel massacre un de ses officiers ; la noblesse cosaque du Don se réunit, vote une protestation contre l'emploi des cosaques pour les services de police ; les mutineries des équipages de Libau, démenties officiellement, sont officiellement confirmées par un ordre du jour du commandant de la forteresse de Libau ; à Cronstadt, un tribunal militaire s'apprête à juger 21 matelots coupables de rébellion, et le septième équipage de la marine, en présence de son commandant, brise ses gamelles, les vitres et les meubles de ses casernements ; à l'usine d'Etat de Kolpino, la garde, jusqu'à ce jour faite par les marins, qui fraternisent avec les ouvriers, sera désormais assurée par les cosaques.

Les Troubles. — Encore des cortèges, des drapeaux rouges et des chants révolutionnaires à Varsovie et à Lodz. A Varsovie, un policier est tué dans la rue. Troubles agraires dans la région de Kherson, où l'on fait 1.060 arrestations, où ces prisonniers sont battus au point que deux d'entre eux meurent ; mêmes troubles dans les provinces baltiques. Le Caucase ne s'apaise pas. A Hel-

singfors, une bombe est jetée au passage de l'adjoint au gouverneur général de la Finlande, qui est blessé; trois jours après, un lieutenant de gendarmerie est abattu à coups de revolver. A Odessa, sur 102 émeutiers poursuivis, 74 sont acquittés, 24 condamnés à six semaines de prison seulement ; il y a déjà eu 24 pendaisons ; 18 s'apprêtent. A Pétersbourg, on découvre 14 imprimeries clandestines, 2.000 revolvers, 6.000 bombes. Le 14 juillet, près de Kiev, une bombe a été lancée contre la fenêtre du colonel Niemylov, de la 3e brigade de sapeurs. Le 21, bombe à Bielostok contre le fonctionnaire Palemkine, qui est grièvement blessé avec son fils. Le 22, l'agitation croissant à Cronstadt, on y envoie de Péterhof deux escadrons supplémentaires de cavalerie. Ignatiev, en route vers Odessa, qu'il est chargé de pacifier, s'est arrêté à Elisavetgrad et y a donné un spécimen de ses procédés en menaçant les juifs, si le calme ne renaît, de raser la ville pierre à pierre. Dans la campagne d'Odessa, il y a des mutineries de paysans ; trois ont été tués le 23 par les Cosaques.

Les Congrès. — Le 4e Congrès des zemstvos et des doumas a été formellement interdit par Trépov, et, le 16 juillet, à la séance du bureau d'organisation qui s'est tenue chez M. Golovine, président de l'ouprava du zemstvo de Moscou, un commissaire de police est venu vainement dresser procès-verbal. Mais une fois de plus, *le gouvernement a peur* et n'ose poursuivre. Le 19 juillet, c'est encore dans le palais du prince Dolgoroukov, comme au mois de mai, que s'ouvre le Congrès, sur un discours inaugural de M. Golovine, qui cède la présidence au comte Heyden. 227 délégués des zemstvos et des doumas sont présents; à eux, se sont joints, comme auditeurs, en nombre à peu près égal, des membres de zemstvos et de doumas et une centaine de délégués des industriels et

fabricants de toute la Russie. Le 17, ces derniers ont tenu à la Bourse de Moscou une séance préparatoire sous la présidence de M. Kovalesky, ancien adjoint de M. Witte aux Finances. Dans un discours énergique, Kovalesky déclare qu'il faut répudier le projet Bouliguine et exiger des réformes constitutionnelles : Assemblée législative, suffrage universel, libertés de parole, de réunion, de presse, développement de l'instruction primaire, inviolabilité de la personne et du domicile, législation ouvrière.

Le 4e Congrès de Moscou est de beaucoup le plus important de tous ceux qui se sont encore réunis. « Ce sont les Etats-Généraux », écrit M. Clemenceau, qui force à peine sa signification. Il condamne dans toutes ses parties le projet Bouliguine, qui ne vise à instituer, disent les délégués, qu'un nouveau rouage bureaucratique. Ils exigent : le droit d'initiative souveraine pour l'Assemblée nationale, le contrôle absolu des dépenses, le droit d'interpellation, la responsabilité totale des ministres.

Le mouvement s'amplifie et les prétentions croissent avec les jours : au Congrès de mai, on spécifiait les modalités électorales ; *aujourd'hui, on fait un pas de plus, on définit les attributions de l'Assemblée nationale, on l'exige souveraine.* En même temps, le ton se hausse. A l'ouverture de la première séance, le maître de police est venu sommer platoniquement le Congrès de se dissoudre. Sur son refus, le policier a dressé procès-verbal et demandé les noms des assistants. Alors, M. de Roberty, du zemstvo de Tver, s'est dressé : « *Inscrivez toute la Russie!* » crie-t-il aux acclamations de l'assistance. Mot de Révolution, que retient l'histoire. S'il a des lettres, le maître de police ne se vit-il point le visage du marquis de Dreux-Brézé, blême sous l'apostrophe de Mirabeau ? Il rassemble en hâte les cartes qu'on lui jette de tous les points de la salle, saisit pour tout butin un photographe et se retire. — M. Nabokov propose d'opposer

désormais la résistance individuelle à tous les abus de pouvoir : adopté. — A un délégué qui suggère de soumettre à Nicolas les résolutions du Congrès, Ivan Pétrounkévitch, enflammé, réplique : « La barrière qui sépare le tsar du peuple est maintenant trop haute. Le gouvernement nous a montré la route de la Révolution. Il ne nous reste maintenant d'autre recours que l'appel au peuple. » Le prince Roskovski proteste, mais le Congrès acclame.

On vote une résolution vigoureuse contre « les violations constantes des droits des citoyens ». On adopte, par 220 voix contre 7, un projet de Constitution qui confirme les principes établis au Congrès de mai. On décide de le soumettre au peuple par le moyen de comités régionaux, d'organiser l'éducation politique de la masse populaire par une active propagande. On adopte le texte d'un manifeste au peuple qui sera répandu dans tout l'Empire. Dans un premier vote, une énorme majorité a résolu de tenir le projet Bouliguine pour non avenu, s'il est promulgué, et de se désintéresser des élections à la *Gosoudartsvennaia Douma*; finalement, on ajourne toute décision sur la tactique; on institue un bureau permanent, qui, en cas d'urgence, convoquera télégraphiquement les congressistes ; de toute manière, ils se rencontreront de nouveau au mois d'août.

Toutes ces décisions sont prises à la quasi unanimité des voix. Mélancoliques, MM. Chipov et Stakhovitch et la demi-douzaine de leurs partisans assistent silencieux à ces fortes séances, et, désespérant de vaincre, laissent passer sur leurs têtes, sans oser s'y confier encore, le souffle de la Liberté. Par ce Congrès, la Révolution s'affirme, grandit, atteste l'opiniâtreté d'une volonté ardente, désormais invincible. Trépov peut bien frapper des journaux et ses agents arrêter des photographes : le régime qu'ils servent est démasqué, et, dès qu'il est démasqué, il est perdu.

Le 18 juillet, s'était clos en Finlande un autre congrès, celui de la Ligue des Unions libérales, qui s'est séparé en prenant l'engagement d'organiser dans tout l'Empire l'agitation et au besoin l'insurrection, si le projet Bouliguine est promulgué.

Le Projet Bouliguine. — Ce projet Bouliguine, honni de toutes parts, n'ose plus se montrer. Que devient-il? On annonce que le Comité des ministres va le passer au Conseil de l'Empire, celui-ci à un Conseil de notables, puis que l'on n'en publiera provisoirement que la première partie... A la vérité, on ne sait qu'en faire.

L'Empereur. — L'autocrate se tait. Où est la vérité? Où est le salut? Il ne sait par qui remplacer Bouliguine démissionnaire. Trépov? Ignatiev? Sviatopolk Mirsky? On prononce tous ces noms, et lui-même les murmure alternativement. Il voit le danger devant chacun de ses pas, et déjà il le sent derrière lui. Les grands-ducs s'agitent, et Alexandre Mikhaïlovitch est entreprenant et audacieux, il le sait. On fait courir des bruits sur l'état précaire de sa santé et sur le surmenage intellectuel que lui ont imposé tant d'affaires : mauvais signes pour les souverains dans l'embarras, quand ces bruits partent de leurs propres Cours.

Il faudrait agir, mais c'est justement ce qu'il y a de plus malaisé, disait un homme d'État dont nous avons recueilli les propos. Et ne sachant dans quel sens agir, il pense à interroger l'empereur Guillaume.

APPENDICE

L'arbitraire, l'état de siège, et quelques-unes des façons de la bureaucratie.

Extrait du Journal du Comité des Ministres du 11/24 *janvier* 1905, *à propos de la mise à exécution du paragraphe* 5 *de l'oukase de S. M. l'Empereur, en date du* 12/25 *décembre* 1904.

Le rapport dont voici des extraits a été adressé à l'Empereur, au nom du Comité des Ministres, par son président, M. Witte. C'est un document saisissant et inappréciable. Il dénonce l'arbitraire gouvernemental en termes nets et forts. Œuvre d'un organe bureaucratique, il est sévère pour la bureaucratie. Il signale en même temps l'insuffisance et l'incohérence de la politique gouvernementale à l'égard des ouvriers, des étudiants, des juifs.

L'Empereur, selon sa coutume, a ratifié ce rapport, le 10/23 février. Résultat de cette délibération, de ce rapport, de cette approbation : rien n'a été fait contre l'arbitraire, l'état de siège est partout renforcé.

Après avoir désigné les lois dont la réforme est visée par l'article 5 de l'oukase, le Comité des Ministres ajoute :

La première de ces lois, dès sa promulgation, en 1881, a reçu le caractère d'une loi temporaire et extraordinaire. Le Journal du Comité des Ministres consacré à cet objet, et sanctionné par l'Empereur le 4 août, stipule que le Comité trouve nécessaire d'approuver la loi sur les mesures extraordinaires pour une durée de trois ans. Dans la suite cependant, ce terme fut périodiquement prorogé par des décisions prises, sur les rapports des ministres de l'Intérieur, par le Comité des Ministres et ratifiées chacune à son tour par l'Empereur. Cette loi sur les mesures destinées au maintien de l'ordre et de la tranquillité publics n'a pas cessé de garder sa force, et même, selon les chiffres fournis par la chancellerie du Comité des Ministres, l'action des règlements relatifs à l'état de siège s'étend sur un espace de

850.000 verstes carrées et sur une population de plus de 30 millions d'âmes, alors que, à l'origine, elle ne visait que 500.000 verstes carrées et 27 millions d'habitants.

Il faut ajouter à cette constatation que les pouvoirs, attribués par la loi à l'administration, de : *a*) faire arrêter et fouiller les personnes simplement frappées de suspicion politique ; *b*) contrôler les élections aux zemstvos, aux doumas, aux justices de paix et de les annuler au besoin ; *c*) déférer à des cours martiales les crimes jugés politiques dans le sens le plus large du mot, ces pouvoirs sont exercés aujourd'hui dans toute l'étendue de l'Empire. Cependant, nous ne saurions affirmer que les efforts faits par l'administration depuis 1881, pour extirper la sédition, aient atteint leur but. Une telle conclusion oblige le Comité à reconnaître l'inefficacité, ou de la loi, ou de la façon dont elle est appliquée.

L'adjoint au ministre de l'Intérieur, le sénateur Dournovo, a indiqué au Comité des Ministres que les représentants locaux du gouvernement, pourvus de pleins pouvoirs, préfèrent, entre autres moyens d'action, l'interdiction de résidence et l'exil dans certaines régions de la Russie d'Europe ou d'Asie. A ce propos, le Comité fait cette réflexion :

Il est intéressant de constater que l'usage de ce droit relève directement des opinions privées du représentant du pouvoir, et que, dans le même gouvernement, un changement de gouverneur implique un changement dans l'application de la loi, sans qu'il apparaisse que la situation générale de la province en soit beaucoup modifiée.

Les conséquences malheureuses de l'exil se manifestèrent dès les premiers temps. Les personnes que l'on exilait, parce qu'on les trouvait politiquement dangereuses, étant privées du droit de résidence dans toutes les régions où l'état de siège était déclaré, étaient contraintes par conséquent de se réfugier dans les régions encore libres de l'état de siège, et, établies principalement dans les chefs-lieux, elles y rencontraient souvent des gens frappés comme elles de la même pénalité administrative. Il en résultait que la population de ces chefs-lieux, jusqu'alors indemne de toute propagande, était exposée à l'influence destructive de ces hommes.

Avec le temps, les agents du gouvernement, trouvant insuffisants les moyens mis à leur disposition pour combattre victorieusement tous les éléments répréhensibles de la société, étendirent l'application de ces mesures non seulement aux personnes suspectes politiquement, mais aussi, en général, à tous les sujets dont la conduite, de l'avis de l'administration, contrariait le cours tranquille de la vie publique.

Le Comité rappelle qu'en raison de cette extension de l'application de la loi, un conseil fut créé en 1895 aux ministères de l'Intérieur et de la Justice, mais que ce conseil, bientôt débordé par la multiplicité des affaires, ne présentait que des garanties médiocres, étant obligé « de tenir compte de l'opinion des agents locaux de l'administration, lesquels déclaraient ordinairement qu'ils ne pouvaient garantir le maintien de l'ordre, si leurs décisions n'étaient ratifiées ».

Le rapport continue :

L'adjoint au ministre de l'Intérieur a cité parmi les autres mesures le plus fréquemment employées : les arrestations faites sur l'ordre de la police locale, et les perquisitions domiciliaires. Les règlements sur l'état de siège ne permettent l'arrestation préventive et la perquisition que pour des crimes d'un caractère politique; cependant, les représentants locaux de la police et de l'administration, malgré une circulaire du ministre de l'Intérieur leur recommandant de s'en tenir au sens strict de la loi, *usent parfois de leurs pouvoirs dans des conditions qui correspondent peu aux stipulations des règlements*, *et ils provoquent ainsi une sourde irritation dans la société.* De pareilles coutumes, alors que *nul sujet ne se sent garanti contre une perquisition ou une arrestation sans cause apparente*, font nécessairement naître le trouble dans les âmes, et ces perquisitions qui, dans l'immense majorité des cas, ne fournissent à la police aucune indication sérieuse, entretiennent artificiellement l'irritation de la société contre les actes du gouvernement, irritation qui se répercute sur l'état d'esprit général. Enfin les amendes prévues par la loi ne sont pas rares, même si les infractions qu'elles punissent n'ont aucun rapport avec l'ordre public, par exemple : allure trop rapide, inobservation des règlements sanitaires, etc. Ces délits, en vertu de la loi, doivent être portés devant les tribunaux, et cela fut répété à tous les gouverneurs généraux, gouverneurs et préfets; mais les agents administratifs (principalement dans les capitales et les centres importants) trouvaient que la procédure d'un jugement est trop compliquée pour des cas semblables et ne permet pas dans la répression une rapidité qui est la condition de son efficacité. Le sénateur Dournovo estime qu'il serait désirable d'introduire chez nous, au moins dans les grandes villes, et pour les délits du caractère sus-indiqué, des procédures simplifiées à l'exemple de certains pays européens.

En conséquence de ces constatations, l'adjoint au ministre de l'Intérieur a conclu « à la nécessité d'une revision immédiate des règlements existants sur les mesures propres au

maintien de l'ordre, en même temps que des règlements sur la surveillance policière ».

A son tour, M. Witte entre personnellement en scène, et le rapport consigne ses longues observations. M. Witte constate que l'extension continue, durant les douze dernières années, de l'application des lois sur l'état de siège, ne peut pas être expliquée « seulement par les opinions personnelles des gouverneurs ».

« Il faut, à la vérité, ajoute-t-il, en chercher beaucoup plus loin la cause véritable. Le gouvernement a toujours considéré les lois sur l'état de siège comme un moyen de faire disparaître certains éléments dangereux. Cependant on oubliait que le moyen le plus sûr pour atteindre ce but, est, *non pas de réprimer le mal, mais de le prévenir en s'attaquant à ses causes.* Chez nous, la marche de la législation est souvent trop lente et ne suit pas celle de l'esprit public; dans d'autres cas, les travaux législatifs, qui n'étaient point en harmonie avec les besoins essentiels de la nation, ont eu pour résultat de créer au gouvernement de sérieuses difficultés. » M. Witte en donne comme exemple la question ouvrière. Alors que le nombre des ouvriers et des usines a considérablement augmenté, qu'il est nécessaire d'établir des rapports normaux entre les industriels et les ouvriers, et que les pays de l'Europe s'en préoccupent depuis longtemps, en Russie, dit-il, les sphères supérieures du gouvernement ont, jusqu'à ces derniers temps, eu cette illusion que la question ouvrière était loin d'y être arrivée à cette période de développement qui oblige le gouvernement à se mettre à la tête du mouvement, afin d'en rester maître; on continuait de penser que les ouvriers industriels sont toujours des paysans, vivant dans les traditions patriarcales de la vie rurale et considérant le travail industriel comme un métier secondaire, ce qui fut vrai, en effet, dans les premières années qui suivirent la libération des serfs. Quelques hommes d'Etat, dont l'opinion était différente, étaient accusés de créer une question ouvrière, inexistante en Russie. (Notons le souvenir sans sérénité que M. Witte donne en passant à ses démêlés avec Plœhwe.) M. Witte rappelle le projet d'assistance ouvrière qu'il rédigea il y a douze ans, et qui, dans sa pensée, devait être suivi d'autres projets d'inspiration analogue, mais qu'il dut retirer devant les objections qui l'accueillirent, et il a encore une pensée pour feu Plœhwe.

« Durant ce temps, dit-il, les ouvriers, ne voyant point que le gouvernement fît attention à leurs besoins essentiels, s'occupèrent, parfois avec l'aide de la police, à créer des unions qui devinrent une menace à la tranquillité publique. »

Une autre cause de troubles est la situation des écoles supérieures. Les agitations universitaires se répètent périodiquement.

« Le professeur a été réduit au rôle exclusif de maître d'une science, privé de toute influence sur le développement moral de ses auditeurs. »

« Enfin, ajoute le rapport, le secrétaire d'Etat Witte n'a pu s'empêcher de parler des juifs. Leur hostilité contre le gouvernement a sans aucun doute pour causes les pénibles conditions matérielles dans lesquelles ils vivent, sous le poids de lois qui limitent leurs droits et du sens injurieux pour eux-mêmes que les pouvoirs locaux prêtent souvent à ces lois. » Ces constatations n'empêchent pas M. Witte de conclure que les organes de la police « seront forcés de continuer la lutte contre l'activité anti-gouvernementale des juifs, avec la même énergie redoublée que maintenant, tant que l'adoucissement de leur sort, annoncé par l'oukase impérial ne sera pas accompli ».

Ici s'arrêtent les observations de M. Witte. Le rapport formule ensuite l'opinion commune du Comité des Ministres :

Les organes du gouvernement doivent être pourvus de pouvoirs suffisants, « exactement déterminés, basés sur des lois communes et qui régissent tout l'Empire » ; pour le cas d'événements extraordinaires, si ces organes doivent posséder des droits extraordinaires, l'action de ces mesures spéciales doit être limitée à l'étendue et à la durée des événements extraordinaires qui les ont motivées. A ces conditions, l'Etat pourra toujours, à un moment donné, opposer toute sa puissance aux attentats dirigés contre lui ; il assurera au pays entier la garantie de l'ordre, et, d'autre part, des abus préjudiciables à la population et que n'explique aucun besoin véritable cesseront d'être tolérés. *L'état présent des choses est loin de correspondre à ces principes.* Les lois sur le maintien de l'ordre, qui, à leur apparition, eurent un caractère temporaire et exceptionnel, ont acquis un caractère tout à fait imprévu de lois permanentes. Cependant, pas plus que leur texte ni les circonstances de leur promulgation ne leur conféraient ce caractère, *les modes d'application qu'on leur donna dans la pratique ne correspondent pas davantage à des moyens normaux de gouvernement.* Ces lois fonctionnent néanmoins sans interruption depuis vingt-deux ans... L'extension de leur application a *abouti à des procédés qui sont en flagrante contradiction avec les lois existantes;* par exemple, on a créé pour les crimes politiques une forme spéciale d'enquête, qui néglige l'observation des règlements généraux sur les enquêtes, lesquelles doivent être faites en collaboration avec le parquet, et qui prive par conséquent les personnes accusées de ces crimes de la garantie essentielle d'un examen sérieux de leur cause et du degré de leur culpabilité. »

Le Comité des Ministres conclut à la nécessité de reviser

toutes les lois relatives au maintien de l'ordre public, d'abolir celles de ces lois qui seront en désaccord avec les principes posés par lui, de conserver, et au besoin de renforcer, celles qui seront reconnues nécessaires et justes, de constituer sur ces bases un projet de loi qui serait incorporé à la législation générale, et de le rédiger de telle sorte qu'il ne fût plus permis à personne dans l'avenir de dépasser son sens et de lui donner des applications arbitraires.

II

Déclaration des zemstvos.

Votée le 8/21 *novembre* 1904 *au Congrès de Saint-Pétersbourg.*

I. Le régime anormal qui existe chez nous dans l'administration de l'État, particulièrement depuis 1880, repose sur la scission complète entre le gouvernement et la nation et l'absence de toute confiance entre eux, confiance indispensable à la vie de l'Etat.

II. L'attitude du gouvernement à l'égard de la nation est déterminée par la crainte de voir se développer l'émancipation sociale et par la tendance à écarter la nation de toute participation à l'administration intérieure. Partant de ce point de vue, le gouvernement s'est efforcé d'introduire la centralisation administrative dans tous les domaines de la vie locale et de tenir en tutelle la vie sociale dans toutes ses manifestations. Le gouvernement n'a admis de collaboration avec la nation qu'à la condition exclusive que l'action des institutions locales soit en accord avec les intentions du gouvernement.

III. La bureaucratie rend étrangers l'un à l'autre le pouvoir suprême et le peuple. Elle favorise l'action arbitraire, illimitée, de l'administration, qui enlève à la nation la croyance nécessaire que ses droits légaux seront garantis, et anéantit sa confiance dans le gouvernement.

IV. La vie nationale et la vie sociale ne peuvent se développer que par l'union vivante et étroite des pouvoirs publics et du peuple.

V. Pour supprimer toute possibilité d'arbitraire administratif, il faut proclamer et appliquer le principe de l'inviolabilité de l'individu et du domicile. Il ne faut pas que quelqu'un puisse

être puni ou puisse subir une diminution de ses droits sans le jugement d'un tribunal indépendant. A cet effet, il est indispensable d'établir un système de gouvernement basé sur la responsabilité civile et criminelle des fonctionnaires qui auraient violé les principes légaux dans l'administration.

VI. Pour assurer le plein développement des forces intellectuelles du peuple, pour se permettre de se rendre compte de ses besoins et pour que l'opinion publique puisse s'exprimer librement, il faut assurer la liberté de conscience et de religion, la liberté de la parole et de la presse, la liberté de réunion et d'association.

VII. Tous les citoyens doivent être égaux en ce qui concerne les droits personnels, civils et politiques.

VIII. L'activité libre de la nation est la condition première de l'évolution légale et féconde de la vie politique et économique du pays. La majorité de la population étant composée de paysans, il importe de mettre ceux-ci en état de développer leur activité individuelle et leur énergie, ce qui n'est possible que par un changement radical du régime actuel qui les dégrade. Il faut : *a*) rendre les droits personnels des paysans égaux à ceux des individus des autres classes ; *b*) affranchir les populations de la tutelle administrative en tout ce qui concerne la manifestation de leur existence individuelle et de leur vie communale ; *c*) leur assurer la sécurité par l'établissement d'une justice régulière.

IX. Il faut mettre les institutions rurales et urbaines dans lesquelles se concentre principalement la vie sociale en état de remplir complètement les devoirs qui incombent à des organes de self government. Pour cela il faut : *a*) que la représentation aux zemstvos soit organisée non plus sur la base des différenciations de classes, mais, autant qu'il est possible, sur la participation de l'ensemble de la population locale à l'administration autonome rurale et urbaine ; *b*) que les institutions rurales soient rapprochées davantage de la population par la création de petits groupements locaux auxquels on assurerait la possibilité d'une véritable action autonome ; *c*) que la compétence des institutions rurales et urbaines soit étendue à tous les besoins locaux, ce qui assurera l'épanouissement fécond de leur activité et rendra possible la collaboration nécessaire entre les institutions gouvernementales et communales.

L'administration locale autonome doit être étendue à toutes les parties de l'Empire russe.

X. Pour créer et assurer, sur la base de ces principes, l'union vivante et étroite entre les pouvoirs publics et la nation, et pour garantir l'évolution féconde de la vie nationale et sociale, il est absolument indispensable que la représentation du peuple participe régulièrement, comme institution électorale particulière, aux travaux législatifs, à l'établissement du budget des recettes et des dépenses publiques et au contrôle de l'administration.

XI. Étant données la gravité et l'importance de la situation intérieure et de la situation extérieure actuelles, l'assemblée privée exprime l'espoir que le pouvoir suprême convoquera des représentants du peuple librement élus pour diriger la patrie avec leur concours vers une nouvelle voie, en se fondant sur les principes de droit et sur la collaboration des pouvoirs publics et du peuple.

III

Oukase au Sénat dirigeant.

12/25 *décembre* 1904.

Nous conformant aux volontés dernières et sacrées de nos ancêtres qui nous ont précédés sur le trône, et songeant sans cesse au bonheur de l'Empire que Dieu nous a confié, nous observerons, sans en rien modifier, les principes inébranlables sur lesquels est fondé l'Empire, et nous considérons comme le devoir de notre gouvernement de consacrer nos efforts, d'accorder sans trêve toute notre sollicitude aux besoins du pays, en distinguant tout ce qui répond réellement aux intérêts du peuple russe des tendances qui, trop fréquemment, s'orientent dans de fausses directions et subissent l'influence de circonstances passagères.

Si le besoin de telle ou telle modification s'affirme avec certitude, nous considérerons alors comme nécessaire de procéder à sa mise à exécution, alors même que cette modification provoquerait l'introduction dans la législation d'innovations essentielles.

Nous ne doutons pas que, dans la poursuite d'une entreprise aussi complexe, nous ne nous trouvions en communauté de sentiments avec ceux de nos sujets qui, pénétrés de pensées loyalistes, voient avec perspicacité où réside réellement la prospérité de la patrie, nous voulons dire dans le maintien de la tranquillité publique et dans la satisfaction constante des besoins quotidiens du peuple.

Notre plus vive sollicitude va tout d'abord à la classe la plus nombreuse de celle qui composent notre peuple, à la classe des paysans, que nous voulons organiser au mieux de ses intérêts et de son bonheur. Nous faisons connaître que, conformément à nos instructions, cette question est en préparation. Elle est soumise à un examen approfondi, ainsi que les projets primitifs du ministère

de l'Intérieur, dont l'indication détaillée a été donnée en son lieu.

En ce moment ont lieu des délibérations, auxquelles prennent part les membres les plus éminents et les plus compétents de l'administration, et qui portent sur les questions les plus importantes intéressant les paysans. Ces questions sont étudiées à la lumière de leur science et d'après les données des enquêtes faites sur les besoins généraux de la classe agricole par des commissions locales.

Nous ordonnons que ces travaux, qui constituent une législation concernant les paysans, soient incorporés à la législation générale de l'Empire. Ainsi sera facilitée la tâche d'assurer d'une façon durable la sécurité de cette classe, à laquelle une ordonnance impériale reconnaît l'indépendance et la plénitude des droits des citoyens libres.

Examinant ensuite le second groupe des revendications populaires vraiment dignes d'attention, nous reconnaissons urgent, pour régulariser et affermir l'administration de l'Etat et pour assurer la vie publique :

Premièrement, de prendre des mesures efficaces pour la protection des lois et leur mise en vigueur sans réserve, attendu que les lois sont le plus ferme soutien du trône dans un empire autocratique. A cet effet, nous considérons comme le premier des devoirs, pour toutes les autorités qui nous sont soumises et dans tous les territoires sur lesquels nous régnons, l'application intégrale pour tous de ces lois. Quiconque ne les appliquerait pas serait légalement responsable de ces procédés arbitraires. A cet effet, on facilitera aux personnes victimes de ces traitements arbitraires les moyens de se faire rendre justice ;

Deuxièmement, de confier aux institutions locales et municipales le soin de prendre la plus grande part possible à l'administration, en faisant droit aux revendications locales de divers ordres et en conférant, en outre, aux localités, l'indépendance nécessaire, dans les limites fixées par la loi ; d'inviter, dans des conditions analogues, à faire partie de ces institutions les représentants de toutes les fractions de la population intéressées aux affaires locales, afin de donner satisfaction, dans la plus large mesure possible, aux desiderata de cette population ; de créer, outre les zemstvos de gouvernement et les zemstvos de district, et en corrélation étroite avec eux, des institutions publiques devant s'occuper de l'administration locale et de la prospérité des affaires sur des territoires de faible étendue ;

Troisièmement, afin de maintenir et de faire observer l'égalité des personnes de toutes classes devant les tribunaux, d'introduire dans l'organisation judiciaire l'unité nécessaire, et d'assurer aux institutions juridiques la stabilité et l'indépendance indispensables ;

Quatrièmement, afin de favoriser l'extension des mesures déjà prises pour améliorer le sort des ouvriers des usines, des ateliers

et de toutes les branches de l'industrie, de travailler à instituer en leur faveur une assurance par l'Etat;

Cinquièmement, de reviser les lois d'exception édictées à une époque où les ennemis de l'ordre public déployaient une activité criminelle sans exemple, et dont la promulgation avait été accompagnée d'une extension considérable des pouvoirs arbitraires des autorités administratives, et de s'efforcer de restreindre le plus possible les territoires auxquels elles s'appliquent, ainsi que de limiter aux seuls cas où la sécurité de l'Etat est réellement menacée, les restrictions apportées par ces lois aux droits des particuliers;

Sixièmement, de procéder à une revision des lois concernant les droits des dissidents et les personnes appartenant à des confessions hétérodoxes, ou à des religions non chrétiennes, ou n'appartenant à aucune confession. Je désire affirmer ainsi, avec une nouvelle force, le ferme désir que, dans mon manifeste du 11 mars 1903, j'exprimais du fond du cœur, de protéger et de rendre inviolable, par des lois fondamentales de l'Empire, la tolérance en matière de croyance, et de prendre dès maintenant, dans l'ordre administratif, les mesures convenables pour faire disparaître toutes les limitations à la liberté religieuse qui ne sont pas directement indiquées dans la loi;

Septièmement, de faire procéder à une revision des ordonnances existantes qui limitent les droits des étrangers et, sur certains point de l'Empire, des nationaux. Celles-là seules de ces dispositions subsisteront à l'avenir, qui sont exigées par les intérêts actuels de l'Empire et par le bien du peuple russe;

Huitièmement, de faire disparaître des ordonnances actuellement en vigueur concernant la presse, les restrictions superflues, et de donner à la parole imprimée des limites clairement spécifiées par la loi : ainsi sera accordée à la presse nationale la faculté de remplir dignement sa noble mission, et d'être la véritable interprète des efforts raisonnables faits pour le bien de la Russie.

Nous prescrirons dans un avenir très prochain, et en nous appuyant sur ces principes, une série de grandes innovations intérieures, dont une partie, préparée conformément aux instructions par nous précédemment données, est déjà prête à être soumise à un examen préliminaire.

Etant données la diversité et l'importance de ces réformes, nous jugeons bon de soumettre le programme qui vient d'être esquissé à un examen qui doit porter sur les moyens les plus propres à assurer sa réalisation rapide et complète et son incorporation à la série de nos institutions d'Etat, et s'attacher à apporter l'union la plus étroite entre les diverses parties de l'administration.

Le comité des ministres doit examiner tous les sujets traités ci-dessus, rechercher le meilleur moyen de réaliser nos intentions

et nous présenter dans le plus bref délai des décisions sur la suite à donner aux mesures dont il est question dans la présente ordonnance. Le comité des ministres doit nous rendre compte de la façon dont se poursuivra l'élaboration des questions que nous avons signalées.

NICOLAS.

IV

Lettre du Prince Serge Troubetzkoï, Président du Zemstvo de Moscou, au Prince Sviatopolk Mirsky, ministre de l'Intérieur.

[*Cette lettre a été écrite à la fin de décembre* 1904.]

Prince, Votre Excellence reçoit aujourd'hui une adresse du zemstvo de Moscou à l'Empereur. En ma qualité de président de cette assemblée, je puis naturellement être considéré comme ayant fait adopter l'adresse, et je prends sur moi la responsabilité de cet acte, dont je ne me suis point caché. Bien que le gouvernement ait déjà publié un communiqué à la suite de la réception d'une adresse, je veux ici vous expliquer et vous prier de bien vouloir faire connaître très respectueusement à l'Empereur quels sont les motifs qui m'ont déterminé à permettre au zemstvo d'exprimer son opinion, que je partage entièrement.

La Russie traverse en ce moment une époque d'anarchie et de révolution. Ce qui se passe à l'heure actuelle n'est pas seulement la manifestation d'une effervescence juvénile, mais bien plutôt l'aboutissement logique de la situation générale dans laquelle se trouve aujourd'hui la société. L'état de choses actuel est extrêmement dangereux pour la société tout entière, et particulièrement menaçant pour la personne sacrée de l'Empereur. Aussi est-ce le devoir de tout sujet fidèle de s'opposer par tous les moyens à un pareil malheur.

Ces jours-ci, j'ai eu le bonheur de me présenter devant l'Empereur et de lui rendre compte, autant que je l'ai pu, de la situation actuelle de la société.

J'ai essayé de faire comprendre à l'Empereur que ce qui se passe actuellement n'est pas une simple émeute, mais une révolution, et quelles sont les raisons qui poussent le peuple russe à une révolution dont il n'a pas envie. Sa Majesté a le pouvoir d'empêcher les choses d'en arriver là, mais, pour cela, il n'y

a qu'un moyen : c'est que l'Empereur ait confiance en la nation et en ses corps représentatifs.

Du fond de mon cœur, je suis convaincu que si l'Empereur, animé d'une entière confiance, permettait à ces éléments de se rapprocher de lui, la Russie serait délivrée de la menaçante perspective d'un soulèvement sanglant, et donnerait tout son appui à son Empereur, à son autocratie, à sa volonté.

En présence de l'état d'esprit de tous ceux qui songent avec effroi aux perspectives que j'ai signalées, il n'est plus en la puissance humaine de leur interdire et de les empêcher d'exprimer à l'Empereur ce qui pèse sur leurs cœurs, ce qui les oppresse douloureusement. Ce n'est pas le moment de se taire, alors que la patrie est en danger. On ne doit pas oublier la situation dans laquelle se trouvent actuellement ceux qui ont une femme et des enfants. Même si l'on me déclare coupable de parler ainsi en ma qualité de président de l'assemblée du zemstvo, à l'égard de l'Empereur, ma conscience est calme et pure.

Prince S. Troubetzkoï.

V

La révolte du « Knias-Potemkine ». Proclamation de l'équipage.

Citoyens de tous les pays et de tous les peuples!

Devant vos yeux se déroule la grandiose épopée de la grande lutte libératrice. Le peuple russe, subjugué et asservi, ne peut plus supporter les abus et la tyrannie séculaire de l'autocratie despotique.

La privation de tous droits, la ruine et la misère auxquelles le gouvernement russe a réduit le pays ont épuisé la patience des masses des travailleurs. Le feu de l'indignation et de la révolte a éclaté dans toutes les villes et les villages. Le cri formidable de : « A bas les chaînes de la servitude et du despotisme et vive la liberté! » parti des millions de poitrines russes, retentit comme un bruit de tonnerre sur tout le territoire de l'immense Russie.

Le gouvernement tsariste aime mieux noyer le pays dans le sang du peuple que de lui donner la liberté et le bien-être. Le sang innocent des héros coule par ruisseaux dans notre patrie. Pourtant l'autocratie affolée a oublié que l'armée obscure et

délaissée jusqu'à présent, instrument aveugle de ses plans sanguinaires, fait partie de ce même peuple, est composée des enfants de ces mêmes masses laborieuses qui luttent pour la liberté. Tôt ou tard, l'armée comprendra cette vérité et se lavera de la tache infâme dont elle s'est souillée en massacrant ses pères et ses frères.

C'est pourquoi, nous, les marins du cuirassé d'escadre *Knias-Potemkine*, avons unanimement et résolument décidé de faire ce premier grand pas. Puissent toutes les victimes, puissent tous les ouvriers et paysans tombés sous les baïonnettes et les balles des soldats, dans les villes et dans les campagnes de notre patrie, nous épargner la malédiction qui pèse sur les assassins!

Non, nous ne sommes ni des assassins ni des bourreaux de notre peuple; nous sommes ses défenseurs. Notre devise est : « La mort ou la liberté pour tous les peuples russes. » Nous demandons la cessation immédiate des hostilités sanguinaires et stupides qui ensanglantent les champs de la lointaine Mandchourie. Nous exigeons la réunion immédiate de la Constituante élue sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret. Pour faire triompher ces revendications, nous sommes unanimement décidés à vaincre ou à périr avec notre cuirassé.

Nous sommes profondément convaincus que les citoyens libres et les classes laborieuses de tous les pays et de toutes les nations répondront avec une sympathie chaleureuse à notre grande lutte pour la liberté.

A bas l'autocratie!

Vive la Constituante!

Les équipages du cuirassé d'escadre Knias-Potemkine
et du torpilleur 267.

A son arrivée à Constanza (Roumanie), l'équipage du *Knias-Potemkine* a fait parvenir aux consuls étrangers la déclaration suivante :

« L'équipage du cuirassé d'escadre *Knias-Potemkine* a commencé la lutte décisive contre l'absolutisme russe. En portant ce fait à la connaissance de tous les gouvernements européens, nous considérons de notre devoir de déclarer que nous garantissons l'inviolabilité absolue de tous les vaisseaux étrangers naviguant sur la mer Noire et de tous les ports étrangers qui s'y trouvent. »

VI

Une lettre de M. Anatole Leroy-Beaulieu.

L'un des hommes les mieux instruits des affaires de Russie, M. Anatole Leroy-Beaulieu, a adressé au *Temps* la lettre que voici. Je la reproduis ici, avec son assentiment, non seulement parce qu'elle résume en termes vigoureux et précis la situation de l'Empire, mais parce que, à la dernière page de ce livre, dont j'achevais de corriger les épreuves au moment où elle a paru, j'ai plaisir à en placer les conclusions sous l'autorité morale d'un écrivain et d'un sociologue tel que M. Anatole Leroy-Beaulieu.

Viroflay, 1er juillet 1905.

Monsieur le directeur,

Beaucoup de nos compatriotes semblent surpris des événements, pour eux imprévus, qui se succèdent en Russie. S'ils avaient, comme moi, suivi depuis plus de vingt ans les affaires intérieures de l'empire autocratique, ou si, comme je viens de le faire, ils l'avaient parcouru, ces derniers mois, de la mer Noire à la Baltique, leur étonnement serait moindre que leur tristesse.

La mutinerie d'Odessa, l'agitation agraire des provinces du sud, les grèves des grandes villes, les troubles meurtriers de la Pologne et du Caucase ne font, hélas ! que confirmer les appréhensions que j'exprimais récemment, à mon retour de Russie, dans une conférence à l'Alliance française.

Tout le vaste empire est en fermentation. Le mécontentement est général ; il atteint toutes les classes et toutes les nationalités à la fois. L'élite du pays est d'accord sur la nécessité d'un changement de régime, sans l'être toujours sur les conditions du régime nouveau. Sur un point, on est unanime : la convocation d'une Assemblée nationale pour aviser à la cessation de la guerre et à l'élaboration des réformes. Toute autre manière de procéder ne ferait qu'accroître les déceptions et l'irritation.

Comme je n'ai cessé de l'annoncer depuis des mois, ce qui se prépare là-bas n'est rien moins qu'une révolution — une révolution qui peut encore être pacifique, mais qui, pour n'être pas violente et ne pas conduire à l'anarchie, doit être acceptée résolument et loyalement par le pouvoir. L'arrêter semble impos-

sible, et, pour la diriger ou la contenir, il faut d'abord s'y associer.

Le gouvernement a déjà perdu toute autorité morale. Ses hésitations et ses inconséquences, jointes à la longue tyrannie de la police et à la démoralisante corruption administrative, ont lassé la patience du peuple peut-être le plus patient du monde. La guerre a paru la pierre de touche de l'absolutisme bureaucratique ; les désastres de Mandchourie ont anéanti toute foi dans l'efficacité du système. Les plus patriotes veulent en finir avec le régime qui vaut à la Russie de pareilles souffrances et de pareilles humiliations. L'armée elle-même, affirme-t-on, commence à en rendre le gouvernement responsable. Les troupes demeurées en Europe n'inspirent plus à leurs chefs une pleine confiance ; et l'on se demande avec inquiétude ce que feront les débris de la grande armée de l'Extrême-Orient, le jour où la conclusion de la paix les ramènera en Europe.

A ce gouvernement, qui de loin semblait en possession d'un tel capital d'autorité morale et de force matérielle, la force seule reste, et il n'est pas sûr qu'elle ne vienne bientôt à se briser dans ses mains.

Aussi est-il impossible aux amis de la Russie de ne pas s'affliger des irrésolutions et des atermoiements de la politique impériale. Ils ne font qu'aggraver les périls du trône et du pays. Des mesures qui eussent calmé l'agitation il y a peu de mois seraient déjà manifestement insuffisantes. Par malheur, le tsar est, de tous les Russes, celui qui connaît le moins la Russie ; la plupart des hommes qui l'approchent ont un intérêt personnel au maintien du régime absolutiste et à la durée des abus.

Le tsar Nicolas II a eu récemment l'énergie de s'arracher une heure à ces influences néfastes pour prêter l'oreille aux représentations des délégués des zemstvos.

Ces hommes éminents, que j'ai l'honneur de connaître pour la plupart, et avec lesquels je me suis longuement entretenu à Moscou, appartiennent à l'élite sociale et morale de la Russie Presque tous grands propriétaires, leur principal souci est d'épargner à leur pays une révolution.

L'Empereur a entendu leurs revendications, présentées par un homme de haute naissance et de grand talent, le prince Serge Troubetzkoï. S'il veut raffermir le trône et préserver la Russie de catastrophes qui à la longue deviendraient inévitables, le tsar Nicolas II n'a qu'à entrer résolument dans la voie indiquée par ces nobles esprits.

Mais l'heure presse ; les vagues promesses ne suffisent point. Il faut agir ; il faut donner enfin la parole à une nation trop longtemps condamnée à rester muette. Il importe de ne pas laisser aux révolutionnaires le loisir de persuader aux masses encore hésitantes que la Russie n'a rien à espérer d'un souverain captif des *tchinovniks*.

L'entente du tsar et de ses peuples pour l'institution d'un régime nouveau peut seule assurer le salut de l'empire. Cet accord, nécessaire à la Russie, comment la France ne l'appellerait-elle pas de tous ses vœux, alors que nous sentons, plus que jamais, combien l'Europe et le monde ont besoin d'une Russie forte et pacifiée, d'une Russie réconciliée avec elle-même et avec l'esprit du siècle, à laquelle tout peuple libre puisse tendre la main ?

Veuillez, monsieur le directeur, agréer l'expression de mes sentiments les plus distingués.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

TABLE DES MATIÈRES

TROISIÈME PARTIE

LES MAITRES

QUATRIÈME PARTIE

L'ENFANTEMENT DE LA LIBERTÉ

POST-SCRIPTUM

APPENDICE

Paris. — L. Maretheux, imprimeur, 1, rue Cassette. — 10481.